



**HAL**  
open science

## FORGER LA PARTICIPATION.

Consuelo Biskupovic

► **To cite this version:**

Consuelo Biskupovic. FORGER LA PARTICIPATION. : UNE ETHNOGRAPHIE DE LA CULTURE CIVIQUE EXPERTE À SANTIAGO DU CHILI: LE CAS DU RÉSEAU DE DÉFENSE DE LA PRÉCORDILLÈRE . Environnement et Société. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2015. Français. NNT: . tel-01182670

**HAL Id: tel-01182670**

**<https://hal.science/tel-01182670>**

Submitted on 1 Aug 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.







# ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES

THÈSE

Pour l'obtention du grade de Docteur en Anthropologie Sociale et Ethnologie  
de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales  
en convention de cotutelle avec l'Universidad de Chile

## **FORGER LA PARTICIPATION. UNE ETHNOGRAPHIE DE LA CULTURE CIVIQUE EXPERTE À SANTIAGO DU CHILI : LE CAS DU RÉSEAU DE DÉFENSE DE LA PRÉCORDILLÈRE**

Présentée par **Consuelo BISKUPOVIC**

Sous la direction de **Maria Pia DI BELLA** et **Emmanuelle BAROZET**

### **Membres du jury :**

Emmanuelle BAROZET, Professeure à l'Universidad de Chile (co-directrice)

Maria Pia DI BELLA, Chargée de recherche au CNRS (co-directrice)

Marie-Christine DORAN, Professeure à l'Université d'Ottawa (rapporteure)

Sandrine REVET, Chargée de recherche à Sciences Po

Sébastien VÉLUT, Professeur à l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine (rapporteur)



## Remerciements

Tout d'abord je tiens à remercier tous les intégrants du collectif la *Red*, en particulier Annie : sans son intérêt, ses remarques, ses questions et sa générosité, ce travail ne serait pas le même. Je les remercie de m'avoir ouvert non seulement leurs portes, mais aussi les yeux face à l'imposante Cordillera de los Andes, dans une ville comme Santiago qui peut, parfois, avoir un visage si hostile.

Plusieurs personnes m'ont accompagnée tout au long de cette recherche, depuis ses débuts jusqu'au moment difficile de l'écriture. J'ai eu la chance d'avoir deux directrices de thèse qui ont toujours répondu à mes inquiétudes et de qui j'ai appris comment mener et comment finir une recherche. Maria Pia Di Bella qui m'a acceptée comme étudiante quand je finissais mon Master, en 2007, alors que mon projet de thèse était encore vague. Elle m'a non seulement guidée depuis le début mais m'a toujours donné de précieux conseils. Elle a lu attentivement ce travail et je la remercie pour ses encouragements et ses commentaires qui furent très importants pour moi. Emmanuelle Barozet, qui a accepté d'être ma codirectrice en 2009, m'a soutenue et écoutée pendant les périodes d'enquête à Santiago, puis durant l'écriture. Elle a pris le temps de lire soigneusement les différentes versions de cette thèse. Je la remercie pour ses conseils féconds, pour son regard sur les mobilisations et le contexte chilien et aussi pour m'encourager à finir. Je remercie également Daniel Cefaï avec qui j'ai eu des échanges stimulants tant à l'EHESS que lorsqu'il est venu au Chili en 2010, dans le cadre d'une table ronde que nous avons organisée avec Eduardo Canteros et le soutien du Doctorat en Sciences Sociales de l'Université du Chili. Nous avons ensuite publié un dossier sur l'ethnographie et l'action collective. Son travail est pour moi une grande inspiration. Je n'oublie pas non plus le rôle qu'a joué Alban Bensa lorsque je commençai le projet de cette thèse ; non seulement il a lu mon projet mais il y a apporté des commentaires avisés. Ses séminaires à l'EHESS ont été un espace fondamental dans ma formation et l'évolution de mon regard envers l'anthropologie.

Mes remerciements s'adressent ensuite au programme de Bécas Chile, en particulier la bourse Ambassade de France et CONICYT qui m'a permis de financer les quatre premières années de cette recherche. Je remercie l'IRIS, où j'ai rencontré des amis et des chercheurs, ainsi qu'un milieu stimulant tant sur le plan scientifique, intellectuel qu'humain. De même, grâce à l'IRIS et à l'EHESS j'ai pu bénéficier de plusieurs aides financières qui m'ont permis

d'assister à des congrès, des colloques et des séjours à l'étranger qui ont ouvert de nouvelles pistes de réflexion dans ce travail. Je souhaite également exprimer toute ma gratitude envers l'Université du Chili et plus particulièrement le Doctorat en Sciences Sociales qui m'a ouvert la porte en tant qu'étudiante en cotutelle. En 2011, grâce à une bourse de recherche de l'Ibero-Amerikanische Institut, j'ai pu bénéficier de trois mois de travail dans cette importante bibliothèque ibéro-américaine à Berlin.

Je remercie Sebastián Vélut et Enrique Aliste de m'avoir invitée à participer en 2008 au projet ECOS C08H03 (« Espaces ouverts et durabilité métropolitaine. La macro-région de Santiago–Valparaíso en perspective internationale ») où j'ai pu connaître de plus près le travail des géographes sur la précordillère. De même, je remercie Sebastián Ureta, qui m'a fait part du projet FONDECYT 1130148 (« *Gobernando desechos: un análisis socio técnico de prácticas y políticas respecto del manejo de relaves mineros en Chile* »). Aussi, je tiens à remercier Claudia Giacoman pour m'avoir invitée à partager un cours avec elle à l'Université Catholique du Chili.

Plusieurs amis et collègues ont lu ce travail, je les remercie pour leur conversation, leurs remarques, leurs suggestions et leurs corrections du français : Caroline Stamm, Fabien Le Bonniec, Eduardo Canteros, Valentina Figueroa, Carolina Rojas, Bárbara Morales, Paola Díaz, Bárbara Karatsioli, Jorgelina Loza, Léa Monteix et Julie Métais. D'autres amis, d'ici et de là-bas, m'ont également accompagnée et soutenue ; ils m'ont reçue chez eux lors de mes déplacements, ils m'ont fait parvenir des livres lorsque j'étais au Chili et, d'une manière ou d'une autre, ils ont été d'un grand soutien au long de ces années : Catalina Valdés, Amari Peliowski, Camila Valenzuela, Pablo Blinsein, Eleonora Elguezabal, Miguel Tapia, Agustina Primo, Josefina Schenke, Marcela Labraña, Victoria Achurra, Felipe Cussen, Florencia Henriquez et Salvador Young. Enfin, je remercie particulièrement Emmanuelle Combot qui a rendu ce texte lisible, conciliant mon expression écrite avec la langue française. Je remercie aussi Camilo Sánchez d'avoir contribué à cette thèse par sa précieuse collaboration cartographique.

Je tiens à exprimer ma plus grande gratitude envers mes parents, Annelore et José Miguel, sans lesquels je ne serai jamais arrivée en France, où ce long chemin a commencé. En particulier je remercie ma mère pour son soutien inconditionnel et mon père pour avoir voulu que je grandisse dans la nature au sud du Chili. Ma famille *sureña*, ma grand-mère Chela, mes frères, Niko, Benja et Francis, et Gabriela, Adela, et Ampí, avec qui j'ai pu profiter des choses

simples de la vie, surtout à Valdivia lorsque je m'y rendais pour les visiter. Je les remercie de leur patience et de m'avoir attendue si longtemps. Leur affection et leurs encouragements ont été, pour moi, fondamentaux. Finalement, je veux aussi exprimer ma plus grande gratitude envers ma deuxième famille, Paul, Janet, Alex et Rosa qui ont suivi de près mon travail, qui m'ont soutenue et réconfortée tout au long de ce trajet. Et, en particulier, toute ma reconnaissance pour Christian, pour qui les mots de remerciements ne suffisent pas. Sans toi, ton intelligence, ta patience et ton amour, ce travail n'aurait jamais vu le jour.



## ***Résumé***

Cette thèse aborde comment une association citoyenne – le Réseau de Défense de la précordillère, RDP – transforme en objet de défense, de revendication et d'enquête une forêt autochtone de la Cordillère des Andes à Santiago, Chili. Cette forêt, connue sous le nom de « El Panul », située dans la précordillère ou piémont andin de la commune de La Florida, est menacée par des projets immobiliers. Les citoyens progressivement s'engagent afin de protéger cette forêt qu'ils considèrent « en danger ».

A partir d'une ethnographie menée entre 2007 et 2010 avec le RDP et d'autres collectifs et citoyens de Santiago, cette recherche aborde comment quotidiennement les citoyens inventent différentes façons de participer. Elle s'intéresse aux stratégies mises en œuvre par les citoyens pour essayer d'avoir une incidence dans un contexte caractérisé par le manque de dispositifs de participation. Les citoyens engagés forment ainsi leur propre chemin fait de contradictions, d'erreurs, de réussites et d'échecs pour essayer de peser dans les projets que les affectent et dans lesquels ils ne se sentent pas considérés.

Tout d'abord, nous analysons comment l'association RDP se configure et comment les membres de l'association configurent le problème de la précordillère. Il s'agit de rendre compte comment ils « rentrent en politique » en faisant publique une controverse autour d'un territoire précis. Nous nous attardons sur comment suite à une catastrophe qui a lieu dans la précordillère, les coulées de boue de 1993 à Lo Cañas, la précordillère se transforme en motif politique de l'association. Ensuite, nous abordons les processus d'action collective post dictature (1973-1990) afin de comprendre les conditions d'émergence de nouvelles mobilisations à Santiago. Puis, nous nous centrons sur les deux voies privilégiées par les citoyens du RDP pour montrer la singularité et l'importance du Panul, l'expertise scientifique et la voie légale. Finalement, nous analysons le rôle de la dimension affective dans les échanges démocratiques en observant comment le succès ou l'échec des interactions dépend des émotions, des affects ou de l'empathie entre fonctionnaires et citoyens.

Cette thèse propose ainsi d'étudier la participation selon les possibilités qu'offre l'ethnographie, non pas à partir des dispositifs institutionnels, mais comme un projet politique créé par des citoyens.

### ***Mots clés :***

*Ethnographie, participation, association citoyenne, nature, expertise, affects.*



## ***Abstract***

This thesis discusses how a citizen association – the Red de Defensa de la Precordillera (RDP) – turns a forest in the Andes foothills in Santiago, Chile, into a defense, claim and research object. This forest, known as « El Panul », located in La Florida commune, is threatened by real estate projects. Citizens gradually undertake to protect the forest they consider « endangered ».

Through an ethnography conducted between 2007 and 2010 with the RDP and other associations and citizens of Santiago, this research addresses how everyday citizens invent ways to participate. It is interested in the strategies used by citizens to try to have an impact in a context characterized by the lack of citizen participation policies. Engaged citizens thus forge their own path of contradictions, mistakes, successes and failures to try to influence in projects that affect them and where they do not feel considered by authorities.

In order to describe how RDP members enter politics by making public a controversy about a specific territory, we first analyze how the association is configured and how the members configure the problem of the *precordillera*. We focus on how, following the 1993 mudslide disaster occurred in Lo Cañas, the *precordillera* becomes a political cause of the association. We then discuss the post-dictatorship process of collective action (1973-1990) to understand the conditions allowing the emergence of new protests in Santiago. Then we focus on the two main strategies used by the citizens of RDP to show the uniqueness and the importance of El Panul: scientific and legal expertise. Finally, we analyze the role of the affective dimension in democratic exchanges, observing how the success or failure of interactions often depend on emotions, affects or empathy between officials and citizens.

This thesis proposes to study the possibilities of participation through ethnography, not from institutional structures, but as a political project created by citizens.

## ***Keywords :***

*Ethnography, participation, civic association, nature, expertise, affects.*

# Table des matières

Remerciements.....	5
Table des matières.....	11
Table des illustrations.....	13
Liste des acronymes.....	15
Introduction.....	17
i. Questions de méthodes.....	20
ii. Ethnographie de la participation.....	23
iii. La question de la nature en danger.....	25
<b>Premier chapitre : Le réveil des habitants de Lo Cañas après les coulées de boue de 1993.</b> .....	<b>31</b>
1. La réalité multiple et paradoxale de la précordillère : paysage naturel, sujet de revendications et territoire dangereux.....	39
2. La porte d'entrée vers le Réseau de Défense de la Précordillère.....	51
3. Situer l'étude de la défense de la précordillère dans les études urbaines chiliennes et par rapport aux définitions de nature.....	57
4. Comment expliquer le désastre : conditions géographiques et planification urbaine.....	63
5. Comment les acteurs se situent-ils face à la catastrophe : partager la faute ou considérer les désastres comme des phénomènes naturels ?.....	69
6. « L'État lui-même leur a donné une maison où il n'aurait pas dû le faire » : quand les études ne sont pas suffisantes.....	75
7. Constituer les preuves scientifiques afin de dénaturer le naturel.....	87
8. Prendre des mesures après 1993 : qui s'en charge ?.....	93
9. Définir et situer le problème : configurer une action collective à partir de l'expérience de 1993.....	105
<b>Deuxième chapitre : Action collective au Chili et agir politique du Réseau de Défense de la Précordillère (RDP).</b> .....	<b>113</b>
10. Les effets des enclaves autoritaires héritées de la dictature.....	Erreur ! Signet non défini.
11. L'« apathie » qui suit le retour à la démocratie : comment se légitime la nouvelle démocratie après la dictature ?.....	Erreur ! Signet non défini.

12.	<b>L'apparition de nouveaux micro mouvements dans l'après-dictature.....</b>	Erreur ! Signet non défini.
13.	<b>Le passage au politique dans le quartier de Lo Cañas. ....</b>	Erreur ! Signet non défini.
14.	<b>Le travail politique du RDP à travers le prisme de la culture politique. La politique comprise comme une expérience intermittente. ....</b>	Erreur ! Signet non défini.
15.	<b>Défendre l'environnement à partir du politique.....</b>	Erreur ! Signet non défini.
<b>Troisième chapitre : Agir en tant que citoyen expert et sujet sensible.....</b>		<b>177</b>
16.	<b>Le partage du savoir : les relations scientifiques au sein du RDP.....</b>	<b>185</b>
17.	<b>Le Panul : de sa spécificité à son importance globale. Le recours aux arguments scientifiques pour la défense de la « forêt ». ....</b>	<b>193</b>
18.	<b>« Avec quelles armes va-t-on défendre la précordillère ? ». ....</b>	<b>203</b>
19.	<b>Trouver une place au sein de la démocratie. ....</b>	<b>215</b>
	i. Les représentants légitimes, garants de la valeur de la précordillère. ....	216
	ii. Réunion à la Mairie : quand le savoir scientifique ne suffit pas. ....	222
	iii. Une deuxième réunion à la mairie : construire des écoles pour la démocratie. ....	227
	iv. Les exigences des autorités vis-à-vis des citoyens : savoir technique et attentes morales. ....	236
<b>Quatrième chapitre : Quand les arguments juridiques importent autant que les liens affectifs. ....</b>		<b>245</b>
20.	<b>La dimension affective dans l'engagement citoyen. ....</b>	<b>249</b>
21.	<b>L'empathie pour surmonter la défaite : les émotions en action. ....</b>	<b>255</b>
22.	<b>Le recours au droit pour parler au nom de la précordillère : l'arrivée des jeunes. ....</b>	<b>263</b>
23.	<b>Quand le recours au droit permet de dépasser les altercations. ....</b>	<b>267</b>
24.	<b>L'affaire du décret 82 : une question d'interprétation. ....</b>	<b>281</b>
25.	<b>Deux moments de mise à l'épreuve des affects.....</b>	<b>295</b>
	i. L'échec à Santa Teresa. ....	296
	ii. De l'impossible généralité à la difficile protection légale de la singularité. ....	301
<b>Conclusion .....</b>		<b>305</b>
<b>Bibliographie générale .....</b>		<b>312</b>
<b>Annexe 1.....</b>		<b>335</b>
<b>Annexe 2.....</b>		<b>347</b>
<b>Annexe 3.....</b>		<b>350</b>

Annexe 4.....	364
---------------	-----

## Table des illustrations

Figure 1 : Carte qui situe Lo Cañas.....	36
Figure 2 : Carte des quartiers de la precordillère.....	37
Figure 3 : Carte des différents quartiers et des <i>condominios</i> .....	48
Figure 4 : Carte comparative, Santa Teresa.....	49
Figure 5 : Situation de Lo Cañas.....	51
Figure 6 : Santiago et sa géographie.....	63
Figure 7 : Les effets des coulées de boue.....	65
Figure 8 : Población Fernando Domínguez.....	76
Figure 9 : Carte des flux.....	79
Figure 10 : Dépliant du RDP.....	201



## Liste des acronymes

CODEFF Comité Pro Défense de la Faune et la Flore  
CONAF Corporation Nationale Forestière du Chili  
CONAMA Commission Nationale de l'Environnement  
CORE Conseil Régional Métropolitain  
DIA Déclaration d'Impact Environnemental  
GORE Gouvernement Régional de Santiago  
LGUC Loi Générale d'Urbanisme et de la Construction  
MINVU Ministère du Logement et de l'Urbanisme  
MOP Ministère des Travaux Publics  
NIMBY Not In My Back Yard (« pas de cela chez moi »)  
ONEMI Bureau National d'Urgence  
PRC Plan d'Urbanisme Communal  
PRMS Plan d'Urbanisme Métropolitain de Santiago  
RDP Réseau de Défense de la Précordillère  
SAG le Service Agricole et d'Élevage  
SEIA Système d'Évaluation d'Impact Environnementale  
SERNAGEOMIN Service National de Géologie et de l'Industrie Minière  
SEREMI Secrétariat Régional du Ministère  
SERVIU Service de Logement et d'Urbanisation  
SINIA Système National d'Information Environnementale



## Introduction

Cette thèse aborde la question de comment un espace naturel, à savoir une forêt primaire de la cordillère des Andes, à Santiago du Chili, devient objet de défense, de revendications et d'enquête pour une association citoyenne appelée Red de Defensa de la Precordillera (Réseau de Défense de la Précordillère, RDP)<sup>1</sup>. Cette forêt – connue sous le nom du Panul – dans la précordillère ou piémont andin de Santiago est « menacée » par les nouveaux projets immobiliers qui s'y développent ; les citoyens s'engagent ainsi pour protéger cette nature en danger (Trom, 1993).

La présente recherche analyse le quotidien des citoyens du RDP engagés dans la défense de la précordillère entre 2007 et 2010 à travers leurs diverses tentatives de participation au sein des instances décisionnelles. Elle s'intéresse aux stratégies mises en place par les membres de ce réseau pour essayer d'avoir une incidence dans un contexte caractérisé par le manque de dispositifs de participation. Les citoyens engagés doivent se forger leur propre cheminement pour tenter de peser sur les projets d'aménagement qui, d'après eux, leurs sont imposés dans leur quartier. Afin d'être écoutés, les membres de l'association développent un apprentissage fait de contradictions, d'aller-retour, d'erreurs, de réussites et de défaites. Cette thèse suit donc le processus que peu à peu construisent les membres du RDP pour essayer de montrer et de démontrer, lors de divers débats publics, pourquoi la destruction de cette forêt devrait être évitée. Les citoyens se déplacent, sortent de leur quartier, pour rendre visible et compréhensible leur problème dans l'arène publique car, aux yeux des fonctionnaires, des autorités et des habitants, il n'a pas encore d'existence.

C'est à partir d'une ethnographie que ce travail pose la question de savoir comment les citoyens problématisent et publicisent ce qu'ils vivent (Cefaï, 2011). C'est-à-dire, comment

---

<sup>1</sup> Nous avons gardé les noms réels des organisations et les prénoms des acteurs dans cette recherche - sur accord préalable des enquêtés - afin de mieux comprendre la spécificité du territoire et du contexte en question. De plus, puisque ce réseau est le seul dans son genre à Santiago, il aurait été difficile, voire impossible, de ne pas dévoiler le nom de l'association. Par contre, à fin de protéger la vie privée des acteurs, dans la plupart des cas nous avons omis les noms des personnes rencontrées (mis à part quelques cas de personnages connus, d'autorités importantes ou de scientifiques réputés).



ils transforment des situations en des problèmes à résoudre, comment ils mettent en question ce qui semble aller de soi et comment ils l'exposent dans différents contextes. L'enquête étudie la construction d'une action collective à travers laquelle ils créent des possibilités d'action, imaginent des solutions, proposent des issues, revendiquent des droits et participent à des échanges au sein des possibilités qu'offre la démocratie. Ce travail s'intéresse ainsi à la démarche d'un groupe particulier de citoyens qui propose de penser autrement un territoire, à savoir, la précordillère.

Le Réseau de Défense de la Précordillère est une association citoyenne inscrite en 2006 à la mairie de la commune de La Florida, à Santiago, par un groupe de huit habitants du quartier de Lo Cañas. Bien que je ne souhaite pas retracer de manière exhaustive ni l'histoire de cette association, ni la trajectoire de ses membres, pas plus que donner une image complète du quartier, nous reviendrons au cours de cette thèse sur quelques-unes des particularités qui permettront au lecteur de comprendre comment fonctionne le RDP. Avant d'expliquer pourquoi j'ai opté pour la méthode ethnographique dans ce travail, je souhaiterais présenter brièvement le questionnement qui m'a amené à centrer cette enquête sur l'action collective dans la précordillère de La Florida.

L'idée que je me faisais de l'engagement citoyen à Santiago était complètement différente de ce que je constate lorsque je prends contact avec Annie, présidente du RDP et porte d'entrée de cette recherche. Alors que mon projet était d'étudier plusieurs associations citoyennes de défense de l'environnement à Santiago, dès mes premières incursions sur le terrain, je comprends vite que, d'une part, peu d'associations mènent périodiquement et constamment des activités à travers le temps. Ainsi, à ma grande surprise, lorsque j'essaie de prendre contact avec d'autres réseaux afin d'avoir une vue plus large sur les mouvements de défense de l'environnement à Santiago, je n'en trouve aucun autre qui le fasse sur le long terme, comme le RDP avec la défense de la précordillère. Il ne s'agit que de mouvements sporadiques face à des situations ponctuelles et pour qui la problématique de la nature n'est pas au centre de leur lutte. Je fais référence ici à des cas de groupes de génération spontanée qui disparaissent rapidement ou bien à des groupes qui ne s'intéressent pas à la nature en soi<sup>2</sup> comme semble le faire le RDP ; par exemple, certains s'opposent à une antenne, d'autres, à

---

<sup>2</sup> J'ai rencontré des collectifs de défense des rivières comme par exemple l'*Agrupación ciudadana de defensa de los rios del Cajón del Maipo*, mais dans la mesure où ce collectif est établi dans un village (San José de Maipo) plutôt que dans la ville ou dans une commune de la taille de La Florida, et qu'il s'agit d'un village beaucoup plus rural et éloigné du centre de Santiago, il m'a semblé que par ces caractéristiques il n'était pas un cas comparable à celui du RDP. De plus, la question de la privatisation de l'eau et des rivières (que ce collectif met en question) ferait en soi l'objet d'une autre thèse.

un dépôt d'ordures ou à une autoroute urbaine. Dans aucun de ces cas il n'est question d'aborder la nature en soi, de la décrire ou d'enquêter sur elle comme le fait le RDP. Bien que ces petits groupes ne recherchent pas l'« universalité » de leur cause, mais se centrent au contraire sur des questions ponctuelles, comme le fait le RDP avec la forêt El Panul, j'ai considéré que ces autres organisations n'étaient pas comparables au RDP en raison du problème qu'elles mettaient en avant. Étant donné que pour le RDP le problème est la nature en danger, cette enquête a privilégié les différents éléments qui configurent l'association, ses spécificités historiques et ses modes d'actions.

D'autre part, dès que je commence à connaître les problèmes avancés par le RDP, je note que leurs actions sont si diverses et qu'elles touchent des aspects si différents, qu'il me faut me concentrer sur cet espace spécifique qu'est la forêt El Panul, ce « morceau » de précordillère, et sur les actions ponctuelles du RDP. Alors qu'au début j'avais imaginé un groupe ample de personnes qui siégeait périodiquement dans un même local, quand je commence à assister aux réunions du RDP en 2008, je rencontre un petit groupe, ne dépassant généralement pas les cinq ou six personnes, surtout composé de femmes qui approchent la soixantaine, mis à part quelques jeunes de la commune de La Florida (entre 20 et 35 ans) qui vont s'y intégrer progressivement et plus intensément vers 2009. Ce groupe du début est assez peu hétérogène, convoque des habitants de la précordillère de la commune de La Florida, issus de classe moyenne et aisée qui se retrouvent, deux à quatre fois par mois, le soir chez l'un d'entre eux pour discuter, prendre le thé et prévoir les actions au sein du RDP. Ces réunions sporadiques n'ont pas de calendrier fixe et connaissent des périodes d'intensité fluctuante. D'autre part, quelques mois après avoir débuté le terrain, je constate que ce n'est pas un hasard que ma porte d'entrée ait été Annie, car concrètement c'est elle qui s'occupe de presque toutes les activités du réseau : organiser les réunions internes du RDP, répondre aux courriels, prendre contact avec d'autres acteurs, aller à la mairie pour obtenir des informations, écrire à différentes autorités et organisations, etc. Dans ce contexte, les réunions sont encore exceptionnelles et l'association n'est finalement menée que par Annie. Ce sont sa maison, ses archives, son téléphone et son adresse qui font exister le RDP. Je me demande alors comment faire une ethnographie centrée sur une personne.

Cependant, au fur et à mesure que je m'intègre au RDP et que je participe à des activités, je constate que les autres associations ou organisations que je croise sur le terrain présentent cette même particularité : derrière des slogans assez vastes (comme celui du RDP, « défense de la précordillère »), il n'y a finalement qu'une ou deux personnes qui travaillent

aussi depuis leur domicile et se chargent de la diffusion, des sites web ou des activités. Christelle Gramaglia parvient au même constat dans sa thèse sur des associations citoyennes de protection de la nature en France, où elle explique :

« Parmi celles [les association de protection de la nature] que j'ai croisées lors de mes enquêtes de terrain, certaines ne comptaient pas plus de trois membres, et n'avaient pour seul domicile que celui de leur président. Les autres, dont les rangs étaient plus fournis, ne réunissaient qu'une poignée de membres actifs (...). Leurs activités étaient pour la plupart centrées sur des intérêts spécifiques, nécessitant des compétences techniques importantes, donnant lieu à une production documentaire importante » (Gramaglia, 2006 : 10).

C'est ainsi que je me propose d'étudier cette forme particulière d'action collective. Mon analyse se déplace alors : là où je ne voyais au début qu'un manque de motivation, une sorte d'apathie ou de démobilisation, j'ai commencé à saisir des particularités, des détails et un fonctionnement quotidien qui confèrent toute son importance à une action collective qui ne suit pas les formes de mobilisation classiques, comme les manifestations de rue et les actes massifs de protestation.

Pendant les temps d'inactivité du RDP, je me rendais à la mairie pour travailler sur des archives ou mener des entretiens avec des fonctionnaires. Je rencontrais aussi des habitants de la précordillère, de La Florida et d'autres communes, ainsi que des dirigeants d'autres associations afin de contextualiser la lutte pour la défense du Panul. De même, surtout au début, je décidais de me centrer sur les activités d'Annie et d'autres femmes actives du RDP, comme Lucy et Ana María, puisque les autres membres de l'association constituent un groupe fluctuant qui varie au cours de l'enquête. Leurs activités étant très limitées et circonscrites, une ethnographie sur cette micro action collective se présentait comme la méthode la plus adaptée pour les suivre et les saisir dans toute leur complexité.

### **i. Questions de méthodes.**

Les sujets tels que la protection de l'environnement ou de la nature font aujourd'hui partie des arènes de débat international et se prêtent donc très bien à ce qu'en

langue ethnographique on nomme une ethnographie multi-située (ou, dans le monde anglophone, *multi-sited ethnography*<sup>3</sup>). Cependant, dans ce cas d'étude, il s'agit moins de processus transnationaux que de réseaux d'interconnaissance<sup>4</sup>, à un niveau micro, ce qui nous amène à considérer comment des acteurs défendent la nature au jour le jour dans des endroits circonscrits, avec des caractéristiques propres. Ainsi, l'ethnographie que j'ai menée concerne des processus locaux et des micro actions ; c'est pourquoi je ne l'appellerai pas ethnographie multi-située. Certes, je me suis déplacée dans différentes arènes, mais uniquement à Santiago et j'ai rencontré des acteurs et des organisations qui avaient des liens avec le RDP. C'est-à-dire, je suis allée voir les personnes qu'Annie me conseillait d'aller voir, les organisations qui travaillaient de près ou de loin avec le RDP ou les autorités dont les attributions avaient une quelconque relation avec la défense de la précordillère, que ce soit à l'échelle de la commune de La Florida ou des institutions métropolitaines (c'est-à-dire, de Santiago).

Cette ethnographie s'intéresse au processus de coordination mis en place au sein du RDP pour agir ensemble, en collectif (Cefaï, 2011) à travers un travail de description ethnographique des situations. C'est-à-dire, il s'agit d'étudier à travers une ethnographie (prises de notes, entretiens, observations, longue durée), les différentes formes ou instances où la nature est revendiquée, qu'il s'agisse de chaînes de courriels, de réunions publiques, de réunions privées, de promenades, de foires, de fêtes, de *stands*, etc. Cela revient à admettre dans cette recherche le caractère *pluriforme* que peuvent avoir les demandes citoyennes concernant la défense de la précordillère et les différents rôles que l'ethnographe y joue. De la sorte, cette méthode peut être appelée une *ethnographie multimodale*, c'est-à-dire qu'elle s'attache à décrire les différents modes à partir desquels l'objet de recherche peut être vu comme une trame, comme un tissu vu à travers un microscope. Donc, ni globalisée ni localiste, cette ethnographie impliquait de ne pas commencer en circonscrivant un endroit, de ne pas se limiter aux frontières d'un quartier, tout en restant en même temps sur une problématique qui est avant tout précordilléraïne.

---

<sup>3</sup> L'ethnographie multi-située considère des *sites* différents, des sites géographiques mais aussi des idées, des flux, etc. Ce terme a été proposé par Georges Marcus (1995 ; 2002) dans un contexte de processus globaux, de façon à intégrer les dimensions de la globalisation, de l'interconnexion des acteurs face à un sujet ou à un problème social. Cette méthode propose de suivre les différents flux (capitaux, information, personnes, technologies, etc.), à différentes échelles, sur différents continents et de longues périodes. L'ethnographe se déplace d'un lieu à l'autre, qu'ils soient virtuels ou réels, suivant des idées ou des actions, et donc des processus transnationaux (Cefaï, 2013).

<sup>4</sup> « C'est-à-dire de milieux composés de personnes entretenant entre elles des relations personnelles » (Gramain *et al.*, 2006). Article en ligne, <http://www.ethnographiques.org/2006/IMG/pdf/ArGramain.pdf> [consulté en novembre 2014].

Par l'intermédiaire de cette idée de *multimodalité*, j'espère rendre compte des différents modes que peuvent adopter les arènes de débat. Loin de chercher l'exhaustivité, j'ai privilégié les réunions du RDP, tant celles de l'association elle-même que celles avec d'autres acteurs.

Toutefois, ces micro actions dialoguent aussi avec une dimension plus générale qui sera ici appréhendée à partir de ce que Gusfield (2008) a appelé un « problème public » : il s'agit d'analyser les procédures par lesquelles la nature (qu'il s'agisse de la forêt El Panul ou de la précordillère) devient un problème, tout en engageant dans ce processus des citoyens, des fonctionnaires, des organismes de l'État, des défenseurs de causes diverses, des voisins, etc. Ce problème n'existe pas en soi, mais il fait l'objet d'un travail collectif de construction (Gusfield, 2008). Comme le suggère Daniel Cefaï, ce travail collectif ne se centre pas sur les stratégies ou les ressources disponibles, mais nous conduit vers un chemin alternatif de l'espace public (Cefaï, 1996). Tout comme le suggère cet auteur, je reprends l'idée d'analyser comment se configure le problème public autour de la précordillère à partir du RDP. Selon Daniel Cefaï :

« Un problème public est construit et stabilisé, thématiqué et interprété dans les cadres ou les trames de pertinence qui ont cours dans un horizon d'interactions et d'interlocutions. Son existence se joue dans une dynamique de production et de réception de récits descriptifs et interprétatifs ainsi que de propositions de solution » (Cefaï, 1996 : 47).

Le problème public est inséparable des acteurs et des collectifs, de l'expérience du problème ressentie par les sujets car c'est au travers de l'activité collective qu'ils rendent publics des thèmes qui existent dans une arène de débat (Cefaï, 1996). Dans la discussion d'un problème public, les acteurs s'affrontent, devant aussi faire face à des controverses, qu'ils essaient de définir et de maîtriser (Cefaï, 1996 : 52).

Le problème public concernant la défense de la précordillère au Chili est différemment abordé, défini, traité, accepté ou pas, selon l'arène de débat où l'on se situe. Par exemple, au cours des réunions entre l'association et les fonctionnaires, le problème peut être débattu, évalué mais aussi nié. Or, ce n'est pas pour autant que le problème n'existe pas, au contraire, tous ces processus font partie du travail collectif

qu'implique sa configuration.

Autrement dit, faire une ethnographie du problème public de la précordillère à Santiago revient à étudier comment se constituent le RDP, les diverses arènes de débat, hétérogènes, qui dialoguent - ou pas - entre elles. Pour ce faire j'ai participé à des réunions du réseau et j'ai suivi les citoyens dans leurs rencontres avec des experts (chercheurs, diplômés, scientifiques), avec des fonctionnaires (autorités communales, régionales ou ministérielles) et avec d'autres citoyens engagés.

## **ii. Ethnographie de la participation.**

Comme nous l'avons souligné, au cours de l'enquête, je n'ai assisté à aucune instance de participation du RDP encadrée par un dispositif mis en place par l'État, que ce soit au niveau de la commune (La Florida) ou de la ville (Santiago). Pendant la période sur laquelle s'étend cette ethnographie (depuis 2007 jusqu'à 2010), le projet immobilier prévu dans la forêt El Panul est présenté par l'entreprise immobilière – appelée Gesterra – aux différents organismes publics selon la procédure prévue par la législation (Sistema de Estudio de Impacto Ambiental). Le projet immobilier dans le Panul est présenté par Gesterra sous le format d'une Déclaration d'Impact Environnemental en 2008, processus dans lequel les citoyens ne peuvent pas intervenir. Les organisations et les personnes peuvent seulement envoyer leurs observations par écrit auprès du Système d'Évaluation d'Impact Environnemental (SEIA). En revanche, le projet doit être soumis à différentes instances bureaucratiques afin d'être approuvé ou non par le Ministère du Logement et de l'Urbanisme, le Ministère des Travaux Publics, le Ministère de l'Agriculture, la Préfecture de Santiago (Intendencia Metropolitana), la mairie de La Florida.

Face à ces procédures qui fonctionnent en coulisses, l'ethnographie a privilégié la façon dont les acteurs tentent de construire leurs propres voies de participation. Pour cela, nous partons d'une définition assez vaste de ce que participer veut dire, afin d'analyser ce que cela signifie concrètement au cours de l'enquête. De la sorte, le fait même de participer constitue le centre même de cette enquête. Pour comprendre comment les citoyens en viennent à s'exprimer et à être écoutés, ce travail s'intéresse à la façon dont les membres engagés au sein du RDP créent une forme particulière et unique de démonstration de

l'importance de la forêt primaire qu'ils défendent. Les décisions sont prises au niveau central, où les citoyens n'ont pas accès, et il n'y pas d'instances de délibération au niveau local. Les citoyens ne peuvent finalement qu'essayer de discuter et de présenter leurs arguments devant les autorités qui prennent les décisions.

Comme l'expliquent dans leur bilan sur la participation citoyenne dans le premier numéro de la revue *Participations*, Loïc Blondiaux et Jean-Michel Fourniau, deux références indiscutables au sujet des processus participatifs en France,

« Les premières recherches en sciences sociales consacrées à la participation du public au processus de prise de décision remontent à la fin des années 1960, au cœur d'une période marquée par un cycle de luttes urbaines et de contestations étudiantes d'où sont nées les premières revendications d'une 'démocratie participative'. À cet égard, le célèbre article de Sherry Arnstein, 'A Ladder of Citizen Participation', paru en 1969 (...) peut servir d'utile point de repère. L'étonnante postérité de cet article de quelques pages, paru dans une revue pour le moins spécialisée et dont l'auteure n'a ensuite plus jamais fait parler d'elle dans ce domaine, peut surprendre. Elle ne s'explique que si l'on rappelle que cet essai inaugure un geste de recherche qui ne cessera de se répéter dans la littérature ultérieure au point d'en devenir un réflexe : tenter d'évaluer l'impact réel des dispositifs de participation à la décision, en proposant de les classer sur une échelle en fonction de leur degré plus ou moins fort d'effectivité et de conformité à un idéal de participation véritable des citoyens, posé une fois pour toutes comme désirable. Ce projet hybride, descriptif et normatif tout à la fois, pourra par la suite faire l'objet de raffinements. Il sous-tend cependant, comme on le verra, la plupart des travaux ultérieurs, par-delà leur diversité d'objets et de préoccupations » (Blondiaux, Fourniau, 2011 : 11).

Ce travail prend un chemin divergent vis-à-vis de ces recherches inaugurales qu'évoquent Blondiaux et Fourniau car comment pourrions-nous évaluer l'impact de dispositifs alors qu'au cours de l'enquête, la participation des citoyens concernant la précordillère n'était pas encadrée par des dispositifs de consultation et de concertation? La participation dont nous parlons ici est beaucoup plus un projet citoyen, une démarche constamment en train de se faire, un *work in progress* menés par les membres du RDP. Dans ce contexte, ce travail évite de délimiter la notion de participation à un domaine ou à un objet (l'environnement ou les études urbaines) et choisit d'ouvrir la définition aux possibilités qu'offre l'ethnographie. Comme le soulignent Daniel Cefaï *et al.* dans leur présentation au dossier « Ethnographies de la participation » (2012), le terme d'ethnographie « est pris ici au sens strict d'une enquête incorporant un moment central d'observation, de première main, directe ou participante, et de

description dense, d'où procèdent les analyses » (Cefaï *et al.*, 2012 : 8). Quant au concept de participation :

« Elle est entendue au sens large : il renvoie dans ce dossier à une gamme de situations allant de mobilisations collectives de citoyens auto-organisés ou d'organisations communautaires à des dispositifs institutionnels de consultation ou de concertation autour de problèmes urbains (...) Notre choix permet de prendre en compte, à côté de la participation aux affaires publiques par des canaux officiels, des modes de participation spontanée à des mobilisations collectives et tout un registre de pratiques de participation qui passent souvent inaperçues » (Cefaï *et al.*, 2012 : 8).

Nous suivons ces auteurs lorsqu'ils soulignent que limiter l'analyse « aux dispositifs institutionnels aurait été contraire à la perspective ethnographique, qui suppose une indétermination initiale de l'objet étudié (...) » (Cefaï *et al.*, 2012 : 8). Suivre cette indétermination et y être attentif, voilà donc le défi qui structure ce travail. « Tout l'enjeu d'une ethnographie de la participation est alors de l'étudier telle qu'elle se fait, et non telle qu'elle devrait être » (Cefaï *et al.*, 2012 : 8). L'intérêt est donc de conduire une démarche inductive en mettant la focale sur le sens que prend chez les citoyens l'idée de participation, de politique, de précordillère. L'enjeu est ici de rendre compte de « ce qui se passe à l'échelle locale, de la complexité et de la richesse des situations de participation telles qu'elles se font et de l'expérience qu'en ont les participants, avec ses innovations, ses ambiguïtés et ses paradoxes » (Cefaï *et al.*, 2012 : 9).

### **iii. La question de la nature en danger.**

Tout d'abord, ce travail ne se réfère pas à la « nature » en tant qu'unité définie, délimitée. La « nature », telle que je la comprends ici, au sens anthropologique, est associée à un ensemble d'acteurs qui la revendiquent, questionnent, définissent et étudient ou qui dénoncent en son nom des injustices, font émerger des questions, des sujets de revendication, des problèmes, des conflits. De ce fait, « défendre la nature » n'est pas une idée isolée ou absolue. La revendication de la nature implique un ensemble d'actions, de discours, de manières d'agir, de discuter ou de se disputer. Il s'agit ici d'introduire les principales



spécificités de ce que « défendre la nature » veut dire.

Dès mes premiers incursions sur le terrain, je constatais que les enquêtés ne parlaient que rarement de la « nature », au sens général du terme. Au sein du RDP, il était plutôt question de la précordillère, d'espèces autochtones, d'arbres, de flore et faune indigènes, d'études, de descriptions scientifiques, etc. La nature n'existait pas comme une donnée extérieure, homogène, ni comme une « cause unifiée, à côté d'autres, comme l'alcoolémie au volant ou l'enfance malheureuse, dont un long travail d'agrégation a permis la définition, les questions 'environnementales' portaient sur des entités tellement dissemblables (...) » (Gramaglia, 2006 : 16).

L'étude de l'homme dans son milieu est aussi ancienne que l'est l'anthropologie. Étudier la relation entre l'anthropologie et l'environnement revient à retracer l'histoire de la discipline, ce qui est loin de notre propos. Cependant, parmi les recherches les plus récentes sur la relation de l'homme avec la nature, cette enquête est plus proche des travaux de Tim Ingold que de ceux de Philippe Descola ou de Eduardo Viveiros de Castro, dans la mesure où le premier suit la « trame sensible, ou vécue, de l'expérience, sans s'engager directement dans un propos structurel, ou objectivant » (Ingold *et al.*, 2012 : 170). Ce qu'Ingold explique pour le cas des caribous est parfaitement transposable à ce que nous proposons de faire avec la précordillère :

« Il n'appartient pas aux anthropologues d'expliquer le comportement des caribous. Leur but est plutôt de montrer comment l'expérience directe de la rencontre avec des animaux, telle qu'elle est vécue par les chasseurs, prend sa forme et sa signification à l'intérieur de ces ensembles d'images et de propositions interconnectées qui, dans le langage anthropologique, répondent au nom de 'culture' » (Ingold *et al.*, 2012 : 173).

C'est-à-dire que notre but n'est pas d'expliquer le comportement de la précordillère en soi, comme le ferait par exemple, un géologue mais, à partir des différents formats et supports, que ce soit à travers les discours ou autres médiations non langagières (Berger, 2014)<sup>5</sup>, de saisir comment la précordillère est comprise.

Il faut par ailleurs préciser que nous prenons nos distances vis-à-vis de la notion de

---

<sup>5</sup> Texte disponible sur <http://www.espacestems.net/articles/la-participation-sans-le-discours/> [consulté en mars 2015].

« conflit environnemental », idée très défendue dans les travaux en anthropologie au Chili, surtout lorsqu'il s'agit d'étudier l'environnement (Aliste, Urquiza, 2010). Ces travaux partent du principe qu'il existe un conflit social tissé de relations opposées entre agents, s'intéressant aux « clés socioculturelles des conflits environnementaux » (Seguel, 2010 : 235) ou « aux positions des agents » (Seguel, 2010 : 238) pour comprendre comment les luttes réorganisent les relations et les significations. Ces analyses ne s'intéressent que sommairement à une perspective ethnographique et s'en tiennent surtout à un niveau macro, faisant appel à des notions vastes comme le « système culturel », « le développement », ou « la crise environnementale » pour comprendre la relation entre environnement et société (Aliste, Urquiza, 2010). Le parti pris ethnographique nous permet de rester sceptiques vis-à-vis de ces notions macro, pour nous laisser porter par ce que disent et font les enquêtés. Dans ce cadre, cette recherche se situe dans la ligne des ethnographies du politique pour observer *in situ* comment fonctionnent les institutions, l'engagement, les associations et la participation politique (Auyero, 2005 ; Swistun, Auyero, 2008 ; Eliasoph, 2010 ; Berger *et al.*, 2011).

L'ethnographie que nous présentons ici a connu quatre étapes entre 2007 et 2010.<sup>6</sup> Fin 2007, pendant le mois de novembre, j'ai fait une pré-enquête où j'ai pris contact avec Annie et des chercheurs travaillant sur la question de la précordillère à Santiago. Ensuite, le premier terrain a été de huit mois, depuis avril jusqu'à novembre 2008. La deuxième période d'ethnographie a été réalisée entre octobre 2009 et mars 2010 et la troisième, d'octobre à novembre 2010. Une fois rentrée en France, j'ai suivi de loin les processus dans lesquels étaient engagés les membres du RDP soit par courriels, Skype ou par téléphone. Au total, j'ai pu réaliser 59 entretiens<sup>7</sup>, assister à 37 réunions (parmi lesquelles on compte les réunions internes de l'association et celles du RDP avec des fonctionnaires, chercheurs et d'autres experts) ; j'ai également participé à 18 activités diverses parmi lesquelles des manifestations, des expositions, des débats et séminaires publics et différentes rencontres<sup>8</sup>.

---

<sup>6</sup> Pour avoir un aperçu visuel de différents aspects de l'enquête, voir annexe 3.

<sup>7</sup> Pour consulter la grille approximative d'entretien, voir annexe 2.

<sup>8</sup> Au total, j'ai fait 67 enregistrements correspondant à des entretiens, réunions et autres activités. En ce qui concerne les transcriptions, nous avons essayé de garder, dans la mesure du possible, les caractéristiques de la version originale. Cependant, quand la syntaxe était trop confuse – fait courant dans l'espagnol oral du Chili – ou quand des termes trop locaux étaient utilisés, nous avons donné priorité à la légibilité de la transcription en français. C'est pourquoi nous avons choisi de garder la version originale en note en bas de page, afin que le lecteur puisse s'y reporter. Dans d'autres cas, où il n'y a pas eu d'enregistrements, il s'agit de prise de notes qui ont suivi le même principe essayant à la fois de respecter la version originale et d'assurer la légibilité en français. Pour distinguer quels entretiens et quelles réunions ont été enregistrés, consulter l'annexe 1 sur le parcours de l'enquête.

\*\*\*

Cette introduction n'a fait qu'évoquer des questions de méthodes et de contexte afin d'expliquer la démarche suivie. Les tenants et les aboutissants de ces questions seront abordés au fil des chapitres de ce travail.

Retenons pour l'instant le principal enjeu de cette recherche : comment une association citoyenne parvient-elle à « participer » à l'intérieur d'un cadre démocratique certes mais limité, qui n'accorde pas de dispositifs formels à la participation ? Toutefois, nous ne voulons pas dire par là que la seule mise en place de ces dispositifs assurerait une participation contraignante, représentative et réussie pour les citoyens (Berger, 2014).

Nous allons aborder le problème porté par le RDP à partir de quatre moments issus de l'enquête ethnographique. Tout d'abord, nous nous intéresserons à ce qui se passe avant la configuration du réseau en 2006, c'est-à-dire, nous décrirons le contexte qui fait émerger une mobilisation citoyenne dans la précordillère de la Florida. À la suite d'un événement catastrophique, à savoir les dégâts causés par les coulées de boue en 1993 dans la précordillère de La Florida, les habitants se trouvent face à la nécessité de dénoncer les problèmes issus d'une mauvaise planification urbaine dans un territoire piémontais andin considéré, par certains experts, à haut risque. C'est à partir de ce moment que les habitants de la précordillère, surtout ceux qui configureront ensuite le RDP, se lancent dans un processus qui cherche à rendre publics les risques associés à la précordillère. Les citoyens deviennent des passeurs, c'est-à-dire, en fouillant dans les archives, les articles ou les études scientifiques, ils collectent les preuves des problèmes qu'entraîne le développement immobilier dans la précordillère pour ensuite les présenter devant les autorités, décideurs, fonctionnaires. C'est au cours de ce processus qu'ils sont en butte à de nombreuses entraves : non seulement comment se faire entendre des autorités mais comment faire pour que celles-ci prennent en compte les preuves avancées. La demande de participation est donc indissociable de la planification urbaine mise en place par les organismes publics au Chili, qui est dépourvue d'évaluations qui considéreraient le territoire au long terme.

Dans un deuxième moment, nous situerons la configuration du RDP dans le contexte chilien. Il s'agit ici d'expliquer que les problèmes de participation qu'affronte le RDP ne sont pas inhérents à ce cas précis. En nous intéressant aux mobilisations citoyennes à Santiago

durant ces derniers vingt années, nous découvrons qu'en raison des complexes processus de restructuration de la société post-dictature militaire (1973-1990), la visibilité d'associations citoyennes comme le RDP – de petite envergure, urbaines, qui font appel à d'autres registres d'argumentation mais aussi dont la configuration les éloigne des grandes mobilisations populaires – constitue un phénomène assez récent, datant des années 2000. Dans ce contexte, une analyse ethnographique de la participation du RDP sur le long terme permet d'ouvrir des lignes de recherches nouvelles dans le pays. De plus, considérant la primauté des études sur les mobilisations populaires au Chili, l'étude de l'action collective de groupes citoyens issus des classes moyennes et aisées nous permet de découvrir de nouvelles pistes pour comprendre les limites de la démocratie réinstallée à la suite de la dictature.

En troisième lieu, nous étudierons comment et pourquoi ces citoyens décident de jouer la carte de l'expertise afin de constituer les preuves qui argumentent en faveur de la défense de la précordillère. Le recours à la science leur permet de se faire une place au sein des débats et d'incorporer un langage expert qui permette de faire valoir les caractéristiques uniques du Panul et de la précordillère. Grâce à des espaces éphémères de participation tels que des réunions et des rencontres qu'ils sollicitent à des expertes et des autorités, les citoyens du RDP peuvent se situer face à d'autres acteurs, participant ainsi des échanges démocratiques. Par le biais de ces échanges, les citoyens du RDP se forment en tant qu'experts et peuvent jouer le jeu de la démocratie, dépassant – ne serait-ce que de manière momentanée – les limites de la participation. Le problème du Panul sort du cadre local, du quartier de Lo Cañas, pour s'installer dans d'autres arènes publiques, grâce au travail des passeurs que sont les citoyens du RDP. De la sorte, plutôt que de voir les limites de leur participation et alors qu'ils ne sont ni consultés ni invités à s'exprimer publiquement, nous nous centrerons sur l'expérience que font les citoyens de ces limites et comment ils essaient de s'en affranchir.

Finalement, nous nous attarderons sur la dimension affective et sur celle du recours au droit au sein de la défense de la précordillère menée par le RDP. Si le savoir citoyen y joue un rôle central pour essayer d'avoir une incidence et de participer, les affects sont déterminants tant pour s'engager que pour nouer une relation avec la nature que les riverains perçoivent en danger. Non seulement ils déclenchent l'engagement envers ce que les habitants aiment (la nature) mais ils font aussi perdurer la vie collective au sein de l'association grâce à la proximité entre les citoyens et la nature, et entre les citoyens eux-mêmes, membres de l'association. Cependant, les affects ne sont, bien entendu, pas toujours acceptables en tant qu'arguments pour expliquer la défense. La lutte doit être rationalisée pour être reconnue et

acceptée par la bureaucratie et les fonctionnaires. La relation affective avec l'environnement n'est pas facilement transformable en argument valide ; « aimer » l'environnement, le quartier, l'entourage, les forêts existantes n'est pas un argument contraignant lorsqu'il s'agit d'évaluer des projets qui impliquent des transformations dans leurs quartiers. Or, « être affecté », pour reprendre l'expression de Jeanne Favret-Saada, ouvre aussi la possibilité d'une communication (1990) entre les acteurs engagés dans les échanges. L'enquête ethnographique montre que la dimension affective est inséparable de l'agir politique citoyen et du devenir de la nature. Les attachements, les affects et les émotions se manifestent tant dans les interactions au sein de l'association, que dans les interactions avec d'autres mondes (scientifique et politique).

Cette ethnographie montre que la précordillère est l'objet de controverses. Tant les affects que l'expertise technique sont au centre de l'engagement des membres du collectif. Pour les étudier, les interactions au sein de réunions entre autorités et citoyens sont privilégiées. Mon hypothèse est que les citoyens de l'association étudiée saisissent les « failles institutionnelles » de la démocratie chilienne (manque de dispositifs participatifs, absence de consultations citoyenne et d'espaces formels de négociation face à de nouveaux projets, manque d'expérience des fonctionnaires concernant des questions techniques et méfiance vis-à-vis des citoyens) pour les transformer en « occasions politiques », en opportunités pour s'exprimer. Les carences de la démocratie chilienne, qu'aujourd'hui aucun expert ne remettrait en question, sont appréhendées par ce groupe de citoyens, qui se transforment en passeurs d'information, qui deviennent des traducteurs de l'expertise scientifique et légale et qui sont capables de transformer les défaillances d'une démocratie peu participative et inclusive (au regard des citoyens) en petites réussites quotidiennes. Cependant, le processus vers l'expertisation est traversé par de nombreuses ambiguïtés et circonscrit par plusieurs limites, dans la mesure où tous les citoyens ne peuvent y prendre part. Dès lors, seulement les citoyens les plus préparés et expérimentés parviennent à surmonter les différentes étapes et difficultés pour s'installer en tant que pouvoir citoyen et se confronter aux pouvoirs publics.

**Premier chapitre : Le réveil des habitants de Lo Cañas après les  
coulées de boue de 1993.**



## Introduction

Lo Cañas est un quartier de la commune de La Florida<sup>9</sup>, aux pieds de la cordillère des Andes de Santiago, au Chili. C'est précisément là qu'émerge le collectif Réseau de Défense de la Précordillère (RDP) qui est au centre de l'enquête ethnographique qui fait l'objet de ce travail. Deux événements survenus à Lo Cañas marquent la consolidation progressive du RDP. Tout d'abord, les coulées de boue qui, en 1993, inondent une grande partie de Santiago, affectant surtout la précordillère de La Florida. Pourtant, la création du collectif de défense de la précordillère n'a pas lieu immédiatement après les coulées de boue. La protection d'une forêt primaire d'environ cent hectares (le Panul)<sup>10</sup> par les habitants de Lo Cañas va se faire lorsque celle-ci va devenir la cible d'un nouveau projet immobilier dans la précordillère, ce qui va stimuler par rebond le processus d'action collective à partir de 2006. Dans ce chapitre, nous nous concentrerons essentiellement sur les motifs premiers qui sont à l'origine de la mobilisation des membres du RDP<sup>11</sup>: la façon dont réagit l'État face au « désastre » provoqué par les coulées de boue de 1993 dans la précordillère.

Avant d'examiner la dynamique interne du RDP, quelques événements plus anciens doivent être rappelés pour comprendre les origines du collectif citoyen. Dans ce chapitre, nous allons revenir quelques années en arrière pour analyser la catastrophe qui a eu lieu en 1993, à Lo Cañas, à Santiago du Chili. Nous verrons là comment une crue dans la précordillère de Lo Cañas peut déclencher une action collective particulière, au fur et à

---

<sup>9</sup> La Florida est une commune de Santiago située aux pieds de la cordillère des Andes qui existe comme telle depuis 1899. À l'époque, elle est surtout constituée de vastes propriétés agricoles. Jusqu'aux années 1980, La Florida est encore une commune rurale mais, fin 1980, on constate une croissance notable du nombre d'habitants et de la construction de logements : la commune connaît une augmentation de 377 % en termes de nouveaux logements (Cámara de Comercio e Industria de La Florida, 2000). En 1982, le nombre d'habitants est de 191 883 habitants et en 1992, elle compte 363 903 habitants, d'après les recensements respectifs. Cette explosion démographique la situe au troisième rang des communes les plus peuplées du Chili (*El Mercurio*, 2013), c'est pourquoi le métro y est inauguré en 1997 (relativement tard, en comparaison avec d'autres communes de la capitale qui ont accès au métro dès 1975) (Cámara de Comercio e Industria de La Florida, 2000). La Florida est ainsi une commune urbaine plutôt récente de Santiago, connue pour avoir accueilli la classe moyenne émergente de la métropole.

<sup>10</sup> Le Panul est une forêt non exploitée et originelle de la précordillère. D'après les rapports de différents scientifiques qui ont participé au RDP, il a été estimé que le Panul est une forêt sclérophylle, l'une des dernières qui resterait dans la précordillère de Santiago, voir le site du RDP <http://www.redprecordillera.cl/>, [consulté en août 2014]. Il s'agit en outre d'une forêt qui fait partie de l'écosystème endémique de climat méditerranéen.

<sup>11</sup> Nous aborderons plus loin – dans les chapitres 2 et 3 – la manière dont se constitue le collectif.



mesure que ses habitants découvrent que, malgré l'information scientifique disponible avant le désastre de 1993, les autorités n'ont pas réussi à prendre des mesures de prévention ou à en atténuer l'impact. Alors que les pouvoirs publics négligent les informations qu'ils possèdent, les habitants de Lo Cañas récupèrent peu à peu ces données scientifiques et le savoir des experts pour démontrer, preuves à l'appui, qu'il est nécessaire de défendre et de protéger ce territoire.

Les coulées de boue aident les citoyens – de manière tragique, certes – à prendre conscience du lieu où ils habitent, de ce que vivre dans la précordillère implique, après cette catastrophe. Pour eux, la précordillère a des significations différentes de celles qu'en ont les différentes autorités. La définition technique et quelquefois lointaine qu'en donnent ces dernières s'écarte de l'expérience à partir de laquelle les habitants appréhendent le territoire en question.

Les coulées de boue survenues en mai 1993 et les dégâts occasionnés sont le produit d'un phénomène climatologique exceptionnel (des pluies intenses et une température élevée, conditions rares à cette période de l'année) dans une zone géographique – la Cordillère des Andes – présentant d'importantes ravines. Mais, en même temps, les coulées de boue révèlent une planification urbaine précaire qui ne prend pas en compte les spécificités du territoire. Le savoir expert n'a en effet presque aucune incidence sur la façon de gérer la précordillère avant la catastrophe. Et après celle-ci, dans un contexte d'urgence, les autorités considèrent les coulées de boue comme un « événement » circonscrit, alors que pour les habitants et les scientifiques, il s'agit d'un problème inscrit dans le long terme.

Dans un premier temps, j'exposerai la façon dont j'ai construit une enquête sur et dans la précordillère, les décisions méthodologiques que j'ai prises, les entrées par lesquelles j'ai eu accès au collectif étudié, ainsi que la situation des habitants qui ont été mes informateurs clés. Ensuite, un excursus théorique me permettra de préciser la manière dont ce travail comprend les relations entre l'homme et la nature à partir de l'étude de la précordillère. Une fois ces principes méthodologiques posés, ce chapitre s'intéressera aux coulées de boue pour rendre compte des données techniques existantes, de la façon dont les autorités essaient de gérer la situation dans la précordillère et des diverses définitions données, selon les acteurs, à la précordillère et aux coulées de boue. Enfin, je m'attarderai sur les réponses apportées par

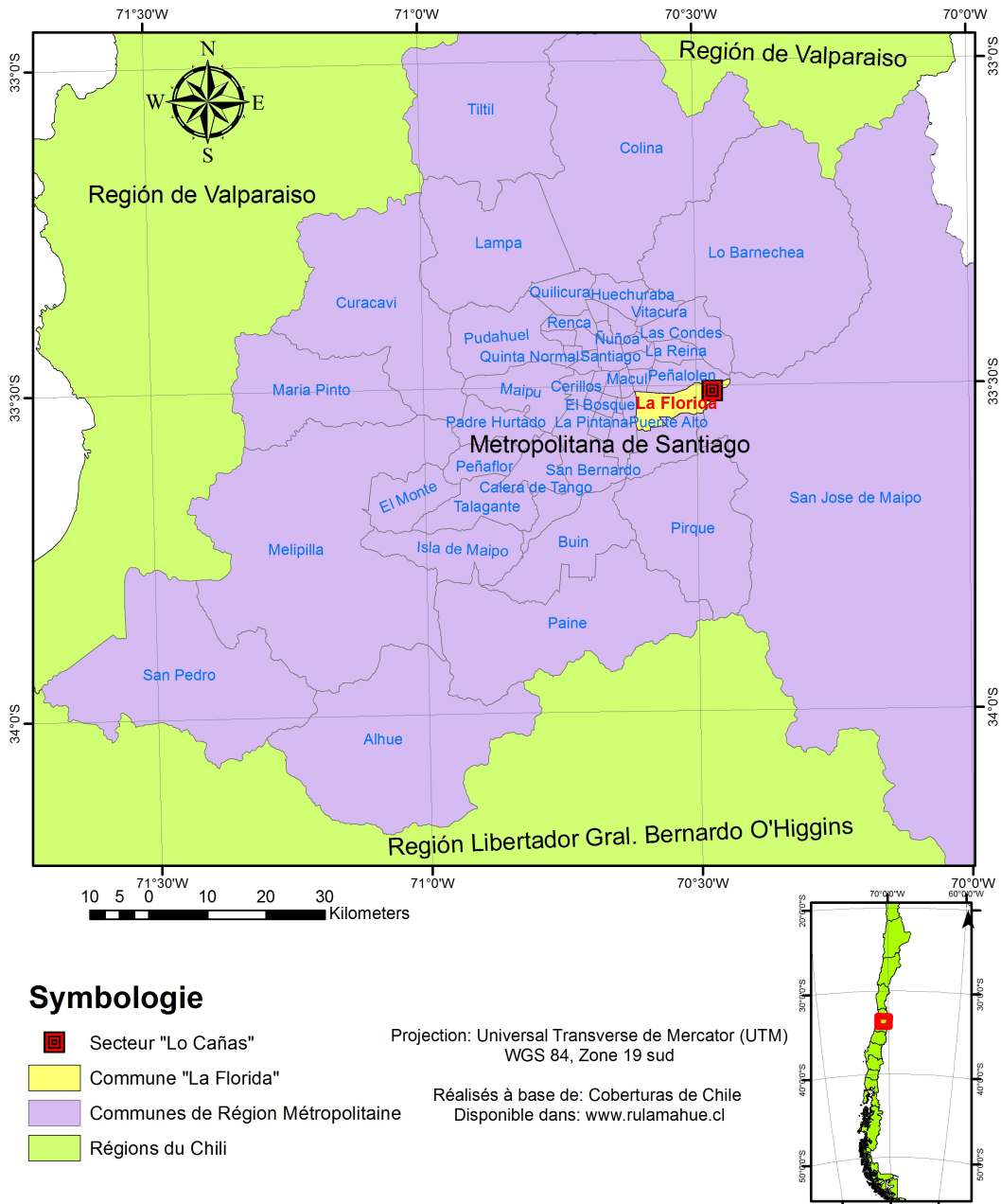
les différentes autorités, au niveau municipal<sup>12</sup> et régional (de la Région Métropolitaine<sup>13</sup> à laquelle appartient la ville de Santiago), ainsi que sur les conséquences de la catastrophe naturelle à Lo Cañas après 1993.

---

<sup>12</sup> Il faut, pour éviter des confusions tout au long de la lecture de ce texte, expliquer qu'au Chili les termes « *municipalidad* », « *comuna* », « *municipio* » et « *alcaldía* » sont souvent utilisés indistinctement (ils sont à peu près équivalents du mot français « mairie »). Mais, la « municipalité » n'est pas exactement la même chose que la « commune ». La différence est ainsi expliquée dans un document institutionnel : « Au Chili, les municipalités gèrent les communes. Les deux mots sont très similaires en termes pratiques. Les municipalités sont des corporations publiques ayant une personnalité juridique et un patrimoine propres, et leur rôle est de satisfaire les besoins de la communauté locale. Les communes sont gérées par les municipalités, et une municipalité peut gérer un groupe de communes. Actuellement, il y a au Chili 346 communes et 345 municipalités au Chili » (Ministerio del Interior del Gobierno de Chile, 2009 : 92). Il n'y a donc qu'une municipalité (Cabo de Hornos) qui gère plus d'une commune (Cap Horn et Antarctique) actuellement, et elle se trouve dans l'extrême sud. Cela veut dire donc que, quand nous parlons d'une municipalité au sein de la Région Métropolitaine où se trouve la ville de Santiago, elle n'est liée qu'à une seule commune et vice versa.

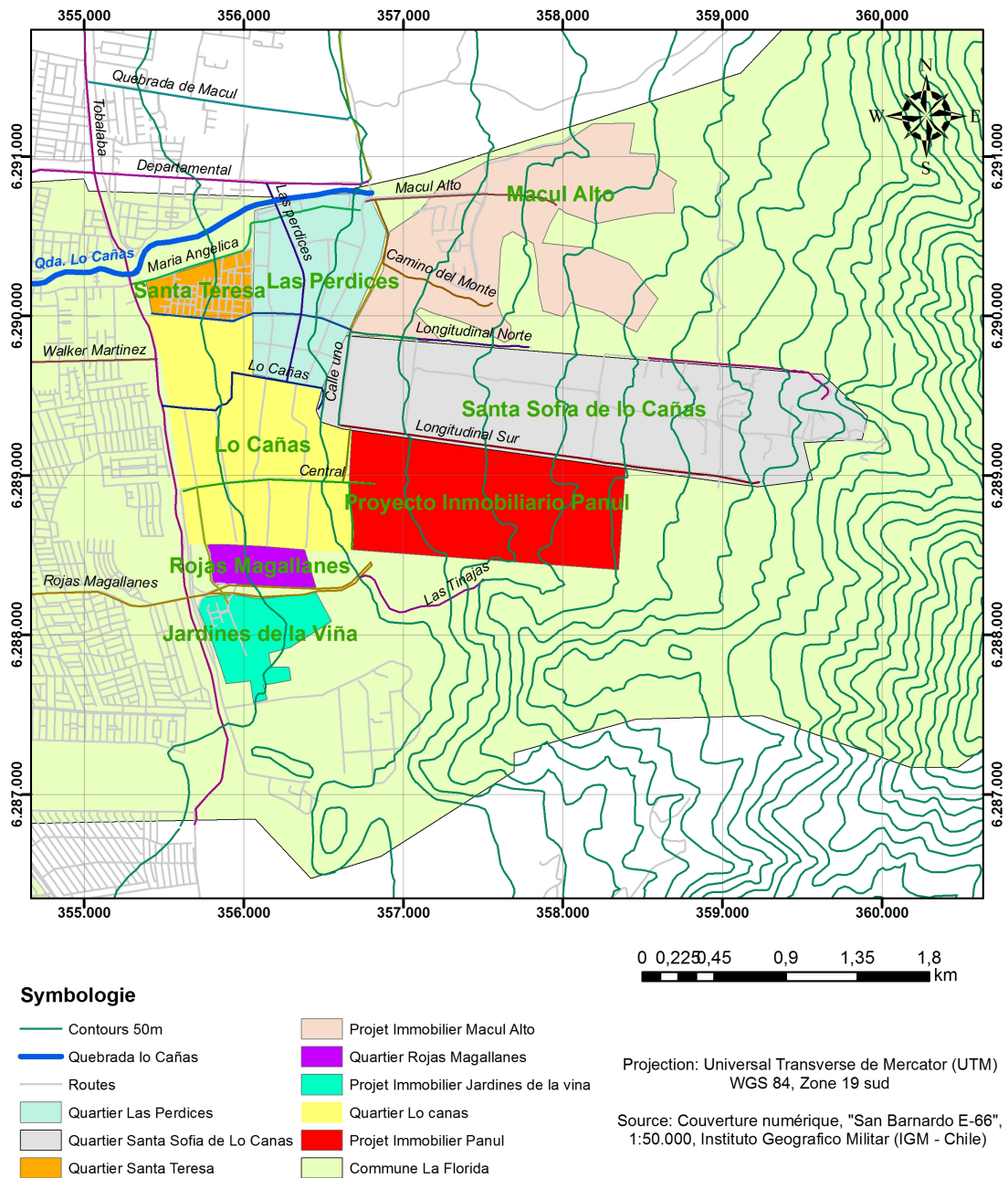
<sup>13</sup> Dans cette thèse, il nous arrivera d'utiliser le terme « métropolitain » en nous éloignant de son acception normale en langue française. Au Chili, « métropolitain » renvoie explicitement au niveau institutionnel correspondant à la Région Métropolitaine à laquelle appartient Santiago.

# Localisation Zone d'étude



**Fig. 1 :** Carte qui situe Lo Cañas par rapport à La Florida et à Santiago (réalisée par Camilo Sánchez, géographe de l'Université du Chili).

# Quartiers de la précordillère de La Florida



**Fig. 2 :** Carte des quartiers de la précordillère inclus dans l'enquête (réalisée par Camilo Sánchez, géographe Université du Chili).



## **1. La réalité multiple et paradoxale de la précordillère : paysage naturel, sujet de revendications et territoire dangereux.**

Quand on commence une enquête, « trouver un terrain » n'est pas nécessairement une étape qu'on franchit rapidement. J'avais l'idée d'un vaste sujet autour de l'environnement et de la perception des risques au Chili, sans avoir d'hypothèses de départ claires, lorsque j'ai commencé à « chercher un terrain » fin 2007. Après une tentative, vite avortée, de mener une enquête en Patagonie chilienne sur des conflits autour d'un projet hydroélectrique, j'ai décidé – pour des raisons d'intérêt personnel et pratiques – de mener mon enquête à Santiago, capitale du Chili. Le choix de la ville n'était qu'un premier pas : où, exactement, mener mon terrain ? Cette ville où je n'avais vécu qu'un an, en première année d'université, que je n'avais jamais beaucoup appréciée, me semblait trop étendue, mal connue, étrangère voire hostile. Ainsi, faire du terrain à Santiago, au premier abord, avait quelque chose d'exotique pour moi. En même temps, le défi méthodologique était de réussir à choisir *un* terrain dans une ville si vaste, qui concentre 40,3 % de la population totale du pays<sup>14</sup>.

Bien que la croissance économique du Chili soit stable depuis une vingtaine d'années, les inégalités demeurent importantes dans le pays. Cela est particulièrement évident à Santiago, où les familles les plus riches se concentrent dans seulement 6 des 37 communes de la Région Métropolitaine (d'après la dernière définition officielle du Plan d'Urbanisme Métropolitain de Santiago, connu comme le PRMS<sup>15</sup>). Les réformes libérales instaurées par la dictature de Pinochet (1973-1990) affectent considérablement les conditions de vie des personnes qui aujourd'hui doivent assumer les coûts élevés de l'éducation, de la santé, de la protection sociale, des transports publics, parmi d'autres fonctions qui relevaient traditionnellement de l'État au cours du XX<sup>e</sup> siècle (Barozet, Biskupovic, 2012), quoique le niveau des prestations publiques d'alors n'ait jamais atteint celui des pays développés. Cet important retrait de l'État dû à la dictature et à l'installation d'une économie libérale dans le pays<sup>16</sup> affecte la manière dont la population vit la ville aujourd'hui et surtout la manière dont elle est planifiée. De plus, les réformes libérales ont aussi renforcé les inégalités et déplacé les

---

<sup>14</sup> Santiago regroupe 6 883 563 habitants (Instituto Nacional de Estadísticas, 2010).

<sup>15</sup> Le Plan Regulador Metropolitano (PRMS), créé en 1960 pour tracer les limites de la ville et le plan d'occupation des sols à Santiago, est le principal instrument de planification et de régulation de Santiago, constitué par un ensemble de normes et d'actions visant à orienter et réguler, comme son nom l'indique, le développement physique de la zone métropolitaine (Serra, 2012, p. 8).

<sup>16</sup> Nous reviendrons sur ces aspects dans le chapitre 2.

responsabilités vers les familles et les individus (voir à ce sujet Han 2012). En conséquence, les communes les plus pauvres ont un accès limité aux services publics et – lorsqu’ils existent – ceux-ci sont de mauvaise qualité.

Face à ces importantes inégalités et à la ségrégation urbaine à Santiago<sup>17</sup>, il fallait imaginer une ethnographie qui puisse dépasser les frontières socio-économiques entre quartiers, afin d’éviter que l’enquête ne soit *a priori* délimitée par les divisions préexistantes – en d’autres termes, qu’elle ne se contente pas de rester dans un seul quartier. Cela impliquait de privilégier un sujet plus général et transversal plutôt que d’avoir pour objet d’étude un territoire délimité.

Au-delà des caractéristiques propres à Santiago qui pouvaient rendre difficiles le choix et l’accès au terrain (extension et fragmentation sociales et géographiques de la ville), cette métropole située entre la cordillère de la Côte et la cordillère des Andes constituait un lieu privilégié pour prolonger mes recherches sur les conflits concernant l’environnement, commencées au cours de mon master. Mon mémoire de master<sup>18</sup> abordait en effet une controverse qui avait eu lieu dans le sud du Chili, suite à la décision d’une entreprise de production de pâte à papier de déverser ses déchets liquides dans une baie de l’océan Pacifique, où habitent principalement des pêcheurs indépendants. Ces contestations qui convoquent la « nature » m’intéressaient particulièrement mais dans la présente thèse, j’ai préféré me focaliser sur des « petits conflits », différents de ceux que j’avais étudiés auparavant. L’expérience vécue dans ce village de pêcheurs n’avait pas été facile : les disputes et hostilités entre habitants étaient devenues de plus en plus vives et violentes, surtout après que l’entreprise avait négocié avec une partie des pêcheurs pour limiter le conflit. C’est pourquoi j’ai alors décidé de travailler sur des « micro conflits », qui me semblaient être plus abordables ethnographiquement et dont je pouvais pénétrer les différentes arènes de discussion, sans pour autant me sentir en danger ou être obligée de m’interdire d’emblée d’aller enquêter dans le monde des « méchants » (les entrepreneurs, les

---

<sup>17</sup> Les travaux sur ce sujet étant nombreux, il est impossible de les évoquer tous ici, surtout que des chercheurs de disciplines différentes ont abordé la question de la ségrégation urbaine : des architectes et des urbanistes (Sabatini, Wormald, 2004 ; Sabatini, Brain, 2008 ; Greene, 2005 ; Ducci, 2004 ; Carlos de Mattos, 2006, 1999a, 2004a) ; des géographes (Romero, Vásquez, 2005a ; Vásquez, Salgado, 2009, Hidalgo *et al.*, 2005 ; Hidalgo, 2007 ; Pereira, Hidalgo, 2008 ; Hidalgo, 2009) et des chercheurs en sciences sociales (Espinoza, 1988, 1998 ; Alvarez, 2008 ; Dammert, 2004 ; Stillerman, 2006 ; Márquez, Pérez, 2008 ; Márquez *et al.*, 1999) ont principalement analysé le problème.

<sup>18</sup> Cf. *Réflexions sur une ethnographie à Mehuin. Comment penser l’élaboration d’un scénario qui se dévoile devant l’exercice de la domination*, Mémoire de Master 1 sous la direction de Michel Offerlé, EHESS/ENS, 2006 et *Explorer une controverse. Enjeux de lutte autour du déversement des déchets d’une usine au Sud du Chili*, Mémoire de Master 2 sous la direction de Michel Offerlé, EHESS/ENS, 2007.

dirigeants politiques, les autorités locales). De plus, dans cette expérience au Sud du Chili, je ne me suis jamais sentie à l'aise du fait de ma position dominante sur le terrain : étudiante en France, surdiplômée par rapport au contexte local, provenant d'un milieu aisé, j'ai été à plusieurs moments de l'enquête mise à contribution soit pour trouver de l'argent pour le mouvement qui se formait dans le village de pêcheurs, soit pour aider des personnes impliquées dans des disputes – et même des bagarres – qui n'étaient jamais bien claires pour moi. Plusieurs arènes de débat m'étaient fermées d'emblée et si je parlais avec un tel ou un tel, je risquais d'être classée comme ennemie ou traître.

Au-delà de mon choix d'étudier des micro conflits émergents, la présence de la cordillère à Santiago est un aspect fécond pour l'étude des interactions entre l'homme et la « nature »<sup>19</sup> : d'une part, peu de travaux ont abordé cette question et d'autre part, comme je l'ai constaté par la suite dans des articles de presse, depuis quelques années des collectifs de citoyens se sont engagés dans la défense d'espaces naturels dans les quartiers qui se développent aux pieds de la cordillère, aux limites de la ville<sup>20</sup>. Après l'expérience vécue lors de mon master en milieu rural, avec des pêcheurs issus de classes populaires, je voulais analyser l'opposé : comment se comportent les classes dominantes vis-à-vis des espaces naturels, à petite échelle, dans des contextes urbains. Puisque les classes privilégiées s'établissent surtout à l'est et dans les parties hautes de la ville<sup>21</sup>, les quartiers de la cordillère se présentaient comme un terrain propice pour aborder ces questions.

La revendication de la nature chez les riverains de la cordillère, indépendamment de la forme que prend leur engagement, est une question qui n'a encore jamais été analysée à Santiago. Mon intérêt initial pour le rapport entre l'espace naturel et les êtres humains ne peut pas s'appliquer à des contextes complètement urbains (tels que le centre-ville), car la relation

---

<sup>19</sup> Je mets pour l'instant entre guillemets ces notions telles que « nature », « luttes », « environnement » car elles sont au cœur de cette thèse et feront plus loin l'objet de définitions et de précisions.

<sup>20</sup> Dès que j'ai commencé à m'intéresser à Santiago, j'ai pris contact avec différents experts. J'ai d'abord contacté Sébastien Velut, géographe, qui à l'époque enseignait à l'École normale supérieure à Paris et qui avait une vaste expérience de la question de l'environnement et des villes latino-américaines. Au Chili, j'ai pris contact avec quelques-uns de ses collègues, également géographes, travaillant à l'Université du Chili. Ensuite, grâce à l'invitation de Sébastien Velut à participer à un colloque organisé à Valparaiso (colloque international « Construire la résilience des territoires », IRD, Université du Chili, Université catholique de Valparaiso, Université catholique du Chili, octobre 2007), j'ai discuté de possibles terrains d'enquête avec différents chercheurs proches des problématiques qui m'intéressaient (dont Alain Musset, directeur d'étude à l'EHESS). C'est grâce à ces premiers échanges avec des géographes que j'ai commencé à me familiariser avec Santiago et la cordillère.

<sup>21</sup> À Santiago, lorsqu'on parle des « hauts quartiers » (*barrios altos*), on fait référence à la fois au fait que cette population appartient aux groupes privilégiés et qu'elle habite dans les parties hautes de la ville. Dans ce sens, par exemple, on entend parfois l'expression « *cota mil* », qui renvoie à la fois à une partie de la population appartenant aux classes privilégiées ainsi qu'au fait d'habiter à 1000 mètres au-dessus du niveau de la mer, alors que le centre ville ne se trouve qu'à 500 mètres au-dessus du niveau de la mer.



« homme/nature » y serait saisie à partir des rapports avec la ville, en tant qu'espace bâti. Plus on se déplace vers les limites de la ville, plus la présence de l'espace naturel devient importante. L'étude des controverses où la nature est au centre du débat peut être menée dans les quartiers établis à proximité de la cordillère car non seulement les habitants vivent dans un espace naturel, ou à proximité, mais des collectifs citoyens s'engagent également vis-à-vis de celui-ci. Ce problème peut être mieux saisi dans ces quartiers de la précordillère que chez des individus ayant une relation passive avec l'espace naturel. Partant de ces constatations, j'ai décidé de privilégier les associations civiles engagées dans la défense et la protection de la cordillère.

Cependant, dès le début de mon enquête, je constate un paradoxe. La cordillère est sûrement le paysage iconique de Santiago ou, du moins, le paysage le plus prédominant et celui qui caractérise la ville<sup>22</sup>. Or, bien que la cordillère des Andes soit l'emblème des paysages du Chili, la plupart du temps elle n'apparaît que comme la toile de fond de Santiago et n'est que rarement l'objet de travaux s'intéressant au territoire qui s'y configure, au delà des images et des constructions nationales développées à partir de cette « frontière naturelle »<sup>23</sup> (Paulina Ahumada, 2012). De plus, la relation entre la cordillère et les *santiaguinos* (habitants de Santiago) est plutôt passive (sauf en ce qui concerne les sports de montagne et quelques parcs de la cordillère où les habitants se rendent en promenade<sup>24</sup>). Comme le rappelle l'architecte chilien renommé, Teodoro Fernández, « Santiago – ville de six millions d'habitants – depuis les travaux dans la colline de *San Cristóbal* en 1910, n'a rien fait pour ses collines et sa cordillère, afin de créer une société qui soit fière de son paysage, plus libre et égalitaire »<sup>25</sup> (Fernández, 2009 : 19). Observable depuis presque tous les coins de la ville, la cordillère est une entité lointaine pour les habitants : elle fait partie de la ville mais n'est pas intégrée à leur vie quotidienne, si ce n'est sous la forme d'un paysage. Rarement, à Santiago, on se rend à la cordillère pour un pique-nique ; il n'y a presque pas de cafés, de

---

<sup>22</sup> Le paysage, cet élément que personne n'a fabriqué, qui est visible, mais qui en même temps dépend du sujet qui le saisit (Latour, 1992) (Trom, 2001)

<sup>23</sup> « *Frontera natural* ». Les citations sont présentées en français. Quand la source mentionnée est un texte étranger, la traduction est de l'auteure.

<sup>24</sup> Ces sports et activités sont assez peu développés à Santiago et ne sont accessibles ou praticables que par une élite : généralement, il faut payer une entrée et l'accès est difficile (on ne peut que rarement y accéder par les transports en commun). Peu de travaux ont abordé cette relation cordillère/habitants de Santiago. Voir par exemple Errázuriz, Stern, 2006 et Núñez *et al.*, 2013.

<sup>25</sup> Le *San Cristóbal* est une colline au centre de Santiago qui, à partir de 1908, commence à être aménagée (funiculaire, chemins, téléphérique, parcs) par les autorités de l'époque afin que la population s'y rende. Certains auteurs soulignent la nouvelle façon, plus « moderne », de percevoir la ville que cet aménagement inaugure à Santiago (Rosas *et al.*, 2010). Voici la version originale de l'extrait : « *Santiago –ciudad de seis millones de habitantes– desde las obras del cerro San Cristóbal en 1910 no ha hecho nada por sus cerros y su cordillera, en el intento por una sociedad que celebre su paisaje, más libre e igualitaria* ».

restaurants ou autres commerces depuis lesquels on pourrait « admirer » la cordillère, car celle-ci est visible de presque n'importe quel point de la ville, ce qui la rend plus proche mais paradoxalement, en même temps, plus éloignée. Cette distance est due aussi au fait que la cordillère est peu à peu devenue privée : s'y développent de nouveaux projets immobiliers qui attirent les groupes les plus privilégiés. Plus on monte vers la cordillère, plus le prix des maisons augmente, surtout dans le secteur oriental de la capitale où, comme on l'a déjà mentionné, se concentrent les classes aisées (Sabatini, Wormald, 2004). Vivre dans les collines est devenu un privilège, sauf s'il s'agit de logements sociaux ou d'occupations illégales de terrains (*tomas*)<sup>26</sup>.

Cet espace lointain où naissent des quartiers et perdurent d'autres, plus anciens, source de conflits nouveaux comme on pouvait le lire dans la presse de l'époque (La Nación, 2007), me semblait être un sujet peu étudié en sciences sociales, méritant une analyse plus fine. Dans un article du journal *La Nación*, il était question de la « *precordillera santiaguina* » (précordillère de Santiago), terme qui m'était encore étranger. Techniquement, la *precordillera* des Andes est l'espace qui se situe entre 800 et 1 500 mètres au-dessus du niveau de la mer (Romero, Vásquez, 2005b). Les façons de nommer cet espace varient ; pour ceux qui y vivent, le terme de *precordillera* est prédominant alors qu'auprès des chercheurs qui travaillent sur cet espace, les notions de *pie demonte andino* (Romero, Vásquez, 2005a) – piémont andin – ou de *pie demonte* (Hidalgo, 2004) – piedmont – priment. Mais c'est surtout le terme de *precordillera* (que je traduirai ici par précordillère) qu'on peut communément entendre à Santiago (et dans d'autres villes qui s'étendent jusqu'à la cordillère des Andes). Pour ma part, n'étant pas « *santiaguina* », je n'étais pas familiarisée avec ce terme, mais à mesure que je rencontrais des habitants de Santiago, des experts et des chercheurs, que je lisais la presse et des travaux universitaires sur des controverses environnementales à Santiago, ce terme est apparu de plus en plus souvent au cours de ma pré-enquête<sup>27</sup>, en 2007.

---

<sup>26</sup> Occupations illégales de terrains par des classes populaires qui, généralement, impliquent une organisation à long terme, avant et après la prise de possession du terrain. C'est une réponse pour pallier le manque de logements pour ceux qui n'ont pas d'autres possibilités (Pino, Ojeda, 2013), d'autres endroits où aller vivre. La *toma* constitue un processus historique important non seulement au Chili mais aussi en Argentine (*villa miseria*), au Brésil (*favelas*), au Pérou (*chabolos*) et dans d'autres pays latino-américains. D'un point de vue historique, la *toma* à Santiago est l'aboutissement d'un processus d'action collective de long terme. Suite aux *tomas*, les *pobladores* (nom que l'on donne communément aux collectifs populaires d'habitants qui organisent les *tomas*) construisent des habitats informels. Au fil du temps, les habitants aménagent les quartiers « pris » au point que, dans plusieurs cas, bien qu'il s'agisse d'occupations illégales, sans titres de propriétés, ils paient les services publics comme l'eau potable ou l'électricité.

<sup>27</sup> Avant de me lancer complètement dans l'ethnographie, j'ai effectivement fait un terrain exploratoire à Santiago pendant deux mois (fin 2007), au cours duquel j'ai principalement évalué la faisabilité d'un terrain dans la précordillère et où j'ai pris contact avec différents acteurs comme Annie et des chercheurs chiliens.

Plus j'avancais dans mes recherches, plus la précordillère devenait un territoire intéressant à étudier en raison des multiples dimensions sous lesquelles il était possible d'analyser les liens entre le territoire et l'action collective citoyenne. Ces dimensions s'articulent autour des confrontations entre des habitants issus de milieux différents alors que la gentrification des espaces de la précordillère s'intensifie (Romero *et al.*, 2010, p. 161), que des quartiers pauvres persistent face à la croissante privatisation des espaces verts et que la vulnérabilité de la population s'accroît lors des catastrophes naturelles (Ebert *et al.*, 2010) (crues, coulées de boue, inondations). De plus, en raison de mon intérêt pour l'analyse du rôle de la nature dans les controverses et les conflits, la précordillère se révèle être un endroit propice pour mener mon enquête : il s'agit en effet d'un des rares endroits à Santiago où la nature est encore très présente et d'autre part, puisque celle-ci est menacée par le développement urbain, cette zone se trouve au cœur de batailles citoyennes pour la défense et la protection de la nature.

Cette nature joue un rôle particulier non seulement dans la précordillère mais tout au long du Chili, pays connu dans le monde entier pour ses catastrophes naturelles. Le Chili détient par exemple des records en termes d'intensité des tremblements de terre. Celui de 1960 à Valdivia, dans le sud du pays, fut l'un des plus intenses jamais mesurés (*Cisternas et al.*, 2000) et certains auteurs comme le géologue Steven Benedetti parlent même du « plus grand tremblement de terre de l'Histoire » (Benedetti, 2010). Le Chili possède 4 200 km de côtes dans l'une des zones les plus sismiques de la planète (Gutiérrez *et al.*, 2013, p. 208). À cela s'ajoutent des éruptions volcaniques (dans la cordillère des Andes), des tsunamis et d'importantes inondations (Ebert *et al.*, 2010) : ce pays est ainsi une « terre de catastrophes » (Onetto, 2014). Puisque « les désastres ont depuis longtemps été présents de manière récurrente dans la réalité chilienne » (Espinoza, 1990), ce sont surtout les historiens et géologues qui se sont intéressés à ces questions (voir Benedetti, 2010 ; Onetto, 2007 ; Valenzuela, 2007 ; de Ramón, 1993 ; Riquelme, Silva, 2011). Les travaux de sociologues et d'anthropologues sur les désastres au Chili sont encore marginaux, bien que ces dernières années aient vu surgir un intérêt accru pour la question, surtout après le grand tremblement de terre du 27 février 2010 qui a touché le centre du Chili<sup>28</sup>. Puisque « dans le cas chilien, les

---

<sup>28</sup> Le tremblement de terre du 27 février 2010 affecta considérablement la zone centrale et sud du Chili. Cette « catastrophe », pour reprendre les mots de la Présidente de l'époque (Michelle Bachelet), de proportions énormes (8,8 sur l'échelle de Richter), fit plus de 450 victimes et 500 000 logements furent détruits. Elle fut considérée par les médias comme la pire tragédie depuis 1960, année du plus grand tremblement de terre connu dans l'histoire de l'humanité, mentionné plus haut, qui avait eu lieu dans le sud du Chili, à Valdivia – 9,5 sur l'échelle de Richter, selon la *U.S. Geological Survey* (information extraite du site [earthquake.usgs.gov](http://earthquake.usgs.gov), [consulté en juillet 2014]). Après le tremblement de terre de 2010, de nouveaux projets de sociologues, géographes et anthropologues sont apparus. Voir notamment le projet en cours du sociologue chilien Manuel Tironi,

catastrophes naturelles constituent des phénomènes récurrents dans l'histoire du pays (...) en raison des caractéristiques géologiques, climatiques, morphologiques et topographiques spécifiques du territoire national » (Simpson-Housley, Larraín, 1994, p. 14), il est difficile de toutes les retracer ici. Signalons qu'au cours du seul XX<sup>e</sup> siècle, dans l'analyse détaillée de Rosa Urrutia et Carlos Lanza sur les « catastrophes au Chili » (1993), sont répertoriés 95 inondations et périodes de sécheresses ainsi que presque 100 tremblements de terre, raz de marée et éruptions volcaniques. Les catastrophes les plus récurrentes (et les plus délétères pour le pays en termes de pertes de vies et d'impact social, économique et politique) sont les tremblements de terre, les tsunamis, les éruptions volcaniques, les inondations, les glissements de terrains (coulées de boue) et les phénomènes climatiques dus au réchauffement périodique de l'océan Pacifique (connu sous le nom de « *fenómeno El Niño* ») mais on peut aussi mentionner des problèmes liés à la pollution atmosphérique (Simpson-Housley, Larraín, 1994, p. 14). Enfin d'après l'ONU, ce pays arrive en neuvième position en termes de dépenses suite à des catastrophes naturelles (*La Tercera*, 2012).

Dans ce contexte, la précordillère ne fait pas exception : le 3 mai 1993, des coulées de boue dans la commune de La Florida provoquent la mort de 26 personnes, 8 autres disparaissent et 356 familles « perdent tout » (*La Nación*, 1993). Puisque, nous l'avons vu, relativement peu de travaux s'intéressent aux catastrophes naturelles au Chili, travailler sur la précordillère me permettait d'ouvrir des pistes de recherches nouvelles dans le contexte chilien.

Comme il a été dit précédemment, pour les habitants de Santiago, la cordillère des Andes est un élément central de la ville. Mais cette vision commune de la cordillère renvoie à une image stable, rigide, immuable des montagnes andines, faisant partie des représentations et de la mémoire collective des habitants de Santiago, qu'on retrouve sur les cartes postales et les photos touristiques. Or, les personnes n'ont pas nécessairement une expérience directe ni quotidienne de ces montagnes. Pourtant, cette situation est en train de changer : la ville s'étend de plus en plus vers les Andes et la valorisation de ces espaces naturels est croissante à Santiago, d'autant qu'ils sont de plus en plus rares. Depuis les années 1990, l'installation

---

« Participation citoyenne dans des contextes de catastrophes : une approche depuis la sociologie des controverses », « *Participación ciudadana en contextos de desastre: una aproximación desde la sociología de las controversias* », Fondecyt Iniciación N° 11100034 et le site web du projet <http://grupocmas.wordpress.com/>). Voir aussi les travaux du CIVDES (Centre de recherches sur les vulnérabilités et les désastres socio-naturels) : <http://civdesuchile.facso.cl/>

des classes moyennes et aisées<sup>29</sup> dans de nouveaux quartiers fermés (*condominios*<sup>30</sup>, en espagnol) qui occupent progressivement la montagne, avec les infrastructures et services que cela implique (construction d'autoroutes urbaines, centres commerciaux, écoles et lycées privés, supermarchés, etc.), montre bien la signification nouvelle attribuée à la précordillère. Les classes moyennes émergentes de la capitale choisissent des maisons éloignées du centre ville, dans les collines.

Alors que les terrains précordillérains étaient, jusqu'aux années 1990, difficilement accessibles (par exemple, il n'y a pas de transports en communs) – il s'agissait essentiellement de terrains agricoles – au fur et à mesure que la ville s'étend vers les hauteurs, la façon dont cet environnement est appréhendé change. Pourquoi des habitants choisissent-ils d'aller vivre dans la précordillère ? Existe-t-il une relation particulière entre le fait de vivre dans la précordillère et une préoccupation pour l'environnement ? Pourquoi, parmi ces habitants, y en a-t-il qui montrent un intérêt particulier envers la nature ? Quel rôle l'environnement joue-t-il dans ces choix ? Comment naît ici une défense de la nature ?

Cette enquête s'intéresse à la relation qui existe entre les résidents de la précordillère et l'environnement où ils habitent. Cette relation est étudiée à partir des habitants qui, d'abord, s'intéressent à l'environnement et qui, ensuite, s'engagent en vue de le « défendre » ou de le « protéger », selon leurs propres mots. Il s'agit d'analyser comment la cordillère passe du statut de paysage à celui d'enjeu ou comment la précordillère se transforme en *issue*, pour reprendre le terme de la sociologue Noortje Marres (2007). Ou, pour citer Danny Trom, « ce n'est que lorsque le paysage devient un enjeu que nous le thématisons explicitement » (2001, p. 248). C'est donc à la suite des questionnements autour de nouveaux projets immobiliers que la nature devient un objet pour lequel il faut s'engager et lutter. De la sorte, c'est lorsque la précordillère commence à être thématisée par les citoyens et les autorités, lorsqu'elle

---

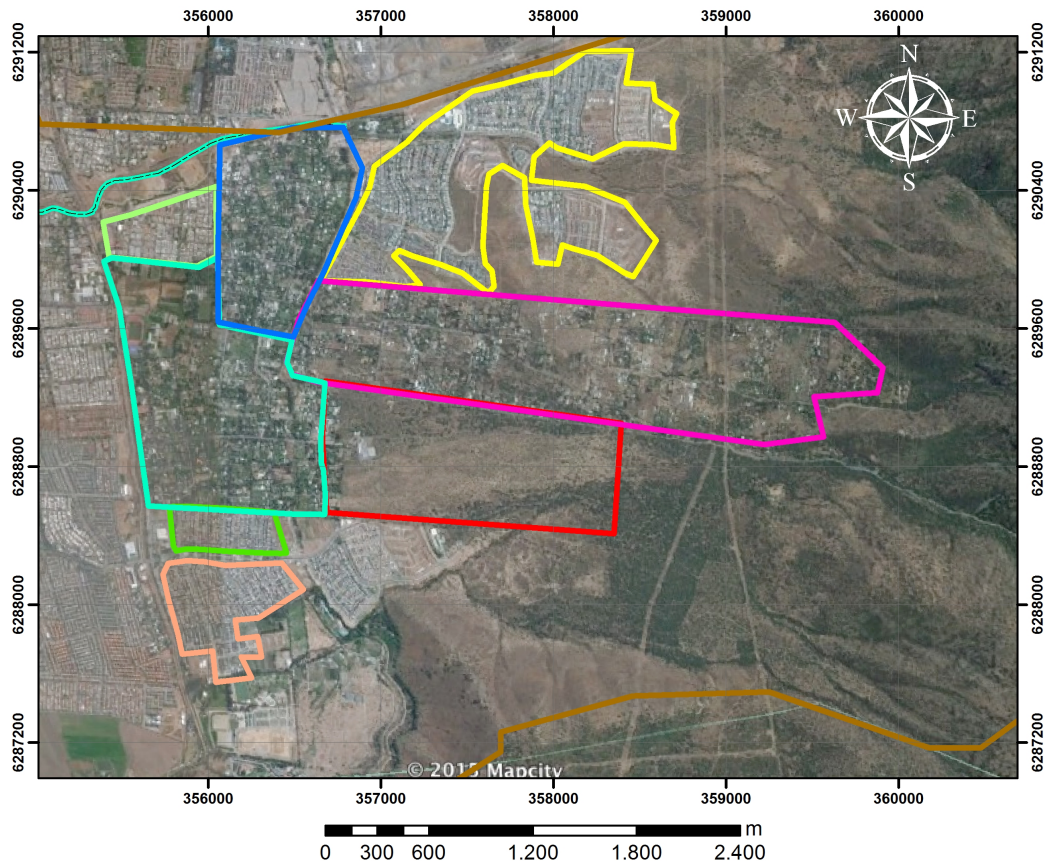
<sup>29</sup> Mon but n'est pas ici de revenir sur les multiples définitions des classes moyennes au Chili car mes questionnements s'articulent autour de la façon dont se développent des relations entre les différents milieux sociaux au sujet de l'environnement. Retenons pour l'instant, comme le soulignent Emmanuelle Barozet et Vicente Espinoza, que le Chili est l'un des pays les plus inégaux au monde et, qu'en moyenne, 70 % de la population dit appartenir à la « classe moyenne ». De la sorte, cette catégorie comprend un secteur de la population vaste et très divers, plus proche des milieux pauvres que des riches. Cf. Espinoza, Barozet, 2009.

<sup>30</sup> Faute d'un terme équivalent en français, nous allons conserver le terme en espagnol parce qu'il évoque une forme particulière d'habitat au Chili, à savoir, des maisons presque identiques, construites l'une à côté de l'autre, à l'extérieur de la ville, pensées pour la classe moyenne et, dans la plupart des cas, regroupées en quartiers fermés. Il s'agit également du terme qu'emploient les membres de l'association RDP pour prendre leurs distances vis-à-vis des habitants de ces *condominios*. Généralement, ils les appellent « *condominios cerrados* », alors qu'eux vivent dans des parcelles, dans des maisons construites par eux-mêmes, toutes différentes, ayant chacune une identité propre. Ils tiennent à marquer la différence entre des maisons de « *condominios* » qui sont « des maisons toutes égales », où les habitants « achètent et s'installent » - comme le précise une enquêtée engagée dans la défense de la précordillère – et les leurs, qu'ils ont mis des années à construire et aménager.


devient un enjeu, une « nature en danger » (Trom, 1993), menacée et menaçante (en raison des coulées de boue ou d'autres dangers possibles) que les habitants commencent à lui attribuer de nouvelles valeurs et cherchent à comprendre et à en montrer les particularités. Pour ces raisons, l'espace naturel de la précordillère n'est compris ni comme une unité, ni comme une donnée extérieure, unifiée ou homogène, mais plutôt comme une multiplicité d'êtres conformant un environnement multiple.

Cette enquête évite de présenter les relations engageant des personnes et la nature en termes de « conflits environnementaux » car ce concept est sous-tendu par deux idées qui, comme l'explique Danny Trom, posent quelques problèmes. La première est que dans l'étude des « conflits environnementaux », l'attention est portée sur les effets négatifs et « les nuisances définies comme des atteintes à l'intégralité corporelle des personnes » (Trom, 1999, p. 32). La deuxième idée sous-jacente est que les conflits environnementaux portent sur un espace délimité et défini *a priori* (Trom, 1999, p. 32). Puisque cette enquête aborde la manière dont la nature peut être saisie (définie, abordée, politisée, délimitée, etc.) par un groupe d'habitants de la précordillère, elle ne cherche pas à mesurer les effets (positifs ou négatifs) envers les personnes. Il s'agit plutôt de comprendre l'enjeu de la précordillère à partir de « ce qui s'y trouve revendiqué » (Trom, 1999, p. 32), comme un espace non délimité et non défini qui est construit ou qui se configure au travers d'une action collective située. Il sera alors question ici de natures, d'environnements et des interactions entre êtres humains et non humains (Thiéry, Houdart, 2011), afin de ne pas masquer l'hétérogénéité des dimensions à examiner qui se cachent derrière les termes de nature ou d'environnement (Trom, 1999, p. 32). En ce sens, la nature ne fait pas ici référence à ce qui serait seulement extérieur aux habitants, à une nature inerte, à un espace vert, à un entourage stable. Au contraire, il s'agit de regarder de près comment les habitants et la précordillère – cette nature spécifique – interagissent, comment celle-ci change et se transforme, comment les individus essaient de l'appréhender, de la saisir et de la définir, comment la précordillère est investie de valeurs symboliques, de significations et de sens à partir desquels un champ d'action se configure. Des affects et des sentiments d'appartenance se développent et les habitants s'approprient (pas seulement physiquement) des lieux concrets où ils localisent leurs luttes et les enjeux, engageant des causes de portée générale (telle que la « défense de l'environnement »). Des symboles, des arguments et une multiplicité de formes peuvent nourrir ces interactions qui sont loin d'être stables, mais comprennent des va-et-vient, des conflits et des médiations où les spécificités du territoire sont déterminantes.

## Quartiers représentés sur le Territoire



### Symbologie

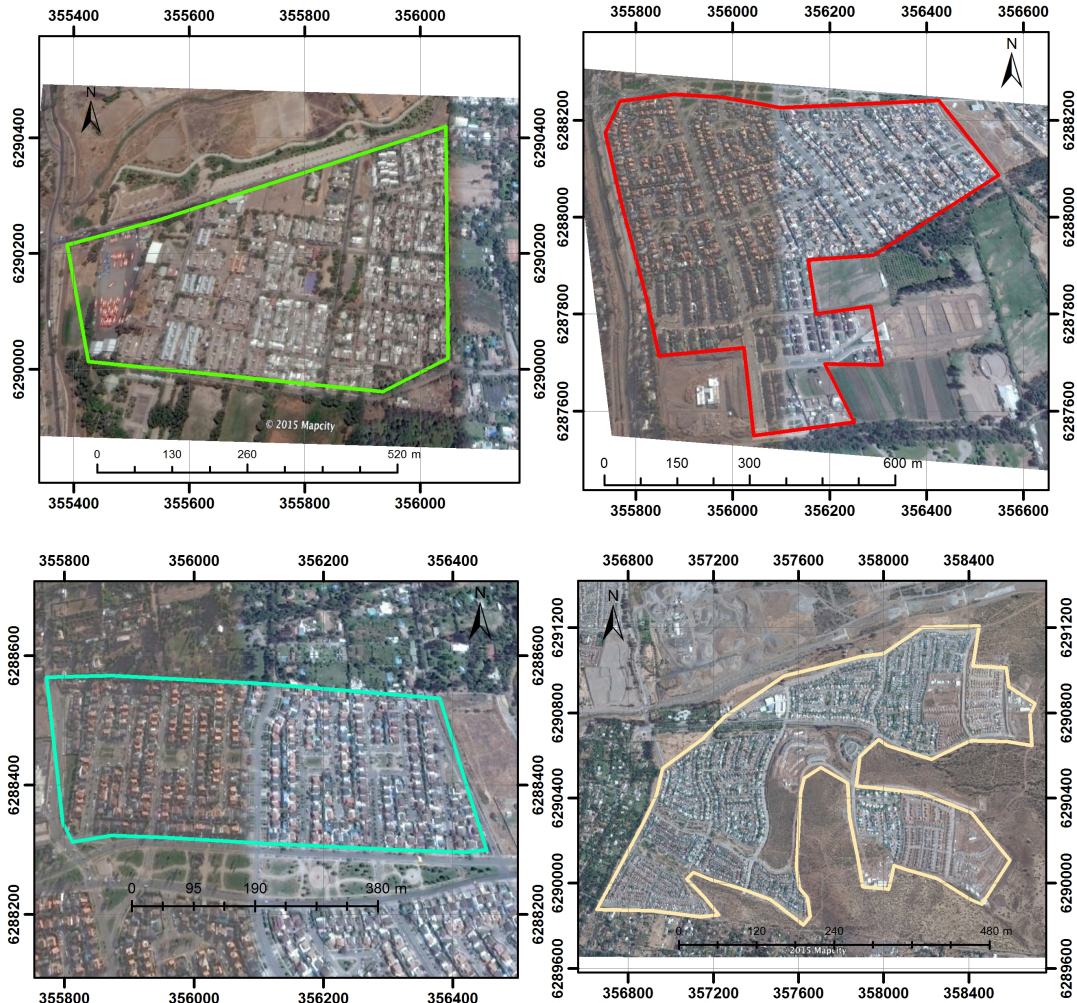
	Commune La Florida		Quartier Santa Teresa
	Quartier Las Perdices		Projet Immobilier Panul
	Quartier Lo Cañas		Projet Immobilier Jardines de la Viña
	Quartier Santa Sofia de Lo Canas		Projet Immobilier Macul Alto
	Quartier Rojas Magallanes		Quebrada lo Cañas

Projection: Universal Transverse de Mercator (UTM), WGS 84, Zone 19 sud  
 Source: Images de Google Earth Plus, 2015; & Coberturas de Chile (www.rulmahue.cl)

**Fig. 3 :** Carte des différents quartiers de la précordillère de La Florida, en particulier les *condominios* construits ou en voie de construction (réalisée par Camilo Sánchez, géographe Université du Chili).



# Types de Quartiers de La Florida



## Symbologie

- Projet Immobilier Macul Alto
- Quartier Rojas Magallanes
- Projet immobilier Jardines de la Viña
- Quartier Santa Teresa

Projection: Universal Transverse de Mercator (UTM)  
WGS 84, Zone 19 Sud

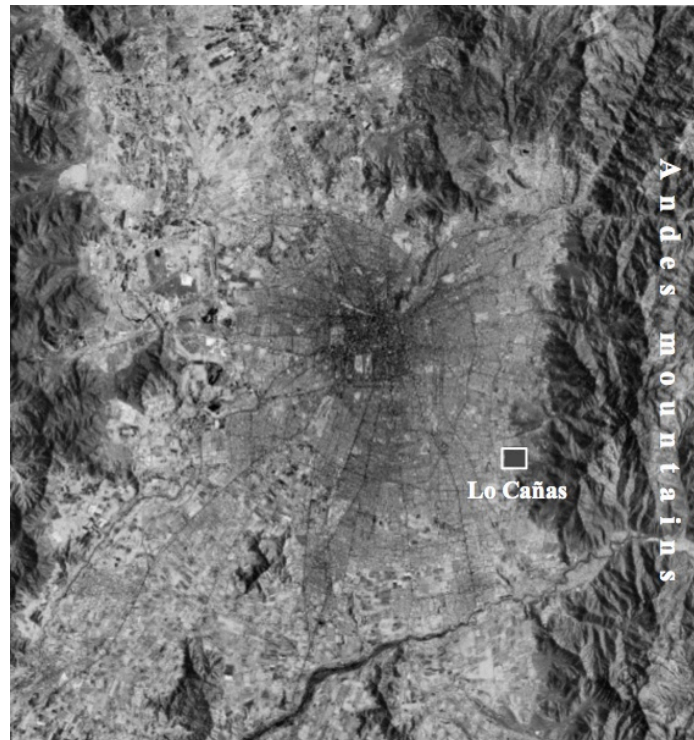
Source: Images de Google Earth Plus, 2015

**Fig. 4** : Carte comparative des différents quartiers, où l'on peut apprécier la construction des *condominios* et de Santa Teresa (réalisée par Camilo Sánchez, géographe Université du Chili).





## 2. La porte d'entrée vers le Réseau de Défense de la Précordillère



**Fig. 5** : Situation de Lo Cañas par rapport à Santiago. Les zones les plus sombres sont les plus denses. Nous pouvons observer également comment la ville s'étend jusqu'à la Cordillère des Andes. Source : <http://geology.com>

Étudier la précordillère suppose d'analyser non seulement le territoire, mais aussi ceux qui y résident et les relations qui s'y nouent. Choisir la précordillère comme terrain d'enquête est, au premier abord, une vaste tâche : par où commencer ? Qui contacter ? Suite à ma découverte dans la presse d'un reportage, en octobre 2007, sur les « habitants de La Florida [qui] demandent de sauver la forêt Panul » (*La Nación*, 2007), je contacte les dirigeants d'un collectif dont il est question dans l'article, l'association *Red Ciudadana de Defensa de la Precordillera* (Réseau de Défense de la Précordillère, RDP). Le Panul est le nom par lequel on désigne à Lo Cañas, la forêt sclérophylle de la précordillère des Andes, la « dernière forêt native sous la cote mille » (sous les mille mètres d'altitude), le « poumon vert » du sud-ouest de Santiago, selon un reportage du journal (*La Tercera*, 2011), qui abrite une flore et une faune natives qui ont été préservées, contrairement aux terrains adjacents où des projets immobiliers se développent depuis les années 1990. C'est pourquoi la forêt Panul est décrite comme la « dernière » qui répond aux caractéristiques de forêt primaire (vierge).

Cependant, à partir de 2010, une entreprise immobilière – dont fait partie le propriétaire de la forêt – va solliciter auprès de la mairie de La Florida une autorisation pour mettre en œuvre un nouveau projet immobilier. C'est à partir de ce moment que les voisins vont mettre en place une « défense » de la forêt.

Attardons-nous un moment sur la catégorie de « voisin », car il est important de préciser son sens dans cette thèse. Ce terme, traduction de « *vecino* », employé au Chili dans l'espace académique, institutionnel, associatif et au niveau des quartiers, est un terme récurrent car il englobe un spectre assez étendu de figures et de rôles, et constitue la base des mouvements sociaux historiques au Chili. Il fait allusion au fait de partager un même espace (cohabiter) mais aussi à celui de se connaître et de travailler ensemble pour et dans un quartier. Le terme de voisin est couramment employé par les habitants d'un même quartier, surtout dans les quartiers les plus consolidés et organisés, mais il ne fait pas toujours référence au rôle d'« individu détenteur de compétences spécifiques » (Neveu, 2009 : 29-32 cité par Roche, 2010 : 24), sauf dans des quartiers qui revendiquent des droits depuis le statut de « voisins » (c'est par exemple le cas de quartiers patrimoniaux du centre de Santiago comme le Barrio Yungay qui revendique une organisation entre voisins, cf. Canteros, 2011). J'utiliserai le terme d'habitant ou citoyens davantage que celui de voisin, bien plus passif ; en termes généraux, être habitant fait aussi allusion au rôle de « riverain, expert d'usage de l'espace public concerné » (Roche, 2010 : 24).

La première personne du RDP que je rencontre est Annie – habitante de la précordillère de la commune de La Florida. C'est elle qui répond à mon courriel et se montre « heureuse de pouvoir m'aider » et de me fournir « n'importe quelle information » dont j'aurais besoin<sup>31</sup>. Avec un accueil si chaleureux, travailler sur la précordillère semble envisageable. En effet, au début, il n'est pas évident d'avoir accès à ce qui se passe dans la précordillère : comment choisir les interviewés ? Selon quels critères ? Comment les contacter ? Puisque l'enquête ne peut pas comprendre tous les quartiers précordillérains de Santiago, certains doivent être privilégiés au détriment d'autres. Avec la découverte de ce collectif – constitué en réaction à une situation problématique vécue par les habitants du quartier –, faire une ethnographie avec un groupe d'habitants, au-delà des espaces et des limites prédéfinis (tel qu'un quartier par exemple) devient donc possible. Le collectif, et surtout sa présidente Annie, deviennent ainsi la porte d'entrée à mon enquête, lorsque je la débute, fin 2007.

---

<sup>31</sup> « Estoy encantada de poder ayudarte. No dudes en pedirme cualquier información ». Annie, courriel du 11 novembre 2007.

Lo Cañas a la particularité d'être un endroit assez vert, où l'on se sent à la campagne, très rural (avec ses rues non goudronnées) alors qu'on est seulement à quelques minutes du métro. On y est « sous » la cordillère, face à des maisons bourgeoises mais en même temps rudimentaires, imparfaites et inachevées, parfois entourées d'imposantes grilles ou, au contraire, cernées de vastes jardins, presque sans clôtures, abritant de grands arbres et des maisons marquées par une esthétique hippie. Cela m'a surprise car j'avais à l'esprit les représentations de La Florida que les médias mettent en avant, à savoir le fait que cette commune est le modèle de la classe moyenne chilienne : des niveaux élevés de consommation (deux *shopping centers*) et – en contraste avec d'autres quartiers historiques de Santiago – des *gated communities*, version « nouveau riche » des *condominios*, jouxtant des terrains et des maisons plus personnelles et austères qu'on peut retrouver facilement dans d'autres communes de Santiago.

C'est en 2008<sup>32</sup> que je me rends chez Annie, après deux conversations téléphoniques (dans la période de la pré-enquête en 2007) et après avoir échangé des courriels lorsque j'étais à Paris avant de commencer l'ethnographie à Santiago. En chemin, dans le métro qui se dirige vers la commune de La Florida, je découvre l'imposante vue de la cordillère au-dessus du quartier de Lo Cañas. N'étant jamais venue jusque-là, je suis impressionnée par la sensation d'être en pleine campagne malgré la pollution qui caractérise Santiago et le bruit de la circulation, distinctif des grandes villes d'Amérique latine. Annie me reçoit très chaleureusement ; elle parle parfaitement l'espagnol mais avec un accent qui me fait penser qu'elle est allemande, ou « *gringa* » (comme on désigne les étrangers en Amérique latine, surtout ceux d'Amérique du Nord). Mais, au moment où elle apprend que je fais des études en France, elle s'exprime dans un français parfait et m'explique qu'elle parle aussi bien le français que le néerlandais. En effet, elle est belge, mais se revendique avant tout flamande. Proche de la soixantaine, elle a travaillé plusieurs années à l'ambassade belge au Chili et aujourd'hui encore fait des traductions (son énergie et son dynamisme m'avaient fait penser qu'elle était beaucoup plus jeune). Or, une maladie et une opération au dos lui ont laissé des séquelles que l'on remarque quand elle marche, le dos courbé. Avec ses cheveux blancs et ses vêtements simples, on dirait une « soixante-huitarde » qui habite à la campagne. Son énergie

---

<sup>32</sup> Après la découverte de l'article dans la presse et suite à cette conversation téléphonique avec Annie, je lui ai rendu visite brièvement et j'ai alors vu rapidement Lo Cañas. Je lui ai expliqué que je devais retourner à Paris, mais que l'année suivante (en 2008), je viendrais à nouveau à Santiago pour faire du terrain dans la *Precordillera*. Ce fut notre premier contact, à partir duquel nous avons noué une longue relation. Après cet appel, nous sommes restées en contact par courrier électronique, téléphone, Skype... Et c'est ainsi que, quand je suis retournée en avril 2008 à Santiago, je suis allée directement chez elle.

est contagieuse et, dès nos premières conversations, nous avons du mal à nous arrêter de bavarder : au fur et à mesure, ces visites deviennent interminables et se mêlent aux multiples activités d'Annie dans cette parcelle de 5 000 m<sup>2</sup> et dans sa grande maison en bois où elle habite<sup>33</sup>. Elle n'est pas seulement présidente du Réseau de Défense de la Précordillère, elle l'est aussi de la *junta de vecinos*<sup>34</sup> (association de quartier). Elle se charge en outre des questions d'irrigation (*agua de riego*)<sup>35</sup>, ce qui l'engage dans un grand nombre d'activités pour lesquelles elle est constamment sollicitée (son téléphone n'arrête pas de sonner, car les voisins la contactent pour toutes sortes de sujets).

Dès le début, mon point de vue se situe chez Annie : mon point de départ est ici, ainsi que mon « point d'ancrage ». Je me laisse porter d'emblée par son intuition, car elle est une interlocutrice essentielle : son intérêt marqué pour mon travail et son rôle à Lo Cañas la transforment en une personne clé grâce à laquelle je peux être introduite dans différents milieux d'interconnaissance<sup>36</sup>. De plus, dès nos premiers échanges, Annie se réfère aux questions que me je pose avec une aisance et une rapidité telles que j'ai du mal à la suivre, elle nage comme un poisson dans l'eau dans ces sujets alors que moi, je découvre à peine les problèmes du quartier. Une question difficile à aborder a été celle de l'enregistrement et de la restitution de ce qu'Annie me disait. Cela peut sembler absurde ou contradictoire, compte tenu de la régularité de nos entrevues. Pourtant, comme nous avons rapidement noué des

---

<sup>33</sup> Elle s'occupe des tâches domestiques, aussi bien de la garde de sa petite-fille que des tâches ménagères et de son jardin. Aujourd'hui, seuls deux de ses quatre enfants – trois femmes et un homme – habitent avec elle. Il y a quelques années, son mari a décidé d'aller vivre dans un appartement situé dans une commune plus centrale, à Nuñoa. En 2008, quand je commence à rendre visite régulièrement à Annie, ils étaient séparés mais pas divorcés : Annie s'occupe de lui comme s'ils vivaient encore ensemble. Ils se sont connus à Louvain, en Belgique, d'où Annie est originaire et où il a réalisé un doctorat en philosophie et théologie. Quand elle parle de lui, elle se montre très fière et ajoute que c'est en 1970, une fois qu'il a eu fini son doctorat, qu'ils sont venus vivre au Chili avec leur fille aînée, née là-bas. Ce n'est qu'en 1988 qu'ils vont s'installer dans cette belle maison de Lo Cañas, car ils ont dû épargner pendant quinze ans pour acheter *cash* ce terrain de 5 000 m<sup>2</sup> en 1984, quand leur fille aînée avait quinze ans, la cadette, dix ans et le plus petit, huit ans (la quatrième n'était pas encore née). Annie accueille avec amour sa petite-fille, ses plus jeunes filles (34 et 18 ans) et, les week-ends, quand elle ne part pas à la plage ou à la campagne avec son mari, c'est lui qui vient préparer le barbecue dans le jardin qu'Annie aime tant. Elle s'occupe de sa famille à tel point que ses filles lui demandent d'arrêter un peu car elle est par ailleurs engagée dans d'autres activités qui lui prennent des journées entières. Elle ne peut pas s'empêcher d'être sur tous ces fronts et veut, selon les dires de ses filles, en quelque sorte « tout contrôler ».

<sup>34</sup> La *junta de vecinos* est une institution officielle créée pour faire remonter les besoins des résidents. Les présidents ainsi que les trésoriers et les secrétaires des *juntas* sont élus. Cette structure permet aux voisins d'avoir une représentation face aux autorités de la mairie. La *junta de vecinos* de Lo Cañas se réunit essentiellement pour des questions liées à la gestion du quartier : eau potable, problèmes de voisinage, certificats de résidence, problèmes de sécurité, entre autres. D'après Annie, les membres de la *junta de vecinos* de Lo Cañas sont environ 400, parmi lesquels 120, approximativement, participent aux élections, et 30 ou 40 dans les assemblées.

<sup>35</sup> À laquelle chaque parcelle ici a droit pour arroser les jardins grâce à l'eau qui provient de la cordillère des Andes.

<sup>36</sup> « C'est-à-dire de milieux composés de personnes entretenant entre elles des relations personnelles » (Gramain *et al.*, 2006).

liens d'amitié, de confiance et de confiance, l'utilisation d'un magnétophone n'était pas, à mes yeux, la meilleure façon de m'impliquer, justement, dans cette relation qui était en train de naître. On n'arrive pas chez des amis avec une machine à enregistrer. De plus, le magnétophone me renvoyait à mon rôle d'enquêtrice, rôle dans lequel je ne me sentais pas tout le temps à l'aise, surtout quand il s'agissait des questions personnelles qu'Annie abordait avec grande facilité quand elle se sentait en confiance avec quelqu'un. Elle ne cachait pas sa surprise si elle me voyait prendre des notes quand elle me parlait de son enfance ou de sa vie en Belgique. Dès lors, il ne me fut pas toujours facile de retenir tous les aspects de la vie et de la trajectoire de militante d'Annie. À cela s'ajoute la quantité de données qu'elle maîtrise sur l'histoire du quartier, les origines du Réseau, la vie des membres et des voisins, les conflits politiques de la commune, etc. Si Annie est l'interlocutrice principale de cette enquête, en ce qui me concerne, j'ai endossé différents rôles au long de celle-ci : confidente, enquêtrice, ethnographe engagée, ethnographe étrangère, naïve, etc. Ainsi, plusieurs fois, j'ai dû lui écrire un courriel ou l'appeler pour lui demander plus de précisions sur un sujet que je n'avais pas complètement retenu. De même, il n'était pas toujours facile, en tant qu'enquêtrice, de réussir à imposer, voire conduire, des réflexions avec Annie, en raison de sa facilité à évoquer et maîtriser divers sujets en même temps. Ce fut donc un vrai défi de superposer ces différents rôles – d'amie et d'enquêtrice – avec Annie. Au type de relation de confiance que je nouais avec elle, s'ajoute le fait qu'elle était très demandeuse : elle m'appelait régulièrement pour avoir mon avis, pour savoir comment j'allais, pour m'inviter aux différentes activités du RDP ; elle pouvait me parler pendant des heures au téléphone ou sur Skype sur des sujets aussi divers que sa petite-fille, la situation en Europe ou les changements politiques au Chili.

En écoutant Annie parler de la précordillère, je commence à comprendre la multiplicité d'aspects attribués à ce territoire : il est associé à des termes techniques, au danger, à une histoire qui évoque combien la vie ici était différente avant. Certes, la précordillère est liée aux coulées de boue connues comme le « désastre de 1993 » (nous en reparlerons), à quelques rues de distance seulement de là où habite Annie, mais elle est liée aussi à une expérience de vie subjective. L'articulation entre ces deux dimensions devient centrale à partir du moment où j'entends Annie m'expliquer « ce qui se passe », ce qu'elle est en train de vivre et comment ils s'organisent entre voisins. C'est à partir de ce moment que je comprends l'importance de saisir cette diversité d'aspects hybrides. Nous allons voir à ce sujet trois aspects qui fondent la manière dont l'enquête se place dans la précordillère et plus précisément, l'enquête autour du collectif RDP.



### **3. Situer l'étude de la défense de la précordillère dans les études urbaines chiliennes et par rapport aux définitions de nature.**

Cette partie aborde la manière dont la précordillère et la nature sont comprises dans ce travail par rapport aux points de vue théoriques développés dans les études sur la ville au Chili, ainsi que sur un plan plus général. Tout d'abord, trois réflexions préliminaires émergent dans cette thèse. Premièrement, cet espace renvoie à un ensemble d'aspects parmi lesquels on retrouve, certes, la « défense » de la précordillère, mais aussi une multiplicité de résidents qui font partie de l'espace qui est dénommé – par des acteurs distincts – la précordillère. Deuxièmement, les différences entre quartiers dans la précordillère – qu'on peut remarquer à première vue, à Lo Cañas – ne sont pas exceptionnelles et existent aussi dans d'autres secteurs de la capitale. De fait, divers travaux en sciences sociales montrent que Santiago présente une forte ségrégation urbaine (Sabatini *et al.*, 2001 ; Sabatini, Brain, 2008) et s'attachent à étudier les marges et les frontières entre secteurs (Márquez, 2007 ; Márquez, Pérez, 2008b ; Márquez, Truffello, 2013 ; Márquez, 2013, 2014). Troisièmement, à ces travaux qui tendent à problématiser les divisions dans la ville, s'ajoute un problème constaté au cours de la lecture des textes concernant la défense de l'environnement et la participation de la société civile aux affaires publiques au Chili. Les travaux qui analysent tant la protection de l'environnement que la société civile ont tendance à les considérer à partir d'une conception générale, abstraite, globale et homogène.

Quant à la réflexion sur une précordillère multiple, comme le propose Tim Ingold (2000), au lieu de diviser, de séparer et de construire des catégories isolées, il devient nécessaire de les intégrer, car les personnes rencontrées n'ont pas une compréhension segmentée de l'espace. Les enquêtés mêlent ce qu'ils éprouvent, ce qu'ils vivent, ce qu'ils ont vécu, et ce qu'ils espèrent vivre avec ce qu'ils savent (données scientifiques, expertises, observations, constatations, etc.). Au lieu de séparer les corps (ce que les gens sentent, éprouvent, perçoivent) et les esprits (ce qu'ils pensent), en étudiant la relation entre sujets et nature, on gagne à considérer, simultanément, les différentes expériences que les enquêtés nous communiquent.

Pour ces raisons, la nature est ici entendue de manière à intégrer les aspects situés, précis et descriptibles. Dans ce cadre, cette enquête aborde ensemble les revendications concernant l'environnement, les motifs de revendication, les relations que les habitants



entretiennent avec la nature et les particularités de l'environnement que les activistes essaient de porter dans les arènes de débats. Puisque – comme je le constate dès les premières conversations sur le terrain – les acteurs, dans leurs activités quotidiennes, ne séparent pas nécessairement les différents aspects (selon ce qui serait de l'ordre de l'environnement, des humains, de la politique, etc.), il devient indispensable de penser en termes d'assemblages (Latour, 2005) plutôt que de divisions, car la nature ne peut pas être réduite à *une* définition. Au contraire, il est nécessaire d'intégrer les connaissances développées par les habitants engagés, et les différents discours qui s'y mêlent, aux possibles définitions.

Quant aux réflexions sur les fragmentations à Santiago, l'idée d'intégration permet d'éviter de considérer la ville comme une entité statique (Jirón, 2009, p. 176). L'étude déjà amplement faite des inégalités et des ségrégations urbaines à Santiago montre généralement une polarisation (des classes sociales) et une fragmentation de la ville (Dammert, 2004 ; Dockendorff, Rodríguez, *et al.*, 2000 ; Márquez, Pérez, 2008a ; Carlos de Mattos, 1999b ; Ruiz, 2012). Or, d'après Jirón (2009), ces résultats ne vont pas sans poser quelques problèmes concernant la manière dont la fragmentation y est abordée. D'abord, la ségrégation (qui apparaît comme un synonyme d'inégalité) est réduite à l'étude de la séparation résidentielle. Deuxièmement, ces travaux, à quelques exceptions près (voir par exemple le travail de Salcedo, Torres, 2004), étudient rarement les inégalités à partir d'un regard ethnographique, par le bas ou depuis l'intérieur ; au contraire, ils tendent à privilégier des approches quantitatives et donc abstraites par rapport aux réalités décrites par les chiffres. C'est pourquoi il devient nécessaire de regarder de près les dynamiques internes des quartiers et des frontières (Prévôt-Schapira, Cattaneo, 2008).

Ainsi, afin de dépasser l'idée d'une fragmentation urbaine à Santiago qui reproduirait les inégalités socio-économiques préexistantes, cette enquête s'interroge d'abord sur ce qui intègre ou réunit les habitants dans la précordillère de Lo Cañas. Face aux milieux sociaux très contrastés (*condominios*, parcelles, logements sociaux, habitats simples), cette enquête s'intéresse au collectif (RDP) qui, comme son nom l'indique, met en relation des acteurs. Ce faisant, l'existence de ce collectif, avec ses différences et ses alliances, s'explique moins en termes de distinctions entre classes sociales et de ségrégation urbaine (selon laquelle les classes aisées seraient réunies d'un côté et, de l'autre côté, habiteraient les populations les plus vulnérables) qu'à partir du constat que des habitants s'affrontent (pour diverses raisons), mais aussi se retrouvent et forment ensemble des mondes communs.

Si nous pensons *a priori* la situation dans la précordillère en termes de ségrégation ou de fragmentation, cela suppose d'assumer l'impossibilité pour des personnes de milieux socio-économiques différents de travailler ensemble ou de créer des alliances. Lorsqu'on constate l'existence du RDP, né pour « défendre la précordillère », selon ses membres, et que l'on sait que la précordillère est habitée par des personnes issues de milieux socio-économiques très différents, c'est que des interactions ont dû exister, c'est-à-dire que pour que le collectif ait pu se constituer, les habitants ont dû dépasser les « frontières » socio-économiques entre différents quartiers.

Quant au troisième point sur les définitions abstraites de société civile et de nature, comme le montre Christelle Gramaglia, la défense de l'environnement est habituellement appréhendée depuis des catégories d'ordre universel ou comme allant de soi (Gramaglia, 2006). La nature apparaît ainsi comme une entité abstraite, déterritorialisée, non située. Au Chili, les principales recherches sur les « conflits environnementaux » ou sur l'engagement envers la nature tendent à mêler les définitions sociologiques avec celles des acteurs engagés ou encore avec celles des organismes publics (CONAF<sup>37</sup>, Ministère de l'Environnement, etc.) et internationaux (ONG, CEPAL, ONU, etc.). La nature n'est pas définie ni considérée à partir de ses caractéristiques propres, mais elle est plutôt liée à l'éducation environnementale, à la crise de l'environnement, au développement durable et à la conservation de la nature. C'est le cas de Fernando Estenssoro (chercheur à l'Université de Santiago du Chili – USACH – et Docteur en études américaines) ou de Marcel Claude, économiste, personnage public qui s'auto-définit comme « anticapitaliste », candidat à la présidence en 2013 (Sommer, Larraín, 2013) et auteur des principaux ouvrages liés à l'environnement, publiés dans la plus grande maison d'édition indépendante chilienne (*Lom Ediciones*). Estenssoro, dans l'un de ses travaux, parle de « *Medio Ambiente* » (environnement) en majuscule et au singulier<sup>38</sup>. Dans son travail, il définit l'environnement « au sens le plus large », pour ensuite citer un travail du chercheur Hernán Contreras – du Département d'Ingénierie Forestière de l'Université du Chili des années 1970 – qui, à son tour, le définit comme « un ensemble de systèmes naturels, socio-culturels, sociaux, économiques, culturels et esthétiques, avec lesquels l'homme est en contact et interagit, en les modifiant et influençant par son action historique et dans lesquels il gouverne et conditionne toutes les possibilités de vie sur Terre et spécialement la vie

---

<sup>37</sup> La Corporation nationale forestière du Chili – CONAF – dépend du Ministère de l'Agriculture et s'occupe des forêts, parcs nationaux et des politiques qui y sont liées (Corporación Nacional Forestal, 2013).

<sup>38</sup> Comme à l'époque où l'on parlait de l'Histoire ; voir à ce sujet l'ouvrage de Paul Veyne où il est souligné que « L'Histoire avec une majuscule n'existe pas : il n'existe que des "histoires de" » (Veyne, 1996 : 29). Cette même réflexion peut être formulée à propos de l'environnement.

humaine, dans la mesure où ils constituent son habitat ou lieu de vie et la source de ses moyens de subsistance » (Contreras, cité par Estenssoro, 2007 : p. 93)<sup>39</sup>.

Si l'on passe sur l'ambiguïté de cet extrait – provoquée plus par ses excès que par ses réserves –, à en juger par la définition donnée par Estenssoro, l'« Environnement » serait un « système » absolu qui englobe tout (la culture, les valeurs esthétiques, sociales, etc.), c'est-à-dire une totalité abstraite qui tiendrait l'homme à sa merci.

À la croisée du monde académique, de la politique et des organisations civiles, Marcel Claude, pour sa part, évoque la « durabilité » et les « problèmes écologiques » (Claude, 1997, p. 27) afin d'énoncer des « objectifs pour un développement écologiquement durable » (Claude, 1997, p. 41). Son livre, d'un engagement politique évident, décrit avec minutie différents facteurs liés au modèle de développement capitaliste au Chili et s'attache finalement à mettre en évidence l'époque de crise qu'on vivrait actuellement. On y reconnaît différents cas de « conflits environnementaux » dans les dernières pages, mais l'engagement de l'auteur, doublé d'une tendance évidente à la généralisation, ne laisse pas de place pour une description précise qui nous permettrait de connaître les détails et les interactions dans les conflits concernant l'eau et les transports, parmi d'autres. Les exemples sont nombreux où l'environnement est abordé à partir des « menaces environnementales », de la « destruction de l'environnement naturel », de la survie de l'espèce humaine et de la planète (Arnold, Urquiza, 2010), autant d'idées dominantes dans le monde universitaire chilien (Arnold, 2003 ; Robles, 2005 ; Robles, 2000). Pour autant, ces définitions de l'environnement proposées par ces auteurs ne s'avèrent guère utiles à mon travail.

Dans ce contexte, où le terme d'« environnement » désigne soit une totalité trop vaste soit une réalité non précisée, le concept de société civile ne fait pas exception car celle-ci est aussi étudiée comme un ensemble abstrait, comme une entité homogène et massive. De même, l'idée de société civile étant intégrée aux politiques des organisations internationales, l'expression même de « société civile » ne fait pas référence uniquement aux groupes en dehors du pouvoir de l'État (nation) (Paley, 2001, p. 3). Sur le plan national, le travail de Gonzalo Delamaza (2005) – référence dominante dans l'étude de la société civile au Chili –

---

<sup>39</sup> « *Vamos a entender por Medio Ambiente su sentido más amplio, vale decir como aquel "conjunto de sistemas naturales, socioculturales, sociales, económicos, culturales y estéticos, con los que el hombre está en contacto e interactúa y que históricamente va modificando e influyendo con su acción y en los cuales rige y condiciona todas las posibilidades de vida en la Tierra y en especial la vida humana, por cuanto constituyen su hábitat o lugar de vida y su fuente de recursos" »*. La citation de Contreras vient de l'ouvrage « *Conservación de la naturaleza y sus recursos renovables: educación ambiental para un desarrollo sustentable* » publié par la Corporation Nationale Forestière en 1993, p. 27.

soutient, au début de l'ouvrage qu'il lui consacre, qu'elle s'est fragilisée en raison de l'impact du modèle économique et de la dictature de 1973. Il aborde différents processus tant à l'échelle de Amérique latine qu'à celle de cas plus ponctuels, par exemple, au sud du Chili. Ce mélange d'échelles (où les analyses macro prévalent) est récurrent dans les travaux sur l'action collective et la démocratie au Chili où l'on distingue une prédominance des analyses théoriques, au détriment de travaux sur la pratique de la démocratie au jour le jour, à l'intérieur de la vie de quartier<sup>40</sup>. De la sorte, les travaux ethnographiques sur les associations de quartiers et la participation politique ou la défense de l'environnement à une échelle micro sont moins prépondérants dans le champ académique au Chili (nous y reviendrons dans les chapitres suivants). De plus, une autre difficulté rencontrée dans l'étude de ces aspects réside dans le fait qu'en Amérique latine, et au Chili plus particulièrement, les travaux sur l'action collective et la société civile se centrent surtout sur les mouvements populaires<sup>41</sup>. Cependant, comme le constatent d'autres travaux au-delà de l'Amérique latine, des tensions existent au sein des mouvements pour créer des alliances et surmonter les barrières socio-économiques ou raciales<sup>42</sup>. Le problème est que les travaux qui analysent l'engagement et les collectifs dans des contextes socio-économiques différents sont rares au Chili.

C'est à partir de ces réflexions qu'émerge la décision d'une perspective intégrative. Alors que l'anthropologie ou la sociologie tendent à sectionner le monde social (e.g., « sociologie des médias », « sociologie du sport », « anthropologie américaniste », etc.), les travaux de Tim Ingold nous aident à penser l'intégration de dimensions différentes ou contrastantes – qu'Ingold propose pour le cas de la biologie et des sciences sociales (Ingold, Palsson, 2013), notamment celle de l'anthropologie et de l'environnement (Ingold, 2000). Ainsi, plutôt que de partir de ce qui sépare, des frontières et des divisions dans la ville, ou des conceptions abstraites et globales de l'environnement et de la société civile, il s'agit de considérer les processus en tant que réseaux hybrides (Callon *et al.*, 2001 ; Callon, 2004 ;

---

<sup>40</sup> Pia Rius fait des constations similaires pour le cas de l'Argentine (Rius, 2012).

<sup>41</sup> Alors que la bibliographie concernant les mouvements populaires est abondante et que le sujet ressurgit constamment (voir par exemple Camacho, 1989), les études de l'action collective sur des groupes concrets ou sur la participation politique (sans la variable « populaire ») sont rares au Chili, mis à part quelques exceptions comme le travail de Julia Paley (2001) qui, bien que centré sur la participation des résidents d'un quartier populaire à Santiago (La Bandera), intègre à l'analyse ce que veut dire la participation pour ces habitants, au-delà des inégalités de classe.

<sup>42</sup> Paul Lichterman (1995) montre les difficultés rencontrées par des collectifs aux États-Unis pour dépasser les divisions multiculturelles ; cependant cet aspect a reçu peu d'attention théorique (Lichterman, 1995, p. 513). Cet auteur rend compte des tensions en insistant sur les « facteurs culturels » et les structures internes des mouvements (par exemple, la figure du leader) (Lichterman, 1995, p. 515).

Lolive, 2006 ; Blok, Jensen, 2011). C'est surtout à partir de l'idée d'intégration, d'hybridation et de mélanges que les données de cette enquête sont organisées.

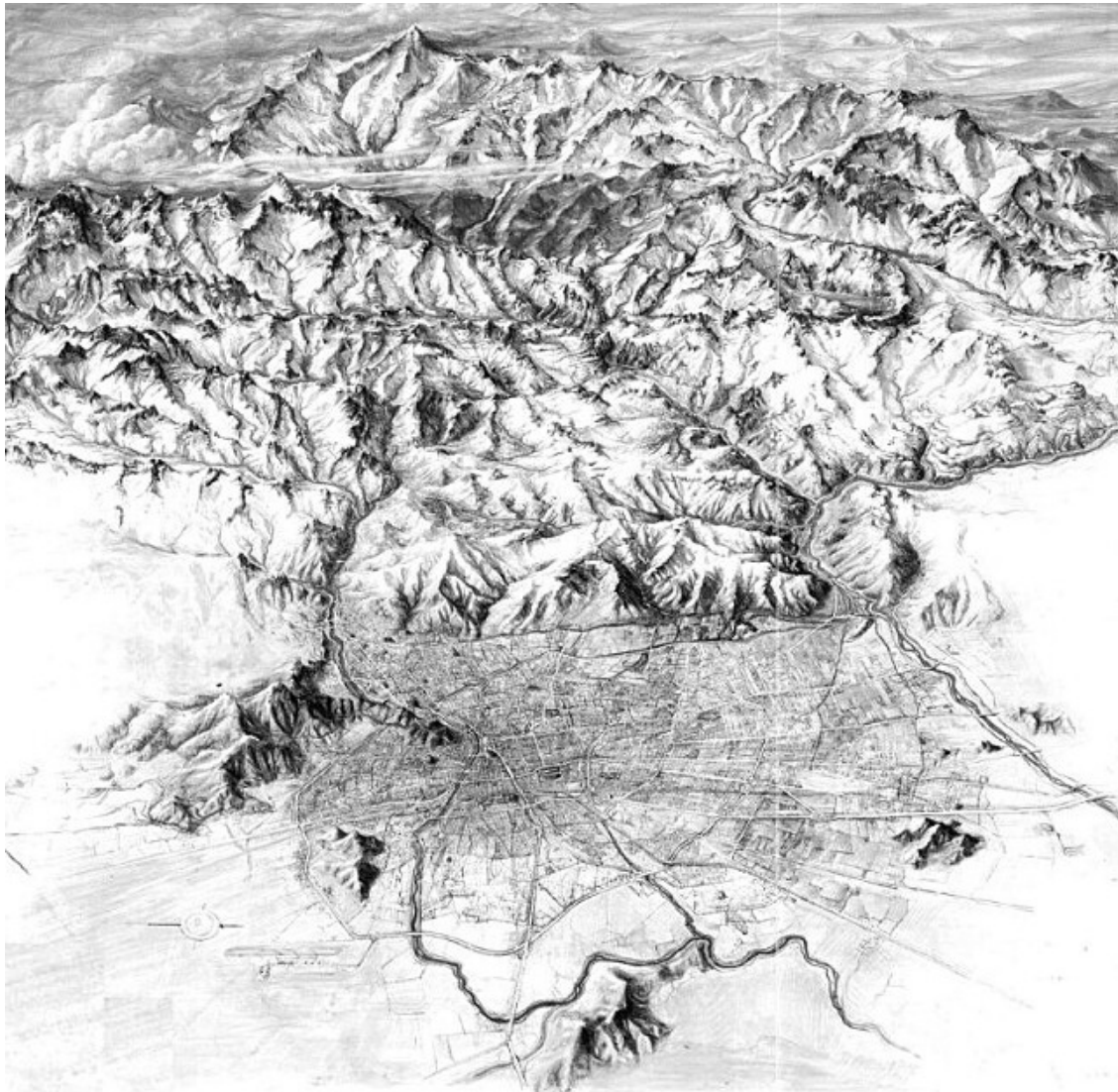
Il faut d'abord découvrir les formes que prennent ces interactions pour défendre la précordillère et analyser concrètement les alliances et les ruptures, les affirmations et les contradictions qui peuvent exister. Ainsi, au sein de cette association d'habitants, les différences (socio-économiques, d'âge, de genre) s'estompent-elles ? Est-ce que l'engagement en faveur de la nature permet en quelque sorte de dépasser les différences (au moins momentanément) ? Face aux inégalités sociales latentes dans ces quartiers précordillérains, les voisins réussissent-ils à créer une demande commune, un intérêt commun autour de la nature ? Cela implique de s'interroger aussi sur les raisons pour lesquelles les voisins se réunissent « autour » de la nature et sur la façon dont ils se mobilisent. Et enfin, comment la nature s'est-elle progressivement installée au centre de la lutte des habitants du quartier ? Face aux différences contrastées entre logements, façons de vivre, expériences hétérogènes, diversité d'intérêts des habitants, la question que pose cette enquête est non seulement de savoir si, parmi cette multiplicité de classes sociales, il existe un cadre intégrateur, une unité d'ensemble, mais également de comprendre quel rôle joue la nature dans la précordillère. Cette nature, comme on l'a remarqué plus haut, n'est pas n'importe quelle nature : il s'agit de ravines, parmi lesquelles on compte *la Quebrada de Macul*, par où sont descendues des avalanches de boue de la cordillère en 1993, provoquant l'une des pires catastrophes au Chili depuis les années 1950<sup>43</sup>. Dès lors, comment les habitants tissent-ils des liens avec cette nature fragile mais dangereuse ? Devant une nature menaçante, qui atteint directement les habitants, quels positionnements sont adoptés ?

Après les coulées de boue de 1993, les résidents n'ont pas voulu quitter la précordillère ; au contraire, ils ont réaffirmé leur volonté de rester et de défendre cet espace. La catastrophe est un événement qui bouleverse non seulement les riverains mais aussi les relations et le paysage. Il est intéressant de constater que les habitants prennent des positions diverses ; alors que les populations vulnérables sont les plus atteintes par les coulées de boue, ce sont les habitants des parcelles (*parceleros*), dont Annie, qui progressivement s'engagent et configurent un collectif. Cela peut sembler paradoxal, puisqu'on aurait tendance à penser que les habitants les plus affectés par la catastrophe seraient les plus enclins à défendre la précordillère afin d'éviter de futures catastrophes, étant de fait les plus exposés.

---

<sup>43</sup> D'après le Bureau National d'Urgence (*Oficina Nacional de Emergencia – ONEMI*), du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique. Information extraite du site [www.sigweb.cl](http://www.sigweb.cl) [consulté en août 2014].

#### 4. Comment expliquer le désastre : conditions géographiques et planification urbaine.



**Fig. 6** : Santiago et sa géographie. Dessin de Rodolfo Hoffman, 1997, Bibliothèque nationale du Chili. Source : <http://www.memoriachilena.cl/>.

Nous avons vu comment cette thèse se situe dans le champ des études sur la défense de l'environnement au Chili et comment il est possible de mener une enquête dans la précordillère. Pourtant l'enquête ne commence pas uniquement à l'arrivée sur le terrain. Il faut d'abord étudier en quoi la précordillère est particulière et pourquoi vivre ici implique de savoir comment fonctionne ce territoire. Pour comprendre comment un groupe d'habitants essaient de saisir et de définir l'endroit où ils habitent, de repérer les dangers possibles et d'expliquer leurs expériences, il faut prêter une attention particulière à ce que veut dire le

terme de « précordillère » pour les habitants. Pour expliquer comment ils en viennent à se lancer dans une quête des données scientifiques et des rapports d'experts sur les caractéristiques de la zone, nous allons nous situer en 1993, lorsque les coulées de boue ont lieu à Lo Cañas. C'est ainsi que nous pourrions comprendre les particularités de la précordillère et ce que signifie vivre dans ce territoire.

La ville de Santiago<sup>44</sup>, capitale du Chili, se situe entre les rivières *Mapocho* et *Maipo*, au bord de la Cordillère des Andes. Plusieurs communes de la ville touchent la Cordillère et font partie de ce qui est connu comme le *pie andino*, *pie de monte precordillerano* ou *precordillera*, c'est-à-dire cette zone piémontaise de la Cordillère des Andes, d'où l'on a une vue privilégiée sur la ville. La régulation urbaine en vigueur autorise la construction jusqu'à mille mètres d'altitude (d'après le Plan d'Urbanisme Métropolitain actuel – PRMS – qui date de 1994), ce qui a permis le développement de projets immobiliers de grande envergure et, par la suite, l'urbanisation progressive de cette zone qui s'intègre de plus en plus à la ville. Ainsi, de nouveaux quartiers se multiplient dans les hauteurs de la ville et plus on monte dans la précordillère, plus les terrains sont prisés par les classes aisées. Les dangers auxquels sont confrontés les habitants de cette zone sont les coulées de boue, les inondations et les glissements de terrain dont ils sont parfois victimes, tant du point de vue matériel que psychologique. Faute d'une régulation urbaine adéquate (qui prendrait en compte ces dangers), le développement immobilier n'a pas tenu compte de la géographie andine, négligeant dans certains cas le fait que le piedmont présente d'importantes ravines (*quebradas*) telles que la *Quebrada de Macul* – déjà évoquée plus haut – qui, par sa taille, est depuis longtemps lieu d'excursions et voie d'accès par où les « andinistes » – alpinistes locaux – accèdent à la Cordillère (Gasto San Román, 1956). Aujourd'hui, il est de plus en plus difficile de les emprunter car plusieurs constructions dans le piedmont occupent ces ravines ou ne se situent qu'à quelques mètres. Il y a des ravines qui ressemblent à des lits de rivière vides, physionomie qui permet aux habitants de les reconnaître facilement. Mais d'autres sont cachées à force d'avoir été recouvertes par les coulées de boue au fil des années, par des arbres ou encore par les habitants eux-mêmes qui ont voulu aplanir le sol pour y construire leurs maisons. Certaines ravines ont encore leurs propres cours d'eau naturels, mais plusieurs d'entre eux ont été soit asséchés, soit canalisés pour permettre l'urbanisation de certains

---

<sup>44</sup> Cette dénomination n'est pas une définition en termes politiques ou administratifs car ce qui, administrativement, est appelé le *Gran Santiago* est constitué par 3 provinces, 34 communes, chacune d'entre elles possédant une mairie autonome. Le gouvernement intervient directement dans ces municipalités bien que, comme on le verra au long de cette thèse, et comme l'affirment Dockendorff *et al.* (2000), les compétences des autorités ne soient pas clairement définies ni délimitées.



secteurs, surtout ceux de la précordillère<sup>45</sup>. Ces interventions menées par des architectes, des chefs d'entreprise, des fonctionnaires et des habitants entraînent des dangers qui sont rarement pris en compte par les autorités ou les développeurs immobiliers.



**Fig. 7** : Les effets des coulées de boue à Lo Cañas. Source : El Mercurio, 09/05/1993.

Comme l'avaient prédit certains experts (*El Mercurio*, 1993b), à l'automne 1993, des avalanches de boue détruisent des centaines de maisons et envahissent divers quartiers de Santiago. Ce fut l'une des plus importantes coulées de boue qui ait jamais atteint la ville, affectant cinq communes et laissant derrière elle presque trente mille personnes sinistrées (Secretaría Regional Ministerial de Salud, 1999). Ce jour-là, le 3 mai 1993 au matin, une première coulée de boue descend par la ravine *de Macul*, dans la commune de La Florida. Une géologue décrit une première vague d'un peu plus d'un mètre de haut et d'environ trois cents mètres de large, se déplaçant à une vitesse d'environ 15 km/h. Cette vague était composée de blocs de rochers de plus d'un mètre de diamètre, de troncs d'arbres et de boue

---

<sup>45</sup> Dans une lettre adressée au Président du Chili, en 2011, par un ensemble d'organisations citoyennes de la Région Métropolitaine préoccupées par les effets du tremblement de terre du 27 février 2010, 34 ravines actives sont recensées dans la Région Métropolitaine. La lettre est publiée dans leur blog « Pour un Santiago à échelle humaine », <http://santiagoaescalahumana.blogspot.com/2011/01/carta-al-presidente-sebastian-pinera.html> [consulté le 20/06/2014].



visqueuse. Dix minutes après, un deuxième flux descendait par la ravine (à 11h50 environ). Dans l'axe du flux, la vague dépassait les trois mètres de hauteur et avançait à environ 30 km/h (Martínez 2009, p. 17).

Dans d'autres ravines, les coulées étaient d'environ six mètres de hauteur, en raison des précipitations intenses ce jour-là et du fait qu'il avait plu dans des zones hautes de la cordillère où généralement il neige (Naranjo, Varela 1996 ; Martínez 2009) .

D'après Padilla (2006), cela fait environ vingt-cinq ans que des événements similaires sont enregistrés dans cette zone, sauf que celui de 1993 est sans précédent et occasionne d'importantes pertes matérielles, surtout du fait que sur les bords de la Quebrada Macul s'étaient établies quatre *poblaciones*<sup>46</sup>. El Esfuerzo, Fernando Dominguez, El Progreso, La Higuera furent toutes atteintes par les coulées mais l'une d'entre elles, El Progreso, fut complètement détruite. Les trois cent cinquante-sept familles pauvres qui habitaient ces quartiers furent les plus affectées par les coulées de boue. Les données de l'époque ne sont pas précises et les chiffres diffèrent selon les sources, mais le nombre de morts est d'environ une trentaine. Six jours après, le journal *El Mercurio* parle de 11 morts et de 1 800 sinistrés (1993a), de 4 000 personnes affectées par la catastrophe et de 200 logements détruits (*El Mercurio*, 1993c). Un autre journal, *La Nación*, parle de 356 familles qui « ont tout perdu » (*La Nación*, 1993). En 2009, *El Mercurio* – journal de grande diffusion dans le pays – publie un reportage sur les « 16 pires désastres du Chili » parmi lesquels les coulées de boues (*aluvión*<sup>47</sup> de Macul) se situent à la cinquième place. Le nombre de morts est de 26, les disparus 8, le total des sinistrés atteint 32 654 et les logements détruits sont au nombre de 307 (*El Mercurio*, 2009a).

Maria Beltrán, architecte et urbaniste de l'Université du Chili, interviewée par *El Mercurio* quelques jours après le désastre, soutient avoir prédit la catastrophe dans une

---

<sup>46</sup> « *Poblaciones* » est le terme utilisé communément au Chili pour faire référence aux quartiers pauvres périurbains. Il s'agit, dans la plupart des cas, d'un ensemble de maisons d'un étage, où les voisins s'organisent pour mener différentes activités ensemble. Cette catégorie connut son essor pendant la dictature : c'est au sein des « *poblaciones* » que s'organisa la mobilisation contre la Dictature.

<sup>47</sup> « *Aluvión* » est le mot qui désigne en espagnol des coulées de boue. J'utilise parfois le terme en espagnol tout en sachant qu'en français ce mot a un sens proche mais pas identique. D'après le Larousse, le terme d'« alluvion » s'utilise surtout au pluriel et équivaut au « matériel résultant d'un transport à distance par les eaux courantes. Agrandissement de terrain par alluvionnement. Sédiment des milieux fluviaux ou lacustres ». <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/alluvion/2467> [consulté en janvier 2015]. Pour ne pas confondre avec le sens français du terme, j'utilise le mot « alluvion » au sens qu'il a en espagnol, proche de l'expression « coulées de boue », à savoir, un phénomène occasionné par des crues d'eaux et par le sédiment qui est emporté par les pluies et les courants d'eaux, tel que le définit le dictionnaire de la langue espagnole, RAE, <http://lema.rae.es/drae/?val=aluvión> [consulté en janvier 2015].

recherche financée par l'État – il était donc légitime de s'attendre à ce que cette prédiction soit prise en compte par les institutions concernées –, publiée et menée avec d'autres collègues sur les « risques géophysiques », particulièrement dans la *Quebrada Macul* (*El Mercurio*, 1993b). Par ailleurs, dans les années 1980, trois coulées de boue de grande ampleur avaient été enregistrées par des géographes. En 1982, l'une d'elles détruisait 25 maisons ; en 1986, 200 personnes perdaient leurs logements, puis en 1987, c'était au tour de 358 habitants (*El Mercurio*, 1993b). Ce qu'il est intéressant de noter si l'on compare les coulées de boue de 1986, 1987 et 1993, c'est que le nombre de personnes affectées par les coulées de boue augmente avec le temps. En effet, le piémont de la Cordillère des Andes est de plus en plus habité. Ces constats faits, il devient raisonnable de se demander comment un désastre de cette ampleur n'a-t-il pas pu être évité.

Dans un autre article de presse datant du 17 mai 1993, le géographe Jorge Villagrán explique que dans certains endroits les coulées de boue sont descendues à presque 60 km/h. En 1987, ce même chercheur avait fait son mémoire de maîtrise sur les aspects géographiques de la Quebrada de Macul, détectant des zones dangereuses pour l'installation de logements tels que les quartiers El Progreso et Dominguez, ceux-là mêmes qui furent très atteints par la catastrophe de 1993 (*El Mercurio*, 1993b). De plus, au moins deux chercheurs travaillaient à l'époque sur les dangers dans la précordillère, recherches qui en outre étaient financées par l'État : l'équipe de Beltrán et le mémoire de maîtrise cité plus haut. Pourquoi donc – si des données étaient disponibles sur ces dangers – les gouvernements successifs n'ont-ils pas pris de mesures pour éviter les catastrophes ? Au contraire, année après année, les habitants ont vu la cordillère se peupler davantage. Attardons-nous d'abord sur le peuplement de la précordillère et le rôle des différents acteurs dans ce processus afin de comprendre comment l'information disponible sur les dangers dans la précordillère n'a pas servi d'avertissement pour prévenir des catastrophes.



## 5. Comment les acteurs se situent-ils face à la catastrophe : partager la faute ou considérer les désastres comme des phénomènes naturels ?

Les données sur le peuplement de la précordillère sont rares. C'est essentiellement grâce aux entretiens menés avec des habitants de longue date de Lo Cañas que nous pouvons essayer de comprendre comment la précordillère s'est peuplée, quel a été l'impact de l'événement de 1993 et quel rôle a joué l'État, car les éléments sur l'histoire du quartier sont par ailleurs presque inexistant<sup>48</sup>.

Juan<sup>49</sup>, vieil habitant de Lo Cañas et, avec Annie, l'une des premières personnes que j'ai connues, m'explique que la consolidation des *poblaciones* El Progreso et Dominguez date des années 1950. Il raconte qu'en 1970 de nouvelles *poblaciones* surgissent et que, même si au début, les nouveaux arrivés s'installent illégalement et de façon précaire, peu à peu l'État légalise la situation de ces terrains, en permettant aux occupants d'en devenir propriétaires<sup>50</sup>. En effet, les premières installations à quelques mètres de la ravine sont des *tomas*<sup>51</sup> constituées surtout par de petits agriculteurs issus des classes populaires, mais aussi par des professions libérales comme la belle-sœur de Gabriela (architecte proche de la soixantaine qui habite dans un quartier plus aisé que Juan, où il y a de grandes parcelles) ou une Allemande qui gagnait sa vie comme traductrice. À ce sujet, Gabriela m'explique :

« Tout le monde s'imagine qu'il s'agissait de *poblaciones callampa*<sup>52</sup> et ce n'était pas le cas, c'étaient des *poblaciones* SERVIU<sup>53</sup>, des maisons en briques... C'était la seule

---

<sup>48</sup> Mis à part quelques documents trouvés à la mairie de La Florida ou ceux que les habitants eux-mêmes conservent chez eux, comme c'est le cas d'Annie.

<sup>49</sup> Je fais la connaissance de Juan, en avril 2008, lorsque je prends contact à la Mairie de La Florida avec des fonctionnaires du Bureau de Planification Urbaine : ils me conseillent d'aller le voir car il est l'un des habitants les plus « anciens » du secteur. Il a vécu les coulées de boue de 1993 et collecte beaucoup d'informations sur la précordillère. Je fais deux entretiens enregistrés avec lui, ensuite il m'emmène interviewer un autre habitant qui vit depuis longtemps à Lo Cañas, Hernán. Plus tard, au cours de cette enquête, je croiserai Juan à la Mairie et dans quelques activités du RDP, auxquelles il était invité occasionnellement. Il habite à quelques mètres de la *Quebrada de Macul* dans le quartier El Esfuerzo, et a été un interlocuteur privilégié concernant le thème des coulées de boue car il a vu comment elle emportait tout dans sa maison, ce jour de mai 1993.

<sup>50</sup> Voir à ce sujet le travail de l'historien Mario Garcés sur le mouvement des habitants des *poblaciones* (Garcés, 2002). Pour une histoire des *tomas* et des *poblaciones* à Santiago, voir les chapitres 6 et 7 du sociologue Vicente Espinoza (1988b, p. 239-328).

<sup>51</sup> Occupations illégales de terrains, avec des maisons improvisées.

<sup>52</sup> « *Población callampa* » est un terme péjoratif par lequel on désigne au Chili les bidonvilles ou les maisons faites avec peu de moyens. Le mot « *callampa* », qui veut dire champignon, renvoie à l'idée d'habitats, ou plutôt d'ensemble d'habitats, qui non seulement peuvent avoir la forme d'un champignon mais qui « poussent » et se « multiplient » aussi comme tels. Cette notion émerge à partir des années 1960 ; aujourd'hui les *callampas* sont rares à Santiago.

<sup>53</sup> Contrairement aux « *callampas* » qui étaient construites par les habitants eux-mêmes avec des matériaux de fortune, les « *poblaciones* SERVIU » sont celles qui sont construites par l'État. Le SERVIU (Servicio de

partie vraiment urbanisée de ce secteur, il y avait des routes goudronnées, des poteaux [électriques], des téléphones publics, c'est-à-dire, c'était un secteur urbanisé, *un morceau de ville à l'intérieur de ce qui n'en était pas une* »<sup>54</sup>.

Validées par l'État, « morceau de ville » dans un endroit qui n'aurait pas dû en être un, les *tomas*, en particulier la *población* Dominguez, commence à s'ériger en 1960 grâce à l'achat par l'État de ces terrains, alors agricoles. En réponse aux besoins toujours croissants de logements sociaux, la mairie se soucie avant tout de répondre à cette demande sans tenir compte des dangers existants. Grâce à cet extrait d'entretien, on sait que l'État non seulement légalise les *tomas*, mais que les différents services publics urbanisent peu à peu ces quartiers, légitimant ainsi le fait d'y habiter. Paradoxalement, alors que d'un côté ces *poblaciones* se consolident peu à peu dans la précordillère grâce au soutien de l'État, de l'autre, le danger s'accroît pour ces habitants.

Lorsque nous observons les permis de construire<sup>55</sup> de la *población* El Progreso et de El Esfuerzo (attribués en 1984 et en 1987 respectivement), ces documents montrent que lorsque les habitants sont venus y vivre, le savoir technique était presque inexistant. À ce sujet, dans un rapport concernant la légalisation du quartier El Esfuerzo, un extrait particulièrement intéressant décrit comment le Département d'Urbanisme de la mairie de La Florida sollicite l'autorisation du maire afin de nommer un architecte de la mairie pour qu'il signe le plan du lotissement Villa El Progreso (exécuté par la mairie), afin d'assurer l'assistance technique « puisqu'il s'agit de *pobladores* [habitants] à faibles ressources » (rapport de la mairie de La Florida du 13 juillet 1984, décret 589, voir annexe 4). Quelques jours plus tard, dans un autre rapport municipal (du 24 juillet 1984), la mairie de La Florida

---

Vivienda y Urbanización) est l'institution publique qui se charge, entre autres, de la construction des logements sociaux.

<sup>54</sup> « Todo el mundo se imagina que eran poblaciones callampa y no eran, eran poblaciones SERVIU, casas de ladrillo... Era la única parte más urbanizada de este sector, tenían calles pavimentadas, tenían postes, tenían teléfonos públicos, o sea era como un sector urbanizado, un pedazo de ciudad a dentro de esto que no lo era ». Entretien avec Gabriela, déjà cité. C'est moi qui mets en italique certaines expressions dans la version traduite.

<sup>55</sup> En août 2014, j'ai sollicité auprès de différentes institutions publiques (grâce à la loi de transparence à laquelle doivent se soumettre les services publics chiliens) des informations sur la légalisation, division et construction des *poblaciones* à Lo Cañas (El Progreso, Dominguez, El Esfuerzo). Après plusieurs échanges de courriels, je reçois finalement, le 22 septembre, onze documents de El Progreso et El Esfuerzo, dont les permis de construire de ces *poblaciones* avant les coulées de boue (voir annexe 4). Ces documents sont difficilement analysables car, en recourant à un langage légal et bureaucratique, ils se limitent à évoquer les règlements auxquels se soumettent les projets de constructions de logements sociaux, sans faire référence ni au territoire ni aux habitants. Les dates ainsi que quelques chiffres ne peuvent être utiles que dans la mesure où ils permettent de situer l'approbation des projets dans le temps et de compter le nombre d'habitants qui s'y sont installés. Pour le cas de El Progreso, l'autorisation de la construction de logements sociaux est donnée par la mairie de La Florida en 1984 et pour le cas de El Esfuerzo en 1987.

annonce que le lotissement El Progreso est approuvé selon les dispositions du Plan d'Urbanisme en vigueur et de l'ordonnance locale (...) Par conséquent, la direction des travaux publics approuve le lotissement de la subdivision en question. Le présent rapport est accordé conformément à la disposition de l'article 10, paragraphe b), alinéa 1° du D. S. (V. et U.) – N° 458 du 13.04.76 (voir annexe 4).

Ces documents sont les seules preuves que j'ai pu obtenir de l'approbation par la mairie et le SERVIU des constructions qui démarrent, dans les années 1980, dans la précordillère. Les arguments sont uniquement techniques et difficilement interprétables sans une connaissance approfondie du système légal (*e. g.*, « l'art. 10, Paragraphe b), alinéa 1° du D. S. (V. et U.) – N° 458 du 13.04.76 »). Néanmoins, il est intéressant de constater qu'aucune mention n'est faite des conditions particulières du territoire (la précordillère), de ces conditions morphologiques et encore moins des risques naturels auxquels s'exposaient ces nouveaux lotissements. Si le représentant technique (l'architecte de la mairie dans ce cas-là) approuve le projet de construction, cela veut dire que les habitants iront vivre dans cet endroit, indépendamment des risques existants, car cette approbation obéit à des critères légaux liés au Plan d'Urbanisme qui s'applique dans toute la ville de Santiago (sans considération particulière de la précordillère, du territoire, des ravines ou des coulées de boue).

Cependant, si l'on en croit les autorités actuelles de la mairie de La Florida, le problème est que les habitants ne sont pas suffisamment informés lorsqu'ils « décident » d'y vivre. D'après Luis (architecte, fonctionnaire de la mairie de La Florida depuis 1988 au sein du Département de Planification, Secretaría Comunal de Planificación), la faute est « partagée », mais les voisins auraient dû « s'informer davantage » (entretien du 18/04/2008). Par rapport aux habitats illégaux qui existaient dans la précordillère, il dit :

« (...) Le plus drôle dans l'affaire c'est qu'après, l'État lui-même, et dans plusieurs cas, même la mairie – c'est une faute partagée – leur a quand même donné une maison, c'est-à-dire, dans l'une de ces zones, l'État a construit des logements (...) Et là nous sommes rendu compte qu'il y avait des gens qui vivaient effectivement dans les cônes d'éjection des ravines et qu'ils n'auraient jamais dû être là. Tu te rends compte ? Mais les gens le savaient, ils savaient dans leur mémoire inconsciente qu'effectivement ils étaient dans des zones qui n'auraient pas dû être construites »<sup>56</sup> :

---

<sup>56</sup> « Claro, son tomas, tomas, pero lo más divertido es que después el mismo estado en muchos casos, incluido la municipalidad, es culpa compartida, les dio casa igual, o sea, en una de estas zonas construyó viviendas el estado (...) Entonces ahí nosotros nos dimos cuenta que había gente que vivía efectivamente dentro de los conos de

Aux yeux de Luis, les habitants ne sont pas des victimes, il s'agit d'une faute partagée puisqu'ils sont responsables du choix du lieu où ils habitent. Cependant, l'idée d'une « mémoire inconsciente » est contradictoire et difficilement concevable, car soit on a une mémoire qui nous prépare pour les événements futurs soit on n'en a pas, et dans ce cas on réagit sans savoir que faire, puisqu'il s'agit d'une expérience nouvelle. Il semble que cette notion permette à Luis de sortir de l'impasse, de diluer les fautes et d'éviter d'imputer à l'État ou aux autorités la responsabilité d'avoir laissé se peupler les terrains dangereux. Luis évite donc de formuler des accusations et il reconnaît que concrètement l'information existait, mais qu'elle n'a pas servi de base à l'action de l'État. Quand je lui demande comment est-il possible que l'État n'ait pas su que les terrains, où des logements sociaux ont été construits dans la ravine de Lo Cañas [avant les coulées de boue de 1993], étaient inondables et vulnérables, il répond : « Je pense qu'on savait, on avait l'information qu'elle était proche [la ravine] (...) mais personne n'avait jamais fait de recherches sur ce qui s'était produit dans le passé »<sup>57</sup>.

Comme nous l'avons précédemment signalé, les recherches existaient ; donc soit les autorités locales de La Florida n'ont pas eu accès à ces rapports, soit on savait, mais la capacité d'action était limitée par le manque de compétences des autorités siégeant à l'échelle municipale au Chili<sup>58</sup>. Le rôle des pouvoirs publics se joue surtout durant et après le désastre. C'est ce qui ressort si l'on regarde de plus près les documents des diverses autorités qui travaillent dans les services publics qui ont tenté de donner une réponse à la population affectée durant et après la catastrophe. La Secretaría Regional Ministerial (service régional de chaque ministère) de la santé de la Région Métropolitaine, publie en 1999 un document sur les principaux désastres entre 1990 et 1999 (Secretaría Regional Ministerial de Salud, 1999). Ce document est un manuel pour pouvoir réagir « multi institutionnellement » (Secretaría Regional Ministerial de Salud, 1999) face à des urgences dans la Région Métropolitaine. Trois cas sont présentés, dont les coulées de boue de 1993. Aucune mention n'est faite ici des

---

eyección, si ellos no tendrían por qué haber estado nunca ahí, ¿te fijas?, pero la gente siempre lo tenía, lo tenía en la memoria inconsciente que efectivamente estaban en zonas que no debieran estar ocupadas. »

<sup>57</sup> « No, o sea yo creo que sí se sabía, lo que pasa es que se sabía que estaba cerca [de la quebrada], (...) pero nadie había hecho una investigación pa' atrás ».

<sup>58</sup> Comme le remarque un architecte chilien dans le journal britannique : « *our urban planning laws are very limited. There is no centralized planning authority in Santiago and the concept of public space is still nascent* » (Lorenz, 2014). C'est-à-dire que la législation en termes de planification urbaine est très limitée. De plus, le régime militaire a établi un système politique hiérarchique dans lequel la prise de décisions est fortement centralisée (Oxhorn 1992). À cela s'ajoute le fait que les autorités au niveau municipal ont des compétences assez floues (Dockendorff *et al.* 2000).

possibles erreurs ou causes de la catastrophe. Les évaluations se centrent sur l'immédiat, sur ce qui aurait dû être fait durant et après, sur ce qui n'a pas été bien fait ou organisé, mais aucune mention du passé plus lointain, des *poblaciones*, des achats faits par l'État ou des erreurs commises concernant le choix de ces terrains. Les problèmes sont traités en ignorant l'histoire et en se situant exclusivement dans la perspective du présent. Comme Luis l'a remarqué plus haut, aucune réflexion n'est faite sur le passé<sup>59</sup>. Finalement, les auteurs du document suggèrent qu'« afin d'obtenir une meilleure réponse face à ce type d'événements, le travail en réseau entre diverses institutions participantes acquière une dimension importante » (Secretaría Regional Ministerial de Salud, 1999, p. 38).

Dans ce contexte, que représentent les dangers ? Pour les institutions publiques, les dangers ne semblent pas faire partie de la « normalité », c'est-à-dire des situations plus au moins récurrentes auxquelles il faut être préparé. Les dangers sont rendus invisibles, inexistants ; écartés, ils sont effacés alors que des études scientifiques essaient de les remettre en lumière de temps en temps. Tandis que les fonctionnaires des institutions publiques oublient, les habitants revendiquent les dangers et essaient de réactualiser l'événement. Ce qu'ils savent provient de leur propre expérience passée. D'après ce que nous dit Luis, nous pouvons penser que les habitants font abstraction de ce savoir pour pouvoir rester dans leur logement : si les riverains ont occulté la vulnérabilité de leur situation, c'est que personne ne veut admettre qu'il s'est installé dans un endroit où il ne devrait pas se trouver.

L'impact des coulées de 1993 affecte principalement les habitants des *poblaciones*, les plus vulnérables face aux dangers, puisque ceux des quartiers aisés, les habitants des parcelles, sont plus éloignés et que les parcelles se trouvent sous des forêts suffisamment denses et dans de grands terrains qui retiennent les possibles coulées de boues, comme le remarquent Annie et Lucy<sup>60</sup> dans leurs entretiens. Les habitants sinistrés par les coulées de

---

<sup>59</sup> On pourrait penser que ce manque de perspective historique sur l'analyse du désastre est dû au fait qu'il s'agit d'un document du Ministère de la Santé ; or il est difficile de le comparer avec d'autres car c'est le seul document trouvé sur l'analyse du désastre. Tant à la Bibliothèque nationale du Chili qu'au sein de la mairie de La Florida, les documents contenant une analyse historique qui permettrait de savoir pourquoi des logements sociaux ont été construits à quelques pas des ravines sont inexistants, mis à part quelques articles techniques sur le comportement des ravines du SERNAGEOMIN (Service National de Géologie et de l'Industrie Minière) cités plus haut. Malheureusement, je n'ai pas eu accès aux archives d'autres ministères (du Logement et des Travaux publics – MOP –) car on ne m'a difficilement accordé qu'un entretien avec le Bureau de Développement Urbain (*Desarrollo Urbano*) du Ministère du Logement et de l'Urbanisme. D'ailleurs, comme nous le verrons un peu plus loin, cette rencontre ne s'est pas très bien passée ; Javier, le fonctionnaire que je devais interviewer, n'est pas venu et les autres fonctionnaires du service n'étaient pas au courant du rendez-vous. Finalement, deux autres personnes ont répondu à mes questions d'assez mauvaise grâce, montrant que je les dérangeais.

<sup>60</sup> Lucy, soixante ans, à la retraite après avoir travaillé à l'Université du Chili, habite avec ses enfants et son mari à Lo Cañas.



boue sont surtout ceux des quartiers populaires et sont ceux qui dépendent le plus des actions et des décisions des autorités. Mais les autorités ont aussi un rôle central lorsqu'elles doivent évaluer de nouveaux projets immobiliers ou planifier le développement immobilier dans la précordillère. Cette planification ne s'effectue pas à long terme, ne prend pas en compte le passé, le présent ni le futur. Au contraire, comme nous allons le voir, les autorités n'ont pas de compétences spécifiques concernant la précordillère et celle-ci est gouvernée comme un territoire quelconque. C'est pourquoi les habitants vont essayer de rendre les particularités de la précordillère plus explicites. De plus, après les coulées de boue, l'impact de la catastrophe ne se limite pas au moment même où celle-ci se produit mais, comme nous le verrons, puisque « tout change », et il leur faut s'adapter et réagir face à ces transformations. La première et la plus visible sera la construction de nouveaux logements pour les populations pauvres qui ont perdu leurs maisons à cause de la catastrophe. Mais ceux-ci vont finalement recevoir, en plus des habitants de la zone dévastée, de nouveaux venus d'autres communes.

**6. « L'État lui-même leur a donné une maison où il n'aurait pas dû le faire » : quand les études ne sont pas suffisantes.**

Comme nous l'avons mentionné dans la partie précédente, retracer l'histoire des habitants de Lo Cañas n'est pas une entreprise facile. L'information disponible à ce sujet est rare et confuse, car l'histoire de ces terrains est marquée en grande partie par des processus d'occupation illégaux, suivis d'expulsions puis de réinstallations (Muñoz, 1990 : 115). Le travail du géographe Óscar Muñoz est l'une des rares études publiées qui analyse les transformations du secteur. Il explique qu'en 1955, les terrains proches de la *Quebrada de Macul* sont principalement des cultures qui peu à peu, commencent à être parcellées. C'est à partir de 1950 que la précordillère commence à se peupler à La Florida, sous un contrôle très relatif de la part des autorités. Il s'agit bien davantage de processus improvisés de construction de maisons précaires sur des terrains fragiles.

En 1950, commencent les subdivisions de ce qui sera ensuite La Higuera, le quartier qui disparaît en grande partie dans les coulées de boue de 1993. L'objectif de ces subdivisions est de créer des parcelles agricoles ; cependant, vers 1960, le secteur connaît une progressive densification. C'est à cette période que commencent à se développer les *poblaciones* El Esfuerzo et Dominguez (suite à des *tomas*) qui ont déjà subi, au moment où Muñoz écrit cet article, plusieurs dégâts à la suite de crues (Muñoz, 1990 : 117). L'auteur relève des occupations illégales des sites et, en 1970, la fin de la construction de la *población* Domínguez qui aura pris deux ans. Il observe aussi que des habitants ont étendu leurs terrains jusqu'au lit de la ravine. Au départ fondé par des occupations illégales de terrains, El Progreso s'érige en 1971 ; le quartier n'est approuvé que treize ans plus tard par la mairie (Muñoz, 1990 : 117). De même, comme le note Muñoz, la croissance du secteur est assez chaotique et spontanée, tout comme dans le quartier La Higuera, construit par ses propres habitants, sans assistance technique, et qui s'agrandit sans la moindre planification. L'habitat se densifie autour du lit de la ravine, dans des « secteurs qui ont déjà souffert les pires conséquences des crues des dernières années » (Muñoz, 1990 : 117). Les logements sociaux construits entre 1960 et 1980 sont des maisons assez précaires qui supportent mal les phénomènes naturels extrêmes caractéristiques du piémont andin (comme on peut le voir sur la figure 4).



**Fig. 8** : Población Fernando Domínguez après les coulées de boue de 1993. On note la fragilité des constructions et leur position de vulnérabilité le long du lit de la ravine Macul (au centre, où on distingue un arbre). Source : Corvalan *et al.*, 1997.

En 1990, 5 594 personnes au total habitent dans ces quartiers, autour de la ravine, et entre 500 et 1 000 sont périodiquement affectées par les crues de la ravine *Macul* (Muñoz, 1990 : 119). Au vu de ces données, le géographe Óscar Muñoz affirme que cette situation pourrait s'aggraver puisqu'il s'agit d'une zone à « haut risque » (l'article est de 1990, trois ans avant les coulées de boues). D'après lui, l'« angoisse et l'incertitude face à l'avenir, dues à la possibilité de répétition du phénomène » (les inondations) affectent considérablement la population (1990 : 119). En 1982 et 1986, des crues touchent le secteur, mais elles sont à peine enregistrées par les services publics. Face à ces événements, l'autorité municipale ne réagit pas à temps, arguant du fait qu'il s'agit de « situations inattendues » (Muñoz, 1990 : 122). D'après quelques estimations, vingt-cinq maisons sont détruites, mais le problème le plus grave relevé par l'auteur est qu'« il y a un risque latent » et que cette « perception erronée de sécurité dans la zone mentionnée est due à la méconnaissance du milieu naturel » (Muñoz, 1990, p. 125). Parmi les solutions proposées par le géographe, « la plus facile à aborder » serait « une connaissance appropriée du milieu naturel et une décision politique administrative qui oriente les activités humaines dans ce milieu ». Il est difficile d'apprécier aujourd'hui le niveau de connaissance qu'avaient les fonctionnaires sur cet espace. Mais

s'agit-il seulement d'un problème de connaissances ou plutôt d'un problème d'« application » des connaissances à la gestion de la précordillère pour contrôler le risque ?

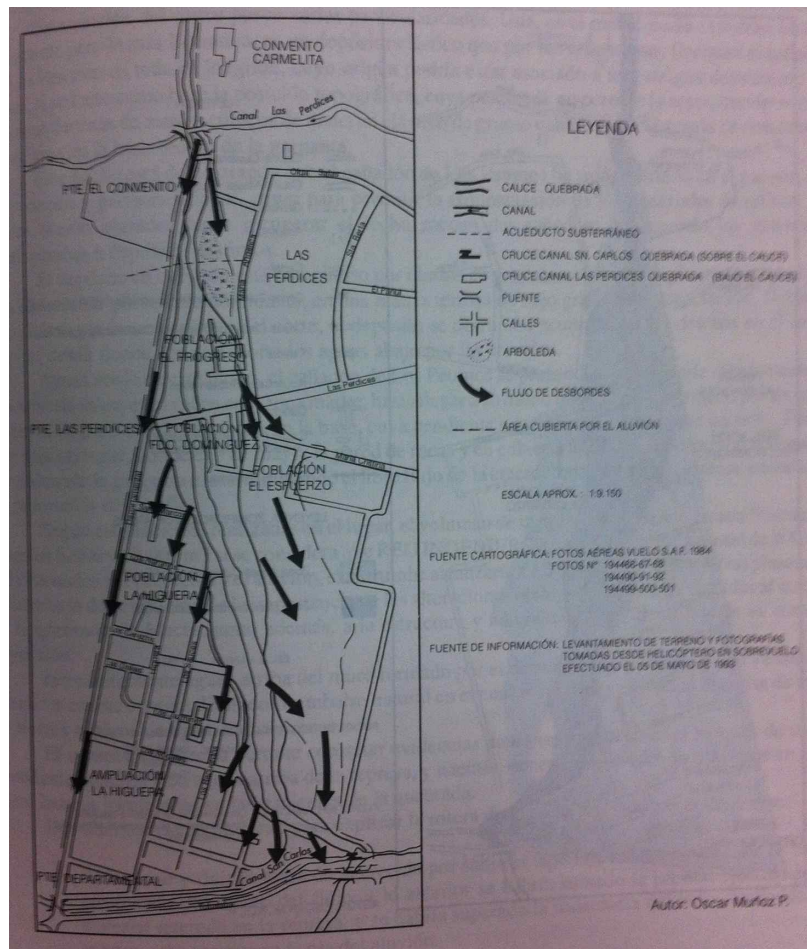
Dans les travaux de chercheurs comme Muñoz, quelques erreurs des autorités municipales sont évoquées (bien que timidement) avant et après les coulées de boue. Par exemple, la construction des ponts n'a pas anticipé les crues ; ils ont été conçus uniquement pour des niveaux normaux de débit des eaux, ce qui accélère les débordements (Corvalan *et al.*, 1997, p. 143). D'après ces registres, en 1983, la mairie construit des digues qui, à nouveau, ne supportent pas les crues. La confusion règne dans les services publics après ces événements, aucune réglementation ne détermine qui doit s'occuper d'apporter des solutions face aux crues et à la vulnérabilité dans laquelle se trouve la population. Dans un rapport préparé par un géographe pour la mairie de La Florida sur les cours d'eaux et les inondations à La Florida, l'auteur relève « une absence de communication entre les diverses institutions pour établir une politique de contrôle, de coordination, de planification et d'exécution des travaux ou pour apporter des solutions aux problèmes dans la commune, puisque chacune agit indépendamment, sans contact » (Garay, 1989, p. 39). Et dès le début du rapport, il constate que dans cette « commune, l'État a eu une participation médiocre voire nulle en termes de travaux d'aménagement qui structurent harmonieusement l'habitat urbain » (Garay, 1989, p. 4). Les connaissances, les ressources et la capacité d'agir des autorités font défaut face à d'éventuels désastres.

D'autre part, bien qu'avant les coulées de 1993 des phénomènes de ce type aient déjà eu lieu dans cet endroit, les effets sur la population ainsi que les pertes matérielles avaient alors été moins importants, du fait que ces terrains étaient alors agricoles. Cependant, après la modification du plan d'occupation des sols en 1984, les « limites urbaines se sont ouvertes » à La Florida, comme le remarque Luis, l'architecte travaillant à la mairie (entretien du 18/04/2008). Ce processus de croissance n'est pas précédé d'une régulation en termes de prévention des risques auxquels sont exposés les habitants de la précordillère, comme on aurait pu s'y attendre. Au contraire, comme le notent Muñoz et ses collègues, « il y avait des antécédents » qui ont été présentés aux autorités (Corvalan *et al.*, 1997, p. 165) – se référant à l'étude qu'il avait réalisée en 1990 (citée plus haut) – mais celles-ci n'ont pas su réagir (comme l'expliquait Luis plus haut en précisant que l'information existait, mais qu'elle n'a pas servi de base pour la prévention des risques dans la précordillère). Les zones qu'il détermine comme étant à haut risque dans ce travail de 1990 sont justement celles où se sont

produits 90 % des morts, le 3 mai 1993. Ainsi, ce désastre aurait pu être évité en grande partie si l'occupation des terrains à haut risque avait été interdite. Les auteurs concluent que :

« Si l'on souhaite désigner des coupables, on doit prendre en compte le manque de planification de la croissance urbaine et la faible prise en considération des caractéristiques du milieu naturel, qui ont conduit l'habitant urbain à s'installer dans des zones de haut risque, sans qu'il existe de mesures minimales de protection » (Corvalan *et al.*, 1997, p. 165).

À nouveau, les auteurs suggèrent que les savoirs sur le milieu naturel doivent être inclus dans la gestion du territoire et que les spécificités de celui-ci doivent être prises en considération. Ce que l'article évoque aussi – mais que les auteurs n'abordent pas explicitement –, ce sont les différences d'impact des coulées entre l'habitant urbain pauvre (des *poblaciones*) et celui issu de milieux privilégiés (habitant des parcelles). Les auteurs se limitent à observer les diverses conséquences dans chaque quartier. Les parcelles riveraines n'ont subi que des dégâts moindres et les coulées affectent seulement quelques maisons éparses, alors que les *poblaciones* Fernando Domínguez, El Esfuerzo, El Progreso, La Higuera sont pratiquement rayées de la carte (Corvalan *et al.*, 1997, p. 152).



**Fig. 9** : Cette carte montre les directions que prennent les flux et les débordements qui affectent Fernando Domínguez, El Esfuerzo, El Progreso, La Higuera lors des coulées de boue de 1993. Source : Corvalan *et al.*, 1997.

Suite aux coulées de boue, ces habitants qui « avaient des animaux, qui plantaient des tomates et vivaient de cela » (entretien avec Gabriela, le 31/07/2008) sont confrontés à un nouvel environnement. Comme nous l'avons vu et tel que le remarque Luis, depuis les années 1940 jusqu'aux années 1960, ceux qui habitent ici sont de petits paysans, travaillant sur les anciens terrains agricoles de Lo Cañas. À partir des années 1970, afin d'éviter de futures *tomas* des habitants sans logement, des *poblaciones* commencent à être construites ; « la grande explosion de *poblaciones* », comme la nomme Luis (entretien, 18/04/2008), a lieu à ce moment-là, puis lors de l'arrivée au pouvoir du président socialiste Salvador Allende, en 1970.

Alors que les travaux des géographes que nous venons de voir essaient d'apporter une explication au phénomène du 3 mai 1993 par une « analyse théorique du bassin de la ravine » (Corvalan *et al.*, 1997, p. 139), il reste un fait indéniable sur lequel il faut insister : lorsque les coulées de boue arrivent, elles atteignent surtout les classes populaires. Cependant, parmi les documents examinés, aucun n'en impute la responsabilité directe aux autorités. La plupart affirment que la « faute est partagée », comme le disait Luis plus haut. Au début, les habitants installés dans les ravines de Lo Cañas y habitaient illégalement, mais ensuite « l'État lui-même, voire, dans plusieurs cas, la municipalité, leur a donné une maison » dans des zones où « il n'aurait pas dû le faire »<sup>61</sup> tel qu'on l'a vu dans le cas des permis de construire octroyés dans les années 1980 par la mairie de La Florida pour les *poblaciones* de El Esfuerzo et El Progreso.

Le gouvernement de l'époque s'engage à apporter une réponse aux habitants ayant tout perdu. Il démarre ainsi la construction de nouveaux logements sociaux – qui seront attribués en 1995 – non loin du lieu où les coulées sont passées, mais en transformant les terrains adjacents à la ravine *Macul* en parc communal<sup>62</sup>. Comme le dit Gabriela, « le grand changement fut la coulée de boue<sup>63</sup> », et elle explique :

« Le gouvernement a acheté là-bas pour accueillir les gens de la coulée de boue, mais les gens de la coulée de boue, c'étaient 450 familles, un tiers de ce qu'il y a [actuellement] ; ils ont fait venir 1 500 familles, dont 1 000 en provenance d'ailleurs ! Et ils venaient de partout ! Et là, l'affaire a radicalement changé. D'abord parce que ce truc [en référence au nouveau quartier construit par l'État pour recevoir, au début, les sinistrés des coulées de boue] s'est densifié, et en plus c'est à peine s'il y a aujourd'hui une ou deux crèches... »<sup>64</sup>.

Les nouveaux logements sociaux vont ainsi recevoir des habitants des classes populaires d'autres communes de Santiago. C'est la nouvelle Villa Santa Teresa qui est construite pour héberger définitivement les 1 832 personnes sinistrées, installées dans des

---

<sup>61</sup> « Después, el mismo Estado en muchos casos, incluido la municipalidad, es culpa compartida, les dio casa igual, o sea... en una de estas zonas construyó viviendas el Estado ». Entretien avec Luis, le 18/04/2008.

<sup>62</sup> Après les coulées de boue de 1993, les bords de ravines deviennent des « zones de protection » (150 mètres de chaque côté) où il est interdit de construire ; elles ne peuvent être utilisées que comme des espaces verts.

<sup>63</sup> « El gran cambio es el aluvión ».

<sup>64</sup> « Claro ahí compró el gobierno, pa' traer a la gente del aluvión, ahora la gente del aluvión eran 450 familias, un tercio de lo que hay, trajeron 1 500 familias, o sea 1 000 eran de otros lados y jeran de todos lados!, y ahí el asunto cambió, radicalmente. Primero porque claro, se densificó esa cosa, y además...recién tiene un, dos jardines infantiles ». Entretien chez elle, le 31/07/2008.

« *poblaciones de emergencia* » habilitées par le Service de Logement et d'Urbanisation (SERVIU, du Ministère du Logement et de l'Urbanisme) pendant plus d'un an (SEREMI Metropolitano de Vivienda y Urbanismo, 2013). Mais Santa Teresa s'est faite en trois tranches dont la dernière est destinée aux nouveaux habitants. Désormais, les habitants de longue date, les petits paysans qui habitaient à Lo Cañas, vivent dans de petits appartements ; comme le remarque le maire actuel de La Florida, les appartements de la *población* Santa Teresa ne font que « 36 m<sup>2</sup> dans un secteur où il n'y avait pas de logements sociaux »<sup>65</sup>. À ce sujet, Annie juge les transformations scandaleuses :

« Ici, en haut, il n'y a pas de logements sociaux, sauf Santa Teresita et là aussi, ils ont poussé les hauts cris au début. Là aussi, le maire a exagéré, l'ancien maire ; tout cela, c'étaient des terrains qui allaient revenir aux personnes qui avaient perdu leur maison le jour de la coulée de boue, à Las Perdices, et tous ces gens, c'était tous des paysans ! Beaucoup de paysans, d'artisans, beaucoup d'ateliers. Les gens pensaient qu'ils allaient recevoir une petite parcelle... Mais ils ont fait 1 200 appartements ! [...] Pour sûr qu'ils sont atroces, parce qu'ils font 24 ou 25 m<sup>2</sup> ces appartements ! 24 : 12 en bas et 12 à l'étage ! Et là, ils ont amené d'un tas de quartiers de Santiago, une population vraiment peu recommandable, des gens mauvais, de mauvaise vie. Et d'ailleurs, maintenant, Santa Teresita est un antre de la drogue et les gens qui vivaient là avant se retrouvent perdus dans leur quartier »<sup>66</sup>.

Annie est indignée des nouvelles conditions que subissent les anciens habitants. Alors que, dans cet extrait, on peut noter un conflit en termes de classes sociales, puisqu'elle voit ses privilèges menacés par les nouveaux venus qu'elle estime « dangereux », il y a un autre aspect important à relever. Le point critiqué par Annie révèle, au-delà des menaces qu'elle ressent, la pitié et la commisération avec laquelle elle évoque les quartiers des ravines (en les appelant par un diminutif<sup>67</sup>, Santa Teresita au lieu de Santa Teresa) : c'est le fait que les classes populaires qui, avant, vivaient dans des conditions respectables, comme elle et

---

<sup>65</sup> Déclaration du maire qu'on retrouve dans les transcriptions des actes des réunions du conseil municipal de La Florida, disponibles sur le site web de la commune [www.laflorida.cl](http://www.laflorida.cl), [consulté le 10/04/2014].

<sup>66</sup> Annie: « *Y aquí arriba no hay nada para viviendas sociales, salvo Santa Teresita que también pegaron el grito en el cielo en un principio. Ahí también el alcalde se fue al chancho...el antiguo alcalde, estos eran terrenos que iban a ser para la gente que perdió su casa en el aluvión, en Las Perdices, que eran todos gente, ¡todos campesinos también! Mucho campesino, mucho artesano, muchos talleres....la gente pensaba que le iban a entregar una parcelita. ¡Hicieron 1 200 departamentos!*

Q: *¿Esos blocks rojos?*

A: *Sí, y de seguro que son atroz. ¡Porque son de 25, 24 m<sup>2</sup> las casas, 24! 12 abajo y 12 en el segundo piso. Y ahí sí que trajeron de montones de barrios de Santiago, verdaderamente población mala, mala mala. Y de hecho ahora Santa Teresita es ahora un antro de droga y la gente antigua que vivía aquí están perdidas en el barrio ».*

<sup>67</sup> Annie dit « notre petite Santa Teresa » (Santa Teresita).



Gabriela le font remarquer (« maisons en briques », petits paysans indépendants, etc.), soient maintenant associées à une pauvreté urbaine et aux problèmes qui en découlent, évoqués couramment à Santiago (drogues, violence, etc.) qui la révolte.

Le changement est drastique pour quelques-uns, moins pour d'autres. Par exemple, pour Juan, qui a pu conserver sa maison telle qu'elle était avant 1993 (elle ne fut pas atteinte par les coulées ni ne fut déplacée), lui et sa famille entretiennent jusqu'à présent leurs jardins et vivent comme quand ils sont arrivés. C'est pourquoi il dit que son quartier est plus « tranquille », par opposition aux nouveaux logements sociaux où le gouvernement a installé des « gens d'ailleurs » [*gente de afuera*]. Comme nous l'avons déjà mentionné, ces logements se sont construits par tranches : les tranches 1 et 2 (comme elles sont appelées par les voisins) au cours desquelles le gouvernement installe les enfants et les parents des personnes les plus affectées par les coulées, mais aussi des familles venant d'autres communes qui n'avaient pas de logements et qui vivaient comme *allegados*<sup>68</sup> ; et la « tranche 3 », la première à être construite, où s'installent les « plus anciens habitants du ravin »<sup>69</sup>, comme dit Juan<sup>70</sup>. Après les coulées de boue, les différences vont être plus marquées entre les habitants de longue date et ceux des logements sociaux. Alors qu'avant 1993, tant ceux des milieux aisés que les plus pauvres avaient leurs petits lopins à cultiver ; désormais les différences sont plus évidentes.

Le quartier est restructuré à la lumière des changements dans l'environnement, des façons de l'habiter et des relations des personnes avec ce qui les entoure. Annie et Gabriela évoquent avec indignation les transformations dans la précordillère car les inégalités se renforcent après les coulées de boue. Elles savent quelles étaient les conditions de vie des gens modestes de la période précédente : bien que précaires, leurs situations étaient bien meilleures que celles qu'ils doivent affronter dans les nouveaux logements sociaux. Il se noue une solidarité entre les deux mondes sociaux le jour du désastre ; bien que les résidents des parcelles n'aient « presque rien eu », ils aident les victimes en créant des chaînes de solidarité<sup>71</sup>. La situation d'urgence déclenche un processus irréversible par lequel les voisins

---

<sup>68</sup> Terme populaire au Chili pour désigner des parents proches qu'on reçoit chez soi, normalement pour une période de courte durée sauf que dans les milieux pauvres cette situation se prolonge au point qu'il est fréquent que ces « invités » finissent par construire des chambres en plus et s'y installent définitivement.

<sup>69</sup> « *Ex gente de la quebrada* ». Entretien du 30/04/08.

<sup>70</sup> Juan, sa famille et ses proches non seulement ne seront pas vus comme dangereux par Lucy, Annie, Gabriela ou d'autres habitants des parcelles, mais ils vont être invités à participer à certains moments du RDP comme nous le verrons plus loin.

<sup>71</sup> Cela est assez récurrent au Chili puisque face aux inégalités et aux catastrophes qui ont frappé le pays depuis sa fondation, les habitants sont habitués à devoir réagir avec leurs propres moyens et des mobilisations de

se rencontrent, s'aident, se soutiennent, partagent une expérience commune et s'entre identifient par rapport à un événement commun. Mais une fois l'urgence surmontée, la nouvelle normalité – c'est-à-dire la nouvelle configuration urbaine qui fait suite aux nouveaux projets de logements sociaux – dérange les habitants. De plus, si Annie et Gabriela s'indignent, c'est aussi parce qu'à la suite des coulées de boue, un processus de développement immobilier se déclenche dans la précordillère.

Mais avant de focaliser le problème sur le développement immobilier, rappelons que ce qui est problématique pour les enquêtés, c'est le rôle que jouent les autorités avant et après 1993. Effectivement les habitants perdent confiance dans les services publics après les tragiques coulées de boue. Ces derniers, malgré leur volonté d'apporter de l'aide aux victimes, ne proposent que des solutions trop tardives ; pire, selon Gabriela, les logements sociaux construits ne possèdent même pas les équipements basiques. La population augmente très vite avec les nouveaux habitants venus d'ailleurs et on a du mal à reconnaître « son » quartier. Quand elle évoque ces changements, elle en parle avec distance, alors que, comme Annie, elle est une voisine active et engagée. Bien qu'issues de milieux plus favorisés, elles se sentent proches des voisins habitant dans les quartiers pauvres avant le passage des coulées de boue (rappelons que la belle-sœur de Gabriela y habitait). Mais quand elles parlent de ce qui s'est passé après les coulées, de la façon dont l'État a construit dans les terrains environnants, elles s'y réfèrent avec distance : Gabriela parle de « ce truc » pour faire allusion aux nouveaux bâtiments, aux logements sociaux.

Pour sa part, l'État, comme on a pu l'apprécier, n'assume pas de responsabilité directe face à ces changements. Les différents documents des services publics étudiés présentent systématiquement les coulées de boue comme un fait inattendu, imprévisible et produit par une « catastrophe naturelle ». Par ailleurs, le Bureau National d'Urgence (Oficina Nacional de Emergencia, ONEMI, du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique) distingue les désastres provoqués par des phénomènes naturels – dits « menaces naturelles » ou bien d'« origine naturelle » – tels que les tremblements de terre, les inondations ou les coulées de boue, de ceux occasionnés par l'action de l'homme – d'« origine anthropique » – comme les incendies, les accidents de la route ou la pollution de l'air (ONEMI, 1996). Selon cette

---

volontaires se multiplient au niveau national (Román, Tomicic, et Avendaño 2013). Les jours qui suivent les coulées de 1993 ne font pas exception et il ressort des entretiens que nous avons menés que les coulées de boue de 1993 – en plus d'être un événement marquant dont tous se souviennent – sont aussi un événement à partir duquel certaines différences seront dépassées dans l'urgence du moment, les divisions sociales seront franchies, au moins momentanément.

classification, les impacts et le nombre de morts sont considérablement plus élevés dans les catastrophes dues à l'action de l'homme. Les « menaces naturelles » apparaissent donc comme moins graves et, comme les géographes cités plus haut l'expliquent, en raison de « la récurrence sporadique et des coûts élevés des travaux de protection nécessaires », les mesures pour faire face à des phénomènes tels que les coulées de boue ne sont pas une priorité au sein des « décisions politico administratives » (Corvalan *et al.*, 1997, p. 165). L'explication des coulées de boue comme un événement imprévisible innocente les autorités. La nature avec ses aléas apparaît comme la principale coupable : les différents rapports en témoignent car aucun n'évoque le peuplement progressif et dangereux des rives de la ravine *Macul* ni ne tient compte des recherches ou des travaux effectués par les géographes et autres experts.

Les autorités pensent la nature comme une entité exogène, qui n'est pas intégrée à la ville. La ville est gouvernée comme une donnée statistique qui subit des situations imprévisibles telles que les aléas d'« origine naturelle ». Or, comme nous l'avons vu, les coulées de boues ont des impacts à plusieurs niveaux qui ne sont pas pris en compte dans le gouvernement de la ville. Les habitants interviewés sont « associés » à leur quartier – pour reprendre le sens donné à ce terme par Latour (2005) –, c'est-à-dire qu'ils réagissent progressivement aux transformations de leur environnement, ils ont des théories face à ce qu'ils vivent, ils s'informent, se transforment, agissent. Les autorités ont du mal à réagir et ne parviennent pas à penser l'ensemble des données qui occasionnent des catastrophes. Les scientifiques comme Francisco Ferrando (géographe et chercheur à l'Université du Chili) perçoivent la précordillère comme un acteur, non humain, doté d'un rôle précis et il lui attribue des particularités qu'il faudrait prendre en compte à l'heure des décisions publiques. Il évoque la « rage » avec laquelle elle pourrait réagir et explique l'importance de ménager un chemin par où la précordillère puisse donner libre cours à « sa nature » (émission de radio enregistrée le 12/06/2008<sup>72</sup>). Plus loin, « en raison de l'expérience et du fait que, malheureusement, la mémoire historique des personnes et des autorités est fragile »<sup>73</sup>, il conseille la construction de nouvelles infrastructures : « ce que normalement on appelle un chemin par où la nature puisse décharger sa colère, entre guillemets »<sup>74</sup>.

---

<sup>72</sup> Emission de radio de l'Université du Chili autour de la précordillère, écoutée et enregistrée le 12/06/2008, à laquelle le RDP fut invité (c'est Lucy qui assiste en représentation du RDP ainsi que le géographe Francisco Ferrando).

<sup>73</sup> « *Que dada la experiencia y lamentablemente la memoria histórica de las personas y las autoridades es frágil* », *ibid.*

<sup>74</sup> *n corredor que tenga las dimensiones que la quebrada en esos eventos requiere para desahogar su energía, para depositar su masa o para transitar sin generar daño al medio ambiente construido (...) de modo de tener lo*

Pour Ferrando, le danger est encore latent si l'on considère les caractéristiques de la précordillère. De même, pour les habitants, les problèmes ne finissent pas avec la fin de la catastrophe. Ceux qui ont vécu les coulées de boue ont scellé une alliance autour du désastre et ils ont pris conscience des dangers : « tu te rends compte [après la catastrophe] que ta maison, tu l'as mal construite, ici, à côté du ravin<sup>75</sup> », comme me dit Lucy. Pour eux, il est important de ne pas oublier l'événement et celui-ci est constamment évoqué au sein des dénonciations collectives et des débats avec les autorités qu'ils vont peu à peu engager. Ils classifient leur milieu entre « ce qui reste » et « ce que n'a pas effacé la coulée de boue »<sup>76</sup>. Après la tragédie, face à la réponse insuffisante des autorités, les voisins commençant à distinguer et à définir l'environnement qui les entoure, le territoire acquiert un sens nouveau. Le choc passé, ils vont apprendre à mieux connaître l'endroit où ils habitent. Le territoire les frappe, déclenchant en eux le besoin de découvrir ses conditions physiques, morphologiques, esthétiques. C'est dans ce contexte qu'Annie me disait que « le piedmont a un sens, c'est-à-dire, pas un sens, mais il accomplit une fonction, dans le bassin »<sup>77</sup>. Après les coulées de boue, ce territoire est compris par les habitants – du moins par ceux qui vont s'engager dans le RDP – comme un tout ; non pas comme des segments différents, mais comme une unité dans laquelle chaque partie a une fonction et une raison d'être.

---

*que uno, se le llama normalmente, un camino por donde la naturaleza pueda desahogar su furia, entre comillas », ibidem.*

<sup>75</sup> « *Y te das cuenta que tu casa la construiste mal, acá, al lado de la quebrada* ». Entretien avec Lucy 14/05/2008.

<sup>76</sup> « *Es el resto de lo que no borró el aluvión* ». Entretien avec Agustín du 06/04/2008.

<sup>77</sup> « *El pie de monte tiene un sentido, o sea, no tiene un sentido sino que cumple una función dentro de la cuenca* ». Entretien du 06/04/2008.



## 7. Constituer les preuves scientifiques afin de dénaturer le naturel.

Que signifie l'expérience des coulées de boue? Certes, il n'y a pas une expérience, mais des expériences. Or, pour reprendre une expression de John Dewey, que veut dire « vivre une expérience » ? Au début du chapitre iii de « L'art comme expérience », il décrit cela ainsi :

« Il y a constamment expérience, car l'interaction de l'être vivant et de son environnement fait partie du processus même de l'existence. Dans des conditions de résistance et de conflit, des aspects et des éléments du moi et du monde impliqués dans cette interaction enrichissent l'expérience d'émotions et d'idées, de sorte qu'une intention consciente en émerge (...). Il est des choses dont on fait l'expérience, mais pas de manière à composer *une* expérience » (Dewey, 2010, p. 80-81).

À partir de ce que nous dit Dewey, nous pouvons penser que l'épreuve du désastre lors des coulées de boue est une expérience qui n'est pas achevée, ce n'est pas *une* expérience finie, mais un processus qui est décrit de façon « rudimentaire », comme dit Dewey, à partir duquel les enquêtés ressentent des émotions, prennent des partis, trouvent des positions, s'engagent, se disputent, connaissent des contradictions et des conflits. Ce n'est pas un sujet clos, avec des explications claires et nettes ; au contraire, les interprétations renvoient à une multiplicité de causes qui ne sont pas sans contradictions.

Pour les habitants, l'*aluvión*, selon le terme utilisé en espagnol, est un processus, alors que pour les autorités il s'agit plutôt d'un événement précis, situé dans le temps. Comme le propose Sandrine Revet – à partir de son travail anthropologique sur la catastrophe de 1999 suite aux débordements des fleuves et des inondations dans l'état de Vargas au Venezuela – des événements tels que les coulées de boues doivent être pensés « non comme une donnée mais comme un construit, comme un processus » pour observer comment un « phénomène physique » se transforme en « un événement social » (Revet, 2010, p. 43-44).

Comme nous l'avons expliqué précédemment, les autorités doivent réagir sur le moment, elles doivent donner dans l'instant une réponse à l'événement social. Pour les services publics, l'analyse se situe dans le présent et suite à l'alarme déclenchée, les autorités

de l'époque ciblent le problème au moment du danger, non pas avant ni après<sup>78</sup>. Pour ces autorités, l'évaluation est faite sur la réponse qu'elles ont pu donner face à la situation d'urgence. Mais, pour les habitants, le problème s'inscrit dans le long terme. Il se situe dans un contexte plus étendu car pour eux l'*aluvión* n'est pas seulement l'urgence du moment, « *disaster is not an event* » (Carrigan, Meghani, 2014), il s'agit d'un processus, d'une expérience qui précède et qui se prolonge bien après le 3 mai 1993. Ce processus se caractérise par la manière dont vont réagir les habitants : ils vont configurer le collectif RDP – le Réseau pour la Défense pour la Précordillère – pour constituer des preuves, désigner les responsables, expliquer les causes, diffuser les recherches scientifiques auprès des publics non experts, c'est-à-dire transformer des savoirs experts, méconnus ou rares, en savoirs profanes, accessibles à différents publics.

Comme nous l'avons constaté dans les documents des géographes et autres scientifiques, certains riverains étaient au courant de l'existence de ces données et de la possibilité que des coulées de boue aient lieu dans la précordillère. Juan rapporte que déjà en 1937, ils avaient entendu parler d'une coulée de boue si grande que « le ravin s'était ouvert » (entretien du 17/04/2008<sup>79</sup>). Il est intéressant de noter comment Juan attribue des conditions monstrueuses à la cordillère – c'est-à-dire qui s'écartent de sa condition normale – pour souligner la capacité de destruction de la nature et le respect que l'homme devrait avoir envers elle. L'expérience vécue par les riverains leur permet de comprendre ce qui se passe même si, comme on le remarque dans l'extrait de Juan, la nature a le pouvoir de dépasser son fonctionnement normal et d'agir de façon inintelligible pour l'homme. Bien que Lucy souligne que celle de 1993 fut unique, elle note que des crues importantes avaient déjà eu lieu dans la ravine Macul : « il y avait eu des pluies terribles, mais pas de cette ampleur »<sup>80</sup>. Lorsque survient la catastrophe de 1993, en raison de ses particularités, de son « unicité » comme le soulignent Lucy et Juan, sa tâche à elle, comme celle d'autres membres du RDP, est de réunir les preuves de la négligence commise par les autorités.

---

<sup>78</sup> Par exemple, nous avons vu que le rapport de la Secretaría Regional Ministerial de Salud cité plus haut conclut – après le travail qu'ont mené des fonctionnaires de différents services publics auprès des victimes des coulées de boues – qu'il s'agit d'une « expérience très positive qui bénéficie non seulement à la population affectée, mais aussi aux institutions et personnes participantes » (1999, p. 38).

<sup>79</sup> « [...] *que se abrió la quebrada* ». Les deux entretiens que j'ai menés avec Juan (17/04/2008 et 30/04/2008) ont été réalisés, selon sa volonté, dans une salle que les habitants de El Esfuerzo ont bâtie grâce aux financements de la mairie dans les terrains qu'occupait anciennement « la *población* Domínguez ». Dans cette salle polyvalente, ils célèbrent tous les ans la commémoration des coulées de boue de 1993 à la mémoire des victimes. Je n'étais pas sur le terrain lorsque ces cérémonies ont eu lieu.

<sup>80</sup> « *Hubo unas lluvias terribles, pero no de esa magnitud* ».

Les scientifiques, face au désastre et aux problèmes de gestion de la précordillère et de ses habitants qui s'en sont suivis, sont des observateurs descripteurs du problème. Leurs descriptions vont servir aux habitants pour tenter de prouver la négligence des autorités. Nous avons vu qu'Annie – qui est l'une des grandes archivistes des coulées de boue de 1993<sup>81</sup> – ainsi que ses voisins (environ 10 personnes), s'opposent au développement immobilier dans le piémont andin. Cette conviction est fondée sur l'idée que « tout le monde est d'accord... tous les scientifiques sont d'accord sur le fait qu'il ne faut pas toucher le piedmont »<sup>82</sup>. Si elle lutte pour protéger cette zone, c'est parce qu'elle adhère à ce que disent les scientifiques. Pour affirmer et démontrer que des dangers existent et fonder son argumentation, elle a besoin de preuves. Ces preuves produites par des géographes et des géologues lui permettent d'alerter la population face aux dangers de la précordillère et d'avoir des arguments lorsqu'elle s'engage dans un combat pour empêcher que la précordillère ne soit davantage urbanisée. Les données scientifiques sont les seules preuves qui montrent que des dangers, signalés avant 1993, persistent encore. En ce sens, les études de géologues, de géographes, d'historiens ou d'architectes aident à transformer l'argumentation d'Annie en parole légitime. Les données techniques des experts<sup>83</sup> sont des paroles acceptées car elles ont prédit le désastre de 1993 et certains travaux vont dans le sens d'Annie, lorsqu'ils mettent en garde contre la poursuite du peuplement de la précordillère. C'est pourquoi les discours experts qui abordent les dangers dans la précordillère sont un pilier central sur lequel les habitants vont fonder leurs argumentations. L'appropriation du savoir technique par les habitants va leur permettre de constituer des arguments légitimes. Pour défendre la protection de la nature (et éviter le développement immobilier), les arguments scientifiques qui expliquent les dangers propres à la construction dans la précordillère seront les principaux fondements de l'engagement citoyen. C'est ainsi qu'à la suite des coulées, Annie, Gabriela et Lucy commencent à s'informer et à rassembler des articles scientifiques pour pouvoir argumenter contre le développement immobilier dans la précordillère. La nécessité de cette activité se réactive avec force tout au long de leurs luttes car, comme nous l'avons vu plus haut, les autorités agissent

---

<sup>81</sup> Elle a en effet compilé un grand nombre d'articles de presse ainsi que des rapports scientifiques après le 3 mai 1993. Grâce à l'accès qu'elle m'a donné à ses archives, j'ai pu relire une bonne partie des documents publiés dans la presse après le désastre.

<sup>82</sup> « *Todo el mundo está de acuerdo. Todos los científicos están de acuerdo que el pie de monte, que el cerro, no se tiene que construir, no se tiene que tocar* ». (Entretien chez elle, 07/05/2008.)

<sup>83</sup> Par exemple, les travaux de Rolando Armijo (qui travaille à l'Institut de Physique du Globe de Paris) ou de Francisco Ferrando (du Département de géographie de l'Université du Chili) ou même des historiens comme Benjamin Vicuña Mackenna (qui, dans ses travaux sur l'histoire du Chili, fait l'historique des tremblements de terre survenus à Santiago).



rarement selon les recommandations des scientifiques, ne prenant pas en compte les données des géographes, des géologues, des urbanistes ou des architectes.

Les arguments techniques deviennent donc des armes pour discuter avec les autorités, pour faire en sorte que l'État écoute l'expertise. Alors que, pour l'État, le responsable est la nature, les voisins vont chercher à rendre ce terme explicite, à la fois moins familier et moins abstrait, pour parler concrètement de la précordillère. Ce n'est pas le naturel en soi qui occasionne des désastres ; il s'agit de constituer l'évidence, de dénaturer la nature en l'institutionnalisant. Pour Annie, Juan ou Lucy, il ne faut plus rendre coupable la nature mais expliquer « ce qui se passe », en réaffirmant les spécificités de la précordillère et en intégrant la place des êtres humains dans l'analyse du comportement de la nature. C'est dans l'expertise scientifique (géologique, géographique, physique, etc.) qu'ils vont trouver les preuves les plus solides pour montrer comment fonctionne la nature et distinguer l'action humaine dans les changements qu'ils observent dans leur quartier. Faire face au problème de la non-consideration des particularités qui caractérisent la précordillère implique pour les habitants de *dénaturer*<sup>84</sup> *le naturel*, c'est-à-dire de montrer que les actions de la nature sont explicables, que les effets des actions de la nature – même les plus aléatoires – peuvent être prévisibles, que les dégâts que peut occasionner la nature sont contrôlables et que les morts sont évitables. Il s'agit de changer le regard des autorités vis-à-vis de cet espace, de constituer une expertise pour expliquer comment il fonctionne, donc de réunir des preuves. Si cela ne leur garantit pas une prise en compte de leurs revendications, cela leur permet au moins de légitimer leur dénonciation. L'objectif est de dénaturer l'environnement où ils habitent et d'institutionnaliser la protection de la précordillère.

Les habitants vont progressivement constituer des preuves pour rendre visibles ces dangers, non pas sous l'effet d'une peur explicite, mais plutôt pour « contrôler » le danger en le nommant, en le rendant public, en le classifiant et en l'intégrant à leur vie quotidienne. Il s'agit de transformer le danger potentiel (outre le danger déjà vécu) en une donnée existante afin de montrer ce qui peut arriver. À partir des dangers, ils vont créer le collectif RDP en partant du principe que ceux-ci sont déclenchés par des activités humaines (Douglas, 1966) et ne sont pas dus uniquement aux volontés de la nature. La nature devient un sujet d'enquête

---

<sup>84</sup> Dénaturer au sens de ne pas prendre pour acquis ce que veut dire « nature », se « défamiliariser » de la nature, ne pas la considérer comme quelque chose allant de soi, mais au contraire essayer de comprendre ce qu'elle évoque dans chaque contexte.

pour les habitants (Dewey, 2010) dans lequel l'objectif est que le piémont andin ne soit plus considéré comme n'importe quel territoire.

Les coulées de boue de 1993 auraient pu marquer un avant et un après en termes d'occupation des sols dans la précordillère. Mais le désastre n'a pas été déterminant sur cet aspect-là. Ce sont donc les habitants qui vont essayer de pallier la faible réponse apportée par les institutions publiques. Les résidents doivent donc être constamment en alerte face à ce qui se passe : nouveaux projets immobiliers approuvés, inondations et crues, changements dans le plan d'occupation des sols, etc. Face aux problèmes qu'ils rencontrent, ils vont établir une « défense de la précordillère », une action collective où les préoccupations sont surtout situées et ancrées dans le territoire en question. C'est donc la précordillère en soi, sa définition, sa délimitation, sa réglementation, son contrôle et sa gestion qui sont en jeu.



## 8. Prendre des mesures après 1993 : qui s'en charge ?

Nous allons aborder ici plus en détail le point de vue des autorités sur la catastrophe en soi et sur les problèmes postérieurs liés à la gestion de la précordillère et de ses habitants, ainsi que les mesures prises par les institutions publiques après les coulées de boue de 1993. Pour ce faire, au-delà des coulées de boue comme événement, il nous faut analyser comment les fonctionnaires (interviewés entre 2008 et 2010) tant au niveau local (à la mairie) qu'au niveau national (Ministère du Logement et de l'Urbanisme) réagissent face à la catastrophe, et quels sont les instruments et les mesures dont ils disposent après le désastre.

Tout d'abord, les fonctionnaires chargés de la gestion de la précordillère, interviewés à la mairie soulèvent trois idées importantes. D'une part, ces autorités responsables de la planification urbaine agissent à partir des règlements et des lois ; celles-ci considèrent séparément territoire et habitants, alors que les habitants - comme leur nom l'indique - sont ancrés dans un territoire, dans un espace qu'ils considèrent à eux et qui est leur lieu de vie. D'autre part, les fonctionnaires soutiennent que ce ne sont pas eux qui doivent se charger de la gestion de ces territoires, mais bien un *plan*, une réglementation, un document écrit (sans auteur spécifique), ou encore les autorités au niveau métropolitain, voire les habitants, dans la mesure où ils veulent vivre là. Comme me disait Agustín<sup>85</sup>, lors d'un entretien dans son bureau, ce sont les citoyens qui ne réagissent pas, et non pas la mairie : « les citoyens participent seulement quand ils voient leurs intérêts menacés, c'est seulement à ce moment-là qu'ils réagissent, pas avant »<sup>86</sup>. De la sorte, la mairie n'aurait finalement guère de responsabilités vis-à-vis des personnes et des territoires. Néanmoins, en même temps, à la mairie, des fonctionnaires comme Luis et Agustín jugent que la cordillère devrait être « beaucoup plus normée » :

« Tu vois comment les entreprises immobilières sont en train de construire. Elles sont en train de commettre des déprédations sérieuses. Alors tu te dis quel dommage que cela soit tellement, comment dire, laissé au libre arbitre. En définitive, bien sûr, on dit qu'il y a un Plan d'Urbanisme Métropolitain qui fixe certaines normes, mais si on y regarde de plus près, si on regarde sur le terrain, on se rend compte que, par exemple, même la ravine de Lo Cañas est occupée. Il y a des gens qui avaient presque mis leur maison au

---

<sup>85</sup> J'ai interviewé Agustín le 04/09/2008. Il est architecte et directeur du département « de travaux urbains » (« *director de obras* ») depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008 à la mairie de La Florida ; il veille à ce que les réglementations urbaines soient respectées au niveau de la mairie.

<sup>86</sup> « *Los ciudadanos participan cuando ven en peligro sus intereses, sólo ahí reaccionan, antes, no* ».

milieu des ravines ; il y a une personne à qui cela est arrivé, elle ne s'en était même pas rendu compte, elle a construit sa maison, et elle l'a construite au milieu de la ravine »<sup>87</sup>.

Luis met l'accent ici sur le fait que bien qu'il existe un Plan d'Urbanisme pour la précordillère, tous les habitants ne le respectent pas. Or, les fonctionnaires municipaux ne peuvent pas appliquer directement ce plan, car c'est aux autorités du Ministère du Logement et de l'Urbanisme de veiller à son application. En même temps, pour Luis, le plan n'est pas efficacement appliqué puisqu'il juge que, finalement, il reste une place pour la libre appréciation individuelle : tant les entreprises que les habitants agissent suivant leur volonté, non pas selon la réglementation. Les terrains sont « pris », au sens où ils sont habités illégalement par des personnes sans que l'État n'exerce son droit, selon l'opinion de l'interviewé. Les fonctionnaires rendent responsables les habitants tout en se défaussant sur les instruments légaux au niveau métropolitain, ce qui les transforme en acteurs passifs qui ne peuvent agir face aux problèmes de la précordillère.

Mais que disent les fonctionnaires au niveau du gouvernement régional et national ? Le 1<sup>er</sup> septembre 2008, j'avais obtenu un entretien avec Javier, conseiller au développement urbain (*jefe de desarrollo urbano*) du Ministère du Logement et de l'Urbanisme et chargé des politiques nationales concernant le développement urbain et territorial (Ministerio de Vivienda y Urbanismo, 2014). Quand j'arrive au bureau, on me fait savoir que le conseiller ne peut pas me recevoir car il est occupé et qu'à sa place, deux autres fonctionnaires répondront à mes questions<sup>88</sup>. Nous nous installons dans une grande salle et dès ma première question, les deux fonctionnaires – Jaime et Adriana<sup>89</sup> – du Ministère du Logement et de l'Urbanisme répondent sèchement. Ils ne sont pas à l'aise au cours de l'entretien, ils ne semblent pas habitués à recevoir du public et encore moins à devoir répondre à des questions sur le fonctionnement du Ministère. Avant de commencer l'entretien, dans la salle d'attente du

---

<sup>87</sup> « (...) *Tu ves cómo están las constructoras y las inmobiliarias (...) Eh, depredando firmemente, les da lo mismo, entonces uno dice qué lata que esto sea tan, como te puedo decir, tan libre albedrío, que en definitiva claro, uno dice, hay un Plan Regulador Metropolitano que fija ciertas normas, pero si uno se fija, si uno va a terreno se da cuenta que por ejemplo en la misma quebrada Lo Caña está tomada, en muchos de los terrenos hay gente que poco más y habían puesto la casa en medio de la quebrada, hay un gallo que le pasó eso, el gallo no se había dado ni cuenta, construyó su casa y la construyó en medio de la quebrada* ». Entretien avec Luis, architecte qui travaille à la mairie de La Florida, le 18/04/2008.

<sup>88</sup> Par ailleurs, cet entretien montre combien il est difficile d'interviewer des fonctionnaires au sein des ministères et des institutions métropolitaines.

<sup>89</sup> Jaime est ingénieur chargé de l'unité d'infrastructure et d'environnement (Unidad de infraestructura y medio ambiente), travaille au sein du département de développement urbain depuis 1994 (année de la création du Plan d'Urbanisme Métropolitain). Adriana est l'architecte chargée de la planification au sein du Secrétariat Régional du ministère en question (SEREMI).

Ministère, je lis des brochures, datant de 1994, qui annoncent les modifications en cours du Plan d'Urbanisme Métropolitain de Santiago (Plan Regulador Metropolitano de Santiago, PRMS). En avril de l'année de cet entretien (2008), la ministre du Logement et de l'Urbanisme avait présenté l'actualisation et les modifications du PRMS, lançant un important débat entre la société civile, les ONG, les experts et les fonctionnaires qui s'était tenu dans différents milieux universitaires, dans la presse ainsi qu'au sein des partis politiques (voir notamment Plataforma Urbana, 2008). Je ne m'attarderai pas ici sur les multiples raisons de ce débat mais, à ce stade de mon enquête, j'avais déjà assisté à quelques réunions au Ministère du Logement lors de rencontres entre des habitants de la précordillère et le conseiller au développement urbain (Javier) car les premiers étaient inquiets de la façon dont les modifications au PRMS allaient affecter le développement immobilier dans le piedmont. J'étais donc au courant des modifications apportées au PRMS et du vif débat que cela engendrait, surtout en raison de l'opposition d'une partie de la société civile et des experts. Je demande alors aux fonctionnaires comment est venue l'idée de modifier le PRMS :

*Question* : « Ma première question est comment surgit l'idée de modifier le Plan d'Urbanisme et ... (*dubitative*) quelle en est sa véritable différence ? Parce qu'on parle de 'modifier' le Plan d'Urbanisme mais j'ai lu aussi dans certaines publications 'actualiser' le Plan d'Urbanisme Métropolitain...

*Réponse* : Alors, je vous demande à vous d'abord (*d'une voie cassante*) où est-ce que vous avez obtenu cette information selon laquelle il est en train d'être 'actualisé' ?

*Question* : Dans les brochures qu'il y a là dans le hall, il est écrit que la commission s'est réunie (...) [*Je venais de lire, dans les brochures qui se trouvaient dans le hall d'entrée du Ministère, des informations concernant l' 'actualisation' du PRMS*] »<sup>90</sup>.

Ensuite Adriana intervient et explique d'abord à Jaime ce que j'avais lu dans les brochures puis, se tournant vers moi, elle souligne qu'il s'agit de « redéfinir les limites urbaines car il y a un besoin et un intérêt immobilier vis-à-vis de la croissance urbaine de la ville, en termes d'expansion... »<sup>91</sup>. Je suis surprise de la relation qu'elle fait entre un besoin qui viendrait des

---

<sup>90</sup> Pregunta : « Bueno, la primera pregunta es cómo surge esta idea de modificar el Plan Regulador y cuál es la diferencia que hay porque habla de modificar el Plan Regulador, pero también yo leí en algunos lugares que actualizar el Plan Regulador Metropolitano.

Respuesta: A ver, te pregunto primero, ¿de dónde obtuviste tu, la información de que se está actualizando?

Pregunta: En esos folletos que hay ahí en el hall dice que la comisión se reunió (...) ». Entretien, 01/09/2008.

<sup>91</sup> « Redefinir los límites urbanos producto de que hay mucho necesidad e interés inmobiliario en el crecimiento de la ciudad, en la expansión... ». Entretien de groupe, 01/09/2008.

entreprises immobilières et les « actualisations » apportées au PRMS, car c'est justement ce que les divers membres de la société civile ont critiqué dès que les modifications ont été annoncées par le Ministère du Logement et de l'Urbanisme<sup>92</sup>. Si les limites sont redéfinies par rapport au besoin des entreprises immobilières de construire pour répondre à une demande de la population, cela veut dire que le risque et les dangers de construction dans la précordillère ne sont pas une priorité dans la planification urbaine.

Bien qu'il existe un plan d'occupation des sols au niveau de la commune (La Florida a donc son propre plan spécifique), ce plan municipal doit se plier au PRMS<sup>93</sup>. C'est donc ici que les décisions en termes de planification au niveau métropolitain sont prises et c'est seulement d'ici que les mesures, concernant la précordillère et la prévention de nouveaux désastres, peuvent être lancées.

Malgré le malaise produit par ma première question et sûrement par la façon dubitative dont je la posais<sup>94</sup>, l'entretien se poursuit plus au moins naturellement. Jusqu'à ce que je demande aux fonctionnaires :

*Question* : « Comment évaluez-vous les changements d'affectation des sols ? Comment voyez-vous par exemple le fait que ce terrain ne puisse plus être industriel ou, dans le cas de la précordillère, qu'un particulier vienne et qu'il veuille construire ici, comment évaluez-vous cela, comment ce changement de l'usage des sols est-il déterminé ? »

*Réponse (Adriana)* : - Voyons, quand tu mentionnes la précordillère euh..., c'est un concept et ce territoire conceptuel qu'est la précordillère, euh... le Plan d'Urbanisme Métropolitain a une partie qui inclut les limites urbaines, cette partie qui est incluse dans les limites urbaines euh..., elle est déjà pratiquement toute planifiée ; cette partie est déjà planifiée »<sup>95</sup>.

---

<sup>92</sup> Ces critiques signalaient que les modifications répondaient seulement à un intérêt privé (des développeurs immobiliers) et qu'elles n'étaient pas le résultat d'un travail qui visait une réelle planification urbaine à long terme pour protéger la population vulnérable de Santiago.

<sup>93</sup> Le processus de révision des modifications du PRMS a commencé en 2006 pour évaluer, entre autres, les limites d'agrandissement de la ville. Mais ce processus est si long que, comme le précisent certains architectes et urbanistes, le nouveau PRMS ne sera pas en vigueur avant 2019. En plus, les modifications du PRMS ont fait l'objet de nombreuses critiques ; tant des experts que des organisations citoyennes qui ont mené des actions en justice, ce qui a retardé encore plus le processus de modification. (Plataforma Urbana, 2008; Serra, 2012; Trivelli, 2011).

<sup>94</sup> J'oubliais qu'il s'agissait d'un sujet délicat qui faisait partie d'un débat public, j'aurais dû ainsi m'y référer avec plus de précision.

<sup>95</sup> Q.: « Claro, y cómo se evalúa el uso de suelo, cómo ven que por ejemplo este suelo ya no puede ser industrial, o en el caso de la precordillera... que venga un privado que quiera construir ahí ¿cómo se evalúa eso? ¿cómo se determina el cambio en el uso de suelo? »

Adriana: A ver, cuando tu mencionas la precordillera, eh... es un concepto y ese territorio conceptual que es la pre cordillera, eh... el Plan Regulador Metropolitano tiene una parte que incluye los límites urbanos, esta parte

Adriana renvoie à une définition « conceptuelle » de la précordillère, c'est-à-dire qu'elle circonscrit la précordillère à une définition idéale qui ne prend pas en compte une réalité quotidienne polymorphe, qui n'est pas *une*, et qui en même temps dérange ou met mal à l'aise les fonctionnaires. Cet inconfort s'explique par l'impossibilité – dans laquelle ils se trouvent – de circonscrire le territoire piémontais andin et de le contrôler en raison des aléas, des dangers et aussi de la forte pression des développeurs immobiliers qui influencent la prise de décisions des autorités, tant au niveau métropolitain qu'au niveau municipal.

Que nous apprennent ces manières de voir et de définir la précordillère ? Les fonctionnaires ont une vision éloignée, « conceptuelle » et inaltérable de la précordillère. Ils ne semblent se préoccuper de la précordillère dans la mesure où elle fait partie – au moins partiellement – des limites urbaines de la ville et donc du territoire soumis au PMRS. En termes de prévention, de reformulation des réglementations urbaines concernant le piedmont, « tout est déjà fait », comme le souligne Adriana. Le piedmont se transforme ainsi en un territoire problématique, insaisissable qu'on ne peut pas régulariser ni réglementer, d'où découle une définition de la précordillère déshumanisée face à laquelle les possibilités d'action des autorités s'évanouissent. Surtout, on voit qu'une partie de la précordillère est incluse dans les limites urbaines mais comme si elle était coupée de tout le reste de la précordillère, comme s'il était vraiment possible de tracer une frontière nette entre la « précordillère urbaine » et celle qui est extérieure à la ville.

Nous avons vu qu'avant 1993, des rapports soulignaient l'importance de prendre des mesures pour éviter des désastres dans la précordillère. Mais, comme nous l'avons montré, la planification urbaine prend rarement en compte le contexte naturel environnant et ce n'est qu'après la catastrophe de 1993 que quelques mesures vont être prises pour éviter de futures tragédies. Une première « mesure de protection » est d'interdire que des habitants s'installent sur les bords des ravines. Trois ans après l'avalanche de boue de 1993, la Sous-Direction nationale de Géologie du Chili<sup>96</sup> recommande à nouveau, dans un rapport, la non-construction dans les zones proches des ravines. Ce document suggère de mener des études plus détaillées afin de réévaluer les terrains et préconise avant tout la non-construction :

---

*que está incluida en los límites urbanos eh...ya está prácticamente toda esa parte ya está planificada por el Plan Regulador Comunal, ya tiene sus normativas... ».*

<sup>96</sup> Structure dépendante du Service national de Géologie et des Mines, chargée du développement des politiques minières et géologiques au sein de l'État.



« C'est seulement sur la base d'études détaillées que l'on pourra réévaluer le potentiel des terrains de l'est de la capitale. Pour l'instant, à partir de maintenant, la zone distale du cône de déjection de la ravine Macul et les terrains adjacents affectés par le phénomène du 3 mai 1993 doivent être exclus en tant que zones d'habitation et autres usages impliquant l'établissement de personnes »<sup>97</sup>.

Les habitants non seulement courent le « risque d'être affectés par de futures crues et débordements » et habitent dans des « zones potentiellement inondables » (Naranjo et Varela 1996, p. 10) mais, comme les coulées l'ont montré, l'impact sur la population peut être très grave. En 1994, le nouveau Plan d'Urbanisme Métropolitain introduit deux changements pour la précordillère. D'abord, il définit des « zones d'exclusion » (« *zonas de exclusion* ») concernant les terrains proches des ravines où il est interdit de construire et des « zones de protection écologiques » (*áreas de protección ecológicas*, APE) concernant les terrains situés au-delà des mille mètres d'altitude (Fundación Defendamos la Ciudad, 2009). Mais les habitants jugent ces mesures insuffisantes, car des maisons sont encore construites dans ces zones d'exclusion et des projets immobiliers se développent à quelques mètres des ravines. De même, dans certaines communes, on trouve de grands bâtiments car ce Plan d'Urbanisme n'interdit pas le développement – sur la *cota mil* – d'établissements scolaires (des universités, des écoles ou des lycées) ou de centres de sport (tels que des stations de ski) (*El Mercurio*, 2009). De plus, cette régulation urbaine qui interdit la construction de nouveaux logements au-delà des mille mètres n'entre en vigueur qu'à partir de 1994 alors que des bâtiments avaient déjà été construits, avant la date d'approbation du Plan.

Annie et Lucy se plaignent du fait que l'État continue à exposer la population à des risques. Elles essaient d'empêcher le développement de projets immobiliers. Les autorités municipales, alors qu'elles pourraient refuser les permis de construire – ce qu'Annie et Lucy souhaiteraient –, arguent que leur champ de décision est très limité et que ce n'est pas au niveau de la commune qu'ils peuvent réellement initier les changements.

Au cours des premiers entretiens avec Annie et Lucy, le nom de « Macalto » revient à plusieurs reprises. Elles m'expliquent qu'il s'agit d'une entreprise qui, en 1994, présente à la mairie un projet de *condominios* d'environ huit mille logements. Ce projet, actuellement en

---

<sup>97</sup> « Sólo sobre la base de estudios detallados se podrá reevaluar el potencial de los terrenos del sector oriente capitalino. Por lo pronto, deben ser excluidas, desde ya, como áreas de viviendas y otros usos que involucren asentamientos humanos, la zona distal del cono de deyección de la quebrada de Macul, así como los terrenos adyacentes que fueron afectados por el fenómeno del 3 de mayo de 1993 ».

cours de construction dans la précordillère de La Florida, est approuvé par la mairie alors que les logements projetés se trouvent entre les ravines – dont celles affectées par les coulées de boue de 1993. En 2008, au début de l'enquête, je me rends à la mairie pour m'entretenir avec différentes autorités chargées – directement et indirectement – de la planification urbaine dans la précordillère. Parmi elles, je rencontre Alejandro, responsable du Département d'Urbanisme au sein de la mairie (où les projets immobiliers présentés sont approuvés ou refusés par les autorités municipales). Je lui demande si je peux avoir accès aux dossiers que je vois s'accumuler sur son bureau, rangés selon les noms des différentes entreprises immobilières, parmi lesquels je distingue le nom de « Macalto ». Alejandro accepte sans problème et me laisse seule dans son bureau ; sans me presser, me voilà devant une table avec d'énormes chemises qui s'accumulent dans un désordre caractéristique des bureaux des services publics, surtout des mairies visitées au Chili (carnet de terrain et entretien du 24/04/2008). C'est ainsi que j'accède aux dossiers qui témoignent des différentes étapes de l'approbation des *condominios*. Je constate alors que la mairie n'ayant pas approuvé une première demande de « Macalto », datée de 1995, en raison des ravines, l'entreprise a présenté de nouveau le projet aux autorités métropolitaines<sup>98</sup> qui, elles, l'ont approuvé (carnet de terrain, 24/04/2008).

La mairie pourrait prendre des mesures au niveau local, mais elle n'a que de faibles capacités financières. Par exemple, lorsque des « bassins de contention » sont construits en 1994 afin d'endiguer de futures coulées de boue (Borcosque, 2003), cette construction, qui engage une importante infrastructure, est lancée par le Ministère des Travaux publics (MOP). Même si cette initiative semble répondre aux risques liés aux ravines, Borcosque montre qu'il y a un déficit entre le volume prévu pour les bassins et le volume des potentielles coulées de boues, c'est-à-dire qu'il y a « un risque potentiel dans cette zone face à un possible *aluvión* » (Borcosque, 2003, p. 136). Les calculs faits par des experts externes ne prennent pas en compte les savoirs locaux de ceux qui connaissent le comportement des cours d'eaux depuis plus de trente ans, comme certains fonctionnaires ou habitants rencontrés. C'est le cas d'Hernán, (« vieil habitant » de Lo Cañas, comme dit Juan quand il me le présente en 2008),

---

<sup>98</sup> C'est-à-dire, à la Commission nationale de l'Environnement – CONAMA, créée en 1994 –, service public qui précéda la création du Ministère de l'Environnement en 2010 (la loi fut promulguée à cette date sans qu'elle implique la création immédiate du ministère). Cet organisme administre et gère le Système d'Évaluation d'Impact Environnemental au niveau national, coordonne les processus d'élaboration des normes liées à l'environnement. La CONAMA dépend du secrétariat général du gouvernement (Ministerio Secretaría General de la Presidencia) et l'une de ses tâches est la coordination de la gestion environnementale de l'État. Elle existe dans chacune des régions du pays. Site du système national d'information environnementale, SINIA, <http://www.sinia.cl/1302/w3-channel.html> [consulté en janvier 2015].

qui habite dans la précordillère depuis 1963 et qui connaît parfaitement les collines de La Florida depuis son jeune âge. Dans cet entretien, Hernán me raconte comment des voisins lui disaient « qu'on voyait des collines d'eau en hiver »<sup>99</sup> (ce qui veut dire que des témoignages des événements comme les coulées de boues existaient bien avant les années 1970, chez les gens et dans les administrations). De même, Adolfo, ingénieur des eaux et forêts, que j'ai interviewé à la mairie où il travaille depuis 1969 et qui a une connaissance approfondie du comportement des eaux, des pluies, des rivières, des canaux, regrette de n'être jamais consulté. À l'inverse, les fonctionnaires actuels en appellent à ce savoir local pour rendre responsables les habitants de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les risques, puisqu'ils savaient ce qui pouvait arriver. Un conseiller municipal explique :

« Voilà le problème. Lorsque j'habite dans une zone d'exclusion, je suis exclu de n'importe quel investissement en ressources publiques simplement parce qu'il est interdit de vivre dans cet endroit. Lorsque la mairie dépense ou investit des ressources, elle est en train de le faire dans un endroit qui n'est pas légalement reconnu, par conséquent, ce n'est pas une exclusion des personnes, c'est une exclusion d'un terrain qui est dangereux pour la vie humaine. Et si les gens persistent à vouloir vivre là, ils doivent assumer les conséquences de cette décision »<sup>100</sup>.

Deux contradictions majeures apparaissent ici. D'une part, le conseiller laisse entrevoir que la mairie investit, ou du moins s'engage en quelque sorte vis-à-vis des terrains où sont établis des habitants illégalement. Cela veut dire que les fonctionnaires reconnaissent, assument et légitiment l'occupation illégale dans des endroits dangereux. D'autre part, le conseiller demande à ce que les habitants assument eux-mêmes les dangers potentiels. Cependant, si les fonctionnaires se chargent des terrains occupés illégalement, c'est qu'ils ont connaissance de cette illégalité, donc pourquoi exiger des habitants qu'ils assument les risques, alors que c'est la mairie qui doit y faire respecter le droit ? Mais, en même temps, les habitants s'installent dans les zones à risques parce que ce sont justement celles que personne n'occupe, essayant de trouver une solution au manque de logements. Les autorités locales pourraient – et devraient – les déplacer, mais où ? Alors que la mairie essaie d'éviter que des *poblaciones* ne

---

<sup>99</sup> « *Aquí vienen cerros de agua en el invierno* », me dit Hernán, entretien enregistré le 09/06/2008.

<sup>100</sup> « *Ese es el problema, cuando yo vivo en una zona de exclusión, quedo excluido de cualquier posibilidad de inversión de recursos públicos, por la sencilla razón de que en ese lugar no es posible vivir. Cuando el municipio gasta o invierte recursos, está haciéndolo en un lugar que no es legalmente reconocido, por lo tanto no es una exclusión de las personas, es una exclusión de un terreno que es peligroso para la vida humana. Y si la gente persiste en vivir ahí, tiene que asumir las consecuencias de su decisión* ». Acte « Session Extraordinaire n°51 », 13/04/2011.

s'installent dans des endroits dangereux, les habitants vont insister : s'ils sont expulsés, ils vont s'y réinstaller, à moins que les autorités ne leur trouvent un nouveau logement.

Après les coulées de boue qui les ont obligés à se déplacer – en raison des nouvelles réglementations urbaines –, les habitants se retrouvent aujourd'hui dans des conditions plus défavorables – selon les jugements des enquêtés – qu'avant les coulées de boue. Soit ils sont placés dans les nouveaux logements sociaux qui, comme nous l'avons vu, sont minuscules et où ils peuvent difficilement exercer les activités qu'ils menaient avant le désastre (atelier de couture, menuiserie, petite agriculture, etc.), soit ils sont installés sur des terrains illégaux dont ils ne sont pas propriétaires et ne peuvent donc pas recevoir de prêts ou d'aides financières pour leurs maisons ou pour d'autres développements urbains dans leurs quartiers. D'autre part, quelques habitants des parcelles sont aussi en situation d'irrégularité car leurs maisons sont passées en zones d'exclusion après l'adoption de nouvelles législations urbaines. Mais ni les uns ni les autres ne veulent abandonner les terrains où ils vivent depuis plus de vingt ans.

On peut dire que le territoire qu'est la précordillère est gouverné avec une certaine indétermination et que les positions et les rôles distincts occupés par les autorités, les habitants et les experts connaissent un changement à la suite du désastre. Les habitants remettent en question les mesures adoptées par les autorités. Les experts rassemblent des données pour essayer d'expliquer la catastrophe et suggérer quelques mesures à prendre. Les autorités, réagissant aux faits, dans l'instant, essaient de rendre la nature responsable et d'atténuer leur faute. Mais à partir du moment où les autorités transforment ou analysent le désastre comme un événement qui semble être un aléa inévitable, elles éludent leur responsabilité et évitent de réfléchir à long terme sur ce qui aurait dû être fait et sur ce qui devrait être fait dans le futur. Cela va produire une réaction chez les habitants qui ont vécu de près ou de loin l'expérience des coulées de boue. Désormais, les données de la catastrophe de 1993 (dégâts, nombre de morts, pertes matérielles, etc.) étant bien connues, les coulées de boue deviennent le danger visible, palpable, sur lequel les habitants peuvent s'appuyer pour présenter des revendications aux autorités ou à partir duquel ils peuvent remettre en question les actions de celles-ci.

Ce questionnement va prendre forme lorsqu'ils constatent que ni les coulées de boue, ni les recommandations des géographes, ni les rapports d'experts ne vont empêcher le développement immobilier dans la précordillère. Depuis la création du RDP en 2006, les

habitants attendent de la part de la mairie de La Florida de nouvelles études qui répertorient les risques dans le piémont andin<sup>101</sup>. Et c'est grâce à la lecture de différents documents et rapports techniques que les habitants vont commencer à constater que non seulement les recommandations ne sont pas toujours considérées, ou du moins pas totalement, mais que pour empêcher le développement immobilier dans la précordillère, ils doivent d'abord être au courant de ce qui s'y passe. « Être au courant » et être informé leur permet aussi de participer ou de comprendre les diverses micro étapes par lesquelles les projets immobiliers passent jusqu'au jour où ils sont approuvés. Ces différents processus de décisions entraînent l'émergence de quantité de dossiers, d'études, de rapports concernant la précordillère, la flore, la régulation urbaine, les effets sur l'environnement, etc. Pour participer aux micro processus, ils vont suivre ces différents dossiers, ils vont les lire, les connaître, les analyser. Par le biais de cette démarche, ils vont progressivement passer du rôle d'habitants passifs à celui d'habitants engagés dont le but est d'essayer d'intercéder dans les différents moments de négociation ou de décision.

En constatant que les autorités ne prennent pas en charge la manière dont les habitants sont établis dans la précordillère, des citoyens comme Annie et Lucy vont se lancer dans des enquêtes pour comprendre et expliquer ce qui se passe. Le risque en tant qu'aléa n'existe pas au sein de la mairie, au sens où aucune institution ou fonctionnaire n'est en train de l'évaluer ou de le mesurer. Ils constatent des dangers, mais ils ne reconnaissent pas qu'il faut réagir face à ces dangers. Ce sont les habitants, les citoyens, qui essaient de rendre publique la situation dans la précordillère, d'exiger une nouvelle réglementation urbaine. Ce sont les habitants encore qui essaient d'« évaluer la probabilité d'occurrence d'un événement dommageable » (Revet, 2006) et de solliciter des évaluations par des experts. Ce sont des chercheurs et des scientifiques (géologues, architectes, géographes, urbanistes) qui voient la relation entre les dangers et la vulnérabilité dans laquelle se trouve la population (Revet, 2006). Il est cependant important d'ajouter, comme nous l'avons vu plus haut, que la notion de danger ou d'aléa ne relève pas seulement d'un hasard ici car les phénomènes qui pourraient être vus au premier abord comme soumis au hasard – tels que les coulées de boue – sont explicables, mesurables et, pour le cas de celle de 1993, probables. La vulnérabilité face aux risques est la conséquence de décisions prises par des personnes (habitants, fonctionnaires, etc.), le risque est donc « le produit des actions conscientes ou inconscientes

---

<sup>101</sup> Quand je quitte le terrain en 2011, ils ne les avaient pas encore obtenues.

d'acteurs sociaux, organisationnels, institutionnels ou individuels » (Rodriguez, Lavell, 2002, cité par Revet, 2006).



## 9. Définir et situer le problème : configurer une action collective à partir de l'expérience de 1993.

Les situations problématiques auxquelles se trouvent confrontés les habitants prennent une autre tournure après 1993. D'ailleurs, de l'avis de Juan, aujourd'hui, face à de nouveaux désastres potentiels, « les choses seraient différentes » car « ils ont l'information ». Forts de l'expérience passée des coulées de boue, les habitants commencent à saisir les problèmes et la situation vécue est repensée à la lumière des nouvelles données qu'ils dépouillent progressivement. Comme l'explique Sandrine Revet, le désastre est « provoqué par la faute des humains » qui « en urbanisant les lits des rivières et les flancs de la montagne [...] auraient alors empiété sur le territoire naturel » (Revet, 2010, p. 49). Au cours d'un entretien avec Lucy, chez elle, (le 14/05/2008), elle m'explique que les coulées de boue lui ont permis de se rendre compte du vrai problème : il faut « protéger » la précordillère, lutter pour éviter que le piedmont continue à être détruit ; elle se sent réconfortée parce que ce problème est vécu et compris par un ensemble de personnes, de différentes classes sociales.

*Réponse (Lucy) :* « Les gens avec lesquels j'ai discuté savent parfaitement où est le problème. Tu leur dis : "Alors, qu'est-ce que tu en penses, de telle ou telle chose" et ils te donnent des opinions incroyables ! C'est-à-dire, il y a des gens qui ont conscience du problème parce qu'ils sont en train de le vivre...

*Question :* - Tu fais allusion à des gens qui ont vécu ce qui s'est passé dans la *Quebrada de Macul* ?

*Réponse (Lucy) :* - Bien sûr. C'est très présent dans leurs esprits et ils se rendent compte, associent, raisonnent et tirent leurs conclusions : "Voilà, c'est ça qui s'est passé ! Qu'on ne vienne pas nous raconter d'histoires parce que c'est pas possible autrement!" »<sup>102</sup>.

Lucy explique que les personnes qui n'ont pas accès aux informations techniques, celles qui sont les plus démunies, comprennent ce qui se passe simplement parce qu'elles le vivent. Sa colère vient du fait qu'elle voudrait que la précordillère soit protégée et qu'il est inacceptable pour elle que la nature soit détruite. Les habitants, comme Lucy, constatent le problème de la

---

<sup>102</sup> L.: « Tienen clarísimo el problema. Tú les dices "Oye, qué te parece tal y tal cosa" y te dan unas opiniones que tú dices, pero ¡maravilloso! O sea hay gente con una conciencia porque está viviendo el problema. Q: ¿Tú te refieres a gente que vivió lo de la Quebrada de Macul? L.: Claro. Lo tienen presente y se dan cuenta y relacionan. Suman dos más dos y esta cuestión ¡es así! ¡No me vengan con otra historia porque no puede ser! »



non-gouvernance de la précordillère, ils connaissent et ils vivent quotidiennement l'incertitude concernant l'avenir du territoire où ils habitent. Selon Lucy, ils sont « en train de vivre » un problème particulier dont l'État est le responsable. Ce problème n'a pas une seule définition, il se configure à partir du moment où l'État n'assume pas ses responsabilités face au désastre, au moins pas explicitement ; de plus, après la catastrophe, il ne s'occupe pas de protéger la précordillère, d'où une croissance de nouveaux projets immobiliers qui rend la population encore plus vulnérable face aux potentielles inondations ou coulées de boue. Ce problème est le point d'ancrage des habitants, c'est à partir de là que le Réseau de Défense de la Précordillère va émerger, s'appuyant sur une multiplicité d'aspects, de demandes, d'arguments, d'activités et de dénonciations. En effet, outre le développement urbain non réglementé dans la précordillère, la pauvreté et la fragilité des espaces de participation accordés aux citoyens concernant les affaires liées à la précordillère sont partie intégrante de cette situation problématique. Nous y reviendrons dans les chapitres suivants.

Pour les services publics, comme nous l'avons observé, il est difficile d'intégrer l'information disponible dans la mesure où ils n'abordent pas la question du territoire et ses problèmes sur le long terme : ils ne peuvent pas mesurer les effets des décisions prises au cours du temps ni avoir une vue d'ensemble du problème. Ni les documents ni les autorités ne reviennent sur l'histoire des différentes coulées de boue à Lo Cañas pour penser le territoire de la commune de La Florida. Pour eux, la nature qui provoque le désastre renvoie à une entité abstraite, imprécise, sans nom (Fassin, Simon, 2008), sans singularité, irrationnelle et imprévisible, donc impossible à contrôler, expliquer ou mesurer. Puisqu'elle n'est pas définie, comment peut-on donc expliquer un phénomène qui n'a pas de nom (Fassin, Simon, 2008) ? Face à cette indétermination, les acteurs sociaux vont commencer leurs recherches dans le but de définir l'environnement où ils habitent. Par exemple, au cours d'un entretien avec Juan, je lui demande s'ils ont eu des aides de l'État après le désastre de 1993 ; il m'explique que non, parce que pour l'État, le coupable, c'est la nature :

Réponse (*Juan*) : « Non, rien de l'État, rien. Eh bien, pour eux, le coupable était la nature (...) et point final. Malgré les habitants de l'époque [en 1993] et les assemblées de quartiers, qui avaient râlé au sujet des ravines par exemple... Mais à la fin, c'était la faute de la nature parce qu'il n'y avait pas de documents. Mais si quelque chose arrivait

maintenant, on a les documents »<sup>103</sup>.

Puisque maintenant « ils ont les documents » - la connaissance, l'information, les éléments techniques -, ils peuvent savoir comment fonctionne leur environnement ; ils ne comptent pas sur l'État, mais sur « les documents ».

Les services publics ont montré qu'ils ne savent réagir qu'une fois les faits accomplis, qu'ils savent quoi faire devant une catastrophe. Le problème reste entier pour les habitants car les autorités ne peuvent pas prévenir le risque de nouvelles catastrophes. C'est parallèlement à cette incapacité d'agir préventivement que la « science » (le savoir technique et expert, précis et objectivable) devient la principale inspiratrice des revendications des citoyens. Cette science est appropriée par des habitants comme Annie, pour qui, seuls les scientifiques devraient décider du devenir de la précordillère :

*Annie* : « La mairie avait un tas d'arguments techniques pour dire non, on ne veut pas de cette quantité de maisons<sup>104</sup> sur la colline parce que c'est dangereux, alors que la coulée de boue avait eu lieu, la coulée de boue, ça s'est passé en 1993 ! À l'époque ils étaient très traumatisés par cette catastrophe! Alors que, tu te rends compte, celui-là [*le nouveau projet immobilier*], ils allaient le faire sur les bords de la coulée de boue, là où elle était passée, et la Cour Suprême n'a pas été contre, elle a dit qu'à cette date-là c'était possible, qu'il fallait l'accepter [*le projet immobilier commence finalement à être construit en 1995*] (...). Dans ce pays, les seules personnes qui devraient décider si c'est possible ou pas de faire quelque chose dans un endroit, ce sont les scientifiques, mais jamais on ne prend en compte leur avis, jamais, jamais (...). La coulée de boue de 1993, les scientifiques l'avaient prévue des années avant. Il y avait une étude qui disait que c'était très dangereux, que telle ou telle chose pouvait arriver ; personne n'en a tenu compte, jamais, jamais (...). Et après, non plus, personne n'en a tenu compte, quand ils ont fait le Plan d'Urbanisme Métropolitain, et ils ont poursuivi l'expansion urbaine presque jusqu'au sommet des montagnes, personne n'a demandé à aucun architecte, à aucun ingénieur, à aucun géologue, à aucun géographe, pas plus qu'à un climatologue, rien de rien. Et nous, on pense que c'est ce genre de personnes qui devraient dire quel est le degré de dangerosité de ce qu'ils sont en train de faire dans les collines »<sup>105</sup>.

---

<sup>103</sup> « *Na' que el estado, na'. Ahí, ahí na, si ahí el culpable fue la naturaleza (...)* Se acabó. A pesar de que había vecinos en aquellos años, juntas de vecinos que habían reclamado por la quebrada por ejemplo, y pero al final quedó con que fue cosa de la naturaleza porque no habían documentos. Ahora si llegara a pasar algo ahora tenemos los documentos ». Entretien du 30/04/08.

<sup>104</sup> Annie évoque ici un nouveau projet immobilier présenté par une entreprise en 1995 à la mairie de La Florida qui devait s'installer dans le piedmont, plus précisément sur les bords de la ravine de Macul. Ce projet fut finalement approuvé et, à l'heure actuelle, il est presque terminé.

<sup>105</sup> « *El municipio tenía un montón de argumentos técnicos para decir que no, que nosotros, no queremos que se llene el cerro con esa cantidad de casas porque es muy peligroso, habiendo pasado el aluvión, el aluvión paso el 93. Entonces estaban todavía sumamente traumatizados con el aluvión. Entonces imagínate este iban a hacerlo* ».

Annie remarque qu'au Chili les scientifiques n'ont aucune incidence en politique ou en termes de décisions sur le territoire. C'est finalement le pouvoir judiciaire qui tranche dans les conflits territoriaux, qu'il s'agisse de mégaprojets ou bien de projets immobiliers comme celui qu'elle évoque ici. Des avocats et des membres d'organismes de défense de l'environnement au Chili ont ainsi souligné qu'une judiciarisation (« *judicialización* ») s'était installée dans le pays face aux politiques publiques déficientes, surtout en matière environnementale, dans un contexte où la législation de l'environnement est en construction<sup>106</sup>.

D'autre part, Annie associe les « arguments techniques » à « ce que nous [*les riverains comme elle*] ne voulons pas ». Dans le discours d'Annie, les arguments techniques et « ce qu'ils veulent » se mêlent, font partie d'un même raisonnement. Leurs volontés, leurs souhaits et leurs demandes se soutiennent non pas par des arguments « égoïstes » (Trom, 1999), de type « NIMBY », mais par des justifications techniques. Rappelons que, comme l'explique Jacques Lolive, le terme NIMBY (« *Not In My Backyard* » ou « pas de cela chez moi »<sup>107</sup>) évoque l'égoïsme des mouvements qui affirment leur opposition à certains projets locaux. D'après cet auteur, ce terme stigmatise les mouvements et associations locaux car il suggère que ces mouvements revendicatifs n'ont d'autre but que de voir les nouveaux projets auxquels ils s'opposent s'installer ailleurs que chez eux (Lolive, 1997, p. 109). Mais, est-ce que ces arguments techniques ne sont convoqués que pour préserver les privilèges de quelques-uns dans la précordillère (être les seuls à pouvoir y habiter) ? Il semble que l'argumentation d'Annie soit plus complexe qu'une défense qui pourrait être qualifiée purement de NIMBY, car son discours répond aussi à une expérience vécue, celle des coulées de boue et à sa

---

*en el bordecito del aluvión, donde había pasado el aluvión; pero la corte suprema dijeron que no, que en esa fecha se podía y había que aceptar (...) En este país la única gente que debería decidir si se puede o no se puede o no hacer algo en un lugar son los científicos, pero no se los toma en cuenta, nunca, nunca jamás (...) El aluvión del 93 los científicos lo habían previsto años antes ya había un estudio que decía que era muy peligroso que podía pasar esto o lo otro, nadie los infló, nunca jamás (...) Y después nadie los infló tampoco, cuando hicieron el Plan Regulador Metropolitano, y hicieron la expansión urbana hasta la punta del cerro más o menos, nadie le pregunto nada a ningún arquitecto, a ningún ingeniero, a ningún geólogo, a ni un geógrafo a ni un climatólogo, nada de nada. Y nosotros encontramos que es ese tipo de gente que debería decir cual es el grado de peligrosidad de lo que están haciendo con el cerro ». Entretien, 07/05/2008.*

<sup>106</sup> Dans un entretien du journal chilien d'économie *Pulso*, Valentina Durán, avocate de l'Université du Chili experte en environnement, critique cette judiciarisation, résultat du manque de politiques publiques réellement efficaces (*Pulso*, 2013).

<sup>107</sup> Selon la traduction de « Not In My Back Yard » proposée par Danny Trom (1999 : 31). Bien que la littérature sur le sujet soit abondante (voir, en français, Rémy, 1995 ; Jobert, 1998 ; Trom, 1999 ; Bouillier, 2001 ; Blondiaux, 2001 cités par Mandinaud, Viot, 2006), je préfère cette traduction de Danny Trom (1999 : 31) car elle explicite qu'on ne veut pas un « cela » (spécifique) dans un chez soi qui reste ouvert (qui peut faire autant référence à son propre jardin qu'à un quartier qu'on considère un chez soi).

connaissance de l'environnement où elle habite. Ne pas vouloir que d'autres viennent habiter là relève, non seulement, d'une motivation « égoïste » (maintenir un privilège de classe), mais aussi d'une dénonciation du danger qu'implique vivre à cet endroit, ce qui la met dans le rôle de porte-parole d'une communauté.

Face à cette tension entre savoirs techniques et défense des privilèges, deux démarches sont à considérer au préalable. La première, soulignée par Danny Trom dans « De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante » (1999), nous invite à penser que les habitants comme Annie s'engagent dans une activité spécifique qu'il faut constamment caractériser, définir, délimiter, catégoriser, pour pouvoir la comprendre dans son contexte. Cela implique de mettre en avant les dénonciations particulières des habitants (leur savoir technique, la revendication de biens communs et les revendications singulières), en évitant de les considérer comme un ensemble homogène. Car, au sein des processus d'argumentation, Annie comme d'autres habitants, font des évaluations individuelles et réagissent face à des faits (Trom, 1999). J'ajouterai que, dans ces réactions, les affects et les attachements<sup>108</sup> envers l'endroit habité sont un élément tout aussi important de l'argumentation contre le développement immobilier dans la précordillère. Une deuxième démarche, inspirée du travail de Jacques Lolive (1997) consiste à observer les manières par lesquelles les habitants tentent de contourner les accusations de type NIMBY. Quand Annie et ses voisins cherchent à éviter que d'autres viennent dans cette zone, ils le font au nom du bien commun, de l'intérêt général, en se tournant vers la société, au sens plus général, mais sans perdre la focale sur le territoire et ses spécificités, tel que le remarque Gramaglia (2006). Comme pour les cas analysés par Lolive, les habitants de la précordillère vont progressivement « prendre appui sur des principes suffisamment généraux (et généreux) pour dépasser la singularité et l'égoïsme des revendications initiales et les inscrire dans une cause collective » (Lolive, 1997). De la sorte, si nous estimions que le combat d'Annie est purement égoïste et qu'elle veut maintenir un privilège de classe, tout le travail que les habitants comme elle mènent pour la défense de la cordillère serait éclipsé par la première analyse. Cependant, puisque dans ce travail je m'intéresse au surgissement du RDP ainsi qu'à l'enquête dans laquelle s'engagent les habitants pour définir l'environnement où ils résident, les différentes justifications pour défendre la précordillère doivent être considérées.

---

<sup>108</sup> Nous y reviendrons dans le chapitre 4.

Si nous mettons de côté ce qui déclenche le besoin de justification de cette défense de la précordillère, c'est bien le danger qui installe indéniablement une prise de conscience du lieu où ils habitent. Et cette prise de conscience les mène, d'après eux, à agir au nom du bien commun, de la communauté de la précordillère, c'est-à-dire qu'il devient nécessaire de « protéger la précordillère » pour éviter que de nouveaux désastres aient lieu et pour ainsi protéger la vie des habitants<sup>109</sup>. Il est ainsi intéressant de noter que la protection de la nature pour les habitants – contrairement à l'argument défendu par les services publics –, revient à protéger la nature contre l'action des êtres humains, car ce sont bien eux qui provoquent les désastres. Par exemple, dans son site web, le RDP publie un article pour commémorer les vingt ans des coulées de boue qui s'intitule « La coulée de boue de la ravine *Macul*, désastre naturel ou crime planifié ? »<sup>110</sup>. « Derrière le nom de catastrophe naturelle » (terme, d'après eux, utilisé dans les récits et l'information de l'époque pour nommer les coulées de boue), « dans le cas de la précordillère de Santiago, se profile directement la planification d'un crime »<sup>111</sup>. Les membres du RDP qui signent l'article du site web vont plus loin en soulignant que, puisque les autorités n'ont pas évité la catastrophe, qu'elles n'ont pas tenu compte de « la vision de la communauté » ni de « l'information vitale » sur les risques, elles sont responsables de la mort des personnes dans les coulées de boue.

Ce récit n'est rendu public qu'en 2013, soit vingt ans après la tragédie de 1993. Ces articles et ces arguments n'ont pas été publiés avant car c'est à travers le temps que des échanges se sont noués, que les habitants ont discuté entre eux, qu'ils « ont pris conscience », qu'ils ont pu reformuler leurs expériences vécues. Ce processus pour comprendre les dangers auxquels ils pouvaient être confrontés leur a pris plusieurs années et c'est aujourd'hui qu'ils *savent*, comme dit Juan, qu'ils ont développé une connaissance et une conscience qu'« il n'y a pas au niveau de la mairie... »<sup>112</sup>. Annie m'explique qu'ils sont allés à la mairie pour présenter « des pétitions de la part des voisins » pour que les fonctionnaires puissent intégrer les études des risques à la planification urbaine, mais que « personne ne répond ». D'après ces enquêtés, alors qu'ils ont « conscience du problème », ni la Mairie ni l'État n'ont encore compris les implications inhérentes aux constructions dans la précordillère. C'est ainsi que la

---

<sup>109</sup> Nous verrons plus loin comment le mouvement RDP essaie d'intégrer ses revendications dans une démarche d'intérêt général.

<sup>110</sup> Site web du RDP « Aluvión de la Quebrada de Macul: ¿Desastre natural o crimen planificado? » du 3/5/2013. <http://redprecordillera.cl/index.php/component/content/article/22-reportajes/73-aluvion-de-la-quebrada-de-macul-desastre-natural-o-crimen-planificado> [consulté en juillet 2014].

<sup>111</sup> « *Lo que a veces se oculta tras el nombre de catástrofe natural, en el caso de la precordillera santiaguina, es derechamente la planificación de un crimen* » (Red por la Defensa de la Precordillera, 2013).

<sup>112</sup> « *No se ha tomado conciencia a nivel municipal* », entretien avec Juan du 30/04/2008.

période post 1993 va fonder une nouvelle modalité d'action des riverains de la précordillère car, ayant pris conscience de leur environnement, ils vont revendiquer ce que signifie de vivre à côté des dangers et ils vont réagir en tant qu'« habitants de la précordillère ». Par ailleurs, la notion de conscience à laquelle font référence les enquêtés exprime un désir et une volonté *explicités* de connaître ce qu'est la précordillère. Ceci déclenche un processus d'enquête – menée par eux-mêmes – sur leur monde social, et plus particulièrement, sur la nature qu'ils vont vouloir protéger. Comme nous allons le voir plus loin, puisque les pouvoirs publics n'ont pas conscience des problèmes auxquels les riverains sont confrontés, cette protection citoyenne inclut une critique des institutions. Partant d'un manque de confiance à l'échelle locale, vis-à-vis de la mairie qui n'a pas su protéger les habitants, les citoyens expriment une méfiance envers toutes les institutions car le territoire en question est encore un sujet nouveau tant au sein de l'État – ils ne se sentent pas protégés par les institutions et la gestion du territoire est encore faible – qu'au sein des revendications citoyennes et de la société civile. Les personnes rencontrées se montrent très critiques face à la position des fonctionnaires et des institutions, compte tenu du fait – mentionné au début de ce chapitre – que le Chili est un pays sismique, qui connaît d'importantes catastrophes et où les populations se retrouvent souvent vulnérables face à des événements de grande ampleur (inondations, tremblements de terre, éruption volcaniques, tsunamis).

Après l'événement, le danger et l'incertitude demeurent et sont même réactualisés par l'enquête citoyenne. Dans ce contexte, au-delà des institutions publiques, les entreprises privées vont aussi surgir comme des acteurs de poids, contre lesquels les citoyens protestent, puisqu'elles peuvent aussi transformer et affecter la nature. Sauf qu'ils ne vont pas se confronter directement aux entreprises privées, celles-ci étant plutôt des acteurs sans nom propre, des entités abstraites : les « privés » aux yeux des voisins sont des étrangers qui arrivent sur « leurs territoires ». Ce sont les autorités, comme nous le verrons dans les chapitres suivants, qui sont les interlocuteurs privilégiés choisis par les habitants pour exiger et présenter ces demandes dont les données scientifiques sont le fondement. Comme le remarque Lolive, « cette territorialisation peut être qualifiée de réactive », où trois acteurs, « les indigènes [c'est-à-dire, l'habitant], le terroir et l'étranger » font partie de la société locale et où « l'étranger » est le moteur du changement (Lolive, 1997, p. 109). C'est ce changement qui va continûment être mis en question par les habitants de la précordillère qui vont s'engager pour la défendre.

L'organisation d'un collectif citoyen comme le RDP n'a pas lieu immédiatement après les coulées de boue, un temps est nécessaire pour que les riverains « prennent conscience ». Le désastre a lieu en 1993, les habitants, ceux qui ont été affectés, ceux qui ont subi la catastrophe, ont besoin de temps pour mieux l'analyser, en trouver les causes, expliquer les raisons qui l'ont provoquée. Dans les jours et les mois qui suivent les coulées, le nombre de morts, le pourcentage de maisons détruites et de sans-abri s'accroissent. Cependant, peu de rapports étudient les impacts à long terme (D'Ercole, 1996) et, une fois l'urgence passée, la catastrophe tombe peu à peu dans l'oubli. Ce n'est qu'à long terme qu'on peut évaluer les impacts les plus profonds, les nouvelles conditions d'existence et les effets sur la gestion du développement urbain (D'Ercole, 1996) qui ont fait suite aux coulées de boue.

Les considérations techniques et humaines jugent insatisfaisantes les réponses à la catastrophe. Les autorités n'ont pas su contrecarrer ce que la science avait réussi à prédire : alors que les scientifiques avaient annoncé les désastres, les autorités qui avaient pourtant constaté plusieurs vagues d'inondations et de pertes matérielles n'ont pas su agir préventivement. La science agissant ici comme une « manière systématique, sérieuse, rigoureuse, empirique d'aborder un objet » (Latour, 2008, p. 659) est donc perçue positivement par les habitants.

« Pour les individus exposés, la question du risque ne se pose donc presque jamais 'en soi', mais toujours en référence à une histoire, un contexte et un environnement social, industriel ou naturel » (Coanus *et al.*, 2004 : 21). Alors que les services publics sont ancrés dans le présent, les habitants se tournent vers l'expérience du long terme. Ils cherchent une histoire et un contexte où situer leurs analyses, leurs dossiers. Ils se tournent vers différents acteurs et milieux sociaux, leurs demandes cherchent des intérêts communs, mais cela ne les empêche pas de revendiquer des attachements envers leur territoire et ses particularités. Au contraire, plus ils étudient et analysent le contexte, plus leurs demandes se particularisent et l'information se reterritorialise (Gramaglia, 2006 : 165). Comme le montre Mara Benadusi, la catastrophe agit comme un « laboratoire d'apprentissage social » (Benadusi, 2010 : 2) ; à long terme, elle devient une opportunité d'apprentissage où circulent des savoirs à différents niveaux.

**Deuxième chapitre : Action collective au Chili et agir politique du Réseau de Défense de la Précordillère (RDP).**





## Introduction

Pour comprendre les particularités de la précordillère, les citoyens s'intéressent à la formulation d'un langage scientifique qui puisse décrire avec exactitude ce qu'est la précordillère et en prédire les catastrophes naturelles. Mais cet intérêt naît à un moment où les habitants de la précordillère affrontent un grave problème. En effet, après les coulées de boue, les citoyens réalisent que les autorités ne prennent guère en compte les risques ou la prévention suggérée par les experts consultés. L'incidence de la science dans les décisions concernant la planification urbaine est, dans le cas présent, presque inexistante. Les autorités, en recourant à la nature pour toute explication des dangers, effacent la possibilité d'une évaluation des risques à long terme. Face à l'incertitude, chaque acteur se mobilise pour essayer d'agir dans son champ (en tant que citoyens ou en tant qu'autorités). Annie, Juan, Lucy et Ana María<sup>113</sup>, au sein du RDP, pensent que l'action des autorités n'est pas suffisante pour prévenir de futurs dangers. Devant la faible planification urbaine, ils sentent que c'est à eux d'avertir la population des risques possibles, ainsi que de lui faire comprendre ce que vivre dans la précordillère implique. Et c'est également à eux de prendre en charge la gestion du territoire, face au refus des autorités de « protéger » la précordillère des nouveaux projets immobiliers.

Les coulées de boue, nous l'avons vu, sont un fait particulier dans l'histoire de Lo Cañas, du piémont de la précordillère, qui mène au déclenchement d'une action collective. Mais ce n'est pas le seul fait qui motive les habitants à s'engager et à élaborer une dénonciation. Nous verrons dans ce chapitre que dans la mesure où les instruments publics de participation sont pauvres au Chili, les habitants réagissent en tant que citoyens face aux vides ou aux faiblesses des politiques publiques territoriales et de participation citoyenne. Ils deviennent des habitants préoccupés par ce qui les entoure, par leur quartier, qui souhaitent acquérir des compétences plus larges, dans d'autres arènes. L'expression « citoyen » est préférée à celle d'« habitant » pour rendre compte des différentes étapes par lesquelles passent les membres du RDP, car comme l'explique bien Héloïse Nez, la notion d'habitant « tend à valoriser un savoir spécifique lié à l'usage quotidien d'un lieu de vie », alors que celle de « citoyen » (au sens de « celui qui appartient à une cité », pour reprendre une définition du

---

<sup>113</sup> Journaliste, proche de la soixantaine. Elle habite avec sa mère et ses enfants à Santa Sofía de Lo Cañas, où elle est dirigeante du quartier.

*Petit Robert*) inclut un ensemble plus large de savoirs sociaux et politiques » (Nez, 2011 : 388). Cependant, nous ne laisserons pas de côté pour autant le terme d'habitant, étant donné que les membres du RDP se constituent en tant qu'acteurs politiques à partir du lieu où ils habitent (ils se revendiquent habitants de tel endroit). Ces acteurs, habitants de Lo Cañas, participent aux processus d'action collective où ils jouent le rôle de riverain, d'expert, de citoyen engagé, c'est-à-dire, d'acteur politique mais aussi de « voisin ».

La participation est entendue dans notre recherche à partir des tentatives des citoyens de participer à la vie sociale et politique, mais aussi d'avoir une incidence sur les décisions concernant les transformations survenues dans leur quartier. Ils souhaitent aussi établir des relations avec les autorités, afin de saisir comment la participation se crée au jour le jour, considérant des instruments de participation tant en termes législatifs qu'en termes de volonté ou disponibilité politique. Quand et combien de fois les autorités sont-elles disponibles pour recevoir, écouter, discuter, parler ou se confronter aux citoyens ? Avec quelle fréquence les citoyens sollicitent-ils les autorités ? Plus concrètement, il s'agit d'étudier comment le RDP crée des espaces de dénonciation vis-à-vis des expressions d'autoritarisme héritées de la dictature<sup>114</sup>, surtout en ce qui concerne le manque de participation citoyenne.

La notion de participation dans ce chapitre (et qui sera prolongée dans le chapitre 3) n'est pas comprise « par le haut », à partir des catégories qu'utilisent les organismes ou les institutions internationales, ni celles dont se servent les gouvernements au Chili. Lors des deux campagnes électorales de Michelle Bachelet aux élections présidentielles (en 2006 et en 2014), la « participation citoyenne » était au centre de ses discours politiques. D'ailleurs, la grande promesse du premier gouvernement de Bachelet (2006-2010) fut l'annonce d'un « gouvernement citoyen » (Checa *et al.*, 2011). « Face à la désaffection citoyenne, Michele (sic) Bachelet a promis pendant sa campagne un style de gestion nouveau, convoquant la participation populaire, pour la configuration d'un 'gouvernement citoyen'. » (Luna, 2007 : 7). La « participation » est une catégorie qui opère à des échelles différentes et qui change de sens facilement ; c'est pourquoi une approche critique de ce terme est nécessaire. Pour étudier la participation, je m'inspire du travail mené au Chili par

---

<sup>114</sup> Sur ce point, des universitaires comme José Joaquín Brunner (important chercheur en matière d'éducation au Chili) suggèrent que les racines idéologiques de l'autoritarisme dans la culture chilienne datent de bien avant la dictature ; il signale qu'on peut retrouver dans l'histoire plus ancienne du Chili d'« importants antécédents de l'origine de l'autoritarisme dans la bourgeoisie chilienne » (Brunner, 1980 : 999). Cela ouvre sans doute une voie intéressante d'analyse qui pourrait mettre en relation la place que la « bourgeoisie » a historiquement occupée au Chili et son comportement au niveau de la participation citoyenne au jour le jour. Autrement dit, comment la « bourgeoisie chilienne » (ou les classes privilégiées) agit-elle à l'heure actuelle et comment comprend-elle la participation des citoyens.

l'anthropologue américaine Julia Paley, qui explique que pour l'« examen de cette notion, il est important de mener une étude anthropologique et ethnographique plus compréhensive des pratiques, des discours et des dynamiques de pouvoir des démocraties contemporaines » (Paley, 2001a : 12)<sup>115</sup>. Pour analyser où se joue la participation et comment elle peut être définie, cette enquête s'intéresse aux interactions des différents acteurs et à leurs tentatives de participation dans la défense de leur environnement.

L'intérêt de revenir sur la notion de participation est, comme le note Joëlle Zask, de revaloriser l'idée même de participation en mettant la focale non pas sur les organismes mais sur la façon dont les « participants » définissent eux-mêmes l'entreprise participative (Zask, 2011). Comme le montre Zask, « une participation bornée au fait que les participants s'engagent dans une entreprise dont la forme et la nature n'ont pas été préalablement définies par eux-mêmes ne peut être qu'une forme illusoire de participation » (Zask, 2011 : 9). Ainsi, suivant les idées avancées par Zask, l'entreprise participative peut être comprise comme le rôle occupé par des citoyens (ou des « participants ») défini par eux-mêmes, auquel ils croient et duquel leur idée même de citoyen (participant) dépend. La participation est donc le processus à travers lequel « les individus s'investissent dans des activités dont les conséquences sont à la fois *personnelles*, au sens où elles engagent leur responsabilité, *tangibles*, au sens où elles modifient, ou contribuent à modifier, le cours et la nature de leur association, et *reconnues*, au sens où la communauté les authentifie et en tient compte » (Zask, 2011 : 11). Participer implique finalement « trois types d'expériences (...) : prendre part, apporter une part, et recevoir une part » (Zask, 2011 : 11).

L'État chilien définit légalement la participation citoyenne comme le moment où les citoyens s'impliquent dans la gestion publique. Plus précisément, lorsqu'ils participent à quatre processus inscrits dans la loi de Participation Citoyenne : l'accès à l'information pertinente, les consultations citoyennes, les comptes publics participatifs et les conseils de la société civile<sup>116</sup>. Dans la mesure où aucun des cas de participation que nous abordons dans ce travail n'est inclus dans ces quatre processus, notre définition de la participation s'éloigne de

---

<sup>115</sup> « Y en el caso de Chile, la 'participación', es necesario tener una visión más crítica de este término. Esta se debe realizar a través de un examen antropológico y etnográfico más comprensivo de las prácticas, discursos, y de las dinámicas de poder de las democracias contemporáneas ».

<sup>116</sup> « En otras palabras, la participación ciudadana ocurre cuando los ciudadanos se involucran en la gestión pública, oportunidad que en el caso de Chile se concreta a través de los 4 procedimientos que establece nuestra Ley de Participación Ciudadana, como lo son acceso a la información relevante, consultas ciudadanas, cuentas públicas participativas y consejos de la sociedad civil ». Site web du Gouvernement du Chili « Qu'entendons-nous par participation citoyenne ? », <http://participacionciudadana.segegob.cl//que-es-participación-ciudadana> [consulté en février 2015].

celle du gouvernement et n'a pas à voir seulement avec la gestion publique, comme le pense l'État chilien. Puisque notre objectif est de décrire les espaces éphémères à travers lesquels le collectif RDP essaie de participer, nous nous intéressons à ces moments où finalement la participation citoyenne s'exprime au sens concret, non pas en tant que catégorie construite depuis et par l'État, mais comme une action quotidienne forgée par les citoyens. Cette enquête définit ainsi la participation comme les tentatives quotidiennes des citoyens pour jouer un rôle influent dans les affaires qui les concernent.

Dans un premier temps, il s'agit d'analyser l'héritage de la dictature (1973-1990) et de comprendre comment les processus d'action collective, en termes généraux, changent de stratégie après les années d'autoritarisme, passant des mouvements massifs à des micro-mouvements citoyens. Nous rendrons compte des demandes citoyennes qui émergent une fois la démocratie récupérée, pour situer le RDP dans un contexte plus large. Nous observerons, à partir de là, comment émergent des microprocessus de dénonciation dans la précordillère. Une fois la démocratie rétablie, certains groupes, pourtant affectés par ces nouveaux projets, évitent de se mobiliser pour réclamer des droits ou dénoncer certaines injustices. Cependant lorsque des collectifs citoyens comme le RDP constatent que les instruments et dispositifs de participation sont inexistantes, qu'ils ne leur permettent pas, quand ils existent, d'être consultés ou de participer réellement (c'est-à-dire, une participation contraignante), une réaction se déclenche.

Dans le contexte de post-dictature (après 1990), ce sont surtout les mobilisations pour exiger des droits (en particulier la lutte en faveur des droits de l'homme et le jugement des responsables de crimes et de tortures sous la dictature) qui occupent l'espace public et prennent le devant de la scène. D'une certaine manière, celles-ci rendent invisibles d'autres microprocessus politiques conduits par des citoyens experts qui ne sont pas intéressés par une forte présence médiatique, ou bien qui sont jugés moins importants. En ce sens, après 1990, il existe une certaine pression sociale pour faire entendre les injustices commises pendant la dictature, et en particulier un engagement politique de la part des chercheurs en sciences sociales pour s'attacher à l'analyse des mobilisations les « plus urgentes » de l'espace public, telles que celles liées aux droits de l'homme. Cela va retarder le surgissement d'autres demandes citoyennes visant notamment l'environnement ou la ville. Comme nous allons le voir plus loin, la mobilisation d'associations citoyennes et territoriales est donc plutôt récente dans l'espace public, ne datant que du début des années 2000 (Tironi *et al.*, 2011 : 276).

Par ailleurs, privilégiant une méthode d'observation de l'espace public, les chercheurs mènent souvent des enquêtes sur les mobilisations massives de rue, notamment dans les quartiers populaires, sur la classe ouvrière, en tant qu'acteurs centraux du système d'historicité<sup>117</sup>. Les rares enquêtes ethnographiques de cette période sont avant tout réalisées dans les *poblaciones* auprès des classes populaires. Dès lors, on méconnaît ce qui se passe à l'intérieur des maisons des classes moyennes, par exemple, ou au sein des associations de quartier qui défendent des espaces ou des « privilèges » particuliers.

Il est en effet difficile d'avoir accès à ce qui se passe dans d'autres collectifs qui coordonnent des mobilisations dans les années 1990-2000 (à quelques exceptions près qui seront abordées plus loin). Ce n'est que vers la seconde moitié des années 1990 que l'on voit émerger dans les travaux réalisés en sciences sociales, des collectifs qui dénoncent d'autres conflits liés à des demandes spécifiques concernant la nature et les quartiers patrimoniaux (surtout du centre de Santiago et de Valparaiso). D'autre part, la question centrale dans ces choix est d'ordre moral : quand peut-on – d'un point de vue éthique – commencer à s'intéresser à des questions qui ne soient pas liées à la dictature ? Quand devient-il légitime, vis-à-vis des arènes publiques, de parler d'autres enjeux que la dictature ou les classes populaires, ces sujets urgents des années 1980 et du début des années 1990 ? Il est complexe de préciser toutes les raisons qui expliquent le manque d'études ethnographiques ou de travaux de terrain sur les mobilisations autour des microprocessus avant 1990, surtout si l'on tient compte du contexte politique du pays. Cependant, du fait du démantèlement, mené pendant les années 1970 et 1980, des facultés de sciences sociales par les autorités de la dictature, de la mort, de la torture et de l'exil d'un nombre important de chercheurs, de l'autoritarisme au sein des universités (il y eut, par exemple, des militaires à la tête de plusieurs universités publiques), outre la censure régnant dans le pays, on comprend que la recherche était un exercice sous contrôle strict. On peut malgré tout affirmer que les microprocessus d'action collective ne sont pas inexistantes au Chili à cette époque. Il est aussi

---

<sup>117</sup> Alain Touraine constitue une figure centrale dans le champ des recherches sur les mouvements sociaux au Chili. Il noue des rapports étroits avec le Chili et d'autres pays de l'Amérique latine des années 1970 et 1980 (voir Pleyers, 2008) car il est présent à Santiago le jour du coup d'État, le 11 septembre 1973. Après cet événement, il publie un journal qui analyse les derniers jours d'Allende (Touraine, 1973). Il exerce donc une grande influence sur les chercheurs qui vont s'intéresser, au Chili, aux mouvements populaires de grande ampleur plutôt qu'aux micromobilisations menées par des notables ou des experts. Dans ce sens, la sociologie américaine interactionniste et la sociologie des problèmes publics américaine des années 1970 n'a pas une grande influence sur les chercheurs chiliens, et des auteurs comme Joseph Gusfield (et son ouvrage *The Culture of Public Problems. Drinking-Driving and the Symbolic Order*, 1981) arriveront tard au Chili. Ce panorama change grâce à l'émergence de la sociologie pragmatiste européenne, et particulièrement française, des années 1990 et la propagation des idées d'auteurs comme Luc Boltanski ou Bruno Latour.

certain qu'ils ont du mal à se rendre visibles, à gagner une place au sein des médias et à susciter l'intérêt de la part des différents publics. Quelles causes peuvent être « aussi » justes que celle des droits de l'homme<sup>118</sup> pendant la dictature ou celle des inégalités sociales ?

Dans cette enquête, il est question des mouvements qui dénoncent une injustice différente de celle de la dictature. Certes, ils se placent également sur un registre de revendications de justice et de droits, mais celles-ci sont centrées sur la participation, la défense de la nature, du quartier et l'incidence des citoyens dans les affaires publiques. Il s'agit de mouvements éphémères ou plus stables, de microprocessus qui vont chercher à se distinguer des grandes mobilisations sociales que le pays a connues durant la dictature (comme celles des années 1983 et 1984)<sup>119</sup>, créant de nouvelles stratégies pour participer aux affaires politiques. De la sorte, les publics vont mettre du temps à saisir l'importance de ces mouvements et leur diffusion se fera lentement.

Comme le chapitre précédent l'évoquait au sujet de ce qui se passe après les coulées de boue, ce chapitre poursuit l'analyse des difficultés que rencontrent les citoyens face aux institutions et aux fonctionnaires qui les convoquent rarement pour débattre des affaires publiques, qu'il s'agisse de changements dans la commune, de nouveaux projets immobiliers, ou simplement pour connaître leur opinion<sup>120</sup>. À l'instar de ce constat, à partir des

---

<sup>118</sup> Dans une perspective plus ample, il est raisonnable de penser que les victimes des catastrophes – le Chili étant un pays de désastres naturels qui touchent les populations les plus vulnérables et les plus pauvres - pourraient aussi adosser leurs revendications à celles des droits de l'homme. Cependant, à cette période, cette revendication concerne la violence exercée par l'État, dans une double perspective politique et idéologique.

<sup>119</sup> Dans son travail sur les mouvements sociaux au Chili, l'historien chilien Gabriel Salazar distingue « quatre 'types historiques' prédominants de mouvements sociaux au Chili dans les deux cents dernières années » : le mouvement social du peuple mapuche, celui du « peuple métis » (c'est-à-dire, les classes populaires, les « marginaux », les *pobladores*), les salariés (les syndicats, les travailleurs) et finalement les « mouvements sociaux-citoyens » (Salazar, 2012 : 166). Salazar observe un changement important dans la citoyenneté « par le bas » à partir de 1947 (émergence des « mécontentements des masses ») mais qui ne surgit dans l'espace public qu'en 2005-2006 avec les mobilisations lycéennes. L'auteur ne s'intéresse pas aux micro mouvements mais distingue qu'à partir de 2005 l'émergence d'assemblées territoriales dans des quartiers, communes ou régions signifie que ces dernières « tendent à contrôler la réalité dans leur entourage » (Salazar, 2012 : 45). Parmi les mobilisations essentielles pendant la dictature, Salazar évoque celle de 1983, « la première journée nationale de mobilisation contre la dictature » (Salazar, 2012 : 40). Suite à cela, d'après l'auteur, l'action citoyenne populaire pendant la dictature agit sur deux fronts : vers l'intérieur, « en tant que lutte communiste de survie », et vers l'extérieur, « en tant que manifestation et défi rebelle contre le système dictatorial » (Salazar, 2012 : 40). Le premier front aida à créer des alliances pour résoudre des problèmes pratiques de survie quotidienne et le deuxième impulsa la création de « groupes de lutte armée et de pratiques collectives de résistance et confrontation » (Salazar, 2012 : 40).

<sup>120</sup> Pour preuve, une étude récente menée au Chili montre que les mairies respectent rarement les étapes de participation auxquelles les oblige la loi de participation citoyenne (Participación Ciudadana en la Gestión Pública, Ley 20.500) (Ciudad Viva, 2012)<sup>120</sup>. Cette étude avait pour objectif de « connaître le niveau d'accomplissement de la Loi de participation » (Participación Ciudadana en la Gestión Pública, Ley 20.500) promulguée en février 2011 (Ciudad Viva, 2012 : 8). Plus d'un an après la date d'entrée en vigueur de cette loi, l'étude montre que parmi les municipalités qui ont répondu à l'enquête (43% d'un total de 345 municipalités consultées) seulement 2% présentait un « niveau élevé de participation citoyenne » (Ciudad Viva, 2012 : 9). La

observations de notre enquête ethnographique, cette recherche s'interroge sur l'indifférence des institutions publiques (ministères, mairie de La Florida et autres institutions avec lesquelles le RDP interagit) vis-à-vis des débats publics, indifférence qui contraste avec la motivation que les citoyens expriment au sein du RDP dans le but de participer et de s'impliquer dans le débat public. Tout d'abord, il est important de discerner si la participation des citoyens dans des affaires qui les concernent dépend concrètement d'une « volonté » des autorités locales, avant de juger si les autorités font preuve de « mauvaise volonté » ou pas. Comment expliquer en effet la démotivation des autorités locales à faire participer les citoyens ? Pour cela, nous allons étudier les interactions entre les citoyens et les autorités en commençant par examiner comment s'est construite l'indifférence des autorités et comment les citoyens ont réagi face à elle, pour finalement analyser comment les citoyens de la précordillère essaient de construire par leurs propres moyens des instances de participation, faute de dispositifs établis de participation citoyenne.

Loin des méthodes ethnographiques qui nous intéressent ici et inspirée par des sondages qui mesurent, par exemple, l'affiliation à des partis politiques, ou encore ce que les Chiliens pensent de la participation (Garcés, Valdés, 1999) ou de la « dévalorisation » de la démocratie et de la politique en général (PNUD, 1998 y 2002), l'idée d'une stabilité post-dictature est généralement considérée comme une évidence dans les travaux tant sur les mobilisations de cette époque-là que sur celles qui ont lieu actuellement (Paredes, 2011). Elle est rarement nuancée par des observations *in situ* pour tenter de comprendre ce qui se cachait derrière cette image de passivité dans les années 1990 (parmi les exceptions, voir Paley, 2001b). Le sociologue chilien de la Maza, spécialiste de ces sujets, soutient que, suite aux grandes mobilisations d'avant la fin de la dictature (1983-1990), une période de « passivité » et de « désarticulation », ainsi qu'une forme de « stabilité sociale » prédominent (de la Maza, 1999 : 377). De la Maza analyse surtout la participation civile à la croisée des politiques

---

commune de la Florida y figure parmi les municipalités dans lesquelles la participation citoyenne à la gestion publique est la plus basse. Les conclusions signalent que la mise en œuvre de la loi de participation est très faible dans la gestion publique et que « les autorités municipales ne montrent pas une volonté significative d'inclure de nouveaux mécanismes de participation citoyenne » (Ciudad Viva, 2012 : 10). Les modifications de la nouvelle loi de participation y sont critiquées dans la mesure où les citoyens continuent à n'être que consultés, et leurs opinions sont donc non contraignantes : la participation de ceux-ci (accès à l'information, consultation, demande d'opinion) dépend encore de la bonne volonté des autorités municipales. Cependant, l'étude se centre sur des documents que l'ONG sollicite auprès des mairies et ce n'est pas un travail de recherche : il n'y a pas d'observations *in situ* ni d'analyse de discours. Il est donc difficile d'expliquer, d'une part, pourquoi et comment cette loi est peu respectée et, d'autre part, quelles sont les pratiques et les discours sous-jacents aux résultats de l'étude.



publiques et au regard de l'institutionnalisation de la participation vis-à-vis des gouvernements successifs.

Il est ainsi intéressant de constater que, sous ces images, prédomine une définition « partisane » de la politique. La relation entre citoyens et politique est surtout observée par rapport à leurs inscriptions (ou non) dans des partis politiques, par rapport au vote ou vis-à-vis de l'agenda des partis politiques et du gouvernement. Quant à la mobilisation politique, celle-ci est surtout prise en compte quand il s'agit de manifestations massives dans l'espace public. Dans ce cadre, la définition de mobilisation politique se restreint à considérer ce qui est observable dans l'espace public, notamment la capacité à convoquer des adhérents (que ce soit pour voter ou mesurer l'impact de politiques publiques). Notre travail s'attache donc à élargir la notion de mobilisation politique aux activités de tous les jours que mènent des collectifs comme le RDP. L'observation des pratiques quotidiennes permet de formuler de nouvelles réflexions sur l'importance que revêt la participation pour un groupe de citoyens et sur leur conception de la démocratie et de la participation aujourd'hui.

Ce travail ne s'attache donc pas à analyser des concepts tels que démocratie, participation ou politique en fonction des grandes lignes de la tradition philosophique et sociologique ; il s'intéresse plutôt à la singularité de l'action politique, aux gestes et aux pratiques de tous les jours. Partant de l'affirmation que la politique diffère selon le contexte (Sharma, Gupta, 2006 : 11) et qu'elle « prend naissance dans l'*espace-qui-est-entre-les* hommes » (Arendt, 1995 : 40-41), notre enquête s'inspire de l'idée que « l'arène principale qui permet aux personnes d'apprendre quelque chose sur l'État se situe dans la sphère des pratiques de tous les jours » (Sharma, Gupta, 2006 : 11). Dans ce contexte, l'ethnographie est la méthode et le moyen qui permet de mieux saisir cette sphère et de porter un autre regard sur la participation et la démocratie, différent de celui des sondages ou des grandes notions. Mais avant d'en venir à ce point, il convient de donner quelques repères du contexte du Chili avant l'émergence du RDP. Ce chapitre possède deux grandes parties : la première s'attache à décrire rapidement et de manière synthétique le contexte structurel du Chili de ces vingt dernières années, moment de l'émergence des nouvelles demandes au sein de l'action collective. Ensuite, nous nous recentrerons sur Lo Cañas pour observer le contexte local dans lequel surgit l'action collective du RDP.

## 10. Les effets des enclaves autoritaires héritées de la dictature.

La dictature qui s'installe au pouvoir au Chili à partir de 1973 jusqu'en 1990 est d'une violence extrême : non seulement elle rompt avec la stabilité des institutions, mais le nombre de victimes de ce gouvernement autoritaire s'élève à plus de 40 000<sup>121</sup>. Le problème qui s'ensuit au moment du « processus de transition » (Castillo, 2008 : 74) vers la démocratie est que le cadre institutionnel autoritaire persiste après la dictature. Le Chili aura donc deux types d'institutions : les démocratiques, telles que les élections qui sont rétablies après dix-sept ans d'interruption, et les institutions autoritaires, héritées du régime militaire et contenues dans la Constitution de 1980, toujours en vigueur (Castillo, 2008). Cette Constitution « restreint la participation au système politique et économique » (Castillo, 2008 : 73). Plus particulièrement, les institutions autoritaires inscrites dans la Constitution de 1980 n'ont pas été modifiées suite aux négociations en faveur de la transition politique. Ces négociations ont été possibles grâce aux convergences entre des secteurs « souples » du régime militaire et ceux de l'opposition (Zapata, 2004). Dans ce contexte, le processus de transition vers la démocratie au Chili et sa consolidation ne sont pas exempts de polémique dans la mesure où les accords auxquels ont souscrit les secteurs politiques en faveur de la transition ont écarté le recours à la mobilisation pour mettre fin à la dictature et ont ensuite évité le débat public, par exemple, en fermant le journal *La Época* qui avait pourtant aidé à consolider l'opinion des partis d'opposition à la dictature ou en bloquant les ressources de différentes organisations non gouvernementales de pays qui avaient pourtant contribué au processus de démocratisation (Zapata, 2004). De même, l'un des aspects les plus révélateurs de cette transition polémique est la permanence de Pinochet à la tête des forces armées entre 1990 et 1998, puis son poste de « sénateur à vie » (*vitalicio*) qu'il va assumer jusqu'en 1998, ainsi que la création des « sénateurs désignés » dont le mandat s'exerce aussi « à vie ». En outre, en termes d'institutions autoritaires héritées, on trouve des lois qui, au sein de la Constitution, suspendent la faculté du Congrès de surveiller et contrôler les actions des fonctionnaires durant la période militaire ou la permanence de tous les fonctionnaires publics désignés pendant la dictature (Zapata, 2004).

---

<sup>121</sup> D'après le rapport de la « Comisión Asesora para la Calificación de Detenidos Desaparecidos, Ejecutados Políticos y Víctimas de Prisión Política y Tortura », il y a plus de 40 000 « victimes », dont 3 216 personnes mortes ou disparues et 38 254 personnes qui ont survécu à la prison politique et/ou à la torture (Centro Derechos Humanos, Universidad Diego Portales, 2011).

Démocratie de faible intensité, fermeture de la démocratie (Doran, 2010 : 109), démocratie négociée (Marques-Pereira, 2005 : 376), démocratie incomplète (Garretón, 1996 : 2), démocratie limitée (Paley, 2001a : 10)... La nouvelle démocratie qui s'installe en 1990 à la suite de la dictature du coup d'État de Pinochet en 1973 est abondamment critiquée par les analystes. Puisque la « transition pactisée » (Doran, 2010 : 113) se négocie entre les militaires et les partis politiques, les héritages institutionnels de la dictature sont donc marquants (Marques-Pereira, 2005). Ces héritages se manifestent dans ce que le sociologue chilien Manuel Antonio Garretón – qui a longuement travaillé sur cette période – nomme les « enclaves » héritées du régime autoritaire (Garretón, 1989 : 51). D'après lui, ces enclaves se perpétuent après 1990 sur trois plans : au niveau des institutions, des droits de l'homme et des acteurs (Garretón, 1996 : 2). Lorsque, en 1989, il analyse la transition et la consolidation démocratique au Chili après le plébiscite de 1988<sup>122</sup>, et qu'il se demande si la démocratie est possible après cela et qu'il pose la question de savoir comment dépasser les problèmes hérités de la dictature (les « enclaves autoritaires »), il finit par insister sur la précarité et la partialité avec lesquelles la transition va se mettre en place (Garretón, 1989).

Au niveau des enclaves institutionnelles, le problème est que la Constitution de 1980 et ses institutions adoptées sous le régime autoritaire se perpétuent avec la nouvelle démocratie. Parmi elles, on compte des « sénateurs désignés », un « conseil de sécurité national composé des chefs des trois armées et du président élu et pouvant intervenir à tout moment si l'ordre est menacé » (Doran, 2010 : 107). Garretón voit à ce niveau les problèmes suivants : la non élection démocratique des autorités municipales, l'intangibilité de certaines institutions, le fait que les forces armées aient des attributions démesurées, que ses plus hautes autorités soient inamovibles et que les organisations sociales soient dans l'incapacité réelle d'exercer toute pression politique (Garretón, 1989 : 51).

Une deuxième enclave pour Garretón concerne les militaires et l'ampleur de leurs attributions politiques (Garretón, 1989 : 55). Pinochet lui-même, après la fin de la dictature, reste commandant en chef de l'armée et devient un « sénateur désigné » à vie. Enfin, la dernière enclave importante soulignée par l'auteur est la tâche difficile pour les premiers gouvernements de la nouvelle démocratie d'affronter la question des violations des droits de l'homme et de se charger d'une quelconque solution (Garretón, 1989 : 60).

---

<sup>122</sup> L'année 1988 fut celle du plébiscite organisé par le régime de Pinochet. « Le 'non' à la poursuite de la dictature l'emportait avec 54,7 % des suffrages et exprimait un consensus, forgé sous les auspices de l'Église et, parmi les forces démocratiques, principalement par les socialistes et les démocrates-chrétiens, qui voyaient, dans ce référendum, une possibilité de mettre un terme à la dictature » (Marques-Pereira, 2005 : 367).

Enfin, comme l'affirme Marques-Pereira (2005) « les 'enclaves autoritaires' sont des héritages de la dictature au sein de la transition vers la démocratie, qui altèrent celle-ci ainsi que l'expression de la souveraineté populaire » (Marques-Pereira, 2005). Dans ce contexte, les collectifs qui veulent se faire entendre, vers la fin des années 1990 et le début des années 2000, doivent affronter ces différents problèmes hérités de la dictature.

En clair, puisque la Constitution de 1980, approuvée sous la dictature, est préservée à partir de 1990, la nouvelle démocratie n'apporte pas avec elle de nouvelles institutions. Si nous nous limitons au cadre qui nous intéresse ici, à savoir les micro-mobilisations comme espaces nouveaux de dénonciation d'injustices après la chute du régime militaire, la participation des citoyens reste très limitée au niveau législatif. Une période d'« évitement du conflit » (Doran, 2010 : 108) s'ouvre avec la répression des manifestations et un gouvernement qui se montre « favorable à une politique du consensus », en évitant la prise en compte des revendications qu'il juge conflictuelles au point de « bloquer » certaines demandes comme celles du mouvement féministe. Face à une institutionnalisation faible et encore autoritaire, les mouvements sociaux restent marginaux (Marques-Pereira, 2005 : 365). Ce n'est donc qu'à partir des années 2000, avec la massification des luttes contre l'impunité, que l'action collective s'ouvre vers d'autres sujets (Doran, 2010 : 113).

Les entraves qui empêchent les citoyens de pouvoir prendre part aux décisions politiques persistent jusqu'à aujourd'hui. On ne peut pas nier que des tentatives ont été mises en place : pendant le gouvernement de Ricardo Lagos (président du Chili entre l'année 2000 et 2006, appartenant à la *Concertación*<sup>123</sup>), un conseil fut créé pour « fortifier la société civile », un projet de loi de participation citoyenne fut élaboré et des instructions de participation citoyenne<sup>124</sup> (Checa *et al.*, 2011 : 15). Pour sa part Michelle Bachelet, ayant pour intention de mettre en œuvre une « démocratie de meilleure qualité » (...) « lance au début de

---

<sup>123</sup> Alliance politique connue sous le nom de « Concertation des partis pour la démocratie », créée en 1988 pour s'opposer au régime militaire. Cette coalition arrive au pouvoir après la dictature en 1990 et elle s'est maintenue au pouvoir pendant quatre périodes présidentielles consécutives jusqu'à 2010, moment où arrive au pouvoir le candidat de droite Sébastien Piñera de la *Coalición por el Cambio* (Coalition pour le changement) intégrée par les partis *Renovación Nacional*, l'*Unión Demócrata Independiente* et *Chile Primero*. La *Concertación* est ainsi l'une des alliances politiques les plus stables de l'histoire politique récente du Chili : elle est conformée par le parti *Demócrata Cristiano* (Démocrate Chrétien), le parti *Socialista* (Socialiste), le parti *Por la Democracia* (Pour la Démocratie) et le parti *Comunista* (Communiste) n'y est intégré qu'en 2009 pour les élections parlementaires de 2009. Information obtenue sur le site [http://historiapolitica.bcn.cl/partidos\\_politicos](http://historiapolitica.bcn.cl/partidos_politicos) [consulté en septembre 2014].

<sup>124</sup> Le document est émis le 7 décembre 2000 sous le gouvernement du Président Ricardo Lagos sous le nom « Instructions présidentielles sur la participation citoyenne ». Ce document fait appel aux organes de l'État pour donner plus de participation aux citoyens sans expliciter comment cette participation pourrait fonctionner (document et information extraits du site web <http://www.guiadigital.gob.cl/articulo/instructivos-presidenciales#ip00714>, [consulté en février 2015].

son gouvernement l'Agenda Pro Participation Citoyenne 2006-2010 » (Checa *et al.*, 2011 : 15). Mais, comme le montrent bien ces auteurs, ces tentatives, avec leurs procédures, normes et règlements ne réussissent pas à assurer la participation des citoyens dans le processus de prises de décisions, avant tout parce qu'elles n'ont pas de statut légal mais seulement administratif ; autrement dit, elles ne réussissent pas à institutionnaliser la participation citoyenne au sein du système politique chilien (Checa *et al.*, 2011).

De la sorte, en termes généraux, dans le domaine politique et citoyen au Chili, il n'y a pas de loi ni de dispositifs institutionnels efficaces sur la participation. Les autorités, mises à part quelques exceptions circonscrites, ne sont pas obligées d'écouter les citoyens et encore moins de prendre en compte les évaluations des organisations civiles. C'est dans ce sens que l'architecte María José Castillo parle de « participation consultative », car les institutions publiques se limitent à écouter les citoyens sans les incorporer à la prise de décisions (Castillo, 2010 : 31). D'après cette auteure, au Chili, la participation est comprise comme le processus à travers lequel l'État invite les citoyens à donner leur opinion sans pour autant reconnaître une participation ni même sa possibilité (Castillo, 2010 : 33). Elle constate qu'à quelques exceptions près, la construction de la ville n'est pas pensée comme une collaboration entre des acteurs qui possèdent des ressources diverses et néanmoins complémentaires (Castillo, 2010 : 34).

Dans le domaine plus limité de l'environnement, la loi prévoit un instrument de participation au sein du Système d'Évaluation d'Impact Environnemental (SEIA, créé en 1997, dont se charge la CONAMA, Comisión Nacional de Medio Ambiente ou Commission Nationale de l'Environnement) pour les nouveaux projets cherchant à s'implanter au Chili. Dans ce cadre, les investisseurs sont obligés d'intégrer « l'opinion des citoyens directement affectés par les projets qui impliquent de possibles impacts sur leur environnement » (Delamaza, 2004 : 134) aux études qu'ils doivent réaliser concernant les effets négatifs de leur projet. Cependant, cette « participation » n'est encore une fois que consultative, c'est-à-dire que l'opinion est seulement recueillie, ce qui ne prévoit pas que les citoyens puissent faire des changements dans les projets ou avoir une incidence sur les décisions liées aux territoires qu'ils habitent. Outre l'obstacle des technicismes, les habitants ont accès à l'information par des voies informelles – par des rumeurs et le bouche à oreille – car, pour être au courant des nouveaux projets par les voies dont disposent les institutions, il faut soit se

rendre régulièrement à la mairie, soit lire périodiquement le *Diario Oficial*<sup>125</sup> (Spoerer, 2013 : 25), mais à ce stade de publication, les décisions sont déjà prises.

La Loi Générale d'Urbanisme et Construction (Ley General de Urbanismo y Construcción, LGUC) prévoit aussi des instances de participation citoyenne mais celles-ci restent extrêmement précaires (Tironi *et al.*, 2011 : 276), car ce n'est que lorsqu'un nouveau Plan d'Urbanisme Communal (PRC) est approuvé ou modifié que la mairie doit accomplir diverses actions de consultation auprès des citoyens. Ainsi, la mairie doit d'abord informer les habitants de la commune des principales caractéristiques des modifications du PRC dans des assemblées connues comme *audiencias públicas*<sup>126</sup> (audiences publiques) dont la convocation doit être publiée dans la presse ou la radio. Ensuite, lorsque le projet est exposé, les citoyens ont trente jours pour présenter leurs objections, après quoi une nouvelle assemblée est convoquée pour rendre compte des observations reçues. Enfin, le maire doit présenter le projet de modification du PRC et les observations faites par les différents acteurs au conseil municipal pour que celui-ci approuve ou rejette le projet. Pour sa part, le Ministère du Logement et de l'Urbanisme (MINVU) peut s'opposer au PRC s'il considère que le plan communal perturbe les régulations entre les communes<sup>127</sup>. En dernière instance, c'est le Conseil Régional (Consejo Regional, CORE) – que j'aborderai plus loin – qui a le dernier mot (Tironi *et al.*, 2011). Au cours de ce processus, comme le montrent Tironi *et al.* (2011), le rôle des citoyens est très faible et, dans la plupart des cas, ils n'ont aucune possibilité d'avoir une quelconque incidence sur les décisions des nouveaux projets urbains. Ces auteurs soulignent trois problèmes qu'affrontent les citoyens. D'abord, lorsque les institutions chargées de la planification urbaine se réfèrent à la participation des citoyens, ceux-ci ne peuvent donner qu'un simple avis sur les futurs changements que prévoit le Plan d'Urbanisme Communal. Le rôle des citoyens est ainsi limité à une position passive (Tironi *et al.*, 2011 : 277). Ensuite, les

---

<sup>125</sup> Dans le journal officiel sont publiés, depuis 1876, les lois et les décrets ainsi que d'autres informations d'intérêt national : il s'agit d'un journal extrêmement technique et très difficile à lire. Site web du journal <http://www.diariooficial.interior.gob.cl> [consulté en septembre, 2014].

<sup>126</sup> J'expliquerai plus loin les *audiencias* à partir de mes observations sur le terrain et au moment d'approfondir la question de l'action politique du RDP.

<sup>127</sup> Les instruments de Planification Territoriale au Chili sont le Plan Régional de Développement Urbain (Plan Régional de Desarrollo Urbano, qui oriente le développement des centres urbains régionaux) ; le Plan d'Urbanisme Métropolitain (Plan Regulador Metropolitano ou PRM – et PRMS lorsqu'il s'agit du Plan Regulador Metropolitano de Santiago –, qui s'occupe de la gestion d'unités urbaines qui dépassent les 500 000 habitants) ; le Plan d'Urbanisme Intercommunal (Plan Regulador Intercommunal, qui régle la planification des zones urbaines et rurales de diverses communes qui font partie d'une unité urbaine de moins de 500 000 habitants) ; le Plan d'Urbanisme Communal (Plan Regulador Comunal, PRC, réglementation qui régle la planification de la commune) ; le Plan de Secteur (les Planes Seccionales sont sollicités lorsque des études plus détaillées sont requises dans le cadre de l'application du Plan d'Urbanisme Communal, PRC). Site web du Ministère du Logement et l'Urbanisme <http://www.observatoriourbano.cl/> [consulté en septembre 2014].

auteurs remarquent que les normes autorisent des modifications urbaines qui peuvent être facilement exécutées sans majeure consultation ni entrave légale, modifications qui altèrent considérablement la vie dans la commune comme, par exemple, l'augmentation subite de la constructibilité (Tironi *et al.*, 2011 : 277). Autrement dit, des changements importants peuvent être mis en place dans la commune sans discussion générale de leurs effets sur le territoire, sur les habitants, les relations sociales ou la vie dans le quartier. C'est le cas notamment du Panul qui, en tant que terrain privé, peut devenir lotissement alors qu'il s'agit d'une zone à risque. Dans ce cas, l'intervention de l'État dans la sphère privée étant presque nulle, les autorités publiques se déresponsabilisent du projet.

L'un des problèmes les plus importants auquel doivent faire face les mobilisations qui débutent en 2000, issues des classes aisées, est la fragilité de la participation citoyenne. Pour les organisations qui débattent de la planification urbaine, comme le RDP, le problème concret est que la législation concernant la participation des citoyens est presque inexistante. Un autre problème vient du fait que le langage de la procédure de modifications urbaines est extrêmement technique, ce qui le rend difficilement compréhensible pour la plupart des intéressés : le processus normatif reste ainsi marginalisé (Tironi *et al.*, 2011 : 277). Or, ce langage est exigeant par souci de précision, surtout lorsqu'il s'agit de modifications d'articles légaux. Nous pouvons penser que ce langage technique n'est pas particulier au cas chilien ni au domaine de l'urbanisme, il s'agit plutôt d'un phénomène récurrent que nous rencontrons à plusieurs niveaux dans notre vie quotidienne. Finalement, ce n'est pas une nouveauté que « la démocratie ne soit qu'affaire de procédures » (Callon *et al.*, 2001 : 163). Ainsi, nous pouvons dépasser l'idée suggérée par Tironi *et al.* selon laquelle les citoyens restent marginalisés du processus en raison du langage technique car comme le suggère Heloïse Nez (2011b) – et nous le verrons dans le cas du RDP – les citoyens, en s'organisant et en créant des associations citoyennes pour participer à la vie publique, développent des savoirs professionnels qui les aident à se familiariser avec ce langage technique. Par ailleurs, si nous changeons la focale, alors que les citoyens doivent se former pour assimiler le langage technique, les autorités, pour leur part, rencontrent aussi des difficultés pour intégrer aux plans urbains savoirs et capacités des citoyens et des usagers. De la sorte, il ne s'agit pas tant d'un acte délibéré des autorités pour que les citoyens ne puissent pas participer ni se renseigner au cours du processus de participation, que d'un problème qui réside dans le fait que la divulgation des données et la communication entre les intéressés font défaut.

Quoi qu'il en soit, les difficultés concernant les différents savoirs et leur communication entraînent le problème suivant : ceux qui ne sont pas familiarisés avec la terminologie en question sont marginalisés lorsqu'ils veulent participer à la prise de décision. De la sorte, leur possibilité d'agir est doublement interrompue : au niveau légal, et, en deuxième instance, si les habitants n'ont pas une préparation adéquate (diplômés, architectes, avocats), ils seront rapidement dépassés par le langage et le processus de participation épineux. Face à cela, l'alternative est simple : soit ils ne participent pas, soit ils apprennent ce langage pour participer.

L'un des points les plus importants pour mon enquête est que les autorités locales n'ont pas l'obligation de considérer et de prendre en compte les observations adressées par les citoyens-participants qui réussissent à donner leur opinion et donc à comprendre le langage technique, à s'informer des modifications et à se faire une place dans les assemblées consultatives. Cela est particulièrement révélateur dans le cas des nouveaux plans régulateurs communaux, face à de nouveaux projets et aussi dans le cas de la régulation environnementale. Pour ces deux cas, ce sont finalement les institutions nationales (tel que le Ministère du Logement et de l'Urbanisme, MINVU) qui ont le dernier mot, car même si les autorités locales intègrent les opinions et les pétitions des citoyens qui réussissent à participer, le Gouvernement Métropolitain ou le Ministère a entièrement le droit de ne pas prendre en compte les mesures sollicitées par ces citoyens.

Pour toutes ces raisons, j'avance l'existence de « failles »<sup>128</sup> concernant la démocratie et la participation des citoyens, face auxquelles ces derniers vont chercher à construire leurs propres voies de participation politique, où ils développent des projets singuliers, au travers desquels ils mettent en place leurs causes, « c'est-à-dire, la dynamique de l'action politique » (Boltanski, 1991 : 23). Devant un scénario de « multiplications des conflits citoyens » (Tironi *et al.* 2011) et compte tenu de la précarité – voire de l'inexistence – des voies formelles de participation, actuellement les tentatives de participation des citoyens fonctionnent beaucoup plus par le biais de chemins informels, qu'ils tracent eux-mêmes, comme ils le peuvent, avec des moyens limités et des capacités qu'ils doivent constamment perfectionner. C'est à ces espaces informels de participation que s'intéresse ce travail. Bien que ces espaces de participation que les citoyens imposent (puisque les dispositifs n'existent pas) ne soient pas légalement contraignants, il est intéressant d'étudier ces constructions de tentative de

---

<sup>128</sup> Plus loin, j'analyserai en détail ces « failles » mais, concrètement, j'utilise cette expression pour expliquer les vides et les problèmes qui existent concernant la participation des citoyens gérée par les institutions publiques.



participation en tant qu'espaces éphémères, fragiles et intermittents d'action politique et en tant que nouveaux laboratoires de la démocratie (Sintomer et Talpin 2011, cité par Lefebvre, 2012).

Ces arènes de discussion assez instables surgissent suite à des controverses<sup>129</sup>, certains collectifs réussissent à s'installer, ou à faire passer leurs problèmes, à faire entendre les controverses qu'ils rencontrent, plus que d'autres. Sans vouloir évaluer qui réussit et qui ne réussit pas, ou si cela affecte le bon développement démocratique chilien, il s'agit d'analyser l'expérience des citoyens qui tentent de participer à la prise de décisions concernant leur environnement. Quelles configurations provoquent l'émergence de certaines controverses ? Comment les acteurs impliqués y réagissent-ils ? Il s'agit donc ici de voir comment le RDP et d'autres collectifs liés à celui-ci comprennent, définissent, mettent en œuvre la participation, lorsque celle-ci est conçue plus comme un laboratoire d'expérimentation des citoyens que comme une loi ou une politique publique. Face au vide légal en ce qui concerne une participation citoyenne qui permette de dépasser le stade de la consultation, les discussions sont naturellement menées en dehors des cadres légaux. Nous avons donc affaire à des dénonciations (au sein du RDP, par exemple) qui ne sont ni encadrées ni prises en charge par des institutions (judiciaires, civiques, de travail social, syndicales, ou autres). Avant d'en venir aux demandes du RDP, nous allons retracer brièvement les demandes citoyennes depuis le rétablissement de la démocratie en 1990.

---

<sup>129</sup> Comme nous l'avons annoncé dans le chapitre 1, plutôt que le terme conflit, les notions de controverse et d'affaire sont privilégiées dans ce travail.

## 11. L' « apathie » qui suit le retour à la démocratie : comment se légitime la nouvelle démocratie après la dictature ?

Le problème de la persistance du cadre institutionnel hérité de la dictature, bien que déterminant au Chili, ne fait pas partie des objectifs centraux de ce travail. C'est pourquoi bien que reconnaissant les limites de la transition en termes institutionnels, nous nous centrerons ici sur les modes de ré-articulation des processus d'action collective après le régime militaire. La dictature détruit le projet d'un État social impulsé par le gouvernement socialiste de Salvador Allende, par l'intermédiaire d'une démobilisation politique extrêmement répressive (Fleet, 2011 : 110). De la sorte, la démobilisation a été une conséquence intentionnelle de la transition négociée entre l'élite des membres des partis de l'opposition et les militaires (Paley, 2001 : 91). Les espaces publics sont brutalement fermés, les personnes se replient sur les espaces privés – la famille et les amis – pour se protéger. Cependant, à partir de ces espaces plus intimes, différents organismes et dispositifs – qui gèrent tant l'opposition à la dictature que le processus de transition vers la démocratie après le référendum de 1988 – s'organisent autour d'une cause « labellisée comme celle des droits de l'homme » (Cuadros, 2003 : 167). Ceci se fait sous la protection des Églises<sup>130</sup>, dans les grandes villes du Chili comme Santiago (Cuadros, 2009). Face à cette violence d'État, les périodes de démobilisation sont interrompues par des « formes d'action collective à haut risque qui n'ont pas pour vocation d'être massives » mais qui exposent les personnes à une forte « violence policière et militaire » (Cuadros, 2009 : 39). La résistance au régime de Pinochet est difficile et l'opposition politique à la dictature va s'articuler autour de la cause des droits de l'homme (Cuadros, 2009). Au début de la dictature (1973-1978), les formes d'action collective sont « des micro-manifestations de rue, des grèves de la faim, des enchaînements aux grilles d'institutions internationales et nationales, des pèlerinages et autres micro-mobilisations sur les lieux de sites d'extermination » (Cuadros, 2009 : 39). Ensuite, les années 1983-1986 sont marquées par des mobilisations massives antidictatoriales « au nom des victimes des violations des droits de l'homme » (Cuadros, 2009 : 42). Une unité est

---

<sup>130</sup> L'Église joue un rôle central pendant la dictature en protégeant plus de 40 000 personnes et, un mois après le coup d'État, le Comité Pro Paz de l'Église Catholique aide les réfugiés politiques. En 1976, est créée la Vicaría de la Solidaridad del Arzobispado de Santiago (où participent l'Église Catholique, Évangélique Luthérienne du Chili, Méthodiste, Presbytérienne, Baptiste, Orthodoxe et Israélite) qui fonctionne pendant tout le régime militaire pour assister juridiquement et socialement les victimes des violations des droits de l'homme à partir de 1973 [information extraite des sites web <http://www.cnnchile.com/>, <http://www.archivochile.com/> et <http://www.archivovicaria.cl/> [consultés en octobre 2014].

articulée pour créer une opposition contre la dictature de Pinochet qui se caractérise par un pluriclassisme inusité – ce qui constitue sans nul doute un nouveau précédent au sein des stratégies de mobilisations à partir des années 1980. Ces mobilisations acquièrent une visibilité et une représentation jamais égalées depuis les « mobilisations politiques des pauvres » des années 1960 (Sabatini et Wormald, 2004).

Dans les années qui suivent 1983, en plus des luttes pour les droits de l'homme, les mobilisations populaires menées par les « *movimientos de los pobladores* » prennent une certaine ampleur dans les conflits urbains à Santiago (Espinoza, 1999), dans un contexte marqué par la crise économique de 1982 (Garcés, Delamaza, 1985). À cette époque, les chercheurs, influencés par les théories des grandes mobilisations sociales, s'engagent dans les processus de mobilisations et participent aux mouvements populaires. Au sein de ces mobilisations – qui se caractérisent par des « *tomas* » –, la lutte se centre sur l'accès au logement ; « *la casa propia* » (sa propre maison) est une idée revendiquée dans des quartiers populaires emblématiques de cette période, portant dans les arènes publiques une demande territoriale importante dans différentes communes de Santiago. Selon Cortés (2014), pendant la dictature, la résistance se concentre fondamentalement dans les *poblaciones* qui réussissent à s'organiser entre elles et à faire entendre leur mécontentement dans l'espace public. Mais, en plus de ces demandes spécifiques, vers la fin des années 1980, avec le retour à la démocratie en 1990, les jeunes sans travail, les « *allegados* », les travailleuses mal rémunérées, les dirigeants chassés par la dictature et les ouvriers, prennent la tête de mobilisations populaires aux revendications multiples (Espinoza, 1999).

Cependant, d'après Marie-Christine Doran, entre 1990 et 1998, alors que la démocratie est rétablie, les demandes de justice en matière des droits de l'homme (pour juger les responsables de la dictature) ne suscitent pas de mouvements massifs (2010 : 106). L'État chilien, préoccupé d'établir une réconciliation et un consensus pour consolider la transition vers la démocratie rend ces demandes illégitimes, afin d'éviter les conflits sociaux (Doran, 2010 : 113). Parmi les chercheurs en sciences sociales étrangers et au Chili, il n'y a pas de consensus en ce qui concerne les catégories susceptibles de décrire la période post-dictature. L'idée de « consolidation » de la démocratie après 1990 ne convainc pas la majorité. Ce qui est indéniable, c'est qu'à partir de 1990, la restructuration des institutions post-dictature s'est faite lentement. Or, certains affirment que durant cette période, le « premier temps de la dénonciation » contre la dictature « contribue à légitimer la toute jeune démocratie comme l'espace d'une pluralité retrouvée, puisqu'il s'inscrit dans l'espace public par le biais de

manifestations, de grèves de la faim, de livres ou d'articles de presse » (Compagnon, 2007 : 350). Mais après 1990, les mouvements réussissent cependant à convoquer un ensemble de citoyens, aux convictions très diverses, autour de la revendication des droits de l'homme, créant des espaces communs sur lesquels travailler pour mettre en place la « transition démocratique » (Prognon, 2010). Peu à peu cette jeune démocratie, ainsi que la manière dont se fait cette transition, commencent à être critiquées. Comme l'explique l'anthropologue Julia Paley, l'idée de démocratie formulée par le premier gouvernement de la *Concertación* qui succède à la dictature possède – du point de vue stratégique – une série de principes auxquels les groupes qui se mobilisent doivent se plier. Désormais, ces groupes doivent agir non plus face aux modèles répressifs mais face à de nouvelles formes de pouvoir qui agissent en ayant recours à un discours de participation (Paley, 2001 : 6). D'après cette auteure, ce discours de participation s'instaure dans une démocratie qui légitime un modèle économique néolibéral, qui sera le plus important produit de la transition chilienne (Finn, 2003 : 451). Car au lieu de mettre fin aux réformes instaurées par la dictature, la période de post-dictature consolide les transformations qui avaient été mises en place durant le régime de Pinochet. C'est-à-dire que les gouvernements chargés de la gestion de la transition (regroupés sous les partis de la *Concertación*) assurent la continuité – et renforcent – les transformations économiques et sociales entreprises entre 1973 et 1989, préservant un modèle économique néolibéral qui favorise les élites dominantes et où les inégalités sociales se reproduisent très fortement (Awad, 2003). Julia Paley utilise la notion de « *marketing democracy* » pour situer la démocratie chilienne par rapport à l'économie internationale et pour montrer comment l'idée de démocratie est stratégiquement déployée par des acteurs différents pour modérer ou propulser les mouvements sociaux (Paley, 2001 : 109). Au sein de cette démocratie « promue », par les sphères de pouvoir tant au niveau international que national, les démobilisations populaires s'accroissent (Paley, 2001). Divers auteurs jugent cette période – entre 1990 et 1998 – comme étant caractérisée par une « apathie politique » (Doran, 2010 : 110) car les demandes restent dispersées. Paley explique cela ainsi :

« En opposition avec la période militaire, l'action collective semble s'affaiblir en 1990. Le repli vers des organisations communautaires et le déclin des activités publiques ont lieu alors que le système politique prétend s'ouvrir et que la liberté d'expression et la politique reprennent. Ce paradoxe est central pour la démocratie chilienne. Cela nous pousse à nous demander : quel type de démocratie fut installé au Chili, capable de

réduire l'interaction sociale et de diminuer les activités politiques durant la période de post-dictature ? » (Paley, 2001 : 90)<sup>131</sup>.

La démobilisation a été une conséquence intentionnelle de la transition négociée entre l'élite des membres des partis de l'opposition et les militaires (Paley, 2001 : 91). Alors qu'il était possible qu'au retour à la démocratie, avec un système politique ouvert, les masses investissent la rue pour s'exprimer après dix-sept ans de dictature, au contraire, les citoyens sentent qu'à partir de 1990, ils n'ont personne contre qui se mobiliser, ni à qui s'attaquer (Paley, 2001 : 131). De plus, la plupart des acteurs politiques institutionnels souhaitent museler les mouvements sociaux pour éviter de nouvelles confrontations comme sous Allende. Un ample secteur de la société attendant avec impatience le retour à la démocratie, le nouveau gouvernement de la *Concertación* bénéficie d'un pourcentage élevé d'approbation au sein de l'opinion publique. Pourtant la grande majorité accepte que le retour à la démocratie se fasse sans les débordements ni les radicalisations connus durant les années 1960 et 1970 (Guillaudat, Mouterde, 1998).

D'autre part, dans un contexte marqué par une idée de la justice qui confond les demandes de « justice institutionnelle en matière de droits de l'homme et justice sociale » (Doran, 2010 : 110-112), entre 1990 et 2005, la démocratie créée par les gouvernements de la *Concertación* se ferme face aux demandes en matière de droits (Doran, 2010). Les analyses des chercheurs se centrent principalement sur les mobilisations contre l'impunité ou contre la dictature, déplaçant ainsi d'autres demandes qui restent quelque peu en marge des travaux de recherches en sciences sociales. Par exemple, ces processus d'action collective sont peu étudiés, en particulier ceux qui impliquent les populations indigènes<sup>132</sup>, notamment dans le sud du Chili, ou d'autres micro conflits urbains – comme les « conflits environnementaux des ordures qui commencent en 1984, avec les mobilisations des citoyens des quartiers pauvres » (Sabatini, Wormald, 2004 : 68). Cependant, compte tenu des difficultés pour mener des

---

<sup>131</sup> « In contrast to the years of military rule, collective action appeared to decline in the 1990s. The closing of community organizations and the decline in public activities occurred at a time of purported political opening, when freedom of expression and politics might be expected to resume. This paradox is central to contemporary Chilean democracy. It compels us to ask: What kind of democracy was installed in Chile such that it would lead to reduced social interaction and diminished political activity in the post-dictatorship period? ».

<sup>132</sup> Deux travaux fondamentaux publiés dans les années 1980 sur les mapuche – « *Historia del Pueblo Mapuche: Siglos XIX y XX* » du philosophe José Bengoa, en 1985, et « *Líderes y Contiendas Mapuche, 1900-1970* » en 1989 des anthropologues Rolf Foerster y Sonia Montecino – marquent l'émergence de la question mapuche (Marimán, 2012), toujours d'actualité et qui depuis a fait couler beaucoup d'encre. Sur le discours politique des mapuche suite à la dictature, on trouve notamment l'article de Rolf Foerster « *¿Movimiento Étnico o Movimiento Etnonacional?* » (Foerster, 1999).

études de terrain à l'époque de la dictature, seuls quelques travaux ponctuels apparaissent sur des microprocessus locaux et urbains pendant et après la dictature qui s'intéressent à la participation des secteurs populaires, les « *grassroots* de la résistance » (Schneider, 1991)<sup>133</sup>. En effet, l'un des constats importants que font les chercheurs est le fait que lorsque le retour de la démocratie s'annonce, la situation économique des classes populaires est effrayante : presque 50% de la population du pays est pauvre (Ministerio de Planificación Nacional y Cooperación, 1998).

D'après Marie-Christine Doran, à partir de 1999 émerge un « nouvel axe de mobilisation autour de l'idée de justice » (Doran, 2010 : 110), « en tant que justice judiciaire mais aussi en tant que demande de droits » (Doran, 2010 : 120). À partir de 1999, ces processus d'actions collectives installent de nouvelles formes d'expression où des mouvements multisectoriels se rassemblent autour des droits de l'homme (luttres contre l'impunité de la dictature, remise en question de la démocratie post-Pinochet, exposition de la souffrance et des victimes...) (Doran, 2010 : 112). L'auteure montre comment l'action collective se revitalise grâce à cette idée de justice où convergent différents secteurs sociaux qui s'étaient distancés entre 1973 et 1990, mettant ainsi en question la « refondation démocratique » postérieure à 1990 (Doran, 2010 : 113). Mais, comme le souligne cette auteure, cette remise en cause de la qualité de la démocratie nouvelle n'était pas possible sans une réorganisation des demandes et des processus d'actions collective. Ce n'est qu'à partir des années 2000 que se massifient les actions contre l'impunité et les critiques vis-à-vis de l'indifférence des gouvernements de la nouvelle démocratie rétablie. Celle-ci commence à être profondément critiquée par différents groupes, en particulier du fait que l'État n'ait pas repris en main certains secteurs sociaux ou économiques : la dictature ayant mis en marche la privatisation d'une grande partie de l'économie et l'État ayant connu un important retrait de la plupart des fonctions qu'il avait assumées au cours du XXe siècle, en particulier l'éducation, la santé, la protection sociale, une partie de l'industrie, etc., beaucoup comptaient sur un retour de l'État dans les affaires économiques et sociales ; retour qui n'a pas eu lieu.

Nous pouvons donc affirmer que ce n'est qu'à partir de 1999 et des années 2000 que, grâce aux mouvements contre la dictature et contre la manière dont la transition est gérée, de

---

<sup>133</sup> La voix des féministes joue un rôle crucial pour mettre en évidence l'organisation des femmes dans les *poblaciones* (Hiner, 2011 : 182) et la « résistance domestique » des femmes en dictature (Montecino, 1997 : 84). Ainsi, les collectifs politiques locaux qui s'organisent pour participer à la vie publique, notamment les femmes dans les secteurs populaires (Schneider, 1991), sont étudiés par les chercheurs de FLACSO, Faculté Latino-Américaine de Sciences Sociales créée par l'Unesco, notamment Mario Garcés, Julieta Kirkwood, Philip Oxhorn, Cathy Schneider, Teresa Valdés, Marisa Weinstein, qui s'intéressent à l'exclusion des secteurs populaires au sein de la démocratie chilienne (Hiner, 2011 : 182).

nouveaux collectifs de dénonciation s'installent dans la sphère publique. Grâce à la visibilité des actions en justice en faveur des droits de l'homme et grâce aux mobilisations populaires des « *pobladores* », d'autres acteurs commencent à porter de nouvelles causes jugées justes.

## **12. L'apparition de nouveaux micro mouvements dans l'après-dictature.**

La transition vers la démocratie n'est pas automatique et il faut attendre quelques années pour que des mouvements émergents se consolident dans l'espace public. Dans la mesure où des collectifs se regroupent autour de la défense des droits de l'homme, qui devient de plus en plus visible, d'autres groupes de citoyens commencent peu à peu à soutenir de nouvelles causes, jugées tout aussi légitimes, comme celles des problèmes des conflits urbains et de l'environnement.

Parmi ces groupes qui réclament justice en marge des revendications contre la dictature, des collectifs dont les noms sont précédés par le mot « défense » (qu'il s'agisse d'un territoire et/ou d'un mode de vie) apparaissent timidement dans les arènes publiques. Ceux-ci commencent à intervenir sur une toute autre ligne d'argumentation, configurant ainsi de nouvelles formes d'agir politiquement ; ces mouvements citoyens se confrontent non seulement à l'État mais s'en prennent aussi aux entreprises et aux investisseurs. Dans un contexte où les solidarités urbaines s'articulent autour de la dénonciation des violations des droits de l'homme, les mouvements de « défense » de certains quartiers à Santiago relèvent assurément d'une nouveauté. Mais le processus de défense des droits de l'homme aide à établir des bases pour que des micro mouvements d'un nouveau type sortent dans les rues, remettent en question le système politique et osent affronter les autorités de la « nouvelle » démocratie.

La démocratie qui se réinstalle dans le Chili post-Pinochet est doublement critiquée. D'une part, l'économie libérale de Pinochet se poursuit avec la transition. Et, d'autre part, pour reprendre les mots de Paley, il s'agit d'une démocratie qui utilise les instruments du marketing pour « vendre » une idée de démocratie : les gouvernements qui succèdent à Pinochet utilisent les sondages d'opinion, la publicité et les études de marché pour promouvoir l'idée de démocratie auprès d'un public interne (national) et externe (international) (Paley, 2001c).

Comme conséquence de ces deux aspects, de nouveaux collectifs émergent dans la ville face à la libéralisation du marché des sols et à la privatisation accrue qui affecte les transports, l'accès aux services publics, les politiques de logements sociaux, les politiques de développement urbain. Si la ville de Santiago occupe une place privilégiée au sein des travaux



universitaires sur les villes latino-américaines en contexte néolibéral (Meyer y Bahr, 2001; De Mattos, 2003; Borsdorf, Hidalgo y Sánchez, 2007 cité par Cattaneo, 2011 : 7), c'est parce que les conséquences de la libéralisation économique affectent profondément cette capitale. Par ailleurs, ces collectifs doivent également faire face au fait que la participation est plus une idée « vendue » qu'un dispositif concret et effectif.

Ni « *movimiento de pobladores* » ni « mobilisations populaires urbaines », les actions comme celles du RDP s'érigent dans des quartiers aisés et sont portées par des habitants de Santiago appartenant aux classes moyennes. Ces citoyens sont, pour la plupart, des diplômés (architectes, urbanistes, avocats, etc.) capables de créer de nouvelles structures d'actions collectives qui ne découlent pas nécessairement de celles qui s'étaient articulées pendant la dictature. Or, il est difficile de savoir exactement ce que faisaient ces citoyens, où ils se trouvaient avant et pendant la dictature, car peu de travaux nous informent du type de mobilisations menées par l'élite experte durant la dictature. Cependant, divers auteurs constatent qu'à partir des années 1990, comme il a été dit plus haut, on constate un désintérêt des citoyens vis-à-vis de l'engagement politique. Tironi (1999) parle d'indifférence, alors que Carruthers, Rodriguez (2009) et Riquelme (1999) jugent l'action collective de cette période comme apathique. Dans son article, David Carruthers évoque la démobilisation citant un ministre qui, en 1990, affirme : « nous avons perdu la capacité de mobiliser les gens ». Carruthers insiste sur les données de l'époque qui montrent une importante déconnexion et désaffection de la politique, des politiciens et des partis politiques (2001 : 346). Il conclut que pendant la période post-dictature, la société civile a encore du mal à occuper une place dans l'espace public et en ce qui concerne les « conflits environnementaux », ce sont les ONG et les activistes qui doivent pousser la société civile à se mobiliser :

« Dans une culture politique qui insiste sur le consensus tout en évitant le conflit, les conflits environnementaux croissants qui sont en train de secouer le pays du nord au sud sont de plus en plus difficiles à ignorer. Dans ce contexte, les ONG environnementales chiliennes et les activistes font explicitement appel à une revitalisation de la vie civique. Ils s'efforcent de récupérer et de construire sur n'importe quels fragments d'expérience de participation ayant survécu à la brutalité de la dictature, et qui persistent encore dans l'apathie et la verticalité du gouvernement civil » (Carruthers, 2001 : 354)<sup>134</sup>.

---

<sup>134</sup> « *In a political culture that emphasises consensus and conflict avoidance, the sharpening environmental conflicts now shaking the country from north to south are increasingly difficult to ignore. In that space, Chile's environmental NGOs and activists are explicit in their call for a revitalisation of civic life. They strive to rescue*

À partir des années 2000, les citoyens de Santiago se trouvent face à des problèmes nouveaux. Des micro-collectifs, dont les mobilisations sont intermittentes, se font de plus en plus entendre grâce à la reconfiguration progressive de la société civile. Au début des années 2000, les mobilisations à petite échelle, ancrées sur le territoire, menées par des citoyens experts ou coordonnées par des collectifs citoyens qui réagissent face aux changements de leur environnement (quartiers ou autres), sont menées par les classes aisées (Tironi *et al.*, 2011 : 276). Ces mobilisations se distinguent des autres formes de contestations connues auparavant en ce sens où elles ne font pas appel aux grandes notions politiques de l'époque de la dictature. Elles sont également délimitées dans le temps et dans l'espace, se consacrant à des lieux spécifiques, comme par exemple la défense des « quartiers patrimoniaux » à Santiago (Canteros, 2011) ou l'exigence du respect d'une certaine qualité de vie (Ducci, 2004).

D'autre part, ces nouvelles contestations sont menées par des « citoyens technologisés » (Tironi, 2014) qui se servent des nouvelles technologies, Internet et des nouveaux réseaux de communication pour manifester. Précisons que, au Chili, l'utilisation d'Internet a connu un grand développement qui a aidé à renouveler les sphères publiques et à ouvrir le débat sur la politique dans le pays, transformant et créant des plate-formes de délibération et de mobilisation citoyenne (Millaleo, 2011).

On peut penser qu'à partir de cette période – fin des années 1990 et début des années 2000 – les demandes concernant l'espace, le territoire, le quartier, l'entourage s'installent dans le répertoire de la contestation citoyenne à Santiago. Dans un article sur des propositions de politiques publiques concernant la participation et les nouvelles organisations émergentes (Tironi *et al.*, 2011), les auteurs repèrent dix-sept organisations nées après 2010. D'après ces auteurs, il s'agit au début « d'un phénomène NIMBY [...] propre aux classes aisées, mais l'émergence de groupes organisés contre des interventions urbaines devient ensuite un fait plus transversal » (Tironi *et al.*, 2011 : 276)<sup>135</sup>. Et, ce qu'ils jugent le plus important, c'est qu'il s'agit « de groupes qui, loin de participer en tant que simples dénonciateurs, se sont transformés en acteurs politiques d'eux-mêmes » (Tironi *et al.*, 2011 : 276)<sup>136</sup>. On peut situer

---

*and build upon whatever fragments of Chile's participatory experience remain, having survived the brutality of dictatorship, and persisting still amid the apathy and verticalism of civilian rule ».*

<sup>135</sup> « *El fenómeno apareció como una forma de NIMBY (Not In My BackYard, o “No en mi patio trasero”), propio de los estratos de altos ingresos, hoy la emergencia de grupos organizados en contra de intervenciones urbanas es un hecho cada vez más transversal ».*

<sup>136</sup> « *Se trata de grupos que, lejos de participar como simples denunciadores, se han convertido en actores políticos de suyo propio ».*

ces mouvements dans deux perspectives : dans la première – qui nous semble trop simpliste –, ces collectifs ne mènent des actions que pour défendre leurs propriétés; toutefois, une deuxième perspective évoquée par Tironi, Poduje, Somma et Yáñez (2011 : 276) souligne que ces groupes s'intéressent aux processus de production et à la distribution de la connaissance. C'est cette deuxième perspective qui s'aligne sur ce que nous avons vu lors des coulées de boue de 1993 : les citoyens veulent savoir ce qui se passe, expliquer les comportements de la précordillère, déclasser les informations scientifiques et proposer des solutions à partir de l'information récoltée (Tironi *et al.*, 2011 : 280). Les citoyens « font irruption, discréditent des présupposés, remettent en question des définitions et exigent l'inclusion de nouveaux critères » (Callon *et al.*, 2009 ; Nelkin, 1995 cité par Tironi *et al.*, 2011 : 280)<sup>137</sup>. Ces organisations répertoriées par Tironi, Poduje, Somma et Yáñez sont nées en réaction à des interventions urbaines, des modifications et de nouvelles infrastructures ou équipements urbains pour lesquels les citoyens n'ont pas été consultés. Ils remettent en question la façon dont s'exécutent les transformations dans leurs quartiers où l'entourage, l'espace et l'environnement prennent un rôle déterminant.

Afin de mieux comprendre les particularités et l'importance de l'espace, nous allons utiliser ce que Javier Auyero (2005), qui a travaillé sur des processus d'action collective en Argentine, propose sur l'étude de l'espace au sein des mobilisations. D'après cet auteur, la dimension spatiale existe au sein des mobilisations sous quatre formes principales. D'abord, il y a l'espace situé, c'est-à-dire l'espace saisi comme faisant partie d'un ensemble de relations sociales où l'« environnement est compris comme étant tout autant physique que symbolique et donc inscrit dans un tissu de relations sociales » (Auyero, 2005 : 126). En deuxième lieu, Auyero explique comment les luttes peuvent avoir lieu dans le cadre des routines inscrites dans un espace quotidien : « les routines spatiales – comme aller faire ses courses au marché ou se promener au parc – influent directement sur la constitution et la forme que prennent les actions de contestation politique » (Auyero, 2005 : 128). En même temps, les mobilisations conforment des routines dans l'espace défendu. Troisièmement, il y a les lieux symboliques, c'est-à-dire l'espace investi de sens : « parce qu'ils sont porteurs de sens, certains lieux peuvent être tout autant le terrain que l'enjeu des politiques de la contestation (...). Les actions collectives s'inscrivent dans des lieux physiques, qui ont déjà une signification particulière » (Auyero, 2005 : 130). Finalement, l'espace construit par la contestation se réfère

---

<sup>137</sup> « *Irrumpen desacreditando supuestos, cuestionando definiciones y exigiendo la inclusión de nuevos criterios* ».

aux actions déterminées par la configuration de l'espace, du quartier ou du territoire, par exemple, des citoyens qui utilisent la topographie urbaine en faveur des mobilisations ; « l'espace construit, en déterminant les interactions sociales, influe sur le déroulement des actions de contestation » (Auyero, 2005 : 127). Au sein des mobilisations abordées, l'espace revendiqué est une combinaison de ces dimensions proposées. Dans ces processus d'action collective minoritaires des années 2000, le territoire ou l'espace joue un rôle tant comme espace symbolique (par exemple, pour le cas du RDP une forêt ou la précordillère comme endroit emblématique du quartier porteur de sens et de savoir partagés) que comme espace où se déroulent les manifestations et comme celui où les habitants se rendent quotidiennement pour se promener. Si l'espace qui nous occupe regroupe les différentes dimensions mises en lumière par Auyero, en revanche il se différencie d'autres mobilisations territoriales telles que celles des mapuche (Guevara, Le Bonniec, 2008) au Chili, dont les revendications, beaucoup plus anciennes, impliquent la restitution de droits indigènes, des terres et des ressources ancestrales (Antileo, 2007 ; Barozet, 2011).

Pour María Elena Ducci, « toutes les luttes importantes » menées par des citoyens « ces dix dernières années » (entre 1994 et 2004 approximativement) « ont été contre des projets » perçus comme menaçants (santé, propriétés, droits) (Ducci in De Mattos, 2004 : 151). Parmi ces luttes, la Coordination Non à l'Autoroute Rive Nord (Coordinadora No a la Costanera Norte) est un point de départ essentiel dans l'émergence de collectifs territoriaux à Santiago. En effet, l'une des premières revendications territoriales post-dictature, fut celle, emblématique, menée par la *Coordinadora*. Née en 1997 (dans le cadre légal d'une *junta de vecinos*), cette organisation s'oppose à la « première autoroute urbaine » suite à une concession faite par l'État à une entreprise privée (Ducci in De Mattos, 2004 : 157 ; Sorensen, Sagaris, 2010 : 304). Ce collectif réussit à convoquer des milieux sociaux assez différents de Santiago, configurant une coalition de vingt-cinq organisations mixtes (territoriales, commerçantes, et autres) (Sorensen, Sagaris, 2010 : 305) contre l'autoroute qui devait traverser Santiago, tout au long de la principale rivière de la capitale, Mapocho. Ce collectif apparaît comme la première forme d'action collective massive à réclamer des droits liés à la défense d'une certaine « qualité de vie » et où se mêlent des classes sociales et des identités diverses (Ducci in De Mattos, 2004 : 152) qui s'engagent dans la « défense » de leurs « communautés » et de « la santé de Santiago » (Ducci in De Mattos, 2004 : 158). Elle constitue un point d'ancrage pour le renouvellement de l'action collective citoyenne car non seulement l'autoroute fut finalement construite de manière souterraine, évitant ainsi de

découper le quartier en deux mais aussi, une fois obtenue cette victoire, cette organisation de quartier décide de fonder en 2000 « une organisation plus durable ‘Ciudad Viva’, fondation à but non lucratif (« *corporación sin fines de lucro* ») (Sorensen, Sagaris, 2010 : 305) qui jusqu’à l’heure actuelle est une référence experte en termes de « droit à la ville », impliquée selon ses propres membres au niveau local et international (Sorensen, Sagaris, 2010)<sup>138</sup>.

De nouveaux groupes comme la *Coordinadora* se développent de plus en plus et marquent une nouvelle étape de revendications citoyennes, menées surtout par les classes moyennes et aisées. Dans ce contexte, la défense de l’environnement, tant urbain que naturel, peut apparaître comme vouée à assurer un statut ou un privilège ou à le maintenir. C’est pourquoi, au sein de ces mouvements, le rôle du citoyen expert est central car grâce à son expertise urbaine, il renouvelle les motifs de revendications en abandonnant les consignes de la dictature et en transformant discursivement des exigences – qui peuvent, certes, être facilement perçues comme des privilèges – en raisons techniques. L’envie de réunir et de faire appel au plus grand nombre de personnes permet d’éviter une référence directe à la dictature, sujet qui divise jusqu’à aujourd’hui la société chilienne. Par exemple, la *Coordinadora No a la Autopista* met en avant sur son site web le fait d’avoir été intégrée au début par « quatorze organisations d’origines très différentes », qui configureront ensuite un réseau de « vingt-cinq organisations de voisins, de commerçants et autres » dont 50 000 personnes d’origines très diverses qui allaient être affectées par le projet. Ils mettent l’accent sur le fait qu’ils convergent vers un objectif commun, ce qui les aide à dépasser ou dissiper leurs différences. Comme d’autres organisations qui émergent à Santiago à cette période, ils s’attachent à défendre leurs droits, à participer aux instances où ils peuvent être influents ou au moins se faire entendre. En termes généraux, l’émergence d’organisations comme la *Coordinadora* fait

---

<sup>138</sup> Les membres de Ciudad Viva déclarent qu’il s’agit d’une « organisation communautaire démocratique » (voir leur site web <http://www.ciudadviva.cl/>, [consulté en septembre 2014]), intégrée depuis ses débuts par des diplômés (sociologues, urbanistes, architectes, géographes, historiens, etc.) qui se chargent de faire des rapports, des études, ou de collaborer avec les universités, comme en témoigne l’étude citée plus haut (Ciudad Viva, 2012). Si je n’ai pas intégré Ciudad Viva à mon ethnographie, c’est parce qu’il s’agit d’une organisation constituée bien avant le RDP. Aujourd’hui il s’agit d’une association beaucoup plus solide et reconnue, qui participe activement comme organisation citoyenne dans la sphère publique à Santiago ; ses membres agissent comme consultants, chercheurs et actuellement, plutôt que de défendre un espace en particulier, ils s’occupent de proposer des politiques publiques urbaines. Pour ce faire, ils ont constitué un Centre d’Urbanisme Citoyen et possèdent une expertise consolidée, à la différence du RDP qui en 2007 – quand je commençais l’ethnographie – ne datait que d’un an. De plus, Ciudad Viva regroupe plusieurs associations ; elle a également plusieurs axes d’actions (participation des citoyens, transparence, pistes cyclables, sécurité dans les quartiers, transports publics, participation des femmes), alors que le RDP est intégré par des habitants qui se sentent directement affectés et concernés par un problème concret. Les membres du RDP ne s’organisent pas pour avoir une incidence dans « toute » la planification urbaine de la ville mais se focalisent concrètement sur la défense de la précordillère. La corporation Ciudad Viva ayant largement dépassé les limites d’une organisation de voisins comme le RDP, elles ne me semblaient donc pas comparables.

partie d'un mouvement global (Sorensen, Sagaris, 2010 : 299), même si la particularité de ces organisations à Santiago est qu'elles vont demander à être consultées et à participer dans les projets de transformation urbaine. Elles présentent la singularité d'être conduites par des citoyens qui se transforment en experts, qui ne font pas référence directement à la dictature, qui ne se présentent pas comme « victimes » du passé mais plutôt du présent, à savoir, des changements croissants que commence à connaître la ville.

L'idéal d'un « gouvernement citoyen » proposé par Michelle Bachelet pendant son gouvernement (2006-2010) (Checa *et al.*, 2011) échoue rapidement. N'ayant pas su mettre en place un cadre institutionnel cohérent (Álvarez, Fuentes, 2009 : 61-62) en relation avec la participation citoyenne, son gouvernement fut incapable de transformer cette consigne ou idéal en une politique publique d'État. Cependant, une fois que le gouvernement de Bachelet montre ne pas avoir réussi à mettre en place des instruments participatifs effectifs, la nécessité d'une « participation citoyenne » s'installe dans le discours citoyen. Émerge ainsi un sujet qui fait problème et dévoile un des enjeux de la déficiente démocratie chilienne. Les citoyens identifient des « dettes » démocratiques dans différents domaines, notamment en ce qui concerne l'éducation. En 2011, les mobilisations des étudiants se massifient pour lutter « contre l'héritage de la dictature », comme le signalait l'un des dirigeants emblématiques des étudiants de cette époque, Gabriel Boric (qui, depuis 2014, est député indépendant de la région extrême sud de Magallanes). Afin de comprendre comment émerge la préoccupation citoyenne pour la participation, comment se construit cette notion par le bas et dans quelle mesure les savoirs citoyens qui se forment début 2000 sont « au cœur de la justification du principe de démocratie participative » (Deboulet, Nez, 2013 : 29) au Chili, nous allons analyser les « héritages de la dictature » en termes d'exclusion des citoyens dans la prise de décision.



### 13. Le passage au politique dans le quartier de Lo Cañas.

Nous avons vu les conséquences sur la participation des citoyens au Chili qu'a pu avoir, encore jusqu'à aujourd'hui, un régime autoritaire qui perdura dix-sept ans. Nous allons maintenant changer de perspective et revenir à Lo Cañas pour essayer de comprendre comment une action politique se constitue en considérant le contexte du quartier. Plus particulièrement, la question concerne ici le lien que le réseau développe entre les activités politiques et la vie dans le quartier. Autrement dit, pourquoi, finalement, a-t-il été nécessaire de constituer une organisation *politique* à Lo Cañas ?

La création du RDP relève de trois ordres d'argumentation soulevés par les citoyens de Lo Cañas que j'ai interviewés ou avec qui j'ai discuté. Tout d'abord, le fait même de vivre dans la précordillère est crucial pour, d'une part, constater une situation problématique et, d'autre part, comprendre comment fonctionne le milieu naturel où ils habitent. L'expérience de vivre dans la précordillère provoque chez certains citoyens un intérêt particulier envers ce qui les entoure. Lucy, par exemple, remarque que lorsqu'ils sont arrivés, elle et sa famille n'avaient « aucune » idée de ce que signifiait vivre dans cette zone. Mais, après avoir vécu des années au pied de la cordillère, après avoir été témoins des coulées de boue, leur relation avec le milieu change et ils s'intéressent à cet environnement. Cet intérêt les motive à coordonner des activités et à s'engager dans la défense du territoire qu'ils habitent. Assumer qu'ils vivent dans la précordillère provoque chez certains enquêtés comme Lucy et Annie une prise de conscience.

Deuxièmement, les expériences communes des habitants de la précordillère et la multiplicité des pratiques qu'ils mettent en œuvre sont à la base de la constitution des quartiers de la précordillère, comme ceux d'Annie, Lucy, Ana María ou Jenaro<sup>139</sup>. La transformation de terres agricoles en quartiers urbains fut possible surtout grâce aux premiers habitants : en effet, depuis les débuts du quartier en 1960, sa mise en œuvre est menée au sein de la *junta de vecinos* de Lo Cañas. Puis, pour avoir construit les quartiers avec leurs propres moyens, les premiers arrivants se sentent propriétaires non seulement de leurs terrains mais aussi de la précordillère. Annie, Lucy, Jenaro, Ana María perçoivent la précordillère comme étant à eux, à ceux qui y habitent et qui ont aidé au développement du quartier. Dans cette organisation de quartier, les premiers habitants inventent des manières de saisir le monde

---

<sup>139</sup> Habitant de Santa Sofía de Lo Cañas, proche de la soixantaine. Il travaillait dans le domaine de l'édition.



(Trom, Zimmerman 2001 : 290) fluctuantes, qui changent et s'adaptent aux circonstances vécues par les habitants. Lorsque de nouvelles manières d'appréhender le monde sont nécessaires pour protéger le quartier, de nouvelles organisations sont également indispensables. Le passage au politique devient opportun quand il ne s'agit plus seulement de construire le quartier mais de le protéger face à de nouvelles « menaces ».

Le troisième ordre d'argumentation pour expliquer la création du RDP et le passage au politique qu'évoquent Annie et Lucy relève de la dénonciation d'une injustice. Après avoir pris connaissance de la forêt El Panul, elles apprennent que non seulement cette forêt appartient à un privé qui veut y développer un projet immobilier, mais que ce propriétaire a acheté à un prix très bas le terrain qui héberge cette forêt primaire, pendant la dictature, étant un ami proche de Pinochet<sup>140</sup>. Suite à cela, les membres de cette association émergente ne chercheront pas à trouver les documents ou des preuves pour savoir comment le terrain a été vendu. La seule rumeur qui met en lien Pinochet et l'actuel propriétaire est beaucoup plus efficace dans l'émergence de l'action collective qu'une certitude, qu'un certificat ou qu'un fait démontré. Les membres qui s'engagent au début choisissent de croire à cette rumeur. La référence à Pinochet comme coupable de la vente (jugée dérisoire par le RDP) est vécue comme une enclave autoritaire, c'est-à-dire, comme un problème hérité de la dictature et face auquel ils sont impuissants. À plusieurs reprises au cours de l'enquête, les membres du RDP évoquent cette propriété (le Panul) qui fut « un cadeau de Pinochet », et que, puisque la loi le valide, « on ne peut pas toucher » (Annie, 01/10/2010).

Non seulement ils considèrent que la façon dont le propriétaire a acheté le terrain est contestable. De plus, alors qu'ils ont bâti ce quartier en considérant l'espace de la précordillère comme un territoire partagé, le fait qu'un morceau de cet espace aussi important et impressionnant que El Panul appartienne à une seule personne, qui plus est, ne s'intéresse

---

<sup>140</sup> Lucy m'explique au cours d'un entretien que grâce à un député de la commune (Montes), ils apprennent que El Panul avait été vendu pour une somme infime à l'actuel propriétaire en 1988 (Entretien avec Lucy, 14/05/2008). Cependant, quand je vais interviewer le gérant de l'entreprise immobilière, et lui demande à qui appartient le Panul, le 24 septembre 2009, il me dit « Alors, regarde, je vais te dire, un autre mensonge en plus... Ils disent que le terrain a été acheté à un prix très bas et que c'était en raison de son amitié avec Pinochet. C'est un autre mensonge ». (« *Ahora mira, te voy a decir otra mentira más de esto. Acá se dice que el terreno se compró al precio de una citroneta y que fue por la amistad con Pinochet. Otra falsedad más* »). Il m'explique ensuite que le terrain fut obtenu par l'entreprise suite à un appel d'offre public (le terrain appartenait à l'Université du Chili) en 1977. Il ajoute – en voulant me montrer qu'il n'y avait pas de lien avec Pinochet – que l'acte d'inscription de la propriété après l'appel d'offre a été fait par « l'un des plus importants ministres du gouvernement d'Allende » (entretien dans son bureau, 24/09/2009). Lorsque je lui demande plus de précisions à ce sujet et il me répond « si tu veux, je peux me renseigner » (« *si querí, te lo averiguo* »), mais il n'avait pas les documents sous la main.

pas à sa valeur « naturelle », est doublement inacceptable. Pour les membres du RDP la forêt appartient à tous.

Avant la phase d'urbanisation, à Lo Cañas, les rues ne sont pas goudronnées, on y voit passer des habitants à cheval, il n'y a pas d'infrastructure publique, ni de squares, ni de transports publics, ni de trottoirs. Quand les premiers habitants commencent à acheter des parcelles en 1958 à Santa Sofia de Lo Cañas – un quartier situé au-dessus de Lo Cañas –, à quelques rues de chez Lucy et Annie, les terrains font partie d'une exploitation agricole (*fundo*) qui fut parcellée et vendue. Chaque habitant a donc acheté un morceau de terrain, devant en même temps s'organiser pour mettre en place l'eau potable, l'électricité, la voirie. Cet espace est bâti par les premiers habitants, et c'est pourquoi ils se sentent chez eux. Au travers des processus d'entraide entre voisins, des liens se sont tissés depuis l'installation des premiers habitants. Comme Annie et Lucy, les habitants de Lo Cañas partagent dans certains cas une amitié forgée depuis les débuts du quartier.

Dans ce contexte, les objectifs de la *junta de vecinos* diffèrent des questions auxquelles le RDP va essayer, plus tard, d'apporter des solutions. Lorsque la première *junta de vecinos* a été créée par les habitants de Lo Cañas dans les années 1970, ses intentions étaient fondamentalement d'apporter des solutions pratiques à la vie de quartier. Un des plus anciens habitants de Lo Cañas, Tolon, explique cela :

« Question : Alors, vous avez participé ici [à Lo Cañas] à la *junta de vecinos* depuis le début ?

Tolon : J'étais un de ses fondateurs...

Question : Et vous y avez participé pendant combien d'années ?

T : 30 ans à peu près.

Q : Et pourquoi l'avez-vous quittée [*la junta de vecinos*] ?

T : Parce qu'il fallait laisser la place aux plus jeunes (...).

Q : Et c'est là que vous vous en êtes détaché ?

T : De toutes les obligations, dans tous les sens. Avant, nous nous sentions les propriétaires ici, dans un certain sens... Pas propriétaires, mais les responsables de ce qui se passait ici : nous nous sentions responsables du nid de poule dans la rue, des trottoirs cassés, de l'eau potable et de l'éclairage. Aujourd'hui je ne me sens plus responsable, absolument pas. Maintenant il y a d'autres personnes qui font les choses,

que j'aide quand je peux, je ne fais jamais d'objections sur ce qu'ils font parce qu'au moins ils ont l'initiative de le faire. Bien ou mal, c'est bien qu'ils le fassent »<sup>141</sup>.

Tolon est l'un de ces rares cas d'habitants arrivés à Lo Cañas dans les années 1960. Il est le patriarche de la famille Castillo<sup>142</sup> dont seulement l'un des fils habite encore à Lo Cañas, dans la même parcelle que ses parents. Quand Tolon parle, sa femme et son fils l'écoutent attentivement et l'interrompent rarement. On est dans la cuisine, loin des bruits auxquels on est habitué en ville (des voitures ou des bus du transport public), assis tous les quatre devant un ancien poêle à bois. Dans cet intérieur, chez les Castillo, on a l'impression de remonter le temps, entre ces murs en bois, dans une décoration des années 1950. De surprenantes photos en noir et blanc de paysages de la précordillère sont accrochées aux murs. C'est une atmosphère qui diffère en tout point du contexte général de La Florida où prédominent des *torres*, ces grands bâtiments modernes qui abritent de petits appartements qui dépassent rarement les 50 m<sup>2</sup>, flanqués de multiples panneaux publicitaires accrochés aux poteaux des principales avenues de la commune.

L'engagement de Tolon n'est pas un engagement politique de défense de la nature ou du quartier, comme celui d'Annie ou de Lucy. Tolon explique que, quand il participait aux activités dans le quartier, celles-ci étaient destinées à chercher des solutions au jour le jour, aux difficultés associées à la vie dans la précordillère dans un quartier qui n'était constitué que par des propriétés agricoles à peine urbanisées. Cette organisation et cette responsabilité pionnières vis-à-vis du quartier, ainsi que les solidarités qui s'y nouèrent à cette époque, sont indispensables pour concrétiser l'organisation politique autour du RDP. Quand Tolon essaie

---

<sup>141</sup>« Q: Entonces usted participó en la junta de vecinos, desde el comienzo acá.

T: De los fundadores pues.

Q: ¿Y durante cuantos años participó?

T: 30 años. 30 o más.

Q: ¿Y por qué la dejó?

T: No, porque había que darle el pase a la gente más joven.

Q: ¿Llegó gente nueva?

T: Sí, claro, llego gente nueva. Dos precisamente con no con ideas más nuevas, sino con ideas modernas. Las cosas son diferentes.

Q: ¿Y ahí comenzó a desligarse de todo?

T: De todas las obligaciones, en todo sentido. Antes nos sentíamos dueños nosotros aquí, en cierto modo; no dueños, responsables de lo que ahí pasara: del hoyo en la calle, de la vereda rota, de la planta de agua, y de la iluminaria, nos sentíamos responsables. Ahora ya no me siento responsable, en lo absoluto. Ahora hay otros que hacen las cosas a los cuales siempre les colaboro, nunca les objeto lo que hacen, porque por lo menos tienen la iniciativa de hacerlo. Bien o mal, que lo hagan ». (Entretien, 06/08/2008).

<sup>142</sup> Le 6 août 2008, j'interviewais pour la première fois la famille Castillo. Les deux parents, déjà âgés, étaient présents, ainsi que leur fils, d'une quarantaine d'années. Cette conversation avec ces trois personnes fut particulièrement intéressante car la famille Castillo est venue vivre à *Lo Cañas* en 1962 quand il n'y avait que des vignes et qu'il n'y avait que les habitants pour surveiller les parcelles encore inhabitées.

de m'expliquer qu'avant « on se sentait plus en famille » [*era más familiar*], je comprends que cette « familiarité » dont il parle est liée aux défis qu'ils affrontaient ensemble, comme une petite communauté, en quelque sorte isolée, où l'État ne participait que rarement. « On avait ce problème à résoudre [*l'accès à l'eau*]. Je crois qu'après que ce problème de l'eau a été résolu et qu'à partir du moment où elle [*l'eau*] a dépendu de l'entreprise [*privée, d'eau potable*], c'est comme si cet objectif-là avait disparu et elle [*la junta de vecinos*] a commencé à se disperser »<sup>143</sup>.

Les situations problématiques qu'évoque Tolon se distinguent du problème de la précordillère qu'affronte actuellement le RDP. L'accès à l'eau potable, entre autres problèmes, a également déclenché des actions, un agir ensemble pour un objectif commun : construire et consolider Lo Cañas. Une fois ces problèmes quotidiens de consolidation du quartier résolus, une organisation de quartier comme la *junta de vecinos* ne peut plus héberger les nouvelles demandes qui suscitent l'intérêt des habitants. Les résidents comme Annie et Lucy ont de nouveaux problèmes à résoudre qui impliquent d'autres arènes, d'autres questions, d'autres publics<sup>144</sup>.

Pour Annie, le RDP est, à ses débuts, « seulement un petit groupe d'amis »<sup>145</sup>. Or, tout au long du processus d'action, il existe une tension due au fait d'être, d'un côté, un collectif qui défend des causes qui concernent une majorité et d'un autre, un « petit groupe d'amis » qui met en avant les relations de confiance entre ses membres. Le « petit groupe d'amis » qui est à la base du mouvement pour la défense de la précordillère s'efforce de maintenir cette intimité au cours du processus de mobilisation. Mais, en même temps, ce cercle fermé – le « *núcleo duro* » (noyau dur) comme dit Annie pour parler des membres qui, depuis la fondation du RDP, y participent régulièrement<sup>146</sup> – veut se distinguer d'une association de quartier, en se fixant des objectifs ou des causes qui dépassent les intérêts du quartier de Lo Cañas, comme on le verra plus loin.

A première vue, ce petit groupe ressemble beaucoup à une association de quartier, qui se réunit une fois par semaine, qui connaît des problèmes d'installation dans la durée, pour

---

<sup>143</sup> « (...) *Teníamos ese problema que resolver. Yo encuentro que después que se resolvió ese problema del agua y pasó a pertenecer a la compañía, como que ya no había ese objetivo y comenzó a dispersarse* ».

<sup>144</sup> J'emploie le terme « public » au sens de John Dewey (2010) qui se distingue de celui de « masse » ou de « peuple » (Zask, 2008) et qui fait référence à un public qui s'engage.

<sup>145</sup> « *Sólo un pequeño grupo de amigos* ». Entretien individuel chez Annie, 07/05/2008.

<sup>146</sup> Le nombre des membres du noyau dur n'est pas constant car il varie selon l'arrivée de nouveaux membres ou le départ d'autres, comme on le verra par la suite.

que ses membres viennent aux réunions et s'engagent dans des activités ponctuelles et durables. Mais, en même temps, les particularités du collectif et surtout la ténacité de ses membres comme Lucy et Annie montrent des aspects importants à considérer pour analyser l'origine du RDP.

Ainsi lorsque je demande à Annie comment ils se sont organisés pour travailler ensemble au début, elle raconte que c'est grâce à un travail entre tous, à un travail entre des habitants qui se connaissent. Annie et Lucy précisent que le RDP naît de manière spontanée, parce que les habitants se sentent touchés par ce qui se passe dans la cordillère, par cette « nature en danger » (Trom, 1993), grâce aux expériences communes vécues à Lo Cañas. Le RDP se met en place par l'intermédiaire de réseaux d'interconnaissance, c'est-à-dire qu'à la base d'une organisation spontanée suggérée par Annie, il y a d'abord d'autres liens qui soutiennent la coordination d'activités conjointes. Le RDP est le résultat d'un long processus de rencontres, de conversations, de formulations d'idées développées par les membres qui, à partir d'événements précis, se voient dans la nécessité d'établir une organisation formelle pour pouvoir rendre leurs demandes légitimes. C'est vers la moitié des années 1990 que les habitants, riverains de Lo Cañas (Lucy, Jenaro, Ana María et Annie, entre autres), commencent à mener des actions concrètes pour s'opposer à la construction dans la précordillère et ce n'est finalement qu'en 2006 qu'ils inscrivent légalement le RDP en tant qu'association<sup>147</sup> :

« On venait juste de faire connaissance... Mais dès lors, on a commencé à parler de cette forêt... Et dans une réunion de *junta de vecino* (...) quelqu'un savait que le député Montes avait l'information que cette forêt, ayant appartenu aux Biens Nationaux [Ministère d'État qui gère, entre autres, les biens nationaux] avait été vendue à Vicente Navarrete [propriétaire actuel du Panul] pour une toute petite somme, en 1988<sup>148</sup>. Alors, ça nous semblait encore plus injuste ! »<sup>149</sup>.

---

<sup>147</sup> Selon la loi 20.500, une association est une union stable de personnes associées dans un objectif et intérêt commun, sans but lucratif, et qui se constituent par la voie d'une personnalité juridique (*persona jurídica*) (Ministerio Secretaría General de Gobierno, 2011). Le RDP acquiert sa personnalité juridique en 2006.

<sup>148</sup> Lucy fait ici référence à une information qui, selon elle et Annie, leur aurait transmis le député Montes (parti socialiste). Comme je l'ai dit plus haut, je n'ai pas pu vérifier cette information.

<sup>149</sup> « *Conocidos no más y ahí empezamos a comentar entre todos acerca del bosque. Que sé yo, y en alguna reunión junta de vecinos se comentó también. Esto que se va a construir sobre el bosque y, alguien sabía que el diputado Montes tenía la información, de que este bosque habiendo sido de Bienes Nacionales fue vendido a Vicente Navarrete por una cantidad muy pequeña el año 88. Entonces nos parecía más injusto todavía* ». Entretien avec Lucy, 14/05/2008.

Quand je demande à Lucy de me raconter comment est née l'idée de créer une association, elle m'explique qu'elle ne peut me répondre qu'à partir de son expérience personnelle. En 2006, un voisin invite Lucy, son mari et quelques voisins de Lo Cañas à se promener dans les collines de la précordillère. À quelques kilomètres de là où ils habitent, il leur fait découvrir une forêt incroyable dans une grande propriété foncière, un grand *fundo* dans lequel ils ne s'étaient jamais rendus auparavant. Si ce parc n'a pas attiré l'attention d'Annie et de Lucy depuis qu'elles sont arrivées dans la précordillère dans les années 1980 pour y vivre, c'est qu'elles ne connaissaient ni l'histoire du Panul ni ses caractéristiques. C'est une fois dans cet environnement que, surprises et émerveillées, elles commencent à s'y intéresser. C'est à partir de l'amour qu'elles sentent pour ce lieu qu'elles commencent à se sentir affectées par ce qui s'y passe. Vu le langage qu'elles utilisent pour en parler, qui renvoie à un engagement individuel (Eliasoph, Lichterman, 2011), et parce que sa découverte provoque chez Annie ou Lucy une forte identification à la précordillère, l'on peut affirmer que la découverte du Panul change leur vie. Lucy, subjuguée, a du mal à croire qu'une telle forêt puisse exister à quelques pas de chez elle, à environ trois kilomètres. (Entretien chez elle, le 14/05/2008). Il peut surprendre que bien qu'Annie, Lucy et d'autres voisins mènent une lutte pour protéger la précordillère depuis 1995 face au développement des projets immobiliers, ils ne découvrent la forêt qu'en 2006. Or, comme il s'agit d'un terrain privé, sans accès public et qu'il se trouve à quelques kilomètres du quartier de Lucy et Annie vers la précordillère, ce n'est pas un endroit où les voisins peuvent accéder facilement.

De retour chez eux, après la découverte du Panul, Lucy et les autres participants de la promenade se posent des questions : à qui appartient cette forêt, comment a-t-elle survécu aux *condominios* grandissant ici, que va-t-elle devenir... Le voisin qui les conduit dans cette forêt leur dit que le propriétaire veut y construire des bâtiments de quatre étages : la joie de Lucy se transforme rapidement en tristesse, m'explique-t-elle. Elle imagine tout de suite l'impact de cette construction. Au début, elle fait référence à des problèmes pratiques, aux embouteillages et aux effets que les constructions de ce genre provoquent sur la vie quotidienne. Mais, au fur et à mesure qu'elle approfondit le problème, elle explique que c'est à ce moment qu'« ils ont pris conscience de ce que signifie vivre à côté d'une forêt, mis à part la beauté de la chose du premier moment »<sup>150</sup>. Dans son récit, c'est après avoir vu cette forêt qu'ils commencent « à s'intéresser à l'affaire ». À partir du moment où elle commence à parler de la forêt, de sa

---

<sup>150</sup> « Y después cuando nos empezamos a meter en el asunto y nos empezamos a tener conciencia de lo que significa tener un bosque cercano aparte de la cosa linda del primer momento ».

destruction, Lucy n'évoque plus des conséquences d'ordre pratique comme les embouteillages, mais des problèmes qui concernent désormais la nature : un savoir expert émerge progressivement dans son discours. Les résidents prennent « conscience » de « ce que cela signifie en termes d'impact pour l'écoulement des eaux de pluies, l'apport en oxygène, parce que la forêt absorbe les particules, parce qu'elle retient les coulées de boue », souligne Lucy (entretien, 14/05/2008).

Le sens que prend la forêt pour Lucy lorsqu'elle s'y rend ce jour-là en 2006, l'origine « autoritaire » de la cession de la propriété et l'injustice éprouvée ensuite devant sa possible destruction débouchent cette même année sur la création du RDP. Cette réaction située ne peut cependant pas être vue seulement comme une réaction « spontanée », pour reprendre l'expression d'Annie, ou comme un événement qui marque la fondation du RDP, elle est aussi le résultat d'un cumul de faits qui remonte au désastre produit par les coulées de boue.

Comme nous l'avons souligné plus haut, la capacité d'agir se déclenche aussi grâce à l'interconnaissance entre riverains. Lorsque je demande à Lucy comment ils s'étaient organisés pour faire cette promenade le jour où ils découvrent El Panul, si c'était dans le cadre d'une activité de la *junta de vecinos* de Lo Cañas, elle m'explique que c'était parce qu'ils se connaissaient (« *Éramos conocidos* »). Or, ce n'est pas dans n'importe quel quartier qu'on organise des promenades entre habitants. Il est évident que ces habitants qui se connaissent entre eux, explorent l'endroit où ils habitent parce qu'ils se sentent concernés par ce qui se passe dans leur entourage. Certains avaient des informations sur la forêt, d'autres la connaissaient, d'autres savaient à qui elle appartenait et d'autres encore possédaient des contacts avec des hommes politiques importants de la commune à qui ils pouvaient demander plus de détails.

C'est grâce à la *junta de vecinos* qu'ils échangent leurs savoirs, les rumeurs et quelques informations qui leur permettent d'être au courant de ce qui se passe. Mais cette circulation d'information se met en place le jour de la balade et de la réunion. Au cours de nos premières rencontres, Annie me dit qu'avant la découverte du Panul en 2006, ils avaient déjà réalisé un séminaire en novembre 2005 avec quelques autorités, dans la précordillère, pour discuter du développement urbain. De ce fait, on comprend que la consolidation d'une organisation politique est loin de s'être faite du jour au lendemain.

Toutefois, l'interconnaissance ne s'articule pas seulement du fait de vivre dans un même quartier et de partager un environnement naturel. Elle se configure aussi grâce à des

intérêts communs envers ce qui se passe dans cet entourage, sur la base d'interactions quotidiennes entre habitants et nature. Ces interactions ne sont pas passives, elles déclenchent un intérêt et une quête de connaissance chez Lucy et Annie. Bien qu'elles soient toutes les deux diplômées dans des domaines qui ne sont pas directement liés à la nature ou à l'écologie, elles suivent un processus quotidien et constant d'autoformation en lisant, par exemple, des articles scientifiques qu'elles téléchargent sur Internet, et qui les relient au savoir scientifique. Lucy a travaillé à l'Université du Chili dans le Département d'Ingénierie où elle était assistante de recherche dans la « fraction des rayons X ». Déçue de son poste, elle préfère rester chez elle, consacrer son temps à son jardin et, avide d'en savoir davantage, elle cherche par ses propres moyens à comprendre comment fonctionne la précordillère. Le jour où elle part à la retraite, « ce fut la meilleure chose pour [elle] car [elle] a appris à travailler avec des chercheurs, à chercher par [s]es propres moyens à comprendre ce qu'[elle] étai[t] en train de faire. À étudier toute seule »<sup>151</sup>. Cette détermination est décisive pour la configuration du RDP et sa consolidation comme une association de citoyens experts. Pour Lucy, l'engagement et l'agir politique du RDP sont directement liés au fait de vivre dans la précordillère :

« Ce n'est pas le niveau d'étude des gens qui est important. Par exemple, il m'est arrivé de faire la connaissance de femmes au foyer qui n'ont pas de diplôme ou qui ont fait à peine quelques années au lycée. Elles connaissent clairement le problème. Tu leur dis 'qu'est-ce que tu penses de telle et telle chose' et elles te donnent leur opinion. Alors tu te dis, mais... c'est merveilleux ! C'est-à-dire, il y a des gens qui ont une conscience parce qu'ils sont en train de vivre le problème »<sup>152</sup>.

Cependant, comme on le note dans cet extrait, l'expertise n'est pas le lot de tous les résidents alors qu'elle s'avère bien plus déterminante à l'heure de s'engager que le simple fait de vivre dans la précordillère. Lucy explique, pour sa part, qu'elle a fait la connaissance de personnes qui « vivent le problème ». Ce n'est pas seulement la prise de conscience du problème vécu, mais la décision de s'informer qui fait franchir le pas entre vivre un problème et s'engager pour y porter solution. Lucy affirme que cette démarche lui est propre et que ce

---

<sup>151</sup> « *De hecho fue lo mejor que me pudo haber pasado porque aprendí a trabajar con investigadores, a buscar por mi misma cuestiones de repente para entender lo que estaba haciendo. A estudiar sola* ». Entretien chez elle, 14/05/2008.

<sup>152</sup> Lucy, entretien individuel, 14/05/2008, chez elle, dans son jardin. « *Eso yo creo que es re importante porque es notable que cuando tú cuentas la historia a distintas personas. No importa el nivel cultural. Por ejemplo me ha tocado conocer dueñas de casa que no tienen formación universitaria o que tienen apenas unos años de la secundaria. Tienen clarísimo el problema. Tú les dices 'oye, qué te parece tal y tal cosa' y te dan unas opiniones que tú dices, pero maravilloso. O sea hay gente con una conciencia porque está viviendo el problema* ».



passage de l'habitant au citoyen n'est pas systématique, sachant que s'engager ici veut dire acquérir des savoirs plus amples concernant des aspects territoriaux, du quartier, mais aussi sociaux et politiques (Nez, 2011 : 388). Faire face au problème vécu ne peut pas se réduire au fait d'avoir une relation quotidienne dans et avec la précordillère, ou de simplement se rendre au Panul. Pour devenir un citoyen membre du RDP, les habitants, comme Lucy, doivent faire face aux multiples dimensions requises par l'engagement. L'expertise scientifique, si elle n'est pas suffisante pour connaître le problème, est nécessaire pour passer au politique.

Confrontés à de nouveaux problèmes, Annie, Lucy, Jenaro, Ana María configurent progressivement une volonté commune et une coopération (Cefaï, Pasquier, 2004 ; Cefaï, 2001 ; Cefaï, 2003 ; Cefaï, 2009). C'est à ces nouvelles nécessités que répond la création du RDP. Peu à peu, ces habitants s'adaptent aux nouveaux contextes. Comme le signale Tolon : « quand nous sommes arrivés ici tout était à faire et on l'a fait. Ainsi chacun fait partie de cette tribu à laquelle on commençait par appartenir volontairement »<sup>153</sup>. L'appartenance « à la tribu » (que ce soit en référence à la *junta de vecinos* ou au quartier de Lo Cañas) se fait progressivement et l'action collective politique émerge là où certains habitants assument de nouveaux objectifs. Annie et Lucy, qui se fixent des buts dans la défense de la précordillère, initient un agir politique qui marque une nouvelle étape : s'organiser et entrer en contact avec de nouveaux acteurs qui n'appartiennent pas nécessairement à la tribu (autorités, fonctionnaires communaux, politiciens, experts, etc.). Ce passage au politique implique des négociations et une délibération – au sens de configurer une discussion (Sintomer, 2011) – que les habitants doivent apprendre à gérer. Cette gestion n'est pas menée par tous et ce n'est pas n'importe quelle personne qui peut l'intégrer car cette nouvelle étape engage, de plus, une sélection. Alors que devenir membre de la *junta* est un acte volontaire (si on veut y participer, personne ne peut l'interdire), au sein du RDP, des sélections se font constamment, tant des membres que des causes et des actions. Ces sélections ne sont pas toujours explicitées, elles sont en quelque sorte invisibles pour les acteurs qui veulent participer et qui sont constamment « en phase d'évaluation » par les membres fondateurs. Elle se fait en coulisses, engageant de nouvelles relations entre les riverains, d'une part, et entre les riverains et des acteurs externes au quartier, d'une autre.

En essayant de comprendre et d'expliquer la précordillère, l'environnement, le quartier et ses transformations, Annie et Lucy construisent un savoir, essaient de cadrer la réalité.

---

<sup>153</sup> « (...) Cuando llegamos nosotros aquí, estaba todo por hacer y lo hicimos. Entonces cada uno es parte de esta tribu a la que se iba perteneciendo de forma voluntaria ».

Comme le soulignent Robert Benford et David Snow (2012), en s'appuyant sur les travaux d'Erving Goffman (1991), ces cadres sont des « 'schèmes d'interprétation' qui permettent aux individus de 'localiser, percevoir, identifier et étiqueter' » des situations au cours de leur vie et dans le monde en général (2012 : 224). Au sein du RDP, Annie et Lucy vont déclencher un « processus de cadrage » (Benford et Snow, 2012)<sup>154</sup> pour définir ce qui se passe et développer une capacité d'agir (Benford, Snow, 2012 : 224). Comme l'expliquent Danny Trom et Bénédicte Zimmerman (2001), l'étude de ces processus de cadrage permet de saisir l'élaboration d'une cause publique de manière dynamique (Joseph, 2002). À partir de cette idée, l'analyse n'est pas « cantonnée à la saisie d'idées ou de valeurs impulsant la mobilisation » (Trom, Zimmerman, 2001 : 283), mais il est tout aussi intéressant d'observer comment les personnes engagées dans l'action collective commencent un travail cognitif et normatif pour définir les situations qu'ils vivent<sup>155</sup>.

L'expérience vécue dans le quartier se transforme en description et en savoir, ce qui permet à Lucy, Annie et à d'autres habitants de comprendre pourquoi certains des phénomènes tels que les coulées de boues ont lieu, ou pourquoi des forêts comme El Panul existent dans la précordillère. Dans le cadre de la configuration d'un mouvement politique comme le RDP, ce qui était quotidiennement vécu (précordillère, inondations, coulées de boues) « passe [progressivement] d'un 'trouble' éprouvé à un 'problème' constitué » (Mills, 1954 cité par Trom, Zimmerman, 2001 : 282).

Dans son enquête qui analyse l'action des riverains contre le tracé d'une ligne de TGV à travers un bois près de Rennes, et du débat public national sur les déchets radioactifs, Dominique Boullier décrit un processus similaire à celui du RDP : « Le public s'est constitué, là aussi finalement sur un statut de riverain. Et c'est à partir de ce souci de la proximité territoriale que le public est devenu concerné et a pris part au débat de façon active et de plus en plus experte » (Boullier, 2009 : 32). L'ancrage territorial est central dans la configuration du RDP, de même que la « co-présence physique sur un territoire » (Boullier, 2009 : 32) permet l'émergence politique du problème de la précordillère : les habitants acquièrent le « statut de riverains » (Boullier, 2009 : 32). L'interconnaissance, les réseaux initiaux, les

---

<sup>154</sup> Pour un bilan de l'influence du concept de cadre et de processus de cadrage dans l'étude de l'action collective, je renvoie au travail classique de Robert Benford et David Snow (2012).

<sup>155</sup> Le travail de Trom et Zimmermann est particulièrement intéressant dans la mesure où ces auteurs croisent l'analyse de cadre (*frame perspective*) avec une réflexion en termes de problèmes publics, intégrant non seulement « les processus de mobilisation, mais également les activités de formulation de plaintes, de critiques et de revendication » (Trom, Zimmerman, 2001: 282). Il faut ajouter que c'est grâce aux travaux de Benford et Snow (2012) que la question du sens et l'aspect de la perception de l'injustice peuvent être intégrés aux travaux s'inspirant de Goffman sur l'étude de l'action collective.

multiples médiations (Boullier, 2009 : 32) antérieures ont permis l'émergence d'un public, au sens de John Dewey pour qui la politique est une expérimentation. Il s'agit, suivant le concept de Dewey (Zask, 2008), d'un public compris comme un mouvement de personnes engagées, qui se forment une opinion, qui acquièrent des compétences, qui sont conscientes des conséquences qui les affectent, qui enquêtent et qui partagent des intérêts : « Lorsque les personnes indirectement affectées ont conscience du préjudice qu'elles subissent, elles peuvent développer des activités qui leur permettront à terme de transformer les affections sociales qu'elles subissent en une action politique » (Zask, 2003 : 37). C'est dans ce contexte que la notion de citoyenneté émerge : le public n'est pas une audience passive, qui se limite à écouter des acteurs qui émettent un discours mais les publics sont les citoyens qui essaient de participer.

Enfin, pour que les problèmes qu'affrontent les habitants soient visibles, puisque le RDP n'est créé ni en rapport à un parti politique ni en rapport à un syndicat ou à une quelconque institution (telle qu'une ONG), ses membres doivent insister sur son ancrage dans le territoire (Boullier, 2009). Le RDP va se consolider dans une relation prédominante avec la nature, avec et pour l'environnement où habitent ses fondateurs : il n'émerge pas en relation au monde politique. C'est pourquoi les phases d'actions (les moments de mobilisation) ne sont pas permanentes, mais elles sont en concordance avec cette expérience, car elles traversent des étapes, des hauts et des bas, des périodes plus intenses et d'autres plus calmes (Cefaï, 2010 : 18 ; Cefaï, 2011 : 154) : l'action collective du RDP est davantage constituée par des moments d'engagements que par une institution ou structure stable et continue. C'est cet argument que nous allons défendre maintenant.

#### **14. Le travail politique du RDP à travers le prisme de la culture politique. La politique comprise comme une expérience intermittente.**

Tel que l'explique Daniel Cefaï, « Les modalités et intensités d'engagement des acteurs sont d'une grande variété (...) » (Cefaï, 2011 : 154). La gamme des possibilités d'engagement est ample et à l'instar de l'idée de « gradations de l'engagement » (Cefaï, 2011 : 155), il est possible d'observer l'engagement à partir de ce qui se passe à l'intérieur des associations comme le RDP, même s'il s'agit d'engagements sporadiques, intermittents ou fluctuants, qui ne sont ni partisans ni syndicaux. Nous avons vu que des conditions structurelles peuvent influencer la manière dont se mobilisent les citoyens. Pendant la dictature, les conditions étaient plus favorables à certains mouvements sociaux plutôt qu'à d'autres. Nous avons analysé combien l'émergence des mouvements en faveur des droits de l'homme après la dictature était influencée par le contexte national. De même, face à la « démocratie de faible intensité » qui s'instaure à partir de 1990, des mouvements qui réclament justice font de plus en plus entendre leur voix. Cependant, nous avons vu que la création du RDP n'a pas été déterminée par des conditions structurelles puisque ce sont l'ancrage local, le territoire et le quartier, ainsi que l'expérience des habitants et leur relation avec la précordillère qui sont les raisons principales de la consolidation du réseau à Lo Cañas. Cependant, une fois l'association créée, les façons d'agir des membres, l'expertise et les compétences qu'ils vont développer sont intimement liées aux conditions extérieures que sont tant les « failles » du cadre de la participation citoyenne que d'autres conséquences des « enclaves autoritaires ».

Cette relation entre les conditions externes et les dispositions internes peuvent être étudiées à partir du renouvellement de la notion de culture politique (voir Cefaï, 2001), qui nous permet d'explorer le sens et les significations que des acteurs attribuent à leurs actions. Ceci implique de restituer les contextes des expériences et des activités des acteurs, c'est-à-dire de montrer « *in vivo* et *in situ* comment des acteurs s'y prennent pour produire du sens, pour se comprendre les uns les autres et collaborer les uns avec les autres » Cefaï, 2001 : 93), comme le souligne Daniel Cefaï dans *Cultures politiques*,

« La littérature anthropologique et historique sur les cultures politiques nous paraît avoir réhabilité la notion de contextes d'expériences et d'activité des acteurs. Ce concept, hérité de la sociologie compréhensive de Max Weber et d'Alfred Schutz, recouvre la

gamme des phénomènes individuels et collectifs examinés par la science politique sous les rubriques des affectivités, des sensibilités, des imaginaires, des identités, des mémoires ou des projets » (Cefaï, 2001 : 93).

Suivant cette idée, pour analyser comment les acteurs réagissent face aux failles institutionnelles de la démocratie chilienne, nous pouvons examiner le développement de leurs logiques d'actions, la compréhension qu'ils en ont et en particulier le sens qu'ils leur donnent :

« À ce qu'ils disent et à ce qu'ils font, où ils s'accommodent à des environnements naturels, institutionnels et organisationnels, où ils entrent dans des relations de coordination, de coopération et de conflit et où ils coproduisent, en acte et en situation, de nouvelles formes de compréhension, d'interprétation et de représentation du monde » (Cefaï, 2001 : 93).

La notion de « culture politique » se réfère ici aux croyances et aux représentations qui d'après Gabriel Almond et Sidney Verba (1972) seraient « le noyau de la citoyenneté » (Eliasoph, 2003 : 227). Elle ne vise pas à caractériser schématiquement (Cuche, 2010 : 98) ou à nommer les modèles culturels qui persistent dans la société chilienne comme le font Ana Melnick et Larissa Adler Lomnitz dans leur étude sur la culture politique chilienne et les partis du centre (Melnick, Lomnitz, 1998). Notre enquête sur le travail politique du RDP ne prétend pas construire un modèle qui structurerait à nos yeux la société chilienne ; il s'agit plutôt d'étudier les attitudes, les choix et les comportements politiques, de comprendre les significations des actions politiques (Cuche, 2010 : 98) du RDP, vis-à-vis d'un contexte, d'un territoire, d'une organisation qui lui sont particuliers.

Le RDP se crée dans une relation prédominante avec la nature, avec et pour l'environnement où habitent les citoyens fondateurs du mouvement, mais leur façon d'agir répond à ce qui se passe en dehors du RDP. Lorsque Lucy, Annie, Jenaro et Ana María rencontrent le monde extérieur, c'est-à-dire que lorsqu'ils entrent en interaction avec de nouveaux acteurs, ils commencent à développer des stratégies spécifiques à chaque contexte. En étudiant ces moments d'engagements, les expériences des acteurs, la connaissance qu'ils mobilisent selon leur interlocuteur, nous pouvons détecter comment opère le « travail politique » (Boullier, 2009 : 30) au sein de l'association, avec ses hauts et ses bas, comme un

processus constamment en construction. Par exemple, au début de l'enquête, j'ai pu constater, à ma grande surprise, que les membres du RDP ne cherchaient pas à organiser de grandes mobilisations dans l'espace public ; au contraire, ils préféraient un travail micro politique : collaborer lors de réunions avec les autorités, contacter des journalistes, des experts ou des scientifiques, lire des articles scientifiques ou des documents ciblés sur des questions qui les intéressent, entre autres activités. Leurs actions sont ponctuelles et sélectionnées parmi une ample gamme de possibilités. Ces choix s'expliquent par les particularités propres au RDP mais aussi, comme pour beaucoup d'organisations qui déclenchent des actions collectives, par le manque de voies institutionnelles consolidées de participation citoyenne, ce qui les mène à chercher leurs propres moyens extra institutionnels d'expression.

Cependant, l'une des particularités du RDP est qu'ils doivent affronter un contexte marqué par un certain blocage dans les mécanismes de participation (Dammert, 2004) et qu'ils disposent donc d'une marge de manœuvre limitée, tant institutionnellement que dans le temps : le projet immobilier menace le Panul, ils doivent réagir et être constamment en alerte pour essayer d'apporter des réponses ou avoir recours à différents arguments pour défendre leur position devant les organismes publics. La vie de l'association RDP ne dépend pas directement d'un parti politique ou d'une quelconque institution (le RDP ne suit pas les lignes directrices d'une organisation majeure), nous l'avons compris ; c'est donc de la capacité de ses membres à savoir combiner des connaissances techniques, des compétences concernant le territoire défendu et de leur habileté à se faire entendre que va dépendre la survie du RDP. Dans ce cadre, pour expliquer le travail politique particulier du RDP, nous devons nous intéresser à ce que font quotidiennement ces citoyens.

Comme le soulignent Marion Carrel, Catherine Neveu et Jacques Ion, le nombre élevé de travaux des chercheurs en sciences sociales qui tentent d'apporter des réponses à la « crise de la démocratie » (Gauchet, 2007 ; Rosanvallon, 2006) contraste avec les rares recherches qui analysent le point de vue des citoyens eux-mêmes sur les aspects quotidiens de la vie civique, sur les causes et les effets concrets de cette crise (2009 : 8). Dans ce contexte, l'analyse du RDP se veut un apport aux études sur la citoyenneté à partir des citoyens eux-mêmes. Cela implique de convoquer les redéfinitions déjà existantes de la notion de politique. La politique est ici comprise « comme l'expression d'un problème expérimenté et construit en commun dans le cours de l'action » (Carrel *et al.*, 2009 : 10) ; « le travail politique » implique la « composition d'un monde commun », mais aussi un travail d'exclusion (« lorsqu'on constate l'impossibilité d'être dans le même monde »), de délimitation à travers

l'expérimentation (Boullier, 2009 : 30). La politique n'est pas une institution mais bien « une activité, parfois aux marges, voire éloignée, des pouvoirs publics » (Carrel *et al.*, 2009 : 9). Elle se manifeste comme un problème ressenti, d'où découlent des activités qui sont, la plupart du temps, microscopiques, fluctuantes et intermittentes. Les engagements des membres du RDP essaient de traduire les problèmes qu'ils vivent dans diverses arènes et sont, de ce fait, discontinus (Cefaï, 2011 : 156).

Bien que la question de l'intermittence de la démocratie ne soit pas nouvelle pour la théorie politique, les travaux empiriques sur la participation intermittente sont peu nombreux (Talpin, 2010 : 215). Dans la lignée de ces travaux (Walter Lippmann : 2008), Talpin explique que « les individus, loin de vouloir participer partout et tout le temps, se mobilisent quand un problème les affecte directement » (Talpin, 2010 : 215). À l'instar de celle du RDP, la participation se fait actuellement beaucoup plus à des moments rares et éphémères (Boullier, 2009 : 34) que dans la lignée d'un militantisme total comme, par exemple, le militantisme communiste (Cefaï, 2011 : 156). Il s'agit de cet engagement intermittent « sans cadre idéologique et sans visée totalisante » (Cefaï, 2011 : 156), comme celui des membres du RDP qui cherchent à prendre en charge des problèmes que les pouvoirs publics n'assument pas. Ils exercent leur citoyenneté pour agir là où les pouvoirs publics démontrent leur passivité. Face à « une désaffection des appareils institutionnels, de leur organisation centralisée, hiérarchisée et bureaucratisée » (Cefaï, 2011 : 155), le RDP instaure de nouvelles formes de rapport au politique. Ces rapports ne sont pas sans conflits ; les citoyens commettent des erreurs, ils peuvent agir maladroitement, ils ne sont pas toujours des acteurs rationnels, ils changent d'avis ; en définitive, ils sont plus des apprentis du fonctionnement démocratique que des « citoyens vertueux » (Cefaï, 2011 : 157). Aussi, les membres de l'association RDP ne sont pas intéressés par la revendication des clivages qui ont pendant longtemps gouverné l'espace politique chilien (tels que le clivage gauche/droite et le positionnement vis-à-vis de la dictature de Pinochet).

Le RDP agit sur un registre similaire à celui que signale Dominique Boullier pour d'autres organisations (2009) : ses membres se mobilisent pour les causes qui les affectent de manière très concrète et technique, en faisant référence au contexte local et particulier – la précordillère – et ils proposent des solutions aux problèmes qu'ils vivent eux-mêmes, refusant qu'on leur impose des propositions.

La manière dont est vécu le problème est aussi intermittente que l'engagement : celui-ci surgit, se transforme, est reformulé, s'apaise et resurgit. Par exemple, Annie décrit en détail comment une entreprise immobilière réussit en 1995 à faire passer un projet de *condominio* : « Quand tout cela n'était pas très organisé [le RDP], le Maire disait qu'on ne pouvait pas construire comme ça dans la colline [la précordillère] ». Au début, la Mairie s'oppose à la densification de la précordillère surtout en raison des dégâts causés par les coulées de boue de 1993. Finalement, l'entreprise sollicite la justice pour trouver une issue devant les Tribunaux (*Corte de Apelaciones*) et le projet est approuvé, en marge de l'avis de la mairie. Cette première défaite face à l'entreprise immobilière affecte profondément les membres du RDP qui comprennent, à partir de ce moment-là, que c'est finalement devant les Tribunaux que la lutte se joue. Cependant, dix ans vont s'écouler avant que le groupe d'habitants de la précordillère ne se décide à constituer l'association. Pourtant, il ne faut pas voir dans la création de l'association l'émergence du travail politique du collectif, dans la mesure où leur engagement commence bien avant 2006, comme le prouve la lutte qu'ils ont menée en 1995 ou la préoccupation pour les risques liés aux coulées de boue, même si le travail qu'ils accomplissent au sein du RDP, peu visible, n'attire guère l'attention médiatique, institutionnelle ou politique.

La reconnaissance d'un problème est fondamentale non seulement pour créer l'association qui cherchera à le résoudre mais aussi pour faire perdurer celle-ci. Les membres fondateurs du RDP témoignent d'un intérêt particulier envers la nature, ils reconnaissent un problème, ils en ont « pris conscience », aux dires de Lucy. Qu'il s'agisse d'une conscience « générale » envers l'environnement – comme le dit Annie – ou bien d'une conscience « particulière » – selon les mots de Lucy – vis-à-vis du Panul, l'important, pour Lucy, c'est qu'ils ont décidé « d'en faire quelque chose ».

Tel que l'explique Dominique Boullier (2009), l'intermittence agit sur deux fronts. D'une part, parce que les moments où les militants sont disponibles pour mener leur travail politique sont rares, et c'est donc leur disponibilité, leur temps pour l'engagement qui sont intermittents. D'autre part, l'attention que prêtent les médias, les autorités, les élus et autres acteurs aux causes du RDP est elle aussi intermittente. Lorsque certains événements (tels qu'une action précise du RDP dans le Panul mais aussi suite à un tremblement de terre, un incendie ou des coulées de boue) se produisent, l'attention s'accroît, mais cet intérêt est provisoire. Tant les militants que les problèmes sont intermittents, les acteurs se déplacent, s'engagent et se désengagent ; de cette façon, les problèmes qui captivent des publics à des



moments précis seront reformulés par le collectif.

Pour le cas du RDP, une ethnographie de cette intermittence permet de mieux saisir ce qui se passe à l'intérieur de l'association. Cependant, en raison de la quasi-inexistence de travaux ethnographiques sur des mouvements similaires au Chili, il est difficile de mener une réflexion plus générale sur l'action collective des micro mouvements dans le pays. Mais grâce à la particularité du cas, il est possible de comprendre les effets qu'ont les micro actions des habitants de la précordillère de La Florida sur la manière dont échangent autorités et citoyens au Chili. Au début de l'enquête, influencée par les lectures qui évoquaient l'apathie de l'action collective dans le pays après le retour de la démocratie, je percevais un désintéressement pour l'action politique et une démobilisation au sein du RDP. Cependant, tel qu'on le verra dans le chapitre suivant, c'est en participant aux activités quotidiennes et aux espaces intimes que j'ai pu avoir accès au travail politique du RDP et comprendre comment celui-ci, loin d'être une activité routinière, est discontinu. En mettant la focale sur les actions concrètes (et non sur ce qu'ils n'étaient pas en train de faire, tel que sortir dans la rue et convoquer des manifestations massives), il est possible d'analyser comment le RDP peut stimuler des changements concernant le rôle et la participation des citoyens. Comme le souligne Eliasoph, « Si nous voulons comprendre l'engagement politique, nous devons comprendre comment et où les personnes créent des contextes quotidiens qui rendent possible un dialogue politique »<sup>156</sup>.

Dans leur travail, l'un des rares cas d'ethnographie sur des mobilisations à partir d'un fait précis à Santiago – le conflit des ordures dans la commune de Maipú –, Francisco Sabatini et Guillermo Wormald (2004) remarquent aussi le caractère éphémère des mobilisations populaires qu'ils étudient : « Ces mobilisations si locales, éphémères, spécifiques dans leurs demandes et qui sont rarement reconnues par les médias, semblent être condamnées à ne pas avoir d'impact sur le système politique, les politiques publiques et les formes d'agir de l'État et des investisseurs ». Ils mentionnent que ces mobilisations sont en train de « stimuler des changements importants, bien que subtils, dans la manière de pratiquer la politique au Chili » (Sabatini et Wormald 2004 : 82). De même, le RDP va réussir à installer un débat, puisque ses membres vont mener des enquêtes, organiser des excursions pour faire connaître El Panul auprès d'une population plus large. Ils vont aussi mobiliser les habitants de La Florida pour voter lors d'une consultation lancée par la mairie de la commune

---

<sup>156</sup> Eliasoph, Nina, *Moral and Political Ethnography*, Manuscrit disponible sur le site <http://web-app.usc.edu/soc/syllabus/20113/61630.doc> [consulté en mars 2014].

pour savoir si la forêt doit être préservée ou non<sup>157</sup>.

Même si ces actes n'ont pas de conséquences immédiates sur le devenir du Panul, s'ils n'impliquent pas de déterminations contraignantes, les citoyens n'en installent pas moins un problème, sa définition, ses limites et proposent des solutions dans la sphère publique. Dans ce même domaine, Jacques Lolive (qui a travaillé sur des associations de défense de l'environnement de viticulteurs, d'agriculteurs et d'habitants qui contestent des projets d'aménagement comme le TGV Méditerranée) analyse la relation entre l'émergence de la défense de l'environnement et les politiques d'aménagement pour montrer que les mobilisations associatives provoquent des changements dans les pratiques d'aménagement, ce qui, à long terme, influence la planification environnementale (Lolive, 1997; Lolive, 2010)<sup>158</sup>. Cette enquête postule que les mobilisations, comme celles menées par le RDP, non seulement influencent la planification environnementale et urbaine, mais font également émerger des problèmes que les autorités prennent rarement en charge au sein des institutions politiques. Le processus de La Florida est proche de celui décrit par Lolive, car au moment où Annie, Lucy et les autres tentent de se charger de la planification du territoire et se sentent menacés par ce qui se passe autour d'eux, il n'y a pas de planification environnementale. Les enjeux environnementaux ou les risques liés à la précordillère ne sont que pauvrement traités au sein des institutions, et ce sont les riverains qui vont progressivement installer le problème de la précordillère ; c'est donc à l'instar de citoyens comme ceux du RDP que des problèmes sont portés dans les débats publics. À force de dénoncer les problèmes de la précordillère et ceux liés au manque de participation des citoyens, ils acquièrent peu à peu des compétences et se familiarisent avec un savoir technique, dépassant ainsi largement les connaissances des autorités et se transformant en une élite citoyenne d'incidence politique. Cette incidence se fait davantage *via* le savoir expert qu'à travers des relations traditionnelles de lobby, comme

---

<sup>157</sup> Un plébiscite consultatif (non contraignant), organisé par la mairie, a lieu fin janvier 2012 à La Florida. La question posée est « Approuvez-vous la décision de la municipalité de défendre la forêt El Panul et de modifier le Plan d'Urbanisme afin de protéger la précordillère de La Florida ? ». Ce plébiscite est durement critiqué par le RDP, tant parce que la question est posée de façon peu claire à leurs yeux, que parce qu'ils se méfient des intentions (voire de l'opportunisme politique) du maire qui instrumentalise la cause du Panul, car la mairie de La Florida n'a jamais réellement défendu le Panul, selon le RDP. Cependant, l'association va faire appel aux habitants pour aller voter en faveur du Panul et ils se mobilisent tant dans les bureaux de votes que dans les espaces publics de la commune. Finalement, 22 mille habitants se sont prononcés en faveur du Panul, ce qui représente 98% des votes (sur un total de presque 400 mille habitants), résultat dont les membres du RDP, s'attribuant ce succès, se sont sentis extrêmement fiers (Red por la Defensa de la Precordillera, 2012). Or, comme l'annonçaient les membres du RDP depuis le début, ce résultat ne changea en rien le sort du Panul ni ne concrétisa sa protection. Malheureusement, je n'étais pas sur le terrain lorsque ce plébiscite quelque peu improvisé eut lieu mais j'ai pu suivre l'évènement à travers les journaux locaux et les courriels des membres.

<sup>158</sup> Voir aussi le résumé de l'Habilitation à Diriger des Recherches de Jacques Lolive, <http://www.pacte.cnrs.fr/spip.php?article1166> [consulté en septembre 2009].

nous l'analyserons plus loin.

De la sorte, bien que les demandes puissent être spécifiques, intermittentes et rarement retenues par les médias et la presse, ces mobilisations qui exigent des « droits citoyens » constituent un précédent vis-à-vis de la renaissance de la culture politique (Cefaï, 2001) dans la période qui suit la dictature<sup>159</sup>. Elles demandent non seulement à l'État d'apporter des solutions à certaines problématiques mais exigent une meilleure qualité de vie pour le plus grand nombre, en dénonçant des injustices « nouvelles ».

Conscients que c'est à eux de prendre en charge les problèmes qui ne seront que difficilement pris en compte par d'autres, les habitants de la précordillère engagés dans le RDP – même s'il s'agit d'un engagement intermittent et discontinu à travers le temps – lorsqu'ils réussissent à se mettre d'accord, à concrétiser des actions ou activités, assument ce rôle très sérieusement. Cette responsabilité n'est pas toujours évidente ni visible, car pour certains membres, elle consiste en des activités qui relèvent plutôt de l'ordre privé (par exemple, la lecture d'articles scientifiques) ; pour d'autres, il s'agit au contraire de prendre la parole en public et, pour d'autres encore, de se rendre à El Panul avec des élèves de maternelle. C'est ainsi que, chacun à sa manière, les membres du RDP passent du statut d'habitants passifs à celui de sujets politiques (Fourniau, 2007 : 151)<sup>160</sup>. Ce rôle de sujet politique, ils l'exerceront beaucoup plus à travers un processus d'apprentissage, en tâtonnant, qu'en suivant un chemin tout tracé ou guidé par des dispositifs institutionnels. Généralement, les travaux qui analysent ces processus d'expérience démocratique (Fourniau, 2007), en termes de participation (Zask, 2011) ou d'exercice de la citoyenneté (Carrel *et al.*, 2009 ; Neveu, 2011 ; Carrel, 2013), observent comment les citoyens s'adaptent et affrontent les dispositifs du débat public et l'institutionnalisation de la participation (Fourniau, 2007). Alors que le langage expert et technique (comme celui qui émerge dans un premier temps dans le cadre des coulées de boue) pourrait démotiver les citoyens (Cefaï, 2007), nous verrons que dans le cas du RDP, la connaissance est une motivation pour l'engagement ; devenir des « citoyens savants » (Nez, 2011a) est, en partie, ce qui maintient l'association active. À ce sujet, Héloïse Nez explique qu'elle préfère l'idée de « savoirs citoyens » au détriment de celle de « savoirs habitants, car elle permet de dépasser la seule conception de l'habitant comme usager d'un territoire (...) » (Nez, 2011 : 388). De même, elle privilégie « la notion de

---

<sup>159</sup> Pour une explication du concept de « culture », d'un point de vue de la sociologie politique de la vie quotidienne et des interactions, voir (Eliasoph, Lichterman, 2003).

<sup>160</sup> Nous étudierons plus loin et en détail ces différentes stratégies.

‘savoirs’ à celle d’ ‘expertise’ ou de ‘compétences’ car elle englobe “un ensemble de connaissances plus ou moins systématisées” (selon *Le Petit Robert*) au-delà de la seule connaissance technique ou approfondie en la matière » (Nez, 2011 : 388). De la sorte, dans cette recherche, l’idée de savoirs comprend un ensemble de pratiques, d’expériences, de réponses, de rapports tandis que lorsque nous nous référons à une expertise, il s’agit d’un savoir plus spécifique, délimité et approfondi, comme lorsqu’un individu cherche à être informé de quelque chose. Alors que le savoir s’acquiert à travers l’expérience dans le quartier, l’expertise est la recherche d’une compétence ponctuelle, technique et spécifique au sein d’un thème ou sujet.

Pour les membres du RDP, le langage technique constitue au début une difficulté majeure pour comprendre des processus de participation, en particulier au moment de l’expérience des coulées de boue et du processus de compréhension qui suit la catastrophe. Au fur et à mesure qu’ils traversent ces étapes, les citoyens du RDP se rendent compte qu’il faut acquérir des savoirs divers, maîtriser le langage savant à différents niveaux (légal, géographique, géologique, politique, etc.) pour participer dans les différentes arènes. Dès lors, les frontières entre le professionnel, l’expert, le citoyen, l’habitant, le voisin et le politique opèrent un « déplacement » (Nez, 2011a), c’est là où naissent les forums hybrides, à partir desquels la controverse ou les problèmes détectés par des citoyens savants (comme les membres du RDP) loin d’attenter à la démocratie, aident au contraire à son développement et à l’émergence de nouveaux défis démocratiques (Callon *et al.*, 2001 ; Callon, 2004).



## 15. Défendre l'environnement à partir du politique.

Lorsque que l'on parle de problèmes liés à l'environnement, en particulier dans le cas de terrains non exotiques (notamment dans un contexte urbain ou non indigène par exemple), l'environnement est très souvent associé aux mouvement dits verts ou à l'écologie, c'est-à-dire à l'étude de l'écosystème, à la conservation et valorisation de la nature (Afeissa, 2009). Il est intéressant de constater que l'environnement est souvent mobilisé dans sa signification abstraite et floue tant par le langage commun qu'au sein des institutions ou encore dans les recherches en sciences sociales.

Le sous-champ de l'étude de l'environnement en sciences sociales – consolidé surtout aux États-Unis (par exemple, au sein du *ISA World Congress of Sociology*) –, dans la plupart des cas, considère la notion d'environnement *a priori* et indépendamment du sens que lui donnent les acteurs, comme la façon de construire, définir et transformer la nature, ou encore en établissant ce qu'est ou n'est pas l'environnement. De même, en ce qui concerne le sujet des « risques naturels », du « changement climatique » ou de la « crise environnementale », il y a une forte tendance parmi les chercheurs à prendre position en faveur de la défense de l'environnement, à avoir une vision pessimiste ou à considérer ces idées comme des faits incontestables ou allant de soi, et donc à s'attacher à l'analyse des conséquences ou des effets de ces « changements environnementaux » (dégâts, migrations des populations, etc.). Lesdites crises écologiques, comme le souligne Bruno Latour, sont plutôt des crises d'objectivité car « elles ne se présentent jamais sous la forme de crise de la 'nature' », alors que c'est de l'homme dont il est question (Latour, 2004 : 35). De plus, comme le souligne Philippe Descola, « le plus manifeste, ce qui mobilise le plus l'attention des gouvernants et des citoyens, est bien sûr la préoccupation croissante vis-à-vis des effets de l'action humaine sur l'environnement » (Descola, 2001 : 87). Mais, comme l'a précisé Bruno Latour, il n'y a pas d'un côté la politique et de l'autre la nature (Latour, 2004). Ces deux catégories doivent être pensées indissociablement.

Claudette Lafaye et Laurent Thévenot suggèrent que lorsque l'on analyse comment les ressources de la nature sont exploitées au sein des luttes de groupes sociaux, l'examen des processus sociaux doit se « débarrasser des références à un environnement mythique » (1993 : 496). Ce discours d'un environnement idéalisé et des dangers provoqués par les humains résonne à des moments précis dans les discours des membres du RDP qui l'associent à des

pratiques écologiques ou dites « vertes » (comme, par exemple, le recyclage). Mais, si nous sommes attentifs à ces moments, quand les membres du RDP parlent d'environnement en général, depuis le sens commun, ils tendent à le généraliser ou à l'associer à des notions amples et abstraites telles qu'« écosystème » ou « défense de la nature ». Cependant, cette définition est dépassée lorsqu'ils parlent des actions au sein du RDP : quand ils font référence au fait de « défendre la précordillère », l'environnement prend un tout autre sens. Dans leur travail au sein de l'association, en se confrontant à d'autres acteurs, leurs perceptions et le sens qu'ils attachent à la nature (à la précordillère et à El Panul) deviennent moins passifs : il s'agit moins d'une idéalisation de la nature et plus d'une considération, à partir du politique, de ce qu'est défendre l'environnement.

L'objectif du RDP de « défendre la précordillère » et de la protéger des humains (concrètement, de la construction de *condominios*) peut être compris, au premier abord, comme un engagement semblable à l'écologie militante (Latour, 2004 : 35 ; Thevenot, Lafaye, 1993). Cependant, comme nous le verrons, les membres du RDP ne s'occupent pas seulement des menaces sur l'environnement mais aussi de science, de droit, de politique, de qualité de vie, de modes de vie, d'attachements, etc. D'autre part, quand les membres du RDP évoquent des pratiques « écologiques », cela ne veut pas dire nécessairement que c'est comme cela qu'ils comprennent l'environnement. La question de l'intérêt que les membres portent à la nature n'est pas simple à poser aux enquêtés. En effet, à la question de savoir s'ils s'intéressent à la nature, leurs réponses sont infailliblement affirmatives (un bon citoyen s'occupe de la nature et de l'environnement, ce sont des comportements perçus comme positifs au sein de la société occidentale). Comme nous le verrons ici, c'est en laissant parler les enquêtés, en observant ce qu'ils font, qu'on peut avoir accès à leur définition de nature ou de l'environnement.

Les enquêtés placent au centre de leur engagement l'expression de sentiments envers la nature et la connaissance vis-à-vis de celle-ci ; ils le justifient selon des cadres déjà existants (qui ne sont pas spécifiques au RDP), par exemple, en faisant valoir leur amour pour la nature ou en faveur des générations futures. Dans un entretien avec Jenaro, quand nous entamons la conversation, il explique tout d'abord qu'il est venu vivre à Lo Cañas en raison des bontés naturelles de la précordillère : lorsqu'il était malade – avant de décider d'aller vivre à Lo Cañas – son médecin lui avait recommandé, au lieu de subir une opération, d'aller vivre dans un environnement moins pollué que le centre-ville de Santiago et c'est ainsi qu'il a décidé d'acheter une parcelle dans le piedmont. Pour Jenaro, la précordillère est, en quelque

sorte, dotée de vertus particulières et ces vertus convoquent à un travail communautaire : « l'unité était autour de la nature, la qualité de l'air... le problème du *smog*<sup>161</sup> au centre de Santiago venait de commencer »<sup>162</sup>. Jenaro oppose la mauvaise qualité de l'air du centre-ville à la vie sans pollution dans la précordillère et il considère que le quartier et le collectif existent grâce à cette valeur naturelle. Cependant, plus loin, il analyse le problème de la précordillère en tant que problème politique, c'est-à-dire, en tant que problème vécu et construit collectivement par des acteurs divers. Les attachements à la nature se renforcent grâce à l'appartenance communautaire vis-à-vis de la précordillère (Thévenot, 2001) qui « réunit les gens de différents partis politiques (de droite, gauche...) » (entretien avec Jenaro, 29/05/2008). D'après lui, c'est la « défense de la précordillère » qui a permis le « développement » du quartier. Les habitants se sont engagés parce qu'ils habitaient la précordillère et leur engagement a permis l'« unité » dans cet endroit.

L'engagement de Jenaro est ancré dans le territoire proche (à Lo Cañas, dans la précordillère) mais cette défense du territoire auquel il se sent attaché est validée ou justifiée par des irruptions externes, au-delà du contexte du quartier : « Il y a eu au centre du problème de la précordillère...une politique impitoyable de tous les bords politiques, pas seulement de la droite »<sup>163</sup>. Nous comprenons que l'engagement de Jenaro est loin de répondre uniquement à un attachement local envers la nature. Au sein de l'association, il a un rôle central de passeur et de traducteur : il est un interlocuteur actif pour la mairie, pour fixer des réunions ou solliciter des documents<sup>164</sup>. Il est aussi constamment en train de rappeler aux autres leurs tâches et obligations comme, par exemple, le jour où, en s'adressant à un membre plus jeune, il essaie de le convaincre d'être le futur dirigeant de l'association (réunion du réseau à Lo Cañas, 26/05/08). Lors de cette réunion, une fois Jenaro parti, ce même jeune me dit à l'oreille, en riant, que le nom de Jenaro, il faut le prononcer avec l'accent italien (faisant allusion au célèbre film de Francis Ford Coppola *Le Parrain*), montrant qu'indirectement Jenaro prend les décisions et bouge les pièces de façon invisible<sup>165</sup>.

---

<sup>161</sup> Smog (du mot *smoke* et *fog*) est le terme anglais par lequel on nomme communément la pollution de l'air à Santiago. Ce problème a fait l'objet de plusieurs plans de dépollution mais il persiste au point que Santiago figure parmi les villes les plus polluées d'Amérique latine, d'après l'Organisation Mondiale de la Santé.

<sup>162</sup> « La unidad fue en torno a la naturaleza, a la calidad del aire, recién estaba empezando el tema del smog en Santiago », entretien avec Jenaro avant une réunion du RDP, 29/05/2008.

<sup>163</sup> « Ha habido en la problemática de la precordillera... ha habido una política despiadada de todos los sectores políticos, no solamente de la derecha ».

<sup>164</sup> Au cours des réunions avec les organisations d'autres communes, j'ai remarqué que Jenaro connaissait très bien tant les fonctionnaires de la municipalité de La Florida que d'autres participants externes.

<sup>165</sup> Jenaro était en même temps très réservé sur sa vie privée, j'ai ainsi pu constater un certain évitement de sa part quand j'ai voulu l'interviewer. Cela entraînait forcément des soupçons vis-à-vis de Jenaro au sein de



Ce type d'engagement issu du territoire lui-même ne caractérise pas seulement Jenaro. Annie, pour sa part, aborde la question à partir d'un engagement « développé dans la proximité » (Gramaglia, 2008 : 83) qui est mis en exergue dans et par la précordillère. Elle y associe d'autres intérêts, tels que nouer des liens d'amitié ou occuper son temps libre. Quand j'interroge Annie sur ses relations dans le quartier, elle relie l'amitié (notamment avec Lucy) à des activités qu'elles ont menées ensemble :

« Question : Et avec les voisins, il y a une bonne entente ? J'ai vu à la réunion... vous êtes amies, non ?

Annie : Oui, ce petit groupe est très bien. Oui, nous sommes très amies, depuis presque deux ans qu'on travaille [dans le RDP]. Avec Lucy, par exemple, depuis que je suis arrivée, on a toujours travaillé sur des questions environnementales. Lucy je l'ai connue la première année où je suis arrivée ici, on a fait un cours de compostage, quelqu'un qui est venu grâce à la *Junta de Vecinos*, et là nous sommes devenues très amies, et on est toujours en contact »<sup>166</sup>.

L'engagement d'Annie ressemble à celui de Jenaro dans la mesure où aucun des deux ne revendique un engagement partisan ni une couleur politique (tel que le clivage droite/gauche, rémanence de la dictature), pas plus qu'ils ne revendiquent des valeurs ou des compétences générales. C'est au cours des récits, des prises de paroles et des interactions qu'ils définissent ce que signifie être un membre du réseau, ce que signifie la nature, ou encore être « activiste », et c'est dans l'enracinement dans le proche, à travers un attachement à un territoire local (Doidy, 2008), qu'ils définissent leur rôle d'habitants engagés.

L'engagement dans la proximité, la constitution d'une lutte pour l'environnement et la définition du problème comprennent aussi des affects qui sont constamment exprimés par les habitants engagés. Ainsi, à différents moments de nos conversations, Annie évoque avec facilité son amour pour son jardin, démontrant ainsi une profonde connaissance de la faune et de la flore de son quartier :

---

l'association car les membres interprétaient sa distance comme un manque d'engagement et de transparence de sa part.

<sup>166</sup> Q: « ¿Y con los vecinos hay buena relación? Vi, en la reunión... ¿son amigas?

Annie: Si este grupito es súper bueno. Sí, somos súper amigas y ya como dos años que estamos trabajando en esto. Con la Lucy por ejemplo desde que llegué aquí que hemos estado siempre trabajando, por ejemplo en cuestiones ambientales, a la Lucy la conocí el primer año que llegué aquí, hicimos un curso de compostaje un gallo que vino a través de la junta de vecinos fue...y ahí nos hicimos bien amigas, y siempre nos hemos mantenido en contacto ». Entretien enregistré chez Annie, 07/05/2008.

« Annie : [Pendant qu'elle parlait d'un cancer qu'elle a eu en 2008<sup>167</sup>] Mais, d'un autre côté, c'est tellement bon, j'sais pas, j'arrive ici et je ne vis pas en ville...tu vois combien de voitures y passent ? Rien du tout ! Et tu vois, des oiseaux passent sous mon noyer (...) [Elle énumère quelques oiseaux autochtones], des grives, des tourterelles...[*le ton de sa voix s'apaise au fur et à mesure qu'elle les nomme – en y ajoutant des diminutifs – les différents oiseaux qu'elle connaît*] Ils viennent ici à côté, à cet arbre qui est là, dans le garage, ils s'y installent. La petite [sa petite-fille] connaît tous ces oiseaux. En été, au 1<sup>er</sup> novembre, je suis déjà dans la piscine ; jusqu'en avril parfois, je nage tous les jours »<sup>168</sup>.

Lorsqu'elle parle de la nature, Annie l'évoque à différents moments en passant, non pas directement en réponse à une question, mais au cours d'une narration où elle montre la place que la nature a dans sa vie. Elle se distingue des nouveaux arrivants qui « sont des gens qui ne sont pas très impliqués dans la question environnementale »<sup>169</sup> mais qui sont plus politisés. Ici, « la question environnementale » répond à une définition évidente et attendue : aimer les arbres. Sous cette acception, la question environnementale apparaît comme innée, inhérente aux habitants de la précordillère ; elle ne s'explique pas, elle est vécue.

Ni Jenaro ni Annie n'associent l'environnement à un engagement politique partisan ou institutionnel mais à des activités précises et circonscrites, ainsi qu'aux relations établies dans le quartier. Quand j'interroge Annie sur les relations entre voisins, au sein du RDP et dans le quartier, elle me dit : « Nous sommes tous sur la même longueur d'onde, on aime l'endroit parce qu'il est très champêtre, surtout à Santa Sofía de Lo Cañas, un tas d'artistes, d'intellectuels, de scientifiques... »<sup>170</sup>. Ici, le sens de la question environnementale est associé

---

<sup>167</sup> Quand je reviens à Santiago, en 2008, pour commencer mon enquête dans la précordillère et que je reprends contact avec Annie, elle m'annonce qu'elle a un cancer. Au début c'est un choc pour elle mais rapidement elle reprend des forces et se bat pour sa guérison. Mis à part les traitements qu'elle suit et les sessions de chimiothérapie qui l'affectent considérablement, dès qu'elle le peut, elle part à la plage avec son mari. Cela affecte mon enquête au début car mon planning doit s'adapter au nouveau contexte : je ne peux plus compter sur elle pour me présenter d'autres habitants de Lo Cañas et participer du RDP (qui, avec son absence, diminue beaucoup ses réunions et activités). Je dois improviser lorsqu'à plusieurs reprises, alors que j'étais sur le point de me rendre chez elle pour un rendez-vous qu'on avait fixé, elle se voit dans la nécessité de l'annuler car elle ne va pas bien. C'est à partir de ce moment que je me rends à la mairie, contacte des fonctionnaires ou d'autres personnes, en attendant qu'Annie soit en meilleure forme et puisse donc participer plus activement au RDP. Heureusement, les effets de son cancer diminuent considérablement et, dès lors, elle reprend progressivement ses activités au sein du RDP, à partir du mois d'août.

<sup>168</sup> Annie: « Pero por el otro lado es suuuper rico, no sé, yo llego aquí y no vivo la ciudad...tú ves, ¿cuántos autos pasan? ¡Nada! Y tú ves abajo de mi nogal pasan los pájaros, hay tuiques, incluso hay pencos de repente; hay zorzales, hay picaflores, hay chilcancitos, hay cachuritos, hay tórtolas. Hay queltehues, los tuiques vienen aquí al lado, a ese árbol que está aquí en el garage, a meterse también. La guagua conoce todos los pájaros. En verano, el 1º de noviembre, ya estoy metida en la piscina, hasta abril, nado todos los días ».

<sup>169</sup> « Son gente que no está muy metida en la cuestión ambiental ».

<sup>170</sup> « Son bien todos de la misma onda, nos gusta el lugar porque es bien campestre, sobre todo en Sta Sofía, un montón de artistas, intelectuales, científicos... ».

non seulement au compostage et à l'amour des arbres, mais aussi à une communauté forgée dans l'idée d'une « nostalgie rurale » (Bengoa, 1996) qui, comme le remarque le philosophe et anthropologue chilien José Bengoa, est rendue possible par la fusion urbaine-rurale, c'est-à-dire, vivre en pleine nature mais avoir accès aux « avantages » de la ville (éducation, santé, etc.)<sup>171</sup>. Par exemple, les enfants d'Annie étaient scolarisés à l'Alliance Française, établissement cher qui se trouve dans une autre commune de Santiago, beaucoup plus riche que La Florida, à une vingtaine de kilomètres de distance. Or, en voiture ils y accédaient en une demi-heure. L'accès à des écoles privées réputées est une question importante pour la classe moyenne émergente au Chili. Ainsi, cette « nostalgie rurale » des classes aisées à Santiago est compatible avec la proximité et l'accès à des services de qualité, tout en privilégiant une qualité de vie associée à un environnement naturel ou, comme dans le cas d'Annie, au fait d'avoir un grand jardin, une piscine, etc.

Annie, pour l'instant, ne fait pas de lien explicite entre les questions environnementales et l'engagement dans le RDP car l'environnement la renvoie à une idée qui relève du sens commun (recycler, s'intéresser aux plantes et aux arbres, être un citoyen « écologique »). Or, d'autre part, ce terme d'environnement est en général trop abstrait pour Annie lorsqu'elle se réfère à son engagement ou aux actions concrètes du RDP. Elle parle plutôt de précordillère, utilisant des termes spécifiques qui relèvent plus d'un savoir expert que profane.

Nous pouvons distinguer, au sein des engagements des membres du RDP, deux sens pour la défense de l'environnement : d'une part, défendre l'environnement implique une conscience écologique et, d'autre part, la défense de l'environnement émerge suite à un attachement au niveau du quartier (communauté) et du territoire (précordillère). Les arguments autour de la nature ou de l'environnement ne sont pas toujours similaires selon le problème dont il est question et les termes ne renvoient pas toujours aux mêmes définitions. Le « problème de la précordillère » ne suppose pas seulement « d'aimer les arbres » mais d'agir pour éradiquer ce qui dérange. Ces deux sens sont donc liés mais c'est surtout au deuxième sens, indissociable d'une expérience politique, auquel cette enquête s'intéresse.

---

<sup>171</sup> Phénomène connu en France comme la rurbanisation, ce « mouvement par lequel la population urbaine semble 'sortir' de la ville pour se placer dans les espaces périurbains » (Brunet *et al.*, 1993, 207 cité par Bailly, Bourdeau-Lepage, 2011: 28). Cependant, dans le cas de Lo Cañas, la « nostalgie rurale » dont parle José Bengoa se différencie de la rurbanisation dans la mesure où elle fait référence à de « petits immeubles, près de petites villes ou villages » (Bailly, Bourdeau-Lepage, 2011: 28). La notion de nostalgie rurale évoque le désir de la bourgeoisie – qui au Chili est proche des grands propriétaires (« *terratenientes* ») de « *latifundios* » (terres) – de vivre à la campagne, dans de grandes propriétés.

Jenaro, quand il explique le développement du quartier, se montre concerné, depuis qu'il est arrivé ici (il est, rappelons-le, l'un des premiers à avoir acheté un terrain à Santa Sofía de Lo Cañas), par la construction du quartier, de la communauté et par le questionnement des nouveaux projets. Il associe la défense de l'environnement non pas à des pratiques « vertes » mais à la protection de l'espace où il habite, ce qui entraîne un jugement négatif de l'arrivée de nouveaux habitants, le rejet du progrès et du développement immobilier.

Jenaro : « Depuis ce moment-là [1975] et par la suite, nous avons considéré le développement [immobilier] fondamentalement en relation avec la défense de la précordillère et en relation avec la défense de l'environnement. On a été les premiers à dire qu'il était absurde de construire dans la précordillère alors qu'au centre-ville de La Florida il y avait une énorme quantité de terrains vides (...) »<sup>172</sup>.

La configuration de leur dénonciation se fait grâce et à partir de l'expérience dans leur entourage. Les résultats de leurs actions dépendront non seulement de leur capacité à définir et à délimiter un problème qu'ils ont découvert eux-mêmes, mais les « conditions de félicité » (Berger *et al.*, 2011 : 24) de l'agir et de la dénonciation dépendront aussi des décisions prises au cours de l'engagement. L'engagement ne suit pas des trajectoires cohérentes (Becker, 2006), mais traverse des processus d'indécisions et de contradictions. Dans ce contexte, la politisation partisane du problème concernant la précordillère est évitée au sein de l'association, car l'appartenance à des partis politiques pourrait entraîner des différences, des ruptures et des conflits. C'est pourquoi l'engagement partisan n'est pas toléré au sein du RDP. Cela n'était pas acté mais, à plusieurs reprises, je constatais que toute intention d'intégrer un parti politique, soutenir une candidature ou participer à des campagnes politiques était rejetée par les membres du RDP. Dès qu'un politicien parlait au nom du RDP, rapidement les membres s'attachaient à rédiger des communiqués pour mettre au clair qu'ils n'avaient rien à voir avec l'élu en question ou bien, lorsque les membres apprennent que l'une d'entre eux, qui venait de s'intégrer à l'association en 2009, décide de participer à une balade à vélo à La Florida dans le cadre d'une campagne politique, elle est rapidement mise en question et on la prévient qu'elle ne peut pas faire partie du RDP et de la campagne en même temps.

---

<sup>172</sup> Jenaro: « De ahí en adelante el desarrollo de este sector se vio preferentemente en relación a la defensa de la precordillera y en relación a la defensa del medio ambiente. Nosotros fuimos los primeros en plantear que era absurdo construir en la precordillera cuando en el centro de La Florida existía una enorme cantidad de sitios eriazos ». Entretien enregistré dans une école où le Réseau se réunissait de temps en temps, 29/05/2008.

Or, dire que l'engagement partisan est évité n'implique pas une dépolitisation des enjeux auxquels les membres du RDP sont attachés. Si nous prêtons attention à la manière dont les problèmes que constatent Ana María, Annie, Lucy ou Jenaro sont discutés, la définition même du problème implique bien au contraire une politisation de la question. De plus, à en juger par les trajectoires des quatre principaux membres fondateurs du RDP, on constate une implication dans la sphère politique de longue date chez eux. Ana María a connu l'exil, Jenaro passe son temps à la Mairie où il est connu de tous les fonctionnaires, Annie et Lucy travaillent dans la *Junta de vecinos* depuis plusieurs années. Ainsi, sans qu'il ne relève de la politique partisane, leur engagement répond à des raisons politiques, d'autant plus que le voisinage s'est consolidé, comme le souligne Jenaro, grâce à une contestation des *condominios* et des nouvelles manières de vivre dans la précordillère. Depuis 1995, quand ils s'opposent au premier projet de *condominio*, ils commencent à déployer un agir politique pour contester ces projets en maîtrisant un langage et une expertise non seulement d'habitants mais de diplômés.

En particulier, la différence entre engagement « lointain » et « proche » est manifeste lorsque les membres du RDP interagissent avec les autorités. Teresa, qui travaille à la Mairie où elle est « conseillère urbaine » (*asesora urbana*), architecte chargée de la planification territoriale, c'est-à-dire des instruments de planification, du Plan d'Urbanisme de la commune de La Florida, est sollicitée à plusieurs reprises par les membres du RDP. Dans un entretien, elle rend compte de cette distinction entre l'engagement envers l'environnement que nous pourrions qualifier d'« abstrait » ou de « lointain » (l'idée de sauver la planète, suivant la citation de Descola) et un autre qui se singularise à travers le temps, proche, où l'acteur mobilise une expertise et des connaissances, à partir desquelles « être engagé » implique des activités quotidiennes.

« (...) Le sujet ici est le suivant : nous, en tant que Mairie, 'Conseil urbain' [*Asesoría Urbana*<sup>173</sup>] et Département des travaux [*División de Obras*<sup>174</sup>], on doit adopter les instruments territoriaux de plus haut niveau tel que le Plan Métropolitain [*Plan*

---

<sup>173</sup> Ce conseil oriente le développement urbanistique de la commune grâce à des modifications concernant la norme urbaine. Sa principale mission au sein de la Mairie est la gestion du Plan d'Urbanisme Communal. Ses membres doivent conseiller le Maire dans le domaine de l'urbanisme, ainsi que les différents services de la Mairie. Source : <http://www.lascondes.cl/municipalidad/>

<sup>174</sup> La *Dirección de obras municipales* se charge de l'application du Plan d'Urbanisme Communal, de délivrer les permis de construire, de l'inspection et de l'application des projets d'investissement régional de la Mairie. Elle applique également la Loi d'Urbanisme et de Construction (Ley General de Urbanismo y Construcciones). Source : <http://www.lascondes.cl/municipalidad/>

*d'Urbanisme Métropolitain]* (...) Si le Plan Métropolitain établit qu'à tel endroit il est légal de construire jusqu'à telle densité, et un projet de ce type est présenté, ce n'est pas à nous de dire on aime ou on n'aime pas. Ça ne va pas, en termes écologiques. *C'est que cette décision n'a pas lieu d'être quand tu dois appliquer des normes* »<sup>175</sup>.

Teresa essaie de montrer la rationalité qui prévaut dans les décisions de régulation urbaine en opposition aux valeurs écologiques ou abstraites. Elle tente de faire comprendre au public qu'au sein de la Mairie, ils doivent « obéir » aux normes, indépendamment des liens affectifs qu'on peut avoir envers l'environnement. Elle fait le lien entre précordillère et normes, sans laisser entrevoir une quelconque affection vis-à-vis du territoire. Mais comme le collectif a réussi à installer le problème de la précordillère au sein de la Mairie, Teresa se met donc en garde. Elle doit montrer qu'elle agit non pas parce qu'elle le veut, mais parce que c'est une obligation. Suivant son argument, les normes se distinguent de l'« écologie » : d'un côté, elle situe les lois et les fonctionnaires comme elle, qui évaluent le territoire en termes légaux ; elle représente alors les normes. De l'autre, elle évoque les raisons et motivations « écologiques », non normatives, pour protéger la nature, ainsi que les liens affectifs que les riverains revendiquent. Il est intéressant de noter que les normes ne sont pas associées, selon le point de vue de la fonctionnaire, à la protection de la nature mais à la construction des maisons. La protection est alors une tâche des citoyens, et non pas de la Mairie. Teresa n'a pas besoin de connaître la précordillère ni les particularités du Panul pour « appliquer les normes », car elle veille à ce que celles-ci soient appliquées depuis son bureau. Elle n'a pas, dans son travail, une relation affective ou d'expérience avec les arbres, car la relation qu'elle peut entretenir avec ce territoire passe uniquement par l'application de normes, l'observation de cartes et d'autres instruments qui agissent comme intermédiaires dans l'interaction entre le territoire et la fonctionnaire. De la sorte, quand Teresa parle de ce « qu'on aime », ce sentiment s'oppose aux normes, et ce lien affectif suppose en même temps une relation directe, proche et profonde avec le territoire en question. Mais Teresa possède elle aussi un savoir propre de la précordillère – qu'elle montre bien maîtriser – grâce aux autres moyens, distincts de ceux que peut utiliser Annie. Pour Teresa, ce sont les normes et pour Annie, il

---

<sup>175</sup> Teresa : « El tema de aquí es el siguiente; nosotros como municipio tenemos que, como asesoría urbana y división de obras, tenemos que aprobar los instrumentos territoriales de mayor nivel de mayor competencia como el Metropolitano establece como posible de aprobar, o sea nosotros no tenemos un rango de discrecionalidad, o sea si el plano metropolitano establece que en tal parte se permite construir hasta tal densidad y se presenta un proyecto de tales características no cabe que nosotros digamos nos gusta o no nos gusta y no corresponde en términos ecológicos. Es que esa decisión no tiene lugar cuando tú tienes que aplicar normas ». C'est moi qui souligne.

s'agirait, en plus de ses recherches scientifiques et légales, de sentiments imbriqués dans une histoire et une expérience.

La construction de la nature entraîne donc des processus au travers desquels les acteurs associent des lois, des conditions, des caractéristiques, des normes et une gestion. Elle ne peut donc pas être défendue « parce qu'on le veut ». Comme Teresa et Annie l'avouent à différents moments, ce sont les normes qui commandent ce que l'on fait avec l'environnement. Teresa se réfère aux normes en tant qu'entités suprêmes ; celles-ci sont des instances supérieures – des régulations métropolitaines – qui commandent ce qu'eux (à la Mairie) peuvent ou ne peuvent pas faire, et elles sont associées aux ministères ou à d'autres entités politiques qui ne sont pas établies à La Florida. Pour mettre en place une lutte, les membres du RDP ont réalisé que face aux organismes de l'État, ils ne pouvaient pas argumenter en termes affectifs ni dire « J'aime ces arbres », mais qu'ils devaient justifier ce qu'ils considéraient comme des injustices commises contre El Panul. C'est dans ce sens que l'engagement qu'ils vont progressivement construire pour défendre la précordillère va de plus en plus s'éloigner d'une conception abstraite de l'engagement et de l'environnement pour devenir plus ancré et spécifique. L'élaboration de ce travail vers une définition de leur engagement et de l'objet de leur lutte dans le laboratoire de la démocratie qu'est le RDP est précisément ce que nous allons voir dans les chapitres qui suivent, dans le but d'analyser comment se construit une culture politique autour de la précordillère.

**Troisième chapitre : Agir en tant que citoyen expert et sujet sensible.**





## Introduction

Une fois la démocratie rétablie, on voit progressivement émerger un questionnement de la part des citoyens au sujet des « enclaves autoritaires » héritées de la dictature. Afin d'étudier comment les citoyens essaient de prendre part aux décisions et aux affaires qui les concernent, il est nécessaire de tenir compte du consensus privilégié (après 1990) entre différents mondes politiques pour sortir de la dictature. En faveur de la démocratie renaissante et du pacte réalisé pour la mettre en place, l'action collective citoyenne est évitée ou sous-exposée dans l'espace public. « En termes politiques, la stabilité démocratique chilienne a pu être obtenue au détriment de la participation et d'une authentique activité politique contestataire » (Drake, Jaksic, 1999 : 13)<sup>176</sup>. Mais au même temps, au sein de cette démocratie jugée imparfaite, des acteurs émergents – les groupes écologistes, les riverains des décharges publiques<sup>177</sup> dans les quartiers populaires (Sabatini, Wormald, 2004) ou les riverains indigènes (*pewenche*) affectés par un projet hydroélectrique dans la région du alto Bío-Bío au sud du Chili (De la Cuadra, 2001) – font de plus en plus entendre leur voix dans de nouvelles causes, en recourant à des formes de mobilisation plus improvisées que conformes à des cadres déjà éprouvés en politique. Ces mobilisations tentent de contrecarrer des projets qui s'imposent à eux. Ainsi la contestation et la participation des petits collectifs dans les années 1990 et 2000 se font dans les marges et ces micro mobilisations ne reproduisent guère les structures des syndicats ou des partis politiques au Chili : ces citoyens engagés inventent et créent de nouvelles formes de participation. Et, comme c'est le cas dans la précordillère, quand de nouveaux projets immobiliers surgissent, les citoyens, loin d'être consultés, ne peuvent généralement que réagir une fois les décisions déjà prises. Dans ce cadre, ils mobilisent des formes auto-crées de participation puisque les voies existantes ne leur permettent pas d'avoir un impact dans la défense d'un territoire, d'un quartier, d'un environnement ou d'une forêt.

Dans ce contexte, la culture politique au sein du RDP n'est pas définie suivant des stratégies préétablies. La politique est incarnée par ses membres, elle devient un projet constamment construit, remis en question, imaginé et reformulé par des citoyens engagés. Le

---

<sup>176</sup> « *En términos políticos, la estabilidad democrática chilena puede haber sido lograda a expensas de la participación y de una genuina actividad política contestataria* ».

<sup>177</sup> Les auteurs cités parlent de « *relleno sanitario* », c'est-à-dire, une « méthode d'enfouissement des déchets en décharge contrôlée ». Définition du site <http://forum.wordreference.com/showthread.php?t=1925792> [consulté en février 2015].

sens de l'engagement n'est pas le même pour tous les membres du RDP, de même que la manière dont ils construisent des arguments pour défendre la précordillère. Nous allons voir maintenant que l'acquisition d'un savoir est nécessaire tant pour se constituer individuellement en tant que citoyen engagé, défenseur de la précordillère, que pour interagir collectivement au sein de l'association, ainsi que pour participer dans les arènes externes à l'association.

Philippe Descola attribue aux schèmes collectifs, définis comme des compétences culturelles acquises, une importance centrale pour comprendre la différence des comportements humains car ils « constituent l'un des principaux moyens de construire des significations culturelles partagées » (Descola, 2005 : 151). Au-delà des différents schèmes qui entrent dans son analyse, Descola les caractérise comme « des dispositions psychiques, sensori-motrices et émotionnelles, intériorisées grâce à l'expérience acquise dans un milieu social donné » (Descola, 2005 : 151). Si l'on considère la vie du collectif RDP, on voit que des expériences s'y développent, dans lesquelles chaque citoyen met en œuvre ses capacités, à disposition d'un savoir collectif. La vie au sein du collectif RDP est agencée non seulement de façon à accomplir des tâches, mais aussi à construire des significations qui sont partagées, discutées, redéfinies. Le RDP est un milieu social où les membres acquièrent des compétences, des attitudes et où ils structurent des manières d'agir et de ressentir.

Dans ce sens, les membres du RDP créent une culture où le savoir est déterminant. Si Descola fait appel à des modèles théoriques pour comprendre les capacités humaines, son analyse intéresse ici dans la mesure où elle souligne l'importance des schèmes *acquis*. Au fur et à mesure qu'émergent les controverses liées à la précordillère, les membres du RDP acquièrent des manières différentes de penser, d'interpréter, de se comporter, bref, d'autres savoirs et capacités. Nous verrons que les controverses autour de la protection du Panul, à savoir la question du risque à la suite des coulées de boue ou l'incertitude face au développement de nouveaux projets immobiliers, sont généralement perçues avec mépris ou indifférence (Callon *et al.*, 2001 : 50) par les autorités publiques car elles encombrant leur travail au sein de l'État et retardent les projets tels que ceux prévus dans la précordillère. Comme l'ont montré Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe dans leur ouvrage qui est devenu une référence, *Agir dans un monde incertain*, « les controverses constituent un enrichissement de la démocratie » puisque leur développement favorise de nouvelles connaissances et apprentissages (Callon *et al.*, 2001 : 49). Elles sont « de puissants dispositifs d'exploration et d'apprentissage des mondes possibles » (Callon *et al.*, 2001 : 50).

Lorsqu'elles sont méprisées, soulignent ces auteurs, – notamment lorsque des décisions sont imposées autoritairement ou unilatéralement – les effets et les coûts peuvent être majeurs (Callon *et al.*, 2001). J'ajouterai, en m'appuyant sur le travail de John Dewey que, pour les membres du RDP impliqués dans la résolution des controverses, la principale motivation est l'expérience de « ce rapport étroit entre faire, souffrir et subir » (Dewey, 2005 : 83). C'est donc à partir de cette expérience qu'ils créent des lieux d'apprentissage (Callon *et al.*, 2001 : 50) et d'expérimentation (Zask, 2003). Dans ce cadre, l'environnement naturel, associatif, collectif, familial, etc., joue un rôle clé car « un individu agit en interaction avec les environnements associatifs où il vit, en participant au 'processus de définition des buts à atteindre' » (Dewey, 2003 cité par Trussart, 2005 : 172). Dans ce chapitre, nous nous centrerons surtout sur l'interaction du collectif avec son « environnement associatif ». S'il est vrai que le savoir se développe tant dans la vie collective que dans la sphère privée, à travers mon enquête de terrain je n'ai eu accès qu'au développement pluriel du savoir, en collectivité et en interaction. N'ayant pas vécu chez les membres du RDP, je n'ai guère pu comprendre plus en profondeur comment ils développent leurs savoirs dans l'espace privé ; j'ai par contre assisté aux réunions et mené des entretiens avec eux : c'est donc sur l'aspect collectif que cette recherche est centrée.

Avoir des compétences scientifiques (écologiques, géographiques, géologiques, etc.) et techniques (connaître les lois, les moyens de participation, les procédures municipales pour organiser des événements, etc.) permet aux citoyens de pénétrer les arènes politiques au sein de la mairie de La Florida, de discuter avec l'administration (les autorités, les élus) et avec des diplômés (avocats, architectes, géographes). Pour communiquer avec les autorités, ils doivent maîtriser les lois d'urbanisme car du côté de la mairie et des autorités qu'ils rencontrent, on utilise un langage juridique, bureaucratique et techniciste. Jenaro, Lucy, Annie ou Ana María doivent parler la « même langue » que les fonctionnaires avec lesquels ils discutent, ainsi que les chercheurs, acteurs politiques ou autres citoyens et habitants, à qui ils peuvent demander renseignements ou soutiens. Cette « même langue » suppose un certain usage structuré et conventionnel des mots, une manière de s'exprimer qui est propre à un groupe<sup>178</sup>. Cette langue corporelle, écrite, orale et gestuelle se transforme au fur et à mesure que les interactions sociales prennent forme.

---

<sup>178</sup> D'après le Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, site web <http://www.cnrtl.fr/etymologie/langage> [consulté en octobre 2014].

La définition de l'expérience selon Dewey – comme le montre bien Gérôme Truc dans son introduction à la traduction de « La réalité comme expérience » de John Dewey – implique sa localisation (Dewey, 2005) « parce qu'il ne peut y avoir de conséquences que s'il existe un milieu extérieur au sujet agissant, dans lequel son action se déploie ; le lieu de toute expérience ne peut être que l'interaction proprement dite entre l'organisme, la 'créature vivante' dirait Dewey, et son environnement » (Dewey, 2005 : 83). Dans ce sens, les membres du RDP sont motivés par l'expérience vécue dans la précordillère, ils essaient de définir, de cadrer et de comprendre ce qui se passe. Les coulées de boue sont aussi un fait social qui bouleverse, dans un premier temps, ce qu'ils savaient sur leur environnement. Mais l'environnement social, la vie du collectif ainsi que les relations qu'ils nouent sont tout aussi importantes pour l'expérience et le développement du RDP.

Lors d'un entretien avec Lucy, celle-ci m'explique que des pluies successives ont causé de nombreux dégâts après les coulées de boue de 1993. Elle évoque surtout l'année 2005, durant laquelle plusieurs maisons des *condominios* furent inondées. C'est alors qu'elle s'exprime en ces termes : « Il existe toujours un risque qu'on ne peut pas mesurer car on ne sait pas jusqu'où (...) le niveau des eaux monte. Normalement, il y a de la neige à partir de deux mille mètres. S'il pleut au-delà des deux mille mètres, la neige fond et elle descend d'un coup. C'est ce qui est arrivé en 1993 » (14/05/2008)<sup>179</sup>. La nature n'est pas stable et même si les riverains essaient de la comprendre, de la définir et de la délimiter, de nouveaux phénomènes naturels ont lieu dans la précordillère. Il y a eu les coulées de boue, d'abord, des inondations, ensuite et actuellement, ce sont des projets immobiliers qui menacent de détruire en partie la forêt de la précordillère : les riverains doivent à chaque fois, devant chaque nouvel événement, se former et enquêter. Dans ce sens, la définition des problèmes, leur diffusion ainsi que les tentatives des habitants pour que ces situations problématiques soient abordées par les autorités, dépendent, certes, des phénomènes et de l'environnement naturel, mais aussi de la socialisation des habitants, de l'organisation politique, de la constitution du RDP ainsi que de son développement. Si Lucy peut expliquer aujourd'hui le phénomène qui a eu lieu en 1993, c'est parce qu'elle s'est renseignée et qu'elle a échangé des savoirs avec ses voisins, des experts et des autorités. La revendication des problèmes que vivent les riverains de La Florida engagés dans le RDP dépend donc tant de l'environnement naturel que social. Pour

---

<sup>179</sup> L: « *Claro y además que siempre se corre un riesgo que tú no sabes hasta dónde... Si sube el nivel. Normalmente hay nieve de los dos mil metros pa' arriba. Si llueve sobre los dos mil metros, la nieve se derrite y baja toda de una. Eso es lo que pasó el año 93* ».

être écoutés et pour que leurs demandes soient prises en compte, ils vont en premier lieu essayer de comprendre « ce qui se passe » pour ensuite le diffuser en essayant d'avoir une incidence sur les changements de la précordillère. C'est à travers ces espaces éphémères d'échange entre citoyens, autorités et experts que se met en place la participation citoyenne au sens concret, non pas en tant que catégorie construite depuis et par l'État, mais comme action quotidienne forgée par les citoyens.

Ces espaces que sont les réunions et rencontres entre citoyens et fonctionnaires ou experts, et que nous allons analyser par la suite, montrent que les réseaux comme le RDP participent à la rénovation de la vie civique au Chili. Les citoyens du RDP se forment, apprennent et deviennent « experts » grâce à ces échanges. Le rôle qu'ils jouent transforme les relations entre les habitants et la ville (comprise comme un ensemble ample de quartiers, d'environnements, d'espaces, de constructions et d'interactions sociales entre humains et non-humains) et les relations entre citoyens et autorités. Les actions du RDP réussissent à poser le problème de la précordillère alors qu'au sein de la mairie ou dans d'autres institutions, il est nié. Ils créent de nouveaux espaces de débats et d'arènes publiques (Gusfield, 1980; Cefaï, 1996) où, comme nous le verrons, ni les autorités ni les citoyens n'occupent des rôles neutres. Lorsqu'ils se rencontrent, ni les uns ni les autres ne restent indifférents : au contraire, ils expriment des savoirs, des émotions, des subjectivités. Dans ce contexte, la participation politique des citoyens est loin d'être un espace rigide, neutre, objectif où des décisions sont prises et où tous participent également, elle est un espace imprégné de sentiments, de quêtes des citoyens eux-mêmes qui suivent un long chemin d'apprentissage parsemé de coups d'essai et d'erreurs.

Ici, tant les autorités que les citoyens agissent à divers moments comme des acteurs « antidémocratiques » (Rosenblum, 2000 : 494) : ils font appel à des ordres hiérarchiques, ils négligent des procédures établies ou ils accomplissent des actions en secret, entre autres. En définitive, leurs actions ne sont pas sans contradictions. Dans ce contexte, les interactions entre citoyens et fonctionnaires que nous allons aborder peuvent être vues comme des instances d'apprentissage, des moments où les citoyens participent à l'« école de la démocratie » (Hamidi, 2010 ; 2013). Cependant, cette école est loin d'être constituée d'échanges égalitaires, sans conflits, passifs et harmonieux. A contrario, les citoyens intègrent cette école de la démocratie dans un contexte marqué par l'absence de participation ouverte aux citoyens. En ce sens, la vie associative du RDP doit être analysée à partir de la diversité

des relations et des actions, parfois disruptives ou occasionnelles, mais où le travail des citoyens implique aussi un engagement continu (Hamidi, 2010).

## 16. Le partage du savoir : les relations scientifiques au sein du RDP

Grâce aux expériences qu'ils ont traversées, les citoyens socialisent un savoir à travers lesquels ils essaient de donner des explications à ce qu'ils vivent. Lucy a particulièrement développé cet intérêt envers l'environnement dans lequel elle habite ; aujourd'hui elle sait comment se comporte la précordillère car, depuis la catastrophe de 1993, elle étudie l'environnement dans lequel elle vit et qu'elle côtoie. Cet intérêt est né d'une disposition individuelle mais il est aussi le fruit des relations qu'elle a nouées. Chaque membre acquiert des savoirs, tout comme les savoirs eux-mêmes, dans le partage, c'est-à-dire que les habitants échangent des expériences et des manières de faire. Dans ces conditions, l'amitié entre Lucy et Annie n'est pas seulement déterminante pour l'émergence du RDP, elle caractérise aussi la manière dont fonctionne l'engagement au sein du réseau. Elle crée une intimité fondamentale et fondatrice, elle fait surgir une empathie et une admiration mutuelles. Annie respecte profondément Lucy et elle s'enthousiasme lorsqu'elle voit Lucy s'émerveiller. Lors de nos discussions avec Annie pendant nos premières rencontres, elle m'explique comment, ensemble, elles ont acquis un savoir scientifique :

« Avec Lucy par exemple, on collecte un tas de choses... Lucy surtout parce qu'elle est très douée<sup>180</sup> pour tout ça : Il y a un tas d'études qui ont été faites, on les trouve sur Internet, on les imprime, on les lit, on les commente avec le groupe ou on dit aux autres 'téléchargez-les, imprimez-les, lisez-les pour savoir'. Et là, on trouve plein de choses qui sont archiconnues (*des lapalissades*) qui ne sont pas appliquées et si tu vas les leur dire, par exemple, à la mairie ou au Ministère, ils vont te dire 'ah, ce sont des conneries des scientifiques' »<sup>181</sup>.

Le récit d'Annie met en évidence, au-delà du fait qu'elles sont à la tête du collectif, que Lucy et elle sélectionnent le matériel sur lequel elles et les autres membres vont travailler,

---

<sup>180</sup> Annie emploie le mot « *capa* » qui d'après la *Real Academia Española* (R.A.E.) est un terme parlé qui désigne une « personne avec du pouvoir et du prestige ou qui détient de grandes connaissances dans un domaine spécifique ». (« *Persona con poder y prestigio o muy entendida en una determinada materia* »). Site web <http://lema.rae.es/drae/?val=capo> [consulté en octobre 2014].

<sup>181</sup> « *Nosotros tenemos con la Lucy por ejemplo sacamos un montón, la Lucy sobretodo porque ella es capa para esto, un montón de estudios que se han hecho, los encontramos en Internet, lo imprimimos, lo leemos, lo comentamos en el grupo o les decimos a los otros "sácatelo, imprimelo, léelo para saber" y ahí nos encontramos con un montón de cosas que son de Perogrullo que no se han aplicado y si tú vas a decirle por ejemplo en la municipalidad o en el Ministerio van a decir "ah, son weás de los científicos" ».* Entretien, 07/05/2008.



qu'elles suggèrent aux autres que faire et que lire. Leur objectif est de prendre connaissance des articles scientifiques qui apportent la preuve qu'il faut protéger la précordillère. Au début de mon enquête, Lucy et Annie sont les piliers de l'association RDP. Lucy coordonne les relations scientifiques, bien que ce ne soit ni affiché ni organisé explicitement comme tel au sein de l'association, et Annie est à la tête des relations avec les autorités, avec les politiques. C'est elle qui rédige les lettres, les comptes rendus et qui s'occupe de mettre les membres en relation. C'est elle qui arrondit les angles lorsqu'un accrochage a lieu entre les membres. Par exemple, elle les appelle au téléphone, connaît la vie privée de chacun, envoie les emails ; elle est en quelque sorte, la conciliatrice de l'association. Comme nous l'avons dit précédemment, en 2008, lorsque j'assistais aux premières réunions, Annie n'y participait que rarement en raison de sa maladie (rappelons qu'on lui a détecté un cancer cette année-là). Son état de santé entrave considérablement le déroulement du travail au sein du RDP. Jenaro l'explique au cours d'une réunion du RDP : l'absence d'Annie entraîne des problèmes de coordination car personne ne peut la remplacer.

« Eh bien, probablement notre défaut stratégique a été de ne pas être prévoyant mais ce défaut stratégique obéit plutôt au fait qu'un événement inattendu est survenu dans la vie d'Annie. Et de là, un désordre s'est produit chez nous ; elle était la personne coordinatrice de tout l'effort qui avait été fait et en plus elle était la personne qui apportait beaucoup de réflexion, dans le résumé et dans la rédaction des documents ; alors c'est ce qu'on doit améliorer maintenant au plus vite, parce qu'on ne peut lui demander aucun effort à faire pendant qu'elle se rétablit »<sup>182</sup>.

Le rôle d'Annie est si crucial qu'elle n'est jamais remplacée mais, finalement, son rétablissement se fait plus vite que prévu et elle ne se déconnectera jamais totalement des activités du RDP. Ainsi, Annie et Lucy sont la force qui soutient l'association. Grâce à leur présence, les autres membres savent comment agir. Lors de cette même réunion où Jenaro pose le problème de l'absence d'Annie, Lucy insiste sur les ravines de Lo Cañas et le danger qu'elles peuvent susciter. Elle parle des déplacements des terrains (« *remoción de masa* »),

---

<sup>182</sup> «Ah, quizás nuestra falla estratégica fue habernos descuidado, pero esa falla estratégica más bien obedece al hecho de que sucedió esta cosa inesperada con la Annie... Y ahí claro, se nos produce un desorden a nosotros, ella era la persona coordinadora de todo el esfuerzo que se había hecho y además era la persona que ponía bastante intelecto, en el resumen y en la redacción de documentos; entonces eso es lo que tenemos que suplir ahora rápidamente, porque no le podemos pedir a ella que haga ningún esfuerzo mientras no se recupere », Jenaro, réunion à l'école Raíces Altazor a Lo Cañas, 29/05/2008.

elle explique comment et pourquoi ils se produisent. Un autre membre, Beatriz<sup>183</sup>, intervient à un moment donné pour raconter le moment où Lucy l'a sollicitée pour mener une recherche sur les déplacements de terrain :

« Je suis allée dans une bibliothèque très spécialisée et j'ai imprimé une énorme quantité de documents, figurez-vous que sur le glissement de terrain, il n'y a que des choses sur les machines qu'il faut employer pour éviter le glissement, la chute des terrains, mais rien sur le fait qu'il y a déplacement en soi, je m'explique ? »<sup>184</sup>.

Les membres répondent affirmativement sauf Lucy qui interpelle Beatriz pour lui préciser qu'il y a une présentation d'étude sur les mouvements de terrains « faite par un institut allemand », en 2002, avec des chercheurs de l'Université du Chili et d'autres universités chiliennes, où Beatriz ne s'est pas rendue.

Travailler et interagir avec Lucy et Annie exige, mis à part la hiérarchie que les autres membres acceptent et à laquelle ils se soumettent, de suivre scrupuleusement leurs indications et leurs conseils. En outre, comme on peut le déduire de l'extrait de cette réunion, elles sont rarement satisfaites du travail des autres. Or, en même temps, cette hiérarchie convient aux autres membres qui ne veulent pas s'engager autant que Lucy et Annie. Par exemple, dans cette même réunion, l'une des membres – toujours Beatriz – à qui Lucy demande de se rendre à une conférence de presse répond : « Non, non, non, non. Tu sais que j'ai des problèmes d'audition, je ne peux pas. Enfin, je peux être présente, je peux y aller (même si c'est long), mais pas pour défendre notre point de vue et donner les arguments nécessaires, non,

---

<sup>183</sup> Beatriz, âgée d'une soixantaine d'années, est voisine d'Ana María ; elle habite à Santa Sofía de Lo Cañas, plus haut que chez Lucy et Annie. Elle est artiste, travaille chez elle et donne des cours particuliers. Son absence à plusieurs réunions est due aux voyages qu'elle effectue avec son mari, surtout dans le sud du Chili où ils possèdent un terrain. Venant d'un milieu aisé, elle est toujours bien habillée, conduit une grosse voiture mais se caractérise aussi par un style « naturel », « hippie », qui devient beaucoup plus bourgeois lorsqu'il s'agit d'agir : elle n'aime pas participer aux manifestations, par exemple, et choisit des tâches moins visibles au sein du RDP, le style de Beatriz s'oppose à celui de Carmen qui, contrairement aux autres membres, se fait remarquer par sa façon plus kitsch de s'habiller. Alors que Beatriz porte généralement des couleurs ocres et qu'elle s'habille avec des tissus naturels, notamment de la laine, Carmen porte beaucoup de bijoux fantaisies, des couleurs tape-à-l'œil et des matières synthétiques. Je n'ai pas fait d'entretien individuel de Carmen car elle se montrait toujours réticente à mes demandes arguant qu'elle « ne savait pas grand-chose » ou qu'il était préférable de parler avec Lucy ou Annie. Je n'ai pas insisté, mais j'ai visité sa maison où j'ai interviewé sa belle-fille, Valeria, jeune architecte d'une trentaine d'années, qui fut membre actif du RDP à différents moments. Beatriz habite donc une grande parcelle qui possède un beau jardin, où elle vit dans une maison avec son mari. Non loin de là, une autre parcelle plus petite abrite son fils, Valeria et leur petit-fils.

<sup>184</sup> « *Cuando Lucy me encargó hacer una investigación sobre la remoción de masas, yo me fui a una biblioteca bien especializada e imprimí más o menos un... una cantidad enorme de material, fijate que sobre la remoción de masas sale nada más que maquinarias a emplear para evitar la remoción... la caída de masas, no que hay desprendimiento, ¿me explico?* ». Beatriz, réunion à l'école Raíces Altazor, Lo Cañas, 29/05/2008.

non... »<sup>185</sup>. Beatriz, dubitative, se propose pour aller à la conférence mais en aucun cas elle ne veut prendre la parole pour argumenter devant une audience autre que le petit groupe du RDP. En ce sens, Annie et Lucy sont les oratrices charismatiques et légitimes du collectif.

Bien que la légitimité d'Annie et de Lucy se fonde sur leurs dispositions à s'engager et à participer (être partout à tout moment, être au courant des derniers événements tant au sein de l'association qu'au niveau de la mairie ou des politiques), c'est avant tout leur maîtrise du savoir technique et professionnel qui les rend incontournables.

Par exemple, après les coulées de boue, qui avaient été prévues par les scientifiques, rappelons-le, Annie et Lucy se chargent de déclassifier ces archives pour éviter de nouvelles catastrophes, disent-elles. Elles suivent les arguments des scientifiques ou des professionnels (architectes, ingénieurs, géologues) qui leur permettent d'argumenter en faveur de la défense de la précordillère :

« La coulée de boue de 1993, les scientifiques l'avaient prévue (...) mais personne ne les a écoutés. Pas plus lorsqu'ils ont fait le Plan d'Urbanisme Métropolitain et qu'ils ont mené l'expansion urbaine jusqu'à pratiquement la pointe de la colline. Personne n'a consulté ni un architecte ni un ingénieur ni un géologue ni un géographe ni un climatologue, rien de rien. Et nous, on pense que c'est ce genre de personnes qui devrait dire quel est le degré de dangerosité de ce qu'ils sont en train de faire dans les montagnes »<sup>186</sup>.

Annie et Lucy se donnent pour tâche d'« écouter les scientifiques », puisque personne d'autre ne le fait, d'après elles. Lorsque je demande à Annie s'il y a des scientifiques dans le groupe ou dans les associations de quartier, « Non, non... Les plus scientifiques, c'est nous ! » (*No, no... los más científicos ¡somos nosotros!*), s'exclame-t-elle en souriant. Elle le dit de façon ironique mais aussi parce que, d'une certaine manière, elle se sent scientifique : à ce sujet, quand je lui demande si elle a suivi une formation professionnelle, elle me dit que non : « Je suis traductrice, et infirmière, rien à voir avec tout ce qu'on fait mais bon... ».

---

<sup>185</sup> « No, no, no, no, tú sabes que yo tengo como problemas de oído y no, no puedo, o sea puedo estar presente pero, puedo ir, además es largo, pero no como para defender y para dar los argumentos necesarios, no, no ». Beatriz, réunion à l'école Raíces Altazor, Lo Cañas, 29/05/2008.

<sup>186</sup> « Y después nadie los infló tampoco, cuando hicieron el Plan Regulador Metropolitano, e hicieron la expansión urbana hasta la punta del cerro más o menos, nadie le preguntó nada a ningún arquitecto, a ningún ingeniero, a ningún geólogo, a ni un geógrafo a ni un climatólogo, nada de nada. Y nosotros encontramos que es ese tipo de gente que debería decir cuál es el grado de peligrosidad lo que están haciendo con el cerro ». Entretien avec Annie, 07/05/2008.

J'insiste et lui demande : « Mais tu as fait des études pour devenir infirmière ? ». Elle répond : « Oui, mais j'aime tout ça parce que j'aime savoir, tu vois, ne pas dire 'ici il est interdit de construire parce que j'aime pas', non. Parce que tout est vérifié, géographiquement, géologiquement, du point de vue du climat aussi. Que va-t-il se passer quand ils vont bétonner toute la colline ? »<sup>187</sup>. Pour Annie et pour Lucy, si la défense du territoire est nécessaire, c'est parce que des rapports scientifiques, des travaux de chercheurs en géologie ou en géographie l'affirment. Comme le dit Annie, « tout est vérifié » par ces documents qui légitiment la protection de la précordillère.

S'il est vrai qu'Annie n'a pas reçu de formation scientifique à l'Université – elle n'est pas diplômée comme elle le sous-entend –, qu'elle n'a étudié ni la géologie ni la géographie, elle a, en revanche, étudié des matières scientifiques (pour devenir infirmière, tout comme Lucy, qui est assistante médicale de profession). On peut en déduire qu'elles savent comment faire une recherche, comment s'informer, par quelles voies, et qu'elles maîtrisent plus facilement que d'autres le langage et les articles scientifiques. Mais, surtout, lorsqu'il s'agit de démontrer des faits et des rapports de cause à effet, elles savent argumenter. En ce sens, Annie et Lucy sont unies par ce savoir-faire scientifique et elles sont toutes les deux d'accord pour signaler que la seule voie pour défendre la précordillère est – fondamentalement – celle des arguments scientifiques.

« La colline apporte de l'air à Santiago, même si ce n'est plus tout à fait vrai, parce qu'ici le vent du matin vient de la mer, souffle sur la ville, rebondit contre la montagne et comme la montagne est beaucoup plus fraîche, le vent revient vers la ville avec une brise qui rafraîchit vers environ quatorze heures, quatorze heures trente. Mais s'il n'y a que du ciment réchauffé, ça va devenir plus chaud encore, et la température, au lieu de descendre dans le bassin, va monter »<sup>188</sup>.

Certes, les termes qu'emploie Annie dans cet extrait ne sont pas des plus scientifiques (elle parle de « colline », par exemple, pour se référer à la précordillère). Cependant elle est

---

<sup>187</sup> A: « No, yo soy traductora, soy enfermera na' que ver con el asunto pero bueno... Q: « Pero ¿estudiaste enfermería? A: « Sí, pero a mí me gusta ese asunto porque me gusta siempre saber, mira, no decir "aquí no se puede construir porque no me gusta". No po' porque está todo comprobado, geográficamente, geológicamente, que desde el punto de vista del clima también ¿qué va a pasar cuando llenen con cemento todo el cerro (...) ». Entretien avec Annie, 07/05/2008.

<sup>188</sup> « El cerro tiene un gran cuento de ventilación para todo Santiago, se está perdiendo, porque aquí el viento de la mañana viene del mar, sopla sobre la ciudad rebota contra la montaña y como la montaña es mucho más fresca, se devuelve con una brisa fresca tipo catorce o dos y media de la tarde y refresca la ciudad. Pero si hay puro cemento, recalentado va a volverse más caliente todavía y en vez de bajar la temperatura en la cuenca va a subir ». Entretien avec Annie, 07/05/2008.

capable d'expliquer avec ses propres mots, par des expressions plus courantes qu'expertes, comment agissent les vents et le rôle de la cordillère sur la question climatique. Tout cela, elle l'a appris en lisant et en échangeant notamment avec Lucy et d'autres voisins, en allant à la mairie parler avec des autorités et en rencontrant des professionnels.

Le recours au discours scientifique s'explique par différents motifs. D'une part, il correspond à l'intérêt personnel de certains membres tels que Lucy et Annie, du fait de leur parcours professionnel et de leur milieu social. D'autre part, le recours aux rapports scientifiques, d'après Annie et Lucy, leur permettent d'avancer des motifs « rationnels » ou « consistants » pour défendre la précordillère, des raisons techniques et acceptables par le plus grand nombre de personnes, évitant ainsi d'attribuer la défense menée par le RDP à un caprice ou à la défense d'un privilège. Troisièmement, les arguments scientifiques permettent aux habitants de définir et d'explicitier les situations problématiques qu'ils perçoivent, de rendre intelligible le « problème de la précordillère », tant pour eux-mêmes que pour les différents publics auxquels ils sont confrontés.

Par le biais de leurs recherches dans le domaine scientifique, les membres du RDP vont pouvoir expliquer ce qui les frappe. Après la catastrophe provoquée par les coulées de boues, ils tentent de comprendre pourquoi un tel événement, prédit par plusieurs experts, a pu occasionner tant de dégâts. De même lorsqu'ils se rendent au Panul, avant de former le RDP, ils sont surtout surpris lorsqu'ils apprennent la valeur de cette forêt en termes scientifiques, sa singularité vis-à-vis de l'environnement de la précordillère, ou encore lorsqu'ils découvrent qui est son propriétaire et quels sont ses plans immobiliers.

Une fois qu'ils maîtrisent le fonctionnement des faits ou des objets qui les surprennent (que ce soit une forêt, la précordillère ou une action comme « participer » ou « défendre »), et qu'ils se familiarisent avec les termes spécialisés qui désignent les spécificités de ces faits ou objets, ils sont alors en mesure d'expliquer et de diffuser leurs points de vue. Les citoyens comme Lucy et Annie essaient d'expliquer ce qu'ils ne peuvent pas contrôler (Elias, 1995). C'est-à-dire, face à l'insécurité dans laquelle ils vivent, face à la « menace » des projets immobiliers, des pluies et des inondations, ou du souvenir des coulées de boue de 1993, les habitants qui s'engagent cherchent de l'aide du côté de la science pour être en mesure de prévenir de nouveaux désastres, en comprenant mieux comment les éviter. En effet, protéger la forêt et la précordillère revient finalement à se protéger eux-mêmes.

Il y a donc un impact (« *impactados* », comme dit Lucy) qui précède l'engagement et les recherches des membres pour comprendre ce que vivre dans la précordillère veut dire, ce qu'est une coulée de boue et pourquoi il faut arrêter la construction des *condominios*, etc. Avant ce choc, la forêt n'était qu'un site banal, mais sa « découverte » lui a conféré un intérêt sans précédent. Tant Lucy qu'Annie soutiennent l'idée que c'est en raison de « sa condition particulière » que la forêt devient un site d'intérêt qui doit être défendu. Or, ces particularités sont définies par les sciences telles que la science environnementale.

La rencontre entre Annie et Lucy renforce deux processus. D'une part, grâce à leur affinité commune pour les sciences depuis leur jeunesse et grâce à leur amitié, elles partagent et augmentent leurs connaissances, elles renforcent leur passion pour la nature, les plantes, leurs jardins, la précordillère. D'autre part, leur rencontre concrétise et fait resurgir leur rapport à la science et aux experts (qu'elles avaient connus à l'Université, pour le cas de Lucy, et dans sa jeunesse, pour le cas d'Annie). Leurs actions pour défendre la précordillère leur permettent de canaliser des centres d'intérêt qui existaient déjà chez elles.

Lucy, lors d'une conversation informelle, me dit qu'elle aurait voulu « étudier quelque chose en rapport avec la botanique », mais que ses parents n'ont pas voulu lui financer des études qui auraient pu lui prendre plusieurs années. « Ils m'ont dit : 'Non, tu dois suivre une formation courte' et moi, j'ai été trop bête ! ». Or, une fois entrée à l'Université du Chili pour suivre une formation de technologue médicale, elle a commencé peu à peu à travailler sur des recherches liées à la physique. En tant qu'étudiante et ensuite dans son métier, elle a collaboré avec des chercheurs en ingénierie à l'Université du Chili (dans l'unité des rayons X) : « Ce fut la meilleure chose pour moi, j'ai beaucoup appris en travaillant avec des chercheurs, à chercher par moi-même des choses, parfois pour comprendre ce que je faisais, à étudier seule »<sup>189</sup>.

Pour sa part, Annie a travaillé pendant vingt-cinq ans comme traductrice de textes juridiques pour l'ambassade belge au Chili, où elle a beaucoup appris, me dit-elle. Quand elle était enfant, elle vivait avec sa famille dans un petit village à quelques kilomètres de Bruxelles : « C'était un petit village comme Lo Cañas », où elle a grandi à la campagne, proche de la nature, des fleurs. Son père était d'ailleurs botaniste, en charge d'un parc très important. Au cours d'une réunion du RDP, Annie explique que grâce à son travail pour le

---

<sup>189</sup> « *De hecho fue lo mejor que me pudo haber pasado porque aprendí a trabajar con investigadores, a buscar por mí misma cuestiones de repente para entender lo que estaba haciendo. A estudiar sola* ». Entretien personnel chez elle, 14/05/2008.

gouvernement flamand, elle a découvert une organisation écologique en Belgique qu'elle suit avec enthousiasme. Comme nous l'avons déjà signalé, elle possède une énorme bibliothèque où, depuis les coulées de boue de 1993, elle conserve différentes sortes de documents (scientifiques, de presse, de rapports, etc.) qu'elle trouve sur Internet, ou qu'elle trouve par le biais d'autres personnes ou que les autorités – des politiques ou des chercheurs – lui font parvenir<sup>190</sup>. Dès qu'une nouvelle étude sur la précordillère paraît, elle se la procure, en contactant les autorités ou les auteurs jusqu'à ce qu'elle l'obtienne. Elle possède même une photocopieuse à son domicile.

Grâce à leurs trajectoires en lien étroit avec le monde scientifique, ensemble, Annie et Lucy apprennent à lire et à travailler avec et sur des textes scientifiques. L'intérêt que Lucy porte à la nature, la biologie, l'écologie, depuis son jeune âge, et l'expertise d'Annie comme traductrice, les aident à se former dans le but de connaître le fonctionnement de la précordillère. Et ce n'est pas un hasard non plus si elles choisissent de privilégier le monde social des scientifiques, plutôt que celui des politiques ou autres, pour nourrir leur ligne de défense de la précordillère. « C'est pour cela qu'on nous écoute, parce que nous lisons les documents », assure Annie.

---

<sup>190</sup> Par exemple, lorsque je demande à Annie si je peux regarder et photocopier certaines des archives qu'elle garde chez elle, elle me prête, un document que le député Carlos Montes (P. S.) lui a envoyé et qui rassemble diverses études sur les ravines de la précordillère.

## **17. Le Panul : de sa spécificité à son importance globale. Le recours aux arguments scientifiques pour la défense de la « forêt ».**

Les enquêtes d'Annie, de Lucy et d'Ana María se font à des échelles différentes. D'une part, elles enquêtent dans la précordillère elle-même, en allant dans El Panul, en observant la flore et la faune mais d'autre part, les arguments pour défendre la précordillère se thématisent en dehors de la sphère locale. Des acteurs qui n'appartiennent pas au RDP influencent le parcours de la problématisation tant à l'échelle du groupe que du quartier et bien au-delà. Comme l'expliquent Danny Trom et Bénédicte Zimmerman, « [l]e commun, le courant, le banal, localement identifiables et saisissables en situation de coprésence, deviennent ainsi objets d'attention en tant qu'expressions uniques au regard d'un espace national dans lequel ils s'inscrivent et qu'ils contribuent, par leur spécificité, à définir » (Trom, Zimmerman, 2001: 294).

Le Panul, et la précordillère au sens plus général, sont portés par les riverains, les membres du RDP, d'autres acteurs engagés et des chercheurs, à des valeurs universelles. L'importance et la spécificité du Panul que mettent en avant les membres du RDP fait appel à un contexte général où la préservation de la forêt serait déterminante pour la nature et pour la *planète*. Cependant, la survie du Panul dépend des êtres humains, donc, d'un contexte spécifique et particulier où les membres du RDP s'adressent aux habitants de Santiago et de La Florida, plus particulièrement. Pour revendiquer le rôle transcendantal qu'occupe la forêt de la précordillère, ils ont besoin de citoyens légitimes qui puissent déplacer les particularités locales vers des grandeurs d'importance plus générales. C'est-à-dire, des « passeurs » qui puissent élever une forêt de la précordillère de Lo Cañas au statut d'endroit unique en son genre.

Parmi ces passeurs, on retrouve le CODEFF (Comité Pro Défense de la Faune et la Flore) qui les accompagne depuis le début. Il s'agit d'une ONG fondée en 1968 composée essentiellement par des scientifiques et des chercheurs, et reconnue pour avoir soutenu différentes causes liées à la « défense de l'environnement » depuis les années 1970.<sup>191</sup>

---

<sup>191</sup> CODEFF n'est pas la seule organisation auprès de laquelle les membres du RDP alimentent leur savoir scientifique. Nous nous attardons pour le moment sur son rôle au sein du RDP, mais nous verrons plus loin que les membres du RDP sont en relation avec des chercheurs de l'Université du Chili, en particulier des géographes qui constituent pour Annie et Lucy, outre des sources essentielles, de véritables héros.



Annie, dès nos premières rencontres, mentionne le CODEFF lorsqu'elle évoque le fait que les membres du RDP savent que dans El Panul, « il y a des arbres de cent ans » : c'est grâce au CODEFF, « qui est venu évaluer » la forêt<sup>192</sup>. « Le CODEFF fait partie du Réseau [du RDP], on lui doit beaucoup ! »<sup>193</sup>, dit Annie dans une réunion du RDP, le 25 août 2008. Bien que je n'aie vu l'une des membres du CODEFF qu'à trois réunions du RDP avec des autorités, il est, pour tous, un acteur clé. Quand les membres du RDP avancent l'idée, face aux autorités - à la mairie par exemple - que El Panul possède une valeur unique, qu'il est fondamental pour l'écosystème de Santiago, qu'il faut le protéger et ne pas y autoriser la construction de logements, Lucy renvoie systématiquement aux études du CODEFF. Mais ce ne sont pas seulement les études écrites qui leur permettent de donner une valeur scientifique au Panul. Le fait que des membres du CODEFF se soient rendus au Panul, qu'ils aient connu le site et certifié sur place des espèces existantes, est encore plus important pour les membres du RDP. Finalement, c'est grâce à ces scientifiques que l'importance du Panul peut être démontrée face aux autorités qui ont du mal à la reconnaître. Lors d'une réunion à la mairie au sujet de la précordillère, Annie, Lucy et Teresa discutent d'un nouveau Plan d'Aménagement de la Voirie (Plan Vial) à Lo Cañas que la mairie a sollicité à un centre de recherches de l'Université Catholique du Chili. Le problème qu'Annie et Lucy soulèvent est que l'évaluation du centre de recherches, embauché par la mairie, n'a pas été faite à partir d'une recherche sur place (dans la précordillère). À la différence des chercheurs du CODEFF qui ont mené une étude *in situ*, les scientifiques de l'Université Catholique ne se sont pas rendus au Panul. Le certificat du CODEFF permet donc à Lucy et à Annie de le confronter à l'évaluation environnementale de la mairie. Lucy relève que d'après celui-ci, il n'y a pas de « flore native ni de sols à protéger. Alors que ce n'est pas le cas, c'est-à-dire, que connaissant le lieu, on sait que là, il y a une forêt »<sup>194</sup>. Teresa lui répond qu'elle ne connaît pas le détail de cette évaluation parce qu'« ils l'ont vue il y a très longtemps ». Lucy interpelle alors Teresa : si l'évaluation a été faite par l'Université Catholique, alors du fait qu'« il semble qu'ils ne se soient pas rendus sur place. Ils n'auraient pas pu dire ça ! »<sup>195</sup>, on peut conclure que ses auteurs méconnaissent non seulement l'existence du Panul mais aussi la valeur que les habitants lui attribuent. Teresa répond :

---

<sup>192</sup> « *Hay árboles que tienen 100 años, según CODEFF que vino a evaluar* ». Annie, entretien 06/04/2008.

<sup>193</sup> « *Codeff es parte de la red, le debemos mucho* ».

<sup>194</sup> « *No hay flora nativa, ni fauna nativa, ni suelo que proteger. Entonces, y eso no es así, o sea conociendo el lugar sabemos que ahí hay un bosque* ». Lucy, réunion avec Teresa dans son bureau à la mairie, 02/09/2008.

<sup>195</sup> T : « *Pero parece que no fueron al lugar, no podrían haber dicho eso* ». Réunion avec Teresa dans son bureau à la mairie, 02/09/2008.

« Teresa : Bon, je comprends que, dans toute étude, il peut y avoir des différences entre la vision des résidents et la vision de ceux qui les rédigent, mais cela n'invalide pas une étude, pour la bonne raison qu'elle est passée par toutes les révisions prévues dans l'évaluation environnementale

-Lucy : On a emmené certaines personnes qui travaillent au CODEFF dans la zone pour qu'elles parcourent le terrain et elles nous ont donné un certificat qui dit qu'il s'agit d'une forêt qu'il faut protéger. Alors on se demande quel est le *critère* [en accentuant ce dernier mot] que l'on utilise car les personnes qui ont fait la Déclaration d'Impact sur l'Environnement ne sont pas d'accord avec ce que dit le CODEFF et ...

-Teresa : Et puis?

-Lucy : Et ils ont tout parcouru.

-Teresa : Eh... je comprends votre point de vue. Si c'était... légal... comme vous dites, le Plan d'Urbanisme Métropolitain ne pourrait pas proposer de telles densités dans ce secteur (...) »<sup>196</sup>.

Teresa comprend le point de vue et l'interpellation des membres du RDP présents à la réunion. Cependant, elle n'arrive pas à suggérer de solutions concrètes. Elle, selon ses mots, ne peut que s'en tenir aux règlements et aux « détails techniques », comme elle le dit dans un autre extrait de la réunion. Alors que ces derniers sont « lointains », dépourvus d'expérience directe, les rapports des alliés du RDP comme le CODEFF sont ancrés dans le territoire.

Au cours d'un entretien, Lucy explique qu'elle a « beaucoup de photos des forêts de la précordillère », des forêts endémiques qui sont « très denses » mais qui sont menacées. Ces forêts « font partie de la même biodiversité qu'il faut protéger, la même biodiversité qui a été déclarée 'hotspot', l'un des vingt-cinq points chauds de la planète qu'il faut protéger, tu vois? Parce qu'une quantité d'informations irrécupérables disparaît »<sup>197</sup>. Je lui demande si ce qu'elle évoque a un lien avec le rapport qu'a fait le CODEFF. Elle me répond que oui, qu'elle

---

<sup>196</sup> Teresa: « Bueno, yo entiendo que en todos los estudios pueden haber diferencias entre la visión de los residentes y la visión de quienes los plantean, pero eso no invalida un estudio, porque pasó por todas las revisiones que tiene que pasar dentro de la... de la evaluación ambiental. Lucy: Nosotros llevamos ciertos tipos que trabajan en CODEFF a la zona y recorrieron el terreno, y nos dieron un certificado que dice que es un bosque que hay que proteger. Entonces uno dice, cuál es el criterio que se está usando; las personas que hicieron el... la declaración de impacto ambiental, no concuerda con lo que dice CODEFF y... ellos recorrieron todo. Teresa: Entiendo su punto de vista pero si fuera...normativamente fuera como usted dice, el Plan Regulador Metropolitano no podría estar proponiendo densidades en ese sector ». Réunion avec Teresa dans son bureau à la mairie, 02/09/2008.

<sup>197</sup> « Bosques nativos muy densos (...) Esos también están amenazados y corresponden a la misma biodiversidad que hay que proteger, la misma biodiversidad que ha sido declarada hotspot, uno de los veinticinco puntos calientes del planeta que hay que protegerlos, ya, porque desaparece una cantidad de información que es irrecuperable ». Entretien individuel, 14/05/2008.

s'appuie sur ce rapport qu'« ont fait des scientifiques. En fait, ce sont des gens, tu vois, qui ont une vision globale de la question. Ce n'est pas qu'il y ait une personne qui veuille préserver ce petit terrain pour qu'il reste intouchable. Non. C'est beaucoup plus que ça »<sup>198</sup>. L'importance du rapport de CODEFF et la démonstration de ses scientifiques permettent aux riverains comme Lucy de s'éloigner des accusations de type « NIMBY », on l'a vu, et de présenter « le petit terrain » comme un enjeu de caractère global et d'intérêt commun.

Si le rapport du CODEFF permet à Lucy de mobiliser des arguments et un langage nouveau (par exemple le Panul serait un *hotspot*), il situe aussi la forêt au-delà de Lo Cañas, ce qui donne, tant à Lucy qu'aux autres membres du RDP, des raisons supplémentaires pour la défendre. Le document du CODEFF « certifie » l'importance du Panul avec des arguments scientifiques mais, surtout, il renforce la condition singulière de la forêt de la précordillère de La Florida tout en l'incluant dans un contexte global. En effet, il signale que :

« La flore de cette zone présente une biodiversité en baisse par rapport au nombre d'espèces, mais elle a un degré d'endémisme élevé, à savoir des espèces qui existent uniquement dans cette région de la planète. Si une espèce endémique s'éteint dans son rang de distribution naturelle, il n'y a pas d'autre endroit au monde où l'on pourrait la trouver à l'état sauvage (...) Au niveau mondial, la forêt méditerranéenne du Chili (entre les 25° S et les 40° S) est reconnue comme site prioritaire de conservation (Myers *et al.*, 2000), ce qui confirme la nécessité de protéger la forêt sclérophylle qui reste dans la zone centrale [du Chili] »<sup>199</sup>.

Elle se fonde sur le rapport du CODEFF mais elle emprunte aussi cette terminologie à un écologue reconnu de l'Université d'Oxford (Norman Myers, cité dans l'extrait) qui répertorie 25 *hotspots* ou « points essentiels pour la conservation de la biodiversité de la planète » et pour la « nature » (au sens global) en raison des « services environnementaux » comme l'explique un reportage sur le RDP dans le journal *El Ciudadano* (2010).

---

<sup>198</sup> « Eso es... y son personas que... No sé. Están viendo la cuestión global. No es que haya alguien interesado que el fundito tanto se mantenga intocable. No. Es mucho más que eso ». Entretien individuel, 14/05/2008.

<sup>199</sup> « La flora de esta zona presenta una baja biodiversidad en cuanto a número de especies, pero tiene un alto grado de endemismo, es decir, especies que solo existen en dicha región del planeta. De extinguirse alguna especie endémica en su rango de distribución natural, no hay en otro lugar del mundo dónde encontrarla en estado silvestre (...) a nivel mundial, el bosque de Chile Mediterráneo (entre los 25° S y los 40° S) ha sido reconocido entre los sitios prioritarios de conservación, lo que confirma la necesidad de proteger el Bosque Esclerófilo que aún queda en la zona central », document préparé par CODEFF intitulé « Importancia de Bosque Esclerófilo en la Precordillera de La Florida » signé par Loreto Matthews, secrétaire générale de CODEFF, p. 1. (Archives personnelles, envoyé par le RDP par courriel en août 2007). Loreto est licenciée en sciences de l'environnement à l'Université du Chili et en 2008 elle accompagne le RDP à une réunion avec Javier Wood.

Parmi ces « services », selon le CODEFF, le Panul capte les eaux, protège les ravines, aide à la ventilation de Santiago (par ailleurs très polluée) – entre autres bénéfiques que la forêt apporterait à la ville, à la nature et aux humains. Dans une déclaration écrite, émise par le RDP en 2007<sup>200</sup>, ses membres expliquent que La Florida et Santiago « souffrent de graves problèmes de pollution atmosphérique ». Dans un document qu'ils élaborent fin 2007, le collectif RDP va plus loin : ses membres ne limitent pas les « services »<sup>201</sup> de la forêt de la précordillère à la seule ville de Santiago, ils estiment que le Panul aiderait même à stopper l'« effrayant changement climatique »<sup>202</sup>. D'après eux, face aux inquiétudes concernant le « réchauffement climatique », « les forêts jouent un rôle inestimable pour freiner ce processus. Il n'y a plus un arbre en trop sur notre planète terre »<sup>203</sup>.

Le rôle des êtres humains dans la préservation du Panul est double : d'une part, ils sont coupables de la vulnérabilité de la forêt car « il s'agit d'une région [forêt sclérophylle] qui héberge une grande diversité d'espèces endémiques et, en même temps, ces espèces ont reçu un impact significatif et ont été altérées par l'activité humaine »<sup>204</sup> ; d'autre part, la survie de la forêt dépend des humains. Comme me l'a expliqué Lucy, si la précordillère n'est pas protégée, « une quantité d'informations irrécupérables disparaît. Il y a une quantité incroyable d'espèces natives qui sont endémiques et exclusives à ce type de forêt »<sup>205</sup>. Pour sauver cette nature unique, et l'« information » qu'elle détient :

« La communauté organisée en associations de quartier, clubs sportifs, écoles, groupes de jeunes, organisations écologiques, sociales et culturelles a constitué le Réseau citoyen pour la Défense de la Précordillère, de la commune de La Florida, ayant pour fin de préserver spécifiquement la forêt El Panul »<sup>206</sup>.

---

<sup>200</sup> Document du RDP « *Tercera declaración* », envoyé par Annie. Archives personnelles, (10/11/2007).

<sup>201</sup> La forêt a ainsi un rôle fondamental dans le nettoyage de l'air pollué à Santiago, car le Panul « capture avec son feuillage » les particules de pollution, « absorbe le dioxyde de carbone et fournit de l'oxygène »<sup>201</sup> à la ville et à ses habitants.

<sup>202</sup> Document signé par l'un des membres du RDP, Sebastián, publié sur un réseau social, intitulé « Zones de forêts ». Archives personnelles, (16/12/2007).

<sup>203</sup> « *La preocupación por el calentamiento global se impuso en la agenda internacional. Los bosques desempeñan un papel incalculable en frenar este proceso. Ya no sobra ni un solo árbol en nuestro planeta tierra* ». Publié sur le site web <http://www.defendamoslaciudad.cl/index.php/noticias/item/1009-alerta-importante-bosque-de-santiago-esta-en-peligro> [consulté en octobre 2014].

<sup>204</sup> « *Son regiones que albergan una gran diversidad de especies endémicas y al mismo tiempo, han sido significativamente impactadas y alteradas por la actividad humana* ». Document du RDP, « Zones de forêts », archives personnelles (16/12/2007).

<sup>205</sup> « *Desaparece una cantidad de información que es irrecuperable. Hay una cantidad increíble de especies nativas que son endémicas y es exclusiva de este tipo de bosque* ». (Entretien individuel, 14/05/2008).

<sup>206</sup> « *La comunidad organizada en Juntas de Vecinos, Clubes Deportivos, Colegios, agrupaciones Juveniles, Organizaciones Ecológicas, Sociales y Culturales, ha constituido la Red Ciudadana por la defensa de la*

Les allers retours entre les spécificités du Panul et sa valeur universelle, ainsi que son importance locale et unique, mais aussi globale, font partie de la défense initiée par le RDP. Les membres saisissent les différents niveaux d'argumentation pour « sauver » le Panul à des échelles différentes, les arguments provenant de l'intérieur (du mouvement local et de la précordillère) étant aussi utiles à leur lutte que ceux qui renvoient la forêt à une importance suprême. Ces deux types d'arguments permettent en effet de toucher des publics différents.

Comme j'ai l'entendu dire de la bouche de Lucy dans une conversation avec des religieuses dans la commune de Ñuñoa<sup>207</sup>, au sujet de l'importance de protéger la précordillère : « Au sein du RDP, on veut protéger la planète terre » (Lucy, 01/07/2008). Le recours à une catégorie planétaire revient à inscrire leur lutte dans des échelles plurielles (planète/Lo Cañas), ce qui donne aux membres du RDP une condition de « traducteurs » (Ollitrault, 2008 : 15) des enjeux environnementaux. Comme le montre Sylvie Ollitrault, invoquer l'échelle planétaire relève d'« une forme d'universalisme » (Ollitrault, 2008 : 15) où le local et le global semblent n'être qu'un. Le slogan des écologistes français des années 1990 - « penser globalement, agir localement » (Ollitrault, 2008 : 13) – traduit bien cet universalisme. En effet, lorsque Lucy évoque le rôle de la forêt de la précordillère dans un contexte global, elle n'est pas en train de penser, concrètement, à la disparition des glaciers de l'Antarctique, par exemple, mais elle voit l'environnement comme un ensemble incluant tant le Panul que les glaciers. En d'autres termes, comme un tout comprenant des êtres, des particularités et des identités différentes. Ollitrault explique que « le fait de raisonner d'un point de vue global transforme les manières de se représenter l'environnement » (2009 : 3). Le Panul n'est plus simplement une forêt de la précordillère, mais possède une valeur à différents niveaux qui traverse les frontières. Il représente pour les membres du RDP une nature multiple et plurielle qui dépasse largement le contexte et les spécificités locales. Les membres du RDP sont alors des « diffuseurs d'une forme d'universalisme » (Ollitrault, 2008 :

---

*precordillera, comuna de La Florida, con el fin de preservar específicamente el bosque El Panul y en general, todo el piedemonte andino y sus bosques y proponer la creación de un Parque Regional para la comuna y para Santiago* ». Document du RDP, « Zones de forêts », archives personnelles, (16/12/2007).

<sup>207</sup> Le mardi 1<sup>er</sup> juillet 2008, j'accompagne deux membres du RDP, Lucy et Pilar faire une présentation du Panul et du RDP chez les religieuses de la CONFERE (Conférence épiscopale du Chili) réunies dans la Vicaría zona oriente à Ñuñoa, une commune voisine de La Florida. Puisque le vicariat de la zone est de Santiago a en charge plusieurs écoles privées catholiques– dont plusieurs sont à La Florida – et que ces religieuses y enseignent, Lucy et Pilar cherchaient à les sensibiliser au problème de la précordillère afin que les religieuses puissent transmettre ces enjeux aux élèves.

13) en même temps qu'ils sont défenseurs d'une nature originelle qu'ils revendiquent à travers ce lieu unique, « et ça [le Panul], c'est endémique, il n'y a que nous à en avoir un »<sup>208</sup>.

Le recours à des catégories universelles permet aux membres du RDP de convoquer des publics exogènes à Lo Cañas comme les religieuses qui sont installées dans une autre commune. Cela n'empêche pas, qu'à d'autres moments, lorsqu'ils vont devoir convoquer les habitants de La Florida, leur appel sera ancré dans le monde proche. Ce va-et-vient entre les singularités du Panul et ses valeurs universelles dépend des publics auxquels s'adresse le RDP et se traduit par la manière dont ils exposent les bénéfices de la forêt. Le rapport du CODEFF est important pour faire contrepoids aux rapports des services publics qui, d'après Lucy et Annie, ne rendent pas compte de la réalité du Panul. Ainsi, une différenciation s'opère entre le recours à des arguments et à des catégories scientifiques ou techniques, et l'emploi des catégories humaines et sociales. Par exemple, lorsque les membres du RDP font référence aux bénéfices de la « forêt », ceux-ci se distinguent des bénéfices du « parc » (« *parque* », dans le cas hypothétique qu'un parc public soit créé dans le Panul). Parmi les raisonnements scientifiques et techniques concernant la « forêt » (« *bosque* »), cinq sont mentionnés dans un dépliant préparé en 2007, avant que je n'arrive sur le terrain, à l'occasion d'une mobilisation qu'ils avaient organisée au Panul :

« Les bénéfices de cette forêt sont d'une valeur incalculable : 1) elle conserve et protège le sol de l'érosion, évitant des désastres naturels telles que les coulées de boue ; 2) grâce à son système de racines profondes, elle absorbe l'eau et la dérive vers les cours naturels des rivières ; 3) la forêt fige le dioxyde de carbone, contribuant de manière fondamentale à stopper l'effet de serre et le réchauffement climatique ; 4) la forêt utilise ce dioxyde de carbone dans son cycle vital, libérant dans ce processus l'oxygène dans l'atmosphère ; et 5) la forêt fige la pollution en suspension, tant les grosses particules que les fines »<sup>209</sup>.

Or, lorsque les membres du RDP parlent du parc régional qu'ils voudraient mettre en place dans le terrain où se trouve le Panul, les arguments – du même dépliant – changent :

---

<sup>208</sup> « *Y esto es endémico, sólo nosotros lo tenemos* ». Lucy, réunion avec les religieuses (01/07/2008).

<sup>209</sup> « *Los beneficios de este bosque son de incalculable valor: 1) Retiene y protege el suelo de la erosión, previniendo desastres naturales, como los aluviones. 2) Mediante su sistema de profundas raíces, absorbe el agua y la deriva a los cursos naturales de los ríos. 3) El bosque fija el dióxido de carbono, contribuyendo de manera fundamental a detener el efecto invernadero y el calentamiento global. 4) Este dióxido de carbono, el bosque lo utiliza en su ciclo vital, liberando en este proceso oxígeno a la atmósfera. 5) El bosque fija el polvo en suspensión, tanto el material particulado grueso como fino* ». Dépliant du RDP datant de septembre 2007, envoyé par Ana María par courriel, 08/05/2008.

« Nous demandons au gouvernement la transformation de cette forêt en un Parc Régional pour La Florida et pour Santiago. Ce parc permettrait, entre autres choses de :

- Créer un lieu de rencontre pour tous les habitants de cette ville, encourageant des liens sociaux qui réduisent l'individualisme et la délinquance.
- Avoir une relation directe avec la nature, favorisant la formation d'une culture environnementale consciente et responsable.
- Transformer les forêts de notre commune en lieux de loisir, accessibles à tous, où les gens puissent réaliser des activités qui améliorent leur qualité de vie.
- Être un lieu qui contribue à notre développement culturel et spirituel. La forêt est une source inépuisable d'inspiration et de vie.

Il dépend aussi de toi que cette forêt échappe à sa destruction. Souviens-toi que, sur cette planète, il n'y a plus un arbre de trop »<sup>210</sup>.

Ces lignes rendent compte du fait que l'agir en tant que citoyen expert va de pair avec le fait d'être un « bon citoyen », socialement et humainement. Par conséquent, le citoyen expert n'est pas celui qui reste isolé, qui apprend pour lui-même, mais il agit en revendiquant le bien commun et l'intérêt général, il se mobilise et interpelle les autorités dans une dimension communautaire. En témoigne la proposition du RDP de faire du Panul un parc régional, ouvert aux habitants de Santiago, et pas seulement à ceux de Lo Cañas.

Ce lien communautaire se manifeste à plusieurs échelles. Les riverains, membres du RDP défendent le Panul, nous l'avons vu, au nom de la planète mais aussi au bénéfice d'une meilleure qualité de vie pour les habitants de La Florida. À plusieurs reprises, je les ai d'ailleurs entendus se plaindre du fait qu'à La Florida, il y a deux centres commerciaux (distants de moins d'un kilomètre) qui sont parmi les plus cotés en termes de nombre de visiteurs et de bénéfices économiques au niveau métropolitain (cf. Pérez *et al.*, 2012), alors que la précordillère qui, d'après eux, pourrait apporter beaucoup plus de bénéfices aux

---

<sup>210</sup> « *Demandamos al Gobierno la transformación de este bosque en un Parque Regional para La Florida y para todo Santiago. Este parque permitiría, entre otras cosas: - La creación de un lugar de encuentro para todos los habitantes de esta ciudad, contribuyendo a generar lazos sociales que detengan el individualismo y la delincuencia. - Tener una relación directa con la naturaleza, ayudando a la formación de una cultura medio ambiental consciente y responsable. - Transformar los bosques de nuestra comuna en lugares de recreación, accesibles a todos, donde la gente pueda realizar actividades que ayuden a mejorar nuestra calidad de vida. - Ser un lugar que contribuya a nuestro desarrollo cultural y espiritual. El bosque es una fuente inagotable de inspiración y de vida. También de ti depende que este bosque se salve de la destrucción. Recuerda que en este planeta, ya no sobra ni un solo árbol* ». Dépliant du RDP datant de septembre 2007, envoyé par Ana María par courriel, 08/05/2008.

habitants de la commune, reste presque inaccessible. Les membres du RDP soutiennent qu'un parc régional changerait la qualité de vie des habitants, adultes et enfants, contribuant aussi à faire baisser les taux de délinquance – assez importants dans cette commune – et alimentant une culture « positive » centrée sur le bien-être, la protection de l'environnement, le développement spirituel, etc. Pour cela, la forêt doit être transformée en parc régional, c'est-à-dire qu'elle doit passer sous contrôle des humains susceptibles de la protéger d'autres humains (les développeurs immobiliers). En conclusion, l'importance de la nature au sein du RDP ne réside pas tant dans son état sauvage que dans la capacité de l'homme à pouvoir la protéger et à s'assurer qu'il bénéficie de ses bienfaits. Comme le montre un autre dépliant, préparé en 2009, (cf. photo infra), les membres du RDP essaient d'interpeller l'homme en termes génériques, et non pas spécifiquement les habitants de La Florida, visant à ce que tout un chacun se sente concerné par le devenir du Panul. De la sorte, sauver la précordillère ou le Panul, dépend de l'humanité : « Sauver cette forêt de la destruction dépend aussi de toi. Rappelle-toi que, sur cette planète, il n'y a plus un seul arbre de trop ».



**Fig. 10:** Version de dépliant non définitive préparée par les membres du RDP en 2009 pour des activités de diffusion.





## 18. « Avec quelles armes va-t-on défendre la précordillère ? ».

Les activités de diffusion ainsi que la démarche d'apprentissage et de formation des membres du collectif se déroulent beaucoup en coulisses<sup>211</sup> – ou *backstage*, selon le terme employé par Erving Goffman (1973). Les « coulisses », d'après Goffman, font référence à l'espace situé derrière la scène, aux moments où l'on n'est plus en train de jouer un rôle, où on « laisse tomber le masque porté au cours de la représentation » (Gardella, 2003 : 26). Goffman parle de « région antérieure », là où les scènes se déroulent (par exemple, lorsque les membres du RDP sont devant un fonctionnaire de la mairie) et de « région postérieure » ou « coulisse », où on ne joue plus le rôle (Gardella, 2003 : 26) (lorsqu'Annie rentre chez elle, après la réunion, elle est reprend la rôle de grande-mère, par exemple).

Les membres se lancent dans des « enquêtes » à travers lesquelles ils « organisent l'expérience publique de ce qui fait problème » (Cefaï, 2013) et au sein desquelles la politique est vécue comme une expérimentation (Dewey, 2010, 1993). « La situation problématique devient terrain d'enquête ». Pour les acteurs engagés, « elle est examinée afin d'y trouver des éléments qui puissent mener à sa définition, puis à sa résolution » : les citoyens tentent de l'explicitier et de la surmonter (Zask, 2004 : 143). Autrement dit, en initiant de telles enquêtes, les acteurs redéfinissent le réel, créent des situations et des relations nouvelles. Les citoyens, face à ce qui fait problème, tentent, toujours par le biais de ces enquêtes, de définir l'objet du problème. « Au bout du compte, ils bousculent des conventions et des institutions et sont mis en demeure, par la situation, de réinventer la société et l'État, à travers leurs enquêtes, expérimentations et discussions » (Cefaï, 2013).

Le 6 mai 2008, j'assiste à ma première réunion avec le RDP. Ce jour-là, chez Annie, je fais la connaissance de Lucy et de Pilar<sup>212</sup> qui passent me prendre pour aller à la réunion qui a lieu chez Ana María. Nous arrivons dans une grande maison en bois d'où la vue sur Santiago est exceptionnelle : on saisit l'immensité de la ville à travers la baie vitrée. Nous nous asseyons dans le salon et je constate alors qu'il n'y a que des femmes (au total nous

---

<sup>211</sup> Au début, il m'est difficile d'avoir accès aux façons dont les membres du RDP apprennent et se forment. Grâce aux courriels du RDP, on note que Lucy monte régulièrement à la précordillère avec des amis, activité à laquelle je n'ai pas été invitée. Après cela, je leur demande explicitement de participer à toutes les activités du RDP et c'est ainsi que je commence à avoir accès, progressivement, au *backstage*.

<sup>212</sup> Pilar, environ 50 ans, est professeure, directrice et propriétaire (avec trois autres personnes) de l'école privée Raíces Altazor (Racines Altazor<sup>212</sup>), à Lo Cañas. Pilar a commencé à participer au RDP car, avec d'autres membres, en particulier avec Lucy, elle fait faire des promenades à ses élèves dans le Panul.

sommes une dizaine de personnes) dont la moyenne d'âge est d'environ cinquante ans. Je fais aussi la connaissance de Carmen<sup>213</sup>, que je rencontrerai plusieurs fois par la suite lors des réunions du RDP. Elles parlent de divers sujets, non seulement de la précordillère, mais des activités qu'elles mènent : elles évoquent, par exemple, les ateliers de peinture et de yoga auxquels elles participent à Lo Cañas. Dès le départ, puisque je suis arrivée avec Pilar et Lucy, je suis perçue comme un membre du RDP et personne ne remet en question ma présence, mais je tiens à me présenter et préciser que je suis intéressée par les sujets environnementaux et en particulier par la précordillère. Bien qu'Annie ne soit pas présente pour des raisons de santé, sur les conseils du représentant de Défendons la ville<sup>214</sup>, Patricio, elle a demandé à Lucy de réfléchir avec les autres membres sur la façon d'« affronter » le maire de La Florida. Elles font référence à leurs réclamations vis-à-vis du Plan de Secteur pour la précordillère de la commune. Cependant, elles ont des doutes quant aux attributions légales de la mairie en ce qui concerne ce plan. Elles ne savent pas non plus quels sont les changements prévus dans ce plan et discutent donc de la manière d'agir. Elles comptent sur Sebastián<sup>215</sup>, un jeune étudiant en droit de l'Université du Chili – que je rencontrerai quelques jours après – qui vient d'intégrer le RDP pour leur donner des conseils sur des questions juridiques. Or, au sujet du plan, après que Sebastián a affirmé que « les lois sont

---

<sup>213</sup> Carmen est une journaliste qui, à environ soixante ans, travaille de façon indépendante, tout en étant engagée dans diverses activités liées à la culture au sein de la Mairie de La Florida: elle est membre du Conseil Communal de la Culture et des arts de La Florida où elle représente le RDP. Elle n'est pas un membre actif du RDP au moment de cette enquête mais elle participe à plusieurs réunions, en particulier de 2008 à 2009. Elle n'habite pas à Lo Cañas, ni même dans la précordillère mais dans un quartier de type *condominio* avec des maisons plus simples que celles de Lo Cañas, que je découvre un jour où, avec Pilar, on passe la déposer chez elle. Je suis alors surprise de constater qu'elle habite dans un quartier identique à ceux que les membres du RDP critiquent. À plusieurs reprises, je perçois d'ailleurs des différends entre Carmen et les membres qui habitent la précordillère comme Lucy, Ana María et Annie.

<sup>214</sup> Defendamos la Ciudad (Défendons la ville) est une organisation principalement intégrée par Patricio, évoqué plus haut, qui a 70 ans environ et qui ne travaille pas (quand je me rends chez lui quelques mois après, je constate qu'il vit dans un appartement bourgeois dans un quartier riche de Santiago, Vitacura). Il écrit périodiquement dans des journaux, en général pour dénoncer l'illégalité de nouveaux projets urbains. Avec son collaborateur, Jorge, qui est architecte indépendant, ils déclassifient des décrets et s'occupent de dénoncer la délivrance abusive des permis de construire des grands projets immobiliers au Chili. Ils s'élèvent contre l'agir des autorités et les liens entre politiques et investisseurs privés. Patricio est la face visible de Defendamos la Ciudad (surtout dans les médias) tandis que Jorge accompagne généralement d'autres organisations citoyennes, assistant à leurs réunions, leur donnant des conseils sur les partis politiques, vue son expérience comme militant durant et après la dictature, étant donné qu'il a milité dans des partis politiques de gauche avec des hommes politiques qui travaillent dans le gouvernement de l'époque.

<sup>215</sup> Sebastián, âgé de 25 ans quand je fais sa connaissance, est étudiant en droit à l'Université du Chili, institution historique réputée pour la qualité de ses avocats. Par ailleurs, il est le premier jeune qui s'implique quotidiennement et assidûment dans le collectif. Ceci dit, sa présence n'est pas très bien perçue par les autres, surtout par les femmes qui le trouvent beaucoup trop agressif et trop jeune pour participer à leurs côtés. Certaines d'entre elles vont se sentir même menacées et d'autres vont quitter le réseau au fur et à mesure que Sébastien invite d'autres étudiants à rejoindre le mouvement. Cependant, grâce au soutien d'Annie, qui ne voit pas en lui une menace mais plutôt un expert juridique, capable de défendre la précordillère, il deviendra le porte-parole du mouvement.

interprétatives », Lucy remarque qu'elles vont devoir s'informer davantage. Elles continuent la discussion sur différents sujets et je note que les noms de plusieurs autres organisations surgissent dans leur conversation. Lorsqu'elles se rendent compte qu'elles sont dépassées par la quantité d'activités auxquelles elles sont invitées, elles essaient d'établir un jour fixe pour se réunir périodiquement (qu'elles auront du mal à respecter, comme je le constaterai plus tard.)

Leur conversation part dans tous les sens et l'on entend même Lucy dire qu'« il faut faire du lobbying auprès des curés et des religieuses de la commune. Elles sont incroyables, très actives, intéressées, très informées et très révolutionnaires ! »<sup>216</sup>. Puis, lorsqu'il est question du CODEFF, Pilar annonce qu'en janvier, il y aura une réunion entre le CODEFF et le RDP dans l'école où elle est directrice (nous nous réunirons d'ailleurs à plusieurs reprises dans une petite salle de l'école). Elles songent également à parler avec des « experts, des scientifiques : il faut leur dire que nous, on sait ». Lucy est en train de préparer le PowerPoint qu'elle montrera dans les différentes instances où elle parlera du Panul (dont le couvent des religieuses). Elle se fait aider par un professeur de biologie. Soudain, Ana María l'interrompt pour demander « comment faire en sorte que la précordillère que nous défendons devienne un parc régional ? On n'a pas de données : est-ce qu'il a déjà été vendu, est-ce que les contrats sont déjà signés avec les entreprises immobilières ?... ». Ana María semble être beaucoup moins au courant que Lucy et paraît, de ce fait, beaucoup plus sceptique.

Lucy intervient après Ana María pour mettre l'accent sur « l'importance de protéger tout le piedmont ». Elle énumère ensuite diverses communes où « il faut faire des mobilisations » pour « faire prendre conscience ». J'ai beau écrire rapidement pendant qu'elle s'exprime, je ne parviens qu'à noter des bribes<sup>217</sup>. Ana María reprend la parole et, avec le scepticisme qui la caractérise, objecte qu'« il faut deux ans pour avoir un rendez-vous avec le préfet<sup>218</sup> de Santiago ! ». Elle se tourne alors vers les autres femmes : « avec quelles armes va-t-on défendre la précordillère ? » Lucy s'apprête à répondre et, essayant d'être concise,

---

<sup>216</sup> « *Hacer lobby con curas y monjas de la comuna* »; « *son increíbles, muy activas, interesadas, informadísimas, muy revolucionarias* ». Lucy, réunion chez Ana María, 06/05/2008.

<sup>217</sup> Ceci dit, j'ai généralement enregistré les réunions, avec l'autorisation préalable des présents. Lorsqu'il s'agit d'entretiens avec les personnes dont j'étais plus proche ou que je voyais régulièrement, il m'était plus difficile de sortir le magnétophone car ce dispositif met une distance entre l'enquêté et l'enquêteur et, surtout, il induit un changement dans la façon dont s'exprime l'interviewé (pour le cas des leaders du RDP et d'autres organisations, en général, ils sont habitués à donner des interviews).

<sup>218</sup> Le *intendente*, équivalent du préfet au Chili, est le « représentant naturel et immédiat du Président de la République [du Chili] dans le territoire de sa juridiction » qui, dans le cas évoqué ici, correspond à la Région Métropolitaine de Santiago.

réplique : « avec les gens qui ont travaillé... Les scientifiques. Hugo Romero<sup>219</sup> qui a publié un document incroyable dans *El Mercurio!* »<sup>220</sup>. Puis elle demande à son tour « comment ne pas faire quelque chose avec eux aussi ? Avec des scientifiques, des amoureux de la nature, des sismologues, des urbanistes! ? ». « En plus du Plan d'Urbanisme de la commune, le Plan de Secteur et des mobilisations, explique Lucy aux autres membres qui écoutent attentivement et qui n'interviennent que ponctuellement, il y a Gloria Montenegro, spécialiste des récupérations de terrains dans le piedmont, elle est botaniste... ». Elle évoque ensuite d'autres chercheurs avec lesquels elle est en contact, par exemple, un ingénieur forestier. Elle explique à ses camarades comment contacter plus de personnes pour leur demander une lettre de soutien à leur cause. La conversation sur les scientifiques se conclut par une brève intervention de Beatriz, convaincue et motivée par les conseils de Lucy qui ajoute que « le savoir scientifique est important pour les citoyens » et suggère donc de prendre contact avec des « personnalités », à savoir d'autres scientifiques.

Le RDP a reçu jusqu'à présent plus de quinze mille signatures de soutien à leur cause, mais doit encore trouver des « personnalités ». Elles décident de privilégier le monde des scientifiques et des chercheurs de l'Université du Chili car leurs arguments vont dans le sens de ceux du RDP, car si les scientifiques « défendent » d'une certaine manière la précordillère, c'est pour éviter la construction de logements en raison des risques que cela représente. Les membres du RDP cherchent des alliés scientifiques, notamment Rolando Armijo, chercheur à l'Institut de Physique du Globe de Paris, et Hugo Romero, géographe à l'Université du Chili. Le chercheur Rolando Armijo occupe un rôle doublement intéressant au sein du RDP, comme riverain et chercheur. D'une part, il habitait à Lo Cañas avant de partir vivre en France et sa sœur Gabriela (que j'ai interviewée) y habite encore ; il connaît donc bien les problèmes de la précordillère. D'autre part, en tant que géologue, il accomplit une importante tâche de certification des raisons pour lesquelles la précordillère devrait être préservée.

Dans un entretien qu'il m'accorde dans son bureau à Jussieu, Rolando Armijo explique comment et pourquoi il s'intéresse aux failles et aux ravines de cet endroit depuis le temps de sa jeunesse, où il habitait Lo Cañas. « Lorsque l'environnement est stable, la géophysique n'est pas importante », ce qui n'est pas le cas de Santiago, affirme-t-il<sup>221</sup>.

---

<sup>219</sup> Géographe, professeur à l'Université du Chili.

<sup>220</sup> Journal chilien conservateur.

<sup>221</sup> Notes prises au cours de l'entretien non enregistré avec Rolando Armijo à Paris, 04/11/2008.

Puisque le Chili est un pays sismique, à haut risque<sup>222</sup>, la géophysique devrait être au centre des politiques de développement urbain, juge-t-il. « Pourtant la spéculation immobilière » dans la précordillère « se fait comme s'il n'y avait pas de discours scientifique ». Il m'explique qu'il a eu très peu d'échanges avec les autorités car celles-ci ne s'intéressent pas aux études scientifiques. Sa « croisade », ce sont les articles scientifiques en rapport avec le danger sismique au Chili, les failles et les ravines dans la cordillère. « Ce que nous sommes en train de faire n'est pas vraiment pris en compte, n'a pas d'incidence » dit-il, évoquant le fait que les autorités de l'écoutent pas. Mais au même temps, on peut se demander dans quelle mesure le monde des scientifiques cherche concrètement à transmettre ses découvertes aux décideurs politiques ou même aux entrepreneurs immobiliers car, pour le cas du Chili, ces derniers ne consultent que rarement les articles scientifiques, que ce soit parce qu'ils sont publiés dans des milieux peu accessibles, dans un langage extrêmement difficile voire abscons pour ceux qui n'ont pas toujours une formation très spécialisée.

En effet, Rolando Armijo et ses collègues de Jussieu et du Chili ont mis à jour une faille géologique (connue sous le nom de « la faille de San Ramón »), découverte qu'ils ont publiée dans différents articles scientifiques et que les membres du RDP reprennent, lisent et font circuler. Cette faille géologique active traverse Santiago, intensifiant la vulnérabilité des habitants et surtout ceux de la précordillère, puisqu'elle prend son origine dans la Cordillère des Andes (entretien avec Rolando Armijo, 04/11/2008). Rolando Armijo pointe le fait que le gouvernement ne reconnaît pas les risques auxquels sont exposés les habitants de Santiago.

Compte tenu de la pression immobilière qui existe dans la précordillère, c'est par le biais des études scientifiques que les membres du RDP trouvent des arguments pour contrecarrer le développement des logements. Ana María m'explique, lors de cette première réunion, que la précordillère est comme « le meilleur morceau de viande pour les entreprises immobilières ». Mais ni les agences immobilières ni les autorités ne veulent assumer ni rendre public le revers de la médaille de cette occupation des sols. Vers la fin de la réunion, elle me dit, alors que je contemple, émerveillée, le spectacle offert par la baie vitrée : « on pense qu'ici il y a moins de *smog* [pollution de l'air], qu'il y a une jolie vue, mais le risque est plus grand »<sup>223</sup>. Alors qu'à première vue on pourrait penser que cet endroit est idyllique, peu à peu, Ana María et ses voisins ont pris conscience d'une contrepartie : la vulnérabilité vis-à-vis des

---

<sup>222</sup> D'après un rapport de l'ONU de 2014, le Chili est parmi les pays à plus haut risque urbain : « *The countries with the highest urban risk are Costa Rica, the Philippines, Chile, Japan, and Jamaica* » (UNU-EHS, 2014 : 39).

<sup>223</sup> « *Se piensa que hay menos smog, que hay bonita vista pero el riesgo es mayor* ».

risques naturels mais aussi des changements induits par les humains comme la construction de *condominios* qui altèrent la nature existante et changent complètement le paysage. Elle m'explique comment elle a vécu le processus lorsque les *condominios* sont arrivés à côté de chez elle : « Ils ont détruit toute la nature », ils ont dynamité pour pouvoir construire : « c'étaient comme des tremblements de terre, pendant deux ans ! Il n'est rien resté ». Pour elle, ce fut un véritable choc de voir (de près) comment les entreprises immobilières « détruisaient la nature », produisant un bruit assourdissant : Ana María l'a vécu comme un cauchemar. C'est aujourd'hui grâce à ses relations, à son travail au sein du RDP et à ce qu'elle a étudié qu'elle comprend combien la disparition de cette nature est grave en termes des risques qu'elle encourt en habitant là. Pour cela, les travaux de Rolando Armijo et d'Hugo Romero sont déterminants, car ils ont le mérite de ne pas continuer à avaliser le peuplement dans la précordillère. Par exemple, lors d'une réunion du RDP avec des fonctionnaires de la Corporation Nationale Forestière (CONAF), l'un d'entre eux, Carlos, chef du Département de Fiscalisation de la CONAF, signale que « lorsque des environmentalistes, comme nous tous, s'assoient autour d'une table face à des investisseurs qui disent créer des emplois, montrent des chiffres précis, on ne peut rien faire contre eux ! »<sup>224</sup>. Il critique, devant Annie, Jenaro, Jorge (de « Défendons la ville ») et les autres fonctionnaires, le manque de données avancées par les citoyens présents. « Il n'y a pas toute l'information », ajoute-t-il, « l'opinion technique ne vaut pas grand-chose parce que la loi doit être respectée, il faut l'approuver ». Annie réagit et elle signale qu'il y a des études : « nous travaillons avec le professeur Hugo Romero, il y a une étude faite dans toutes les ravines de la précordillère qui montre que quand il y a une forêt ou des prairies ou une campagne dans la précordillère, 90% de l'eau est filtrée vers les nappes souterraines, 10% glisse... Le professeur Hugo Romero nous a dit que... »<sup>225</sup>. Carlos finit par demander à Annie si elle est géographe en raison des explications qu'elle apporte à la discussion, ce qui lui confère une légitimité indéniable.

À chaque fois qu'une autorité ou un représentant d'une autre organisation demande au RDP des « preuves » pour argumenter en faveur de la défense de la précordillère, les travaux d'Hugo Romero sont cités. Lors des réunions avec « Défendons la ville » ou avec d'autres

---

<sup>224</sup> « Cuando se sientan a la mesa los ambientalistas que somos todos nosotros frente a inversionistas que dicen que dan tantos puestos de trabajo, etc. dan datos exactos contra los que no podemos ir en contra ». Carlos, réunion du RDP avec la CONAF, 11/03/2010.

<sup>225</sup> « Hay estudios. Nosotros trabajamos con el profesor Hugo Romero, que hay un estudio hecho en todas las quebradas de la precordillera, cuando hay bosque, o pradera o campo en la precordillera, el 90% del agua se filtra a las napas subterráneas, el 10% se escurre (...) el profesor Romero nos dijo (...) ». Annie, réunion du RDP avec la CONAF, 11/03/2010.

citoyens engagés, les travaux universitaires d'Hugo Romero ont, là encore, valeur de référence. Dans une réunion du RDP chez elle en 2008, Annie dit :

« Je pense que le point le plus important que nous avons maintenant mis en évidence quant à la précordillère, c'est le rôle, la fonction écologique qu'elle joue. C'est très clair dans le travail d'Hugo. Moi, ce week-end, j'ai emporté à la plage les pages que j'avais imprimées, je les ai lues et soulignées en entier. Ce que nous devons retenir, ce sont les concepts ! Les concepts ! Je pense que les concepts peuvent être résumés en une page, une page et demi. Et ces concepts, je pense qu'ils n'existent pas encore pour aucun fonctionnaire public... L'immense valeur de la précordillère ! Des arbres, essentiellement »<sup>226</sup>.

Cet extrait montre que plus qu'un site en particulier, ce sont les « concepts » et la terminologie scientifique qui vont permettre d'argumenter face aux autorités. Rien ne sert de parler du Panul et de ses propriétés aux fonctionnaires, ce sont les idées et les arguments techniques qui étayent la défense du Panul. Cependant, le fait qu'il s'agisse d'arguments scientifiques, ne signifie pas pour autant qu'il n'y ait pas, implicitement, un engagement envers la défense de la précordillère.

Dans une réunion avec le RDP à la Faculté d'architecture et d'Urbanisme de l'Université du Chili<sup>227</sup>, Hugo Romero argumente scientifiquement mais il donne aussi son avis, montrant ainsi son engagement : « Le piedmont est [dans un état] critique (...) Ce devrait être un espace public », « En termes environnementaux, le piedmont améliore la qualité de l'air »<sup>228</sup>. Au moment de cette réunion, Lucy - particulièrement attentive - et les autres représentants, se situent sur un pied d'égalité avec Hugo Romero, lui demandant des précisions, complétant l'information, lui posant des questions. Mais en même temps, Lucy,

---

<sup>226</sup> « Yo creo que el punto más importante que tenemos ahora, con respecto a la precordillera es el rol, es la función ecológica que cumple la precordillera. Es muy claro, expresado en ese trabajo de...de Hugo, que yo el fin de semana me lo llevé impreso a la playa, me lo leí entero y me lo subrayé entero, lo que tiene ese trabajo, lo que tenemos que rescatar... sino que los conceptos. Los conceptos, yo creo que en los conceptos se puede resumir en una página, una página y media. Y esos conceptos, yo creo que es un concepto que aún no está repartido en ningún funcionario público. ¡El tremendo valor de una precordillera! De árboles, esencialmente ». Annie, réunion du RDP chez elle, 18/08/2008.

<sup>227</sup> Cette réunion a lieu le 06/08/2008, à l'Université du Chili, après sollicitation de Jorge de Defendamos la ciudad. Lucy, Jorge, Hugo, un étudiant et moi-même, sont présents, ainsi qu'Alexia, une représentante de CODEFF.

<sup>228</sup> « Piedemonte es crítico (...) debería ser un espacio público », « en términos ambientales el piedemonte es mejor calidad de aire », « piedemonte genera aire limpio ». Réunion du RDP avec Hugo Romero à la faculté d'Architecture et d'Urbanisme de l'Université du Chili, 06/08/2008.



Jorge et Alexia<sup>229</sup> du CODEFF attendent qu'il prenne parti : Alexia, dans son rôle d'experte et de citoyenne, lui demande en effet de rendre ses articles publics (étant donné qu'ils sont publiés dans des journaux auxquels les citoyens n'ont pas accès). Lucy, moins exigeante, lui demande où elle peut se procurer les articles qu'il cite. Alexia dit qu'elle pense qu'Hugo Romero est une « personne paralysée », se référant au fait qu'il ne se mobilise pas, qu'il ne s'engage pas. Elle lui demande donc, en clair, de « donner son opinion » publiquement en précisant que, de leur côté, les citoyens et les organisations citoyennes pourraient « la canaliser ». Hugo Romero qui, à ma surprise, ne se montre pas gêné par le commentaire d'Alexia, répond : « C'est ça, c'est que je te disais au début, c'est-à-dire, d'où notre intérêt de vous communiquer justement les résultats, pour que vous les fassiez connaître ... »<sup>230</sup>. Alexia et Lucy se montrent très intéressées, mais Alexia va un peu plus loin et lui avoue qu'il serait « très intéressant » qu'une personne comme lui et son équipe puissent élaborer un document. Hugo Romero veut leur montrer qu'il participe à plusieurs activités citoyennes, « presque toutes les semaines », remarque-t-il, avec son équipe, et qu'ils reçoivent beaucoup d'invitations. Par la suite, il avance même : « Je pense qu'il faut augmenter la pression »<sup>231</sup> pour protéger le piedmont (Hugo Romero utilise davantage le terme de piedmont plutôt que celui de précordillère). Point sur lequel les citoyens ne peuvent pas être plus en accord : Lucy lui fait alors remarquer que c'est exactement ce qu'ils font lorsqu'ils mènent des activités de diffusion, des événements publics, etc.

Lors de cette réunion, contrairement à d'autres situations dans lesquelles les citoyens doivent affronter les autorités, l'entente et la cordialité sont au centre des interactions. Les interventions d'Hugo Romero sont approuvées par Lucy qui, acquiesçant, murmure des « oui » et des « bien sûr ». Lors des moments plus tendus, par exemple lorsqu'Alexia met sèchement en demeure Hugo Romero de prendre position, le chercheur se montre tout de suite disponible et, au fond, répond aux requêtes des citoyens, chose qui leur arrive rarement.

Ces différentes situations ethnographiques, ces divers échanges et interactions, mettent en évidence la circulation de documents, d'idées et de concepts à laquelle participent les membres du RDP et leurs alliés pour démontrer aux pouvoirs publics l'importance de la précordillère. Les « armes » de ces citoyens sont donc les « concepts », les données,

---

<sup>229</sup> Alexia est présentée par Jorge comme l'actuelle directrice de CODEFF, « elle est en charge d'un projet de CODEFF de protection de certains espèces autochtones de la précordillère », souligne-t-il.

<sup>230</sup> Alexia: « *Si él diera su opinión y nosotros como poder, podríamos tal vez canalizarla.* » Hugo: « *Eso es lo que yo te decía al comienzo, o sea justamente por eso el interés nuestro por comunicarles los resultados... para que ustedes las den a conocer* ». Réunion à l'Université du Chili, 06/08/2008.

<sup>231</sup> « *Yo creo que hay que aumentar la presión respecto a eso* ».

l'expertise. Puisqu'ils ont des faits à démontrer, des éléments à prouver, ils font comme les chercheurs : ils se lancent dans une recherche, font des enquêtes, rassemblent des documents, rencontrent les experts, assistent à des séminaires, sollicitent des entretiens, organisent des réunions, et font des recherches bibliographiques.

Lors de nos premières rencontres, lorsque je sollicitais Ana María, Lucy ou Annie pour qu'elles m'envoient des documents par courriel, j'ai constaté que chacune disposait d'une importante bibliothèque numérique dans son ordinateur. Lucy, en particulier, renvoie à d'innombrables documents avec précision, en citant les chercheurs, les documents dont elle approvisionne le RDP et qu'elle partage sans hésitation :

« Regarde ce que je te propose. J'ai un travail de plusieurs chercheurs qui est sur Internet, je peux te l'envoyer. Si tu veux je t'en envoie un sur la planification territoriale de Santiago qui a été présenté en Espagne. Un travail excellent, très intéressant, qui traite un peu l'histoire de la croissance de Santiago et cet autre, seulement sur la précordillère. Je vais te les envoyer »<sup>232</sup>.

Quant aux liens avec la nature, ils se créent quotidiennement, au fil du temps, puisqu'il s'agit d'un environnement au sein duquel vivent les membres du RDP. De cette coprésence quotidienne mais aussi de la volonté de la part de certains habitants comme Lucy et Annie, émergent des relations particulières. Ainsi, les membres du RDP découvrent - par l'intermédiaire d'Annie ou de Lucy qui se rendent sur place ou se tiennent informées par la lecture de travaux scientifiques - l'existence de ravines prononcées dans la précordillère, le nombre et l'ancienneté des arbres du Panul et la présence d'espèces endémiques.

Lors d'une deuxième réunion du RDP, quelques jours plus tard, Lucy explique à Carmen, Pilar, Jenaro et Beatriz un ensemble d'aspects techniques concernant le phénomène de l'absorption de l'eau par la terre. Elle évoque l'étude d'un géologue sur la ravine de Lo Cañas. « Vous êtes en train de la laisser de côté », dit-elle aux autres. Elle insiste : « Les scientifiques parlent de ce qui est arrivé là et je voudrais savoir comment on fait pour

---

<sup>232</sup> « Mira te ofrezco. Tengo un trabajo de varios geógrafos que están en Internet. Yo te los puedo mandar. Si quieres te mando uno sobre el ordenamiento territorial de Santiago que lo presentaron en España. Un trabajo muy bueno, muy interesante con una historia un poco del crecimiento de Santiago y este otro exclusivo de la precordillera. Te los voy a mandar ». Entretien individuel avec Lucy, 14/05/2008.

reproduire ça ; j'ai le document que j'ai obtenu à SERNAGEOMIN<sup>233</sup> mais je ne peux pas le mettre sur l'ordinateur, l'image est trop lourde et c'est compliqué... »<sup>234</sup>. Elle poursuit en racontant à ses auditrices que ce qui l'a le plus frappée de cette étude, c'est la vitesse « des éboulements, c'est-à-dire, les rochers, les grands, les plus petits, en plus de la terre, en plus de l'eau, tout ça descend à 18 mètres par seconde. En une seconde, ça parcourt 18 mètres ! »<sup>235</sup>. Lucy précise ensuite qu'elle est en train d'étudier ces questions parce qu'il est « injustifiable » que les autorités ne voient pas les problèmes que posent la construction de nouveaux logements dans cette zone, « parce que tous doivent déjà savoir que des études ont été faites sur les glissements de terrains ». Beatriz, Carmen et Pilar acquiescent et Lucy ajoute que ces études justifient ce qui devrait être fait dans la précordillère et que l'État ne prend pas en charge. La protection du Panul, argumente Lucy, ce n'est pas contre les projets d'entreprises immobilières, parce qu'ils sont « moches ni parce que les entreprises sont malines ».

Ils s'expriment tous alors à haute voix et en même temps, jusqu'au moment où Lucy affirme : « Ici, il y a une responsabilité citoyenne ». « Et oui », répond Pilar, « une responsabilité qui est réelle et citoyenne »<sup>236</sup>. Elles semblent être d'accord sur ce point, et lorsque Pilar précise : « Ce n'est parce qu'on veut embêter Zalaquett ! », (le maire de l'époque de La Florida), les autres l'approuvent. Pilar ajoute : « Aucun intérêt ne nous mobilise, plus que... tu vois... »<sup>237</sup>. Lucy poursuit : « Aucun intérêt, aucun intérêt si ce n'est... protéger ! »<sup>238</sup>. Elle éclate de rire et les autres l'imitent aussitôt. « Protéger » signifie ici démontrer les effets négatifs de la disparition de la flore et de la faune de la précordillère. Ils rient tous en chœur, ironiquement, à l'idée qu'ils y trouveraient un intérêt, c'est-à-dire, qu'il leur semble tellement improbable de défendre le Panul pour gagner quoi que ce soit (prestige, argent, influences, etc.). Ce rire marque donc une distance vis-à-vis de la possibilité

<sup>233</sup> Le SERNAGEOMIN (Service National de Géologie et de l'Industrie Minière) est l'institution publique qui s'occupe des politiques de régulation et de contrôle de l'extraction minière et de l'information géologique au niveau national (Source : site web de l'institution, <http://www.sernageomin.cl/sernageomin.php>, [consulté en octobre 2014]).

<sup>234</sup> « Oye yo quiero insistir en el documento del geólogo que hizo el estudio sobre la Quebrada de Lo Cañas, porque la están dejando de lado, o sea, sólo los científicos hablan de lo que paso ahí, me gustaría hacer, cómo hacemos para eh... reproducir eso, yo tengo el, un, documento que saqué en SERNAGEOMIN, no lo puedo meter a, al computador, es súper pesada la imagen, son muchos, y cuesta mucho y son varias... ». Lucy, réunion à l'école Raíces Altazor à Lo Cañas, 29/05/2008.

<sup>235</sup> « Se producen flujos donde los detritus, o sea, piedras de gran tamaño, más chicas, más tierra, más agua, todo eso baja a 18 metros por segundo, en un segundo recorre 18 metros ». Lucy, réunion à l'école Raíces Altazor à Lo Cañas, 29/05/2008.

<sup>236</sup> « Hay una responsabilidad ciudadana ». « Que es real y ciudadana ».

<sup>237</sup> « ...y a nosotros no nos mueve ningún interés más que... ».

<sup>238</sup> « No tenemos interés no nos mueve ningún interés más que proteger (risas) ».

d'agir pour obtenir des avantages. Ils rient car, pour eux, avoir des intérêts, au sens de chercher du profit, semble totalement absurde et incongru.

Pour bien comprendre leur rire, soulignons qu'ils prennent l'idée d'intérêt au sens d'un gain commercial ou utilitaire. Car, même s'il est vrai qu'ils ont un intérêt au sens d'une intention – protéger une forêt qu'ils aiment – ils perçoivent l'intérêt au sens surtout économique, comme étant de plus la seule intention des projets immobiliers. Bien qu'ils estiment donner leur temps à cette cause sans rien recevoir, il faut préciser qu'Annie considère l'activité au sein du RDP comme un travail. D'ailleurs dans une réunion du RDP à Lo Cañas (23/09/2008), Annie dit : « Si l'on ne peut rien y faire [par rapport à la protection du Panul], nous pouvons tous partir à la retraite, au RDP, et rester tranquillement chez nous pendant que les projets immobiliers commencent, comme par le passé »<sup>239</sup>. Annie met en exergue leur activité en tant que travail, certes sans profits et non rémunéré, mais avec des responsabilités, des objectifs et des buts à atteindre. Bien que la défense qu'Annie et les membres du RDP mènent se donne des buts distincts de ceux des autorités, politiques ou scientifiques, ils considèrent ce qu'ils font comme un travail à part entière et désintéressé. Cependant, « l'invocation du désintéressement » (Hély, 2008 : 132) n'est pas vue par les membres comme une valeur ou une vertu en soi puisqu'ils relèvent constamment les conflits, les problèmes et les difficultés de leur travail.

Enfin, ce rire témoigne aussi d'une fausse naïveté : les membres ne sont pas simplement des bénévoles, ni des écologistes qui luttent pour la nature, mais ils sont *vecinos* de la précordillère. « *Vecinos* », nous l'avons vu, signifie en espagnol à la fois « proche » et « citoyen » (Rius, 2011 : 10), ils sont donc des *habitants*, voisins, citoyens et riverains de ce qu'ils défendent. Le cas est différent de celui d'un bénévole qui s'engage dans une mission humanitaire et part pour l'Afrique. Ici, l'engagement des *vecinos* est ancré dans le proche et, en dépit de ce qu'ils disent, il poursuit des intérêts non seulement spirituels ou humanistes mais aussi matériels qui affectent directement leur vie quotidienne. Cet ancrage doit être expliqué aux autres, aux publics auxquels ils s'adressent, aux autorités que les membres du RDP essaient de convaincre, etc. Le savoir, l'expertise et la science leur permettent alors d'opérer cette « traduction » pour transposer une expérience individuelle (l'amour de la nature qui anime Lucy ou Annie, par exemple) en un motif plus vaste. Les membres déplacent la

---

<sup>239</sup> « *Si no logramos hacer nada podemos todos jubilarnos, los de la red, y quedarnos tranquilos mientras construyen igual como pasó antes* ». Elle fait référence aux projets immobiliers qui sont déjà en construction dans la précordillère.

nature même du Panul qui, de terrain privé oublié (destiné à devenir un nouveau *condominio*), devient une forêt d'importance mondiale, une flore et une faune uniques, une forêt qui permet de nettoyer Santiago, une forêt qui implique l'engagement des chercheurs, etc.

À ce sujet, Michel Callon et Bruno Latour soulignent :

« Par traduction, on entend l'ensemble des négociations, des intrigues, des actes de persuasion, des calculs, des violences grâce auxquels un acteur ou une force se permet ou se fait attribuer l'autorité de parler ou d'agir au nom d'un autre acteur ou d'une autre force : 'vos intérêts sont les nôtres', 'faites ce que je veux', 'vous ne pouvez réussir sans passer par moi'. Dès qu'un acteur dit 'nous', voici qu'il traduit d'autres acteurs en une seule volonté dont il devient l'âme ou le porte-parole. Il se met à agir pour plusieurs et non pour un seul. Il gagne de la force. Il grandit. Ce que le contrat social montre en termes juridiques, à l'origine de la société et une fois pour toutes dans une cérémonie par tout ou rien, les opérations de traduction le démontrent empiriquement, de façon réversible, tous les jours dans les négociations multiples et parcellaires qui élaborent peu à peu le corps social » (Latour, Callon, 2006 : 12-13).

Les membres du RDP parlent au nom de la forêt, des arbres, et aussi au nom des autres voisins et des autres riverains qui ne s'engagent pas tous quotidiennement comme eux. Ils traduisent des volontés diverses en une seule volonté dont ils sont les porte-paroles. Aussi, ils assument des volontés de diverses natures et échelles, ils revendiquent ce qui serait le mieux pour les habitants de Santiago, de La Florida et de Lo Cañas ; lorsqu'il s'agit de protéger le Panul, ils pensent à la qualité de l'air ou même au devenir de l'humanité. Pour parler au nom des humains et des non-humains, le savoir, véritable véhicule de cette traduction, est fondamental. Mais le savoir des membres du RDP n'est pas un savoir quelconque. Il s'agit d'un « savoir expert » qu'ils apprennent à développer et qui est loin d'être neutre car, comme on le verra dans la suite de notre recherche, l'expertise est politique.

## 19. Trouver une place au sein de la démocratie.

Grâce à la science et à l'expertise, Annie, Lucy, Carmen, Pilar, Beatriz, Jenaro ou Ana María ont le sentiment que leurs demandes relatives au Panul et à la précordillère sont justes (Nardacchione, 2011). Or, l'expertise, loin d'être neutre, « est profondément politique » (Saurugger, 2002 : 375). Nous allons aborder la relation entre expertise et politique, dans le cas du RDP, à partir de deux processus. D'une part, grâce à l'expertise, les membres du RDP deviennent des interlocuteurs au sein de la démocratie : le savoir qu'ils développent leur donne une place de choix dans la discussion sur le Panul ou la précordillère. D'autre part, les citoyens trouvent parmi les chercheurs, les professionnels et les scientifiques dont ils explorent le travail, des représentants légitimes, qui non seulement vont pouvoir parler en leur nom, mais qui vont aussi faire circuler les demandes des membres du RDP au cœur des institutions et dans d'autres arènes. De plus, ces représentants vont « certifier » les arguments des *vecinos* pour défendre la précordillère ; ils seront donc les « garants » de la défense du Panul. Premièrement, nous aborderons brièvement la relation entre expertise et politique à partir du cas du CODEFF et, dans un deuxième temps, il s'agira pour nous de montrer comment grâce au savoir expert, les membres du RDF trouvent une place en tant que citoyens. Pour cette raison, la focale sera mise sur le rôle des membres au cours d'une réunion à la mairie de La Florida, le 8 mai 2008.

Dans le premier cas, celui de CODEFF, puisque leur réussite concernant la défense de la précordillère dépend des compétences qu'ils peuvent mettre en place (Nardacchione, 2011 : 172), il est fondamental pour les membres du RDP de rendre compte de la précision technique de leurs arguments et d'être crédibles face aux autorités. Cela implique de trouver le juste milieu entre des références trop locales qui n'intéresseraient que les habitants de Lo Cañas et des arguments trop flous qui ne rendraient pas suffisamment compte de l'importance particulière du Panul. Les arguments techniques s'articulent avec des arguments qui sont ancrés dans l'expérience quotidienne des êtres (Boltanski, 2002) mais, en même temps, les acteurs essaient constamment d'adosser la situation locale à un cadre général (Nardacchione, 2011 : 172). En effet, dans le cas du RDP, le savoir technique s'ancre dans l'expérience des membres du collectif ; il doit donc trouver une certaine cohérence entre l'appel à des valeurs globales et l'empirisme des acteurs. Chercher ce juste milieu mène les membres du RDP sur différents fronts : ils rencontrent des autorités, des chercheurs, des représentants d'origines

diverses (communautaires, municipaux, académiques, etc.). Les savoirs ne sont pas neutres dans la mesure où ils sont ajustés à chaque contexte et liés à « un jugement pratique de la situation » (Nardacchione, 2011 : 174). Pour adapter la technique à l'expérience, les membres du RDP articulent des compétences cognitives avec des compétences politiques et pratiques (Nardacchione, 2011 : 174). Par compétence cognitive, il ne s'agit pas de comprendre une « représentation mentaliste du fonctionnement de la vie sociale » (Boltanski, 1991 : 61) mais plutôt d'y voir la manière dont les membres conçoivent le bien-fondé de leur action, selon le contexte, grâce à ce qu'ils sont capables de juger, de comprendre, en créant des catégories et des repères dans le monde social (Boltanski, 2008 : 123). Afin de produire des arguments recevables par leur audience, les membres du RDP doivent d'abord acquérir des compétences et ils doivent notamment avoir accès à ces audiences, aux différents publics et aux diverses instances (Boltanski, 1991). Un savoir pratique est donc requis pour acquérir le savoir technique qui permet d'avancer. La rencontre de « garants », détenteurs du savoir technique ou professionnel, n'aide pas simplement les membres du RDP à développer des compétences scientifiques ; ils apprennent aussi de ces représentants (tels que les scientifiques travaillant à CODEFF) comment accéder à d'autres sphères et à d'autres milieux que les leurs. Par exemple, écrire une lettre à la Présidente de la République ou avoir une conversation avec un chercheur ou une religieuse. Ainsi, l'apprentissage de savoirs techniques accompagne l'acquisition de savoirs pratiques qui permet de hisser leurs demandes aux sphères politiques. De plus, l'acquisition du savoir permet aux membres du RDP au moins deux autres choses : d'abord, de légitimer des requêtes qui, sans les justifications et les argumentations scientifiques, pourraient être considérées comme égoïstes (dans le but de maintenir des privilèges) ou sans importance. D'autre part, elle permet de transposer ce qui est de l'ordre du vécu à des valeurs et à des significations extra-locales (éviter l'installation de *condominios* dans la précordillère ou les effets produits par l'arrivée de nouveaux habitants, par exemple).

#### **i. Les représentants légitimes, garants de la valeur de la précordillère.**

La science que mettent en œuvre CODEFF ou d'autres représentants légitimes, « garants » de la défense de la précordillère, n'est pas un « savoir pur » (Nardacchione, 2011 : 173). À travers les déplacements et les traductions qu'opèrent les membres du RDP, l'usage et

le recours à la science ne sont pas dépolitisés ; au contraire, le politique influence autant le type de savoir acquis que les processus par lesquels il est saisi et utilisé.

D'autre part, l'expertise ne se focalise pas sur les personnes, de même que les arguments des membres du RDP pour défendre la précordillère ne consistent pas en des attaques contre les habitants des nouveaux quartiers, les nouveaux arrivants ou les acheteurs de logements dans des *condominios*. Quand je pose à Lucy la question de l'impact des *condominios*, en faisant allusion notamment à l'augmentation du nombre de voitures, elle répond d'abord que puisqu'« elles ne passent pas par ici, il n'y a pas beaucoup d'impact ». Mais, plus tard, elle ajoute : « Le problème, ce sont les *espinares*<sup>240</sup> qu'il y avait avant », à savoir les grands arbres que l'on pouvait trouver jadis dans la précordillère de la Florida et qui aujourd'hui sont devenus rares ou ont vu leur taille rapetisser. Dès lors, la défense de la « précordillère » n'est pas une lutte explicitement dirigée contre les nouveaux habitants, car c'est bien de la nature dont il est question (les *espinares*, entre autres). C'est pourquoi l'un des principaux alliés du collectif est le CODEFF.

Parmi les seize courriels que je reçois de la part d'Ana María après la réunion à l'école Raíces Altazor à Lo Cañas, le 29 mai 2008, deux des documents contenus dans ses envois sont liés au CODEFF. Le premier est un « rapport fait par des scientifiques » du CODEFF comme le qualifie Lucy (entretien individuel, 14/05/2008), que les membres du RDP évoquent à plusieurs reprises au cours de l'enquête. Le deuxième document est une lettre datant du 22 août 2007, adressée au CODEFF de la part du cabinet présidentiel de la Présidente de la République (Michelle Bachelet à l'époque) en réponse à la requête de cette ONG pour que le Panul retrouve un statut de domaine public, soit administré par le Ministère des Biens Nationaux et qu'il soit transformé en un « parc régional pour Santiago »<sup>241</sup>.

Il faut ajouter que, de toute évidence, CODEFF est un allié politique du RDP dans la mesure où la « science » que ses membres publient est explicitement engagée (pour la défense de diverses causes). Le CODEFF est constitué « par un groupe de scientifiques, de chercheurs et d'autres professionnels qui tirent la sonnette d'alarme dans le pays au sujet des demandes et des problématiques environnementales »<sup>242</sup>. Il s'agit en effet d'une des premières

---

<sup>240</sup> Arbuste (*acacia caven*) de petite taille, très commun dans les régions centrales du Chili, très utilisé pour faire du charbon de bois.

<sup>241</sup> Lettre adressée par la Présidence de la République au Président du CODEFF (22/08/2007).

<sup>242</sup> « *Un grupo de científicos, investigadores y otros profesionales ponen la primera voz de alarma en el país sobre las demandas y problemáticas ambientales* », CODEFF « Qui sommes-nous », site web de l'organisation <http://www.codeff.cl> [consulté en novembre 2014].



organisations environnementales, créée en 1968, ayant pour objectif la protection de la flore et de la faune, et particulièrement des espèces « menacées » (Claude, 1997 : 200). Le CODEFF s'est positionné comme une ONG de scientifiques, reconnue et légitime dans l'arène publique au Chili. De ce fait, en analysant les deux documents cités plus haut, on remarque que le soutien du CODEFF est fondamental dans la mesure où il rend légitime tant la valeur de la précordillère que celle du Panul et, qu'en même temps, il porte et déplace les demandes du RDP vers de nouvelles sphères qui vont depuis la commune de La Florida jusqu'au gouvernement, comme on le voit par cette lettre qu'ils adressent à la Présidente. De plus, grâce au CODEFF, la précordillère est défendue par des « personnalités » reconnues, comme les membres du RDP le souhaitaient (ainsi que nous l'avons vu lors de la réunion avec Hugo à l'Université du Chili, par exemple).

La « certification émise par le CODEFF sur les caractéristiques de la végétation du Panul appuie les arguments des riverains »<sup>243</sup>, comme l'affirme un journal de l'époque (Chávez, 2007). En effet, CODEFF estime que

« La destruction de ce secteur qui abrite une forêt sclérophylle appartenant au domaine privé El Panul constitue, à notre avis, un dommage énorme, tout comme le fait que des projets immobiliers continuent à être autorisés dans la zone, car ils impliquent la destruction complète de la végétation existante, de sa faune et des bienfaits environnementaux qu'elle apporte aux citoyens »<sup>244</sup>.

La nature (la forêt) possède des défenses propres que l'homme doit désormais protéger : les « géophytes autochtones »<sup>245</sup> sont les défenseurs de la forêt autochtone », souligne le texte. « Il est urgent que l'État, les organisations et les particuliers entretiennent et

---

<sup>243</sup> « La certificación emitida por el Comité de Defensa Flora y Fauna, CODEFF, sobre las características de la vegetación del Panul, respalda los argumentos de los pobladores ».

<sup>244</sup> « Consideramos un daño enorme el destruir este sector con Bosque Esclerófilo perteneciente al Fundo El Panul, y que se sigan permitiendo proyectos inmobiliarios en la zona, los que implican destruir completamente la vegetación existente, su fauna y los servicios ambientales que este entrega a la ciudadanía ». CODEFF, « Importancia de Bosque Esclerófilo en la Precordillera de La Florida », p. 3.

<sup>245</sup> « Une plante géophyte est une plante vivace dont les organes permettant de passer la mauvaise saison sont enfouis dans les sols non-inondés. Ce type de plante est donc invisible pendant la mauvaise saison (sécheresse ou hiver) ». Source : site web <http://www.futura-sciences.com/magazines/environnement/infos/dico/d/meteorologie-secheresse-6527> [consulté en novembre 2014].

conservent de façon durable » ces arbres qui, après avoir été détériorés, sont actuellement en train de repousser<sup>246</sup>.

Ainsi la « certification » du CODEFF ne relève pas seulement de preuves scientifiques. Comme l'a remarquablement montré Bruno Latour, la science ne peut pas être dépolitisée (Latour, 2007, 2005, 2004 ; Nardacchione, 2011). Les justifications avancées par le CODEFF quant à la sauvegarde de la précordillère établissent certes un lien causal entre l'action des hommes et la transformation de la précordillère (Norrant-Romand, 2012) mais elles rendent davantage compte du positionnement des membres du CODEFF par le recours à des éléments historiques et politiques. Par exemple, ils situent le début de la destruction de la précordillère à la période de l'arrivée des Espagnols. De plus, du document du CODEFF découlent plusieurs conséquences politiques : lorsque les membres du RDP montrent la certification du CODEFF, le public peut juger à qui incombe la responsabilité de protéger la précordillère et s'il faut la protéger ou pas. D'un autre côté, les autorités, peuvent répondre au contenu du rapport dans la mesure où celui-ci interpelle l'État. En outre, puisque le document met en relation les deux organisations – le RDP et le CODEFF –, des membres du CODEFF pourront accompagner Lucy, Annie ou d'autres membres du RDP à des activités et lors de réunions avec des autorités.

Enfin, le CODEFF rend légitime la présence des membres du RDP face aux autorités car il s'agit d'une organisation connue par les autorités du gouvernement. Nous avons vu qu'un membre du CODEFF accompagne Lucy à la réunion avec Hugo Romero à l'Université du Chili. En août 2008, les membres du RDP se rendent, accompagnés par une autre personne du CODEFF (Loreto), au *SEREMI de Vivienda y Urbanismo* (Secrétariat Régional du Ministère du Logement et de l'Urbanisme) pour parler avec Javier Wood, le directeur du développement urbain de la Région Métropolitaine. Là aussi, comme lorsqu'ils rencontrent Hugo Romero, ils sont accompagnés par Jorge Cisternas, de Défendons la ville, qui joue le rôle de porte-parole :

«[Il faut] le préciser à nouveau : on appartient tous à des organisations citoyennes, on n'est pas des ONG ni des consultants. Nous sommes des organisations citoyennes, qui viennent ici, je crois, pour la première fois. Il y a un réseau d'organisations citoyennes,

---

<sup>246</sup> « *Estos remanentes son los que se hace urgente mantener y conservar de manera sustentable por parte del Estado, organizaciones y particulares* ». Document CODEFF, *op. cit.* p. 3.

d'associations, unies autour de préoccupations concernant la précordillère, pour parler et pour s'informer »<sup>247</sup>.

Alors que Jorge Cisternas répète avec insistance qu'ils sont des « organisations citoyennes », le directeur (Javier) remarque, un peu gêné : « Excusez-moi, mais je ne connaissais pas celle-ci, c'est un 'réseau pour la défense de la pré' ?... Je ne la connaissais pas (*en soulignant*), depuis quatre ans que je suis assis à cette table... »<sup>248</sup>. L'intervention de Javier diminue clairement la dimension contenue dans la remarque de Jorge Cisternas. Celui-ci réagit rapidement et essaie d'interrompre Javier Wood pour préciser et ajouter des informations concernant le RDP : « Non, non...mais... ». Or, il n'y parvient pas et Javier déclare : « CODEFF, je connais ». Les particularités que Jorge a essayé de mettre en avant (les citoyens présents au SEREMI pour la première fois) s'écroulent : premièrement, lorsqu'il affirme qu'il n'y a que des organisations citoyennes présentes ce jour-là, il oublie que CODEFF est une ONG et qu'une représentante de cette organisation les accompagne ; deuxièmement, Javier affirme qu'il ne connaît pas le RDP et qu'il ne connaît que le CODEFF, ce qui diminue l'importance des membres présents mais renforce la légitimité et l'expérience de l'ONG. En effet, après une telle entrée en matière, la représentante du CODEFF (Loreto) interviendra avec beaucoup plus d'assurance que les membres du RDP ou même que Jorge qui s'était donné pour tâche d'être le porte-parole ce jour-là. Après les précisions de Javier concernant le RDP, Jorge doit, d'une certaine façon, se dédire : « Alors, ici [il y a des] organisations locales, territoriales et ONG disons, thématiques, comme CODEFF et Défendons la ville »<sup>249</sup>.

Cet exemple montre combien l'« accompagnement » du CODEFF aide les membres du RDP, beaucoup moins experts, à trouver leur place peu à peu au sein des réunions, des discussions autour de la défense de la précordillère. C'est encore grâce au CODEFF que le Panul aussi sort du cadre purement local. Pour preuve, le jour où le RDP est invité pour expliquer le « problème du Panul » à une émission de radio de Santiago, celle de l'Université

---

<sup>247</sup> « De aclararlo nuevamente, o sea, aquí somos organizaciones ciudadanas, no somos ONG ni consultoras, somos organizaciones ciudadanas, ahora yo creo que primera vez que vienen organizaciones ciudadanas, hay una red de organizaciones ciudadanas, de asociaciones, vinculadas, que tienen preocupación por la precordillera, a conversar y a informarse ». Jorge, réunion du 10/08/2008.

<sup>248</sup> Javier: « perdón, pero yo no conocía que esta es una red por la defensa de la pre...no la conocía (haciendo hincapié) y llevo 4 años sentado en esta silla... Jorge: no, no...sí... Javier : a CODEFF lo conozco, sí, sí... », réunion du 10/08/2008.

<sup>249</sup> « Entonces aquí organizaciones locales, territoriales y ONG digamos temáticas como CODEFF y defendamos la ciudad », réunion du 10/08/2008

du Chili, Lucy, qui représente alors le RDP, signale qu'il faut protéger El Panul « considérant le fait que cette petite forêt est certifiée par le CODEFF qui dit que c'est une forêt importante, sclérophylle, typique de la zone de Santiago »<sup>250</sup>. La « certification » du CODEFF l'autorise à s'adresser aux auditeurs en identifiant El Panul de Lo Cañas à une forêt concernant « tout Santiago ». Tout ceci montre que l'expertise échangée entre les deux organisations n'est pas neutre, mais bien au contraire politique (Saurugger, 2002 : 375).

Alors que les membres du RDP ne se permettent pas un ton agressif lors des rencontres qui ont lieu au-delà du cadre communal - avec le SEREMI ou avec Hugo - les membres de CODEFF sont beaucoup plus provocateurs. C'est parce que le CODEFF a « du poids », commente un avocat engagé dans la défense des collines d'une autre commune de Santiago qui assiste à quelques réunions du RDP. Quand les membres du RDP demandent au CODEFF le certificat cité plus haut, il s'agit d'une sorte de lettre de recommandation pour le Panul, d'ailleurs Annie déclare, lors d'une réunion : « Ce fut une faveur que nous leur avons demandée ». Les membres du RDP recourent au CODEFF chaque fois qu'ils ont des réunions importantes, surtout au-delà de la commune de La Florida, et appellent cette organisation « pour faire pression », dit Jenaro lors d'une réunion du RDP. « Le CODEFF fait partie du Réseau, on lui doit beaucoup », insiste Annie au cours d'une autre réunion interne. Le CODEFF est l'organisation qui permet au RDP, à ses débuts, de s'installer dans la sphère publique.

Le fait que les membres du CODEFF assistent par deux fois à des réunions importantes pour le RDP montre que l'ONG agit comme garante de la lutte engagée par le collectif. Mais une fois que cet apprentissage est intégré, les membres du CODEFF ne sont plus sollicités que très ponctuellement. C'est surtout en 2007 et 2008, lorsque le RDP lutte pour installer le débat sur la précordillère au sein des institutions publiques que ses membres ont besoin de garants. Mais lorsqu'ils développent leurs propres façons d'agir, de participer, de solliciter et d'argumenter, le soutien et la garantie d'autres organisations comme le CODEFF ne leur sont plus nécessaires. De fait, c'est entre 2007 et 2008 que le RDP s'occupe de la mise en forme des requêtes qui peuvent se résumer à la formulation de l'argumentation et puis à l'installation du problème de la précordillère auprès des autorités. Cependant, lorsque le débat prend de l'ampleur, que le problème du Panul devient notoire pour les

---

<sup>250</sup> « *Considerando dentro de eso, este pequeño bosque que está certificado por CODEFF, que dice que es un bosque importante, un renoval, esclerófilo, típico de la zona de Santiago* ». Lucy à l'émission de la radio de l'Université du Chili, le 12/06/2008.

habitants de La Florida et la mairie, la question de la protection de la précordillère devient centrale pour les membres du RDP. Le premier processus se situe entre 2007 et 2008, lors de mon premier terrain ethnographique pour la présente recherche. À partir de 2009 et surtout 2010, les discussions autour du Panul vont prendre un autre point d'ancrage : la présence de jeunes avocats à la tête du RDP va engager une lutte désormais fondée sur des arguments juridiques. La discussion se centre sur le déclassement des réglementations qui protègent la flore et la faune indigènes. Comme l'a dit un fonctionnaire au cours d'une réunion du RDP avec CONAF (Corporation Nationale Forestière), « l'opinion technique ne vaut pas grand-chose parce que la loi doit être respectée, il faut l'approuver »<sup>251</sup>. Mais avant d'y venir, voyons d'abord comment les membres du RDP créent leurs propres façons d'agir.

## ii. Réunion à la Mairie : quand le savoir scientifique ne suffit pas.

À présent, nous allons mettre la focale sur deux réunions du RDP avec Teresa<sup>252</sup> qui ont eu lieu à la mairie : la première, le 8 mai 2008 et la deuxième, le 2 septembre 2008<sup>253</sup>. Ces types de réunions sont organisés à la demande du RDP pour discuter des changements urbains, plus particulièrement du Plan d'Urbanisme de la commune et du Plan d'Urbanisme Métropolitain. Elle porte aussi sur les stratégies pour éviter la construction de *condominios* dans El Panul. Contrairement aux réunions avec Hugo ou le SEREMI, ici, les porte-paroles sont les membres du RDP eux-mêmes.

N'ayant pas obtenu de réponse de la part du maire (« Le maire ne veut pas nous recevoir », avais-je entendu dire à Jenaro quelques jours auparavant), les membres du RDP sollicitent instamment Teresa – qu'ils connaissent pour l'avoir déjà rencontrée en réunion par le passé – pour qu'elle reçoive Jenaro, Óscar<sup>254</sup> (qui représente le RDP) et deux autres

---

<sup>251</sup> « *La opinión técnica no vale mucho porque la ley manda, hay que aprobar* ». Carlos, chef du département de contrôle de CONAF. Réunion à la CONAF, 11/03/2014.

<sup>252</sup> Teresa est architecte, elle a un peu plus de cinquante ans et elle travaille à la mairie depuis dix ans. Elle est en charge du « conseil urbain » (« *asesoría urbana* »), c'est-à-dire de la planification territoriale de la commune, et elle est directrice du Bureau des Travaux Publics (Dirección de Obras Municipales).

<sup>253</sup> La première réunion n'est pas enregistrée puisqu'il s'agit de l'une des premières auxquelles j'assistais, et je sentais que la confiance n'était pas encore assez solide pour sortir mon magnétophone. Cependant, lors de la deuxième réunion, j'ai demandé aux personnes présentes si je pouvais les enregistrer, ce qu'elles ont accepté sans problème.

<sup>254</sup> Óscar, journaliste quadragénaire, habite à Lo Cañas depuis 1991, au début avec ses parents et ensuite lorsqu'il revient du Mexique après ses études et loue une maison dans le quartier avec sa famille, en 2004. Choqué par les transformations dans le quartier, il intègre d'abord la *junta de vecinos* et ensuite le RDP. Cependant, il participe

habitants de Lo Cañas qui ne font pas partie du RDP (Lucila<sup>255</sup> et Jesús<sup>256</sup>, venus s'informer sur le projet des rues prévues dans la précordillère).

Dès le début, la réunion est tendue car les membres du RDP à peine arrivés se plaignent du fait que les démarches à effectuer pour avoir accès à l'information sont excessivement compliquées. Ils se présentent donc d'emblée sous l'angle de leurs réclamations et de leurs exigences, ce qui ne plaît pas à Teresa. En outre, des citoyens comme Óscar et Jenaro, engagés et guidés techniquement par des scientifiques et autres experts, sont rarement présents à la mairie de La Florida. Si Teresa connaît bien les habitants de la précordillère depuis le désastre des coulées de boue (les fonctionnaires, et surtout ceux qui sont chargés de la planification urbaine comme Teresa, savent qui habite « là-haut », comme on dit familièrement à la mairie pour désigner la précordillère), elle n'est pourtant pas habituée à recevoir des habitants aussi « demandeurs », qui sollicitent des réunions et qui se rendent dans l'espace de travail des fonctionnaires.

Les membres du RDP qui sont venus ce jour-là rentrent à peine dans le petit bureau de Teresa : la secrétaire part chercher d'autres chaises pour que tous puissent s'y asseoir. Les membres du RDP ont du mal à comprendre comment va se concrétiser le nouveau Plan d'Urbanisme Communal et, plus précisément, les nouvelles rues que ce plan prévoit dans le quartier. Jenaro exprime sa confusion à Teresa, ce à quoi elle répond, notablement gênée : « Vous ne pouvez pas nous accuser, nous, de la complexité du problème ». Teresa a du mal à dialoguer avec l'auditoire exigeant qui se trouve devant elle car elle se sent « attaquée » et reste sur la défensive. Elle fait face, dans son bureau, à quatre citoyens qui lui posent des questions, l'interrompent, lui coupent la parole, lui demandent des précisions et des « preuves » de ce qu'elle dit. Ils l'obligent et la contraignent à prendre position, à les aider à trouver les informations qu'ils réclament, à leur dire où ils doivent adresser leurs demandes. Les citoyens constituent finalement un défi (Karsenti, 1994 : 31) pour Teresa, qui semble se trouver devant un tribunal en tant qu'accusée. Lors de cette réunion, les rôles s'inversent et les citoyens, plus nombreux, initient et dirigent les sujets de conversations, en exigeant des précisions de la part de celle qui incarne le pouvoir local. Le malaise que les citoyens expriment concerne le manque de visibilité de l'information : ils ont du mal à la trouver, à l'intégrer et à pouvoir ainsi la mobiliser. Ils peinent à comprendre « ce qui se passe ». Or, aux

---

de façon intermittente au sein du RDP, surtout au début de mon terrain car ensuite il repart au Mexique pour prolonger ses études. Entretien du 13/06/2008.

<sup>255</sup> Habitante de Santa Sofia.

<sup>256</sup> Habitant de lo Cañas.

dières de Teresa, ce n'est ni à elle ni aux fonctionnaires qui travaillent dans le département qu'elle dirige, ni à la mairie d'assumer une quelconque responsabilité face à cette incompréhension.

Par ailleurs, à un moment donné, Teresa déclare que pour le « SEREMI des transports<sup>257</sup>, il est difficile d'accepter qu'une commune soit contre » le fait d'élargir les rues car les autorités doivent « prendre en considération le développement ». De cette manière, en parlant au nom d'une autorité qui se trouve au-delà de la jurisprudence locale, d'une part, elle élude sa propre responsabilité concernant les décisions locales et, d'autre part, elle confronte les demandes des membres du RDP à l'idée de « développement », suggérant par là qu'ils seraient opposés aux progrès de la commune. À plusieurs reprises, Teresa parle du « système » en tant qu'entité supérieure qui se trouverait aussi au-delà du pouvoir local et responsable des décisions au sein du gouvernement. Les fonctionnaires municipaux seraient donc impuissants face au « système » qui devient un concept abstrait (on ne sait pas exactement à quoi cela renvoie) et supérieur (cette entité serait chargée de prendre les décisions). Face à cet acteur ambigu mais doté de pouvoir, le fait de « comprendre » incombe uniquement aux citoyens : « La responsabilité de comprendre revient à la communauté » dit Teresa. Mais l'un des citoyens présents, Lucila, réplique qu'ils « [font] un effort » (« *hemos hecho el esfuerzo* ») mais qu'ils ont du mal à saisir toutes les démarches. Par exemple, Jenaro explique qu'il vient juste d'apprendre qu'ils peuvent encore faire des « observations » (c'est-à-dire des critiques, des commentaires ou des questions) sur les modifications du Plan d'Urbanisme Communal. Jesús, habitant de Lo Cañas, remarque qu'ils devraient, au sein de la mairie de La Florida, penser aux personnes qui n'ont pas les « ressources pour s'informer », « les gens les plus simples » ajoute-t-il.

Alors que les membres du RDP et les habitants de Lo Cañas sont dans une position privilégiée et rare, puisqu'ils mobilisent des savoirs que peu d'organisations citoyennes sont en mesure d'avoir, il leur est difficile de comprendre les différents processus qui permettent de participer aux décisions. Cependant, si l'on en croit Teresa, on constate que les citoyens, se revendiquant comme tels, c'est-à-dire, menant des actions politiques, essayant d'apporter des solutions aux situations problématiques auxquelles ils font face, ont le devoir de s'informer. Si les membres du RDP ou les habitants de Lo Cañas veulent donc participer à des affaires publiques concernant la commune, ils sont contraints de s'informer par leurs propres moyens.

---

<sup>257</sup> Le SEREMI est le Secrétaire Régional du Ministère (Secretario Regional Ministerial), c'est-à-dire, le représentant du Ministre dans la région.

Les fonctionnaires, les autorités ou les élus, de leur côté, même s'ils éludent toute responsabilité, sont contraints, sous la pression des membres du RDP, à agir, à se positionner, notamment face au futur incertain du Panul. L'administration, pour sa part, se réserve le droit de recevoir les citoyens : soit elle les évite, comme l'a fait le maire jusqu'à présent avec le RDP, soit elle les accueille, comme le fait Teresa.

Vers la fin de la réunion, Teresa, perdant patience devant son auditoire, se sent de plus en plus mal à l'aise et implore : « S'il vous plaît, arrêtez de rejeter la faute sur nous » (« *Echarnos la culpa* »). Essayant de mettre en avant son impuissance, elle insiste aussi sur le fait qu'elle et son équipe sont ouverts à l'idée de les recevoir, ce qui en quelque sorte revient à faire une faveur aux riverains de la précordillère, puisque ni elle ni les autres fonctionnaires ne sont obligés de les accueillir dans leurs bureaux. « L'esprit du conseil, des conseillers [municipaux] est *d'accueillir* vos propositions » ajoute-elle. Cette idée d'« accueillir » les citoyens étant installée, il sous-entend que le problème que rencontrent Jenaro, Annie ou Lucy vient du fait qu'ils ne souhaitent pas simplement que leurs propositions soient écoutées, mais appliquées. Cependant, Teresa fait l'effort – par moments – de se montrer douce et accueillante : « Notre intérêt est que vous soyez satisfaits » (« *Nos interesa tenerlos contentos* ») conclut-elle, provoquant quelques sourires dans la salle. Sa formulation révèle bien la manière dont les fonctionnaires entretiennent une relation paternaliste avec les citoyens : l'autorité de Teresa se manifeste ici à travers l'idée que, sans elle, sans ses « bonnes intentions », les citoyens ne pourraient pas s'exprimer.

D'autre part, on peut aussi penser que les fonctionnaires au niveau communal ont intérêt à ce que les riverains de la précordillère soient « satisfaits » ou « contents », pour reprendre les mots de Teresa, puisqu'ils constituent les notables de La Florida, qu'ils font campagne pour défendre la précordillère, qu'ils fréquentent différents milieux sociaux, et que la cause du Panul est soutenue par une multitude d'habitants de différentes communes. Vers la fin de la réunion, alors que tous parlent en même temps, je m'aperçois que l'un des riverains fait de nouveau référence au « système », à l'idée abstraite que cette catégorie représente, en l'associant à une sorte de pouvoir supérieur et abstrait qui commanderait et prendrait les décisions. Du fait que leurs demandes ne soient ni appliquées ni considérées par les dispositifs de planification urbaine, ou à cause de la complexité des démarches bureaucratiques qu'implique la régulation urbaine, les citoyens renvoient ces problèmes à une entité floue (voire inexistante) et supérieure, symbolisée ici par le « système ». Puisque finalement ils sentent qu'il n'y a pas une personne concrète ni un dispositif particulier



auxquels ils peuvent faire appel, en se référant au « système », ils cherchent un nom auquel attribuer la responsabilité des prises de décision.

D'autre part, puisque personne ne veut prendre en charge les problèmes que rencontrent les citoyens, la relation avec Teresa, bien qu'inféconde et tendue, est nécessaire : les citoyens ont intérêt à ne pas rompre complètement avec elle car, sans ces instances, ils ont encore moins de chances de pouvoir comprendre. Par conséquent, puisqu'ils ne peuvent pas accuser Teresa publiquement, ils doivent chercher d'autres cibles (le « système »).

L'interaction entre citoyens et fonctionnaires ici décrite montre combien leur relation est dépendante : ils ont besoin les uns des autres. On a vu aussi que la façon dont les décisions sont prises (concernant le changement dans un espace, un quartier ou une commune) reste abstraite pour les riverains, même pour ceux qui sont les mieux préparés comme c'est le cas des membres du RDP. Ainsi, une grande partie de leur temps au sein du RDP est consacrée à la compréhension des mécanismes par lesquels ils peuvent avoir une incidence sur certaines décisions, notamment celles qui concernent le Panul. C'est dans ce contexte qu'acquérir une expertise, non seulement scientifique, mais aussi citoyenne, politique et juridique, devient fondamental pour les membres du RDP.

Savoir ce qui se passe dans leur quartier dépend des habitants, personne ne leur demande leur avis. Dans ce cadre, l'expertise citoyenne, en tant qu'acquisition de compétences, devient fondamentale dans la mesure où c'est grâce à toute cette préparation qu'ils accèdent à une place dans l'« échange démocratique », qui implique un arrangement entre la délibération, la négociation et l'expérimentation (Munck, Ferreras, 2012). Cet échange peut relever du face à face, des arguments, des justifications et des rapports écrits, entre différents acteurs dans le cadre de leur participation politique (conventionnelle ou non conventionnelle<sup>258</sup>). Bien que cet échange soit inégal, car tous ne participent pas de la même façon, ni avec les mêmes ressources ni les mêmes capacités, un dialogue se met en place entre des acteurs différents, permettant ainsi l'exercice d'une démocratie active. L'opinion des riverains de la précordillère se manifeste grâce au processus qu'ils ont enclenché pour devenir experts. Puisqu'ils ne sont pas consultés, qu'aucun référendum n'est organisé, « ces phénomènes suscitent de nouvelles arènes et de nouvelles formes d'action, produisant un

---

<sup>258</sup> Sont compris, dans la participation conventionnelle, les dispositifs participatifs encadrés par des institutions publiques ou des organisations citoyennes, qu'il s'agisse, par exemple, de la consultation des citoyens concernant des modifications d'un Plan d'Urbanisme ou de l'élection d'un représentant communal. La participation non conventionnelle serait celle menée par les membres du RDP pour essayer d'influencer les décisions au sein de l'administration.

changement du répertoire politique » (Bevort, Giraud, 2014 : 6). « Là où dans une conception marchande de la négociation, on échange des ressources et non des arguments, la délibération permet d’approfondir les échanges d’information et d’argumentation entre les acteurs, alors que l’expérimentation renvoie à la pratique et à la possibilité d’innover » (Bevort, Giraud, 2014 : 9). « Pour qu’un vrai ‘échange démocratique’ existe », soulignent De Munck et Ferreras, « les citoyens et les groupes participants doivent être capables de concevoir des solutions nouvelles et pratiques, en d’autres termes, être capables d’expérimenter »<sup>259</sup> (Munck, Ferreras, 2012 : 151).

Pour montrer le changement qui s’est opéré concernant l’organisation du RDP et la place qu’occupent ses membres dans les échanges démocratiques, nous allons maintenant mettre la focale sur une réunion avec Teresa qui a eu lieu quatre mois après celle que nous venons d’analyser.

### **iii. Une deuxième réunion à la mairie : construire des écoles pour la démocratie.**

Le 2 septembre 2008, j’accompagne Lucy, Annie, Óscar et Sebastián à une nouvelle réunion à la mairie avec Teresa. Cette réunion avait été organisée à la demande des membres du RDP quelques jours auparavant, ainsi que me l’explique Annie, pour montrer leur volonté de défendre la forêt. Lors de cette rencontre avec Teresa, la stratégie des citoyens change par rapport à la précédente. Lucy, Annie, Óscar et Sebastián arrivant cette fois-ci beaucoup mieux préparés, leurs demandes et exigences seront nettement précisées. Auparavant, Sebastián leur avait d’ailleurs conseillé de « rassembler des éléments ». D’après ce qu’il explique lors de leur réunion préparatoire, l’un de ses professeurs à la faculté de droit où il est étudiant lui donne des conseils sur ce que les habitants sont en droit de demander à la mairie pour protéger El Panul. Légalement, ils peuvent demander une modification du Plan d’Urbanisme de La Florida et participer au processus du Plan d’Aménagement de la Voirie de la précordillère. Lucy, pour sa part, en guise de préparation, fait une analyse détaillée du Plan d’Urbanisme Métropolitain de 2007 et découvre que dans ce projet, le Panul apparaît complètement « dépecé », selon ses propres mots (courriel du 28/08/2008). Annie se charge

---

<sup>259</sup> « For a true ‘democratic exchange’ to exist, participating citizens and groups must be able to devise new and practical solutions; in other words, to experiment ».

de solliciter Teresa par courriel, en précisant qu'ils veulent discuter avec elle de « l'élaboration des modifications du Plan d'Urbanisme de la commune au niveau de la précordillère » et de « l'état des démarches concernant les observations faites aux modifications du Plan d'Aménagement de la Voirie »<sup>260</sup>. Sebastián les prévient, quelques jours avant la réunion : « Je ne pense pas qu'il soit bon d'arriver avec des doutes chez Teresa ; nous devons montrer qu'on connaît le sujet et qu'on a besoin de plus d'informations pour savoir quel chemin prendre »<sup>261</sup>. Il ne s'agit donc plus de montrer qu'ils ont des incertitudes devant Teresa car cela les rendrait vulnérables. Comme ils n'ont pas confiance en les autorités de La Florida, les membres du RDP considèrent que les fonctionnaires comme Teresa ne sont motivés que par les intérêts des entreprises immobilières dont bénéficie également, en termes économiques, la mairie<sup>262</sup>. D'après lui, Teresa aurait pris note de leur « auto-goal »<sup>263</sup>, c'est-à-dire que les membres du RDP nuiraient à leurs propres objectifs en dévoilant leurs faiblesses, leurs méconnaissances ou les points qu'ils ne dominent pas complètement face à leurs adversaires (les autorités). D'après ce qu'exprime Jenaro, si Teresa se rend compte qu'ils ne connaissent pas la législation ou qu'ils ne sont pas réactifs aux changements dans la précordillère, la mairie pourrait rapidement faire passer de nouvelles modifications urbaines qui affecteraient négativement El Panul. C'est pour ces raisons que, lors de cette nouvelle rencontre avec Teresa, ils veulent montrer qu'ils ont acquis un savoir, et qu'ils veulent surtout s'informer sur la voie à emprunter pour poursuivre leur combat pour la protection de la forêt. Autrement dit, ils ont besoin d'un conseil politique : comment agir maintenant qu'ils ont les « armes » techniques ? À quoi peuvent-ils aspirer ? Quelle protection légale peuvent-ils solliciter pour la forêt de la précordillère ?

Ils se rendent donc dans le bureau de Teresa pour lui demander concrètement quelle serait la meilleure stratégie pour défendre El Panul. Jenaro et Annie, dans les échanges préparatoires pour « affiner la réunion avec Teresa » (Annie, courriel du 28/08/2008), proposent de demander conseil à leur voisine, Gabriela, qui est architecte, et de « bien lire les actes du conseil municipal de juin » pour voir qui, parmi les conseillers municipaux, peut être

---

<sup>260</sup> « *La elaboración de las modificaciones al PRC con respecto a la Precordillera* ». « *El estado de la tramitación relativa a las observaciones hechas a las modificaciones del Plan Vial* ». Annie, courriel adressé à Teresa, le 19/08/2008.

<sup>261</sup> « *No creo que sea bueno llegar con estas dudas donde Teresa Lima; tenemos que dar a entender que manejamos el tema, y que necesitamos más información para saber cuál camino tomar* ». Courriel de Sebastián, 21/08/2008.

<sup>262</sup> Courriel de Jenaro adressé aux autres membres du RDP, le 22/08/2008.

<sup>263</sup> « *Obviamente que doña Teresa se va por lo más conveniente para el Municipio y las inmobiliarias, ya cachó que nosotros nos estamos haciendo autogoles* ». Courriel de Jenaro, 22/08/2008.

un allié du RDP. Au cours de la réunion du RDP, le jour précédant la rencontre avec Teresa, ses membres analysent finement les actes du conseil municipal et la « Résolution finale du Plan d'Aménagement de la Voirie ». Ils se rendent compte que les rues projetées à travers le Panul ont été annulées et en concluent que « les lois sont donc interprétatives ». Ils se demandent comment les rues prévues ont pu disparaître du plan, avec quels arguments les autorités ont pu les effacer alors que concrètement aucun règlement ne protège le Panul. À partir de quels critères, donc, les rues ont-elles été éliminées du nouveau Plan d'Urbanisme Communal si aucune mesure n'a été prise pour protéger le Panul : c'est là tout le problème qui ressort de leurs échanges préliminaires.

Le jour attendu, lorsque le groupe arrive dans son bureau, Teresa semble assez fatiguée, elle a la voix cassée, elle parle à peine, on dirait qu'elle murmure. Sa voix témoigne aussi d'un certain ennui provoqué par le fait de recevoir encore une fois Lucy, Annie, Óscar et Sebastián dans son bureau. Elle n'a pas l'air motivée, contrairement aux membres du RDP présents ce jour-là. Dès leur arrivée, ces derniers prennent la parole, tous en même temps. Par moments, Teresa participe et explique avec patience, mais à d'autres, elle répond nerveusement surtout lorsque l'un des participants insiste sur une question. Parfois aussi, elle rit et dit : « Oh, non, encore ! », montrant par-là aux habitants qu'elle leur a déjà expliqué ce sujet et qu'elle n'a pas envie d'y revenir.

Tout d'abord, Lucy, Annie, Óscar et Sebastián demandent des documents qu'ils n'ont pas : les dernières actualisations du Plan d'Urbanisme Communal et de Lo Cañas ainsi que des informations concernant les différences entre un Plan de Secteur (à savoir, Plan d'Urbanisme plus détaillé lorsque des études plus précises sont requises) et le Plan d'Urbanisme (c'est-à-dire le Plan d'Urbanisme qui régule Santiago – Plan Regulador de Santiago – ou la commune – Plan Regulador Comunal). Et, en même temps, ils exposent rapidement leur position à Teresa : plus que la description technique des instruments de planification (qu'ils connaissent déjà), les membres du RDP cherchent à savoir où adresser leur requête et s'ils peuvent demander une modification du Plan d'Urbanisme ou « s'ils vont demander plutôt un Plan de Secteur ». Ils veulent connaître la position de Teresa et savoir s'ils peuvent compter sur elle comme alliée.

Teresa répond que le Plan de Secteur est : « un sous-détail de ce qui existe actuellement. D'après ce que j'ai compris, ce que vous voulez c'est une modification »<sup>264</sup>. Teresa leur montre qu'elle connaît leur position : ils veulent une modification du Plan d'Urbanisme qui régit Lo Cañas afin d'inclure le Panul dans une nouvelle régulation qui le protégerait. Cependant, Teresa répond de façon limitée et ne s'ouvre pas complètement aux citoyens (ses réponses sont très concises et n'incluent guère son opinion). Annie essaie de faire avancer la discussion et demande à Sebastián de faire part à Teresa de « ce que [son] prof [lui] a dit »<sup>265</sup>. Sebastián, obéissant à la demande d'Annie, intervient alors en disant :

« On comprend plus au moins quelle est la différence technique entre le Plan de Secteur et la modification du Plan d'Urbanisme, mais pour cela, en fait, on voudrait... Ce dont on a le plus besoin pour aborder cette zone... En fait, on a besoin de documents qu'on n'a pas en ce moment, tels que l'actualisation réelle qui a été faite du Plan d'Urbanisme actuel »<sup>266</sup>.

Sebastián exige donc des documents dont « ils ont besoin » au sein du RDP. Il affirme qu'ils comprennent les différences « techniques » entre divers plans d'urbanisme – grâce à leur préparation préalable – mais le problème pour eux est de savoir ce qu'ils peuvent faire pour protéger le Panul, concrètement. De plus, pour faire partie du processus de décisions concernant le territoire où ils habitent, les citoyens ont besoin de documents pour court-circuiter la prise de décision et savoir à quel moment ils peuvent avoir une influence. « On a besoin de documents qu'on n'a pas en ce moment », répètent-ils. En fin de compte, ils essaient d'obtenir de Teresa bien plus qu'une connaissance technique : qu'elle partage avec eux son expertise politique. Comme ce sont des stratégies avec lesquelles les citoyens ne sont pas familiarisés, ils veulent les connaître. Pourtant, il arrive que, à certains moments, ils se montrent complaisants avec Teresa, créant une entente et une certaine complicité. Toutefois, puisque celle-ci ne leur apporte pas trop de réponses, l'échange devient tendu.

---

<sup>264</sup> « *El seccional es un subdetalle de lo que existe. Lo que ustedes quieren es una modificación, tengo entendido* ». Teresa, réunion à la mairie, 08/05/2008.

<sup>265</sup> « *Sebastián, por qué no le preguntas lo que dijo tu profe* ». Annie, réunion à la mairie, 08/05/2008.

<sup>266</sup> « *Más o menos entendemos cuál es la diferencia técnica entre Plan Seccional y modificación al Plano Regulador, pero por eso queremos en realidad, lo que más nos sirve para abordar esa zona, entonces necesitamos documentos que no contamos en este momento, que son la actualización real que se ha hecho al Plano Regulador actual, si nos sirve el plano regulador para poder modificarlo o si no vamos a pelear por un Plan Seccional, entonces esas situaciones (...)* ». Sebastián, réunion à la mairie, 08/05/2008.

Teresa explique que « maintenant au sein de la mairie, on ne parle plus de Plan de Secteur », car il en a été décidé ainsi à travers une modification en 2001. Annie, surprise, lui demande alors « pourquoi le maire ne [les] a jamais repris sur ce mot, ‘*Seccional*’ [de Secteur] ? ». Teresa lui assure que « le maire ne connaît pas les détails techniques »<sup>267</sup>. Cet échange atteste premièrement d’une évidence : les catégories techniques se réactualisent à travers des processus auxquels les citoyens n’ont pas accès, suite à des prises de décisions auxquelles ils ne peuvent pas participer. Deuxièmement, seulement certaines autorités connaissent en détail le savoir technique et les élus – comme le maire – n’ont pas besoin de le maîtriser puisqu’ils agissent au sein d’arènes politiques où la discussion se focalise rarement sur les catégories, les définitions ou les règlements aussi précisément que le demandent les citoyens du RDP.

L’expertise technique et scientifique est inséparable d’un savoir-faire politique, mais en fonction du statut de la personne et du moment, l’un ou l’autre est privilégié : un élu fait de la politique, et se renseigne autant qu’il peut et qu’il veut (à l’instar d’un citoyen) sur les questions techniques. Un technicien (fonctionnaire) est embauché précisément pour appliquer la politique soutenue par les élus et il est aussi censé connaître les lois et les appliquer, comme le remarque Teresa. Cependant, si le maire ne donne pas l’ordre à Teresa de défendre le Panul, ou bien si le Ministère ne s’implique pas dans la cause, il est difficile que Teresa puisse faire quelque chose. Concrètement Teresa doit agir en articulant stratégies politiques et techniques face aux membres du RDP. Finalement la survie du Panul dépend beaucoup moins du savoir technique que des manœuvres politiques, bien que les deux soient intimement liés. Si la valeur du Panul était revendiquée au sein de la mairie telle qu’elle l’est dans le RDP, les choses seraient différentes. Mais cela est loin d’être le cas, comme en témoignent les déclarations du maire de l’époque qui soutient que le Panul ne court aucun risque de disparition (La Nación, 2007) alors qu’il montre, à d’autres moments, qu’il ne connaît pas vraiment la situation de la forêt<sup>268</sup>.

---

<sup>267</sup> Teresa: « *El 2001 vino una modificación (...) y por eso es que ahora ya no hablamos de seccional.* » Annie: « *¿Y por qué entonces siempre el alcalde nos aceptó esa palabra seccional?* » T: « *Porque el alcalde no maneja el detalle técnicos (...)* ». Réunion à la mairie, 02/09/2008.

<sup>268</sup> Le 19 août 2008, j’assiste à une audience publique à la mairie pour discuter des changements du Plan d’Urbanisme de La Florida. Les habitants de toute la commune sont convoqués mais très peu y assistent (seulement une vingtaine d’habitants dont Jenaro pour représenter le RDP). Cette audience est animée par le maire de l’époque qui, à chaque fois que les habitants demandent des précisions, les regarde incrédule, ne connaissant pas lui-même les réponses, cherchant du regard ses techniciens assis à ses côtés pour le secourir. Teresa, qui est présente avec d’autres fonctionnaires de la mairie, lui souffle même les réponses.

Face à l'indétermination technique, les membres du RDP essaient d'être clairs avec Teresa et Óscar intervient :

« Óscar : Mais vous savez, n'est-ce pas, nous nous sommes réunis plusieurs fois, vous savez quelle est notre principale requête par rapport à la précordillère... ?

Teresa : J'en connais les grands traits (...)

*Teresa commence à parler du Plan d'Aménagement de la Voirie de la commune et dévie la question posée par Óscar. Pendant deux minutes, la discussion se centre sur la densité de la population à La Florida et les modifications du plan de la commune. Ensuite, Óscar reprend la parole.*

Óscar : En fait, je vous demandais cela parce qu'en réalité nous ne sommes pas experts en la matière (...) Moi, personnellement, je vous demande, quel est, selon vous, le moyen le plus approprié ? Par rapport à ces objectifs que nous nous posons, parce que vous nous demandez ce que nous voulons. Nous voulons atteindre ces objectifs et en fonction de ces objectifs, quel moyen pensez-vous – du fait que vous êtes l'experte – être l'instrument le plus approprié : le Plan, ou le Plan n'applique pas, ou le Plan et une modification...

Teresa : Modification du Plan d'Urbanisme. C'est ce qu'il nous semble le plus important d'actualiser à travers une étude de risques (...) »<sup>269</sup>.

Lorsque la question est posée directement et clairement par Óscar, Teresa répond, non pas personnellement, mais en révélant aux citoyens l'avis qui prédomine au sein de la mairie. Il n'est pas anodin qu'elle évoque à ce moment une étude de risques dans la précordillère : de même que les citoyens, la mairie considère donc qu'il est important de déterminer les dangers qui existent pour les habitants.

Les citoyens présents veulent montrer qu'ils reconnaissent l'expertise de Teresa comme légitime, mais ils ont besoin aussi d'informations clés sur le plan politique (les négociations, accords ou autres en coulisses). Leur relation étant trop tendue, ils ne demandent pas directement à Teresa de l'aide ou un alignement sur leur cause. Mais l'idéal

---

<sup>269</sup> Óscar: « Pero eso, usted conoce, cierto, ya nos hemos reunido varias veces, usted conoce básicamente cual es la demanda principal nuestra en relación a la precordillera. Teresa: Conozco a grandes rasgos (...). O: Entonces, le preguntaba eso porque, en realidad nosotros que no somos expertos en la materia, yo personalmente le pregunto ¿usted cuál cree que es el instrumento más adecuado? De acuerdo a esos objetivos que nosotros nos estamos planteando, porque usted nos pregunta como que queremos nosotros. Nosotros queremos esos objetivos, y en función de esos objetivos, cuál cree usted - siendo usted la experta - que debería ser el instrumento más adecuado: el Plan, el Plano o el Plan no aplicaría, o el Plano, una modificación... T: modificación Plan Regulador. A nosotros que es lo que nos parece como más relevante de actualizar el sector oriente a través de un estudio de riesgo (...) ».

pour ces citoyens demeure l'idée de travailler de pair avec les experts et les autorités, d'avoir un rôle au sein des processus de décisions concernant le territoire, que les connaissances des habitants, des experts et des scientifiques soient également reconnues lorsque les services publics commandent des rapports pour évaluer, par exemple, la faisabilité de la construction d'un projet de logements dans la précordillère. Or, les citoyens sont loin de collaborer avec les autorités, de même que les fonctionnaires de plus haut rang, travaillant dans des ministères ou des institutions centrales, ne dialoguent que rarement avec les autorités locales (notamment communales) pour décider des plans urbains des communes et de Santiago en général. Si les citoyens ont développé des savoirs, c'est pour montrer des aspects de la précordillère qui ne sont pas considérés dans les plans urbains. Cependant, ces considérations demeurent particulières et ne concernent pas Teresa, par exemple, qui montre plutôt un désintérêt vis-à-vis du RDP et de la valeur « écologique » du Panul.

Un jeu de reconnaissances se construit entre Teresa et les citoyens présents. Les citoyens, de leur côté, ont intérêt à se montrer attentifs à Teresa et, essayant de lui témoigner de l'« empathie », ils sont, à certains moments, franchement complaisants avec elle. Mais Teresa, pour sa part, reconnaît à peine le rôle du RDP. Comme elle a du mal à comprendre ce que veulent ou font ces citoyens, elle prend ses distances et est loin de se poser en alliée. Mais, au fur et à mesure que le dialogue se développe, les positions changent et Teresa se montre plus réceptive, reconnaissant, d'une certaine manière, le savoir des riverains. Cela se produit surtout grâce aux connaissances expertes dont font preuve les habitants. Ces derniers ne sont pas simplement là pour exprimer des requêtes, mais aussi pour montrer qu'ils savent, qu'ils sont compétents, qu'ils peuvent être des interlocuteurs légitimes et que par conséquent, leurs demandes sont justes. À plusieurs reprises, lorsque Teresa oublie le terme précis pour faire allusion à un dispositif, une loi ou une année, Annie, Lucy, Sebastián ou Óscar le lui suggèrent. « Mais après cela, est intervenue la modification, je crois, en 91 ? » dit Teresa au sujet du Plan de Secteur. Ce à quoi Annie répond : « Non, le Plan de Secteur date de 1997 », et Teresa de s'excuser. À un autre moment, Teresa reconnaît qu'une étude du risque est nécessaire et que « d'après ce [qu'elle] sai[t], le MOP [Ministère des Travaux Publics] est en train de faire une étude des ravines (...) ». Annie demande alors qui peut bien faire cette étude puisque « l'étude du MOP est une étude pour établir quelles constructions peuvent être exécutées dans les ravines, d'après ce [qu'elle a] pu constater dans les documents... ». Teresa lui explique qu'elle ne connaît pas les détails de l'étude du MOP sur les ravines, mais Óscar sort des documents qu'ils ont apportés : « J'ai ici l'information », déclare-t-il, et Annie



commence à expliquer à Teresa qu'« il s'agit d'une étude des œuvres d'ingénierie qui peuvent être exécutées dans les ravines. Ce n'est pas une étude... parce que l'étude que vous voulez faire est une étude géologique, hydrologique, tout cela, non ? ». Teresa, hésitante : « Une étude...au fond, c'est une étude du risque, pour définir... pour voir comment fonctionne la définition de la zone en fonction de ce que l'étude met en évidence »<sup>270</sup>.

De façon récurrente, lorsqu'Annie, Óscar, Sebastián ou Lucy posent une question à Teresa, celle-ci hésite, de même que les citoyens, par moments, bafouillent et ont du mal à expliciter ce qu'ils veulent, puisqu'en réalité ils demandent indirectement de l'aide à Teresa. Ils ne vont certes pas dans son bureau pour lui dire : « Teresa, nous avons besoin de vous pour défendre le Panul », mais ils essaient d'exposer les raisons techniques, plutôt que politiques, qui expliquent pourquoi cela vaudrait la peine de ne pas construire de logements dans la précordillère. En même temps, une certaine compétition sur le savoir se met en place et chacun des acteurs veut montrer qu'il est au courant de ce dont l'autre parle. Alors que les citoyens essaient de montrer les valeurs environnementales de la précordillère, Teresa remarque à plusieurs reprises que dans le département qu'elle dirige à la mairie, ils ne peuvent qu'appliquer la loi. « Parmi les mécanismes dont nous disposons, on est en train d'agir de la façon la plus proactive possible au sujet de la protection. Or, nous ne pouvons pas ne pas respecter la législation quand elle autorise l'approbation de certains projets », dit-elle. Tout en expliquant que si les différentes instances de l'État approuvent la construction de logements dans la précordillère, elle ne peut rien y faire, elle reconnaît cependant la question de la « protection » de la précordillère, question qui a été soulevée par les membres du RDP.

Alors que les citoyens font en sorte que Teresa reconnaisse la valeur du Panul, celle-ci prend ses distances : elle associe les arguments des citoyens à « des choses qui paraissent un peu volontaristes », tendancieuses, partielles et partisans. Ce sont « des points de vues » qu'elle « ne partage pas », dit-elle au cours de la réunion. Elle essaie de se présenter comme une experte technique. Mais sa technicité est surtout d'ordre légal. Quand Sebastián demande à Teresa à quoi obéit le rapport d'impact environnemental commandé par la mairie pour établir si de nouveaux logements peuvent être construits dans la précordillère, les citoyens attendent que le savoir expert de Teresa considère les spécificités du terrain (comme sa valeur écologique, sa flore et sa faune, ou le fait qu'il soit un *hotspot*). Mais l'expertise de Teresa se

---

<sup>270</sup> Annie: *Es un estudio de las obras de ingeniería que se pueden ejecutar en las quebradas. No es un estudio... porque el estudio que ustedes quieren realizar es un estudio geológico, hidrológico, todo eso ¿no cierto? Teresa: Un estudio... (titubea). En el fondo es un estudio de riesgo, para definir cuál (...) para ver cómo anda la definición de la zona en función de lo que arroje el estudio...*

circonscrit, comme elle le reconnaît, à la législation, à ce que dit la loi : « Je dois faire ma Déclaration d'Impact Environnemental en fonction de ce que la législation établit aujourd'hui, non pas en fonction de ma volonté, comprenez-le »<sup>271</sup>.

Au sujet de la Déclaration d'Impact Environnemental du Plan d'Aménagement de la Voirie, Annie demande à Teresa qui est le signataire de cette déclaration. Teresa explique qu'il s'agit du maire, « mais le maire ne connaît pas les détails techniques » précise-t-elle. Ainsi, « le maire sollicite, dans le cas du Plan d'Aménagement de la Voirie, à l'Université Catholique » une évaluation. Lucy proteste : « Oui mais il me semble qu'ils [*les chercheurs de ladite Université*] ne se sont pas rendus sur place, sinon ils n'auraient pas pu dire cela ». Lucy veut dire que, compte tenu de la richesse de la précordillère, il est surprenant que les experts sollicités par le maire aient pu affirmer, dans cette déclaration, qu'il n'y a pas d'espèces autochtones dans la précordillère. L'évaluation technique de la forêt non seulement relève d'un processus invisible (il n'y a pas d'interface), mais elle ne possède qu'une faible valeur puisque les qualités attribuées à la précordillère par les riverains et certains scientifiques ne sont pas prises en compte.

Enfin, l'expertise à laquelle Annie et Lucy avaient accédé par leurs propres moyens ne leur a pas été de grande utilité ce jour-là, lorsqu'elles constatent qu'un simple décret ou une loi peut protéger la précordillère. Sa valeur environnementale n'est pas un argument efficace pour montrer à Teresa l'importance de la forêt en question. Teresa juge ces valeurs « volontaristes » et ne peut recevoir les demandes fondées sur des arguments écologiques. Cependant, grâce à ces échanges, les habitants se forment et se rendent compte de l'articulation qu'ils doivent donner à la défense de la précordillère. Cette interaction transforme ces instances en une « école » pour les citoyens au sein de la démocratie, une école comprenant toutes les contradictions de la démocratie au Chili : tensions, ruptures, alliances, etc. Ainsi, au sein de ces instances, les citoyens accèdent d'une part, à de nouvelles informations, comme par exemple la modification de la densité proposée, d'après Teresa, par les institutions centrales chargées de la planification urbaine. D'autre part, les membres du RDP gagnent aussi en expérience tant technique que politique qui, comme nous allons le voir par la suite, leur permettent de s'adapter aux relations réciproques avec les autorités, de créer des liens avec elles et d'établir une certaine interdépendance où chacune des parties bénéficie

---

<sup>271</sup> T: « No, yo tengo que hacer mi declaración de impacto ambiental en función de lo que la legislación hoy día establece, no en función de las voluntades, ¡entiéndanlo! ».

à l'autre, que ce soit par les informations échangées, par un soutien à une cause, ou parce qu'elle constitue un public qui les écoute.

#### **iv. Les exigences des autorités vis-à-vis des citoyens : savoir technique et attentes morales.**

Les institutions et les fonctionnaires convoquent rarement les citoyens pour débattre des affaires publiques, qu'il s'agisse de changements dans la commune, de nouvelles constructions, ou simplement pour connaître leurs opinions. Nous avons constaté que les institutions publiques sont indifférentes à l'avis des habitants de la précordillère bien que des preuves – présentées par les membres du RDP et certains experts – témoignent des risques qu'encourent les potentiels nouveaux habitants de la précordillère et de l'importance écologique de la flore et de la faune du Panul, expertisé comme un lieu unique. Nous avons vu que les voisins du Panul essaient de construire par leurs propres moyens des instances de participation (ou, du moins, qu'ils essaient d'exprimer leurs volontés aux autorités) en convoquant eux-mêmes les fonctionnaires. Maintenant, il s'agit d'observer comment réagissent les citoyens et les autorités lorsque ces premiers, ayant à leur disposition un ensemble de compétences techniques, exposent ce savoir acquis pour essayer de faire accepter leur idée de défense de la précordillère.

Le savoir place les acteurs dans une concurrence qui contraint les citoyens à une exigence constante : ils doivent non seulement être au courant de ce qui se passe, réactualiser leurs savoirs et renouveler leurs preuves lorsque celles-ci ne sont pas recevables, mais ils ont, de plus, des devoirs moraux envers les autorités qui les reçoivent. Ces réunions ou ces rencontres ne se font pas dans le cadre de dispositifs participatifs régulés. Elles relèvent, dans la plupart des cas, d'échanges informels où des attentes morales, affectives, et sentimentales se font sentir tout autant que l'expertise.

Afin d'approfondir ce point, nous allons d'abord étudier la discussion sur les modifications urbaines du Plan Regulador Metropolitano (le PRMS<sup>272</sup>), lorsque les membres

---

<sup>272</sup> Depuis 2010, les modifications de ce Plan étaient discutées au sein de l'*Intendencia*. Les organisations citoyennes, dont le Réseau et Defendamos la Ciudad, avaient manifesté leur opposition à ces modifications proposées par le Ministère du Logement et de l'Urbanisme (Ministerio de Vivienda y Urbanismo, MINVU) car, en termes généraux, les citoyens remettaient en question l'extension de la limite actuelle de Santiago. Ainsi, des

du RDP, avec le soutien de Defendamos la Ciudad, se rendent à la Préfecture de Santiago (*Intendencia*) pour participer à la discussion entre autorités et représentants de la société civile (le 5 novembre 2010). Cette réunion rassemble les membres du RDP, deux autres représentants de deux organisations (l'un de Defendamos la Ciudad, proche du RDP, et l'autre d'une association de potagers collectifs de la commune de La Pintana) et les fonctionnaires appartenant à la Commission rurale (*Comisión rural*) du Gouvernement Régional de Santiago (GORE). Cette commission de treize « conseillers régionaux » (*consejeros regionales*) de différents partis politiques<sup>273</sup> se charge des questions liées aux espaces ruraux. Elle siège périodiquement à la Préfecture de Santiago. Les membres du RDP ont sollicité au préalable ces conseillers afin de pouvoir participer à la réunion pour faire part de leurs préoccupations vis-à-vis des modifications du Plan d'Urbanisme Métropolitain. Ces dernières « incorporent à la zone métropolitaine une superficie de 9545 hectares d'extension urbaine » comme l'annonce en début de réunion l'un des conseillers. Or, cette réunion va révéler à quel point les autorités présentes (« conseillers régionaux ») ne se montrent guère réceptifs quant à la situation du Panul ou de la précordillère. De même, elle va nous montrer combien les membres du RDP dépendent des autorités. Ceci dit, une réciprocité se met en place malgré tout : à certains moments, ce sont les citoyens qui informent et les autorités qui ont du mal à comprendre le problème de la précordillère, alors qu'à d'autres, ce sont les citoyens qui apprennent des éléments nouveaux de la part des autorités. Mis à part ce « va-et-vient » du savoir, ce sont aussi des émotions et des attentes morales qui circulent entre les deux parties. Puisqu'il s'agit de réunions organisées à la demande des citoyens, les autorités leur font sentir qu'ils leur sont redevables. En définitive, ces derniers ne sont pas reconnus comme des interlocuteurs par les pouvoirs publics.

---

zones qui étaient rurales allaient devenir urbaines. Cette expansion était nécessaire, selon le Préfet, *Intendente*, de l'époque, qui argumentait qu'il n'y avait pas de terrains libres pour construire de nouveaux logements sociaux. Ce raisonnement était rejeté par les organisations citoyennes qui y voyaient plusieurs problèmes liés à l'accroissement de la superficie de la ville (transports, marginalisation, ségrégation, etc.). Lors du vote du Conseil Régional à la préfecture, *Intendencia*, chargé d'approuver ou de rejeter les modifications du Plan, j'étais présente, dans le public qui observait attentivement sans pouvoir participer.

<sup>273</sup> Le GORE (Gouvernement Régional de Santiago) est intégré par le Préfet (fonctionnaire nommé par le Président de la République qui a le rôle exécutif du GORE) et le Conseil Régional Métropolitain (Consejo Régional Metropolitano, CORE) qui doit « rendre plus effective la participation de la communauté régionale ». 26 conseillers en font partie. Jusqu'avant 2013, les « *consejeros* » sont désignés par les conseillers municipaux, mais grâce à un changement de la loi, à partir de 2013, ils sont élus au suffrage universel. Cf. le site web officiel du CORE, <http://www.gobiernosantiago.cl> [consulté en décembre 2014].

Pour montrer que les conseillers sont à l'écoute des citoyens, l'un d'eux, Manuel<sup>274</sup>, qui préside la réunion, dit : « Nous avons fait notre possible pour nous procurer le maximum d'informations ». Ainsi, il cherche à bien faire remarquer que, ce jour-là, ils accueillent les citoyens. Cependant, un autre conseiller, arrivé en retard, Armando<sup>275</sup>, intervient pour critiquer la présence des citoyens : il essaie de détourner l'attention du public et se montre moins ouvert à l'écoute que Manuel. Armando veut clairement éviter que la discussion ne se centre sur le Panul, en proposant d'élargir le débat vers d'autres thématiques :

« Il faut trouver une manière d'ouvrir une discussion plus large qui n'implique pas seulement les demandes des citoyens en relation à la conjoncture ou alors accepter que, du côté de l'État, puissent surgir certains projets en particulier »<sup>276</sup>.

Les citoyens sont pris dans un étau par ces deux réactions en leur présence. D'une part, Manuel leur attribue une place mais les fait sentir tributaires de cette porte qu'il leur ouvre pour être entendus. En fait, il est d'accord de leur donner une tribune mais dans les limites qu'il impose. D'autre part, Armando remet en question leur présence à la réunion : de manière implicite, il considère que les membres du RDP n'agissent que par rapport à leur propre situation, ce qui sous-estime la valeur de la défense de la précordillère que les citoyens sont venus revendiquer. De surcroît, les questions spécifiques relatives à la précordillère sont aussi évacuées par la référence à un ordre supérieur et flou, comme cela avait déjà été le cas lors de la réunion avec Teresa. L'un des conseillers, tout comme l'avait fait Teresa, renvoie le sujet soulevé par les membres du RDP à une entité qui dépasserait leur pouvoir. C'est l'« État » qui devrait se charger des problèmes exposés par les citoyens et d'y apporter des solutions. D'ailleurs, à l'entendre, le conseiller lui-même ne ferait pas partie de cette entité supérieure

---

<sup>274</sup> Parti Socialiste, 60 ans approximativement, Président de la Commission de « *Ordenamiento Territorial del Consejo Regional Metropolitano de Santiago* » du Conseil Régional Métropolitain qui se réunit ce jour-là. Puisque c'est lui qui préside, c'est donc lui qui prend la parole le plus souvent et qui joue le rôle de modérateur. Par ailleurs, il faut signaler que les conseillers régionaux qui sont présents dans cette réunion ne sont pas élus par la population mais élus par les conseillers municipaux (*concejales*). Le nombre de conseillers élus dépend du nombre d'habitants de chaque région. Ce n'est qu'à partir de 2013 que les conseillers commenceront à être élus en même temps que le président, les députés et sénateurs.

<sup>275</sup> Parti Démocratie Chrétienne, 40 ans approximativement, membre du Conseil Régional Métropolitain (CORE) et de la Commission réunie ce jour-là.

<sup>276</sup> « *Hay que ver alguna forma de abrir una discusión de más largo aliento que no tenga que ver solamente con las demandas que la ciudadanía tenga respecto de situaciones coyunturales o que en este caso desde el Estado surjan algunos proyectos en particular* ».

(l'État) alors que, concrètement, il a été élu pour travailler au sein de la mairie, pour représenter l'État puisqu'il fait partie de l'organe de réflexion et de décision étatique.

Le « faire ressentir redevable » énoncé par Manuel, ou la critique suggérée par Armando vont dans une même direction : les membres du RDP sont finalement des privilégiés de par le simple fait d'être présents, d'avoir une place, de pouvoir exposer leurs problèmes. De toute évidence, le fait que les citoyens soient là, à discuter d'égal à égal avec les autorités, qu'ils montrent des compétences et des capacités, ne met pas à l'aise les autorités présentes. Manuel prend la parole :

« On n'a pas de participation citoyenne, la participation citoyenne est minime, et vous savez que dans une société telle que celle-ci, la force économique s'impose dans certaines situations et, dans ce cadre, je pense que les conseillers régionaux dans leur ensemble, c'est-à-dire tous les partis politiques ici présents, sont d'accord d'interagir avec vous, d'interagir avec le territoire parce qu'ils sont élus, parce qu'ils ont une relation avec la commune. Par conséquent, considérez-les avec bienveillance parce que c'est le seul endroit, j'en suis convaincu, où on peut interagir avec la société civile organisée, n'est-ce pas? »<sup>277</sup>.

Manuel montre non seulement son autorité et son pouvoir, mais aussi le caractère exceptionnel de la situation où des conseillers écoutent les citoyens. Non content de cela, Manuel recommande aux citoyens de développer une bonne entente avec les fonctionnaires. L'espace qui est donné aux citoyens implique un comportement adéquat de leur part. Dans une perspective maussienne, le siège donné aux citoyens à la réunion peut être vu comme un « don » qui exige un « contre-don », à savoir l'attitude de remerciement et d'entente attendue par les autorités. Il s'agit de « transactions sociales » où ce qui est en jeu, ce ne sont pas des objets mais des « prestations, d'informations et de satisfactions » qui circulent, où « la

---

<sup>277</sup> « No tenemos participación ciudadana, es muy poca la participación ciudadana y ustedes saben que en una sociedad como esta se impone la fuerza económica con respecto a algunas situaciones y en ese marco yo creo que los consejeros regionales en forma universal todos, de todos los partidos políticos que están aquí, están por interactuar con ustedes relacionarse con el territorio porque ellos son elegidos por los concejales, los consejeros regionales son elegidos porque tienen una relación con la comuna, por lo tanto trátenlos bien a los consejeros regionales, más allá de que discutamos, que tengamos situaciones distintas, pero trátenlos bien porque es el único lugar, que yo estoy convencido, donde podemos interactuar con la sociedad civil organizada, ¿ya? ». J'espère avoir restitué dans la traduction la confusion avec laquelle s'exprime le conseiller : les phrases tordues et indirectes ne permettent pas de comprendre toujours leur sens. Au-delà du fait qu'il s'agit de réunions où tout le monde veut prendre la parole et où le temps presse, où il y a donc une certaine tension par rapport à qui parle et quand, celui qui s'exprime n'expose pas directement le point qu'il veut traiter, mais digresse longuement. Ce faisant, il montre son pouvoir – en tant que Président de cette commission – en prenant le temps de parler longuement alors que le reste de l'auditoire n'a que quelques minutes pour s'exprimer.

relation prend une autre tournure » et où « des liens de reconnaissance mutuelle, faits de générosité et de rivalité, d'amour et d'amitié, finissent par se tisser » (Cefaï, 2006 : 38). Cependant, plutôt que d'un système d'échange élémentaire (Chateauraynaud, 2006), cet échange relève plutôt d'une réciprocité cynique et inégale. En effet, il n'est pas égalitaire, chacune des parties n'obtenant pas les mêmes bénéfices du « don » : pour les citoyens, l'enjeu est, à leurs yeux, l'endroit où ils vivent. Pour les autorités, donner une place aux citoyens ne change pas l'avenir du Panul, il s'agit plutôt de dimensions subjectives, les conseillers méritant d'« être considérés avec bienveillance », souligne Manuel. C'est de leur réputation dont il est question, de la façon dont ils vont être considérés par l'audience, des rumeurs que celle-ci va faire circuler et de ce que vont aussi dire leurs collègues, le parti politique auquel ils appartiennent, etc. C'est pourquoi Manuel cherche à se mettre subrepticement dans la peau d'un citoyen : « On n'a pas de participation citoyenne, la participation citoyenne est minime ». Cependant, cette complicité du côté des citoyens plutôt que de l'État est éphémère. À long terme, les autorités ne sont en rien redevables aux citoyens présents, car il ne s'agit pas d'une masse importante de votants, ni des représentants d'une ville ou d'un territoire habité. Il s'agit juste d'un petit groupe de citoyens qui ont peu de visibilité. Cependant, pour les citoyens, chaque place donnée, chaque siège occupé ou chaque discours et information donnés, sont vécus comme une petite victoire. Comme l'exprime très clairement Manuel, ces espaces sont les seuls endroits existants pour tenter de participer.

Ces transactions sociales permettent à ces rencontres d'exister mais elles impliquent tant des exigences morales que des exigences de justice (Blondeau, Sevin, 2004; Boltanski, 1990 ; Boltanski, 2007). Les membres du RDP vont rencontrer les conseillers en dépit du fait qu'ils savent qu'ils n'obtiendront que rarement un résultat. Ils sont là pour leur exposer des raisons valables pour la défense de la précordillère. Ces rencontres sont pour eux le moyen, nous l'avons vu pour d'autres réunions avec les membres du RDP, de faire valoir un ensemble d'arguments qui justifient, d'après eux, leur lutte. Les conseillers, pour leur part, cherchent à se justifier du fait qu'ils ne peuvent rien faire pour donner satisfaction au collectif. Pour cela, ils n'utilisent pas d'arguments d'ordre légal, mais cherchent à faire naître chez les citoyens un sentiment de reconnaissance : « Parce qu'on le fait avec attention, parce qu'il n'y a pas d'intérêt (...) seulement l'humanité que chacun de nous a en lui pour répondre aux citoyens » conclut Manuel<sup>278</sup>.

---

<sup>278</sup> « Porque lo hacemos pendientes porque no hay ningún interés (...), solamente la humanidad que tiene cada uno de nosotros para responder hacia la ciudadanía ».

Au-delà des « bonnes intentions » qu'il exprime, Manuel affirme qu'il ne peut pas aider les membres du RDP concernant leurs requêtes sur le Plan d'Urbanisme « parce que [eux, les conseillers], ne le connaiss[ent] pas non plus, globalement »<sup>279</sup>. Il affirme qu'ils méconnaissent comment fonctionne cette planification urbaine et ce qu'ils pourraient faire pour protéger le Panul. Ceci met en évidence que, comme les citoyens, les autorités sont également à la recherche d'informations et essaient d'être au courant de ce qui se passe. Ils sont loin de disposer d'une réelle expertise concernant les régulations de la ville et de la nature. C'est pourquoi une réciprocité existe entre les citoyens et les politiciens, les uns dépendant des autres pour être au courant des nouveautés. Or, ce sont les citoyens qui lancent les débats, alors que les autorités se forment en cours de route face aux problèmes évoqués.

Des problèmes surgissent constamment, réapparaissent, s'évanouissent et resurgissent, comme les modifications du Plan Regulador Metropolitano de Santiago. Selon l'intensité de ces vagues changeantes, les problèmes présentés par les citoyens impliquent donc des transactions sociales, des sentiments, des impressions mutuelles, des exigences morales. Les citoyens jugent les autorités par moments avec sympathie et, à d'autres, avec méfiance. Certains fonctionnaires peuvent être perçus par les citoyens comme des alliés mais, par la suite, dès que ceux-ci découvrent une action qu'ils jugent incorrecte, ils changent d'avis. L'exigence morale est en réalité tout aussi importante que l'évaluation politique. Par exemple, Manuel représente une autorité pour laquelle les membres du RDP et le représentant de Défendons la ville éprouvent une sympathie d'ordre politique – il s'agit d'un dirigeant politique de gauche, membre du parti socialiste. Ils le reconnaissent également comme quelqu'un qui connaît les problèmes de la précordillère, donc leur propre problème. Cependant, alors que la réunion est terminée et que le groupe part pour boire un café, Jorge raconte qu'un ami lui aurait confié qu'au sein des réunions internes du parti socialiste, Manuel était perçu comme quelqu'un d'« ambigu ». Jorge, contrairement aux autres membres du RDP (Annie, Lucy, Sebastián), participe aux réunions de partis politiques dans lesquelles il écoute des commentaires, des avis voire des commérages sur certaines personnalités, et en transmet quelques-uns ensuite aux membres du RDP<sup>280</sup>. Ces jugements leur permettent

---

<sup>279</sup> « *Porque nosotros tampoco lo conocíamos globalmente* ».

<sup>280</sup> Je n'ai pas pu confirmer ce genre d'information, car il s'agit de rumeurs que j'ai entendues de manière informelle et sur lesquelles j'avais du mal à poser des questions ou à prendre des notes puisque je n'avais pas noué une relation de confiance avec les membres d'autres organisations au-delà du RDP. Par ailleurs, pour aborder les relations des associations citoyennes avec les partis politiques, considérant l'ampleur de cette question, une enquête en profondeur avec les partis et les associations les plus anciennes aurait dû être menée. Puisque ces dimensions s'éloignent de l'enquête et des problèmes sur la précordillère, je laisse de côté cet aspect qui peut faire l'objet d'une recherche future.



d'évaluer à quelles autorités ils peuvent faire confiance, quels sont les interlocuteurs légitimes, sur qui ils peuvent compter et vis-à-vis de qui il faut prendre ses distances.

Puisque chacune des parties (citoyens/autorités) juge l'autre et est exigeante envers elle, les uns comme les autres essaient de faire montre d'un comportement exemplaire. Par exemple, Manuel raconte, au cours de la réunion, comment depuis quelques années il veut « plus de participation citoyenne, etcetera, etcetera » et qu'il est « le seul à [s]e disputer avec les Cisternas, avec les Pablos<sup>281</sup> (...) »<sup>282</sup>. Manuel veut dire qu'il est le seul à défendre la participation citoyenne en expliquant qu'il y a déjà un moment qu'il discute à ce sujet avec les citoyens qui sont présents. Ces « Pablos » dont il parle au pluriel désignent les citoyens qui sont constamment en train de dénoncer différentes causes. À force de se rencontrer dans des situations diverses<sup>283</sup>, des relations se nouent au fil du temps. Réciproques, nécessaires et dépendantes, elles lient autorités et citoyens. À travers elles, des sentiments divers s'expriment – menaces, avertissements ou chantages – lesquels font exister la relation.

Au cours de cette réunion à la Préfecture, l'indifférence des autorités est notoire. La plupart sont occupés à regarder les *iPhones* qu'ils viennent de recevoir, certains sont en train de les sortir de leurs boîtes, d'autres essaient de les allumer et ne cachent pas leur surprise voire leur émotion devant ces nouveaux appareils (apparemment offerts par le gouvernement, car c'est le même modèle pour tous). Le mépris est évident : pendant que les citoyens exposent des arguments scientifiques, quelques conseillers leur demandent s'ils peuvent envoyer par écrit ces informations. Alors que certains membres du RDP ou Jorge parlent et exposent les problèmes de la précordillère, certains conseillers regardent toujours attentivement leurs nouveaux téléphones portables. Est également présent à cette réunion un autre doctorant, en géographie, invité ce jour-là par Annie. Il assiste à la réunion, comme moi,

---

<sup>281</sup> Cisternas est le nom de famille d'un des membres de Defendamos la Ciudad, organisation présente à cette réunion, et Pablo est le prénom d'un des fondateurs de cette même organisation. En parlant au pluriel des « Cisternas » et des « Pablos », il veut évoquer les citoyens engagés qui, comme les membres du RDP, fréquentent constamment les bureaux des autorités pour différentes raisons. D'autre part, cette situation montre que depuis des années, ce sont les mêmes autorités et citoyens qui se retrouvent à discuter différentes problématiques. Ainsi, Manuel et les membres de Defendamos la Ciudad qui sont présents se connaissent depuis longtemps. Puisque j'ai décidé de ne pas faire d'entretiens personnels avec les autorités, ni de restituer des histoires de vies, je ne sais pas à quel point Manuel et des membres tels que ceux de Defendamos la Ciudad se voient dans d'autres arènes politiques, mais j'ai pu constater qu'à chaque fois qu'ils se voyaient, ils montraient une certaine familiarité les uns envers les autres.

<sup>282</sup> « *Y yo quería participación ciudadana, etcétera, etcétera, y yo estaba solo peleando con los Pérez, con los Pablos* ».

<sup>283</sup> Au cours des réunions entre autorités et citoyens, ils mentionnaient d'autres rencontres auxquelles je n'ai pas eu accès comme, par exemple, les réunions internes des partis politiques. J'ai entendu Jorge dire qu'il assistait à des réunions de partis politiques (PS et DC) où il avait rencontré plus d'une fois Manuel. Par ailleurs, du fait de militer dans la même coalition de partis (*Concertación*), ils ont un passé commun, celui de l'engagement politique qui s'est forgé surtout pendant la dictature.

pour écouter et prendre des notes, dans le cadre de sa thèse sur des sujets proches des problèmes de la précordillère. En échangeant quelques impressions, nous sommes tous les deux frappés par la désinvolture des autorités. Il me demande, assez surpris, si c'est toujours comme ça, car c'est la première réunion à laquelle il assiste. Il a du mal à comprendre comment les fonctionnaires présents peuvent se montrer si arrogants, voire insolents. Moi-même, alors que j'ai déjà assisté à plusieurs réunions comme celle-ci, je n'ai pas pu me retenir, à un moment donné, d'intervenir pour demander, assez exaltée, un peu de respect et d'attention envers ceux qui avaient la parole, lorsque personne ne les écoutait (je n'interviens que rarement dans les interactions et si je le fais, c'est généralement à la demande d'un des membres). En effet, je pensais que grâce à mon rôle d'étudiante et du fait que personne ne me connaissait, je pourrais attirer l'attention des autorités et aider les citoyens, or mon intervention ne changea pas le cours de la réunion.

D'abord stupéfaite, je constate ensuite que, pour leur part, les citoyens agissent avec un certain respect et font preuve de cordialité avec les conseillers. Sur le moment, je ne comprends pas pourquoi ils ne s'indignent pas, moi-même n'ayant pas pu me contenir. En effet, face à une telle situation, il n'est pas difficile de perdre patience. Or, pareille réaction, incontrôlée, n'est pas acceptable puisque, comme nous l'avons remarqué, ils se doivent de conserver un certain respect (bien que celui-ci soit exprimé de façon hypocrite) pour que les échanges continuent et fonctionnent. Cet ordre moral que les citoyens et les autorités assument permet aux interactions de se poursuivre, malgré les désaccords, ou même à des moments où ils ne s'écoutent pas. Grâce à cette entente et à ces arrangements entre les parties, les échanges se reproduisent, ce qui fait que citoyens et fonctionnaires acceptent une telle situation. C'est pourquoi, même s'ils sont indignés, fâchés ou dépassés, aucune des réunions auxquelles j'ai assisté ne se termine sur une note dramatique, un citoyen quittant la salle brusquement par exemple. Ceux-ci se montrent plus d'une fois en colère, certes, mais ils se contiennent, ils ne peuvent pas se permettre d'agir ainsi car ces échanges, à leur façon, leur sont utiles.

Le comportement des citoyens dans les réunions avec les autorités suit une logique morale et aussi une dramatisation. La dramatisation qui se met en œuvre dans ces réunions n'est pas la même dans toutes les situations. Par exemple, avec Teresa, à la mairie, ils sont plus provocants et pointus dans la mesure où peu à peu ils apprennent le langage expert et commencent à s'exprimer et à pouvoir défier ou mettre en question les connaissances de Teresa. Mais dans des instances supérieures, notamment à l'*Intendencia*, qui sont autant de

portes qui ne s'ouvrent qu'occasionnellement à eux – à la différence de la mairie où ils sont déjà archiconnus -, il n'est pas dans leur intérêt de se disputer avec les conseillers ou de se montrer conflictuels car ce genre d'instances constitue l'un des rares espaces dans lesquels ils peuvent finalement s'exprimer, comme le remarquait le conseiller Manuel. Il est commun que les citoyens préfèrent rester calmes, témoignant un certain respect envers les fonctionnaires avec qui ils essaient de dialoguer. Leur silence ou leur acceptation, au cours des réunions, leur permet de se montrer respectueux vis-à-vis des autorités même si cela ne veut pas dire qu'une fois sortis de la salle, ils ressentiront le même respect.

Sans ces rencontres qui, bien qu'elles aient lieu au siège des institutions, sont créées dans les marges de la démocratie puisqu'elles ne correspondent à aucun dispositif formel, les membres du RDP auraient encore plus de difficultés à trouver des arènes où exposer les problèmes du Panul, de la précordillère et à savoir comment agir face aux décisions des autorités concernant leur territoire. La dramatisation au sein de ces espaces éphémères leur permet de jouer le jeu de la démocratie, de faire partie des transactions, de répondre aux attentes des fonctionnaires et d'atteindre leur objectif, à savoir soulever le problème de la précordillère devant différentes institutions et passer outre le manque de participation et de consultation citoyenne.

**Quatrième chapitre : Quand les arguments juridiques importent  
autant que les liens affectifs.**



## Introduction

L'évaluation scientifique ou technique, que ce soit par rapport à la précordillère ou à l'interprétation des lois, est évacuée par les autorités. Néanmoins, même si la démonstration d'arguments techniques déployée par les citoyens ne réussit pas à garantir la permanence du Panul, les moments d'empathie entre les différents acteurs permettent tout de même la survie des échanges démocratiques, comme nous le verrons dans ce chapitre. Ce point est crucial pour comprendre ces citoyens qui ne cachent pas leurs émotions face à des faits qui les indignent ou lorsqu'ils sont placés dans des situations problématiques : ce sont aussi leurs affects envers l'endroit qu'ils essaient de protéger qui sont en jeu.

Cette relation affective avec ce qui les entoure, indéniable chez les citoyens engagés, peut difficilement se transformer en un argument valide, capable de convaincre les autorités de défendre elles aussi la précordillère. La valeur affective de l'engagement est notoire dans les entretiens et les interactions des membres du RDP, par contre le problème est quand et comment faire valoir cet amour face à des autorités dont le rôle est d'évaluer des arguments rationnels. L'affection peut être efficace lorsqu'il s'agit de conscientiser d'autres citoyens, à travers des échanges, d'avoir de l'empathie avec d'autres acteurs qui sont aussi sensibles au devenir de la précordillère ou encore lorsqu'il est question de résoudre des conflits ou de surmonter des altercations. En revanche, la démonstration d'affects peut s'avérer contre-productive quand il faut prouver pourquoi il est important de préserver la précordillère.

Les évaluations environnementales commandées par les entreprises, les mairies ou les ministères (comme nous l'avons vu pour le cas des coulées de boue) déterritorialisent l'espace « évalué ». C'est notamment le cas des Déclarations d'Impact Environnemental concernant le Panul - où différents organismes publics évaluent la faisabilité du projet des *condominios* - présentées au Système d'Évaluation d'Impact Environnementale de l'État. Ici, les fonctionnaires ou experts chargés de l'évaluation n'interagissent pas nécessairement avec les habitants ni avec le territoire en question, ils n'ont pas de relations durables avec un *endroit* comme la précordillère. Dans l'une de leurs déclarations, on peut lire par exemple que « ce secteur n'a pas de valeur paysagère » (Gesterra, 2011 : 7)<sup>284</sup>.

---

<sup>284</sup> « *Este sector no posee valor paisajístico* ».

Aussi l'expertise des habitants se situe-t-elle à l'opposé de l'expertise mise en place par ceux qui évaluent pour la bureaucratie chilienne. La première est fondée sur des relations ancrées dans le territoire, empreintes d'affects qui vont au-delà des positions sociales et des critères socioéconomiques et symboliques des membres du RDP. Lorsque ceux-ci parlent et écoutent, entre eux ou dans les interactions avec des fonctionnaires, il est clair qu'ils n'agissent pas à partir d'une « neutralité désaffectée » (Esquerre, 2007 : 3) : au contraire, ils occupent une place depuis laquelle ils sont touchés, émus, affectés (Favret-Saada, 1990 ; Esquerre, 2007).

Nous avons vu qu'au sein des échanges démocratiques, les citoyens innovent, proposent, expérimentent. Grâce à l'expertise qu'ils développent, ils trouvent peu à peu une place dans la démocratie. Dans ce chapitre, notre propos est de montrer que même si les citoyens font appel à des arguments rationnels, la dimension affective de leur combat joue un rôle prépondérant dans la poursuite des échanges. Pour ce faire, nous allons d'abord expliquer ce que nous entendons par dimension affective pour ensuite analyser la rationalisation de la lutte des citoyens du RDP à travers le recours au droit.

Étudier la dimension affective au regard du droit peut surprendre au premier abord, mais si nous analysons ces deux aspects du RDP sous une même interrogation, c'est pour montrer que même dans les circonstances les plus rationnelles, comme peut l'être l'argumentation juridique, la dimension affective émerge. À l'inverse, comme les affects ne sont pas toujours, par définition, légitimes pour la bureaucratie étatique, le droit leur donne un langage, leur offre un contexte ou un environnement où ils peuvent se manifester. Les citoyens peuvent ainsi faire valoir leurs affects à travers le langage juridique, scientifique ou rationnel. C'est pour cela que, quand un échange tourne bien ou mal, les émotions deviennent plus manifestes. Dans ce cas, ce qui est dit au sujet du droit, alors même que les acteurs essaient de le cantonner aux limites du rationnel et du technique, a finalement des conséquences chez les acteurs qui ne parviennent pas à séparer ce qui est de l'ordre du rationnel de l'ordre des affects.

## 20. La dimension affective dans l'engagement citoyen.

Le langage des émotions est peut-être le moyen à travers lequel la dimension affective (Cefaï, 2007) de l'engagement des citoyens du RDP est la plus appréhensible. Par dimension affective, nous entendons les affects, les émotions, les sentiments et les attachements ainsi que le rôle que joue cette dimension dans la défense de la nature. La dimension affective occupe un espace central dans le développement de la culture politique (Eliasoph, Lichterman, 2011), ici pour défendre - dans le cas du RDP - une nature en danger, revendiquée et placée au centre du conflit (Trom, 1999).

D'après Jeff Goodwin, James Jasper et Francesca Polletta, cette dimension est oubliée ou marginalisée par les sciences sociales (Goodwin et al., 2001). Nonobstant, il est indéniable que l'apparition du concept d'*affective turn* (Clough, Halley, 2007) dans les années 1990 a consolidé un débat important dans les études de théorie critique et de philosophie. Pour sa part, il est avéré que l'anthropologie a elle aussi toujours été attentive à « l'expérience émotionnelle des autres » (Leavitt, 1996 : 514), mais cette altérité émotionnelle, du fait qu'elle impose ou attribue des émotions dans des contextes indigènes, fait courir le risque de rendre « les autres » encore plus exotiques. En 1921, lorsque Marcel Mauss étudie les pleurs dans les rites funéraires australiens, il les appelle expressions de sentiments (Mauss, 1968) en tant que manifestations ou expressions orales : « Ce ne sont pas seulement les pleurs, mais toutes sortes d'expressions orales des sentiments qui sont essentiellement, non pas des phénomènes exclusivement psychologiques, ou physiologiques, mais des phénomènes sociaux (...) » (Mauss, 1921)<sup>285</sup>. Il ajoute que les rites, en plus des sentiments, montrent les idées collectives, permettant de « saisir le groupe, la collectivité en action, en interaction si l'on veut » (Mauss, 1921). Cependant, il faut nuancer en précisant que toutes les expressions de sentiments oraux ne sont pas calculées ni n'incitent à des obligations comme le propose Mauss pour l'étude des cultes funéraires. Nous avons constaté dans notre enquête que la dimension émotionnelle peut surgir spontanément et puis se raccommoder, se transformer, selon la situation et le contexte. Mais comme le souligne bien Mauss, l'ensemble des sentiments individuels et collectifs « sont plus que de simples manifestations, ce sont des signes des expressions comprises, bref,

---

<sup>285</sup> Texte extrait du site de l'Université du Québec en libre accès, disponible sur [http://classiques.ugac.ca/classiques/mauss\\_marcel/essais\\_de\\_socio/T3\\_expression\\_sentiments/expression\\_sentiments.html](http://classiques.ugac.ca/classiques/mauss_marcel/essais_de_socio/T3_expression_sentiments/expression_sentiments.html) [consulté en janvier 2013].



un langage. Ces cris, ce sont comme des phrases et des mots. Il faut dire, mais s'il faut les dire, c'est parce que tout le groupe les comprend » (Mauss, 1921).

Les contextes, les circonstances et la temporalité ont une grande influence sur la façon dont les émotions se manifestent chez les acteurs. Des auteurs comme Carole Gayet-Viaud ont analysé comment la moindre des interactions - les altercations dans le métro par exemple - nous fait réagir et provoque chez nous des émotions quotidiennes (Gayet-Viaud, Carole, 2011). D'autres circonstances, moins éphémères, nous permettent d'étudier les sentiments ou les émotions sur une échelle plus longue dans le temps. C'est notamment le propos du travail de Maria Pia Di Bella sur l'utilisation des émotions dans le travail de réconfort apporté aux condamnés à mort, dont se charge une confrérie qui assiste presque 2000 condamnés, entre 1541 et 1820 à Palerme (Di Bella, 2003). Par ailleurs, il n'y a pas que les sources écrites qui se prêtent à l'analyse historique des émotions ; nous pouvons ainsi mentionner le travail récent de Rebecca Clifford sur les différents niveaux émotionnels présents dans les sources orales qui cherche à analyser comment l'année 1968 fut vécue en Italie (Clifford, 2012). Citons également le travail de Luisa Passerini, proche de celui de Clifford, qui étudie l'expression des sentiments dans les descriptions que font les activistes des mobilisations étudiantes italiennes de 1968, hommes et femmes, des relations qu'ils ont avec leurs parents (Passerini, 1996). Ou encore celui de Barbara H. Rosenwein, fort intéressant, sur la façon dont les historiens eux-mêmes ont abordé les émotions à travers l'histoire (Rosenwein, 2002).

De la sorte, l'étude de la dimension affective est plus vaste et diverse que ce que suggèrent Jeff Goodwin, James Jasper et Francesca Polletta, elle s'étend à toutes les sciences sociales. Afin de circonscrire l'analyse, nous nous limiterons aux travaux qui explorent les affects et les émotions dans le cadre des mouvements sociaux. Dans ce domaine, la sociologie a connu ces dernières années une effervescence de travaux sur les émotions et les sentiments en ce qui concerne la politique, les violences, le vote, la contestation ou la radicalisation politique en démocratie (Sommier, 2015). Sur les mobilisations collectives, nous disposons des travaux de Christophe Traïni (2009) qui proposent la notion de « dispositifs de sensibilisation », c'est-à-dire « l'ensemble des supports matériels, des agencements d'objets, des mises en scène, que les militants déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue » (Traïni, 2009 : 13). Parmi les dispositifs, l'auteur énumère différents registres, tels que CD, concerts, clips, films, spectacles, etc. Cependant, dans ce chapitre, nous nous intéresserons, plutôt

qu'aux registres, aux affects eux-mêmes en ce qu'ils permettent de noter des moments de disruption, d'attachement ou d'accord dans les échanges.

D'après Isabelle Sommier (2010), il est indéniable que les émotions ont occupé un rôle central dans les travaux des fondateurs de la sociologie. C'est notamment le cas de la *Démocratie en Amérique* de Tocqueville, les études des révolutions françaises de Marx, l'*Économie et Société* de Weber ou encore le travail de Simmel sur le conflit. Sommier note toutefois une position ambivalente chez Durkheim qui semble marquer une certaine réticence face à l'étude des émotions en France (Sommier, 2010). Mais notre objectif, loin de vouloir retracer la sociohistoire du terme émotion ou de le circonscrire à une définition, cherche plutôt à explorer le fonctionnement de la dimension affective dans des situations données, surtout en ce qui concerne l'engagement citoyen.

L'étude des émotions dans les manifestations de rue occupe une place centrale au sein de la sociologie des mobilisations. Parmi celle-ci, la place du corps dans la manifestation a ouvert des pistes d'analyse intéressantes (Soutrenon, 1998), tout comme l'attention portée à la colère des manifestants qui a permis à des auteurs comme Deborah B. Gould de mettre la focale sur la durabilité des mouvements (Gould, 2002). Mais, comme le souligne Louis Quéré, les analyses dominantes des mouvements sociaux abordent les émotions collectives comme irrationnelles ou non contrôlées :

« Les émotions collectives ont longtemps été traitées dans les problématiques de la psychologie des foules ; elles ont alors été perçues comme des phénomènes de contagion, de fusion ou d'hystérie collective, traduisant une régression du comportement rationnel et une dégradation du contrôle cognitif : perte des capacités de réflexion, de raisonnement et de détermination volontaire des comportements. Ou comme des phénomènes d'imitation, de sympathie fusionnelle, de communion mystique, d'identification à un leader, etc. Ces approches ont été critiquées de toutes parts. Mais celles qui les ont remplacées n'ont pas résolu tous les problèmes posés par l'analyse des émotions collectives » (Quéré, 2012 : 287).

Nous partons ainsi du constat que les passions peuvent dominer les capacités rationnelles. En ce qui concerne les membres du RDP, l'on remarque que bien qu'ils essaient de trouver des arguments valides et rationnels pour défendre le Panul, une fois devant les autorités, à différents moments de leurs interactions, ce n'est pas la raison qui prime. L'argumentation n'est donc pas uniquement analysable depuis la raison, à partir des

connecteurs logiques qui structurent entretiens et échanges. Derrière la défense d'un argument, il n'y a pas qu'une intention de montrer une position rationnelle à celui qui écoute. Les émotions, les affects jouent un rôle tout aussi important dans la démonstration faite pour convaincre un auditoire.

Pourtant, deux problèmes au moins émergent lorsque l'on essaie d'intégrer la dimension affective à l'étude des processus d'action collective. D'une part, la primauté donnée à la mobilisation en soi laisse de côté l'importance qu'ont tous les autres processus quotidiens au sein des revendications citoyennes. Lorsque la focale est ainsi mise sur la manifestation, tous les autres processus semblent moins importants. Bien que la manifestation permette l'existence du groupe (Soutrenon, 1998), ce n'est pas la seule manière qu'il a de dire quelque chose ou de créer les conditions pour qu'un débat surgisse. Deuxièmement, tel que l'a montré James Jasper, des émotions spécifiques sont communément abordées depuis le langage quotidien ou le sens commun (quand nous parlons de la rage ou la peur, par exemple), alors qu'elles couvrent en réalité un spectre plus ample de sentiments (Jasper, 2011). Il importe d'insister sur le fait que notre objectif n'est pas ici d'explorer explicitement les émotions en soi, nous préférons laisser cette délicate tâche aux psychologues. En revanche, il nous semble intéressant ici d'examiner le mélange de sentiments et d'affects qui sous-tend l'engagement des membres du RDP surtout lorsqu'ils échangent entre eux et avec les autorités.

Par phénomènes affectifs, nous considérons ainsi un ensemble ample d'émotions, d'humeurs, de sentiments, de passions, de tempéraments, de sensations et de désirs (Deonna, Teroni, 2008). Loin de créer une typologie des *emotional processes*, comme le propose Jasper (2011), notre intention est plutôt de voir concrètement comment et pourquoi ils surgissent. Comme l'a remarqué Marcus dans *Le citoyen sentimental* (2008), la focale est posée sur le problème et la réaction émotionnelle au problème. D'après Marcus, les émotions participent de l'action collective, non seulement elles la motivent mais s'avèrent même nécessaires au sein d'un cadre rationnel ou stratégique : elles ne sont pas l'envers de la rationalité de l'action<sup>286</sup>.

De la sorte, le corpus concernant l'étude des émotions est aussi divers qu'abondant, il est donc impossible de le décrire en profondeur ici. Nous appréhendons les émotions dans le contexte où elles se manifestent, en intégrant ce qui affecte les citoyens ou les autorités, ainsi

---

<sup>286</sup> Voir au sujet du « mythe de la rationalité » *Anthropological studies of feeling* (Milton, Svasek, 2005).

que les processus qui rendent compte de ces affects. Nous avons opté pour circonscrire notre analyse aux attachements, aux émotions et aux sentiments que montrent les citoyens du RDP dans leur engagement afin d'explorer la fonction vitale des processus émotionnels dans le développement des mouvements sociaux (Gould, 2002). Et, comme le propose Deborah B. Gould, pour comprendre le développement des mouvements sociaux, nous avons besoin d'explorer les processus qui génèrent des émotions au sein de ces mouvements et d'analyser la « façon dont ces processus affectent les attitudes des citoyens en relation à eux-mêmes, avec les autres et aussi en relation avec ce qui est politiquement désirable et nécessaire » (Gould, 2002 : 177)<sup>287</sup>.

Louis Quéré commence son article intitulé « Le travail des émotions dans l'expérience publique » par une citation de John Dewey : « Il faut qu'un problème soit senti pour pouvoir être énoncé » (Dewey, 1993). C'est cette ligne directrice que nous allons suivre car elle pose l'idée que face à des situations problématiques, nous nous sentons affectés. « On ne peut - insiste Dewey - séparer une émotion ni de son objet, ni de la situation qui la suscite » (Quéré, 2012 : 274). Pour Quéré, les émotions surgissent lorsque le déroulement d'une activité ne suit pas son cours normal, lorsqu'il y a un obstacle, imprévisible, quelque chose qui contredit ce que le public attend. De cette manière, en mettant la focale sur ces moments où les émotions se montrent, on peut détecter les disruptions survenues dans des situations qui sont importantes pour les acteurs (Quéré, 2012). Concrètement, il n'y a pas de relation causale entre le fait d'être affecté et être engagé. Comme le pointe Quéré, les émotions ne feront pas nécessairement de celui qui est affecté un activiste, mais il aura une expérience différente du problème (Quéré, 2012 : 285). En ce sens, les affects déclenchent des actions, des évaluations, des considérations, ils sont « des éléments moteurs de la conduite » (Quéré, 2012 : 282) qui font que les personnes perçoivent et s'intéressent à des débats, des problèmes, des expertises. Ce sont les émotions qui motivent les citoyens à entreprendre des évaluations afin de déterminer ce qu'ils sont prêts à accepter ou pas, qui déclenchent leur intérêt pour un problème. De ce fait, les émotions font partie d'un système de relations qui nous permettent de mettre le monde en question et d'attribuer plus ou moins de valeur aux situations auxquelles nous sommes confrontés. Par ailleurs, la défense ou la résistance à d'autres valeurs que celles que nous partageons, implique aussi des affects : nous sommes indignés ou

---

<sup>287</sup> « To enhance our understanding of movement sustainability, then, requires an exploration of processes like the generation of emotions and emotion cultures (Gordon 1989) within movements, and an analysis of how those processes affect participants' attitudes about themselves and one another, about society, and about what is politically desirable, possible, and necessary ».

satisfaits dans des situations dans lesquelles nos valeurs communes sont remises en question ou validées, ou face à des situations qui nous importent (Quéré, 2012). Une émotion a donc un effet dans l'action, elle peut la compliquer ou la stimuler changeant le dénouement de celle-ci et affectant la vie quotidienne des citoyens. Par exemple, comme le démontre Quéré, lorsque les bases d'un collectif sont fragiles et que ces membres doivent affronter un problème ensemble, des tensions, des désaccords et des émotions peuvent apparaître entre eux. Il en va de même lorsqu'une concertation doit être mise en œuvre avec des acteurs qui pensent, agissent et ont des valeurs très différentes.

## 21. L'empathie pour surmonter la défaite : les émotions en action.

La dimension affective se montre en termes langagiers ou expressifs, tant dans la manière dont les membres du RDP perçoivent ce qui passe dans le Panul (comment ils décrivent ce territoire qu'ils aiment), que lorsqu'ils entrent en interaction pour essayer d'expliquer leurs arguments pour défendre la précordillère. On sait aussi que les personnes ressentent des sentiments qui, au-delà d'être observables du fait qu'ils sont dits, sont également exprimés à travers l'expression corporelle. Ou comme le précise Deborah B. Gould : « Parfois, les gens éprouvent des sentiments qui, au lieu d'être lisibles du fait d'être nommés, le deviennent et se transforment en motivation, à travers une expérience plus physique, telle que s'engager dans un rituel ou une action de protestation, par exemple » (Gould, 2009 : 241)<sup>288</sup>. Au cours de leurs réunions, les membres du RDP peuvent partager ce qu'ils ressentent envers le Panul, leur rage provoquée par une situation qu'ils trouvent révoltante, leur indignation vis-à-vis des injustices. Les rencontres du RDP deviennent des moments propices pour laisser libre cours à des émotions, des affects, des sentiments. Grâce aux interactions, la dimension affective de l'engagement se potentialise.

De même, dans mes conversations individuelles avec Annie, Lucy, Ana María, je constate que lorsqu'elles évoquent le Panul, la précordillère, les plantes, les arbres, elles montrent des affects. En me faisant visiter leurs jardins, en me racontant l'histoire de chaque arbre, en me détaillant l'histoire de la forêt de la précordillère, elles laissent affleurer leur sensibilité, visiblement touchées et émues. De même dans les réunions, leurs réactions corporelles traduisent leurs émotions de manière visible. En fait, ces femmes occupent une place, en tant que citoyennes et locutrices. Autrement dit, « La peur, l'angoisse et la tendresse ne sont pas des mouvements intéressés, ni de désintéret, ce sont des affects. Occuper une place, d'où un être humain parle et écoute, c'est être affecté » (Esquerre, 2007)<sup>289</sup>.

La connaissance de la nature, l'expertise ancrée sur place, mais aussi juridique et bureaucratique, est unie à des affects, à l'amour ressenti envers cette nature : « Cela, il faut l'aimer pour le défendre », me dit Alberto, dirigeant d'une coopérative de potagers familiaux

---

<sup>288</sup> « Sometimes people experience feelings that, rather than becoming legible by being named, become legible, and motivating, through a more bodily experience, such as engaging in a ritual or a protest action, for example ».

<sup>289</sup> Article disponible sur Internet dans le site <http://www.espacestemps.net/en/articles/la-machine-a-coudre-le-monde-de-jeanne-favret-saada-en/> [consulté en mars 2015].

que je rencontre dans une réunion à laquelle assiste aussi le RDP. Alberto, âgé de 65 ans, habite depuis 1954 dans une parcelle de 5000 m<sup>2</sup> qui fait partie de la coopérative de potagers familiaux dans la commune de La Pintana (commune populaire de la périphérie sud de Santiago). Il assiste aux rencontres avec le RDP pour discuter, avec différentes autorités, les changements du Plan d'Urbanisme de Santiago (Plan Regulador Metropolitano) qui commencent à être évalués à partir de 2010<sup>290</sup>. Dans un entretien chez lui, lorsque je lui rends visite dans sa belle parcelle, je lui demande si, à partir de son expérience comme dirigeant, dans sa commune et son quartier, les gens sont intéressés, comme lui, par la participation citoyenne et par la défense de la coopérative et des potagers. Il me répond en distinguant les voisins arrivés pour habiter les logements sociaux attribués par l'État qui, en résumé, n'avaient pas d'ancrage préalable dans le quartier, de ceux qui, comme lui, y habitent depuis cinquante ans. Pourtant, la distinction essentielle qu'il opère se situe principalement au niveau des affects :

« Oui, c'est vrai, nous défendons ce qui est à nous, mais le plus triste aujourd'hui, si l'on ne défend pas ce qu'on a, eux [*ceux qui ne participent pas, qui ne s'engagent pas*], ils n'aiment pas ce qu'ils ont, parce que cela il faut l'aimer pour pouvoir le défendre, il faut l'aimer, et... il y a une étude de l'Université du Chili, que j'ai lue l'autre jour, qui dit qu'en 2004, le désert va arriver jusqu'à Santiago et qu'il est déjà dans la région de Valparaiso, alors s'ils [en référence aux *autorités et à l'État*] continuent à détruire bêtement les parcelles, le désert va arriver... »<sup>291</sup>.

Ceux qui aiment s'engagent tout simplement, ceux qui n'aiment pas l'endroit où ils habitent, le défendront difficilement, selon Alberto. Il est également intéressant de noter que, dans cet extrait, Alberto plaide pour la défense de parcelles et potagers de La Pintana, en juxtaposant des propos qui renvoient à la relation affective avec le territoire et des justifications scientifiques (la désertification), de la même manière que les membres du RDP. La nature, le territoire et son devenir sont intégrés au discours de défense, via l'expertise et via les affects. Cependant, la dimension affective est incorporée à la défense des parcelles ou de la forêt

---

<sup>290</sup> Je fais la connaissance d'Alberto en février 2010 (durant mon deuxième terrain) lors d'une réunion à la *Intendencia* où sont invitées différentes associations civiles et autorités de différents partis politiques pour discuter des propositions de changement du *Plan Regulador Metropolitano de Santiago* (PRMS). Mais ce n'est que lors de mon troisième terrain que je ferai un entretien individuel chez lui, en novembre 2010.

<sup>291</sup> « *Aunque estamos defendiendo lo nuestro, es lo más triste hoy día, si uno no defiende lo que tiene, que ellos no aman lo que tienen, porque esto hay que amarlo para poder defenderlo, hay que amarlo, y ... Hay un estudio hecho por la Universidad de Chile que lo estuve leyendo el otro día, que dice que de aquí al año 2040 el desierto, el desierto va a llegar a Santiago, y que ya el desierto ya, entró en la Quinta Región, entonces y si se siguen haciendo todas estas brutalidades de destrucción de las tierras y... el desierto va a llegar... ».*

Panul (que ce soit à Lo Cañas ou à la Pintana) au sens où les individus se montrent affectés lorsqu'ils font référence à la nature en danger, en expliquant qu'ils sont tristes ou qu'ils aiment cet endroit, ou encore quand ils décrivent l'environnement qu'ils veulent protéger, telles Annie ou Lucy lorsqu'elles me montrent leurs jardins, la précordillère, le quartier ou le Panul. Mais il est intéressant de remarquer que ces émotions impliquées dans la protection du territoire sont rapidement rationalisées par les citoyens. Les affects envers la nature, dans le cas des membres du RDP, sont décrits comme des éléments intérieurs, comme une expérience vécue : ils décrivent l'amour envers la précordillère ou le Panul à partir de ce qu'ils y ressentent. Notamment, quand Annie, Lucy et les autres l'ont « découvert » et qu'ils ont eu vent du projet de *condominios*, ils se sont sentis choqués, émus, bouleversés, tristes. Systématiquement, lorsqu'Annie, Sebastián ou Lucy parlent du Panul et de la précordillère, ils s'émeuvent.

Aimer implique d'être lié à un endroit, non seulement au sens de le garder, le protéger, mais aussi de mener des recherches pour mieux le comprendre. Ainsi les membres du RDP savent ce qui est précieux dans le Panul, pour quelles raisons et ils sont capables d'évaluer cette qualité. Quand Annie m'explique qu'il ne s'agit pas de dire que dans le Panul il ne faut pas construire « parce que je ne veux pas : non, c'est parce que tout est prouvé, géographiquement, géologiquement, du point de vue du climat aussi »<sup>292</sup>, elle essaie d'argumenter rationnellement la défense du Panul, tout comme Lucy ou les autres membres du RDP qui témoignent d'un « attachement incarné » (*embodied attachment*) (Heatherington, 2006 : 152) envers le territoire en question. Évidemment, les membres du collectif cherchent des arguments valides, reconnaissables par le plus grand nombre. Mais ces arguments rationnels sont inséparables du vécu, de l'expérience, de l'histoire et des sentiments nourris envers la précordillère. Comme l'explique Tracey Heatherington, il est important de « rejeter vigoureusement cette fausse opposition entre la raison et l'émotion qui méprise toute intelligence dont la posture est passionnée. Au contraire, les émotions peuvent résumer et condenser symboliquement des pensées 'rationnelles' ou littérales » (Heatherington, 2006 : 146)<sup>293</sup>. Cette auteure remarque que le travail conceptuel que nous réalisons personnellement conditionne l'expérience incarnée et vice-versa. De cette manière, un débat politique qui peut paraître insipide, neutre et théorique (telles que les discussions juridiques que nous verrons

---

<sup>292</sup> « No decir aquí no se puede construir porque no me gusta, no... porque está todo comprobado, geográficamente, geológicamente, desde el punto de vista del clima también... », Annie, entretien du 13/11/2010.

<sup>293</sup> « I vigorously reject a false opposition between reason and emotion that demeans the intelligence of anyone whose stand is passionate. On the contrary, emotions can summarize and symbolically condense 'rational' or literal thought' ».



plus loin), se transforme pour certains en une expérience intensément désagréable ou qui peut faire émerger rage et indignation.

Dans un sens similaire, et comme nous l'avons évoqué dans l'introduction, Jeanne Favret-Saada décrit l'être affecté comme ayant la possibilité d'ouvrir une communication qui peut être verbale ou non (Favret-Saada, 1990). C'est-à-dire, cette communication est verbale lorsque, par exemple, les acteurs disent des choses sans trop savoir eux-mêmes exactement pourquoi ils les disent. Lucy, par exemple, quand elle me raconte comment elle est arrivée à Lo Cañas, m'explique qu'elle était « complètement urbaine, mais qu'ensuite, elle a découvert des choses... D'un coup, en fait. Je me suis rendu compte que j'avais vraiment les pieds sur terre et que mon cœur était ici, je ne sais pas »<sup>294</sup>. Elle ajoute un « je ne sais pas » à la fin de sa phrase, comme si elle pensait en même temps qu'elle parlait, sans savoir exactement pourquoi elle dit ce qu'elle dit, comme si surtout elle décrivait ce qu'elle sentait sans pouvoir l'expliquer rationnellement. C'est ce que Favret-Saada appelle une communication verbale, involontaire et dépourvue d'intentionnalité (1990).

Lorsque les acteurs entrent en interaction, leurs émotions peuvent devenir un problème, notamment quand les membres du RDP sont désorientés par les évitements des autorités au moment d'affronter le problème du Panul, par exemple, et qu'ils perdent patience et finissent par s'indigner. Toutefois, nous allons voir que les émotions peuvent aussi aider aux échanges démocratiques.

Lors d'une réunion avec RDP, le Secrétaire Régional Ministériel (SEREMI) d'Agriculture (le 06/10/2010), se montre excessivement compatissant vis-à-vis de ses interlocuteurs. Il ne réprime ni ses émotions ni ses croyances. Il débute la réunion en dissertant sur le climat méditerranéen de Santiago, alors que les citoyens présents (membres du RDP et d'autres organisations civiles de Santiago) essaient de lui présenter le problème du Panul. Le Secrétaire ne prend pas le temps de les écouter, il continue par des remarques sur les bienfaits de ce climat et la chance de pouvoir en jouir à Santiago, il signale qu'il s'agit « d'une bénédiction... On devrait se frapper la poitrine toute la journée »<sup>295</sup> car, selon lui, le climat méditerranéen ne concerne que 5% des climats du monde. Sortant de son rôle de fonctionnaire, ou du rôle que le sens commun attribue à un fonctionnaire de l'État (rôle limité

---

<sup>294</sup> « *Vivía en Ñuñoa. Urbana total, pero uno descubre cuestiones. De repente, no sé. Yo ahí me di cuenta que tenía los pies muy en la tierra y mi corazón era de aquí. No sé* ». Entretien, 14/05/2008.

<sup>295</sup> « *Es una bendición... deberíamos estar todo el día golpeándonos el pecho* ». SEREMI, réunion au Secrétariat régional ministériel d'Agriculture, 06/10/2010.

par sa fonction publique, à donner des informations aux citoyens, à expliquer des faits de la manière la plus neutre possible et à représenter les intérêts de l'État), il se lance dans un discours sur le changement climatique au niveau global et divague sur le rôle des entreprises privées dans le pays, s'éloignant complètement des sujets présentés par les citoyens. Il recherche cependant l'attention de son auditoire, multipliant les tentatives d'empathie envers lui qui, à ma grande surprise, l'écoute avec attention. Habitée à ce que généralement les membres du RDP ne laissent rien passer, à ce qu'ils interrompent les fonctionnaires qui s'éloignent du sujet qui les intéresse, je suis étonnée du respect avec lequel ils écoutent le Secrétaire d'Agriculture. Ce n'est pas le fait que le Secrétaire évacue les aspects les plus concrets qui intéressent les citoyens qui soit surprenant, puisqu'en général les fonctionnaires évitent de donner des informations précises ou décisives. Mais ce jour-là, les interactions entre le fonctionnaire et les citoyens sont notablement plus amènes. La salle est plus confortable et intime que les bureaux dans lesquels j'ai accompagné à d'autres occasions le RDP, il y a du café, du thé, des biscuits. Le Secrétaire est un bon orateur, sa façon de parler est calme, posée, il n'interrompt pas les citoyens quand ils prennent la parole et se montre même réceptif à leurs propos. Lorsqu'Annie prend la parole pour exposer les problèmes qu'ils rencontrent pour défendre le Panul, qu'elle explique au Secrétaire les soucis qu'ils ont quant aux interprétations des décrets et des lois pour mettre en œuvre leur engagement, le Secrétaire lui propose son mail pour qu'elle lui envoie la documentation et ajoute même : « Et là, vous avez mon téléphone portable ». Quand Annie accuse les institutions publiques de ne rien faire pour protéger le Panul, surtout la CONAF qui, « avec des interprétations<sup>296</sup> capricieuses, de mauvaise foi, parce qu'il n'y a pas d'autres mots, vont accepter que la forêt soit élaguée »<sup>297</sup>, comment réagit le Secrétaire ? Il nomme par son nom propre le directeur des entités qu'évoque Annie, qu'il affirme connaître et fait remarquer : « Je ne pense pas qu'il agisse, comme vous dites, de mauvaise foi, d'accord ?... Je vais parler avec lui, je vais parler avec lui »<sup>298</sup>. Et puis, respectueusement, après qu'Annie a expliqué la situation du Panul et profitant d'un moment pendant lequel plusieurs personnes parlent en même temps, il dévie de nouveau la conversation vers d'autres sujets, évacuant par là-même les thèmes les plus sensibles ou conflictuels comme ceux du décret qu'Annie commençait à évoquer. Il parle ainsi des projets qu'ils ont au sein de l'institution qu'il dirige, et souligne de façon rhétorique leur grande préoccupation pour la précordillère : « Comment pourrait-il en être

---

<sup>296</sup> De certains décrets que nous verrons par la suite.

<sup>297</sup> « *Interpretación mañosa y de mala fe, porque no hay otra palabra, va a aceptar que se corte el bosque* ».

<sup>298</sup> « *No creo que actúe tan así, como dice usted, de mala fe ¿ah?... Voy a hablar con él, voy a hablar con él* ».

autrement ? »<sup>299</sup>. Ensuite, d'autres représentants prennent la parole et les sujets se multiplient. Implicitement, il y a une tension présente et constante entre les citoyens qui demandent, exigent et le Secrétaire qui essaie de se défendre ou qui tente de se montrer réceptif à leurs sollicitations. Mais, le Secrétaire ne perd aucune opportunité de se montrer sensible et empathique avec son auditoire. Ainsi, lorsque qu'un citoyen évoque des arbres de sa commune qui ont plus de 60 ans, le Secrétaire intervient soudainement et avec habileté :

« Je vais vous dire une chose... Pour que vous voyiez combien nous sommes en phase, je ne sais pas si on en a une... (*Pensif*). Excusez-moi mais je vais crier, 'Don Hernán (*en s'adressant à quelqu'un qui est dans une autre salle*), est-ce que vous avez la photo du mimosa<sup>300</sup>? (*Un fonctionnaire répond depuis l'autre salle et se met à chercher la photo*). Nous allons déclarer le mimosa l'arbre du bicentenaire de la région (*de nouveau, à la salle*), alors tout ce que vous me racontez, voyez-vous, je suis complètement d'accord ! »<sup>301</sup>.

En cherchant la complicité de ses interlocuteurs, il sait parfaitement comment captiver leur attention. Après que le Secrétaire demande la photo à un fonctionnaire, tous se remettent à parler en même temps. Un citoyen prend la parole et commence à expliquer pourquoi il s'oppose au changement des plans urbains de Santiago. Mais dès que la photo est apportée, on n'entend plus qu'exclamations et cacophonie. Tout le monde s'extasie devant la photo du mimosa du Chili : « Regardez comme il est beau ! » admire le Secrétaire ; « Quelle merveille ! », s'exclame un citoyen ; « Oh ! », soupirent quelques-uns. Lorsqu'Annie, surprise, demande l'âge de l'arbre, le Secrétaire, répond fièrement qu'ils pensent qu'il date de l'époque précolombienne. L'ambiguïté de la datation de l'arbre - car précolombien veut dire avant l'arrivée de Christophe Colomb - c'est-à-dire une période comprise depuis l'existence de l'homme sur le continent américain jusqu'à l'arrivée des Européens (1492), attise l'imagination des citoyens. « On est en train de faire des démarches pour qu'il devienne

---

<sup>299</sup> « *O sea nosotros, preocupación tenemos, cómo no vamos a tener preocupación de la precordillera* ».

<sup>300</sup> Petit mimosa (*acacia caven*) typique de la forêt sclérophylle du Chili qui se trouve aussi dans des pays comme l'Argentine, l'Uruguay, le Brésil et le Paraguay. Il est communément connu sous le nom d'*Espino*, sa croissance est très lente. Source : <http://parquedelasesculturas.providencia.cl/arboles/16espino.html> [consulté en mars 2015].

<sup>301</sup> « *Les voy a decir una cosa, nosotros tenemos, mire pa' que vea usted lo coordinados, no sé si tendré una, perdóneme que voy a gritar, don Hernán ¿tiene la foto del espino? Sí, nosotros vamos a declarar un espino, árbol bicentenario de la región, así que todo lo que ustedes me cuentan yo estoy totalmente de acuerdo, me entienden, o sea yo sin esta reunión, hago todo lo que estamos haciendo* ».

monument historique »<sup>302</sup>, ajoute le Secrétaire. « Fabuleux ! » s'exclame l'un des citoyens. « Et en plus, c'est mon fond d'écran, hein ! Juste pour information »<sup>303</sup>, achève le Secrétaire.

Tous les citoyens demandant des copies de la photo de l'arbre en question, le Secrétaire accepte et leur demande leurs courriels. Ils sont surpris, émus, émerveillés, ils argumentent qu'ils n'avaient jamais vu un arbre pareil. En plus de capter leur attention, le Secrétaire réussit à se montrer aussi sensible à la nature que ses interlocuteurs qui viennent justement faire valoir cet argument. Après l'épisode de la photo, Annie donne le détail des arbres dans le Panul. Face à la preuve de l'arbre, le « débordement émotionnel » (Eliasoph, Lichterman, 2011 : 396) s'étend aux autres interactions et une sorte d'harmonie s'installe. Les citoyens ne sont plus contre le fonctionnaire, comme dans la plupart des réunions auxquelles j'ai assisté ; l'épisode de la photo et l'émotion qui s'ensuit sert à dépasser les petits conflits entre les deux parties, au moins momentanément.

Grâce à l'empathie générée par l'émerveillement et la sensibilité que tous montrent envers la photo de l'arbre, des moments de disruptions s'apaisent plus facilement grâce à une complicité envers un sujet qui les unit (comme la valeur d'un arbre unique). Par exemple, à un moment où Annie parle des décrets qui pourraient sauver le Panul s'ils étaient appliqués, elle interpelle le Secrétaire en lui disant : « Ces décrets que vous devez connaître »<sup>304</sup>. Puis elle continue son explication, mais devant le silence du Secrétaire, elle insiste : « Vous les connaissez, n'est-ce pas ? » ; le Secrétaire ne pouvant plus faire omission de la question répond : « Non, ces décrets... Ce qui se passe, c'est que mes gens [*avec lesquels il travaille*] doivent les connaître... »<sup>305</sup>. Annie ne s'arrête pas sur sa méconnaissance et d'autres citoyens interviennent pour compléter l'information et expliquer à quels décrets elle fait allusion. Alors qu'une situation semblable, à d'autres moments et dans d'autres circonstances (notamment, lors des échanges avec Teresa à la Mairie par exemple), auraient pu faire émerger une indignation chez les citoyens, ce jour-là, on constate qu'une certaine solidarité et empathie s'est tissée avec le Secrétaire. Les citoyens se montrent plus enclins à expliquer leur position et à éviter le conflit.

Ainsi donc, les émotions et les affects sont non seulement disruptifs des situations et des échanges, créant des conflits, mais le partage des sensibilités peut aussi aider à développer

---

<sup>302</sup> « *Se piensa que es precolombino (...) y lo vamos a hacer, lo estamos arreglando para monumento histórico* ».

<sup>303</sup> « *Y para que sepan, ah, es mi fondo de pantalla* ».

<sup>304</sup> « *Estos decretos, que usted debe conocer* ».

<sup>305</sup> « *No, esos decretos, lo que pasa es que la gente mía sí los debe conocer...* ».

la communication et à surmonter les moments tendus. La rationalité et la sensibilité montrées par le Secrétaire font que les citoyens ont le sentiment de poursuivre les mêmes objectifs : État et citoyens sont unis, au moins durant cette réunion qui se passe plutôt bien. Cette sensation d'union est peut-être aussi due au fait que la rationalité du Secrétaire ne s'exprime pas beaucoup durant cet échange. Il se montre gentil, à l'écoute et évacue les sujets embarrassants, préférant parler plus abstraitement du changement climatique ou d'autres aspects plus propices à l'entente avec les citoyens. Cependant, dans d'autres échanges que nous allons voir par la suite, la place des sentiments est beaucoup moins importante puisqu'il s'agit de discuter d'aspects plus épineux de la défense de la précordillère. C'est notamment le cas des aspects juridiques qui, bien que l'on ait vu dans l'interaction avec le Secrétaire qu'ils peuvent être aisément évincés, dans d'autres cas où fonctionnaires et citoyens sont en désaccord, rendent les échanges beaucoup moins fructueux et « les conditions de félicité » (Berger et al., 2011 : 24) de ceux-ci beaucoup moins probables.

Tout compte fait, dans la plupart des cas que nous avons analysés, soit ce sont les fonctionnaires qui évacuent les affects, soit - lorsqu'il s'agit de réunions où sont discutés des aspects techniques - les affections que les citoyens peuvent ressentir vis-à-vis du problème qu'ils viennent présenter, sont déplacées. Par exemple, dans une réunion avec un fonctionnaire du Ministère du Logement et de l'Urbanisme, à Santiago (01/09/2008), je lui demande à quel niveau la protection légale de la précordillère peut-elle être mise en œuvre : chaque organisme public applique-t-il ses propres décrets ou existe-il des lois nationales de protection des forêts, comme celle de la précordillère. Il me répond que « le Plan d'Urbanisme de Santiago peut le faire, mais que c'est effectivement le Ministère de l'Agriculture qui protège les sols à valeur agricole, et pas sentimentale, ceux qui ont une valeur agricole d'espèces spéciales, de forêt (...) »<sup>306</sup>. Il est intéressant de noter comment le fonctionnaire se protège en évoquant la « valeur sentimentale », sachant que les citoyens revendiquent des raisons affectives pour défendre le territoire, mais en rappelant immédiatement qu'elle n'a pas de valeur légale. De la sorte, dans un contexte où finalement la protection de la précordillère doit être argumentée en termes juridiques afin d'être entendue par les autorités, les citoyens vont aller discuter spécifiquement des décrets et des lois qui pourraient sauver le Panul.

---

<sup>306</sup> « Pero en el regulador se puede hacer, pero efectivamente Agricultura protege para los que tienen valor agrícola, no sentimental, si tiene valor agrícola de especies especiales, de bosques o de todo tipo de plantación agrícola (...) ».

## **22. Le recours au droit pour parler au nom de la précordillère : l'arrivée des jeunes.**

Dans leur recherche des meilleures stratégies à adopter, les membres de l'association se déplacent dans différentes arènes. Peu à peu ils comprennent qu'ils doivent se situer d'égal à égal face aux autorités. Pour cela, on l'a vu, ils parcourent un long chemin de formation afin d'acquérir de nouvelles connaissances et compétences. Comme nous l'avons constaté lors des réunions, les autorités manifestent ne pas pouvoir « faire grand-chose », elles affirment qu'elles n'ont pas les instruments qui permettraient d'assurer la protection de la précordillère, comme le souhaiteraient les riverains de Lo Cañas. Cependant, sous la pression des citoyens – dans un contexte où ils ne sont pas invités à participer – l'administration locale (de la mairie) et régionale (de Santiago) se trouve mise en demeure d'appliquer les normes. Les citoyens engagés dans la défense de la précordillère, attentifs à tout ce qui touche à ce territoire, deviennent progressivement des vigiles qui assument la tâche de dénoncer toute irrégularité dans la gestion de la précordillère.

Nous avons vu que le recours à la science par les membres du RDP n'est pas suffisant pour obtenir des réponses de la part des autorités ; bien qu'ils s'efforcent de montrer les preuves de ce qu'ils avancent, les membres ne reçoivent pas les résultats attendus : que El Panul devienne un parc public, que la précordillère soit protégée, que les projets immobiliers dans la précordillère soient arrêtés, que la forêt endémique soit valorisée. Même si le recours à la science et à l'expertise permet aux riverains de nommer les spécificités qui, en termes de dangers et de valeur, définissent la précordillère, il ne leur permet pas d'atteindre les buts qu'ils poursuivent. Jusqu'alors, et tant que Teresa et les autres fonctionnaires affirmeront que leurs possibilités d'action sont limitées, le RDP ne remportera pas de victoire concrète.

En butte aux stratégies d'évitement des autorités devant la mise en demeure qui leur est faite de prendre en charge les problèmes posés par la planification urbaine ou les risques dans la précordillère, les membres du RDP cherchent d'autres stratégies pour être écoutés et pour que leurs demandes soient prises en compte. Leurs « arguments de fond sont scientifiques parce que ce sont les arguments qu'[ils ont] toujours utilisés », comme le dit Sebastián, au cours d'une réunion chez Annie (01/12/2009). Cependant, ils vont aller puiser dans d'autres domaines au fur et à mesure qu'ils reformuleront les spécificités de cette précordillère qui, avant l'existence du RDP, n'était qu'un paysage lointain tout comme le Panul n'était qu'un lieu méconnu pour les riverains.

À partir de mon deuxième terrain ethnographique, en octobre 2009, lorsque je rentre à Santiago<sup>307</sup>, mis à part les arguments scientifiques, je constate que des arguments d'un autre ordre sont avancés pour défendre la précordillère. En effet, dès mon retour de Paris, lors de la première réunion à laquelle j'assiste pour me réintégrer au RDP, je remarque que Sebastián n'est plus le jeune avocat qui n'intervient que rarement ; avec Daniel – jeune avocat aussi – ils sont tous les deux très actifs, non seulement ils prennent la parole mais avec Annie, ils sont désormais à la tête du mouvement. Dans cette réunion qui a lieu le 20 octobre 2009, je constate des changements importants avec l'arrivée de nouveaux intégrants. Sebastián est accompagné de deux autres camarades de l'école de droit de l'Université du Chili : Daniel, jeune avocat d'une trentaine d'années qui travaille à la mairie de La Florida depuis quelques mois, fait désormais partie du collectif et Fabiola, jeune consultante en ingénierie environnementale, essaie de s'intégrer au groupe plus consolidé du RDP (le « noyau dur », comme l'appelle Annie, constitué fondamentalement par Sebastián, Daniel, Jenaro, Lucy et Annie). Marta, professeure de danse, participante occasionnelle du RDP essaie, pour sa part, d'organiser un « carnaval » pour « défendre El Panul ».

La première évidence qui s'impose, suite à cette réunion, est celle de la primauté des arguments juridiques au sein des discussions des membres du RDP, ce qui ne va pas sans entraîner certaines altercations. Face à l'expertise que montrent ces jeunes avocats, les membres les plus anciens se sentent diminués, c'est-à-dire qu'ils se sentent laissés de côté et qu'ils ont du mal à suivre les conversations techniques. Cela provoque des conflits, surtout parce que Daniel et Sébastien parlent avec prestance et bravoure, ce qui intimide les autres membres comme Jenaro ou Lucy, habitués à des échanges moins vigoureux. Cependant, il est indéniable que la présence de Sebastián et de Daniel donne une autre dynamique au Réseau : Annie est très satisfaite de leur travail, elle leur fait pleinement confiance et se sent bien accompagnée par ces jeunes qui lui prêtent la force dont elle a besoin, surtout après avoir été malade. Fabiola ne réussit pas à avoir le statut privilégié que détiennent ces jeunes avocats, ou moi-même d'ailleurs, justement parce qu'elle accuse les jeunes d'être trop agressifs et parce qu'Annie la regarde avec méfiance : elle et les autres membres du noyau dur craignent que

---

<sup>307</sup> Rappelons que le premier terrain se déroule entre avril 2008 et septembre 2008. Ensuite, je retourne à Paris pour y rester presque un an et en octobre 2009, je commence le deuxième terrain à Santiago qui se prolonge jusqu'en mars 2010. Cependant, compte tenu du tremblement de terre qui secoua le Chili le 27 février 2010, le mois de mars ne fut pas très productif ethnographiquement. Enfin, le troisième terrain, beaucoup plus court, se déroule entre octobre et novembre 2010.

Fabiola n'ait des intérêts politiques<sup>308</sup>. Aussi, au cours de la réunion, celle-ci se dispute vivement avec Daniel, très agressif avec elle. Les relations entre les jeunes qui viennent de s'intégrer au RDP sont tendues et beaucoup plus virulentes que les relations qu'avaient les membres fondateurs lorsque j'ai connu l'association. Aujourd'hui, les jeunes avocats, fondamentalement Daniel et Sebastián, dès lors qu'ils ont le soutien d'Annie, voient leur place au sein du RDP renforcée, contrairement à Fabiola qui est constamment mise en question. Pourquoi Annie fait-elle pleinement confiance à Daniel et à Sebastián ? Pourquoi leurs arguments sont-ils privilégiés au détriment de ceux de Fabiola ? Comment se fait-il que les arguments juridiques avancés par ces jeunes avocats prennent le devant de la scène ? Ce sont les questions qui émergent à la sortie de la première réunion au début du deuxième terrain.

Cependant, à l'instar du recours à la science, le recours aux arguments juridiques n'est finalement qu'une nouvelle tentative pour se confronter à l'État. Les jeunes, plus sceptiques et moins soucieux de conserver une bonne entente avec ses représentants, sont plus enclins à affronter les autorités dans le but de repousser les délais de la destruction imminente du Panul. L'appareil étatique, s'il ne rejette pas les pétitions des citoyens pour protéger le Panul, ne se charge pas non plus d'y donner suite. Ainsi, la recherche d'arguments juridiques est une nouvelle forme de résistance pour les habitants de Lo Cañas, qui permet à ces jeunes de s'exprimer à leur guise, d'exposer leurs affects avec assurance, forts des arguments techniques qui soutiennent leurs actions. Pénétrer la bureaucratie du droit, chercher des arguments juridiques, des décrets, faire des démarches légales, les entraîne dans des processus qui leur permettent, si ce n'est de protéger momentanément le Panul, au moins de retarder sa disparition. De la sorte, la recherche d'arguments juridiques et le recours à des décrets, même s'ils finissent par échouer face à l'appareil de l'État, ouvrent des portes aux membres du collectif et légitime leur engagement.

---

<sup>308</sup> En effet, Fabiola ne cache pas son soutien à certains hommes politiques et candidats de la commune, ce qui sème la méfiance chez ses compagnons qui perçoivent négativement tout engagement politique partisan. En novembre 2009, lors des élections parlementaires, Fabiola organise une fête à vélo à La Florida pour soutenir la candidature de Carlos Montes à la députation de La Florida, événement qui finit par l'éloigner encore plus du RDP et faire disparaître le peu de confiance qui lui prêtaient les autres membres du Réseau.





### 23. Quand le recours au droit permet de dépasser les altercations.

À cette première réunion d'octobre 2009, Jenaro et Fabiola, que je n'avais vue qu'une fois auparavant, me reconnaissent et me font signe. Jenaro s'approche de moi avant que la réunion ne commence, me murmure qu'ils ont besoin d'argent et me demande à voix basse si je ne pourrais pas trouver de financements à l'étranger. Je réponds évasivement et essaie de dévier l'attention sur la réunion qui commence. Parmi les personnes présentes, plus qu'à l'accoutumée, il y a quatre adolescents d'un lycée proche de Lo Cañas qui viennent en représentation de leur classe pour participer du RDP. Deux d'entre eux participent déjà avec Sebastián à un sous-groupe qu'ils tiennent un peu en secret et en marge de l'action des anciens membres (qui ne sont pas vraiment d'accord avec cette idée, comme je le constaterai par la suite)<sup>309</sup>.

Lucy n'est pas présente à la réunion du 20 octobre 2009 qui se déroule au siège de la *junta de vecinos* de Lo Cañas. Tout d'abord, je pense qu'elle a eu un empêchement ce jour-là ; or une fois la réunion finie, Annie me raconte que Lucy, n'ayant pas accepté l'arrivée des jeunes, ne participe presque plus au RDP, raison pour laquelle Annie a été « en dépression pendant un mois ! ». « Ce fut douloureux... Les hommes, ce n'est pas pareil ! », ajoute-t-elle. Óscar est parti aussi, mais au Mexique. Ensuite, elle me parle de sous-groupes de jeunes du RDP mais sans beaucoup d'intérêt car ce qui la motive vraiment, c'est que le cas du Panul est désormais traité par des professeures en droit environnemental de l'Université du Chili. En effet, grâce aux relations de Sebastián, deux de ses professeures ont accepté d'analyser le Panul au sein du séminaire « Droit environnemental et résolution de conflits » où elles préparent un rapport d'une part, pour analyser l'applicabilité de certains décrets, les compétences du Ministère du Logement et de l'Urbanisme et de la CONAF et d'autre part,

---

<sup>309</sup> Au début, j'ai essayé de participer à quelques meetings de ce sous-groupe de jeunes mais ils se déroulaient tard dans la nuit, chez l'un des jeunes à La Florida, et étant perçue comme un membre du groupe plus ancien du RDP, je n'étais pas considérée dans leurs réunions. D'autre part, les actions de ce groupe ne peuvent être analysées ici car cela exposerait des actions que les membres voulaient maintenir secrètes afin de protéger les jeunes. Puisque Sebastián m'avertit qu'il ne fallait parler de ce groupe à personne et dans la mesure où leurs activités s'éloignaient des propos de cette ethnographie, je n'ai pas fait d'entretiens car il ne m'a pas semblé déterminant pour mon travail de m'introduire dans ce sous-groupe. J'ai préféré maintenir ma place au sein du RDP pour suivre leurs interactions avec les autorités et experts.

pour étudier le fonctionnement du Système d'Évaluation d'Impact Environnementale dans le projet immobilier du Panul<sup>310</sup>.

Annie n'a plus à ses côtés les autres « vieilles » du RDP, comme elle les appelle affectueusement : les jeunes ont finalement déplacé Lucy qui avait du mal à s'entendre et à dialoguer avec eux. Aujourd'hui, c'est surtout Sebastián et Daniel, « qui s'est engagé à travailler gratuitement », qui la soutiennent, affirme-t-elle. L'arrivée des jeunes installe une nouvelle ligne argumentative au sein du collectif. Dès le début de la réunion, Annie annonce que la défense de la précordillère, « ça se gagne par décret de loi : le décret de '74 qui protège la précordillère. Si ce décret avait été appliqué, rien ne se serait construit (...). Jamais un groupe de citoyens n'a exigé que ce décret soit appliqué ». Annie attire ainsi l'attention sur deux faits : d'abord, la découverte d'un décret qui pourrait éviter la disparition de la flore et de la faune du Panul. Concrètement, elle se réfère aux décrets n°82 et n°327 de l'année 1974<sup>311</sup> qui établissent la protection des zones précordilleraïnes, des ravines, des zones d'attraction touristique, le maintien de la flore et de la faune, la beauté du paysage et des sols, ainsi que l'interdiction d'élagage d'arbres ou d'arbustes ainsi que l'exploitation de forêt native (Durán, Lorca, 2009). Deuxièmement, elle met aussi l'accent sur le fait que ce soit un groupe de citoyens et non les autorités qui exigent l'application des normes. « Notre équipe d'avocats est en train de préparer la défense », argumente Annie en cours de réunion. Alors que quand je quittais le terrain en 2008, le problème était justement que les membres, surtout Lucy et Annie, ne savaient pas comment interpréter les lois et les décrets en faveur de la précordillère, aujourd'hui Annie est ravie de compter sur l'aide de Daniel et Sebastián. Dorénavant, la défense s'appuie sur des décrets et sur le travail des avocats.

La précordillère n'est pas une, elle n'est pas universelle ni extérieure (Despret, Strivay, 2010). La précordillère existe au contraire sous différentes formes : elle existe au sein du RDP comme revendication et comme un ensemble de demandes ; elle existe au sein des pouvoirs publics ; elle existe, pour d'autres motifs et d'autres conceptions, pour les entreprises immobilières. Elle est un espace naturel, un territoire défendu, un objectif pour développer de nouveaux projets immobiliers, la source de recherches géologiques et

---

<sup>310</sup> « *Informe en Derecho. Proyecto inmobiliario 'El Panul 164'* », réalisé sous la direction des professeurs Valentina Durán et Lorena Lorca au sein du séminaire « Droit environnemental et résolution de conflits » de la Faculté de droit de l'Université du Chili (Durán, Lorca, 2009).

<sup>311</sup> Ces deux décrets établissent la protection de la zone de la précordillère : le décret 82, en particulier, stipule l'interdiction d'élaguer des arbres et des arbustes dans la zone de la précordillère et de la cordillère andine, mais leurs interprétations présentent plusieurs imprécisions. Nous y reviendrons.

géographiques. Enfin, comme nous venons de le voir, la précordillère est aussi objet d'émotions et d'affects.

La précordillère n'est pas un endroit préservé ni un parc défini ou délimité, elle est plutôt un endroit en devenir : devenir (potentiellement) parc public, devenir (éventuellement) la cible de projets immobiliers et de *condominios*, devenir lieu de futurs coulées de boue ou d'éventuelles nouvelles catastrophes. C'est en nommant la précordillère sous ces différentes formes qu'elle prend place dans la réalité. Elle n'existe pas comme lieu neutre, unique (bien que la forêt soit revendiquée comme unique aux yeux des riverains engagés). En ces termes, les décrets qui la protègent donnent une existence à la forêt en tant que « sujet de droit ». L'importance du recours au droit est d'attribuer à la précordillère une existence en tant que territoire géré par les organismes publics, pour que la précordillère puisse avoir aussi une citoyenneté, c'est-à-dire, qu'elle puisse jouir de droits. « La citoyenneté a d'abord un sens juridique »<sup>312</sup> (Schnapper, 2014) et en ce sens, en faisant appel à une légalité qui puisse donner des droits à la précordillère (car jusqu'à présent elle est traitée comme un territoire quelconque), Annie et « son équipe d'avocats » espèrent lui donner une définition et une reconnaissance. Ils cherchent à la faire exister en tant qu'entité gérée par l'État, pour qu'elle ait une légitimité, pour que des dispositifs veillent à son existence et à sa préservation. Au moment où le RDP et les riverains nomment la précordillère, celle-ci commence à exister. Et lorsqu'ils « découvrent » des lois et des décrets qui protègent la forêt de la cordillère des Andes, son existence devient encore plus irrévocable pour eux.

En définitive, la précordillère est l'acteur qui permet l'existence du RDP, de même que sa valeur légale assure la reproduction de la défense de ce territoire. La citation d'Annie souligne que ce sont eux, les citoyens, qui ont fait des recherches pour mettre en valeur et revendiquer cette valeur légale car la précordillère est la création d'un savoir développé au sein du RDP : elle est un ensemble de décrets, de demandes de justice, de revendications de droits. Elle n'est plus un paysage, ou juste une forêt à valeur unique, mais elle devient un acteur résultant de la création de savoirs de la part des citoyens, des scientifiques, des autorités. La lutte des citoyens consiste donc maintenant non pas tant à faire reconnaître la valeur naturelle de la précordillère qu'à lutter pour que les décrets concernant la protection des forêts primaires soient appliqués au Panul. Mais comment parvenir à faire appliquer un droit général pour protéger une forêt particulière comme le Panul ?

---

<sup>312</sup> Dominique Schnapper, « Citoyenneté », *Encyclopædia Universalis* disponible sur le site web <https://universalis.aria.ehess.fr/encyclopedie/citoyennete/> [consulté le 18 décembre 2014].

Les décrets que revendiquent les membres du RDP ainsi que le rapport des professeurs de droit Durán et Lorca pourraient, potentiellement, éviter la destruction de la forêt Panul. Cependant, le recours au droit soulève au moins trois enjeux. Tout d'abord, sans une administration chargée de les appliquer (que ce soit au niveau de la mairie ou des ministères), ces décrets n'ont aucune portée. D'autre part, le recours au droit renforce la particularité de chaque dimension qui, mises ensemble, englobent ce que signifie la précordillère (eaux, sols, flore, etc.). Troisièmement, contrairement aux rapports scientifiques, les lois sont formulées avec imprécision et les décrets ne manquent pas d'ambiguïté. De la sorte, alors que le droit sectionne la précordillère, les décrets qui peuvent être appliqués pour défendre la précordillère sont en même temps si vagues qu'ils ouvrent la possibilité à des interprétations diverses. C'est sur ces marges d'interprétation que joue le RDP dans cette nouvelle étape du collectif. La manœuvre légale du collectif consiste donc à questionner les interprétations des décrets lorsqu'elles vont à l'encontre de la forêt et à faire appel aux interprétations qui aident à sa protection. Dans ce jeu, comme le dit Sebastián dans une réunion ultérieure du RDP, il s'agit de retarder le plus possible la mise en œuvre de projets immobiliers via la contestation juridique, de manière à réunir une force politique massive pour que de plus en plus de personnes adhèrent à la cause du Panul :

« On sait bien que cette lutte, on ne va pas la gagner par la voie institutionnelle juridique ; on sait par contre qu'on doit lutter dans cette voie, parce qu'on doit retarder, retarder, retarder le plus possible (...) »<sup>313</sup>.

Le recours au droit au sein du RDP se base fondamentalement sur le rapport de l'Université du Chili cité plus haut. À partir de l'ambiguïté des décrets, les membres du RDP et les professeurs étudient les interprétations possibles et l'applicabilité des lois. Dans ce rapport, sont analysés juridiquement les rôles de chaque organisme qui pourrait avoir une incidence sur l'avenir de la précordillère et plus particulièrement de la forêt. Ainsi, les compétences de la mairie de La Florida, de CONAF, du Ministère du Logement et d'Urbanisme, du Système d'Évaluation d'Impact Environnementale, du Ministère de l'Agriculture sont étudiées indépendamment les unes des autres (Durán, Lorca, 2009). De la sorte, au sein du rapport, les normes de chaque organisme sont analysées dans chaque cas : la CONAF possède telles attributions, alors que la mairie en a telles autres et ainsi de suite. Ces

---

<sup>313</sup> « Si bien sabemos que esta lucha no la vamos a ganar por el flanco institucional-jurídico, sabemos que tenemos que luchar por ahí, porque tenemos que aplazar, aplazar, aplazar lo máximo posible (...) ». Réunion du RDP chez Annie, 05/10/2010.

réglementations sont loin d'être résolutive quant au sort du Panul ; il n'y a en effet pas une résolution finale qui déterminerait la conservation ou la disparition de la forêt en question. Le droit sépare en unités l'eau, le sol, la flore, la faune, la planification urbaine, les monuments historiques, les ravines, etc., chacun de ces aspects étant abordé à part par chaque organisme. Comment le RDP articule-t-il le caractère général des mots « environnement », « nature » ou « précordillère » avec la séparation des entités sur laquelle se base le droit ? Nous allons voir qu'effectivement le RDP se concentre sur des « environnements » où sont compris différents aspects qui conforment ce que le collectif définit comme précordillère. De même que le droit, le Réseau ne voudrait pas défendre ou protéger la « nature ». Bien que les membres du collectif en appellent à la « défense de la précordillère » – d'ailleurs rien qu'à en juger par le nom du collectif, on pourrait penser qu'il s'agit de la précordillère au sens général – et qu'à différents moments, ils parlent de vouloir protéger toute la « précordillère », la « nature » ou l'« environnement » de la « précordillère », c'est finalement le Panul, qu'ils défendent spécifiquement.

Une autre conséquence de l'ambiguïté avec laquelle sont formulés les décrets est que les membres de l'association se retrouvent contraints à de nouvelles procédures bureaucratiques, ce qui, d'une part, les aide à retarder le projet immobilier, comme le disait Sebastián, mais en même temps, les place dans un état d'incertitude quant au devenir du Panul. Aussi, cela entraîne les membres du RDP à solliciter auprès de la mairie des explicitations quant à la réglementation en question et à consulter auprès de l'administration centrale si certains décrets peuvent être appliqués au Panul. Le problème est que, soit les réponses n'arrivent pas, soit elles tardent plus d'un an et, lorsqu'elles arrivent, elles ne sont pas suffisamment précises, conduisant les citoyens et l'administration à de nouvelles démarches bureaucratiques. Bien que le processus fatigue les citoyens et les fonctionnaires, mettant à l'épreuve les émotions et les motivations de chacun, leur faisant perdre patience, les conduisant à l'énervement, à l'exaspération voire au conflit, ces mobilisations associatives avec leurs innovations contribuent à « fluidifier » la démocratie (Lolive, 2010) car elles posent de nouveaux défis, des débats, des contestations qui, à long terme, vont influencer les politiques publiques, les décrets, la défense des territoires.

Sebastián explique que sa professeure lui a dit que le maire avait adressé une demande à la *Contraloría*<sup>314</sup> pour déterminer si certains décrets que les membres du RDP revendiquent

---

<sup>314</sup> « Organisme de contrôle de l'administration de l'Etat » qui veille à la juridicité administrative au Chili, Vergara, Zúñiga, 2008.

pour défendre la précordillère pouvaient être appliqués ou pas dans le cas du projet immobilier. D'après la professeure de l'Université du Chili, la « réponse n'est pas très positive, mais on s'y attendait » surtout parce que d'après elle la consultation est très mal formulée, affirme Sebastián (courriel du 24/06/2010). De plus, les demandes d'explicitation ainsi que la communication entre les différents organismes sont lentes, tout prend plus du temps que prévu. Entre l'envoi de la consultation qu'évoque Sebastián et sa réponse, six mois s'écoulent. Cependant, grâce à ces imprécisions et retards concernant les aspects légaux, pour savoir quelle loi s'applique dans tel contexte, les membres peuvent intercéder au sein de processus dans lesquels l'État ne leur accorde pourtant pas de place légitime. Comme le dit Jenaro au cours de la réunion, ils ont la possibilité d'« utiliser les contradictions internes à l'État »<sup>315</sup>. Si la précordillère était normée, leurs actions seraient beaucoup plus limitées ; c'est grâce à l'indétermination qu'ils peuvent innover, proposer, s'immiscer et intervenir. L'ambiguïté concernant l'applicabilité des lois – par exemple, si tel décret concernant la faune et flore native peut être appliqué dans la précordillère pour protéger la forêt, ou si telle réglementation d'urbanisme sert à empêcher des projets immobiliers dans des zones à risques – leur donne une multiplicité d'orientations pour essayer de prendre part à des décisions et de proposer des solutions.

De plus, le recours aux normes met le RDP dans une position de reconnaissance importante vis-à-vis des autorités. Le fait d'accueillir des jeunes d'universités prestigieuses au sein du RDP, d'avoir le soutien de professeurs de la faculté de droit de l'Université du Chili, met les membres dans une situation privilégiée dans la réalité des demandes citoyennes. Comme le dit Annie, en mobilisant des décrets pour défendre le Panul, ils constituent un précédent en termes de mobilisations à Santiago. Il faut voir comment Daniel ou Sebastián élèvent la voix, sans peur aucune de se faire entendre, comment ils concrétisent des actions que le RDP n'avait jamais réussi auparavant, pour comprendre l'assurance qu'acquiert Annie avec eux. Peu à peu, elle leur demande leur avis pour toute prise de décision. Alors qu'avec ses anciennes collègues comme Lucy, Pilar ou Ana María, elles avaient du mal à prendre le devant de la scène, à être les faces visibles du mouvement, avec les jeunes, la visibilité du mouvement est garantie.

Cependant, comme nous l'avons mentionné plus haut, l'arrivée de ces jeunes plus subversifs génère des heurts. Alors que les nouvelles générations vont plus facilement à la

---

<sup>315</sup> « *Utilizar entonces las contradicciones dentro del estado* ».

confrontation, les plus anciens comme Annie, Lucy et Jenaro évitent les conflits et tentent de maintenir un certain respect entre eux. Face aux jeunes, les plus âgés se sentent en dehors du débat, ils en restent en marge. Daniel, par exemple, très engagé à gauche, donne de grands discours souvent émaillés de mots violents. Dans les réunions, il lance sans arrêt des attaques contre ceux qui ne sont pas présents ou ne participent pas activement. Provocateur, il assène constamment des phrases qui choquent. Il qualifie Annie d'environmentaliste par opposition à lui qui ne l'est pas : « Je défends le bien commun »<sup>316</sup> s'exclame-t-il d'ailleurs dans cette réunion d'octobre 2009.

Compte tenu de la diversité des acteurs présents à cette réunion d'octobre 2009, chacun essaie de trouver sa place en insultant l'autre, dans lequel il ne se reconnaît pas nécessairement. Bien que l'arrivée des jeunes avocats et la volonté d'installer un discours juridique au sein du RDP aide à la consolidation de l'association, en termes d'expertise, cela fragilise aussi les liens affectifs existant entre les membres qui se connaissent depuis des années et génère un clivage, non seulement en termes d'âges, mais aussi entre ceux qui ont incorporé le langage juridique et ceux qui n'y arrivent pas. De plus, l'association est aussi divisée au sujet de la forme que prend l'engagement, sous l'impulsion de Sebastián et de Daniel. Alors que les jeunes sont prêts à aller voir la presse, à confronter le maire ou d'autres autorités, les plus âgées comme Lucy étaient partisans d'actions beaucoup moins visibles, plus ciblées et qui affichaient un engagement moins politisé, tel qu'amener les élèves d'une école faire des balades dans la précordillère.

Mais ce qui génère les fissures les plus importantes au sein de l'association avec les nouveaux intégrants, c'est l'expertise que chacun peut mettre à disposition de la défense du Panul. Dans la mesure où Sebastián et Daniel mettent en avant un savoir comme condition *sine qua non* pour argumenter en faveur du Panul devant les autorités, leur place est beaucoup plus légitime que celles des autres jeunes. Par exemple, on s'en souvient, Fabiola et Annie ne parviendront pas à trouver un terrain d'entente. Même si elles ne le verbalisent pas en ces termes, les tensions sont évidentes. À un moment de la réunion, Fabiola se plaint qu'en tant qu'association, ils sont perçus « comme un groupe de vieilles 'bourges' ». Annie riposte qu'elle n'est pas bourgeoise, ce à quoi Fabiola répond : « Vous avez de l'argent mais vous n'êtes pas bourge ». Fabiola perçoit Annie dans une position beaucoup plus privilégiée qu'elle, de même que Sebastián et Daniel. Cependant, Sebastián et Daniel le font avec

---

<sup>316</sup> « *Yo no soy ambientalista, pero sí creo que estamos hablando de riesgo que está corriendo la población* ».



humour, par exemple ils n'attendent pas d'invitation pour se rendre chez Annie, lieu qui devient de plus en plus la « maison » de l'association et surtout le lieu où le RDP se réunit en petit groupe (Sebastián, Daniel, Annie, Jenaro – occasionnellement – et moi même), au point qu'un jour ils arrivent avec leur maillot de bain et une partie de la réunion se fait avec la moitié du groupe dans la piscine d'Annie. Ils ont clairement une relation plus proche avec Annie, ils s'occupent d'elle et de sa famille, l'aident dans différentes tâches, lui rendent visite régulièrement et deviennent proches des filles et de la petite-fille d'Annie. Alors que Fabiola ne traverse pas cette ligne vers l'intimité, elle est toujours dans les réunions un peu à la défensive, un peu distante, en partie parce qu'Annie, Sebastián et Daniel, sont constamment en train de la mettre en question.

Ce jour-là, Fabiola rappelle qu'ils sont un groupe de « jeunes diplômés » qui travaillent gratuitement pour le RDP, comme pour marquer une différence non seulement en termes d'âge avec Annie, mais surtout en termes de position sociale, en essayant de faire partie du groupe d'experts de l'association. Fabiola se considère comme quelqu'un qui a réussi (à être diplômée, à avoir un travail) grâce à son effort, de même que Daniel qui me raconte qu'il vient d'un milieu très défavorisé. En effet, ni Fabiola, ni Daniel ni Sebastián ne sont des habitants des parcelles, ils habitent à La Florida certes, mais « en bas » et non dans la précordillère. Néanmoins, ces alliances improbables entre une « vieille bourge », telle que les jeunes perçoivent Annie (certains avec amitié comme Sebastián et Daniel et d'autres, comme Fabiola, avec un certain mépris) et de jeunes diplômés issus de milieux moins privilégiés, leur permettent pourtant d'élaborer de véritables demandes légitimes au sein du RDP. Comme le remarque Annie, ils créent un précédent dans le milieu des revendications citoyennes à Santiago car ils réussissent à mobiliser un savoir expert, scientifique et juridique, de même qu'à parler d'égal à égal avec les autorités et à convoquer des publics divers (lycéens, avocats, géographes, ONG, habitants de la précordillère et d'« en bas » ainsi que d'autres communes et organisations).

Après les heurts entre Fabiola, Annie et les jeunes avocats, Sébastian prend la parole pour se « concentrer sur les aspects légaux », insinuant qu'il s'agit maintenant de parler de choses sérieuses car « le 30 novembre, les autorités doivent répondre aux Études d'Impact Environnemental (EIA) ». La mairie n'a pas donné les permis de construire, le département où travaille Teresa a refusé le projet dans El Panul. Ils peuvent donc gagner du temps jusqu'à ce que les articles 82 et 327 soient éclaircis, affirme Sebastián. « On essaie d'avoir un argument juridique. On a le laboratoire environnemental de l'Université du Chili, très

prestigieux, qui nous fait le rapport pour fin octobre » souligne-t-il. Lorsque la discussion se centre sur des objectifs communs, les heurts se déplacent et la tension diminue. Parler de normes et d'actions concrètes aide les membres à surmonter leurs différends. L'évocation des décrets et des lois calme et resitue les assistants dans la réunion.

Annie, Lucy et les plus âgées ont une relation beaucoup plus proche avec la précordillère que Daniel, par exemple, qui n'y a jamais vécu. Annie raconte qu'elle a participé avec Daniel à une activité du quartier proche de Santa Teresa qui consistait à planter des arbres, elle dit avec humour : « Nous avons planté des arbres au nom du RDP. Pour Daniel ce fut son premier arbre, pour moi le énième ! ». Si elle peut cohabiter avec Daniel au sein du RDP, même si lui ne s'intéresse pas aux plantes, à la flore et à la faune du Panul comme elle, c'est parce que le mérite de Daniel est, pour elle, d'être avocat et qu'elle sait qu'elle peut compter sur lui. Elle s'appuie beaucoup sur lui et Sebastián, me dit-elle à la sortie de cette réunion, fière de leur engagement. Le savoir juridique dont font preuve Sebastián et Daniel leur permet d'acquérir une légitimité différente au sein du RDP. Même s'ils n'habitent pas Lo Cañas, le fait qu'ils soient légitimés par Annie s'explique parce qu'ils sont capables de mobiliser un savoir qui non seulement peut sauver le Panul mais aussi grâce auquel le RDP peut affronter les autorités. C'est pourquoi la place des avocats réaffirme moins une identité de quartier ou de territoire, qu'un passage de l'association citoyenne vers une association d'experts où ce qui importe, ce sont les arguments avec lesquels la défense va être mise en œuvre.

La présence d'avocats capables de construire un discours juridique leur donne plus de crédibilité vis-à-vis des publics qu'ils rencontrent. Lors d'une autre activité, sur une place de la commune de Ñuñoa de Santiago, j'entends quelqu'un demander à Annie un entretien, qu'elle accepte en rajoutant qu'elle s'y rendra avec son avocat, Daniel. Les arguments juridiques leur permettent ainsi de s'introduire dans de nouvelles arènes et de créer de nouvelles alliances. Un exemple est celui de Gustavo, un jeune avocat issu d'un milieu aisé, connu à Santiago pour avoir réussi à empêcher le développement immobilier d'une colline importante située dans une commune riche de la capitale, qui va proposer au RDP de les accompagner à une réunion avec CONAF, le 11 mars 2010 (nous en reparlerons).

En révélant les contradictions de l'État en termes légaux, comme le propose Jenaro, ils accèdent à un milieu de discussion plus fermé, plus expert, où les citoyens ont une place qui les situe face à face aux autorités, dans un contexte où les voies institutionnelles ne leur permettraient pourtant pas de s'asseoir pour discuter avec les représentants politiques et pour

donner leur opinion. Leurs revendications se réaffirment maintenant moins sur l'identité du quartier (sur ce que signifie vivre à Lo Cañas) que sur le fait d'être une petite association d'experts, un lieu de formation, où l'on apprend à défendre l'environnement et à construire des arguments. De cette manière, lors de la réunion du RDP du 30 octobre 2009, lorsque je me réintègre au collectif, les arguments avancés sont constamment complétés par des références juridiques. Par exemple, Jenaro signale que « n'importe quel citoyen peut dénoncer des délits environnementaux, c'est la loi qui le dit et [les fonctionnaires] ont 45 jours pour y répondre »<sup>317</sup>. En cours de réunion, quand il y a des altercations, ce sont les sujets liés aux aspects bureaucratiques et juridiques qui permettent de poursuivre l'échange entre les membres présents. Dans ce sens, la bureaucratie juridique dans laquelle s'introduisent les membres, le temps qu'ils prennent pour apprendre ce langage technique, comprendre les procédures, etc., leur permet de dépasser momentanément les différences qui les opposent, notamment d'âge, de classe sociale ou encore celles qui concernent les raisons que chacun attribue à la lutte pour sauver El Panul. Cependant, à long terme, ces différences s'accroissent notamment parce que tous les membres ne peuvent pas prendre part à une discussion centrée presque exclusivement sur les détails juridiques de la lutte.

C'est lorsque Sebastián annonce que le 30 novembre, les autorités doivent répondre aux Études d'Impact Environnemental et qu'il commence à parler d'aspects concrets que les heurts s'évaporent. Sebastián fait allusion au projet immobilier présenté par l'entreprise propriétaire du Panul au Système d'Études d'Impact Environnemental, face auquel différents organismes doivent se prononcer (approuver ou rejeter les différents aspects du projet immobilier, tels que par exemple les impacts des routes sur la flore et la faune, sur la densité urbaine, etc.). « À la mairie, le Département des Travaux publics n'a pas donné les permis, ils les ont rejetés jusqu'à ce que [l'affaire] des articles des 82 et 327 soit résolue »<sup>318</sup>, dit Sebastián. Assurément, les frictions disparaissent parce que personne d'autre que Sebastián ou Daniel ne peut intervenir sur des questions aussi pointues. Si les autres se taisent et les écoutent, c'est parce qu'ils restent, en termes de savoirs, marginalisés des conversations.

Dans cette perspective, Christelle Gramaglia nous explique, en se basant sur les associations de défense de l'environnement en France :

---

<sup>317</sup> « *Cualquier ciudadano puede denunciar delitos medioambientales. Lo dice la ley. 45 días tienen para responder* ». Réunion interne du RDP au siège de la *junta de vecinos* de Lo Cañas, 30/10/2009.

<sup>318</sup> « *En la municipalidad no dieron los permisos. Rechazo dirección de obras, hasta que no se resuelvan los artículos 82 y 27. Tratamos de tener un argumento jurídico. Tenemos a la clínica ambiental de la Universidad de Chile que es muy prestigiosa, nos está haciendo un informe para finales de octubre* ». Sebastián, réunion interne du RDP, 30/10/2009.

« Elles sont les porte-parole d'espèces qui ne suscitent pas forcément la sympathie, les associations de protection de la nature peinent à recruter des adhérents. Elles ont, par ailleurs, la plus grande difficulté à communiquer leur indignation en dehors des personnes directement intéressées, à moins de trouver des astuces pour mettre en scène (...) les dégradations souvent invisibles qu'elles dénoncent. Conscientes de la faiblesse de leurs effectifs et des difficultés qu'elles auraient à organiser des manifestations, forme de la mobilisation traditionnellement attachée à la ville, elles ont été obligées de développer d'autres modes d'action » (Gramaglia, 2006 : 169).

Une association de défense de l'environnement comme le RDP s'adapte parfaitement à cette description de l'auteure, où « le droit peut constituer une voie de recours efficace » (Gramaglia, 2006 : 170) parce qu'il y a des lois à respecter vis-à-vis de l'environnement, tels que les décrets 82 et 27 évoqués par Sebastián. Lorsque les membres du RDP évoquent des décrets que les propres organismes publics méconnaissent ou lorsqu'ils proposent l'application de certaines réglementations ignorées, leur action prend encore plus de valeur, de reconnaissance et de légitimité mais elle laisse aussi de côté ceux qui participent à l'association sans toutefois connaître les décrets dans leurs détails, ce qui restreint l'engagement à ceux qui sont « vraiment » préparés.

Comme le remarque Marie-Angèle Hermitte au sujet de l'expertise, « le citoyen-profane est parfois appelé à participer à la décision et il n'hésite plus à revendiquer des rôles divers, allant du contrôle des décisions à celui de colégislateur. » (Hermitte, 2003 : 102). Au sein du RDP, mis à part Sebastián, Daniel et éventuellement Annie, très peu de membres peuvent finalement occuper ces rôles divers.

D'autre part, bien qu'ils ne soient qu'un petit groupe, ils savent que l'usage des instruments du droit leur permet de remettre en question le laxisme des autorités et de s'opposer à l'État et aux entreprises (Gramaglia, 2006), même si « le sujet environnemental est celui qui convoque le moins »<sup>319</sup>, comme en juge Jenaro. C'est-à-dire, puisqu'ils constatent qu'ils peuvent difficilement convoquer à des mobilisations en affichant la défense du Panul ou de la précordillère comme « cause environnementale », l'appel au droit et à l'expertise devient donc le mode d'action qu'ils proposent et qu'ils pensent être le plus efficace pour l'instant.

La contestation légale entreprise par Sebastián et Daniel profite de la faiblesse et de l'ambiguïté des décrets, ainsi que des rôles flous des organismes publics, pour récuser

---

<sup>319</sup> « *El tema medio ambiental es el que menos convoca* ».

justement la façon dont opère l'État, la façon dont les différents organismes chargés de la défense de l'environnement n'accomplissent pas leurs tâches. Cette contestation ne prend pas seulement la forme d'une dénonciation car il s'agit d'avancer des preuves juridiques. Au cours d'une réunion le 30 octobre 2009, Jenaro évoque les changements que les propres habitants font dans les ravines (de Lo Cañas) en y construisant des maisons, en déposant des ordures, élaguant les arbres, etc. Il argumente qu'ils pourraient faire appel à la mairie où, selon ses mots, s'est constituée une « brigade » pour ce genre de faits. Cependant, ils commencent à discuter du fait que finalement les autorités sont tolérantes face à ces interdictions et que les politiques de contrôle sont loin d'aboutir. Ils savent que dans un contexte marqué par l'absence de régulation juridique des dangers associés à la précordillère, les atteintes aux espaces naturels de la précordillère ne peuvent être dénoncées que par eux, et non pas par l'administration. Leur objectif est donc de renverser l'inaptitude de l'administration, comme le dit Daniel : « Ce que nous essayons de faire avec Sebastián, c'est que l'État, avec ses organismes, se morde la queue »<sup>320</sup>. Autrement dit, il s'agit de faire tomber l'État dans ses propres pièges, de dénoncer l'État selon les termes que lui-même a créés – dont les décrets sont le meilleur exemple –, de le faire tourner en rond du fait de ses contradictions, de l'empêcher d'avancer... C'est ce que font les avocats du RDP : en cherchant des décrets non appliqués par les autorités comme le décret 82 et le 327, ils retardent l'approbation du projet immobilier. Du fait de l'incompétence de certains organes de l'État, les erreurs s'accumulent et les divers organismes rejettent les responsabilités les uns sur les autres, ce qui engendre une indétermination qui complique la procédure de l'évaluation environnementale pour valider le projet des *condominios* dans le Panul. Mais il s'agit aussi de faire en sorte que l'État lui-même contrôle ses organismes pour que, face à l'incompétence de certains départements, d'autres puissent réagir.

À ce sujet, dans une réunion, Daniel évoque le cas d'un inspecteur de la mairie qui a entamé un procès contre un département du Ministère du Logement et de l'Urbanisme qui n'avait pas appliqué une loi. Avec cet exemple, il veut montrer qu'en agissant selon la loi, on peut parvenir à faire que l'État mène des actions contre les organismes publics, ce qui retarde la disparition de la forêt et donne plus de temps pour agir. Il s'agit donc d'utiliser les failles, les imprécisions et les contradictions présentes au sein de l'État pour introduire la défense du Panul. C'est cette intromission forcée (et non pas régulée par un dispositif de l'État) qui sert

---

<sup>320</sup> « Lo que hemos intentado hacer con Sebastián, es tratar de que el Estado, con sus organismos, se pise la cola ».

leurs intérêts. Transformer le dommage écologique en catégorie de droit est l'objectif des membres du RDP, même si le dommage discuté au sein du RDP (Centemeri, 2011) – la disparition d'une forêt unique et primaire – n'est pas nécessairement considéré ainsi par l'État ou par les organismes publics. D'où l'importance de retrouver des décrets et de les appliquer pour défendre la précordillère, afin de normer le dommage et de le rendre acceptable par l'État et le grand public.



## 24. L'affaire du décret 82 : une question d'interprétation.

Les membres du RDP recourent à des décrets qui n'assurent qu'approximativement la conservation de la précordillère, tels les décrets n°82 et n°327, étant donné que les interprétations possibles de leur applicabilité sont distinctes et opposées. En effet, si ces deux décrets établissent la protection de la zone de la précordillère, le décret 82, en particulier, signale la « prohibition d'élaguer ou de profiter sous n'importe quelle forme des arbres et des arbustes dans la zone de la précordillère et de la cordillère andine »<sup>321</sup>. De plus, ces décrets avertissent du danger dans la précordillère en raison des ravines et la définissent comme « zone d'attraction touristique », déclarant l'importance de conserver la flore et la faune, la beauté des paysages et des sols (Durán, Lorca, 2009 : 26-27). Cependant, le rapport de la Faculté de droit de l'Université du Chili qui analyse ces décrets et leurs interprétations possibles signale qu'à en juger par ce qu'ils prescrivent, l'interdiction d'élaguer des arbres et des arbustes de la zone de la précordillère « n'est pas absolue ». L'article 2 dudit décret spécifie que le SAG (le Service Agricole et d'Élevage), sous couvert de l'approbation préalable de CONAF, peut autoriser l'élagage lorsqu'il s'agit « d'œuvres de bénéfice public, de développement des 'plans de gestion' (« *planes de manejo* ») ou pour améliorer les masses végétales » (Durán, Lorca, 2009 : 26-27). Le rapport précise finalement qu'« il est possible d'interpréter » que, puisque le projet immobilier dans le Panul établit un plan de gestion, le SAG pourrait autoriser l'élagage d'« espèces » (Durán, Lorca, 2009 : 26-27).

Le 11 mars 2010, le RDP se réunit avec CONAF (Corporation Nationale des Forêts) suite à une demande d'Annie, Jorge et Sebastián pour discuter de l'application de ces décrets, en particulier le n°82. Dans un rapport qu'ils rédigent quelques jours après la réunion, en s'inspirant des analyses des professeurs de l'Université du Chili, ces membres du RDP affirment que d'après ce décret, le Panul est sous une zone de protection, appelée « Área de Protección Santiago Andino », ce qui empêcherait l'intervention urbaine dans la forêt Panul. Or, dans une réunion antérieure avec les membres du RDP qui s'est tenue en novembre 2009, les représentants de CONAF avaient admis qu'ils ne savaient pas comment interpréter le décret, s'engageant d'abord à demander des directives plus claires à la direction nationale de CONAF et à les communiquer aux riverains. En ce jour de mars, les membres du RDP sont

---

<sup>321</sup> « *Prohibase la corta o aprovechamiento en cualquier forma de los árboles y arbustos que se encuentran situados* ». Décret 82, date de publication 03/07/1974, Biblioteca del Congreso Nacional de Chile. Site web <http://www.leychile.cl/N?i=253495&f=1975-02-07&p=> [consulté en janvier 2015].



inquiets et anxieux de connaître les déterminations de CONAF car une interprétation en faveur du Panul de la part de cet organisme pourrait sauver la forêt. À cette réunion, en représentation de la CONAF de la Région Métropolitaine de Santiago, sont présents María Teresa (directrice régionale de la CONAF), Carlos (chef du Département de Contrôle de CONAF), Soledad (chargée d'évaluation environnementale au sein de la CONAF), Óscar (du Département de Fiscalisation de Santiago) et Luis (chargé des zones protégées). Sont présents Annie et Jenaro, pour le RDP, ainsi que Jorge, de Défendons la Ville, venu soutenir le RDP, et Gustavo, le jeune avocat leader de la campagne Sauvons le Manquehue.

Après la présentation des citoyens et autorités, la directrice régionale, María Teresa, prend la parole : « Nous sommes ici réunis pour voir le décret 82 », précise-t-elle. À ce sujet, elle affirme que « CONAF doit appliquer le décret 82, mais la question est comment l'appliquer. Nous avons une position régionale ». L'incertitude est provoquée, en partie, parce que compte tenu du changement de gouvernement cette année (2010), la CONAF ne connaît pas encore le nom des nouvelles autorités<sup>322</sup>. « L'obligation de la CONAF est d'appliquer le décret 82 mais comment l'appliquer ? Nous avons fait la demande à différents ministères par téléphone et ils ne nous ont pas donné de réponse, et ils ne la donneront pas avant l'arrivée des nouvelles autorités. Il n'y a pas de souplesse<sup>323</sup>, remarque Carlos de CONAF. « Alors, on va agir, en tant que région [*il fait référence à Santiago*], bien ou mal ». L'audience citoyenne s'inquiète, Gustavo prend la parole et il fait un long discours sur la lutte qu'il a menée pour protéger la colline Manquehue :

« Il s'agit d'un cas exemplaire, d'une grande valeur. Il m'intéresse grandement parce que, depuis plusieurs années, ces décrets n'ont pas été appliqués (...) Et là, je demande un engagement définitif et plus grand pour protéger tout ça (...) Allons-nous nous engager dans la défense de la nature en respectant la régulation ou allons-nous accepter un développement immobilier illégal ? Cette critique, je la fais pour une bonne cause... Tout cela est une chronique d'une mort annoncée parce qu'on sait que finalement les projets [immobiliers] sont toujours autorisés »<sup>324</sup>.

---

<sup>322</sup> Après vingt ans au pouvoir (1990-2010), l'alliance des partis de *Concertación* (centre gauche) est battue aux élections de 2010. Le gouvernement de Sebastián Piñera est le premier gouvernement de droite élu démocratiquement après plus de cinquante ans, soutenu par son parti Renovación Nacional (RN) et l'Unión Demócrata Independiente (UDI). C'est l'installation d'un gouvernement de droite qui retarde l'arrivée des nouvelles autorités.

<sup>323</sup> « (...) *La obligación de CONAF entonces es aplicarlo, ¿cómo aplicarlo? Hicimos una consulta a ministerios por teléfono y no han dado respuesta y ya no la darán antes de la llegada de la nueva autoridad. No hay agilidad* ».

<sup>324</sup> « *A mí me interesa mucho porque estos decretos no se han aplicado en muchos años (...) Ahí es donde pido un compromiso definitivo y mayor para proteger todo esto. ¿ (...)Vamos a comprometernos con la defensa de la naturaleza según la normativa o vamos a permitir un desarrollo inmobiliario ilegal? Esta crítica la hago por*

Devinant l'interprétation du décret qui les attend, Gustavo anticipe et s'indigne, il interpelle les autorités présentes, les poussant à prendre position. Il les met au pied du mur et, tel que le fait le RDP très souvent devant les fonctionnaires et les techniciens, il les contraint à prendre parti dans le problème qui oppose les intérêts de l'entreprise immobilière qui veut construire dans le Panul et ceux de la « nature »<sup>325</sup>. Ensuite Jenaro prend la parole et, en faisant référence directement à la précordillère, il précise que : « Après les derniers événements dans le pays [*tremblement de terre en février 2010*], le changement climatique signale qu'on doit protéger la forêt et les ravines en raison du risque de coulées de boue »<sup>326</sup>. Il demande, visiblement inquiet, « de quelle manière les autorités réagissent-elles face à ce genre de choses qu'il faut protéger ? »<sup>327</sup>.

María Teresa explique qu'en raison de l'absence de réponse de la part de la direction nationale de CONAF quant à l'applicabilité dudit décret, il a été décidé de faire une consultation interne au sein du Bureau Régional de CONAF avec les avocats et les techniciens de l'administration régionale. Ensemble, d'après elle, ils déterminent que les décrets « favoriseraient le développement immobilier ». Elle lit alors la résolution qu'ils ont prise au sein de la CONAF selon laquelle la forêt première Panul peut être élaguée dans quatre cas (ou pour quatre activités) : « la construction, la réalisation d'œuvre de bénéfice public, les plans de gestion et l'amélioration de masses végétales »<sup>328</sup>. Le rapport de l'Université du Chili signale les mêmes conclusions, on l'a vu. Cependant, après la lecture de María Teresa, l'audience citoyenne est consternée par l'interprétation de CONAF, l'atmosphère est très tendue. Comme nous l'avons vu précédemment, dans certains cas, la manifestation d'émotions peut aider à créer des alliances éphémères ou réussir à faire qu'une audience prête attention à l'orateur, dans d'autres – et c'est bien le cas ici - cela génère des fractures qui semblent irréconciliables.

---

*una buena causa... Todo esto es una crónica de una muerte anunciada, que uno sabe que al final igual se permiten los proyectos ».*

<sup>325</sup> On notera ici le recours à la « nature » que fait Gustavo, au sens général, prétendant convoquer le plus grand nombre et surtout interpeller les fonctionnaires présents, notamment ceux de la CONAF qui sont chargés de la région de Santiago.

<sup>326</sup> « *Según los últimos acontecimientos del país, el cambio climático indica que tenemos que proteger el bosque y las quebradas por riesgo aluvional ».*

<sup>327</sup> « *¿De qué manera las autoridades reaccionan frente a este tipo de cosas que hay que proteger? ».*

<sup>328</sup> María Teresa : « *El artículo 2<sup>a</sup> señala : No obstante lo dispuesto en el artículo anterior el Servicio Agrícola y Ganadero (SAG), previo informe de la Corporación Nacional Forestal (CONAF) podrá autorizar la corta de árboles y arbustos dentro de los límites fijados precedentemente, cuando dichas faenas tengan como objeto despejar terrenos para la construcción o realización de obras de beneficio público o la puesta en marcha de planes de manejo o mejoramiento de las mismas masas vegetales que se están protegiendo (...) ».*

D'après Gustavo, la décision est erronée, les décrets sont mal interprétés. La tension augmente, Jenaro, Annie et Gustavo sont dépassés par la situation. Annie dira par la suite, dans un courriel qu'elle envoie au RDP suite à la réunion : « Nous avons tous eu une crise cardiaque ». Souvenons-nous que le décret 82 signale la « prohibition d'élaguer ou profiter sous n'importe quelle forme des arbres et des arbustes dans la zone de la précordillère et de la cordillère andine »<sup>329</sup>. Cependant, comme l'avait prévu le rapport des professeurs de l'Université du Chili, l'article 2 spécifie que « le Service Agricole et d'Élevage (SAG) et CONAF peuvent autoriser l'élagage lorsqu'il s'agit d'activités pour dégager des terrains pour la construction ou la réalisation d'œuvres de bénéfice public ou la mise en marche de 'plans de gestion' (« *planes de manejo* ») ou pour améliorer les masses végétales sous protection »<sup>330</sup>. Le problème le plus grave que soulignent les membres du RDP dans la réunion est l'interprétation qui a été faite du « ou ». D'après l'explication de Teresa, le RDP constate que le groupe d'avocats et de techniciens de CONAF ont interprété le premier « ou » (souligné dans l'extrait précédent) de manière à considérer la construction comme un cas à part, non lié à la « réalisation d'œuvres de bénéfices publics ». La différence est énorme car, pour le RDP, il n'y a que trois cas dans lesquels l'élagage de la forêt est admissible, les trois sont cohérentes avec l'intention de protéger la flore et la faune de la précordillère. Or, pour CONAF, il y a non pas trois mais quatre raisons selon lesquelles ils peuvent autoriser l'élagage dans la précordillère, l'une d'elles est la « construction » : « On peut noter que la conjonction de coordination utilisée est 'ou', par conséquent, il existe quatre activités qui peuvent être réalisées avec une autorisation »<sup>331</sup>, lit Teresa dans le rapport qu'elle distribue à la salle. Nonobstant, suite à cette interprétation, celui-ci précise :

« Une évaluation technique et juridique de l'applicabilité du décret 82 sera nécessaire, en raison aussi de l'existence de la loi 20.283/2008 sur la récupération de la forêt première et du développement forestier. Une consultation au Bureau Central sera faite

---

<sup>329</sup> Décret 82, date de publication 03/07/1974, Biblioteca del Congreso Nacional de Chile. Site web <http://www.leychile.cl/N?i=253495&f=1975-02-07&p=> [consulté en janvier 2015].

<sup>330</sup> « Artículo 2.0 - No obstante lo dispuesto en el artículo anterior el Servicio Agrícola y Ganadero previo informe de la Corporación Nacional Forestal podrá autorizar la corta de árboles y arbustos dentro de los límites fijados precedentemente, cuando dichas faenas tengan por objeto despejar terrenos para la construcción o realización de obras de beneficio público o la puesta en marcha de planes de manejo o mejoramiento de las mismas masas vegetales que se están protegiendo. La autorización señalará la forma y condiciones en que deberá realizarse el aprovechamiento ». Site web du Congrès National, <http://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=253495&idVersion=1975-02-07> [consulté en janvier 2015]. C'est moi qui souligne.

<sup>331</sup> « Puede notarse que el conectivo utilizado es o, por consiguiente existen 4 actividades que se pueden realizar con autorización ».

puisque la loi 20.283 est de portée nationale (...) Nous suggérons que le Parquet Régional et postérieurement le Parquet Général se prononcent sur cette question »<sup>332</sup>.

Ainsi, CONAF n'est pas complètement sûre de son interprétation, ce qui provoque (encore plus) la colère des citoyens. Pourquoi ne pas attendre la prononciation ou l'interprétation définitive avant d'en donner une dont ils ne sont pas sûrs ? Je pose cette question à María Teresa en cours de réunion pendant que les autres discutent, et elle me répond qu'ils sont dans l'attente de la réponse définitive.

Les arguments ne se cantonnent guère au seul domaine technique. Je constate que les fonctionnaires ne font preuve ni de tact ni d'expérience en recevant les citoyens dans leur bureau, heurtant donc ce qui mobilise en partie le RDP, les affects et les émotions avec le Panul. Ils peinent à argumenter, à se montrer convaincants et perspicaces avec les citoyens. Au contraire, ils sèment la méfiance en se montrant peu sûrs de ce qu'ils disent, en étant vagues et en présentant des informations confuses. De plus, à aucun moment les informations présentées par les citoyens ne sont prises en compte par les fonctionnaires, ce qui bloque leur possibilité d'intervention et engendre un sentiment de censure. Au lieu de favoriser deux savoirs (citoyens experts et fonctionnaires), ces rencontres se transforment en une confrontation, en des attaques qui fusent de part et d'autre. Dans une deuxième réunion avec la CONAF (26/04/2010) où María Teresa et les fonctionnaires s'étaient engagés à donner leur interprétation définitive au sujet de l'applicabilité du décret 82 – comme il en avait été convenu avec le RDP à la réunion précédente –, la décision finale est repoussée. « Elle sera prise par les nouvelles autorités », décrète Maria Luisa. La conversation se transforme en un enchaînement illogique d'idées, en une discussion rhétorique où les fonctionnaires de la CONAF soutiennent qu'ils veulent protéger El Panul - « Nous, oui, on veut » - bien qu'ils agissent dans le sens contraire. Les citoyens, pour leur part, s'indignent et attaquent les fonctionnaires, sûrs de leurs argumentations. Daniel perd son calme, il commence à parler de morale, les accuse de ne rien « vouloir protéger » alors qu'ils sont la Commission Nationale des *Forêts* (il met l'accent sur ce dernier point puisqu'il est question du Panul) et puis, sous le coup du désespoir, son discours devient misérabiliste lorsqu'il évoque les « pauvres qui ont besoin de cette forêt, parce qu'ils n'ont pas où aller ». Annie, aussi affectée, dit ressentir « une grande tristesse » et demande ensuite aux fonctionnaires de donner leur opinion sur le décret

---

<sup>332</sup> « No obstante, será necesario una evaluación técnico-jurídica de la aplicabilidad del DS82, dado además la existencia de la Ley 20.283/2008 sobre Recuperación del Bosque nativo y Fomento Forestal. Lo anterior ameritará una consulta a Oficina Central, dado que la Ley 20.283 tiene un alcance nacional (...) Se sugiere pronunciamiento de Fiscalía Regional y posteriormente de Fiscalía Central (...) ».

82. Dans ce cas, on observe que le débat technique ne déplace pas les émotions, car les questions légales et les interprétations des décrets sont loin d'être limitées à des aspects purement scientifiques ou juridiques. Dans ces rencontres, les fonctionnaires n'agissent pas seulement comme des technocrates, ils sont contraints par les citoyens de donner leur opinion et de dévoiler leurs pensées. Lorsque les citoyens ne sont pas d'accord avec la façon dont les fonctionnaires pensent ou comment ils interprètent les lois, ils manifestent indignation, énervement : ils se sentent dépassés et impuissants.

María Teresa rejette la solution sur d'autres acteurs, elle parle des prochaines autorités et évoque le nom d'avocats d'autres bureaux : « C'est à eux de se prononcer », argumente-t-elle, évacuant ainsi le débat. Pour provoquer la directrice de la CONAF, Daniel lui propose alors de faire une réunion avec les avocats dont elle parle. Sous-estimant les avocats que María Teresa cite, de façon assez pédante, il revendique la faculté de droit de l'Université du Chili (où il a fait ses études) comme étant le meilleur endroit pour devenir avocat et il commence à nommer ses professeurs. María Teresa lui répond, en essayant d'être cordiale, que oui, qu'ils peuvent faire une réunion « plus amicale », dit-elle. Peu à peu les tensions commencent à se dissiper. Au début, les confrontations sont âpres, les sous-entendus lancés par Daniel et Annie sous-estiment les fonctionnaires qui se bornent à botter le débat en touche. Mais lorsque l'un d'entre eux montre un peu de sympathie envers l'autre, le cours des choses change. Les frictions sont oubliées quand fonctionnaires et citoyens se concentrent sur des activités futures qu'ils s'accordent à mener ensemble, telle une prochaine réunion. C'est lorsque María Teresa accorde une réunion « plus amicale », qu'elle se montre affable et compréhensive, que les désaccords sont oubliés. Avant de commencer la réunion, Daniel – manifestement en colère en raison des interprétations qu'il estime insensées de la part de la CONAF – montrait des envies de se battre et de se disputer avec les fonctionnaires. Mais vers la fin de la réunion, il finit même par flatter María Teresa en évoquant sa réaction face à un évènement qui s'est produit l'année dernière mais que je n'arrive pas à entendre.

Mis à part les aspects formels de ce genre de réunions (comment sont-elles concertées, qui prend la parole, à quels moments, qui a une place légitime, qui prend les décisions et lesquelles, etc.), il est intéressant de noter que finalement le succès de ces rencontres dépend beaucoup des volontés et des efforts que fonctionnaires et citoyens mettent en œuvre. Au-delà des conflits et des heurts évidents, ils finissent toujours par privilégier une certaine entente.

Or, cette cordialité est fragile et éphémère. Les citoyens contraignent et forcent les fonctionnaires comme María Teresa à prendre une décision précipitée car, comme elle l'a expliqué, les autorités du gouvernement récemment élues ne se sont pas encore prononcées. Les fonctionnaires pourraient difficilement réagir autrement car une interprétation positive du décret en relation au Panul les mettrait dans une position compliquée vis-à-vis de leurs supérieurs, ils ne peuvent pas s'engager à titre particulier à protéger la précordillère si cela n'est pas décidé par leur institution. Les citoyens laissent libre cours à leurs commentaires : pour Gustavo, il s'agit d'une interprétation grossière, absurde, sans aucun sens ; pour Jorge, il s'agit d'une interprétation en faveur des entreprises immobilières ; Annie, furieuse, leur demande d'embaucher un professeur de linguistique car ils considèrent inacceptable d'interpréter le premier « ou » comme si la « construction », de projets immobiliers par exemple, pouvaient être considérée comme un cas à prendre en compte pour l'élagage de la forêt. Jenaro intervient à un moment et, visiblement gêné, il déclare : « Je suis un citoyen qui habite dans la précordillère, j'ai vécu les coulées de boues de 1993 et là j'ai commencé à m'intéresser à tout cela... Je ne viens pas ici pour écouter vos discours parce que j'en sais déjà beaucoup »<sup>333</sup>. L'expertise des citoyens dépasse en effet largement celle des fonctionnaires présents ce jour-là.

Les échanges entre citoyens et fonctionnaires montrent l'ambiguïté dans laquelle se trouvent les fonctionnaires de CONAF. Celle-ci se reflète très bien dans leurs interventions suite à la lecture de María Teresa : ils essaient de montrer leur solidarité vis-à-vis du Panul mais en même temps ils repoussent tout engagement explicite pour appliquer la loi en faveur de la forêt. Luis, de CONAF, dit : « J'habite à La Florida à cinq kilomètres du Panul, j'y vais avec mes enfants... Mais nous, nous devons faire ce que la loi dit ». Étant donné qu'il n'y a pas *une* interprétation du décret, Luis choisit de se montrer sensible vis-à-vis du problème de la précordillère, il valorise la forêt en question et se rapproche des positions des citoyens en signalant qu'il y habite aussi. Cependant, il précise plus loin qu'« ils ne peuvent pas donner leur opinion comme un simple citoyen ou comme un habitant de La Florida »<sup>334</sup>. Il explique que plutôt que le décret 82, ils appliquent la loi de forêt native (*Ley de Bosque Nativo*) où la fonction de CONAF se résume à « mitiger » lorsque la forêt est impactée, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas empêcher qu'une forêt soit détruite. Il explique aussi que lorsqu'une forêt est détruite, le plan de gestion (*plan de manejo*) précise que le propriétaire peut remplacer la forêt

---

<sup>333</sup> « Yo soy un ciudadano que vive en la precordillera, que viví el aluvión del 93 y ahí me empecé a interesar, no vengo a que usted me den una charla porque hemos aprendido bastante ».

<sup>334</sup> « No podemos opinar como ciudadanos o vecinos de La Florida ».

disparue en en plantant une nouvelle (sans privilégier les espèces autochtones) dans un autre territoire. Cela veut dire que la loi autorise à mener une reforestation dans un autre lieu, voire une autre région. Cela implique que si le Panul est détruit par le projet immobilier, le propriétaire pourrait planter des eucalyptus dans une autre région ailleurs que la précordillère de La Florida.

Même si les fonctionnaires se montrent opposés à cette mesure, ils justifient leur absence de parti pris en expliquant que « la loi a des vides ». Jenaro, fâché, leur demande comment se peut-il qu'il existe une loi pareille alors que « l'écosystème est irremplaçable », ce à quoi Luis réplique que « la loi accepte cela, [qu'il] ne peut pas aller contre une norme qui estime que cela est valable »<sup>335</sup>. Comme l'explique Luis, finalement, le rôle de CONAF est circonscrit à ce que « lorsque la forêt est endommagée, ils doivent mitiger » : ils ne peuvent que trouver des façons d'atténuer les effets de la destruction, une fois qu'elle est accomplie.

Les fonctionnaires de CONAF se défendent en argumentant qu'ils ont les mains liées, Soledad signale qu'elle travaille à la CONAF depuis 1996 et qu'elle est pleinement consciente que ce qui fait défaut dans cette région, c'est « un aménagement du territoire et une gestion environnementale. Nous, dans le meilleur des cas, on nous consulte. On n'est pas l'institution qui commande. Ce qui manque, c'est une grande politique de planification environnementale ! »<sup>336</sup>. Comme dans d'autres réunions que nous avons analysées, par moments les fonctionnaires se montrent compréhensifs envers les demandes citoyennes, comme s'ils oubliaient qu'ils représentent l'État, les lois. Ils sortent de leurs fonctions et de leurs rôles, ils se confient et assument qu'effectivement, il y a des vides juridiques, que l'État agit à tort, que les lois ne sont pas appropriées, etc. Mais, ensuite, ils se rappellent qu'ils sont là pour obéir, que leurs actions sont délimitées, qu'ils ne peuvent pas faire grand-chose. C'est la conclusion à laquelle ils aboutissent dans la plupart des rencontres avec les citoyens.

Les fonctionnaires de la CONAF ne sont pas libres d'interpréter le décret à leur guise mais, en même temps, ils sont placés devant des citoyens qui les contraignent à donner une réponse. Comme le dit l'un d'eux, « on doit donner des réponses, on ne peut pas continuer à attendre, le temps passe... »<sup>337</sup>. C'est à eux de prendre en charge un problème pour lequel ils

---

<sup>335</sup> « *La ley lo acepta. Yo no puedo ir contra una norma que lo estima como válido.* »

<sup>336</sup> « *Yo estoy aquí del 96, lo que falta en esta región es un ordenamiento territorial y gestión ambiental (...) Con suerte nos consultan (...) No somos la institución mandante. Lo que hace falta es una gran política de planificación ambiental!* ».

<sup>337</sup> « *Para tener un pronunciamiento pero tenemos que dar respuesta, no podemos seguir esperando y el tiempo corre.* »

n'ont pas de compétences. Bien que nous soyons au mois de mars et que les nouvelles autorités assument leurs fonctions normalement à cette date, María Teresa explique « qu'ils ne savent rien du tout, même au niveau central. Pour la partie technique, il n'y a pas trop de changements, ce sont les directeurs qui changent parce que ce sont [des postes] de confiance. Là, ce sont des changements immédiats, mais les techniciens dépendent du directeur régional »<sup>338</sup>. Cela veut dire que l'interprétation s'appuie, plus que sur une évaluation purement « technique », sur ce que pensent et évaluent les autorités politiques, nommées par le pouvoir central.

Cela n'a sûrement rien de nouveau, les évaluations techniques sont celles qui priment le moins dans les décisions sur les nouveaux projets au Chili, et c'est ce que dénoncent constamment les citoyens. Ce décalage entre la gestion réelle des territoires et le droit se retrouve dans de nombreux pays d'Amérique latine. Comme le note Sébastien Velut, plusieurs pays de ce continent ont créé « un corpus de référence juridique redéfinissant les notions de patrimoine et d'environnement, sans toujours disposer des instruments de politique pour les mettre en application » (Velut, 2013 : 176-177). Plusieurs cas en France montrent que les décisions prises dans des conflits concernant l'environnement s'efforcent de reposer sur une cohérence technique, où « des groupes locaux disposent des compétences et des ressources suffisantes pour négocier dans de bonnes conditions et élaborer des solutions de compromis » (Velut, Ghorra-Gobin, 2006 : 103). Au contraire, dans le cas de CONAF que l'on vient de voir, les autorités qu'affrontent les citoyens experts comme le RDP, n'ont pas de marge d'action et leur niveau d'expertise technique et juridique n'est pas comparable à celle de Gustavo, d'Annie ou de Sebastián. Bien que certains fonctionnaires puissent avoir une expertise technique, ils sont dépourvus de capacité d'action car ils dépendent des décisions politiques qui font défaut ce jour-là.

Après l'interprétation du décret 82 lue par María Teresa, Gustavo quitte la salle, indigné. Lorsque la réunion se termine, à la sortie, nous discutons avec Annie, Jenaro et Jorge sur la stratégie à adopter. Moins énervés que Gustavo, ils essaient de garder leur calme ; Jorge propose de ne pas se disputer avec eux afin que, lorsque les nouvelles autorités assumeront leurs postes, ils puissent leur présenter les arguments pour les persuader. Jenaro propose : « Ne perdons pas le temps à nous battre avec eux [CONAF] »<sup>339</sup>. Alors que je pars dans un

---

<sup>338</sup> « *No sabemos nada, incluso a nivel central. En la parte técnica no hay tanto cambio. Los directores cambian porque son de confianza. Esos son cambios inmediatos; los técnicos dependen del director regional.* »

<sup>339</sup> « *No perdamos tiempo en pelear con ellos.* »



café prendre des notes, Gustavo m'appelle furieux, il parle très vite et me dit « ce qu'il faut faire » : il essaie de me persuader de convaincre Annie de ne contacter parmi les fonctionnaires de CONAF que ceux « qui sont engagés » et de chercher des soutiens ailleurs. Il me cite des noms de gens qu'il connaît et qui occupent des postes importants car, d'après lui, si ces gens apprennent cette interprétation de CONAF, ils vont réellement se fâcher car « il y a des gens de CONAF qui sont engagés », souligne-t-il. Pour lui, les fonctionnaires de CONAF que nous venons de rencontrer « n'ont aucun poids, on a besoin de votes de gens qui ont une incidence, un soutien constitutionnel. Si l'on veut gagner, il faut le faire avec stratégie, une stratégie légale, il faut engager une bataille juridique. L'interprétation de CONAF n'a ni queue ni tête »<sup>340</sup>. Il veut aller jusqu'au bout, dénoncer les fonctionnaires qu'il a rencontrés aujourd'hui, utiliser les réseaux sociaux, mettre CONAF en échec : « Il faut professionnaliser la lutte environnementale » conclut-il.

La lutte que veut engager le RDP se différencie des propos de Gustavo. Ce dernier est un avocat connu à Santiago, il travaille avec son père dans un cabinet d'avocats réputé, il appartient à un milieu aisé et habite dans un quartier riche de Santiago. Pour lui, cette lutte est aussi sa lutte au niveau professionnel, c'est lui en tant qu'avocat – à titre individuel – qui gagne ou qui perd ; alors que le RDP est un collectif qui cherche à rendre visibles des problèmes (mis à part le travail rémunéré de chacun). C'est pourquoi lors de cette réunion, le RDP décide de continuer sa stratégie de se réunir avec les autorités locales, contrairement à Gustavo qui veut entrer en contact avec « des fonctionnaires engagés » et surtout des hauts fonctionnaires pour entamer une lutte juridique. Le RDP est tout aussi intéressé par le processus de lutte en soi : s'exprimer, apprendre et exposer son expertise. Plus qu'installer la discussion sur la précordillère au sein des institutions juridiques au Chili, les membres aiment faire partie du processus complet, être là à discuter, à organiser des réunions, à rédiger des rapports, à rencontrer des gens. Gustavo est plutôt quelqu'un qui mène une lutte depuis son bureau dans un cabinet d'avocats alors que les membres du RDP cherchent à diriger un mouvement. Cependant, comme on l'a vu, le mouvement se veut un mouvement expert et il revendique cette spécificité. Après l'expérience qu'ils acquièrent dans des réunions avec des fonctionnaires, techniciens et experts, suite à ce qu'ils ont appris – comme Jenaro le remarquait plus haut – en termes de compétences, ils se sentent au-dessus des autorités et des fonctionnaires.

---

<sup>340</sup> « *Olvídate de ellos, seamos prácticos, no tienen ningún peso, necesitamos contar con votos de los que sí tienen incidencia, apoyo constitucional. Si nosotros queremos ganar hay que hacerlo con estrategia, una estrategia legal (...) La interpretación de CONAF no tiene pies ni cabeza* ».

Si les membres du RDP ne réussissent pas à convaincre les fonctionnaires de CONAF d'appliquer le décret 82 en faveur du Panul, ils réussissent cependant à installer une controverse au sujet du décret, sur l'applicabilité et les interprétations possibles. Avant l'arrivée du RDP, les fonctionnaires connaissent à peine le décret car comme le signale Gustavo en cours de réunion, « ça fait des années que ce décret ne s'applique pas ! ». En même temps, rentrer dans l'affaire du décret 82, les introduit dans une nouvelle ligne d'expertise juridique, grâce à laquelle ils rencontrent des experts de nouvelles disciplines qu'ils vont rallier à leur cause, ils font la connaissance de nouvelles personnalités telles que les professeurs de droit de l'Université du Chili. De même, la familiarisation avec l'expertise juridique va reconfigurer le RDP, les jeunes avocats sont à la tête du mouvement - ce qui ne va pas sans conflits - mais leur parole est plus légitime que jamais et ils vont inviter d'autres jeunes à se rallier au RDP, transformant peu à peu ce petit groupe de notables qui revendiquaient une identité propre à Lo Cañas en une organisation plus ouverte. Comme le constate Christelle Gramaglia : « Quel que soit le résultat des décisions de justice, le passage au droit provoque des recompositions dont les mobilisations protestataires tentent de tirer avantage » (Gramaglia, 2006 : 206). Bien que le cas du Panul ne soit pas discuté encore devant les tribunaux, le fait que les citoyens aient porté la revendication de ce lieu dans différentes arènes génère une reconfiguration au sein du collectif.

Le 15 mars 2010, quatre jours après la réunion avec CONAF, les membres se réunissent chez Annie pour discuter des résultats de l'interprétation du décret 82. Ce jour-là, Sebastián, Annie et Daniel sont inquiets et cherchent à savoir pourquoi CONAF est si pressée de donner une interprétation, alors que les fonctionnaires auraient pu attendre d'avoir une interprétation de la part de leurs supérieurs et éviter ainsi une confrontation avec les citoyens. Comme nous le verrons ici, le problème est que les supérieurs se prononcent rarement sur des aspects techniques et évitent de prendre en charge des décisions précises concernant des espaces polémiques tels que le Panul. Nous aurions pu penser que les personnalités politiques en profiteraient pour s'allier à la défense du Panul afin d'obtenir des avantages, notamment en termes de popularité, compte tenu de la massification de la cause<sup>341</sup>. Mais, leur décision ne repose ni sur des arguments techniques ni sur des stratégies d'innovation politique, ils

---

<sup>341</sup> Je fais ici allusion à des actions politiques qu'on pourrait juger opportunistes, tel que le plébiscite non contraignant (évoqué dans le chapitre 2) lancé au début de 2012 par le maire de La Florida (Rodolfo Carter, qui jusqu'à 2014 était membre du parti d'extrême droite, *Union Demócrata Independiente*). Cette consultation est évidemment populiste au sens où le maire cherche à avoir la reconnaissance et l'acceptation des habitants de la commune, en se montrant sensible à un sujet brûlant, puisque grâce au RDP, le Panul est devenu populaire. De plus, il sait pertinemment que la consultation n'aura aucun impact réel sur la survie de la forêt, car la mairie elle-même a toujours argumenté ne pas avoir les instruments juridiques pour la défendre.

choisissent de laisser les choses en l'état, comme on l'a vu au long des réunions entre fonctionnaires et citoyens.

Les cas où la volonté et l'opinion des citoyens sont prises en compte dans la décision des projets sont rares au Chili. Le résultat du projet hydroélectrique Barrancones est l'une des rares fois où des mobilisations citoyennes réussissent à contrecarrer définitivement un projet. En 2010, ce projet fait l'objet de marches massives à différents endroits du pays. Mais, c'est seulement avec l'intervention du Président de la République (Sebastián Piñera, parti de droite Renovación Nacional) que la mobilisation citoyenne réussit à avoir une incidence politique lorsque le président négocie lui-même avec l'entreprise en charge du projet hydroélectrique, après quoi le projet est d'abord relocalisé et ensuite annulé (Spoerer, 2013). Il est démontré qu'au Chili, la logique entrepreneuriale se situe au-dessus de l'opinion technique, scientifique, citoyenne ou environnementale : « La nature et la localisation des projets n'est pas sujet de discussion préalable » (Spoerer, 2013 : 23). Cependant, les acteurs politiques ou les autorités locales pourraient voir dans le cas du Panul une opportunité politique telle que l'a vue le Président Sebastián Piñera pour le cas Barrancones. Pourquoi continuer à éviter les citoyens ? Autrement dit, pourquoi ne pas vouloir innover et se saisir de la cause de la précordillère ? Ou encore, si nous nous situons depuis le RDP, pourquoi est-ce que le mouvement dirigé par le RDP ne parvient-il pas à obtenir gain de cause ? Faut-il en conclure qu'un mouvement citoyen ne peut réussir à participer et à avoir une incidence politique sans mobilisations massives ?

Si la crédibilité des autorités fait défaut auprès des citoyens du RDP, c'est parce que leurs interprétations s'éloignent d'un avis technique. Dans les cas exposés, les scientifiques ne sont pas les seuls « porte-parole reconnus » (Boullier, 2009 : 21) de la nature mais les « interprétations politiques », aux dires de Sebastián, sont prépondérantes. Sebastián, qui n'était pas à la réunion avec CONAF, s'exclame devant Annie, Daniel et Jenaro qu'il n'a jamais vu pareille analyse d'un décret comme celle faite par CONAF : « Après toutes mes années de droit [...], vraiment, c'est la première fois ! ». Jenaro lui répond « En fait, il s'agit d'une analyse politique »<sup>342</sup>. Cela montre que, pour eux, lorsque les autorités donnent une interprétation politique de la loi, le sens commun ou la rationalité, sont laissés de côté. Quand la politique prime, l'évaluation scientifique ou technique des autorités ne comptent plus. Dans le cas du décret, une interprétation politique pourrait être synonyme d'une interprétation

---

<sup>342</sup> Sebastián : « *No, pero de verdad yo nunca había visto en mis años de estudio de esta mierda, de derecho, nunca había visto unos análisis así; de verdad (ininteligible) de primero* ». Jenaro : « *Pero es que es un análisis político* ».

capricieuse et volontariste, c'est-à-dire, une interprétation comprise comme l'imposition d'une décision « sans admettre qu'on la discute ou même sans la justifier »<sup>343</sup>.

Sebastián voit une « analyse politique de la loi de la part de CONAF », dit-il. Daniel est d'accord et il ajoute qu'il est évident qu'« en protégeant l'environnement, l'État ne gagne pas d'argent »<sup>344</sup>. À ce stade, ils savent qu'ils ont peu de chances, mais au sein du RDP, ils privilégient le dialogue avec les autorités. Sebastián affirme qu'ils travaillent pour que de plus en plus de gens aient conscience de ce qui se passe et bien que « ce processus soit lent, c'est un processus » :

« De plus en plus de personnes connaissent le sujet du Panul et veulent travailler pour le Panul, il y a beaucoup de jeunes dans plusieurs universités qui veulent travailler. On avance. Si nous sommes en train de stopper le projet par des voies institutionnelles ou par des voies juridiques, on sait que c'est ennuyeux, on sait que finalement on parle la langue de ceux qui oppriment et prennent les décisions, mais nous on sait qu'on a besoin de temps, parce qu'on ne peut pas permettre que les machines détruisent tout, parce que là tout serait terminé, la conscience, tout, c'est-à-dire, ça n'aurait servi à rien, à rien... »<sup>345</sup>.

Leur stratégie et leur motivation est donc de faire partie de ce processus, du travail que cela implique car c'est ce travail qui leur a fait prendre conscience du territoire, qui leur a permis de créer un attachement progressif aux espaces locaux (Trom, Zimmerman, 2001 : 295). Comme le précise Annie, dans un courriel : « les idées qu'ont les jeunes sur la façon d'intervenir dans les affaires publiques sont très éloignées des stratégies des hommes politiques et des partis traditionnels »<sup>346</sup>. Le processus dans lequel ils interviennent en tant que RDP leur permet ainsi de faire entendre leur voix, d'essayer de rentrer dans le débat public, d'instaurer un discours légitime. Celui-ci se construit en ayant pour base des preuves scientifiques et ils essayent de se montrer opposés à toute sorte de « spontanéisme » et

---

<sup>343</sup> Définition du mot « volontariste » d'après le Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, <http://www.cnrtl.fr/definition/volontariste> [consulté en janvier 2015].

<sup>344</sup> « *Protegiendo el medio ambiente, el gobierno no gana plata* ». Réunion chez Annie avec Daniel, Sebastián et moi-même, 15/03/2010.

<sup>345</sup> « *Es un proceso, cachai y yo creo que cada vez más gente es la que conoce el tema del Panul y quiere trabajar por Panul, hay caleta de cabros en varias universidades que quieren trabajar...estamos avanzando. Si nosotros estamos deteniendo por vías institucionales o por vías jurídicas el proyecto, sabemos que es una paja, sabemos que finalmente hablamos el lenguaje de los gallos que oprimen y deciden, pero nosotros sabemos que necesitamos tiempo porque no podemos permitir que vengan con las máquinas y destruyan, porque ahí se te acaba la conciencia, se te acaba todo, o sea, no sirve de nada, de nada* ». Réunion du RDP, 15/03/2010.

<sup>346</sup> « *Las ideas que tienen los jóvenes sobre cómo intervenir en los asuntos públicos distan mucho de cómo lo están haciendo los políticos y los partidos tradicionales* ». Bien que ce courriel date du 15/04/2012 (c'est-à-dire, deux ans après les autres situations d'enquête citées plus haut), il m'a semblé révélateur de l'évolution des membres du RDP qui prennent de plus en plus distance par rapport aux formes traditionnelles de la politique.

d'« individualisme » (Boltanski, Thévenot, 1991 : 308). C'est ce qui explique que même s'ils savent que leurs chances de pouvoir protéger le Panul sont limitées, ils continuent à faire partie du débat. Ils se prêtent au jeu car malgré les échecs constants, les interactions avec les autorités leur donnent au moins une place. Les membres du RDP décident de montrer leur opposition au sein de l'État lui-même, c'est-à-dire, en rencontrant les fonctionnaires – ceux qui pourraient faire quelque chose – dans des espaces privés (fermés) plutôt que de se manifester dans les espaces publics, dans les rues.

Par ailleurs, alors qu'avant ils agissaient en « coulisses », grâce à la « controverse » autour du Panul, ils deviennent des interlocuteurs légitimes (Callon et al., 2001 : 51). Le « processus » dont parle Sebastián leur permet d'entrer en scène ; la discussion d'un décret leur permet de faire partie de la controverse, de montrer leurs positions, de prendre part à des discussions, d'interagir, de participer, « de prendre des initiatives et, par conséquent, de jouir du droit d'en prendre » (Zask, 2011 : 11). Cela révèle l'importance de prendre en compte la politique et l'action des citoyens à partir de « sa nature essentiellement processuelle, projective et relationnelle » (Neveu, 2013 : 207).

## 25. Deux moments de mise à l'épreuve des affects.

Dans cette dernière section, nous verrons dans un premier moment, comment - alors que le RDP préfère agir au sein de l'État - ses membres essaient à certains moments de sensibiliser d'autres publics à leurs demandes. Il s'agit de tenter de transmettre leurs affects, l'importance du Panul et l'amour qu'ils lui prodiguent dans d'autres milieux sociaux, exogènes au RED. C'est le cas notamment lorsque les membres du RDP se rendent dans le quartier de Santa Teresa – qui, bien que situé à quelques rues de Lo Cañas, est beaucoup plus modeste – pour parler du Panul et essayer de mener des actions conjointes avec ses habitants. Cependant, leur tentative ne se concrétisera pas car, bien que les habitants de Santa Teresa habitent aux pieds de la précordillère, ils n'ont pas une expérience politique ancrée dans cet endroit. Leurs demandes, comme on le verra, sont d'un autre ordre, de même que leurs affects envers le Panul diffèrent grandement de ceux exprimés par les membres du RDP. Dans ce contexte, il est intéressant de voir comment la dimension affective est mise à l'épreuve lorsque les membres essaient de transmettre leurs préoccupations et leur engagement à d'autres groupes qui se méfient de leurs intentions ou se désintéressent du Panul. Le détour par à Santa Teresa permet de voir l'échec d'une alliance entre le RDP et les habitants de ce quartier, ce qui montre la difficulté qu'ont les membres du RDP à généraliser leur cause. Bien qu'ils essaient à des moments ponctuels de revendiquer « toute » la précordillère, le Panul est si particulier, les arguments et les décrets pour le défendre sont si spécifiques, qu'il est difficile de configurer une cause globale à partir de la forêt. Et malgré l'intérêt que peuvent afficher les membres du RDP à différents moments envers des causes globales qui dépassent l'échelle de la précordillère - comme le changement climatique -, leurs affects et leurs revendications sont finalement indissociables de l'expérience qui les lie à un espace très singulier. D'où des contradictions et des altercations au sein de l'association RDP, comme nous le verrons dans un deuxième moment.

## i. L'échec à Santa Teresa.

Le dimanche 15 novembre, le carnaval organisé par les plus jeunes du RDP a lieu en plein jour dans le quartier de Santa Teresa. Arrivant avec Daniel, je lui demande en chemin quel est l'objectif, selon lui, du carnaval : « Se rapprocher des plus pauvres », répond-il. Continuer à militer dans une organisation écologique n'a plus de sens pour lui car les seuls écologistes sont Jenaro et Annie, ajoute-il, et pour faire référence aux membres fondateurs du RDP, il parle de « ces veilles-là », en rigolant d'une façon quelque peu péjorative et ironique. Une fois arrivés, nous apercevons la scène installée sur la place centrale du quartier, quelques habitants s'approchent timidement et à les regarder on dirait qu'ils ne savent pas très bien ce qui se passe. Du folklore au hip-hop, des groupes de musique assez divers se succèdent sur scène. Cependant, le public est presque imperceptible, quelques bandes de jeunes du quartier observent l'événement à une centaine de mètres de là. Je distingue Annie, Ana María et quelques représentants de Santa Teresa, assis sur les chaises disposées à l'ombre mais la plupart des *vecinos* passent sans s'attarder, indifférents au spectacle. Le « carnaval » n'a pas de succès et après une ou deux heures, me voyant sur le point de partir, Daniel me propose d'aller boire un verre<sup>347</sup>.

À ma surprise, le lendemain Annie envoie un mail pour féliciter et remercier les plus jeunes pour l'organisation du carnaval qu'elle estime avoir été « un succès absolu » et elle ajoute : « Je pense qu'on a enfin réussi ce qu'on cherchait depuis si longtemps : atteindre les gens qu'on ne connaissait pas ou qui connaissent peu le sujet »<sup>348</sup>. En réponse au mail d'Annie, Fabiola, plus critique, relève quelques problèmes d'organisation concernant le « carnaval ». Personne ne lui répond mais, deux jours après, une « table ronde » est organisée

---

<sup>347</sup> Daniel est un hâbleur, il adore parler de lui, raconter sa vie, me parler de ses amours, de son travail, de son passé. À force d'assister ensemble à différentes activités, du fait de notre âge proche et aussi parce qu'à chaque événement, Daniel me propose de me conduire en voiture, nous devenons amis (la plupart des fois, comme je n'ai pas de voiture, il passe me prendre à la sortie du métro lorsqu'il s'agit d'activités dans la précordillère, ou bien, il me dépose chez moi la nuit après les activités, considérant que les réunions du RDP finissaient bien après l'heure de fermeture du métro de Santiago, vers 22 heures). Cet après-midi-là, il me propose de m'emmener vers le centre-ville car nous étions dans la précordillère mais chemin faisant, il insiste pour aller boire une bière dans l'un des bars d'une place très fréquentée de Santiago. Auparavant, il insiste pour passer chez lui prendre une veste. Je remarque que Daniel veut présumer de sa réussite sociale, venant d'un milieu très défavorisé, il est très fier de son diplôme d'avocat, de son travail, de son appartement, de sa voiture, etc. M'inviter prendre une bière n'est pas seulement un acte de cordialité et de séduction chez lui mais aussi une invitation d'amitié car il est très seul. Le RDP est pour lui un milieu de socialisation où il peut se faire des amis, montrer ses capacités discursives, professionnelles et masculines.

<sup>348</sup> « *Creo que logramos finalmente lo que tanto tiempo estábamos buscando : llegar a la gente que no conocían o conocían poco el tema* ».

par Annie et Daniel avec les représentants de l'assemblée de quartier de Santa Teresa<sup>349</sup>. Rappelons que le 11 novembre, quatre jours avant le « carnaval », lors d'une réunion du RDP chez Annie, ils avaient discuté de la nécessité de rendre hommage aux *poblaciones* des coulées de boue et de l'importance d'intégrer le quartier de Santa Teresa à l'activité du « carnaval ». Et dans une autre réunion du 2 novembre 2009, convoquée pour organiser le « carnaval », Sebastián précise qu'il faut faire cette activité à Santa Teresa parce que c'est là que se trouvent les « personnes objectivement affectées » par les coulées de boue, c'est là où « les maisons sont inondées » et où « il y a des jeunes qui [les] soutiennent » et avec lesquels ils sont en contact via les réseaux sociaux. « Il est important de se connecter avec des gens avec qui on n'a pas pu prendre contact avant et qui sont ceux qui souffrent »<sup>350</sup>, ajoute-t-il.

Bien qu'ils essaient d'intégrer leur lutte aux quartiers les plus vulnérables de la précordillère, ils rencontrent des difficultés et ne reçoivent pas le soutien attendu de la part des habitants de Santa Teresa. Annie, en tant que leader, félicite les plus jeunes de façon à ne pas les démoraliser. Cependant, comme nous allons le constater dans la réunion qui a lieu quelques jours après le « carnaval » avec les dirigeants de Santa Teresa, ces derniers ne sont pas convaincus que les membres du RDP veuillent réellement travailler avec eux.

Avant la réunion du 17 novembre 2009, au siège de l'assemblée de quartier de Santa Teresa, Daniel passe me chercher à la sortie du métro de La Florida pour ensuite passer prendre Annie. Dès qu'elle monte dans la voiture, elle nous demande nos impressions au sujet du « carnaval » : « Il manquait de la publicité, il y avait trop d'activités », se plaint-elle. En effet, elle ne semble pas complètement convaincue de l'organisation contrairement à ce que disait son courriel où elle félicitait les jeunes. La réunion avec l'assemblée du quartier de Santa Teresa commence ; en plus de Daniel, Annie et moi-même, Fabiola est aussi présente. Annie demande aux habitants de Santa Teresa leur impression au sujet du « carnaval ». Leurs réponses quant à l'événement ne sont pas positives et ils ne cachent pas leurs critiques face à l'échec du « carnaval ». Voici un extrait des échanges<sup>351</sup> :

---

<sup>349</sup> Parmi ces représentants, je distingue Miguel, (environ 50 ans, assistant technique à l'Université Catholique) et Leo (50 ans environ, paramédical au centre de santé de Lo Cañas), avec lesquels j'avais pris contact auparavant pour des entretiens individuels. Il y a aussi deux autres hommes et une femme que je ne connais pas et qui ne se présentent pas.

<sup>350</sup> « *Ahí está la 'gente objetiva' por el aluvión, que se inundan las casas. Hay una organización de jóvenes que apoyan por el blog. Eso es importante, conectarse con gente con la que no habíamos podido contactarnos, que es la que sufre* ».

<sup>351</sup> Je pense d'abord à enregistrer la réunion mais, considérant qu'il s'agit d'une rencontre spéciale, entre deux groupes d'habitants qui n'interagissent pas habituellement et puisque, d'une certaine manière l'ambiance est tendue en raison de l'échec du « carnaval », j'opte pour la prise de notes. Certains passages incompréhensibles



**Miguel** : « Je crois qu'il aurait fallu dépenser plus en publicité, d'autant plus que le sujet est très important et qu'il nous intéresse. Une façon de rameuter le quartier est de parcourir les trois secteurs<sup>352</sup>. Il a manqué des gens du premier secteur. Je crois quand même qu'on ne peut pas vraiment dire que ça a marché ni que ça n'a pas marché. Il n'y a pas eu beaucoup de préparation cette fois-ci. Ça a manqué d'organisation.

**Habitante de Santa Teresa** : Une activité que nous avons proposée en tant qu'organisation mais qui n'a pas été discutée avec les dirigeants... Ils ne sont pas venus. Nous pourtant, on leur avait dit aux jeunes : si tu passes avec un mégaphone... On leur a dit aux jeunes. Il y aurait eu plus de monde... (*Faisant référence aux plus jeunes du RDP*).

**Daniel** : On a manqué de capacité d'organisation. La capacité d'organisation ici [à Santa Teresa] est super bonne, les gens sont engagés dans leur quartier... C'est la première expérience.

**Annie** : Nous, on leur avait dit aux plus jeunes de venir...

**Habitante de Santa Teresa** : L'information a été nulle. La surprise, ici ça ne marche pas. Ici, on marche par secteurs. Les dirigeants sont efficaces et organisés. On est 7500 personnes, réparties sur 1700 logements.

**Miguel** : Tout passe par le fait qu'il faut que nous, les dirigeants, on soit convaincus... On n'a jamais reçu l'information directement de votre part. Nous, faut d'abord nous convaincre. Si vous nous aviez expliqué ce que ça signifiait, on aurait pu vous aider à faire venir les gens.

**Habitante de Santa Teresa** : (*d'un ton cassant*). Ici, à nous, on nous raconte pas d'histoires.

**Annie** : On avait pensé faire un atelier (*cherchant la complicité*).

**Miguel** : Ça, ça aurait été génial. Moi, j'ai encore mes doutes, voyez. Parce que nous, on a vraiment vécu la coulée de boue, on en a subi les conséquences...

**Habitante de Santa Teresa** : Nous, on a vécu l'expérience dans notre vie quotidienne, (*de façon provocante, comme disant "contrairement à vous"*)...

**Habitant de Santa Teresa** : (*prévenant*) C'est important d'avoir des objectifs modestes pour commencer.

**Annie** : [On pourrait organiser] une balade au Panul avec les enfants...

**Miguel** : Ça, ça serait génial...

**Miguel** : Ça me semble intéressant de faire un atelier parce que, honnêtement, moi, je le connais pas le Panul. Je connais juste un peu parce que je suis du secteur mais c'est plutôt déprimant d'aller là-haut...

**Fabiola** : C'est justement ce qu'on ne veut pas, parce que c'est le dernier secteur...

**Annie** : Il y a des raisons écologiques, environnementales, sociales... C'est pas seulement parce que "oh, ils sont mignons ces arbres!" (...) Dans la forêt, tout le monde est plus relax...

**Fabiola** : Ça, ça peut même être une option de travail. Il y a des millions de raisons, c'est pour ça qu'il est important d'impliquer les quartiers les plus vulnérables... C'est pour ça que nous croyons que nous devons nous réunir avec toute la population de Santa Teresa. On sera plus forts face aux autorités...

**Lucho** : Faisons un atelier (...)

**Fabiola** : Nous non plus, on n'a pas la capacité de le faire tous seuls. L'idée, c'était de s'unir... autour du thème du Panul. Ou de "sauvons la précordillère" (...) C'est un espace que le reste de la commune doit connaître. Ce serait bien qu'on voie que Santa Teresa participe

---

sont donc restitués (par exemple, lorsqu'il manquait un mot) en m'appuyant sur mes notes, mais d'autres sont retranscrits tels quels. Le lecteur trouvera ainsi des phrases inabouties ou manquantes dans l'extrait.

<sup>352</sup> Comme nous l'avons signalé dans le chapitre 1, Santa Teresa se divise en trois secteurs construits progressivement après les dégâts laissés par les coulées de boue en 1993.

aussi ».

Les représentants de Santa Teresa ne semblent pas très convaincus et vers la fin de la réunion, ils décident qu'ils vont discuter avec le reste des membres des assemblées de quartier sur la possibilité d'organiser d'autres activités avec le RDP. Des interventions de Miguel et des autres habitants de Santa Teresa présents à la réunion, nous pouvons déduire qu'ils sont méfiants vis-à-vis des membres du Réseau. Les membres, comme Fabiola, sont là pour leur dire explicitement qu'ils ont besoin d'eux, qu'ils ne peuvent pas gagner la défense du Panul sans eux. Cependant, les habitants de Santa Teresa connaissent à peine le Panul ou pas du tout. L'un d'entre eux remarque que son fils y est allé et lui en a parlé. Daniel, qui montrait une volonté d'intégration « des pauvres », comme il disait, intervient à peine dans la réunion. Peut-être cette volonté arrive-t-elle trop tard, mais toujours est-il que les membres du RDP ne cherchent pas à intégrer complètement les habitants de Santa Teresa à leur association. Il s'agit de coordonner quelques activités avec eux plutôt que d'inviter les habitants de Santa Teresa à faire partie du Réseau. Pour leur part, Miguel et ses collaborateurs ne montrent pas non plus un grand intérêt ni à faire partie du RDP ni vis-à-vis de la précordillère. Certes, il juge « déprimant » de se rendre dans la précordillère, en raison du développement immobilier, mais il ne distingue pas dans ce paysage, décourageant selon lui, la valeur que lui attribue le RDP.

Par ailleurs, les relations avec l'environnement sont très différentes pour le RDP et pour Santa Teresa. Daniel remarque dans une présentation<sup>353</sup> avec Sebastián, quelques semaines avant, qu'« il faut en donner l'accès aux personnes qui ne l'ont pas », il parle de l'accès à la nature, « il s'agit d'un bien rare, pour des privilégiés... ». En effet, les membres du RDP, à l'instar d'Annie, ont accès à cette nature de laquelle ils se sentent proches, ils veulent la défendre parce qu'ils s'identifient à elle. Pour Daniel, la lutte est différente ; il cherche à protéger « la vie, les droits et l'environnement », selon ses dires. En tout état de cause, leur engagement à tous repose sur des raisons solides. Quant à Miguel et aux autres représentants de Santa Teresa, les coulées de boue ont constitué une expérience passée traumatique, dont le responsable est en grande mesure un environnement duquel ils se sentent éloignés. Ils ne partent jamais en promenade au Panul - comme peuvent le faire les riverains comme Annie ou Lucy -, ils ne lui portent pas non plus un intérêt scientifique, ni n'étudient

---

<sup>353</sup> Le 27 octobre 2009 a lieu un colloque sur « La ville et la question sociale » organisé par le Département d'Assistance Sociale d'une université privée de gauche (*Universidad Arcis*), auquel différentes associations citoyennes de Santiago sont invitées pour dialoguer avec des experts.

cet environnement qui les entoure, ni ne tentent de le définir, de construire ce qu'est la précordillère et encore moins de la protéger. Pour Miguel et ses voisins, la précordillère existe dans leur mémoire, en tant qu'événement passé, mais ils n'essaient pas de l'appréhender, ni de la contrôler. L'une des représentantes de Santa Teresa me racontait dans un entretien en 2008 – quand je commençais le terrain – que, dans son quartier, ils sont habitués aux inondations après les pluies ou les dégels de la cordillère des Andes. Tous les ans, ils s'y préparent en plaçant des sacs de sables pour empêcher que l'eau ne rentre chez eux. Ils se sont organisés pour résister, chaque hiver. Ils ne cherchent pas à expliquer ces inondations comme les membres du RDP qui les attribuent, en grande mesure, aux *condominios* et à la disparition des forêts de la précordillère qui, autrefois, absorbaient les pluies. Les habitants de Santa Teresa sont loin de la précordillère, ils n'ont pas de liens affectifs avec elle, comme Annie, Lucy ou Sebastián qui se rendent périodiquement au Panul et le connaissent à la perfection.

L'atelier qu'ils essaient de coordonner lors de la rencontre entre les membres du RDP et ceux de Santa Teresa n'aura finalement pas lieu. Miguel ne connaît pas le Panul alors qu'il a toujours habité à Santa Teresa. Les membres du RDP ne réussiront pas à transmettre leur intérêt pour la précordillère aux représentants de Santa Teresa, leurs connaissances et leurs expériences sont trop différentes. Tandis que les premiers ont une relation affective avec la précordillère, les seconds luttent chaque hiver contre les dégâts qu'elle continue de susciter chez eux. Alors que les uns aiment la nature et ont choisi de vivre dans la précordillère, les autres en ont des souvenirs douloureux, occasionnés par les coulées de boue et leurs organisations doivent faire face à d'autres problèmes qui les affectent périodiquement. En effet, à Santa Teresa, les problèmes de « drogue », de « délinquance » ou de désertion scolaire chez les jeunes, comme l'explique l'une des présidentes des assemblées de quartier de Santa Teresa (entretien avec Pilar, 16/04/2008), ne sont pas très différents des problèmes qu'on peut trouver dans n'importe quel autre quartier vulnérable au Chili. Dans cette optique, la précordillère non seulement ne leur confère aucune particularité mais ils doivent batailler, en plus, avec d'autres soucis qui les préoccupent davantage que la disparition d'une forêt, même si elle ne se trouve qu'à quelques mètres de chez eux. En ce sens, ils n'ont pas de motifs pour s'engager vis-à-vis de la précordillère, des motifs aussi importants que ceux qu'avancent Daniel, Annie, Sebastián ou Lucy : « En tant que Réseau, on cherche à obtenir la prise en charge de cette propriété (El Panul) par l'État », que « l'État protège la précordillère », qu'il « exproprie El Panul » pour qu'il devienne un parc régional, public.

C'est la volonté de Sebastián et de Daniel, telle qu'ils l'affirment dans leur exposé au colloque cité plus haut, mais c'est aussi le message affiché au sein du RDP en tant qu'association. Les habitants de Santa Teresa ont du mal à se sentir représentés dans cette revendication car avant celle-ci, ils ont d'autres raisons de solliciter l'aide de l'État.

## **ii. De l'impossible généralité à la difficile protection légale de la singularité.**

Nous allons maintenant voir pourquoi plutôt qu'une revendication pour défendre l'environnement, la nature ou la précordillère, il s'agit de défendre la forêt en soi pour, ensuite, aborder les conséquences juridiques d'une telle posture.

Il est difficile, voire impossible, pour les membres du RDP de totaliser la défense de la précordillère car tel que Valeria<sup>354</sup> l'explique dans une réunion du RDP chez Annie en novembre 2010, ils sont en train de défendre un « morceau de la précordillère ». À un moment donné de cette réunion, alors qu'ils discutent d'un projet de logements sociaux, Annie annonce qu'il semblerait que la mairie ait repoussé le projet en raison du manque de financement public pour le mettre en œuvre. Je leur demande pourquoi ils ne se sont pas opposés à ce projet, compte tenu du fait qu'il allait être fait sur une ravine où, certes, il n'y a pas de forêt comme celle du Panul, mais où il y aurait quand même des risques. Valeria et Ana María réagissent énergiquement à ma question et, un peu irritées, elles m'expliquent que le RDP ne pourrait pas s'opposer à un projet de la sorte (de logements sociaux) ; Valeria va plus loin et précise que ce serait « éthiquement questionnable », « qu'ils ne peuvent pas ». Un débat s'amorce, Valeria et Ana María un peu gênées, essaient de m'expliquer que jamais le RDP n'a remis en cause la construction de logements sociaux et qu'ils défendent spécifiquement le Panul en raison de la valeur de la forêt. « C'est une chose que de défendre une portion de terre qui s'appelle le Panul parce qu'on veut un parc, une forêt, et qu'on veut que les arbres soient entretenus, etc. Mais nous ne pouvons pas tout défendre... On ne peut pas mélanger les choses : allez défendre qu'on n'installe pas des logements sociaux, s'il n'y

---

<sup>354</sup> Valeria participe occasionnellement au sein du RDP, je ne l'ai croisée qu'à trois ou quatre réunions. Elle est architecte, a une trentaine d'années et habite à Santa Sofía de Lo Cañas dans une maison qu'ils ont construite avec son compagnon de l'époque, dans la parcelle de ses beaux-parents. Pendant les périodes d'ethnographie, Valeria se sépare de son compagnon et quitte cette maison, elle traverse donc des moments difficiles. C'est pourquoi elle participe irrégulièrement, bien qu'elle suive de près les actions du RDP, surtout parce que son projet final pour devenir architecte est l'idée d'un belvédère dans la précordillère. Plus tard, début 2010 elle commence à travailler en tant qu'architecte à la mairie de La Florida, c'est alors qu'elle se réintègre aux réunions du petit groupe du RDP.

pas de forêt... ». <sup>355</sup> J'essaie de leur montrer que je n'ai jamais pensé qu'ils s'opposeraient aux quartiers vulnérables, mais que compte tenu du nom du RDP, on aurait tendance à penser qu'ils sont pour la défense de « toute » la précordillère au niveau de la région de Santiago. Sebastián intervient, assumant le rôle de médiateur, en s'adressant à moi et Valeria :

« Vous êtes toutes les deux en train de dire quelque chose d'important. D'une part, c'est vrai, il faut sauver la précordillère, indépendamment du fait qu'il y ait une forêt ou pas, on pourrait le faire. Mais, d'autre part, nous ne pouvons pas nous opposer à ce projet de logements sociaux... Ce ne serait pas facile, ces gens mènent un travail intense avec des organisations de La Florida, alors nous opposer, ce serait un autre front » <sup>356</sup>.

Cet extrait montre dans quelle mesure la défense de « toute » la précordillère impliquerait un travail énorme pour faire face aux divers groupes avec lesquels le RDP devrait rentrer en contact. Étant donné qu'ils préfèrent rester en petit groupe, n'être que quatre ou cinq à prendre les décisions, la concentration sur le Panul leur permet de délimiter la lutte, de cerner les objectifs et de s'attaquer fondamentalement aux fonctionnaires et autorités locales. Pour Sebastián, il s'agit d'une question pratique, ils n'ont pas les ressources pour se lancer dans une lutte plus grande. Mais c'est aussi que le Panul est un espace plus abordable matériellement, techniquement, argumentativement parlant. C'est-à-dire, qu'ils ont des arguments forts pour vouloir empêcher que cette forêt soit détruite, en raison de la valeur écologique des espaces qu'abrite la forêt, du fait que le terrain ait été acquis par l'actuel propriétaire pendant la dictature, etc. Or, mettre en place des arguments pour défendre toute la précordillère serait beaucoup plus difficile et peut être moins convaincant légalement, politiquement et scientifiquement. De plus, ils se sont progressivement approprié le Panul et en sont devenus les porte-drapeaux : du fait qu'ils s'y rendent régulièrement, qu'ils connaissent la forêt à la perfection, ils sont reconnus dans la commune comme les porteurs de cette cause... Entreprise difficilement concevable s'il fallait l'étendre à toute la précordillère. Aussi, nous pouvons déduire que Sebastián, de par ses études, se sent plus compétent au sein

---

<sup>355</sup> « Una cosa es que nosotros defendamos una porción de tierra que se llama El Panul y que tiene que ver, que queremos un parque, queremos bosque, queremos que los árboles se mantengan y todo eso... No tenemos por qué nosotros estar defendiendo... cómo mezclamos eso, ir a defender que no pongan las viviendas sociales, si no hay bosque ».

<sup>356</sup> « Yo creo que las dos están diciendo algo importante. Por un lado, está bien, hay que salvar la precordillera, independiente si no hay bosque, podríamos hacerlo. Pero, en segundo lugar, no nos podemos oponer a ese proyecto de viviendas sociales... yo digo, no nos podemos oponer porque... no nos sería tan fácil porque igual esta gente que tiene como trabajo, con organizaciones en La Florida, fuerte, entonces oponernos sería como... otro flanco ».

d'instances plus privées où il peut agir et exposer ses arguments, être écouté, acquérir une légitimité.

Défendre « toute » la précordillère les amènerait à devoir traiter différents aspects pour lesquels ils ne sont pas préparés : il leur faudrait fournir un travail plus ample pour pouvoir s'impliquer dans des actions qui ne les intéressent pas nécessairement. Leurs priorités, leur champ d'action et la focalisation de leur lutte sont très clairs pour eux. Comme le dit Valeria : « On défend une portion de territoire qui, selon nous – et pas seulement nous – doit être défendue : la forêt sclérophylle et tout ce que cela implique. C'est-à-dire, s'il n'y avait pas de forêt, on ne le défendrait pas... »<sup>357</sup>. À en juger par cet extrait, ils mènent la défense du Panul au nom d'un intérêt général avéré et pas seulement en leur nom.

Pour sa part, Ana María remarque qu'ils « défendent la nature », mais c'est une nature en particulier, très précise, dont il est question au RDP. Cela illustre l'impossibilité de défendre « toute » la précordillère, cette dernière étant d'ailleurs rapportée, au sein du RDP, au Panul et plus particulièrement à sa spécificité de forêt sclérophylle. Quand je leur rappelle que le nom même du RDP fait allusion à la précordillère en termes généraux et qu'il ne s'appelle pas « Réseau de Défense du Panul » ou « de la forêt sclérophylle », ils considèrent que même s'il s'agit de défendre « toute » la précordillère, il faut avoir une politique du cas par cas. En particulier, ils ne peuvent pas s'opposer au cas évoqué dans cet extrait (un terrain où la mairie allait construire des logements) car cette opposition serait, pour eux, inacceptable. « Toute » la précordillère est, certes, une ressource à laquelle les membres du RDP font appel pour convoquer des publics plus larges mais « toute » la précordillère, contradictoirement, n'existe que dans chaque cas spécifique. Comme l'explique Christelle Gramaglia :

« Les questions d'« environnement » ne peuvent pas être résolues en recourant à des principes généraux, abstraits, tant elles sont à la fois singulières et rattachées les unes aux autres. Ce qui vaut pour une espèce de poissons, pour une rivière, ne vaut pas pour une autre. Plus encore, ce qui vaut pour l'une à un moment donné, en un point donné, peut n'être plus valable ensuite, en un autre point. Chaque lieu est singulier en cela qu'il se présente comme une configuration unique d'entités hétérogènes dont on découvre peu à peu la situation et les relations » (Gramaglia, 2006 : 321).

---

<sup>357</sup> « *Estamos defendiendo una porción que consideramos, no nosotros solamente, que hay que defender, que es un bosque esclerófilo y toda esa cuestión. O sea, si no hubiera bosque, no lo defendemos...* ».

Dans ce contexte, le problème auquel se trouvent confrontés les membres du RDP en revendiquant la spécificité de cette forêt sclérophylle est qu'ils sont, avec les savoirs experts, les seuls porteurs de la singularité du Panul. On l'a vu, le collectif choisit la voie légale pour revendiquer la singularité du territoire défendu. Cependant, bien que les décrets existants s'attachent à la forêt de la précordillère en particulier, ils sont incapables d'assurer la survie de la forêt sclérophylle. Finalement, puisque les membres du RDP ne défendent qu'un « morceau de la précordillère » qu'ils sentent à eux, comme leur étant propre, il devient difficile que d'autres milieux sociaux, plus éloignés – géographiquement et socialement – adhèrent avec conviction à leur entreprise collective.

## Conclusion

À partir d'une enquête ethnographique, cette thèse étudie le processus à travers lequel une association citoyenne de la précordillère de Santiago configure un problème autour d'une forêt unique, menacée par le projet immobilier prévu par son propriétaire. Elle traite également des diverses stratégies de ces citoyens, réunis autour du Réseau de Défense de la Précordillère (RDP), pour présenter le problème sur lequel ils enquêtent (la disparition de la forêt El Panul) dans différentes arènes de débat, de façon à ce que d'autres publics, les institutions et les autorités se sentent concernés et agissent pour défendre eux aussi la forêt. En assistant aux rencontres internes de l'association et en accompagnant les citoyens lors des réunions avec les autorités, j'ai pu rendre compte des difficultés qu'ils traversent pour porter leur lutte, pour être écoutés et pour que leurs arguments soient pris en compte.

Je me suis intéressée aux raisons qui ont poussé une association citoyenne à transformer un problème qui, au premier abord peut être qualifié de conflit environnemental, en problème politique, ainsi qu'aux stratégies mises en œuvre pour ce faire. L'ethnographie a permis d'analyser comment ces citoyens « entrent en politique » en rendant publique une controverse autour d'un territoire précis. Elle a permis aussi de comprendre les spécificités du projet politique du RDP ainsi que les spécificités du territoire qu'ils défendent (chapitre 1). Pour cela, nous nous sommes demandé comment un « désastre » comme les coulées de boues de 1993 à Lo Cañas peut déclencher un engagement politique. Nous nous sommes attardés, d'une part, sur les réponses politiques et institutionnelles apportées à la suite de la catastrophe et d'autre part, sur le rôle de déclencheur de l'*aluvión*, à partir duquel les citoyens commencent à s'intéresser à la précordillère, à la définir et à rassembler des études scientifiques pour connaître son comportement et ses caractéristiques. La catastrophe est saisie – au sens où elle devient l'objet de recherches des citoyens – comme une occasion politique par le RDP, c'est-à-dire que les effets d'un tel événement vont être repris par ses membres pour démontrer aux autorités l'importance de défendre la précordillère et le Panul, pour lui-même. Le Panul devient ainsi la cause politique de l'association.

Cependant, après l'analyse de la catastrophe de 1993, émerge la question de savoir pourquoi les habitants de Lo Cañas tardent-ils plus de dix ans à configurer une association politique (formellement, en 2006). Pour répondre à cette question, nous avons analysé les processus d'action collective qui se déroulent après la dictature (1973-1990) pour comprendre



les conditions d'émergence de nouveaux processus de mobilisation à Santiago (chapitre 2). Nous avons montré que, bien que nouveaux, les espaces de dénonciation d'injustices comme ceux du RDP doivent être appréhendés au regard de l'autoritarisme hérité de la dictature, surtout en ce qui concerne le manque de participation citoyenne.

Selon Joëlle Zask les démocraties « faibles » – malgré l'apparente contradiction de la terminologie – sont celles où « la participation des citoyens est fermement encadrée et limitée » (Zask, 2011 : 10). Notre thèse repose sur le constat qu'au Chili la démocratie est « forte », c'est-à-dire, pour reprendre les mots de Zask, que les citoyens « doivent prendre des initiatives » (Zask, 2011 : 11), et que c'est « grâce à » cette condition que les citoyens développent leurs propres projets de participation même s'ils n'ont pas toujours le droit d'y participer formellement. La participation est conçue et définie à partir d'activités concrètes, tangibles, personnelles et subjectives, non pas comme un dispositif idéal. Grâce à l'ethnographie de la participation, ce travail montre les processus politiques des citoyens en train de se faire, localisés et en dehors d'une perspective purement institutionnelle. Nous avons vu comment les institutions peuvent ou ne peuvent pas « produire » des citoyens (Neveu, 2009 : 25), décrivant le rôle des fonctionnaires et des institutions dans leurs interactions. Cette approche, en abordant de nouveaux aspects pour comprendre les conflits entre citoyens et État, permet de savoir comment et pourquoi les citoyens participent et se mobilisent concrètement aujourd'hui, avec quelles ressources, quelles idées, quelles utopies, quelles références ou quelles alliances.

C'est dans ce sens que j'ai analysé les stratégies des citoyens face à ce que j'appelle les « failles institutionnelles », c'est-à-dire l'absence de dispositifs de participation et d'espaces où les citoyens peuvent contribuer aux affaires qui les concernent ou face auxquelles ils se sentent concernés. En étudiant comment ils apprennent à développer leur propre démarche pour se faire une place dans les arènes de débat concernant le devenir de leur quartier, nous avons réfléchi sur ce que veut dire la défense de la précordillère et comment se concrétise la participation politique des citoyens. Dans les chapitres 3 et 4, nous nous sommes penchés sur deux voies choisies par les citoyens du RDP : l'expertise scientifique et le recours au droit. Assurément, ces voies ne répondent pas à un choix arbitraire de la part des citoyens. C'est en cours de route qu'ils découvrent que pour arriver aux différentes arènes de discussions, ils doivent être capables de mobiliser des connaissances spécifiques au sujet de la précordillère. Afin de montrer l'importance et la singularité du Panul, ils recourent à des rapports scientifiques pour décrire la flore et la faune de la forêt, des études scientifiques pour

comprendre les failles géologiques qui traversent la cordillère, des rapports juridiques pour étudier les décrets qui pourraient interdire la destruction du Panul. Peu à peu les citoyens se forment, apprennent et deviennent experts de la précordillère. La détention d'un savoir expert, scientifique et juridique leur permet de prendre une place privilégiée, de se positionner face aux autorités ou, dans certains cas, de mobiliser des compétences vis-à-vis de sujets ponctuels qu'ils commencent à bien connaître. En outre, ce n'est pas seulement du savoir dont dépend le processus de participation créé par les citoyens, mais aussi de la dimension affective présente au sein de ces échanges entre fonctionnaires et citoyens, qui joue un rôle important tant dans la réussite que dans l'échec des échanges. Qu'il s'agisse de moments de tensions ou bien de moments d'empathie, les affects et les émotions constituent une dynamique centrale des interactions, au point que le développement des échanges finit par dépendre aussi des capacités des acteurs à s'émouvoir ou à réagir aux émotions des autres.

Enfin, cette thèse contribue à penser la politique à partir de l'idée d'expérience développée par John Dewey, c'est-à-dire qu'il s'agit de concevoir la politique comme une expérimentation quotidienne (Dewey, 2005). Dans ce cadre, la démocratie n'est pas seulement pensée en référence à une forme de gouvernement ; il s'agit également d'une expérience incarnée, exprimée, enquêtée par des acteurs. La politique est le produit de l'expérience intelligente, non pas un test de réussite (Dewey, 2010). De la sorte, l'action collective est pensée comme un chemin difficile, périlleux, dans lequel seulement un petit groupe finit par s'engager quotidiennement. Dès lors, nous avons voulu remettre en question l'idée selon laquelle il serait évident que des acteurs engagés essaient toujours de convaincre le plus grand nombre de personnes de se joindre à eux, cherchant à faire des adeptes (Boltanski et al., 1984). Notre thèse propose plutôt que le recours à d'autres acteurs, loin de constituer une évidence, apporte surtout des conflits au sein de l'association et que l'action collective requiert d'un système complexe de sélection. Suivant une perspective microsociologique, les difficultés que rencontre le RDP sont pensées comme une arène publique qui s'ouvre et se déploie à l'occasion d'un problème à résoudre et où différents acteurs élaborent des opérations d'argumentation et de dramatisation afin de revendiquer leurs droits, de dénoncer des injustices et de solliciter des explications (Cefaï, 1996).

D'autre part, plusieurs travaux sur Santiago et sur les mobilisations collectives au Chili tendent à relier les conflits qui s'y déroulent à des causes qu'on pourrait appeler globales (capitalisme, globalisation, néolibéralisme). C'est ainsi que cette thèse propose non seulement l'ethnographie comme méthode mais qu'elle prend également distance vis-à-vis

des explications globalisantes de l'action collective, proposant un regard sur ce qui se passe en coulisses. Ancrée sur le terrain, cette enquête conçoit la nature et ses particularités au niveau de l'action politique des habitants. La précordillère est analysée à partir des catégories des acteurs. En ce sens, même si ce travail suit l'idée que l'on ne peut pas opposer culture et nature, il essaie de restituer les relations actives et dynamiques des acteurs avec l'environnement (Ingold, 2000). Il importe de préciser que les relations avec El Panul n'ont pas été analysées à partir d'une observation directe de la façon dont les citoyens interagissent avec la forêt lorsqu'ils s'y rendent ou lorsqu'ils l'étudient sur place. En revanche, les catégories des acteurs se construisent dans leur compilation d'articles scientifiques, à travers leurs rencontres avec des experts, en incorporant l'histoire du territoire, leurs expériences et celles des autres habitants. La défense de la nature implique un travail d'explicitation de ce à quoi renvoie cette nature dans différents mondes sociaux (scientifiques, juridiques, institutionnels, citoyens). Contrairement à ce qu'en concluent les rapports des entreprises – comme ceux de Gesterra pour le cas du Panul – les territoires ne sont pas vides d'expériences humaines. Le problème émerge justement lorsque les expériences des citoyens ainsi que leurs projections sur les territoires ne sont pas pris en compte dans les évaluations menées par les institutions publiques et les entreprises.

Sans entrer dans l'analyse en profondeur de la généalogie des dispositifs d'évaluation environnementale au Chili, ni des politiques publiques entamées par l'État après la dictature, cette thèse a privilégié les interactions pour comprendre comment les membres du RDP essaient de protéger une nature qu'ils considèrent en danger. Je n'ai pas souhaité penser la nature à partir des travaux du champ de l'anthropologie écologique, mais j'ai plutôt voulu saisir la cause environnementale au regard des théories de luttes pour une reconnaissance, des dénonciations d'injustices auxquelles s'est intéressée la sociologie pragmatique. La thèse prétend contribuer à penser la démocratie à partir de l'action collective des associations en intégrant une dimension anthropologique à cette démarche développée surtout par des sociologues (Barbot, Dodier, 2011). Pour cela, le travail de Jeanne Favret-Saada (1990) m'a permis d'intégrer la dimension affective à l'action collective du RDP. Nous ne pouvons pas circonscrire les échanges démocratiques à ce qui est seulement dit et argumenté ; une description des émotions est aussi nécessaire pour comprendre l'issue des controverses discutées.

Cependant, il reste un long chemin à faire encore afin d'intégrer la dimension affective à l'analyse de l'action collective citoyenne. Surtout parce qu'au cours de l'ethnographie les

sentiments, l'incertitude, la déception, le désenchantement ou la résignation au cours de l'engagement ne sont pas facilement observables. Ces sentiments sont occultés la plupart du temps afin de montrer la face la plus proactive et dynamique du collectif. Or, au sein du RDP, comme nous l'avons vu, les citoyens connaissent des moments de désarroi voire d'impuissance face aux intérêts économiques qui, selon eux, seront prépondérants. Mais le travail collectif, l'amour envers le Panul, les affects au sein du groupe sont déterminants pour la poursuite de l'engagement même s'ils ne croient pas aux institutions. De plus, les petites réussites quotidiennes du RDP, que ce soit d'être écoutés par un scientifique qu'ils considèrent important, ou par une autorité, ou que de jeunes avocats s'intègrent au collectif ou encore d'être invités à une radio pour exposer leur lutte, leur permettent de retrouver leur motivation, de croire au fait que leur cause vaut la peine et que le RDP peut exister à travers le temps. Maintenir l'association à travers le temps ainsi que conserver ses membres n'est pas une entreprise facile. Les questions pratiques sont fondamentales, surtout les questions d'argent pour pouvoir financer les actions du RDP, argent qu'ils doivent sortir de leur poche. J'ai admiré les membres en raison du temps précieux qu'ils consacrent au travail de l'association, lors des réunions qui souvent finissaient tard le soir. J'ai été surprise de constater l'énergie et la vocation qu'ils mettaient en œuvre pour une cause pour laquelle ils n'obtenaient guère de résultats concrets. Cependant, grâce aux moments de partage et d'apprentissage en commun, la force du RDP acquérait du sens.

C'est d'ailleurs cette dimension affective, qui fut plus évidente pour moi vers la fin de l'enquête, sur laquelle je compte poursuivre mes recherches, en essayant de penser comment, au cours de l'engagement des citoyens, leur vies, leurs familles ou leur santé peuvent être affectés et surtout comment leur vie quotidienne peut être bouleversée, en raison de leur engagement politique.

Au-delà de la dimension affective, les contributions de cette thèse à la question du rôle que sont en train de jouer les micro associations citoyennes à Santiago sont, dans une certaine mesure, limitées, car je ne prétends pas étudier la diversité des formes d'action collective dans la ville mais seulement celles du RDP. Cependant, une étude comparative pourrait montrer comment se mobilisent les citoyens dans d'autres quartiers de Santiago, notamment dans les quartiers populaires ou dans ceux qui revendiquent des intérêts patrimoniaux, et pas seulement de protection de la nature. Vu la croissance des mobilisations qu'a connu le pays grâce au processus d'action collective engagé par les étudiants en 2011, il aurait été intéressant également d'observer l'influence de ce « réveil » en termes de mobilisation chez

les citoyens engagés. De même, une étude plus vaste à Santiago pourrait donner des pistes pour comprendre comment le savoir circule, comment les associations communiquent entre elles et si elles travaillent ensemble en vue de participer et d'avoir une incidence sur la planification urbaine. D'autre part, un travail sur les trajectoires des citoyens mobilisés ouvrirait des pistes sur les nouvelles formes de mobilisations, afin de détecter les ressources que mettent en œuvre les citoyens et leurs influences. C'est-à-dire, il serait intéressant de se demander dans quelle mesure le savoir et l'expérience mobilisés par ces collectifs recyclent des formes antérieures de mobilisation et dans quelle mesure les citoyens configurent des demandes et des formes nouvelles.

\*\*\*

Au moment où j'écris ces lignes, le Chili est de nouveau touché par plusieurs catastrophes : dans l'extrême nord du pays – qui depuis plus de quinze ans n'avait connu pareil phénomène climatique – des pluies et des coulées de boues ont occasionnés d'importants dégâts. Des personnes disparues, des hélicoptères qui essaient de rescaper les habitants montés sur les toits de leurs maisons complètement inondées, des centres-villes transformés en rivières... Voici quelques-unes des images que l'on voit à la télévision. Dans le sud, la région de La Araucanía est, elle, en alerte après qu'un incendie a ravagé près de six milles hectares de forêt native dont une Réserve Naturelle et un Parc National. Enfin, dans la même région, le volcan Villarrica entre en éruption.

Ce qui attire notre attention, au regard des coulées de boues de 1993 à La Florida que nous avons analysées dans le premier chapitre de cette thèse, ce sont les réactions des citoyens dès les premiers évènements commencés. Surtout dans les réseaux sociaux, les citoyens s'en prennent aux institutions en argumentant qu'elles n'ont pas su réagir à temps alors que des rapports scientifiques avaient prévus les effets que pouvaient occasionner un tel phénomène climatique dans le nord. On observe donc que les citoyens sont plus informés, plus mobilisés et plus en alerte que dans les années 1990. Alors que les institutions continuent à réagir aux dégâts causés par les catastrophes plutôt que de chercher à les prévenir, les citoyens demandent que certaines institutions qui sont encore marginales ou faibles concernant les décisions politiques, comme l'Office national des situations d'urgence (Oficina Nacional de Emergencia, ONEMI), puissent avoir un rôle plus important pour éviter les conséquences désastreuses d'un pays à haut risque comme l'est le Chili. De même, la discussion dans les

médias et les réseaux sociaux s'est immédiatement centrée sur les responsables de ces catastrophes, sur les moyens qui auraient pu être mis en place pour éviter des dégâts si importants ou sur la question de savoir pourquoi les autorités ne prennent pas en compte le savoir expert et scientifique dans la planification des villes au Chili.

À la lumière des événements actuels, nous pouvons constater que les débats autour de la gestion des désastres sont un champ toujours d'actualité qui permettent de penser le rôle que joue la science et l'expertise dans la planification des villes au Chili, d'étudier à long terme comment les différents savoirs et compétences ont une fonction déterminante quand il s'agit de penser les territoires ainsi que la relation entre la nature et les humains.

Une ethnographie de ces processus permettrait de décrire comment des habitants de diverses régions du pays s'organisent et participent après les catastrophes, comment ils entament un processus de reconstruction des villes et des villages. Comprendre enfin les catastrophes, plutôt que comme des données objectives, comme des expériences d'habitants à travers lesquelles ils remémorent, construisent des quartiers, des paysages, des mobilisations collectives ; comment ils recueillent des souvenirs et mettent en œuvre une narration publique où est pensé le passé mais où le futur aussi est projeté.

## Bibliographie générale

- AHUMADA, Paulina, 2012. « Paisaje y nación : la majestuosa montaña en el imaginario del siglo XIX ». In : *Artelogie* [en ligne]. Vol. 3. [Consulté le 16 janvier 2013]. Disponible à l'adresse : <http://cral.in2p3.fr/artelogie/spip.php?article144>.
- ALISTE, Enrique et URQUIZA, Anahí, 2010. *Medio ambiente y sociedad. Conceptos, metodologías y experiencias desde las ciencias sociales y humanas*. Santiago : Ril editores.
- ALMOND, Gabriel Abraham et VERBA, Sidney, 1972. *The civic culture: political attitudes and democracy in five nations*. Princeton : Princeton University Press.
- ALVAREZ, Ana María, 2008. La segmentación socioeconómica del espacio : la comunidad ecológica y la toma de Peñalolén. In : *EURE*. Vol. 34, n° 101, p. 121-136.
- ÁLVAREZ, Gonzalo et FUENTES, Claudio, 2009. Las promesas inconclusas de Bachelet. In : *Metapolítica: la mirada limpia de la política*. n° 65, p. 58-63.
- ANTILEO, Enrique, 2007. Mapuche y santiaguino. El movimiento mapuche en torno al dilema de la urbanidad. In : *Working Paper Serie*. Ñuke Mapuförlaget.
- ARENDDT, Hannah, 1995. *Qu'est-ce que la politique?* Paris : Seuil.
- ARNOLD-CATHALIFAUD, Marcelo, 2003. Autoproducción de la amenaza ambiental en la sociedad contemporánea. In : *Revista MAD*. Vol. 9, p. 1-31.
- ARNOLD, Marcelo et URQUIZA, Anahí, 2010. Las amenazas ambientales: una visión desde la teoría de los sistemas sociopoiéticos". In : ALISTE, Enrique et URQUIZA, Anahí, *Medio Ambiente y Sociedad: conceptos, metodologías y experiencias desde las ciencias humanas y sociales*. Santiago : RIL editores. p. 27-53.
- AUYERO, Javier, 2005. L'espace des luttes. In : *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 160, n° 5, p. 122-132.
- AWAD, Isabel, 2003. Marketing Democracy. In : *Cuadernos de información*. Vol. 16, p. 144-145.
- BAILLY, Antoine et BOURDEAU-LEPAGE, Lise, 2011. Concilier désir de nature et préservation de l'environnement : vers une urbanisation durable en France. In : *Géographie, économie, société*. Vol. 13, n° 1, p. 27-43.
- BAROZET, Emmanuelle, 2011. De la démobilisation au réinvestissement « local » : Mouvements sociaux locaux et territoires au Chili. In : *Cahiers des Amériques Latines*. N° 66, p. 73-90.
- BAROZET, Emmanuelle et BISKUPOVIC, Consuelo, 2012. Pluralité et territoires dans les espaces publics au Chili : Réflexions sur une action collective située. In : *Nouveaux mondes* [en ligne]. [Consulté le 13 mars 2013]. Disponible à l'adresse : <http://nuevomundo.revues.org/64089>.

- BECKER, Howard S, 2006. Sur le concept d'engagement. In : *SociologieS* [en ligne]. [Consulté le 29 décembre 2010]. Disponible à l'adresse : <http://sociologies.revues.org/index642.html>.
- BENADUSI, Mara, 2010. Cultivating communities of practice after disaster. In : *Disasters and risks: from empiricism to criticism*. Paris : CERI-EHESS.
- BENEDETTI, Steven, 2010. *El terremoto más grande de la Historia: 9,5 Richter*. Santiago : Origo.
- BENFORD, Robert D. et SNOW, David A., 2012. Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan. In : *Politix*. Vol. n° 99, n° 3, p. 217-255.
- BENGOA, José, 1996. *La comunidad perdida. Ensayos sobre identidad y cultura: los desafíos de la modernización en Chile*. Santiago, Chile : Ediciones Sur.
- BERGER, Mathieu, 2014. La participation sans le discours. In : *Revue électronique des sciences humaines et sociales*. [en ligne]. [Consulté le 16 mars 2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.espacestemp.net/articles/la-participation-sans-le-discours/>.
- BERGER, Mathieu, CEFAÏ, Daniel et GAYET-VIAUD, Carole, 2011. *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*. Bruxelles : P.I.E.-Peter Lang.
- BEVORT, Antoine et GIRAUD, Olivier, 2014. Démocratie et négociations : tensions, mutations, recompositions. In : *Négociations*. Vol. 21, n° 1, p. 5-11.
- BLOK, Anders et JENSEN, Torben Elgaard, 2011. *Bruno Latour: Hybrid Thoughts in a Hybrid World*. London : Routledge.
- BLONDEAU, Cécile et SEVIN, Jean-Christophe, 2004. Entretien avec Luc Boltanski, une sociologie toujours mise à l'épreuve. In : *ethnographiques.org* [en ligne]. n°5. [Consulté le 16 septembre 2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.ethnographiques.org/2004/Blondeau,Sevin>.
- BLONDIAUX, Loïc et FOURNIAU, Jean-Michel, 2011. Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? In : *Participations*. Vol. 1, n° 1, p. 8-35.
- BOLTANSKI, Luc, 1990. *L'amour et la justice comme compétences : trois essais de sociologie de l'action*. Paris : Métailié.
- BOLTANSKI, Luc, 2007. *La souffrance à distance. La présence des absents: Morale humanitaire, médias et politique*. Paris : Gallimard.
- BOLTANSKI, Luc, 2008. *Rendre la réalité acceptable. À propos de « La production de l'idéologie dominante »*. [en ligne]. Paris : Demopolis. Disponible à l'adresse : [http://www.contretemps.eu/sites/default/files/l'existence%20des%20classes%20sociales\\_1.pdf](http://www.contretemps.eu/sites/default/files/l'existence%20des%20classes%20sociales_1.pdf).
- BOLTANSKI, Luc et THÉVENOT, Laurent (dir), 1991. *De la justification : les économies de la grandeur*. Paris : Gallimard.



- BOULLIER, Dominique, 2009. Choses du public et choses du politique. Pour une anthropologie des inouïs. In : CARREL, Marion, NEVEU, Catherine et ION, Jacques, *Les intermittences de la démocratie : Formes d'action et visibilitées citoyennes dans la ville*. Paris : L'Harmattan. p. 21-38.
- BRUNNER, José Joaquín, 1980. La concepción autoritaria del mundo. In : *Revista Mexicana de Sociología*. Vol. 42, n° 3, p. 991-1031.
- CALLON, Michel, 2004. The role of hybrid communities and socio-technical arrangements in the participatory design. In : *Journal of the Center for Information Studies*. Vol. 5, n° 3, p. 3-10.
- CALLON, Michel, LASCOUMES, Pierre et BARTHE, Yannick, 2001. *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Paris : Seuil.
- CAMACHO, Daniel, 1989. *Los Movimientos populares en América Latina*. México : Siglo XXI.
- CANTEROS, Eduardo, 2011. Las agrupaciones vecinales en defensa de los barrios. La construcción política desde lo local. In : *Polis*. [en ligne]. n° 28. [Consulté le 11 septembre 2014]. Disponible à l'adresse : <http://polis.revues.org/1165>.
- CARLOS DE MATTOS, 1999. Santiago de Chile, globalización y expansión metropolitana : lo que existía sigue existiendo. In : *EURE*. Vol. 25, n° 76, p. 29-56.
- CARLOS DE MATTOS, 2004. *Santiago en la globalización: una nueva ciudad?* Santiago : SUR Corporación de Estudios Sociales y Educación.
- CARLOS DE MATTOS (éd.), 2006. *Huellas de una metamorfosis metropolitana: Santiago en EURE 1970-2000*. Santiago : Instituto de Estudios Urbanos y Territoriales, Pontificia Universidad Católica de Chile.
- CARREL, Marion, 2013. *Faire participer les habitants ? Pauvreté, citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*. Lyon : ENS.
- CARREL, Marion, NEVEU, Catherine et ION, Jacques, 2009. *Les intermittences de la démocratie : Formes d'action et visibilitées citoyennes dans la ville*. Paris : L'Harmattan.
- CARRIGAN, Anthony et MEGHANI, Shamira, 2014. What is a Disaster? In : *Disaster is Not an Event* [en ligne]. [Consulté le 30 juin 2014]. Disponible à l'adresse : <http://postcolonialdisaster.com/what-is-a-disaster/>
- CARRUTHERS, David, 2001. Environmental Politics in Chile: Legacies of Dictatorship and Democracy. In : *Third World Quarterly*. Vol. 22, n° 3, p. 343-358.
- CARRUTHERS, David et RODRIGUEZ, Patricia, 2009. Mapuche Protest, Environmental Conflict and Social Movement Linkage in Chile. In : *Third World Quarterly*. Vol. 30, n° 4, p. 743-760.

CASTILLO, María José, 2010. Producción y gestión habitacional de los pobladores. Participación desde abajo en la construcción de vivienda y barrio en Chile. In : *Cuaderno Electrónico*. Vol. 6, p. 30-71.

CASTILLO, Mayarí, 2008. « *Ya no somos nosotros* »: *Identidades políticas en el Chile contemporáneo*. Maestría en Ciencias Sociales. México : FLACSO, México.

CATTANEO, Rodrigo, 2011. Los fondos de inversión inmobiliaria y la producción privada de vivienda en Santiago de Chile: ¿Un nuevo paso hacia la financiarización de la ciudad? In : *EURE (Santiago)*. Septiembre. Vol. 37, n° 112, p. 5-22.

CEFAÏ, Daniel, 2001. *Cultures politiques*. Paris : Presses Universitaires de France.

CEFAÏ, Daniel, 2003. Acción asociativa y ciudadanía común ¿La sociedad civil como matriz de la res publica? In : MORÁN, María Luz et BENEDICTO, Jorge, *Aprendiendo a ser ciudadanos. Experiencias sociales y construcción de la ciudadanía entre los jóvenes*. Madrid : Instituto de la Juventud.

CEFAÏ, Daniel, 2006. Une perspective pragmatiste sur l'enquête de terrain. In : PAILLÉ, Pierre, *La méthodologie qualitative*. Paris : Armand Colin. p. 33-62.

CEFAÏ, Daniel, 2007. Le quartier comme contexte, ressource, enjeu et produit de l'action collective. Belleville, Paris XXème. In : VITALE, Tommaso, *In nome de chi? Partecipazione e rappresentanza nelle mobilitazioni locali* [en ligne]. Milano : Franco Angeli. p. 135-161. [Consulté le 3 septembre 2014]. Disponible à l'adresse : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00144737>.

CEFAÏ, Daniel, 2007. *Pourquoi se mobilise-t-on? Les théories de l'action collective*. Paris : La Découverte.

CEFAÏ, Daniel, 2009. Postface. La fabrique des problèmes publics. Boire ou conduire, il faut choisir! In : *La culture des problèmes publics. L'alcool au volant: la production d'un ordre symbolique. J. Gusfield*. Paris : Economica. p. 219-318.

CEFAÏ, Daniel, 2010. *L'Engagement ethnographique*. Paris : Éditions de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

CEFAÏ, Daniel, 2011. Diez propuestas para el estudio de las movilizaciones colectivas. De la experiencia al compromiso. In : *Revista de Sociología*. Vol. 26, p. 137-166.

CEFAÏ, Daniel, 2013. L'expérience des publics: institution et réflexivité. In : *Revue électronique des sciences humaines et sociales*. [en ligne]. [Consulté le 21 octobre 2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.espacetemps.net/articles/l'experience-des-publics-institution-et-reflexivite/>.

CEFAÏ, Daniel, CARREL, Marion, TALPIN, Julien, ELIASOPH, Nina et LICHTERMAN, Paul, 2012. Ethnographies de la participation. In : *Participations*. Vol. 4, n° 3, p. 7.

CEFAÏ, Daniel et PASQUIER, Dominique, 2004. Introduction. In : *Les sens du public : Publics politiques, publics médiatiques*. Paris : PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE. p. 1-47.

CENTEMERI, Laura, 2011. Retour à Seveso. La complexité morale et politique du dommage à l'environnement. In : *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. Vol. 66, n° 1, p. 213-240.

CHATEAURAYNAUD, Francis, 2006. *Les asymétries de prises. Des formes de pouvoir dans un monde en réseaux* [en ligne]. Paris : Document du GSPR, EHESS [Consulté le 29 mars 2015]. Disponible à l'adresse : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00111674/document>.

CHECA, Laureano, LAGOS, Claudia et CABALIN, Cristian, 2011. El caso de Chile durante el gobierno de Michelle Bachelet: Participación ciudadana para el fortalecimiento de la democracia. In : *Argos*. Vol. 28, n° 55, p. 13-47.

CLAUDE, Marcel, 1997. *Una vez más la miseria: es Chile un país sustentable?* Santiago : Lom Ediciones.

CLIFFORD, Rebecca, 2012. Emotions and gender in oral history: narrating Italy's 1968. In : *Modern Italy*. Vol. 17, n° 2, p. 209-221.

CLOUGH, Patricia Ticineto et HALLEY, Jean, 2007. *The Affective Turn: Theorizing the Social*. Durham : Duke University Press.

COANUS, Thierry, DUCHÊNE, François et MARTINAIS, Emmanuel, 2004. Risque, territoire et longue durée: vers une « société du risque »? In : *Annales de la recherche urbaine*. Vol. 95, p. 19-25.

COMPAGNON, Olivier, 2007. « L'affaire Pinochet. La justification à l'épreuve des changements d'échelle ». In : L. BOLTANSKI, E. CLAVERIE, N. OFFENSTADT, S. Van Damme (dir.), *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet* [en ligne]. p. 347-364. [Consulté le 3 septembre 2013]. Disponible à l'adresse : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00149268>.

CORTÉS, Alexis, 2014. El movimiento de pobladores chilenos y la población La Victoria: ejemplaridad, movimientos sociales y el derecho a la ciudad. In : *EURE*. Vol. 40, p. 239-260.

CUADROS, Daniela, 2003. Formation et reformulation d'une cause. Le cas des droits de l'homme au Chili, de la dictature à la politique de réconciliation nationale. In : *Politix*. Vol. 16, n° 62, p. 165-190.

CUADROS, Daniela, 2009. Engagement et expertise des droits de l'homme. Trente ans de mobilisations au nom des victimes de la dictature chilienne. In : *Mobilisations de victimes*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes. p. 37-51.

CUCHE, Denys, 2010. *La notion de culture dans les sciences sociales*. Paris : Editions La Découverte.

DAMMERT, Lucía, 2004. ¿Ciudad sin ciudadanos? Fragmentación, segregación y temor en Santiago. In : *EURE*. Vol. 30, n° 91, p. 87-96.

DEBOULET, Agnès et NEZ, Héloïse, 2013. *Savoirs citoyens et démocratie urbaine*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

DE LA CUADRA, Fernando, 2001. *Conflicto mapuche: génesis, actores y perspectivas*. Buenos Aires : CLACSO.

DELAMAZA, Gonzalo, 1999. Los movimientos sociales de la democratización de Chile. In : DRAKE, Paul et JAKSIC, Ivan, *El modelo chileno: democracia y desarrollo en los noventa*. Santiago : Lom Ediciones. p. 307-406.

DELAMAZA, Gonzalo, 2004. Políticas públicas y sociedad civil en Chile: el caso de las políticas sociales (1990-2004). In : *Política*. Vol. 43, p. 105-148.

DELAMAZA, Gonzalo, 2005. *Tan lejos tan cerca: políticas públicas y sociedad civil en Chile*. Santiago : Lom Ediciones.

DEONNA, Julien et TERONI, Fabrice, 2008. *Qu'est-ce qu'une émotion?* Paris : Vrin.

DE RAMÓN, Emma, 1993. La sociedad santiaguina frente a una catástrofe: 1647-1651. In : *Boletín de Historia y Geografía*. Santiago, Vol. 10, p. 57-68.

D'ERCOLE, Robert, 1996. La catastrophe et son impact à moyen terme : l'exemple de Popayan (Colombie), dix ans après le séisme du 31 mars 1983. In : *Cahiers des Sciences Humaines*. Vol. 32, n° 2, p. 445-470.

DESCOLA, Philippe, 2001. Par-delà la nature et la culture. In : *Le Débat*. 2001. Vol. 114, n° 2, p. 86-101.

DESCOLA, Philippe, 2005. *Par-delà nature et culture*. Paris : Gallimard.

DESPRET, Vinciane et STRIVAY, Lucienne, 2010. Corps et âme. Passionnément. In : *SociologieS* [en ligne]. [Consulté le 18 décembre 2014]. Disponible à l'adresse : <http://sociologies.revues.org/3163>.

DEWEY, John, 1993. *Logique: la théorie de l'enquête*. Paris : Presse Universitaires de France.

DEWEY, John, 2005. «La réalité comme expérience». In : SAINT-GERMIER, Pierre et TRUC, Gêrôme (trad.), *Tracés. Revue de Sciences humaines*. n° 9, p. 83-91.

DEWEY, John, 2010. *Le public et ses problèmes*. Paris : Gallimard.

DEWEY, John, 2010. *L'art comme expérience*. Paris : Gallimard.

DI BELLA, Maria Pia, 2003. User des émotions. Foule et exécutions à Palerme. In : *Revue du MAUSS*. Vol. 22, n° 2, p. 33.

DOCKEMDORFF, Eduardo, RODRIGUEZ, Alfredo et WINCHESTER, Lucy, 2000. Santiago de Chile: metropolization, globalization and inequity. In : *Environment and Urbanization*. Vol. 12, n° 1, p. 171-183.

DOIDY, Eric, 2008. Cultiver l'enracinement. Réappropriations militantes de l'attachement chez les éleveurs jurassiens. In : *Politix*. Vol. n° 83, n° 3, p. 155-177.

- DORAN, Marie-Christine, 2010. Les effets politiques des luttes contre l'impunité au Chili : de la revitalisation de l'action collective à la démocratisation. In : *Revue internationale de politique comparée*. Vol. 17, n° 2, p. 103-126.
- DOUGLAS, Mary, 1966. *Purity and danger: an analysis of the concepts of pollution and taboo*. London, New York : Routledge.
- DRAKE, Paul W. et JAKSIC, Ivan, 1999. *El modelo chileno: democracia y desarrollo en los noventa*. Santiago : Lom Ediciones.
- DUCCI, María Elena, 2004. Las batallas urbanas de principios del tercer milenio. In : *Santiago en la Globalización ¿una nueva ciudad?*. Santiago : Ediciones Sur, p. 137-165.
- DURÁN, Valentina et LORCA, Lorena, 2009. *Informe en derecho. Proyecto inmobiliario « El Panul 164 »*. Santiago : Facultad de Derecho, Universidad de Chile.
- EBERT, Annemarie, WELZ, Juliane, HEINRICHS, Dirk, KRELLENBERG, Kerstin et HANSJÜRGENS, Bernd, 2010. Socio-environmental change and flood risks : the case of Santiago de Chile. In : *Erdkunde*. Vol. 64, n° 4, p. 303-313.
- ELIAS, Norbert, 1995. *Mi trayectoria intelectual*. Barcelona : Edicions 62.
- ELIASOPH, Nina, 2003. Publics fragiles : une ethnographie de la citoyenneté dans la vie associative. In : CEFAÏ, Daniel et PASQUIER, Dominique, *Les sens du public : Publics politiques, publics médiatiques*. Amiens : Presses Universitaires de France. p. 225-268.
- ELIASOPH, Nina, 2010. *L'évitement du politique : Comment les américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*. S.I. : Economica. ISBN 2717858628.
- ELIASOPH, Nina et LICHTERMAN, Paul, 2003. Culture in interaction. In : *American Journal of Sociology*. Vol. 108, n° 4, p. 735-794.
- ELIASOPH, Nina et LICHTERMAN, Paul, 2011. Culture en interaction. Une ethnographie des styles de groupe de deux organisations civiques en Californie. In : BERGER, Mathieu, CEFAÏ, Daniel et GAYET-VIAUD, Carole, *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*. Bruxelles : P.I.E. Peter Lang. p. 355-399.
- ERRÁZURIZ, Rebeca et STERN, Alberto, 2006. Estaciones de ski de la Región Metropolitana de Santiago: ¿nieve de clase mundial? In : *EURE*. Vol. 32, n° 95, p. 112-123.
- ESPINOZA, Guillermo, 1990. El manejo de los desastres naturales : conceptos y definiciones básicas aplicadas a Chile. In : *Medio Ambiente y Urbanización*. Vol. 30, p. 21-30.
- ESPINOZA, Vicente, 1988. *Para una historia de los pobres de la ciudad*. Santiago : Ediciones Sur.
- ESPINOZA, Vicente, 1998. Historia social de la acción colectiva urbana: Los pobladores de Santiago, 1957-1987. In : *EURE*. Vol. 24, n° 72, p. 71-84.

ESPINOZA, Vicente, 1999. Continuidad histórica de la acción colectiva de los pobladores chilenos. Redes sociales e interacción estratégica. In : SALMAN, Tom et KINGMAN, Eduardo, *Antigua Modernidad y Memoria del Presente. Culturas Urbanas e Identidad*. Quito : FLACSO. p. 189-217.

ESPINOZA, Vicente et BAROZET, Emmanuelle, 2009. ¿De qué hablamos cuando decimos « clase media »? Perspectivas sobre el caso chileno. In : *La estratificación social hoy en Chile*. Expansiva, Universidad Diego Portales. p. 103-129.

ESQUERRE, Arnaud, 2007. La machine à coudre le monde de Jeanne Favret-Saada. In : *Electronic Journal of Humanities and Social Sciences*. [en ligne]. 30 juillet 2007. [Consulté le 21 mars 2013]. Disponible à l'adresse : <http://www.espacestemp.net/en/articles/la-machine-a-coudre-le-monde-de-jeanne-favret-saada-en/>.

ESTENSSORO, Fernando, 2007. Antecedentes sobre la protección al medio ambiente en el pensamiento de libre mercado en Chile (década de los noventa del s. XX). In : *Estudios avanzados*. Vol. 5, n° 8, p. 35-59.

FASSIN, Didier et SIMON, Patrick, 2008. Un objet sans nom. In : *L'Homme*. Vol. 187-188, n° 3, p. 271-294.

FAVRET-SAADA, Jeanne, 1990. Être affecté. In : *Gradhiva*. n° 8, p. 3-9.

FERNÁNDEZ, Teodoro, 2009. Los Andes y América. In : *ARQ*. n° 71, p. 16-19.

FINN, Janet, 2003. Review. In : *American Anthropologist*. Vol. 105, n° 2, p. 451-452.

FLEET, Nicolas, 2011. Movimiento estudiantil y transformaciones sociales en Chile: una perspectiva sociológica. In : *Polis*. Vol. 10, n° 30, p. 99-116.

FOERSTER, Rolf, 1999. Movimiento étnico o movimiento etno-nacional. In : *Revista de Crítica Cultural*. n° 18, p. 52-58.

FOURNIAU, Jean-Michel, 2007. L'expérience démocratique des « citoyens en tant que riverains » dans les conflit d'aménagement. In : *Revue européenne des sciences sociales*. Vol. Tome XLV, n° 136, p. 149-179.

GARCÉS, Mario, 2002. *Tomando su sitio: el movimiento de pobladores de Santiago, 1957-1970*. Santiago : Lom Ediciones.

GARCÉS, Mario et DELAMAZA, Gonzalo, 1985. *La explosión de las mayorías. Protesta Nacional 1983-1984*. Santiago : ECO, Educación y Comunicaciones.

GARCÉS, Mario et VALDÉS, Alejandra, 1999. *Estado del arte de la participación ciudadana en Chile* [en ligne]. 1999. Disponible à l'adresse : [http://www.munitel.cl/file\\_admin/archivos\\_munitel/social/social32.pdf](http://www.munitel.cl/file_admin/archivos_munitel/social/social32.pdf).

GARDELLA, Édouard, 2003. Du jeu à la convention. Le self comme interprétation chez Goffman. In : *Tracés. Revue de Sciences humaines*. N° 4, p. 21-42.

GARRETÓN, Manuel Antonio, 1989. *La posibilidad democrática en Chile*. Santiago, Chile : FLACSO.

GARRETÓN, Manuel Antonio, 1996. Movimientos sociales y procesos de democratización. Un marco analítico. Excerpta. n° 2, p. 1-16.

GAYET-VIAUD, Carole, 2011. La moindre des choses. Enquête sur la civilité urbaine et ses péripéties. In : *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*. Bruxelles : PIE Peter Lang. p. 27-54.

GOFFMAN, Erving, 1973. *La mise en scène de la vie quotidienne 1 : La présentation de soi*. Paris : Les Editions de Minuit.

GOFFMAN, Erving, 1991. *Les Cadres de l'expérience*. Paris : Les Editions de Minuit.

GOODWIN, Jeff, JASPER, James M. et POLLETA, Francesca, 2001. *Passionate Politics: Emotions and Social Movements*. Chicago : University of Chicago Press.

GOULD, Deborah, 2002. Life during Wartime: Emotions and the Development of ACT UP. In : *Mobilization*. 2002. Vol. 7, n° 2, p. 1-27.

GOULD, Deborah, 2009. *Moving Politics: Emotion and ACT UP's Fight against AIDS*. Chicago : University of Chicago Press.

GRAMAGLIA, Christelle, 2006. *La mise en cause environnementale comme principe d'association. Casuistique des affaires de pollution de rivières : L'exemple des actions contentieuses de l'Association nationale de protection des eaux et rivières (ANPER-TOS)*. [en ligne]. Paris : Ecole des Mines de Paris. [Consulté le 4 octobre 2013]. Disponible à l'adresse :

[http://www.academia.edu/614450/La\\_mise\\_en\\_cause\\_environnementale\\_comme\\_principe\\_da\\_ssoociation\\_Casuistique\\_des\\_affaires\\_de\\_pollution\\_de\\_rivieres\\_Lexemple\\_des\\_actions\\_contentieuses\\_de\\_lAssociation\\_nationale\\_de\\_protection\\_des\\_eaux\\_et\\_rivieres\\_ANPER-TOS\\_](http://www.academia.edu/614450/La_mise_en_cause_environnementale_comme_principe_da_ssoociation_Casuistique_des_affaires_de_pollution_de_rivieres_Lexemple_des_actions_contentieuses_de_lAssociation_nationale_de_protection_des_eaux_et_rivieres_ANPER-TOS_).

GRAMAGLIA, Christelle, 2008. Des poissons aux masses d'eau : les usages militants du droit pour faire entendre la parole d'êtres qui ne parlent pas. In : *Politix*. Vol. n° 83, n° 3, p. 133-153.

GRAMAIN, Agnès, SOUTRENON, Emmanuel et WEBER, Florence, 2006. Standardiser des monographies de familles. Une enquête par questionnaire en milieu d'interconnaissance. In : *ethnographiques.org* [en ligne]. n°11. [Consulté le 7 juillet 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.ethnographiques.org/2006/Gramain,et-al>.

GREENE, Margarita, 2005. Las autopistas urbanas concesionadas : una nueva forma de segregación. In : *ARQ*. p. 56-58.

GUEVARA, Ana et LE BONNIEC, Fabien, 2008. Wallmapu, terre de conflits et de réunification du peuple mapuche. In : *Journal de la société des américanistes*. Vol. 94, n° 94-2, p. 205-228.

GUILLAUDAT, Patrick et MOUTERDE, Pierre, 1998. *Los movimientos sociales en Chile, 1973-1993*. Santiago : Lom Ediciones.

HAMIDI, Camille, 2010. *La société civile dans les cités : Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*. Paris : Economica.

HAMIDI, Camille, 2013. De quoi un cas est-il le cas ? In : *Politix*. 2 avril 2013. Vol. n° 100, n° 4, p. 85-98.

HAN, Clara, 2012. *Life in debt: times of care and violence in neoliberal Chile*. Berkeley : University of California Press.

HEATHERINGTON, Tracey, 2006. 'As if someone dear to me had died': Intimate landscapes, political subjectivity and the problem of a park in Sardinia. In : MILTON, Kay et SVASEK, Marushka (éd.), *Mixed emotions. Anthropological studies of feeling*. Oxford, UK : Berg Publishers. p. 145-162.

HÉLY, Matthieu, 2008. À travail égal, salaire inégal : ce que travailler dans le secteur associatif veut dire. In : *Sociétés contemporaines*. Vol. 69, n° 1, p. 125-147.

HERMITTE, Marie-Angèle, 2003. L'expert, le profane et le politique. In : *Savoirs et démocratie*. Marseille : Editions Parenthèses. p. 101-120.

HIDALGO, Rodrigo, 1997. La vivienda social y los nuevos espacios urbanos en la ciudad de Santiago. In : *Revista Geográfica de Chile Terra Australis*. Vol. 42, p. 7-22.

HIDALGO, Rodrigo, 2004. De los pequeños condominios a la ciudad vallada : las urbanizaciones cerradas y la nueva geografía social en Santiago de Chile (1990-2000). In : *EURE*. Vol. 30, n° 91, p. 29-52.

HIDALGO, Rodrigo, 2007. *Santiago de Chile : movilidad espacial y reconfiguración metropolitana*. Santiago : Pontificia Universidad Católica de Chile.

HIDALGO, Rodrigo, 2009. *Chile, del país urbano al país metropolitano*. Santiago : Pontificia Universidad Católica de Chile.

HIDALGO, Rodrigo, TRUMPER, Ricardo et BORSODORF, Axel (éd.), 2005. *Transformaciones urbanas y procesos territoriales : lecturas del nuevo dibujo de la ciudad latinoamericana*. Santiago : Universidad Católica de Chile.

HINER, Hillary, 2011. De la olla común a la acción colectiva, las mujeres « Yela » en Talca, 1980-1995. In : *Polis*. Vol. 10, n° 28, p. 175-191.

INGOLD, Tim, 2000. *The Perception of the Environment: Essays on Livelihood, Dwelling and Skill*. London : Routledge.

INGOLD, Tim, 2012. Culture, nature et environnement. In : *Tracés*. Vol. 22, n° 1, p. 169-187.

INGOLD, Tim et PALSSON, Gisli, 2013. *Biosocial Becomings: Integrating Social and Biological Anthropology*. Cambridge : Cambridge University Press.

JASPER, James, 2011. Emotions and Social Movements: Twenty Years of Theory and Research. In : *Annual Review of Sociology*. 2011. Vol. 37, p. 285-303.



- JIRÓN, Paola, 2009. Prácticas de movilidad cotidiana urbana: un análisis para revelar desigualdades en la ciudad. In : TIRONI, Manuel et PEREZ, Fernando, *SCL Espacios, Prácticas y Cultura Urbana*. Santiago : ARQ Ediciones, Escuela de Arquitectura UC. p. 176-189.
- JOSEPH, Isaac, 2002. *Erving Goffman et la microsociologie*. Paris : Presses Universitaires de France.
- KARSENTI, Bruno, 1994. *Marcel Mauss : Le fait social total*. Paris : Presses Universitaires de France.
- LATOUR, Bruno, 1992. *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie asymétrique*. Paris : La Découverte.
- LATOUR, Bruno, 2004. *Politiques de la nature*. Paris : La Découverte.
- LATOUR, Bruno, 2005. *Reassembling the social: an introduction to actor-network-theory*. Oxford; New York : Oxford University Press.
- LATOUR, Bruno, 2008. Pour un dialogue entre science politique et science studies. In : *Revue française de science politique*. Vol. 58, n° 4, p. 657-678.
- LATOUR, Bruno et CALLON, Michel, 2006. Le grand Léviathan s'apprivoise-t-il? In : AKRICH, Madeleine, CALLON, Michel et LATOUR, Bruno, *Sociologie de la traduction : Textes fondateurs*. Paris : Presses de l'Ecole des Mines. p. 11-32.
- LEAVITT, John, 1996. Meaning and feeling in the anthropology of emotions. In : *American Ethnologist*. Vol. 23, n° 3, p. 514-539.
- LEFEBVRE, Rémi, 2012. La démocratie participative absorbée par le système politique local. In : *Métropolitiques* [en ligne]. [Consulté le 17 septembre 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.metropolitiques.eu/La-democratie-participative.html>.
- LICHTERMAN, Paul, 1995. Piecing together multicultural community: cultural differences in community building among grass-roots environmentalists. In : *Social Problems*. Vol. 42, n° 4, p. 513-534.
- LOLIVE, Jacques, 1997. La montée en généralité pour sortir du Nimby. La mobilisation associative contre le TGV Méditerranée. In : *Politix*. Vol. 10, n° 39, p. 109-130.
- LOLIVE, Jacques, 2006. Des forums hybrides à l'esthétisation des espaces publics en France. In : *Cahiers de géographie du Québec*. Vol. 50, n° 140, p. 151-171.
- LOLIVE, Jacques, 2010. Mobilisations environnementales. In : *Écologies urbaines* [en ligne]. Paris : Economica. p. 276-302. [Consulté le 3 septembre 2014]. Disponible à l'adresse : <http://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-00978154>.
- LUNA, Juan Pablo, 2007. *Cultura política de la democracia en Chile : 2006*. Santiago : Pontificia Universidad Católica de Chile.

MANDINAUD, Vincent et VIOT, Pascal, 2006. « Nimby », des bouts de jardins aux bords du politique ? Petite réflexion sur une journée de débat. In : *ethnographiques.org* [en ligne]. n°9. [Consulté le 5 octobre 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.ethnographiques.org/2006/Mandinaud,Viot>.

MARCUS, George, 2008. *Le citoyen sentimental : Emotions et politique en démocratie*. Paris : Les Presses de Sciences Po.

MARIMÁN, José, 2012. *Autodeterminación. Ideas políticas mapuche en el albor del siglo XXI* [en ligne]. Santiago : LOM Ediciones. [Consulté le 27 septembre 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.lom.cl/04d2b1ad-25b4-424f-ba26-55524f63b32a/Autodeterminaci%3%b3n-Ideas-pol%3%adticas-mapuche-en-el-albor-del-siglo-XXI-.aspx>.

MARQUES-PEREIRA, Bérengère, 2005. Le Chili : une démocratie de qualité pour les femmes ? In : *Politique et Sociétés*. Vol. 24, n° 2-3, p. 147-169.

MÁRQUEZ, Francisca, 2007. « Imaginarios urbanos en el Gran Santiago: huellas de una metamorfosis ». In : *EURE*. Vol. 33, n° 99, p. 79-88.

MÁRQUEZ, Francisca, 2013. « De territorios, fronteras e inmigrantes. Representaciones translocales en La Chimba, Santiago de Chile ». In : *Chungara, Revista de Antropología Chilena*. Vol. 45, n° 2, p. 321-332.

MÁRQUEZ, Francisca, 2014. « Inmigrantes en territorios de frontera. La ciudad de los otros. Santiago de Chile ». In : *Eure*. Vol. 40, p. 49-72.

MÁRQUEZ, Francisca et PÉREZ, Francisca, 2008. « Spatial frontiers and neo-communitarian identities in the city: the case of Santiago de Chile ». In : *Urban Studies*. Vol. 45, n° 7, p. 1461-1483.

MÁRQUEZ, Francisca, ARAVENA, Susana et BENGGOA, José, 1999. *La desigualdad. Testimonios de la sociedad chilena en la última década del siglo XX*. Santiago de Chile : Ediciones Sur.

MÁRQUEZ, Francisca et TRUFFELLO, Ricardo, 2013. « Geografías de un territorio de frontera: La Chimba, Santiago de Chile. Siglo XVII – XXI ». In : *Revista de geografía Norte Grande*. N° 56, p. 75-96.

MARRES, Noortje, 2007. « The issues deserve more credit: pragmatist contributions to the study of public involvement in controversy ». In : *Social Studies of Science*. Vol. 37, n° 5, p. 759-780.

MAUSS, Marcel, 1921. « L'expression obligatoire des sentiments ». In : *Journal de psychologie* [en ligne]. Vol. 18. [Consulté le 20 mars 2015]. Disponible à l'adresse : [http://classiques.uqac.ca/classiques/mauss\\_marcel/essais\\_de\\_socio/T3\\_expression\\_sentiments/expression\\_sentiments.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/mauss_marcel/essais_de_socio/T3_expression_sentiments/expression_sentiments.html).

MAUSS, Marcel, 1968. *Sociologie et anthropologie*. Paris : Presses Universitaires de France.

MELNICK, Ana et LOMNITZ, Larissa, 1998. *La cultura política chilena y los partidos de centro*. Santiago : Fondo de Cultura Económica.

MILLALEO, Salvador, 2011. « La ciberpolítica de los movimientos sociales en Chile: algunas reflexiones y experiencias ». In : *Anales de la Universidad de Chile*. Vol. 0, n° 2, p. 87-104.

MILTON, Kay et SVASEK, Marushka (éd.), 2006. *Mixed emotions : anthropological studies of feeling*. Oxford, UK : Berg Publishers.

MONTECINO, Sonia, 1997. *Palabra dicha. Escritos sobre género, identidades, mestizajes*. [en ligne]. [Consulté le 30 mars 2015]. Santiago : Universidad de Chile. Disponible à l'adresse : [http://www.uchile.cl/documentos/palabra-dicha-escritos-sobre-genero-identidades-mestizajes-pdf-9839-kb\\_56703\\_8\\_5936.pdf](http://www.uchile.cl/documentos/palabra-dicha-escritos-sobre-genero-identidades-mestizajes-pdf-9839-kb_56703_8_5936.pdf).

MUNCK, Jean De et FERRERAS, Isabelle, 2012. « The democratic exchange as the combination of deliberation, bargaining, and experimentation ». In : *Renewing democratic deliberation in Europe* [en ligne]. Oxford, Brussels : Peter Lang Press, p. 149-169. [Consulté le 15 novembre 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.peterlang.com/index.cfm?event=cmp.ccc.seitenstruktur.detailseiten&seitentyp=produkt&pk=69142&cid=328>.

NARDACCHIONE, Gabriel, 2011. « El conocimiento científico y el saber práctico en la sociología pragmática francesa. Reflexiones sobre la sociología de la ciencia de Bruno Latour y la sociología política de Luc Boltanski ». In : *Apuntes de Investigación del CECYP*. Vol. 0, n° 19, p. 171-182.

NEVEU, Catherine, 2011. « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? ». In : *Participations*. Vol. 1, n° 1, p. 186-209.

NEVEU, Catherine, 2013. « 'E pur si muove!', ou comment saisir empiriquement les processus de citoyenneté ». In : *Politix*. Vol. 103, n° 3, p. 205-222.

NEZ, Héloïse, 2011. « Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris ». In : *Sociologie* [en ligne]. N° N°4, vol. 2. [Consulté le 23 avril 2012]. Disponible à l'adresse : <http://sociologie.revues.org/1098>.

NORRANT-ROMAND, Caroline, 2012. « Edwin Zaccai, François Gemenne, Jean-Michel Decroly (Dir.), *Controverses climatiques, sciences et politique*. Presses de Sciences Po, Paris. 2012. 254p ». In : *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie* [en ligne]. Vol. 3, n° 3. [Consulté le 7 novembre 2014]. Disponible à l'adresse : <http://developpementdurable.revues.org/9400>.

NÚÑEZ, Andrés, SÁNCHEZ ERRÁZURIZ, Rafael et ARENAS, Federico (éd.), 2013. *Fronteras en movimiento e imaginarios geográficos: la Cordillera de Los Andes como espacialidad sociocultural*. Santiago : RIL.

OLLITRAULT, Sylvie, 2008. *Militer pour la planète : Sociologie des écologistes*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

OLLITRAULT, Sylvie, 2009. « Les ONG et l'alerte écologique ». In : *La Vie des idées* [en ligne]. [Consulté le 29 octobre 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.laviedesidees.fr/Les-ONG-et-l-alerte-ecologique.html>.

ONETTO, Mauricio, 2007. « Entre aporías espaciales y sentidos náufragos: El terremoto de 1647 como catalizador de percepciones y asimilaciones históricas ». In : *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [en ligne]. [Consulté le 7 février 2011]. Disponible à l'adresse : <http://nuevomundo.revues.org/7442>.

ONETTO, Mauricio, 2014. « Tremblements de terre dans le Jardin d'Eden. Désastre, mémoire et identité au Chili (XVI-XXI siècle) ». In : *L'Atelier du Centre de recherches historiques. Revue électronique du CRH* [en ligne]. [Consulté le 15 mai 2014]. Disponible à l'adresse : <http://acrh.revues.org/5660>.

OXHORN, Philip, 1992. Review « Puente Alto. Desafios de la transición en la comuna », by Marcelo Solervicens. In : *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*. Vol. 17, n° 33, p. 147-150.

PALEY, Julia, 2001a. *La « participación » y la « sociedad civil » en Chile: Discursos internacionales, estrategias gubernamentales, y respuestas organizacionales*. Document, Congress of the Latin American Studies Association. Washington.

PALEY, Julia, 2001b. *Marketing democracy: power and social movements in post-dictatorship Chile*. Berkeley : University of California Press.

PAREDES, Juan Pablo, 2011. « Ciudadanía, participación y democracia ». In : *Polis. Revista Latinoamericana* [en ligne]. N° 28. [Consulté le 2 octobre 2014]. Disponible à l'adresse : <http://polis.revues.org/1367>.

PASSERINI, Luisa, 1996. *Autobiography of a Generation : Italy, 1968*. Middletown : Wesleyan.

PEREIRA, Paulo Cesar Xavier et HIDALGO, Rodrigo (éd.), 2008. *Producción inmobiliaria y reestructuración metropolitana en América Latina*. Santiago, Sao Paulo : Universidad Católica de Chile, Universidade de Sao Paulo.

PÉREZ, Miguel, SALCEDO, Rodrigo et CÁCERES, Gonzalo, 2012. « Apropiación y control social en un centro comercial de Santiago: prácticas socioespaciales y significaciones adolescentes ». In : *EURE* Vol. 38, n° 113, p. 53-75.

PINO, Andrea et OJEDA, Lautaro, 2013. « Ciudad y hábitat informal: Las tomas de terreno y la autoconstrucción en las quebradas de Valparaíso ». In : *Revista INVI*. Vol. 28, n° 78, p. 109-140.

PLEYERS, Geoffrey, 2008. « La sociologie d'Alain Touraine ». In : JACQUEMAIN, Marc et FRÈRE, Bruno. *Epistémologie de la sociologie : Paradigmes pour le XXI<sup>e</sup> siècle*. Bruxelles : de Boeck, p. 69-86.

PRÉVÔT-SCHAPIRA, Marie-France et CATTANEO, Rodrigo, 2008. « Buenos Aires: la fragmentación en los intersticios de una sociedad polarizada ». In : *EURE*. Vol. 34, n° 103, p. 73-92.

PROGNON, Nicolas, 2010. « Le Chili, une transition vers la démocratie aboutie ? » In : DELGADO LARIOS, Almudena et GAUDICHAUD, Franck (éd.), *ILCEA. Revue de l'Institut des langues et cultures d'Europe et d'Amérique* [en ligne]. N° 13. [Consulté le 20 juin 2012]. Disponible à l'adresse : <http://ilcea.revues.org/index907.html>.

QUÉRÉ, Louis, 2012. « Le travail des émotions dans l'expérience publique ». In : *L'expérience des problèmes publics*. Paris : Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, p. 265-291.

RENET, Sandrine, 2006. « Le risque négocié. Conflits et ajustements autour de la reconstruction de Vargas (Venezuela) ». In : *Autrepart*. Vol. 37, n° 1, p. 163-181.

RENET, Sandrine, 2010. « Le sens du désastre ». In : *Terrain*. N° 54, p. 42-55.

RIQUELME, Alfredo, 1999. « Voting for nobody in Chile's new democracy ». In : *NACLA Report on the Americas*. Vol. 32, n° 6, p. 31-33.

RIQUELME, Alfredo et SILVA, Bárbara, 2011. « Una identidad terremoteada. Chile en 1960 ». In : *Revista de Historia Iberoamericana*. Vol. 4, n° 1, p. 67-91.

RIUS, Pia, 2011. *Faire valoir sa légitimité : radicalité et banalité dans les mouvements des piqueteros en Argentine des années 1990-2007*. Paris : Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

RIUS, Pia, 2012. « Les assemblées de *desocupados* dans la périphérie sud de Buenos Aires ». In : *Participations*. Vol. 4, n° 3, p. 103.

ROBLES, Fernando, 2005. « Contramodernidad y globalizaciones paradójicas : la configuración de las sociedades periféricas de riesgo. Esbozos para reubicar lo político ». In : *Revista MAD*. Vol. 12.

ROBLES, Fernando, 2000. *El desaliento inesperado de la modernidad*. Santiago : Red Internacional del Libro.

ROCHE, Élise, 2010. *Territoires institutionnels et vécus de la participation en Europe. La démocratie en questions à travers trois expériences (Berlin, Reggio Emilia et Saint-Denis)*. Paris : Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

ROMÁN, José Antonio, TOMICIC, Alemka et AVENDAÑO, Cecilia, 2013. « Solidaridad como problema ». In : *Revista MAD* [en ligne]. Vol. 0, n° 2. [Consulté le 22 avril 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.revistamad.uchile.cl/index.php/RMAD/article/view/28430>.

ROMERO, Hugo, IRARRÁZAVAL, Felipe, OPAZO, Dustyn, SALGADO, Marcela et SMITH, Pamela, 2010. « Climats urbains et contamination atmosphérique en Santiago de Chile ». In : *EURE*. Vol. 36, n° 109, p. 35-62.

ROMERO, Hugo et VÁSQUEZ, Alexis, 2005. « Evaluación ambiental del proceso de urbanización de las cuencas del piedemonte andino de Santiago de Chile ». In : *EURE*. Vol. 31, n° 94.

- ROSAS, José, STRABUCCI, Wren, HIDALGO, Germán et CORDANO, Ítalo, 2010. « Santiago 1910: Tramas del ocio ». In : *ARQ*. N° 74, p. 68-71.
- ROSENBLUM, Nancy L., 2000. « Primus Inter Pares: Political Parties and Civil Society ». In : *Chicago-Kent Law Review*. Vol. 75, n° 2, p. 493-529.
- ROSENWEIN, Barbara H., 2002. « Worrying about Emotions in History ». In : *The American Historical Review*. Vol. 107, n° 3, p. 821-845.
- RUIZ, Juan Carlos, 2012. « Violencias en la periferia de Santiago. La población José María Caro ». In : *Revista INVI*. Vol. 27, n° 74, p. 249-285.
- SABATINI, Francisco et BRAIN, Isabel, 2008. « La segregación, los guetos y la integración social urbana: mitos y claves ». In : *EURE*. Vol. 34, n° 103, p. 5-26.
- SABATINI, Francisco, CÁCERES, Gonzalo et CERDA, Jorge, 2001. « Segregación residencial en las principales ciudades chilenas : tendencias de las tres últimas décadas y posibles cursos de acción ». In : *EURE*. Vol. 27, n° 82, p. 21-42.
- SABATINI, Francisco et WORMALD, Guillermo, 2004. « La guerra de la basura de Santiago: desde el derecho a la vivienda al derecho a la ciudad ». In : *EURE*. Vol. 30, n° 91, p. 67-86.
- SALAZAR, Gabriel, 2012. *Movimientos sociales en Chile: trayectoria histórica y proyección política*. Santiago : Uqbar Editores.
- SALCEDO, Rodrigo et TORRES, Alvaro, 2004. « Gated Communities in Santiago: Wall or Frontier? ». In : *International Journal of Urban and Regional Research*. Vol. 28, n° 1, p. 27-44.
- SAURUGGER, Sabine, 2002. « L'expertise : un mode de participation des groupes d'intérêt au processus décisionnel communautaire ». In : *Revue française de science politique*. Vol. 52, n° 4, p. 375-401.
- SCHNAPPER, Dominique, 2014. *Citoyenneté*. Encyclopedia Universalis.
- SCHNEIDER, Cathy, 1991. « Mobilization at the Grassroots: Shantytowns and Resistance in Authoritarian Chile ». In : *Latin American Perspectives*. Vol. 18, n° 1, p. 92-112.
- SEGOVIA, Carolina et GAMBOA, Ricardo, 2012. « Chile: el año en que salimos a la calle ». In : *Revista de ciencia política*. Vol. 32, n° 1, p. 65-85.
- SEGUEL, Andrés, 2010. « Nuevas formas de agencia social : de la visibilidad de los conflictos a la globalización de los objetos medioambientales ». In : ALISTE, Enrique et URQUIZA, Anahí, *Medio Ambiente y Sociedad. Conceptos, metodologías y experiencias desde las ciencias sociales y Humanas*. Santiago : RIL. p. 235-270.
- SERRA, Isabel, 2012. *Análisis del Proceso de Elaboración y Aprobación del PRMS 100* [en ligne]. Santiago : Universidad de Chile. [Consulté le 20 juin 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.tesis.uchile.cl/handle/2250/102797>.

- SHARMA, Aradhana et GUPTA, Akhil (éd.), 2006. *The Anthropology of the State: A Reader*. Lucknow : Wiley-Blackwell.
- SIMPSON-HOUSLEY, Paul et LARRAÍN, Patricio, 1994. *Percepción y prevención de catástrofes naturales en Chile*. Santiago : Ediciones de la Universidad Católica de Chile.
- SINTOMER, Yves, 2011. « Délibération et participation : affinité élective ou concepts en tension ? » In : *Participations*. Vol. N° 1, n° 1, p. 239-276.
- SOMMIER, Isabelle, 2010. « Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux ». In : *Penser les mouvements sociaux: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris : La Découverte, p. 185-201.
- SOMMIER, Isabelle, 2015. « Sentiments, affects et émotions dans l'engagement à haut risque ». In : *Terrains/Théories* [en ligne]. N° 2. [Consulté le 27 janvier 2015]. Disponible à l'adresse : <http://teth.revues.org/236>.
- SORENSEN, André et SAGARIS, Lake, 2010. « From participation to the right to the city : democratic place management at the neighbourhood scale in comparative perspective. In : *Planning Practice and Research*. Vol. 25, n° 3, p. 297-316.
- SOUTRENON, Emmanuel, 1998. « Le corps manifestant. La manifestation entre expression et représentation ». In : *Sociétés contemporaines*. Vol. 31, n° 1, p. 37-58.
- SPOERER, Matilde, 2013. « Participación ciudadana e incidencia política : estudio del caso Barrancones ». In : *Persona y sociedad / Universidad Alberto Hurtado*. Vol. 27, n° 1, p. 17-44.
- STILLERMAN, Joel, 2006. « The politics of space and culture in Santiago, Chile's street markets. In : *Qualitative Sociology*. Vol. 29, n° 4, p. 507-530.
- SWISTUN, Débora Alejandra et AUYERO, Javier, 2008. *Inflamable*. Buenos Aires : Paidós.
- TALPIN, Julien, 2010. « Notes de lecture ». In : *Politix*. Vol. 89, n° 1, p. 215-219.
- THÉVENOT, Laurent, 2001. « Constituer l'environnement en chose publique. Une comparaison franco-américaine ». In : BLAIS, Jean-Paul, GILLIO, Claire et ION, Jacques. *Cadre de vie, environnement et dynamiques associatives* [en ligne]. Paris : PUCA. p. 203-219. [Consulté le 9 août 2014]. Disponible à l'adresse : <http://gspm.ehess.fr/docannexe.php?id=541>.
- THÉVENOT, Laurent et LAFAYE, Claudette, 1993. « Une justification écologique ? Conflits dans l'aménagement de la nature ». In : *Revue française de sociologie*. Vol. 34, n° 4, p. 495-524.
- THIÉRY, Olivier et HOUDART, Sophie, 2011. *Humains, non humains : Comment repeupler les sciences sociales*. Paris : Éditions La Découverte.
- TIRONI, Eugenio, 1999. *La irrupción de las masas y el malestar de las elites : Chile en el cambio de siglo*. Santiago : Grijalbo.

- TIRONI, Manuel, PODUJE, Iván, SOMMA, Nicolás et YÁÑEZ, Gloria, 2011. « Organizaciones emergentes, participación ciudadana y planificación urbana: una propuesta de política pública ». In : *Camino al Bicentenario. Propuestas para Chile 2010*. Santiago : Universidad Católica de Chile, p. 275-305.
- TIRONI, Martín, 2014. Tecnologías democráticas: Repensando los movimientos sociales en el Chile actual. In : *Colectivo Revista Contenido. Arte, Cultura y Ciencias Sociales*. Vol. 4, p. 49-63.
- TOURAINÉ, Alain, 1973. *Vie et mort du Chili populaire: journal sociologique: juillet-septembre 1973*. Paris : Seuil.
- TRAÏNI, Christophe, 2009. *Émotions... Mobilisation !* Presses de Sciences Po. Paris : Presses de Sciences Po.
- TRIVELLI, Pablo, 2011. La propuesta de modificación del Plan Regulador Metropolitano de Santiago PRMS 100 requiere una justificación más sólida. In : *EURE*. Vol. 37, n° 111, p. 179-184.
- TROM, Danny, 1993. La nature en danger. La temporalisation de l'action politique. In : ABÉLÈS, Marc, *Le défi écologiste*. Paris : L'Harmattan. p. 111-116.
- TROM, Danny, 1999. De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative. In : *Revue française de science politique*. Vol. 49, n° 1, p. 31-50.
- TROM, Danny, 2001. À l'épreuve du paysage. In : *Revue du MAUSS*. Vol. 17, n° 1, p. 247.
- TROM, Danny et ZIMMERMAN, Bénédicte, 2001. Cadres et institution des problèmes publics. Les cas du chômage et du paysage. In : *Les formes de l'action collective: mobilisations dans des arènes publiques*. Ecole des hautes études en sciences sociales. Paris : Editions de l'EHESS. p. 281-315.
- TRUSSART, Nathalie, 2005. Publics et expérimentations. In : *Multitudes*. Vol. 23, n° 4, p. 169-179.
- URRUTIA, Rosa et LANZA, Carlos, 1993. *Catástrofes en Chile: 1541-1992*. Santiago : Editorial La Noria.
- VALENZUELA, Jaime, 2007. El terremoto de 1647: experiencia apocalíptica y representaciones religiosas en Santiago Colonial. In : *Historias urbanas. Homenaje a Armando de Ramón*. Santiago : Ediciones Universidad Católica de Chile. p. 27-65.
- VÁSQUEZ, Alexis et SALGADO, Marcela, 2009. Desigualdades socioeconómicas y distribución inequitativa de los riesgos ambientales en las comunas de Peñalolén y San Pedro de la Paz: Una perspectiva de justicia ambiental. In : *Revista de geografía Norte Grande*. n° 43, p. 95-110.
- VELUT, Sébastien, 2013. Patrice Melé, Transactions territoriales, Patrimoine, environnement et actions collectives au Mexique. In : *Cahiers des Amériques latines*. n° 70, p. 176-179.



VELUT, Sébastien et GHORRA-GOBIN, Cynthia, 2006. Les rapports public-privé, enjeu de la régulation des territoires locaux. In : *Géocarrefour*. Vol. 81, n° 2, p. 99-104.

VERGARA, Alejandro et ZÚÑIGA, Francisco, 2008. Contrapunto sobre el rol de la Contraloría General de la República. In : *Revista chilena de derecho*. août 2008. Vol. 35, n° 2, p. 393-398.

VEYNE, Paul, 1996. *Comment on écrit l'histoire*. Paris : Seuil.

ZAPATA, Francisco, 2004. De la democracia representativa a la democracia « protegida ». Movimiento obrero y sistema político en Chile. In : *Revista Enfoques: Ciencia Política y Administración Pública*. Vol. 3, p. 125-155.

ZASK, Joëlle, 2003. La politique comme expérimentation. In : DEWEY, John, *Le public et ses problèmes*. Pau : Éditions Léo Scheer. p. 7-43.

ZASK, Joëlle, 2004. L'enquête sociale comme inter-objectivation. In : KARSENTI, Bruno et QUÉRÉ, Louis, *La croyance et l'enquête: Aux sources du pragmatisme*. Paris : Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. p. 141-163.

ZASK, Joëlle, 2008. Le public chez Dewey : une union sociale plurielle. In : *15* [en ligne]. 2008. [Consulté le 9 février 2010]. Disponible à l'adresse : <http://traces.revues.org/index753.html>.

ZASK, Joëlle, 2011. *Participer : Essai sur les formes démocratiques de la participation*. Lormont : Editions Le Bord de l'eau.

### **Articles de presse, sites web et blogs**

CHÁVEZ, Galy, 2007. Revisión de venta del Fundo Panul, pide presidenta Bachelet. In : *El Clarín*. 10 septembre 2007.

EL CIUDADANO, 2010. En La Florida peligra bosque nativo El Panul. In : *El Ciudadano* [en ligne]. [Consulté le 28 octobre 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.elciudadano.cl/2010/04/30/21626/en-la-florida-peligra-bosque-nativo-el-panul/>.

EL MERCURIO, 1993a. Aluvión. 5 septembre 1993.

EL MERCURIO, 1993b. El derrumbe del cielo. 5 septembre 1993.

EL MERCURIO, 1993c. Se construirán 2 mil casas para los damnificados. 5 juillet 1993.

EL MERCURIO, 2009a. Las « lecciones » dejadas por los 16 peores desastres en Chile. 24 août 2009.

EL MERCURIO, 2009b. Lo Barnechea inicia proceso de fiscalización de las viviendas construidas sobre la cota mil. In : [en ligne]. Santiago, Chile, 20 juillet 2009. [Consulté le 1 juillet 2014]. Disponible à l'adresse : <http://diario.elmercurio.com/detalle/index.asp?id={8bd6f34a-78d5-4ccd-aa49-252361357753}>.

EL MERCURIO, 2013. Conozca los reveladores datos del Censo 2012 sobre Chile. In : *Emol* [en ligne]. 4 février 2013. [Consulté le 15 mai 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.emol.com/noticias/nacional/2013/04/02/591438/censo-2012-puente-alto-maipu-y-la-florida-se-mantienen-como-las-comunas-mas-pobladas.html>.

FUNDACION DEFENDAMOS LA CIUDAD, 2009. Viviendas sobre la cota mil en Lo Barnechea. In : *Nación.cl* [en ligne]. 8 juin 2009. [Consulté le 1 juillet 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.lanacion.cl/noticias/site/artic/20090805/pags/20090805203317.html>.

LA NACIÓN, 1993. Goteras en campamento de emergencia. In : . 7 avril 1993.

LA NACIÓN, 2007. Vecinos de La Florida piden salvar bosque Panul. In : *Nación.cl* [en ligne]. 10 mai 2007. [Consulté le 25 juillet 2012]. Disponible à l'adresse : <http://www.lanacion.cl/noticias/site/artic/20071004/pags/20071004205716.html>.

LA TERCERA, 2011. El último bosque nativo de Santiago. In : *La Tercera*. Santiago, 19 juillet 2011. p. 41

LA TERCERA, 2012. ONU: Chile es el noveno país del mundo en gastos por desastres naturales en los últimos 20 años. In : [en ligne]. 26 novembre 2012. [Consulté le 14 mai 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.latercera.com/noticia/nacional/2012/11/680-495383-9-onu-chile-es-el-noveno-pais-del-mundo-en-gastos-por-desastres-naturales-en-los.shtml>.

LORENZ, Trish, 2014. Chilean architects gain global recognition. In : *Financial Times* [en ligne]. 6 juin 2014. [Consulté le 9 juin 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.ft.com/intl/cms/s/2/278c0770-e68b-11e3-9a20-00144feabdc0.html#axzz34AxxMMBSC>.

PLATAFORMA URBANA, 2008. « Importante: Actualización Plan Regulador Metropolitano de Santiago ». In : *Plataforma Urbana* [en ligne]. [Consulté le 21 avril 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.plataformaurbana.cl/archive/2008/04/28/importante-actualizacion-plan-regulador-metropolitano-de-santiago/>.

POR UN SANTIAGO A ESCALA HUMANA, 2011. Santiago a Escala Humana: Carta al Presidente Sebastián Piñera. In : *Santiago a Escala Humana* [en ligne]. [Consulté le 20 juin 2014]. Disponible à l'adresse : <http://santiagooescalahumana.blogspot.com/2011/01/carta-al-presidente-sebastian-pinera.html>.

PULSO, 2013. « Abogada Valentina Durán: 'La Judicialización se solucionará con políticas públicas más claras que rayen la cancha' ». In : *www.pulso.cl* [en ligne]. [Consulté le 5 août 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.chiledesarrollosustentable.cl/noticias/noticia-pais/abogada-valentina-duran-la-judicializacion-se-solucionara-con-politicas-publicas-mas-claras-que-rayen-la-cancha/>.

RED POR LA DEFENSA DE LA PRECORDILLERA, 2012. « Declaración Red Defensa Precordillera ante triunfo en plebiscito La Florida ». In : *El Ciudadano* [en ligne]. [Consulté le 23 février 2015]. Disponible à l'adresse : <http://www.elciudadano.cl/2012/01/30/47682/declaracion-red-defensa-precordillera-ante-triunfo-en-plebiscito-la-florida/>.

RED POR LA DEFENSA DE LA PRECORDILLERA, 2013. « Aluvión de la Quebrada de Macul: ¿Desastre natural o crimen planificado? ». In : *Red Precordillera* [en ligne]. [Consulté le 24 juillet 2014]. Disponible à l'adresse : <http://redprecordillera.cl/index.php/component/content/article/22-reportajes/73-aluvion-de-la-quebrada-de-macul-desastre-natural-o-crimen-planificado>.

SAN ROMÁN, Gastón, 1956. Quebrada de Macul. In : *Anuario de Montaña* [en ligne]. 1956. Disponible à l'adresse : <http://www.perrosalpinos.cl/relatoshistoricos-quebradademacul.html>.

SOMMER, Bruno et LARRAÍN, Sebastián, 2013. « Marcel Claude: 'La única solución es una asamblea constituyente amplia y participativa que redacte una nueva constitución' ». In : *El Ciudadano* [en ligne]. [Consulté le 17 juin 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.elciudadano.cl/2014/04/08/103935/marcel-claude-la-unica-solucion-es-una-asamblea-constituyente-amplia-y-participativa-que-redacte-una-nueva-constitucion/>.

## Rapports scientifiques et documents

BORCOSQUE, José, 2003. *Análisis evaluativo de las piscinas de contención de la quebrada de Macul mediante fotogrametría digital y modelos digitales de terreno*. Santiago : Departamento de ingeniería geográfica, Universidad de Santiago de Chile.

CÁMARA DE COMERCIO E INDUSTRIA DE LA FLORIDA, 2000. *Agenda 2000 : centenario Comuna de la Florida*. Santiago : La Cámara de Comercio.

CENTRO DE DERECHOS HUMANOS, 2011. *Reacciones preliminares al Informe de la Comisión Calificadora 'VALECH II'*. Santiago : Universidad Diego Portales. p. 1-3.

CISTERNAS, Marco, CONTRERAS, Ingrid et ARANEDA, Alberto, 2000. Reconocimiento y caracterización de la facies sedimentaria depositada por el tsunami de 1960 en el estuario Maullín, Chile. In : *Revista geológica de Chile*. Vol. 27, n° 1, p. 3-11.

CIUDAD VIVA, 2012. *Monitoreo a la normativa de participación ciudadana y transparencia municipal en Chile*. [en ligne]. p. 1-104. Disponible à l'adresse : <http://www.ciudadviva.cl/publicaciones/investigaciones/>.

CORPORACIÓN NACIONAL FORESTAL, 2013. *CONAF, por un Chile forestal sustentable*. Santiago : Zig-Zag.

CORVALAN, Nicolas, KOVACIC, Ivo et MUÑOZ, Oscar, 1997. Quebrada de Macul: el aluvión del 3 de mayo 1993. Causas y consecuencias. In : *Revista Geográfica de Chile : Terra Australis*. Vol. 42, p. 139-167.

GARAY, Iván, 1989. *Inundaciones y anegamientos en la Comuna de La Florida*. Santiago, Chile. Cordillera, Centro de Estudios Municipales.

GESTERRA, 2011. *Declaración de Impacto Ambiental Proyecto Inmobiliario El Panul*. [en ligne]. Disponible à l'adresse : [www.e-seia.cl](http://www.e-seia.cl).

GUTIÉRREZ, Patricia, PEÑA-CORTÉS, Fernando et CISTERNAS, Marco, 2013. Repoblamiento, actividades productivas y percepción del riesgo en Corral, 50 años después del tsunami de 1960. In : *Revista de geografía Norte Grande*. n° 56, p. 207-221.

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICAS, 2010. *Compendio estadístico*. Santiago : Instituto Nacional de Estadísticas [en ligne]. [Consulté le 29 mars 2015]. Disponible à l'adresse : [http://www.ine.cl/canales/menu/publicaciones/compendio\\_estadistico/compendio\\_estadistico\\_2010.php](http://www.ine.cl/canales/menu/publicaciones/compendio_estadistico/compendio_estadistico_2010.php)

MARTÍNEZ, Beatriz, 2009. *Susceptibilidad de remoción en masa en la Quebrada de Macul, Región Metropolitana*. Santiago : Facultad de Ciencias Físicas y Matemáticas, Universidad de Chile.

MINISTERIO DEL INTERIOR DEL GOBIERNO DE CHILE, 2009. *Estudios territoriales de la OCDE. Chile*. Santiago : OECD Publishing.

MINISTERIO DE PLANIFICACIÓN NACIONAL Y COOPERACIÓN, 1998. *Evolución de la pobreza e indigencia en Chile, 1987-1996* [en ligne]. [Consulté le 21 septembre 2014]. Disponible à l'adresse : [www.archivochile.com/Chile\\_actual/11\\_econom/chact\\_econ0004.pdf](http://www.archivochile.com/Chile_actual/11_econom/chact_econ0004.pdf).

MINISTERIO DE VIVIENDA Y URBANISMO, 2014. « Ministerio de Vivienda y Urbanismo, divisiones ». In : *División de Desarrollo Urbano* [en ligne]. [Consulté le 21 septembre 2014]. Disponible à l'adresse : [http://www.minvu.cl/opensite\\_20070227165957.aspx](http://www.minvu.cl/opensite_20070227165957.aspx).

MINISTERIO SECRETARÍA GENERAL DE GOBIERNO, 2011. *Ley 20500* [en ligne]. Santiago : Biblioteca del Congreso Nacional de Chile. [Consulté le 21 septembre 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.leychile.cl/N?i=1023143&f=2011-02-16&p=>.

MUÑOZ, Oscar, 1990. « Quebrada de Macul : un factor de desequilibrio físico en la comuna de la Florida ». In : *Revista Geográfica de Chile Terra Australis*. Vol. 32, p. 103-134.

NARANJO, José Antonio et VARELA, Juan, 1996. « Flujos de detritos y barro que afectaron el sector oriente de Santiago el 3 de mayo de 1993 ». In : *Boletín del Servicio Nacional de Geología y Minería*. Vol. 47, p. 42.

ONEMI, 1996. « Antecedentes preliminares estudio comparativo efecto sobre las personas eventos de origen antrópico/eventos de origen natural, períodos 1985-1996 ». In : [en ligne]. [Consulté le 17 juillet 2014]. Disponible à l'adresse : <http://190.196.69.246/web/handle/123456789/161>.

PADILLA, Cristóbal, 2006. *Análisis de factores meteorológicos desencadenantes de remociones en masa en el sector oriente de Santiago*. Memoria para optar al Título de Geólogo. Santiago : Departamento de Geología, Universidad de Chile.

SECRETARÍA REGIONAL MINISTERIAL DE SALUD, 1999. *Principales desastres: Región Metropolitana 1990-1999*. Santiago: Secretaría Regional Ministerial de Salud.

SEREMI METROPOLITANO DE VIVIENDA Y URBANISMO, 2013. *Reconstruyendo mi barrio, Villa Santa Teresa: Recuperando la historia y la identidad de un barrio afectado por una catástrofe natural*. Santiago : SEREMI Metropolitano de Vivienda y Urbanismo.

UNU-EHS, 2014. *World Risk Report 2014* [en ligne]. Berlin. United Nations University - Institute for Environment and Human Security. Disponible à l'adresse : [www.WorldRiskReport.org](http://www.WorldRiskReport.org).

## **Annexe 1**

### **Parcours de l'enquête**

Ce parcours montre la date et le type d'entretien réalisé avec les différents enquêtés, le type d'observation que j'ai menée ainsi que les activités auxquelles j'ai participé. Ces principales étapes sont ici brièvement présentées de façon à situer le lecteur :

<b>2008</b>
-------------

<b>Avril</b>
--------------

6 avril : Entretien enregistré avec Annie, présidente du RDP et habitante de Lo Cañas.

12 avril : Entretien avec Eduardo, habitant et dirigeant de la Communauté écologique de Peñalolén.

14 avril : Conversation informelle avec Aquiles et Esteban, fonctionnaires de la mairie de La Florida.

15 avril : Conversation informelle avec Juan, habitant de Santa Teresa, à la mairie de La Florida.

Entretien enregistré avec Juan Carlos, Bureau d'Hygiène et de l'Environnement, à la mairie La Florida.

16 avril : Entretien enregistré avec Julio, Bureau de Culture, fonctionnaire de la mairie de La Florida.

Entretien enregistré avec Luisa, habitante et dirigeante du quartier Santa Teresa.

17 avril : Entretien enregistré avec Juan, quartier Santa Teresa.

18 avril : Entretien enregistré avec Luis, architecte, Bureau de Planification Territoriale, fonctionnaire de la mairie de La Florida.

22 avril : Entretien enregistré avec Robin, habitant et dirigeant du quartier *condominio* Lomas de lo Cañas.

24 avril : Entretien enregistré avec Teresa, architecte, Bureau de Planification Territoriale, fonctionnaire de la mairie de La Florida.

Conversation informelle avec Alejandro, chargé du Département d'Urbanisme de la mairie de La Florida, et révision d'archives dans son bureau.

28 avril : Conversation au téléphone avec Annie.

30 avril : Deuxième entretien enregistré avec Juan, dans le quartier de Santa Teresa.

<b>2008</b>
-------------

<b>Mai</b>
------------

6 mai : entretien avec Annie, prise de notes.

J'assiste à la première réunion du RDP chez Ana María. Réunion enregistrée.

7 mai : Entretien avec Annie, prise de notes.

8 mai : réunion du RDP avec Teresa à la mairie de La Florida, Bureau de Planification Territoriale, fonctionnaire de la mairie de La Florida. Réunion enregistrée.

14 mai : Entretien enregistré avec Lucy, habitante de Lo Cañas, chez elle.

22 mai : Entretien enregistré avec Ana María, habitante de Santa Sofia de Lo Cañas, chez elle.

23 mai : Entretien enregistré avec Valeria, jeune architecte, habitante de Santa Sofía de Lo Cañas, chez elle.

24 mai : Conversation avec Robin, je rencontre d'autres voisins de son quartier *condominio* Lomas de lo Cañas. Rencontre enregistrée.

26 mai : Réunion du RDP dans la *junta de vecinos* de Lo Cañas. Réunion enregistrée.

28 mai : Entretien enregistré avec Jorge Cisternas du collectif Defendamos la Ciudad.

Réunion du RDP à l'école de Lo Cañas Raíces Altazor. Réunion enregistrée.

Entretien enregistré avec Jenaro du RDP.

<b>2008</b>
-------------

<b>Juin</b>
-------------

2 juin : Réunion avec Jenaro chez Patricio, du collectif de Defendamos la Ciudad, pour préparer une conférence de presse du RDP. Réunion enregistrée.

5 juin : Conférence de presse du RDP avec Patricio, Óscar et Jenaro.

5 juin : Entretien enregistré avec Adolfo, ingénieur des forêts et des eaux, Bureau de Maintenance des Espaces Publics, fonctionnaire de la mairie de La Florida.

9 juin : Entretien avec Sebastián à la sortie de l'Ecole de Droit, Université du Chili, prise de notes.

Réunion du RDP chez Annie. Réunion enregistrée.

Entretien enregistré avec Hernán, ancien habitant de Lo Cañas.



10 juin : Entretien enregistré avec Jesús, habitant de Lo Cañas, membre de la *junta de vecinos* de Lo Cañas.

10 juin : Entretien enregistré avec Nicanor, conseiller municipal de la mairie de La Florida.

12 juin : Audience publique à la mairie de La Florida sur les changements concernant le Plan d'Aménagement de la Voirie de la Florida. Réunion enregistrée.

13 juin : Conversation avec Óscar, membre du RDP dans un café, prise de notes.

19 juin : Conversation avec Robin, déjeuner dans un restaurant, prise de notes.

30 juin : Réunion du RDP à l'école de Lo Cañas Raíces Altazor. Réunion enregistrée.

<b>2008</b>
-------------

<b>Juillet</b>
----------------

1<sup>er</sup> : Conférence de Lucy et Pilar (professeure, directrice et propriétaire, avec trois autres personnes, de l'école privée Raíces Altazor à Lo Cañas), membres du RDP, chez les religieuses de la CONFERE. Réunion enregistrée.

2 juillet : Deuxième audience publique à la mairie de La Florida sur les changements concernant le Plan d'Aménagement de la Voirie. Réunion enregistrée.

3 juillet : Entretien enregistré avec Maria, habitante de La Loma, quartier populaire de La Florida.

23 juillet : Conversation avec Gabriel, habitant ancien et propriétaire d'une épicerie de Lo Cañas.

25 juillet : Entretien enregistré avec Víctor, habitant du *condominio* Alto Macul.

25 juillet : Deuxième rencontre avec Maria, conversation avec elle et une voisine, quartier de La Loma, prise de notes.

27 juillet : Promenade dans le Panul avec Lucy, son époux, Jorge (du collectif Defendamos la Ciudad) et un ami à lui, prise de notes.

31 juillet : Entretien enregistré avec Gabriela, architecte et habitante de Lo Cañas, chez elle.

## **2008**

### **Août**

4 août : Deuxième entretien enregistré avec Valeria, jeune architecte, habitante de Santa Sofia de Lo Cañas, chez elle.

5 août : Entretien enregistré avec Rafael, habitant Lo Cañas, dans son bureau à Providencia.

6 août : Entretien enregistré avec la famille Castillo chez eux, anciens habitants de Lo Cañas.

Conversation avec Annie et Soledad (candidate socialiste à la mairie de La Florida), chez Annie. Réunion enregistrée.

7 août : Réunion du RDP avec Hugo Romero (enseignant-chercheur en géographie) à la Faculté d'Architecture et d'Urbanisme de l'Université du Chili. Réunion enregistrée.

10 août : Réunion du RDP avec Javier Wood, directeur du développement urbain de la Région Métropolitaine, au Secrétariat Régional du Ministère du Logement et de l'Urbanisme. Des représentants d'autres communes sont aussi présents à la réunion. Réunion enregistrée.

18 août : Réunion du RDP chez Annie. Réunion enregistrée.

25 août : Réunion du RDP chez Annie. Réunion enregistrée.

**2008**

**Septembre**

1<sup>er</sup> septembre : Entretien enregistré avec Jaime, Bureau d'Infrastructure et Environnement, et Adriana, architecte chargée de la planification, au Secrétariat Régional du Ministère du Logement et de l'Urbanisme.

Réunion du RDP chez Annie. Réunion enregistrée.

2 septembre : Deuxième réunion du RDP avec Teresa à la mairie de La Florida. Réunion enregistrée.

4 septembre : Entretien enregistré avec Agustín, architecte et directeur du Département de travaux urbains à la mairie de La Florida.

23 septembre : Réunion du RDP et d'autres habitants de Lo Cañas avec le candidat à la mairie de La Florida Jorge Gajardo (parti socialiste) dans un restaurant de Lo Cañas. Réunion enregistrée.

**FIN PREMIER TERRAIN**

**2008**

**Novembre**

4 novembre : Entretien enregistré à Paris avec Rolando Armijo, chercheur à l'Institut de Physique du Globe de Paris.

**DEUXIÈME PÉRIODE D'ENQUÊTE**

**2009**

**Octobre**

20 octobre : Retour au terrain. Conversation informelle avec Annie.

Réunion du RDP dans la *junta de vecinos* de Lo Cañas.

27 octobre : Colloque à l'Université Arcis où participe le RDP ainsi que d'autres collectifs citoyens de Santiago.

29 octobre : Le RDP participe avec un *stand* à la Feria Ambiental (Salon de l'environnement) organisé par les étudiants de la Faculté d'agronomie de l'Université du Chili.

31 octobre : Le RDP participe avec un *stand* à une « exposition citoyenne » de la place centrale de la commune de Ñuñoa, organisée par des collectifs citoyens.

**2009**

**Novembre**

2 novembre : Réunion du RDP dans la *junta de vecinos* Lo Cañas. Réunion enregistrée.

Conversation informelle avec Daniel, membre du RDP.

4 novembre : Conférence du RDP à la Fédération d'Andinisme du Chili. Réunion enregistrée.

7 novembre : J'assiste avec Fabiola du RDP à une promenade dans la colline Manquehue, organisée par le collectif Sauvons El Manquehue.

10 novembre : Entretien enregistré avec Gustavo, avocat dirigeant du collectif Sauvons El Manquehue.

11 novembre : Réunion du RDP chez Annie.

12 novembre : J'assiste avec Fabiola du RDP à un colloque à l'Université du Chili sur le changement climatique.

15 novembre : Le RDP organise un concert dans le quartier de Santa Teresa.

17 novembre : Réunion du RDP avec les dirigeants du quartier de Santa Teresa. Réunion enregistrée.

18 novembre : Le RDP participe à une rencontre dans la commune de Providencia sur le changement climatique avec des collectifs venus de différents régions du Chili.

19 novembre : Réunion du RDP dans la *junta de vecinos* de Lo Cañas. Deux candidats à la mairie de La Florida sont invités pour exposer leurs propositions. Réunion enregistrée.

24 novembre : Je rencontre les chercheurs de l'Institut du Logement de l'Université du Chili.

**2009**

**Décembre**

1<sup>er</sup> décembre : Réunion du RDP chez Annie. Réunion enregistrée.

4 décembre : Entretien enregistré avec Leo, infirmier, habitant de Lo Cañas.

5 décembre : Entretien enregistré avec Marcelo, habitant de la Communauté écologique de Peñalolén.

Entretien enregistré avec Viviana, habitant de la Communauté écologique de Peñalolén.

**2010**

**Janvier**

14 janvier : Réunion du RDP chez Annie. Réunion enregistrée.

18 janvier : Entretien enregistré avec Miguel, *junta de vecinos* du quartier de Santa Teresa.

Conversation informelle avec Annie, chez elle.

20 janvier : Deuxième entretien enregistré avec Marcelo, habitant de la Communauté écologique de Peñalolén.

21 janvier : Entretien enregistré avec Felipe, directeur de PROTEGE, Association qui regroupe des entreprises et des mairies pour la gestion des parcs de la cordillère.

22 janvier : Entretien enregistré avec Jossie, dirigeante de la Communauté écologique de Peñalolén.

**2010**

**Février**

25 février : Réunion du RDP à l'Intendencia Metropolitana au sujet de la modification du PRMS. Réunion enregistrée.

**2010**

**Mars**

11 mars : Réunion du RDP avec CONAF. Réunion enregistrée.

Entretien enregistré avec José Luis, habitant de la Communauté écologique de Peñalolén.

15 mars : Réunion du RDP chez Annie.

26 mars : Deuxième réunion du RDP avec CONAF. Réunion enregistrée.

Promenade au Panul avec Lucy et un groupe d'étudiants qui préparent un projet audiovisuel sur la forêt (de l'Université UNIACC).

29 mars : entretien avec Carlos Hernández, directeur général de Gesterra, entreprise propriétaire du Panul.

## **FIN DEUXIÈME TERRAIN**

2010

**Septembre**

21 septembre : Entretien enregistré avec Patricio, dirigeant du collectif Defendamos la Ciudad, à Paris où il est venu pour une conférence à l'OCDE.

## **TROISIÈME PÉRIODE D'ENQUÊTE**

2010

**Octobre**

5 octobre : Réunion RDP chez Annie. Réunion enregistrée.

6 octobre : Réunion du RDP avec le SEREMI d'Agriculture. Réunion enregistrée.

2010

**Novembre**

1<sup>er</sup> novembre : Deuxième promenade au Panul avec les membres du RDP et un nouveau groupe d'étudiants de l'Université du Chili qui préparent un documentaire sur la forêt.

Réunion du RDP chez Annie. Réunion enregistrée.

5 novembre : Réunion du RDP et d'autres collectifs citoyens à l'Intendencia Metropolitana avec la Commission Rurale (CORE). Réunion enregistrée.

12 novembre : Entretien enregistré avec Pedro, dirigeant de la commune de La Reina.

Réunion du RDP au sujet du PRMS avec d'autres collectifs dans la commune de Providencia. Réunion enregistrée.

12 novembre : Entretien enregistré avec Luis Mariano, militant de la commune de Ñuñoa.

13 novembre : Entretien enregistré avec Luis, dirigeant d'une association de potagers collectifs de la commune de La Pintana (voir photos, annexe 3).

16 novembre : Deuxième entretien enregistré avec Eduardo, chez lui à Communauté écologique de Peñalolén.

17 novembre : Réunion du RDP avec d'autres collectifs au sujet du PRMS dans la commune de Providencia.

24 novembre : J'accompagne les dirigeants de Defendamos la Ciudad à un séminaire à FLACSO avec des représentants de la société civile.

Entretien enregistré avec Josefina Errázuriz, présidente de l'Union Communale de Providencia.

Réunion du RDP au sujet du PRMS avec d'autres collectifs dans la commune de Providencia. Réunion enregistrée.

25 novembre : Réunion du RDP avec la Comisión de Ordenamiento Territorial (CORE), des collectifs de diverses communes y sont présents. Réunion enregistrée.



**Total :**

Entretiens : 59

Entretiens, réunions et autres enregistrés : 67

Entretiens enregistrés : 36

Réunions : 37

Activités diverses (promenades, séminaires, rencontres, etc.) : 18

Au total : 112 activités et entretiens

## Annexe 2

### Grille approximative d'entretien

Les entretiens se sont adaptés à chaque interviewé. Cependant ils ont été pensés à partir d'un guide (ou grille) général qui vise à résumer les principales thématiques à aborder. Il m'a permis d'orienter les questions et les conversations, et il m'a servi comme aide-mémoire.

#### 1. Informations personnelles

- Parenté, trajectoires, logiques familiales.
- Travail : activités professionnelles, depuis quand travaille et où, pour quelles raisons a-t-il/elle choisit cette profession. Dans le cas d'absence d'activité salariale : quels loisirs a-t-il/elle, qu'est-ce qu'il/elle aime faire, où, avec qui, etc.
- Repérer dates : depuis quand l'enquêté habite le quartier en question, à quel moment a-t-il/elle décidé d'aller y vivre, seul(e) ? Rôle de la famille dans le choix de résidence. Période de déménagement, lieux ou quartier précédents où il/elle a vécu.

#### 2. Participation politique

- « Couleur » politique : adhésion à un parti politique.
- Autres engagements politiques, s'il/elle soutient ou sympathise avec d'autres causes. S'il/elle mène ou participe d'activités politiques (si l'enquêté à déjà participé ou s'il occupe des fonctions soit au niveau local du quartier ou au niveau de la mairie, ou plus large...), si c'est la famille (parents engagés ou représentants politiques).
- Si l'enquêté participe ou se sent concerné par les problèmes liés à la nature. Comment s'y réfère-t-il/elle, suivant quelles échelles (globales, locaux, ancrées, etc.).
- Relations avec le gouvernement au niveau local (mairie), régional (ministères, CONAMA, CONAF, etc.) et avec d'autres collectifs ou organisations non gouvernementaux (ONG, CODEFF, Defendamos la ciudad, associations, *juntas de vecino*, parents d'élèves, etc.).

### 3. Savoirs

- Connaissances techniques : ce que l'enquêté sait par rapport aux connaissances techniques (savoir profane/savoir scientifique), par rapport à l'action publique et par rapport aux effets plus globaux (liens avec thématiques globales : changement climatique, idée de crise, etc.).
- Si c'est le cas, comment est-ce l'enquêté a incorporé ces savoirs : diplôme, loisir, plaisir, famille, etc.

### 4. Territoire et quartier

- Lorsqu'il s'agit d'entretiens avec des habitants, demander aux enquêtés qui sont les habitants les plus anciens afin de retracer l'histoire du territoire. Noter qui habitait avant dans le quartier en question, qui sont les nouveaux habitants, pour essayer de reconstruire l'histoire du territoire. Demander à l'enquêté de me faire des cartes pour me repérer et comprendre sa propre représentation du territoire en question.
- Questions de références historiques au lieu où l'enquêté habite (quartier, l'achat de son terrain, qui étaient les propriétaires antérieurs, comment il a acquis sa propriété – banque, héritage – et auprès de qui, comment il a su que les parcelles étaient en vente).
- Repérer les histoires locales, les faits historiques ou les événements importants dans le quartier.
- Relations, représentations, perceptions avec la nature/environnement/espaces (jardins, loisirs, famille, temps libre...) Préoccupations envers l'environnement et sa protection.

### 5. Réseaux

- Contacts : quels contacts me conseille d'aller voir l'enquêté. Demander d'autres contacts, suivre les réseaux d'interconnaissance<sup>358</sup> (c'est-à-dire, suivre les contacts de mes contacts, les amis de mes enquêtés, les voisins de mes enquêtés, etc.).

---

<sup>358</sup> Bien que j'ai cherché les fiches des *juntas de vecino* dans la municipalité pour repérer et contacter certains dirigeants, j'ai privilégié des contacts « par le bas », suivant les recommandations des enquêtés.

## **6. Archives**

- Solliciter des archives (écrits, audiovisuels, de presse, institutionnels, etc.) : voir si l'enquêté possède des archives, si je peux les voir, où sont-ils gardés, de quoi ils traitent, par qui ils ont été soignés et gardés.

## Annexe 3

### Photographies de l'enquête<sup>359</sup>



**Fig. 1.** Photographie aérienne de Santiago dans laquelle on observe la piémont où se situe la commune de La Florida et la forêt El Panul. Source : Red de Defensa de la Precordillera.



**Fig. 2.** Composition photographique de la vue sur la vallée de Santiago, prise depuis la forêt El Panul. Source : photographie de Valeria Flores, architecte, membre du RDP.

---

<sup>359</sup> Les images suivantes se présentent en tant que référents visuels de quelques aspects abordés dans cette thèse, sans une prétention d'illustrer exhaustivement l'enquête.



**Fig. 3.** Photographie des logements sociaux construits comme conséquence des coulées de boue de 1993. Source : photographie de l'auteur.



**Fig. 4.** Photographie d'une « *animita* » (petit tombeau commémoratif) caractéristique de la culture populaire du Chili, destiné en général à signaler le lieu d'un accident où des personnes sont mortes. Dans ce cas, il s'agit d'une *animita* dédiée aux victimes des coulées de boue de 1993.  
Source : photographie de l'auteur.



**Fig. 5.** Photographie du Parc Quebrada Macul, lieu où les coulées de boue ont passé en 1993. La grille, visible dans l'image, fonctionne comme une division entre la ravine naturelle et le parc. Il est à noter que la ravine ne fut pas incluse dans le parc. Source : photographie de l'auteure.



**Fig. 6.** Photographie prise à côté de la Quebrada Macul. On voit le panneau installé par le MOP signalant les travaux d'infrastructure pour le contrôle des coulées de boue. Photographie de l'auteure.







**Fig. 7, 8 et 9.** Diverses images relatives à la vente de projets immobiliers près de la forêt El Panul. Source : photographies de l'auteur et extrait de la Revue *El Sábado*, 2009.



**Fig. 10.** Photographie d'affiches du projet immobilier *Las pircas*, commune de Peñalolén. Le slogan « Vive mieux aux pieds de la cordillère » dévoile le style de vie proposé aux futurs habitants du *condominio*. Source : photographie de l'auteur.



**Fig. 11.** Photographie de la cordillère des Andes, prise depuis le Mall Florida Center. Outre la cordillère, on aperçoit le communes de Peñalolén et Macul. Source : Ariel Cruz.



**Fig. 12 et 13.** Images de la forêt El Panul. Source : photographies d'Ariel Cruz et RDP.





**Fig. 14.** Porte d'entrée de la maison d'Annie, présidente du RDP. Source : photographie de l'auteur.



**FigFig. 15 et 16.** Photographies chez Luis, dirigeant de l'association de potagers collectifs, dans sa parcelle à La Pintana. Source : photographie de l'auteur.



**Fig. 17.** Photographie d'une réunion du RDP à l'Intendencia Metropolitana avec la Commission Rurale, et d'autres collectifs citoyens, en vue de discuter le Plan d'Urbanisme Métropolitain, Novembre 2010.  
Source : photographie de l'auteure.



**Fig. 18.** Photographie des pluies et débordements dans le quartier du *condominio* Lomas de Lo Cañas, en 2005. Source : Robin, habitant et dirigeant du *condominio* Lomas.



**Fig. 19.** Photographie d'Annie à l' « exposition citoyenne » de la place centrale de la commune de Ñuñoa, 2009. Source : photographie de l'auteur.



**Fig. 20.** Photographie des quartiers pauvres présents encore aujourd'hui tout près de la Quebrada de Macul dans la précordillère de La Florida, 2008. Source : photographie de l'auteur.



**Fig. 21.** Photographie du quartier de *condominios* Jardines de la Viña, situé aux pieds de la cordillère des Andes, 2008. Source : photographie de l'auteur.



**Fig. 22.** Photographie de l'accès au Panul, 2008. Source : photographie de l'auteur.



**Fig. 23.** Photographie d'une école privée construite aux pieds de la cordillère à La Florida, 2008. Source : photographie de l'auteur.



**Fig. 24.** Photographie des maisons du type *condominios* dans la précordillère de La Florida, au sud de Lo Cañas, quartier Jardines de la Viña, 2008. Source : photographie de l'auteur.





**Fig. 25.** Photographie d'un monument pour commémorer les victimes des coulées de boue de 1993 à Santa Teresa. Il est placé à quelques mètres de la Quebrada de Lo Cañas, 2008.  
Source : photographie de l'auteure.



**Fig. 26.** Photographie d'un centre culturel construit suite aux coulées de boue de 1993 dans le quartier de Santa Teresa, 2008. Source : photographie de l'auteure.



**Fig. 27.** Photographie de la principale avenue de Santa Teresa. Aujourd'hui, les habitants des *condominios* circulent normalement dans cette avenue, ainsi que les transports publics. C'est ce même terrain par où les coulées de boue de 1993 sont passées, 2008. Source : photographie de l'auteur.

## Annexe 4

### Documents obtenus à travers la Loi de Transparence 20.285

Voici les documents que j'ai sollicité et obtenu de la part de la mairie de La Florida (à travers la Loi de Transparence 20.285 à laquelle doivent se soumettre les services publics chiliens) concernant la légalisation, la division et la construction des *poblaciones* de El Progreso et El Esfuerzo avant les coulées de boue de 1993. Cependant, comme le lecteur le notera, ces documents sont assez ambigus et peu compréhensibles. C'est pourquoi la tâche d'étudier comment le processus, d'abord, d'évaluation et ensuite de construction des *poblaciones* – comment il a été mené par les fonctionnaires et les experts – est difficile. Le premier document concerne la réponse de la mairie. Les deux autres expliquent les autorisations des constructions des *poblaciones* avant les coulées de boue de 1993.



MUNICIPALIDAD DE LA FLORIDA  
REGIÓN METROPOLITANA

14222 178400  
TRANSPARENCIA

ORD.: N° 189

ANT.: Solicitud de Información  
Ley de Transparencia N°  
20.285 sobre Acceso a la  
Información Pública,  
Expediente N° 6197.

MAT.: Responde solicitud de  
Información.

La Florida, 8 de septiembre de 2014

DE: ADMINISTRADORA MUNICIPAL  
A: CONSUELO BISKUPOVIC  
CBISKUPOVIC@GMAIL.COM

Esta Alcaldía ha tomado conocimiento de su presentación de 14 de agosto de 2014, ingresada con el expediente del antecedente, mediante el cual usted solicitó conocer información relativa a viviendas sociales en el sector Fernando Domínguez, El Progreso, y El Esfuerzo.

Al respecto, remito a usted los antecedentes informados por la Dirección de Obras Municipales.

Saluda atentamente a usted,

  
MARÍA LORETO SILVA REBECO  
ADMINISTRADORA MUNICIPAL DE LA FLORIDA



Distribución: La indicada; Alcaldía; Oficina de Partes  
Archivo Dirección de Asesoría Jurídica

Figure 1 Réponse de la mairie de La Florida

MUNICIPALIDAD DE LA FLORIDA  
REGION METROPOLITANA

DECRETO

Nº 589.-

LA FLORIDA, 13 JUL 1984

VISTOS:

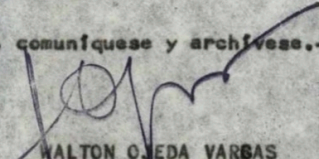
El Informe Nº 03 del 19 de abril de 1984, de Asesoría Urbana de este Municipio, que solicita autorización para que un arquitecto municipal firme el plano de loteo de Villa "El Progreso", que ha ejecutado el Municipio, en un programa de asistencia técnica, a la vista de tratarse de pobladores de escasos recursos; lo dispuesto en el artículo 13 de la Ley General de Urbanismo y Construcciones, D.F.L. Nº 458, de 1976, publicado en el Diario Oficial de fecha 13 de abril de 1976; y las facultades que me confiere la Ley Orgánica de Municipios y Administración Comunal, D.L. Nº 1.289,

DECRETO:

Designase al arquitecto municipal, grado 6º E.M., don Alfonso Raposo Moyano, para firmar como arquitecto el plano de loteo de la Villa El Progreso, de propiedad de los señores Rodolfo Valdés B. y otros, por las razones expuestas en los vistos de este decreto.

Se deja constancia que los servicios del señor Raposo serán gratuitos.

Anótese, comuníquese y archívese.-

  
WALTON OJEDA VARGAS  
Alcalde



CLAUDIO RIVERA HONORATO  
Secretario Abogado Municipal



CRH/mcb.-

Fig. 2 Décret 589, 13 juillet 1984.



MUNICIPALIDAD DE LA FLORIDA  
Dirección de Obras

LA FLORIDA, 24...de.07.....de 1984

I N F O R M E N° 43 /

OBJ. : Información de loteo y/o subdivisión  
~~XXXXXX~~ EL PROGRESO.

SOLICITANTE : RODOLFO VALDES Y OTROS.  
PROPIETARIO : RODOLFO VALDES Y OTROS.  
ARQUITECTO : ALFONSO RAPOSO MOYANO, I.M.L.F.  
UBICACION : PARCELA 7, MANZANA A, LOTEO LAS PERDIGES,  
ZONA URBANA.

Revisado los antecedentes para el loteo la subdivisión del presente proyecto, el Asesor Urbanista en forma favorablemente el cual cumple con las disposiciones del Plano Regulador vigente y Ordenanza Local, aprobado por D. S. N° 663 del 20.09.68, en consecuencia la Dirección de Obras Municipales puede aprobar el loteo la subdivisión en referencia.

El presente informe se otorga en conformidad a lo dispuesto por el Art. 10°, letra b), inciso 1° del D. S. (V. y U.) - N° 458 del 13.04.76.

OBSERVACIONES:

- Loteo con urbanización simultánea.
- Plano desarrollado por la I.M.L.F., y autorizada su arquitecto por Decreto Alcaldicio N° 589 del 13/07/84.-

MGR./mm.  
XXXX/

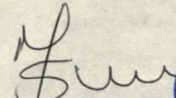
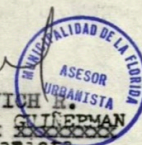
  
MARIANA GUROVICH H.  
RICARDO LIETZ GUERMAN  
Asesor Urbanista  


Fig. 3 Rapport numéro 43, 13 août 1984.

I. MUNICIPALIDAD DE LA FLORIDA.  
Departamento de Obras

LA FLORIDA, 30 de Diciembre de 1987.-

RECEPCION DE URBANIZACION  
Arts. 119, 135, 136 D.  
MINVU 458 del 12/04/76 y Ley 18591

R E S O L U C I O N N° 275.- /

RECEPCION : Final Urbanización Loteo  
El Esfuerzo.-

PROPIETARIO: Individuales por cada lote

UBICACION : MARIA CRISTINA s/n

EXPEDIENTE : 180 Loteo.-

TENIENDO PRESENTE:

- 1.- La solicitud presentada por ORD. N° 199 de Secplac para el loteo El Esfuerzo ubicado en Maria Cristina s/n que fué aprobado por Informe Favorable de Asesoría Urbana N° del y Resolución N° 18 - A de Dirección de Obras Municipales, en que se fijaron además las obras de urbanización a ejecutar.
- 2.- El Informe N° 447 del 30/12/87 de la Inspección de Obras.-
- 3.- Lo dispuesto en los Arts. 119, 135, 136 del D. Minvu 458 publicado en el diario oficial de fecha 13/04/76 y el Art. 12 de la Ley 18591.
- 4.- Lo expresado en ORD. 199 del 25/09/87 de Secplac.-

RESUELVO:

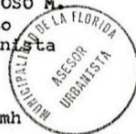
- 1.- Decláranse ejecutadas las obras de urbanización del loteo El Esfuerzo y se recibe del mismo la Municipalidad de La Florida para los efectos contemplados Arts. del D. Minvu 458.
- 2.- Pongase en conocimiento del Sr. Secretario Municipal la presente - Resolución para los efectos que procedan y DENSE copias autorizadas al interesado.-

OBSERVACIONES:

Denomínase calle Maria Cristina y calle El Esfuerzo a las calles que integran el loteo.

*Alfonso Raposo M.*  
ALFONSO RAPOSO M.  
Arquitecto  
Asesor Urbanista

RKG/ARM/wmm/mmh



*Ricardo Klein Guiterman*  
RICARDO KLEIN GUITERMAN  
Arquitecto  
Jefe Depto. de Obras Municipales

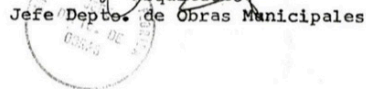


Fig. 4. Résolution 275, 30 décembre 1987.